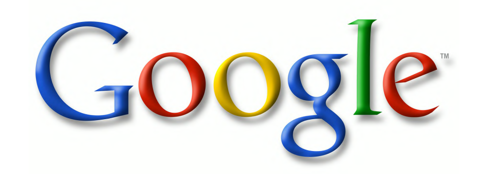


This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

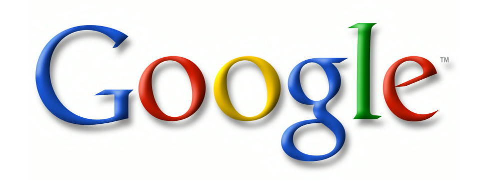
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at http://books.google.com/



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`



24 e. 17

TILLY

OU

LA GUERRE DE TRENTE ANS.

TILLY

OU

LA GUERRE DE TRENTE ANS

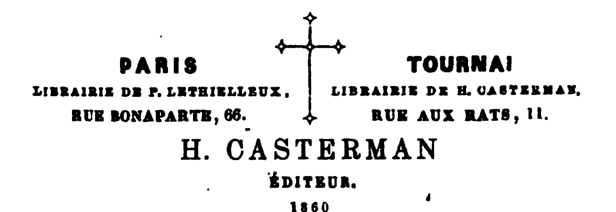
DE 1618 A 1632

PAR

Le Comte DE VILLERMONT.

TOME PREMIER.

24. e. 17.



PARIS
LIBRAIRIE DE P. LETHIELLEUX,
RUE BONAPARTE, 66.

TOURNAI
LIBRAIRIE DE H. CASTERMAN,
RUE AUX RATS, 11.

H. CASTERMAN
ÉDITEUR.
1860



PROPRIÉTÉ

ET RÉSERVE POUR TOUTE TRADUCTION.

TILLY.



CHAPITRE I.

Origine de Tilly. Son éducation. Ses débuts dans la carrière militaire. Guerre de Cologne. Gebhard Truchsess, archevêque, électeur de Cologne, épouse Agnès de Mansfeld. Il est déposé. Election d'Ernest de Bavière. Tilly enseigne dans le régiment de Lynden. Fin de la guerre de Cologne. Siége d'Anvers. Vertus chrétiennes de Tilly. Le camp espagnol. Campagne de France. Tilly, capitaine au régiment de Schwarzenberg. Bataille d'Auneau. Siége de Jamets. Tilly, colonel. Journées d'Arques et d'Yvry. Tilly, gouverneur de Dun et de Villefranche. Offres de Henri IV. Guerre des Turcs. Tilly passe au service de l'empereur. Jacques de Tilly. Confusion entre les deux frères.

La famille Tserclaes, dit son savant généalogiste, M. Goethaels, est la plus ancienne de Bruxelles et l'une des plus illustres du Brabant. Race toujours féconde en vaillants hommes de guerre, elle donna naissance, vers le milieu du XIVe siècle, au célèbre Evrard Tserclaes, l'une des gloires les plus pures de la Belgique; mais nul de ses enfants ne jeta plus d'éclat sur elle que Jean Tserclaes de Tilly, l'immortel héros de la guerre de trente ans. Ce digne descendant du Libérateur de Bruxelles était le second fils de Martin Tserclaes, seigneur de Tilly, de Balastre et de Montigny-sur-Sambre, sénéchal héréditaire du comté de Namur, conseiller de guerre de l'empereur, et de Dorothée de Schierstaedt, dame d'honneur de

la reine Marie de Hongrie, gouvernante des Pays-Bas[1]. S'il faut en croire quelques auteurs, il tenait de près à la famille impériale d'Autriche, par son aïeule maternelle, Dorothée de Gersdorf, fille naturelle de l'empereur Maximilien. Toutefois, il est à remarquer que nulle part, dans la nombreuse correspondance de Jean de Tilly et de Jacques son frère aîné, on ne voit la moindre allusion à cette parenté équivoque, dont leur noblesse pouvait facilement se passer. Les historiens varient sur le lieu de naissance de Jean de Tilly. Les uns le font naître au château de Tilly, près de Genappe (Brabant); les autres assurent qu'il vit le jour à Bruxelles, dans l'ancien hôtel de sa famille, situé rue de Louvain. Quelques-uns vont jusqu'à désigner, on ne sait sur quel fondement, Liége, comme sa patrie. Quoi qu'il en soit, il est certain que Tilly fut belge de naissance comme de race, et qu'il naquit au mois de février 1559. Son père avait servi avec honneur dans les armées impériales et principalement lors de l'expédition dirigée contre les Moscovites, en Livonie, par Meinhadt de Schierstaedt, dont il épousa plus tard la fille[2]. Revenu dans sa patrie, Martin Tserclaes se laissa entraîner par les idées alors en vogue parmi la noblesse flamande, et signa le compromis des nobles, ce premier acte de la révolution des Pays-Bas, au 16e siècle. Déjà, en 1562, il avait été député à Madrid, avec Nysse, par les États de Brabant, pour porter au roi d'Espagne les doléances de ses concitoyens[3]. Plus tard, il fut du nombre des gentilshommes qui accompagnèrent Brederode, lorsque fut présentée à Marguerite de Parme la fameuse requête des confédérés. Ces faits et la part qu'il prit au premier armement des gueux l'avaient rendu justement suspect à la cour d'Espagne. Cité devant le conseil des troubles, il se hâta de pas-

[1] Goethaels. Généalogie de Tserclaes. p. 1.
[2] Ibid., p. 130. [3] Strada, tom. I, p. 180.

ser à l'étranger et fut condamné par arrêt du 1er septembre 1568, au bannissement perpétuel et à la confiscation de tous ses biens « pour avoir esté du nombre des gentilshommes confédérez et signé leur détestable compromis et suyvant ce s'estre trouvé à Saint-Tron où il fut choisi et dénommé par les confédérez de Namur pour un de leurs députez pour traiter des affaires des confédérez avec son Altesse, auquel lieu de Saint-Tron, se sont traité plusieurs choses de rebellion, comme de prendre les armes contre S. M. et de recevoir le peuple sectaire et consistoriant en leur protection et sauvegarde et faire faire le démembrement d'icelluy, aussy de retenir en wartgeld m/4 chevaulx et 4 régiments des Allemands pour faire teste à S. M., etc.[1] »

Martin Tserclaes, éclairé sans doute sur le véritable but des meneurs de la rébellion par les excès des iconoclastes et les horribles cruautés des gueux, se sépara complétement de ses anciens amis. Sa conduite lui mérita l'indulgence du roi d'Espagne, et, le 30 avril 1574, il reçut des lettres de rémission qui lui permirent de retourner dans sa patrie et de rentrer en possession de ses biens, dont il jouit paisiblement jusqu'à sa mort, arrivée en 1597.

Jean Tserclaes de Tilly avait un peu plus de dix ans, lorsque sa mère le confia aux soins des Jésuites, réputés, avec raison, les meilleurs instituteurs de la jeunesse. Envoyé d'abord au collége que les Pères de la compagnie possédaient à Châtelet, il passa peu après à Cologne. Sa grande piété, ses dispositions précoces à l'ascétisme parurent l'incliner, de bonne heure, à l'état religieux. On assure qu'il prit, de l'aveu de ses parents, l'habit de novice dans la société de Jésus. Le fait n'est nullement prouvé. Son nom ne figure, en effet, sur aucun des catalogues de la célèbre compagnie, et Vernulœus, son apologiste contem-

[1] Archives du Royaume. Liasses de l'audience. Liasse 284, num. 1.

porain, n'en dit rien. Du reste, s'il entra au noviciat, ce ne fut pas pour longtemps, car sa vocation militaire se dessina de bonne heure. Toutefois, loin de s'enfuir de sombres cloîtres ou de jeter le froc aux orties, comme l'ont avancé quelques biographes, plus amoureux du pittoresque de la phrase que de l'exactitude du fond, il ne se sépara de ses premiers maîtres qu'en leur conservant une reconnaissance et un attachement dont il ne cessa de leur donner des preuves toute sa vie.

Comme tous les jeunes gentilshommes de son temps, Jean de Tilly débuta par porter la pique. Certains auteurs allemands avancent qu'il fit ses premières armes sous le duc d'Albe, dont il aurait cherché à copier l'extérieur[1]. Or, le duc d'Albe quitta les Pays-Bas en 1573, époque à laquelle Tilly était encore entre les mains des Jésuites. Ce ne fut que plus tard et alors qu'Alexandre Farnèse, duc de Parme, avait remplacé don Juan d'Autriche, que Tilly fit sa première campagne, dans le régiment du comte Octave de Mansfeld, en qualité de volontaire. Sa valeur le signala bientôt à l'attention de ses chefs, et le fit remarquer du duc de Parme, qui lui témoigna, en plusieurs rencontres, toute son estime.

Sur ces entrefaites éclata la guerre de Cologne. Gebhard Truchsess de Waldbourg, archevêque de Cologne, s'était épris éperdûment d'Agnès de Mansfeld, chanoinesse de Gersheim; menacé par les frères de cette dame, il offrit d'abord de renoncer à ses dignités ecclésiastiques pour se marier avec Agnès, bien qu'il fût déjà dans les Ordres. Mais le sacrifice était au-dessus de ses forces, et Gebhard se trouva entraîné à chercher dans l'apostasie ouverte un moyen de concilier à la fois les intérêts de son ambition et ceux de sa passion. Il abjura publiquement le catholicisme et se fit marier en grande pompe par un prédicant calvi-

[1] Gfrœrer, Histoire de Gustave-Adolphe, p. 946.

niste. Ce sacrilége fut le signal d'un soulèvement général. Gebhard, abandonné de ses sujets, proscrit par l'empereur, excommunié par le pape, fut déclaré déchu de son électorat, et le chapitre, d'une voix unanime, élut à sa place, Ernest de Bavière, déjà évêque de Freysingen, d'Hildesheim et de Liége. Dans cette extrémité, Gebhard eut recours à l'appui des princes réformés qui l'avaient encouragé dans son apostasie et qui devaient nécessairement en désirer le succès, soit pour s'assurer la majorité dans le collége électoral, soit pour porter un coup mortel à la *Réserve ecclésiastique*. De son côté, Ernest de Bavière invoqua le secours de l'Espagne, ordonna de nombreuses levées dans ses évêchés et chargea, entre autres, Herman de Lynden et Baron de Reckheim, de mettre sur pied, en toute hâte, « un régiment de trois mille hommes de pied, sous dix enseignes d'infanterie liégeoise et une compagnie de lances à cheval[1]. » En onze jours, le régiment fut prêt à partir. Lynden en confia le drapeau colonel à Tilly[2], dont Octave de Mansfeld lui avait signalé le mérite. Les campagnes de ce corps dans l'Electorat furent marquées par de nombreuses victoires; il soutint presque seul[3], la lutte contre le comte Palatin, Casimir, principal auxiliaire de Gebhard, le battit, en plusieurs rencontres, et finit par le chasser entièrement de la Westphalie. La guerre terminée, le régiment de Lynden fut licencié, et Tilly, avide de nouveaux périls, reprit sa pique de simple volontaire, sous les drapeaux du duc de Parme, alors occupé au siége d'Anvers. C'est à l'école de Farnèse que Tilly puisa les premiers principes de son éducation de grand capitaine; c'est là qu'il se forma aux habitudes sévères de la discipline espagnole. Ses dispositions naturelles de piété pratique trouvèrent un point d'appui et un nouvel aliment dans la puissante influence de l'exemple donné par ses chefs. La

[1] Butkens. [2] Corresp. de Tilly. [3] Même corresp.

ferveur du duc de Parme égalait sa bravoure, et le soin spirituel de ses soldats le préoccupait non moins que le devoir du roi. Son camp était chrétien dans toute la force du mot. La prière, en commun, ouvrait et terminait chaque journée, présidait aux repas, consacrait tous les actes importants de la vie militaire; avant le combat, au moment de l'assaut, en toute circonstance périlleuse, les soldats imploraient à genoux le secours du Dieu des armées, et, dans mainte occasion critique, on les vit se prosterner au milieu des balles et des sarcasmes de l'ennemi; puis, se relevant animés d'une ardeur nouvelle, lui arracher, par des prodiges de valeur, la victoire qu'il croyait déjà tenir.

Digne élève de ce héros catholique, Tilly prit part aux admirables et gigantesques travaux qui amenèrent la prise d'Anvers. Ce fut le dernier acte de sa carrière militaire aux Pays-Bas.

A cette époque, la guerre civile désolait la France. Philippe II, dont les vastes projets embrassaient le monde entier, et qui, portant ses visées ambitieuses jusque sur le trône de saint Louis, avait pris parti pour la ligue, se disposait à appuyer son intervention par des forces imposantes. Sur ses ordres, Farnèse envoya au duc de Guise un corps de troupes commandé par les marquis de Havré et de Varambon. Un des colonels qui faisaient partie de l'expédition, le comte Adolphe de Schwarzemberg, offrit à Tilly une compagnie dans son régiment de cuirassiers. Le jeune volontaire s'empressa d'accepter, heureux de pouvoir continuer à défendre la cause de sa foi, sans avoir à combattre des compatriotes. Il se distingua à la bataille d'Auneau, où l'armée des protestants allemands, sous la conduite du comte Fabien de Dohna, fut complétement défaite par le duc de Guise, et il poursuivit avec son régiment les débris de cette armée, jusqu'aux frontières d'Allemagne. Peu après, il passa au service du duc de Lorraine, et fit toutes les guerres de cette maison. En

1588, il assista au siége de Jamets, qu'il dirigea quelque temps, en l'absence du général de l'armée lorraine. Après l'assassinat de Guise, à Blois, le duc de Lorraine envoya quelques troupes à la ligue, et Tilly reçut le commandement de quatre cornettes de cavalerie, à la tête desquelles il combattit aux journées d'Arques et d'Ivry.

Revenu en Lorraine, il reçut un commandement plus important, lors de l'expédition d'Alsace, entreprise par le cardinal de Lorraine, évêque de Strasbourg, contre son compétiteur protestant, le margrave Georges de Brandenbourg.

En récompense de ses services, le duc lui conféra le gouvernement des villes de Dun et de Villefranche, que Tilly conserva jusqu'en 1594, époque à laquelle ces deux places furent remises à Henri IV, par suite du traité de paix intervenu entre ce monarque et le prince Lorrain. Henri était trop bon appréciateur du mérite militaire pour n'avoir pas pénétré celui de Tilly : il chercha à se l'attacher par des offres brillantes, mais ses démarches échouèrent complétement. A dater de ce moment, jusqu'à l'année 1600, on perd toute trace positive de Tilly. La faible lueur jetée sur les commencements de sa carrière, par ses apologistes, s'éteint entièrement, et nous en sommes réduits aux conjectures pour nous rendre compte de cette lacune de cinq années.

On ne peut supposer que Jean de Tilly, jusqu'alors si avide d'expérience militaire, si empressé d'aller étudier l'art de la guerre sous les maîtres illustres de l'époque, ait passé dans un repos absolu, le long espace de temps compris entre le traité du duc de Lorraine avec Henri IV (1594), et la campagne de Hongrie de 1600, où son nom se retrouve parmi ceux des compagnons du duc de Mercœur. D'autre part, rien n'autorise non plus à croire qu'il soit allé rejoindre, en Bretagne, le dernier des adversaires de Henri IV. Reste l'hypothèse qu'il ait pris du service en

Hongrie, dès 1595; or, les correspondances conservées aux archives de Bruxelles et de Vienne contiennent effectivement des passages qui seraient décisifs sur ce point, si l'identité personnelle était bien constatée. Malheureusement, il n'en est pas ainsi, et de nouvelles obscurités surgissent des sources mêmes où l'on croyait puiser la lumière. Nous allons exposer les faits, le lecteur jugera.

L'Allemagne soutenait alors une lutte terrible contre le débordement des invasions turques. En 1594, le sultan Amurat avait lancé sur la Hongrie les hordes innombrables de ses soldats. Brisant toute résistance sur son passage, il semblait à la veille d'engloutir l'Europe entière, dans un abime de misère et d'esclavage. Les populations, chassées de leurs foyers, par une invincible terreur, fuyaient en foule devant le torrent dévastateur, et se répandaient sur les frontières d'Allemagne, en y apportant, avec l'impression de leur effroi, les récits exagérés de leurs souffrances et des actes de la barbarie musulmane. Telle était l'anxiété universelle que des prières publiques furent ordonnées pour implorer le secours d'en haut. Trois fois par jour, dans toute l'étendue de l'empire allemand, la cloche appelait les fidèles dans les églises, afin de prier Dieu pour le salut de la chrétienté. Les réjouissances avaient fait place aux larmes, les fêtes aux manifestations de deuil et de pénitence. La miséricorde divine se laissa émouvoir et permit que cette expédition gigantesque échouât sans autre cause que l'indiscipline même des Turcs et les révolutions du sérail. Mais le sanglant avertissement n'avait pas été perdu pour l'Europe. Les princes catholiques, comprenant l'imminence et la grandeur du péril qui les avait menacés, envoyèrent de toutes parts des secours à l'empereur et mirent plus d'empressement à répondre à son appel, que les vassaux mêmes du Saint-Empire. De son côté, l'empereur Rodolphe II se hâta de réunir des forces respectables, pour défendre ses domaines contre le retour de semblables

invasions et mit tous ses soins à attirer à son service des officiers de mérite et d'expérience. Dans ces conjonctures, ses regards se portèrent naturellement sur les Pays-Bas. La Belgique passait alors pour la meilleure école militaire de l'Europe. Pas un gentilhomme qui ne se fît gloire d'y avoir fait ses premières armes, pas un capitaine qui ne tînt à honneur de s'y être formé sous les leçons des d'Albe, des Juan d'Autriche, des Farnèse. C'est là que s'étaient aguerries ces redoutables bandes wallonnes, la gloire de l'Espagne, la terreur de ses ennemis, dont la vieille renommée vint s'ensevelir, avec Fuentes, dans les champs de Rocroy. C'est là que s'était créée cette pépinière féconde de vaillants et habiles généraux, d'où sortirent successivement Charles de Mansfeld, Basta, Bucquoy, Tilly et tant d'autres chefs, illustrés dans la guerre de trente ans.

Rodolphe ouvrit donc, avec l'archiduc Ernest, gouverneur général des Pays-Bas, une correspondance fort active, et chargea en même temps Sébastien Westernach, son ancien conseiller, devenu secrétaire-intime de l'archiduc, de lui signaler les hommes les plus capables de répondre à ses vues. Westernach se montra digne de la mission importante qui lui était confiée, et déploya autant de zèle que d'intelligence. Sur ses indications, l'empereur écrivit à Ernest, le 18 septembre 1594[1], de vouloir bien lui envoyer quelques officiers et personnages expérimentés, capables d'être employés en toutes sortes de charges, commandements et conseils, et spécialement de négocier avec le comte Charles de Mansfeld, les sieurs de la Motte et de Tilly[2], afin de leur faire accepter du service en Hongrie.

Chose étrange ! le mérite du descendant d'Everard Tserclaes était mieux connu à Prague qu'à Bruxelles, car le 29 septembre, l'archiduc répondit, « que depuis qu'il

[1] Archives de Bruxelles, Secrétairerie d'Etat allemande. Correspondance de Rodolphe. [2] Ibidem.

occupait le gouvernement des pays de par-deçà, il n'avait jamais entendu parler du sieur de Tilly, et que ce gentilhomme lui était complétement inconnu ; qu'il allait prendre des renseignements et rendrait compte, le plus tôt possible, à l'Empereur, du résultat de ses démarches. » Les renseignements furent sans doute trop longs à venir, au gré de Rodolphe, car il adressa plusieurs lettres de rappel à l'archiduc. Bientôt, cependant, les informations les plus satisfaisantes arrivèrent à Bruxelles, et le 21 décembre 1594, l'archiduc put envoyer à l'Empereur une dépêche où, après avoir passé en revue les différents généraux, sur lesquels ce souverain avait jeté les yeux, il s'exprime en ces termes sur Tilly[1] :

« Selon le désir de Votre Majesté, j'ai mandé ici le sieur de Tilly, et je lui ai communiqué les intentions de Votre Majesté, à l'égard de sa personne et de ses services. Ledit sieur m'a témoigné beaucoup de déférence et de bonne volonté, disant qu'il était prêt à se rendre aux désirs de Votre Majesté, et qu'il désirerait seulement savoir à quelles conditions et dans quel emploi il serait appelé à servir. Bien qu'aux termes de la lettre de Votre Majesté, je lui aie fait entrevoir une place de conseiller de guerre extraordinaire, je penche néanmoins à croire qu'il ne s'en contentera pas et qu'il prétendra une autre charge peut-être plus élevée, parce que, selon son dire, confirmé d'ailleurs par les renseignements que j'ai recueillis, il a exercé chez le duc de Lorraine l'office de maréchal de camp, et commandé des régiments de cavalerie. Comme je n'avais pas d'instructions suffisantes de Votre Majesté, je n'ai pas voulu m'engager plus loin vis à vis dudit sieur de Tilly. Je me suis donc borné à convenir avec lui qu'il retournerait dans ses terres, vendredi, jour de Noël, et qu'il reviendrait ici dans huit jours, pour se mettre immédiatement en route

[1] Archives de Bruxelles, Secrétairerie d'Etat allemande. Corresp. de Rodolphe.

et se rendre à la cour de Votre Majesté. Lorsque ledit Tilly sera près de Votre Majesté, Elle saura bien s'entendre avec lui sur le point de son service et des prétentions qu'il peut avoir. »

Tilly n'usa pas même de la latitude qui lui était laissée et partit pour Prague vers la fin de l'année 1594, sans autre garantie qu'une lettre de recommandation de l'archiduc Ernest, en date du 26 décembre, et dont voici le passage le plus saillant :

« .... Je prie humblement et fraternellement V. M. de donner large part en ses bonnes grâces au sieur de Thily, porteur de la présente, comme étant un homme de guerre plein de mérite et d'expérience, bien accommodé dans ce pays, et de lui conférer tel emploi qui convienne à son rang et à sa condition. Je suis persuadé d'ailleurs qu'il ne se laissera dépasser par personne en services de guerre pour V. M.[1] »

Au premier abord, cette correspondance semble claire et précise, elle désigne manifestement Jean de Tilly, par ce qu'elle dit de ses services en Lorraine. Mais Jacques avait également servi en Lorraine. A la vérité, il avait été licencié par le duc au mois de décembre 1590[2], mais divers passages de ses lettres à l'archiduc Ernest indiquent qu'il aurait rempli des charges élevées dans l'armée lorraine. L'obscurité se fait donc de nouveau ; il ne suffit pas pour la dissiper de faire remarquer que le fait de la correspondance entretenue par Jacques de Tilly avec l'archiduc Ernest, en 1590 et 1591, exclut l'idée que ce même Jacques eût été inconnu en 1594 à l'archiduc. L'ignorance du gouverneur général pourrait s'expliquer jusqu'à un certain point par cette circonstance que Jacques était plus connu sous le nom de Tserclaes, le seul dont il signât ses lettres,

[1] Archives du Royaume, Secrétairerie d'Etat allemand. Corresp. de Rodolphe.
[2] Archives du Royaume, liasses de l'audience.

et le prince serait fort excusable de ne pas savoir que le Tserclaes qui lui écrivait et le Thily signalé par Rodolphe fussent une seule et même personne. Ce qui milite le plus en faveur de Jacques, c'est que dans les lettres patentes du titre de comte accordées aux deux frères par Ferdinand II, en 1623, il est nominativement désigné comme ayant rempli les fonctions de major-général au siége de Gran, 1595. Or, les archives de la guerre de Vienne renferment une note annexée à un long mémoire, sur les préparatifs et les plans de la campagne de 1596, et où « J. de Thily » est qualifié de *Locum tenens Principis de Mansfeld et Excubiarum præfectus* » (lieutenant du prince de Mansfeld et major-général).

Au commencement de l'année 1596, le même « J. de Thily » offre à l'Empereur d'aller enrôler dans la basse Allemagne « un nombre » de cavaliers. Cette proposition est agréée, « Thily » reçoit la permission de se rendre à cette fin dans le pays de Liége, sous condition d'un prompt retour.

Enfin, une lettre de l'Empereur du 8 juin 1596, adressée au « sieur de Thily, » alors toujours dans le pays de Liége, lui confie la mission de ramener en Hongrie 400 arquebusiers à cheval et 2,000 hommes d'infanterie wallonne.

Tous ces documents s'appliquent-ils indistinctement à Jacques de Tilly? Quelques juges d'un grand poids répondent résolument par l'affirmative, en invoquant à l'appui de leur opinion une lettre du duc de Mercœur, de l'année de 1601, dans laquelle Jean de Tilly est qualifié « Oberstwachtmeister uber das Fussvolk, » ce qu'ils traduisent par major d'infanterie. Nous croyons l'assimilation très-inexacte; en premier lieu, le grade de major était complètement inconnu dans les états majors des régiments autrichiens de cette époque. En second lieu, la qualification « d'Oberstwachtmeister uber das Fussvolk » se trouve en

plusieurs occasions accolée au nom de personnages notoirement pourvus de fonctions égales, voire même supérieures à celles de colonel.

La confusion entre les deux frères ne cesse donc réellement qu'à partir de l'année 1600, date où l'on trouve Jacques de Tilly, levant à Liége un régiment d'infanterie wallonne, qu'il a charge de mener à Ostende. Jusque-là, il est fort difficile de faire bien nettement la part de chacun des fils de Martin Tserclaes, dans les correspondances impériales conservées à Bruxelles et à Vienne. Très-probablement, tous deux servirent en Hongrie, de. 1595 à 1600, comme tous deux avaient servi en Lorraine. Le lien étroit de l'affection fraternelle les rapprocha longtemps dans leurs carrières militaires. Jacques, plus âgé que son frère, et marié, déposa l'épée après le siége d'Ostende et chercha le repos dans le sein de sa famille; mais ses fils le remplacèrent plus tard auprès du héros catholique, devenu lieutenant général des armées de la ligue; ils se montrèrent les dignes héritiers et du courage militaire de leur père et des mâles et chrétiennes vertus de leur oncle.

CHAPITRE II.

GUERRE DE HONGRIE (1600 A 1606).

Campagne de Hongrie. Mort de Charles de Mansfeld. Organisation vicieuse des armées impériales. Georges Basta. Evènement de Transylvanie. Basta défait Bathory et le Vaywode Michel. Arrivée du duc Merçœur. en Hongrie. Tilly est chargé de lever deux régiments. Il rejoint le duc de Mercœur. Siége de Canissa. Le duc de Mercœur essaie de la délivrer. Lenteur de sa marche. Tilly attaque l'avant-garde turque et la défait. Sa belle défense contre trois mille Tartares. Il est blessé. Position critique des impériaux. Leur retraite. Prise de Canissa. Campagne de 1601. Stuhlweissenburg pris d'assaut. Le pacha d'Ofen essaie de surprendre la place. Il est vaincu et tué. Siége de Canissa par les impériaux. Leur insuccès. Tilly marche à leur secours. Leur retraite. Campagne de 1602. Les Turcs reprennent Stuhlweissenburg. Siége d'Ofen. Prise de Pesth. Assaut donné à Ofen. Tilly est blessé. Campagne de 1604. Les Turcs reprennent Pesth. Siége de Gran. Défaite des Turcs. Guerre en Transylvanie. Mort du Vaywode Michel. Révolte de Szekely. Sa mort. Révolte de Bokskay. Tilly en Transylvanie. Ses exploits. Mutinerie de l'armée impériale. Délivrance de Tokai. Tilly échappe, avec peine, à une embuscade. Campagne de 1605. Second siége de Gran par les Turcs. Leurs progrès menaçants. Faiblesse de l'empereur. Combat de Hydweg. Paix de Zsitra-Torock.

Les espérances fondées par Rodolphe II sur les généraux formés à l'école des Pays-Bas se réalisèrent pleinement. Charles de Mansfeld, appelé par lui au commandement des forces impériales dans la Basse-Hongrie, battit les Turcs et releva l'honneur des armes chrétiennes. Mais la mort le surprit au milieu de son triomphe et il expira au mois d'août 1595, peu de jours avant la prise de Gran, victime des fatigues que lui avait occasionnées le siége de cette place importante. Sa fin prématurée causa une conster-

nation générale et fut regardée comme une catastrophe publique. L'archiduc Maximilien qui le remplaça ne réussit qu'à rendre plus saillant encore le vide laissé par cette mort si regrettable. Après lui, l'archiduc Mathias ne fut pas plus heureux. Aucun de ces princes ne possédait les talents et l'énergie nécessaires pour mener une guerre aussi difficile avec les éléments dont ils disposaient. A cette époque en effet, la permanence des armées n'existait encore qu'en germe, et l'organisation militaire, incomplète et profondément vicieuse, subissait en outre les conséquences fâcheuses du désaccord de ses nouvelles bases avec les principes demeurés toujours les mêmes de la vieille organisation financière. La plupart des troupes étaient licenciées à la fin de chaque campagne, et l'on ne gardait sur pied que celles rigoureusement nécessaires pour la garnison de quelques places fortes. Chaque année exigeait de nouvelles levées, opération toujours longue et incertaine; car la plupart des enrôlements se faisaient dans des pays non soumis à l'autorité directe de l'Empereur, et comme ils étaient toujours accompagnés de grands désordres, chaque prince s'efforçait d'en épargner la charge à ses États. Aussi, plus d'un colonel ou capitaine chargé de lever tel ou tel nombre d'hommes revenait souvent avec la moitié de l'effectif qu'il s'était engagé à ramener, ou échouait complétement. Ces difficultés entraînaient en outre de grandes pertes de temps, et la bonne saison était écoulée avant que les mille et un détachements dont se composait l'armée fussent arrivés au lieu de ralliement. Les soldats mal payés, sans discipline et habitués à la licence, pillaient tout le long de la route, s'arrêtaient où bon leur semblait, se mutinaient et n'avançaient qu'avec lenteur. Le service des approvisionnements était nul, les chemins étaient impraticables pour l'artillerie, les moindres obstacles obligeaient fréquemment à de longs détours, faute de moyens pour les franchir. Il en résultait que les opérations militaires ne

pouvaient commencer que fort tard. Ordinairement, les Turcs, mieux dressés à la guerre, entraient les premiers en campagne, assiégeaient quelque place forte et avaient tout le temps de la prendre avant que leurs adversaires arrivassent pour la délivrer. Rarement les chrétiens les prévinrent, mais jamais assez tôt pour ne pas acheter leurs conquêtes au prix d'une bataille rangée. Un autre vice organique des armées impériales, l'absence de subordination et d'unité parmi les chefs, prenait sa source dans l'extrême diversité des éléments qui les composaient. Les prétentions rivales, sans cesse occupées à se combattre, faisaient perdre de vue l'intérêt général, et absorbaient un temps précieux, avant qu'on eût pu se mettre d'accord sur un plan de campagne. Chacun des chefs allemands, hongrois, wallons, n'entendait obéir qu'à l'Empereur et repoussait toute position secondaire. Aussi, n'était-il pas rare de voir les armements les plus coûteux et les plus formidables paralysés par le défaut d'unité dans le commandement, de concert et d'ensemble dans l'action.

Après la mort de Mansfeld, Rodolphe tourna encore une fois ses regards vers les Pays-Bas, et redoubla d'efforts pour y trouver, parmi les hommes que leur réputation militaire signalait à son attention, un digne successeur de ce grand capitaine. Après plusieurs démarches infructueuses, il parvint enfin à engager à son service Georges Basta, l'un des élèves les plus distingués de Farnèse; mais au moment où Basta arrivait à la cour impériale, des événements graves étaient survenus en Transylvanie.

Le prince de ce pays, Sigismond Bathory, marié à une princesse de la maison d'Autriche, l'archiduchesse Christine de Styrie, cédant à une brusque impulsion de son caractère mobile et inconstant, avait abandonné, en 1597, sa principauté à Rodolphe, en échange des duchés de Ratibor et d'Oppeln et d'une rente annuelle considérable. Quatre mois n'étaient pas encore écoulés que Sigismond

regretta ce qu'il avait fait, s'échappa d'Oppeln et rentra en Transylvanie, où ses anciens sujets le reçurent avec enthousiasme. Les commissaires impériaux chargés de prendre possession de la principauté, furent chassés. Deux villes seules restèrent fidèles à l'Empereur. Sigismond s'empressa de s'excuser auprès de Rodolphe et lui dépêcha des ambassadeurs pour négocier un accord. Mais bientôt, saisi subitement d'un nouveau dégoût, sans attendre le retour de ses envoyés, il renonça une seconde fois au pouvoir et remit, du consentement des Etats, sa principauté au cardinal André Bathory, son cousin. L'Empereur, justement blessé, fit arrêter les ambassadeurs de Sigismond, et, courant au plus pressé, changea la destination de Georges Basta, et lui donna mission de faire reconnaître l'autorité impériale en Transylvanie. Basta rassembla aussitôt des troupes et s'entendit avec Michel, Wayvode de Valachie, pour attaquer André Bathory. Celui-ci, rebuté par l'Empereur, s'était complètement jeté dans les bras des Turcs. Fort de leur appui, il envahit la Valachie; mais battu près d'Hermannstadt, par le Wayvode, il fut atteint et tué dans sa fuite. Michel s'empara ensuite de la Transylvanie tout entière et en demanda l'investiture à Rodolphe, moyennant un tribut annuel. Pour toute réponse, il reçut l'ordre d'évacuer la principauté et d'en laisser le gouvernement à Basta. Le Wayvode ayant voulu résister, fut attaqué et défait à son tour par Basta, et courut à Prague tâcher de regagner par l'intrigue ce que la force des armes lui avait fait perdre.

Ces complications politiques, en absorbant une partie des forces de Rodolphe et l'activité de Basta, rendaient la position des impériaux, en Hongrie, beaucoup plus critique. Heureusement, les circonstances vinrent en aide à l'Empereur. Le dernier des chefs ligueurs, Philippe-Emmanuel de Lorraine Vaudemont, duc de Mercœur, venait de faire la paix avec Henri IV. C'était un homme de guerre

éminent, et dont la réputation militaire égalait la haute naissance. Sa soumission faisait entrer dans le repos une jeunesse nombreuse, aguerrie dans les sanglantes luttes civiles de la France, habituée à la vie agitée des camps et plus désireuse de combats que de loisirs. Il y avait là tout un flot de sang et de forces prêt à se répandre partout où s'ouvrirait une voie d'écoulement. Rodolphe la lui fournit. Découragé du côté des Pays-Bas par l'insuccès de ses tentatives, près du comte Hermann de Berg et d'autres capitaines espagnols, il saisit avec empressement l'occasion que la fortune lui présentait. Il offrit au duc de Mercœur le commandement en chef des armées impériales, et lui fit un pont d'or pour l'engager à amener avec lui « bon nombre de gendarmerie. » La seule perspective d'une croisade contre les infidèles eut bientôt attiré autour de Mercœur une foule de jeunes volontaires, avides de tirer l'épée pour la foi et de suivre les traces glorieuses d'un tel chef. A ce brillant état major, le duc voulait joindre un noyau d'armée solide et vigoureux. Les Wallons passaient alors, non sans raison, pour les meilleurs soldats de l'Europe. Ce fut à eux que ce nouveau général de l'Empereur s'adressa pour former le corps d'élite dont il voulait se faire suivre en Hongrie. Depuis longtemps, il connaissait le rare mérite de Tilly qu'il avait eu occasion d'apprécier dans les guerres de la Ligue; il s'empressa de s'assurer de son concours, le créa son lieutenant, et lui donna la charge de lever dans le pays de Liége un régiment d'infanterie et un autre de cuirassiers. Le premier devait être commandé par le comte de Chaligny, frère du duc, le second par Tilly en personne. Dès le printemps de l'année 1600, Tilly se rendit dans l'évêché de Liége pour y dresser l'effectif des deux corps; mais il rencontra une grande opposition dans le conseil de la ville et de graves difficultés de la part de l'archiduc Albert, qui faisait précisément lever dans les mêmes contrées un régiment d'infanterie par Jacques de Tilly.

Les obstacles furent si grands, que Jean de Tilly, pressé par son chef de venir le rejoindre, quitta Liége, au mois d'août, sans avoir pu achever ses enrôlements, suivi seulement de trois cents cuirasses wallonnes, et de deux escadrons de cavalerie légère. Il mit une telle diligence dans sa marche, que le 14 septembre il entrait dans Vienne, avec le duc de Mercœur. De Vienne, le duc alla rejoindre à Raab l'archiduc Mathias, afin de combiner avec ce prince les plans de la campagne.

Quelque temps avant l'arrivée du général lorrain, Ibrahim Pacha était sorti de Belgrade avec une armée nombreuse dans l'intention d'aller mettre le siége devant Gran, selon les ordres qu'il avait reçus du sultan Mahomet. En route, de nouvelles instructions l'obligèrent de modifier son plan, et il dirigea sa marche sur l'importante place de Canissa, clef de la Styrie. Il s'arrêta un moment devant Babocza qui se rendit au bout de quelques jours, et le 7 septembre, il campa sous les murs de Canissa. La défense de la ville avait été confiée à Georges Paradeiser, brave officier, mais avare et peu aimé de ses soldats. La garnison, de 2000 hommes à peine, était faible, les fortifications en mauvais état. Malgré les réclamations incessantes du gouverneur, aucun renfort ne lui avait été envoyé, et les approvisionnements les plus indispensables ordonnés par le conseil de guerre impérial, n'étaient pas même acheminés, par suite de l'incurie des diverses administrations compétentes. Pour comble de malheur, un incendie allumé par des prisonniers turcs dévora une partie de la ville et des munitions. Peu après, des pluies torrentielles firent tomber des ouvrages entiers dans les fossés, lors qu'il ne restait plus assez de temps pour faire les réparations convenables. Enfin, des symptômes de mutinerie se manifestèrent dans la garnison, en face même de l'ennemi. Néanmoins, Paradeiser se défendit avec courage, et repoussa vigoureusement les attaques des Turcs. L'espoir d'un prompt secours soutenait son énergie.

Mathias et Mercœur s'occupaient, en effet, des moyens de délivrer Canissa. Le premier soin du duc avait été d'assurer l'alimentation de ses troupes, pendant la marche longue et difficile qu'il s'agissait d'entreprendre. A ses demandes, Mathias avait répondu par les promesses les plus formelles, les assertions les plus catégoriques. Malheureusement ces assertions se trouvèrent sans fondement, ces promesses sans exécution. Le pays épuisé et dépeuplé ne put fournir aux munitionnaires impériaux de quoi subvenir aux besoins les plus urgents de l'armée, et l'inertie du conseil de guerre, séant à Prague, résista aux plus pressantes instances de Mathias.

Mais déjà Mercœur, plein de confiance dans les paroles de l'Archiduc, s'était mis en mouvement pour aller au secours de Canissa. Son armée se composait de dix mille hommes de cavalerie et de cinq régiments d'infanterie. Sa marche, gênée par le déplorable état du chemin et les difficultés de l'approvisionnement, fut si lente qu'en onze jours, il avait à peine franchi vingt lieues. A Smenze, il fut rejoint par différents chefs hongrois, dont l'arrivée fit monter ses forces à vingt-cinq mille hommes. Un conseil fut assemblé et l'on décida, d'un commun accord, que le ravitaillement de Canissa étant impossible, à cause de la destruction des routes, on essaierait de détourner de cette place l'attention de l'ennemi, et de l'attirer hors de ses positions pour l'attaquer ensuite avec avantage. Après trois jours de marche pénible dans la vallée de Lormos, les impériaux aperçurent devant eux une nombreuse cavalerie couronnant les hauteurs et barrant la route avec deux pièces de canon. Sans s'arrêter, Mercœur donna l'ordre à Tilly de balayer le passage avec ses cuirassiers, soutenus par un détachement de mousquetaires, et se prépara lui-même à seconder ce mouvement. Tilly s'acquitta parfaitement de sa mission. A la tête de ses Wallons, il gravit rapidement la hauteur, sous un feu plongeant d'artillerie,

charge la cavalerie turque, la met en désordre, sabre les canonniers sur leurs pièces, s'empare de celles-ci et les tourne contre l'ennemi. Les Turcs essaient à plusieurs reprises de se reformer; mais Tilly ne leur en laisse pas le temps, il les culbute chaque fois qu'ils veulent tourner tête, les suit de colline en colline, l'épée dans les reins, et les force de se réfugier à toute vitesse dans leur camp. La nuit seule empêcha les impériaux de poursuivre plus loin leurs avantages. Le lendemain, les Turcs reprirent l'offensive et le combat dura plusieurs heures, sans qu'aucun des deux partis pût s'attribuer la victoire. Mais, à dater de ce moment, Ibrahim évitant avec soin toute action générale, se contenta de harceler l'armée chrétienne par de continuelles attaques de détail. Dans un de ces nombreux engagements, Tilly se couvrit de gloire. Il s'était rendu au devant d'un détachement de 300 cuirassiers, qui arrivaient des Pays-Bas pour compléter son régiment. Au retour, comme il traversait une épaisse forêt située dans le voisinage du camp impérial, il se vit tout à coup enveloppé par une bande de 3,000 Tartares, qui, sortant de tous côtés avec d'horribles clameurs, accablèrent la petite troupe d'une grêle de flèches. Mais au premier signe de danger, Tilly avait fait mettre pied à terre à ses gens, et, les formant en carré, il tint l'ennemi en respect par un feu nourri de mousqueterie[1]. Aux volées de flèches succédèrent des charges répétées de cavalerie qui vinrent se briser contre la muraille de fer des cuirassiers wallons. Ce glorieux, mais inégal combat, durait déjà depuis plusieurs heures, lorsque apparut un régiment de cavalerie, envoyé par Mercœur, dont l'attention avait été éveillée par le bruit de la fusillade. A l'approche de ce renfort, les Tartares se dispersèrent dans les profondeurs de la

[1] A cette occasion, le régiment de cavalerie de Tilly reçut le nom de dragons, sobriquet d'honneur qui se vulgarisa depuis, dans les armées impériales, et s'appliqua aux troupes qui combattaient indifféremment à pied et à cheval. MAILATH. Histoire des Etats européens: Tome II, p. 407.

forêt, laissant trois cents morts et blessés sur le champ de bataille. Tilly n'avait guère perdu qu'une dizaine des siens, mais frappé lui-même d'une flèche au pied, il fut plusieurs jours hors d'état de combattre.

Malgré ces beaux faits d'armes, la position de l'armée impériale devenait de jour en jour plus critique. La famine décimait ses rangs; les rares convois de vivres, presque toujours enlevées par les coureurs tartares, n'arrivaient qu'exceptionnellement et incomplets au camp, le pays ravagé à plusieurs lieues à la ronde ne suffisait plus à fournir la subsistance des hommes et même des chevaux. On en vint jusqu'à dévorer les bêtes de somme de l'armée, et la maladie, conséquence naturelle de la disette, étendit bientôt ses ravages sur les malheureux soldats abîmés de fatigues et de privations. L'impossibilité de jeter du secours dans Canissa sans affaiblir l'armée et compromettre sa retraite, devenait de plus en plus évidente; c'était trop donner au hasard, que de risquer une bataille décisive dans l'état d'épuisement où se trouvaient les troupes, au milieu d'une contrée coupée de montagnes, de bois et de marais, et peu favorable aux manœuvres militaires. La plupart des généraux émirent donc l'avis de retourner à Raab, sauf à revenir dégager Canissa. Seul, avec Colonitz, Mercœur refusa longtemps de prendre ce parti. Il comprenait que ce mouvement rétrograde allait réduire les défenseurs de la place au désespoir et que l'idée d'une nouvelle tentative de délivrance était chimérique. Il céda enfin devant l'inflexible loi de la nécessité, et, le vendredi 13 octobre, commença à se retirer en silence, à la faveur des premières ombres de la nuit. Il avait déjà fait quelque chemin, lorsque l'éveil fut donné par les Tartares. Aussitôt Ibrahim sortit avec la plus grande partie de ses troupes, dans l'espoir de surprendre l'armée impériale en désordre au milieu des épouvantables chemins du pays et de la tailler en pièces. A la pointe du jour, il atteignit la cavalerie de Thurzo, qui formait l'arrière-garde, sous le

commandement supérieur de Tilly. Le combat s'engagea immédiatement. Les soldats de Thurzo, vivement pressés par des forces supérieures, soutenaient avec peine le combat, lorsque Tilly, accourant avec ces cuirassiers, les dégagea et repoussa les assaillants. Au bout de quelques heures, ceux-ci revinrent à la charge avec des troupes fraiches. Tilly les tint vaillamment en échec, jusqu'à ce qu'ayant été rejoint par deux régiments d'infanterie, il reprit hardiment l'offensive, fondit avec furie sur les Turcs et les dispersa complètement. L'ennemi terrifié n'osa plus montrer que de timides éclaireurs, incapables de troubler l'ordre admirable avec lequel s'accomplit la retraite des impériaux. Cette retraite fut une des plus belles que relatent les annales militaires; elle fit le plus grand honneur au prince lorrain dont les sages dispositions, secondées par l'infatigable activité et l'ardent courage de Tilly, surmontèrent un rare ensemble de difficultés et d'obstacles. L'armée impériale rentra dans Raab, sans avoir été entamée et sans avoir perdu une seule pièce de canon.

Dès son arrivée, Mercœur s'empressa de réunir tous les approvisionnements nécessaires pour envoyer à Canissa un secours d'hommes et de vivres. Mais, déjà le 20 octobre, la place s'était rendue. La garnison, découragée par la retraite des impériaux et perdant tout espoir de délivrance, força le gouverneur à capituler, après 45 jours de tranchée ouverte. Paradeiser, renvoyé à Vienne, y fut mis en jugement et expia de sa tête la faiblesse de ses soldats. Cet événement causa la plus pénible impression à la cour impériale et jeta la consternation dans les provinces autrichiennes. Mercœur qui en reçut la nouvelle au milieu de ses préparatifs, ne songea plus qu'à licencier son armée et partit pour Vienne, où un grand nombre de généraux se trouvaient réunis, avec les députés de l'archiduc Ferdinand de Styrie, pour délibérer sur les urgentes nécessités des circonstances. L'imminence du danger stimula le conseil de guerre de Prague et lui imprima une énergie de résolution

et de mesures, malheureusement un peu tardive. On déploya la plus grande activité pour créer et multiplier les ressources, remplir les caisses de l'Etat, armer les arsenaux, et mettre sur pied des forces imposantes. On demanda au pays des sacrifices extraordinaires, à l'Empire un supplément de subsides, aux princes réputés riches, de l'argent comme prêt. Le Pape, les ducs de Florence et de Mantoue, le roi d'Espagne furent mis en réquisition d'hommes et d'écus; ils s'y prêtèrent de bonne grâce. Le pape promit un corps de dix mille hommes sous la conduite de son neveu Aldobrandini. Le grand duc de Florence s'engagea à en envoyer autant sous les ordres de son frère, Jean de Médicis, et le roi d'Espagne annonça la prochaine arrivée de six mille vieux soldats, commandés par Gaudenz de Madruzzi. Ces troupes auxiliaires réunies en Styrie aux contingents des Etats menacés, formaient un total de près de 30,000 hommes. Une seconde armée, commandée par le duc de Mercœur, et sous lui par Hermann Rosswurmb se concentrait en Hongrie. Enfin, Basta en organisait une troisième en Transylvanie.

Le conseil de guerre avait été d'avis de fondre toutes ces forces en un tout formidable, de réduire d'abord Stuhlweissenbourg, puis de marcher sur Canissa, dont la conquête devenait ainsi plus facile. Aldobrandini s'opposa vivement à ce plan, sous prétexte que sa mission se bornait à l'expédition de Canissa, et il déclara qu'il ne donnerait son concours à aucune autre entreprise. Son opinion, appuyée par l'archiduc Ferdinand, l'emporta et l'on décida que chacune des trois armées agirait à part.

Celle du duc de Mercœur était campée près de Raab. Le comte Charles Louis de Sultz y commandait l'artillerie, et Tilly l'infanterie avec le titre de major-général. Vers la fin d'août, Mercœur se rendit au camp et y fit de grands préparatifs apparents pour aller attaquer Ofen. Sur le bruit qui s'en répandit, les Turcs se hâtèrent de faire évacuer les

femmes, les enfants et leurs effets les plus précieux sur Stuhlweissenbourg, dont ils rappelèrent une partie de la garnison. Tout à coup, le 9 septembre, Mercœur dérobant sa marche à la faveur d'une nuit obscure, se porte rapidement à Stuhlweissenbourg, essaie vainement d'emporter la place par un coup de main, et l'investit avant que l'ennemi se soit aperçu de son dessein. Deux jours après, Rosswurmb enleva les faubourgs par un brillant fait d'armes. Le lendemain, le comte de Sultz dressa ses batteries et le 20 septembre, la brèche ayant été jugée suffisante, Tilly reçut l'ordre de tout disposer pour un assaut général. L'attaque eut lieu aux cris de : Jésus! Marie! Les Turcs, débordés sur tous les points, malgré une défense désespérée, essaient en vain une dernière résistance dans les maisons. Forcés jusqu'au fond de leurs retraites, ils périssent presque tous, non sans avoir vendu chèrement leur vie. Pendant la lutte, le feu prit à la ville et en dévora une partie; ce ne fut, pour ainsi dire, qu'en ruine, qu'elle retomba au pouvoir des chrétiens, après 58 ans de domination turque.

Sans perdre de temps, Mercœur qui avait reçu l'avis de l'approche de l'armée turque, fit réparer les murailles de la place et y mit une forte garnison. Puis, avec le reste de ses forces, environ 8,000 hommes, il se retrancha dans une position avantageuse, de manière à communiquer facilement avec la ville.

Le pacha d'Ofen s'était effectivement mis en mouvement avec 30,000 hommes pour aller délivrer Stuhlweissenbourg. En route, il apprit la chute de la forteresse; cette nouvelle ne fit qu'exciter ses désirs de vengeance et il continua sa marche, résolu de livrer la bataille aux impériaux et de leur arracher leur récente conquête. Le 9 octobre, il fit annoncer son arrivée à Mercœur et appuya, le 10, son message par une attaque contre le camp des chrétiens. Ses troupes furent repoussées; mais quelques jours après, il réussit à s'emparer d'une éminence fortifiée qui dominait

la ville, et déjà il commençait à la canonner vivement, lorsque Mercœur l'assaillit à la tête d'une troupe d'élite, délogea les Turcs de la redoute, et s'y maintint malgré leurs efforts réitérés. Sur ces entrefaites, l'archiduc Mathias rejoignit l'armée avec sa garde et un régiment de cavalerie allemande. De concert avec le duc de Mercœur et Rosswurmb, il résolut d'offrir lui-même la bataille aux Turcs et de marcher hardiment sur eux, malgré l'énorme disproportion du nombre. Pour apprécier l'excessive audace de ce projet, il suffirait de faire observer que l'armée impériale ne se montait guères au delà de 10,000, tandis que les Turcs, renforcés de plusieurs corps, comptaient environ 50,000 combattants. Néanmoins, le 15 octobre, les deux princes, mettant plus leur confiance dans le secours du Dieu des armées que dans leurs propres forces, rangent dès la pointe du jour leurs soldats en bataille et les mènent droit aux Turcs. Le choc fut terrible, la victoire longtemps en balance. Un moment les impériaux faiblirent et le désordre se mit parmi les hussards hongrois. Mais un incident imprévu changea la face des choses. Le capucin Laurent de Brindes se précipite au milieu de la mêlée, un crucifix à la main, arrête les fuyards, anime ceux qui tiennent encore. « En avant, suivez-moi ! Victoire, victoire ! » s'écrie-t-il, et il lance son cheval au plus épais des bataillons ottomans ; Rosswurmb, Althann et Tilly se jettent sur ses pas ; à leur exemple, les soldats électrisés chargent si furieusement l'ennemi que rien ne peut résister à leur impétueuse valeur. Le pacha d'Ofen veut rétablir le combat ; il est jeté par terre et tué. Mohamed-Kiaja accourt pour le remplacer, il subit le même sort ; les Turcs sont rompus, écrasés, ils se débandent et fuient de tous côtés, laissant plus de 3,000 morts sur le champ de bataille.

Les princes, trop faibles pour poursuivre leur victoire, ne purent empêcher Hassan-Pacha, de rallier ses gens et de sauver son camp. Néanmoins l'ennemi démoralisé n'osa

plus tenter d'attaques contre Stuhlweissenbourg, et se contenta de quelques escarmouches d'avant-postes. Bientôt après, Hassan reprit la route d'Ofen, après avoir fait complimenter l'Archiduc sur la valeur des chrétiens, et lui avoir porté un défi pour l'année suivante.

Pendant ce temps-là, l'archiduc Ferdinand de Styrie avait entrepris de faire seul le siége de Canissa et de reprendre cette place, clef de ses Etats, voire même de l'Allemagne et de l'Italie. Le Sultan, qui attachait non moins de prix à la conserver, en avait confié le commandement à Hassan Terjaki, vieux guerrier, non moins habile et fécond en ressources, que brave et hardi. Le noyau de la garnison était formé de quelques centaines de renégats, qui n'avaient à attendre des chrétiens ni pitié, ni miséricorde. La défense devait donc être désespérée. L'attaque n'eut pas même un semblant d'énergie. Formidable par le nombre, elle se montait à 30,000 hommes; l'armée chrétienne mal commandée, mal payée, mal approvisionnée, décimée par la faim, le froid et la désertion plus encore que par le feu de l'ennemi, se fondit d'elle-même en quelques mois, presque sans combat. Pour aider l'inexpérience de Ferdinand, on lui avait adjoint Jean Aldobrandini, chef du corps auxiliaire romain. Cet officier, beaucoup plus familier avec les questions de préséance qu'avec les habitudes militaires des Turcs, prétendit diriger les opérations à sa guise, sans consulter les généraux allemands, qu'il refusait de reconnaitre pour ses égaux. L'impéritie la plus incroyable présida à toutes les dispositions du siége, la négligence la plus coupable à l'alimentation de l'armée. On laissa passer la saison favorable en lenteurs de toute espèce, et l'automne était déjà avancé, quand on arriva devant Canissa. Dès les premiers jours de tranchée, 500 hommes moururent de froid et de faim. Au bout de deux mois, on n'avait pas même pu enlever le moindre des ouvrages extérieurs de la place; l'ennemi fourrageait à son aise, en plein jour,

autour du camp, pillait les convois, harcelait les avant-postes et commettait impunément mille insolences.

Cependant, l'Archiduc ne désespérait pas encore de venir à bout de son entreprise. Rien ne lui avait coûté pour parer aux besoins de l'armée, il avait donné ses chevaux aux équipages de train, sacrifié sa tente pour en faire des sacs à sable et bravement payé de sa personne. La nouvelle de la prise de Stuhlweissenbourg le remplit d'un nouveau courage, et fit naître en lui l'espoir d'être secondé par l'armée victorieuse de Mercœur. Pour hâter l'arrivée des secours qu'il attendait de ce prince, il lui dépêcha Jacques Breuner, l'un de ses principaux officiers. Mercœur n'hésita pas un moment à répondre à l'appel de Ferdinand, et commanda aussitôt à Hermann Rosswurmb et à Jean de Tilly de se mettre en marche avec 6,000 hommes de pied et 2,000 cuirassiers. Le prince d'Anhalt, les comtes Philippe de Solms, Jean et Ernest de Thurn et quantité d'autres jeunes gentilshommes s'adjoignirent à eux en qualité de volontaires. Bien que le froid se fît déjà sentir, — on était au mois de novembre, — et que les pluies eussent défoncé les routes, la petite armée de secours ne mit que six jours pour atteindre Canissa. A peine arrivés au camp des chrétiens, Rosswurmb et Tilly s'assurèrent, par l'inspection des travaux du siége, de l'inutilité de nouveaux efforts et conseillèrent la retraite. Leur avis fut adopté par la majeure partie des généraux et le départ fixé au 16 novembre. Dans la nuit qui suivit cette résolution, il tomba une prodigieuse quantité de neige, accompagnée d'un froid si vif que 1,500 hommes et 300 chevaux périrent gelés. Lorsqu'on voulut emmener l'artillerie, on trouva les pièces si profondément enfoncées dans la neige et la boue, qu'il fallut renoncer à les dégager. Force fut d'abandonner les bagages, faute de chevaux, de mettre le feu aux tentes ainsi qu'aux munitions de guerre et, chose horrible à dire, de laisser en arrière 6,000 malheureux blessés ou malades, hors d'état de s'aider eux-

mêmes, que les Turcs massacrèrent le lendemain dans les fossés de la place! Ce ne fut d'ailleurs parmi les troupes démoralisées de Ferdinand qu'une affreuse déroute. Leurs débris, répandus sur tous les chemins, n'atteignirent le territoire autrichien qu'en jonchant leurs pas de cadavres. Pour achever le désastre, la plupart de ceux qui revinrent de cette funeste expédition, succombèrent victimes d'une épidémie terrible, dont ils avaient rapporté les germes dans leurs foyers et qui ravagea des districts entiers. Plus heureux, Rosswurmb et Tilly ramenèrent leurs troupes sans pertes trop grandes à Stuhlweissenbourg, où, selon les habitudes du temps, le duc de Mercœur licencia son armée.

Quoique des négociations eussent déjà été entamées entre l'Empereur et le Sultan, les deux souverains n'en firent pas moins des préparatifs formidables, dès le commencement de l'année 1602. Au mois de janvier, le duc de Mercœur se mit en route pour la Lorraine, avec l'intention d'y lever 1,000 cuirassiers et 2,000 mousquetaires ; mais, à Nuremberg, il fut attaqué d'une fièvre aiguë, qui l'emporta en quelques jours. Sa perte fut amèrement pleurée par Rodolphe à qui la mort semblait se faire un jeu d'enlever ses meilleurs généraux, au moment où il pouvait espérer le plus de leurs services.

Tilly était alors à Prague. Le 7 mai 1602, il reçut des patentes impériales pour la création d'un régiment de 3,000 hommes d'infanterie wallonne. Il se rendit peu après dans l'évêché de Liége, afin d'y organiser ses enrôlements. Ce ne fut pas sans peine qu'il y parvint, car il eut encore à lutter contre le mauvais vouloir du conseil de Liége et les susceptibilités de Spinola[1] qui l'accusait d'accueillir et même d'attirer ses déserteurs. Au 30 juillet, il se trouvait encore à Liége, mais il ne tarda pas à en partir, car le 12 septembre il était au camp de Raab, avec son régiment. Le camp,

[1] Archives du Royaume. Liasse de l'audience. 348. 3°.

rendez-vous général des troupes formant l'armée d'opérations de Hongrie, était commandé par l'archiduc Mathias et se composait de 24,000 hommes d'infanterie et de 8,000 chevaux. Une seconde armée de 18,000 hommes manœuvrait en Transylvanie, sous les ordres de Georges Basta. De leur côté, les Turcs avaient rassemblé des forces considérables, à la tête desquelles le grand visir, plus actif que Mathias, alla, dès le mois d'août, mettre le siége devant Stuhlweissenbourg. La garnison se défendit d'abord avec une rare valeur, et fit éprouver aux assaillants des pertes sensibles. Dans un seul jour, elle repoussa vingt-deux assauts successifs, où périrent 6,000 janissaires. Mais ses victoires mêmes l'affaiblissaient, et bientôt, réduite à un petit nombre d'hommes valides, décimée dans ses chefs, épuisée de fatigues et sans espoir de secours, elle capitula, malgré la résistance de son héroïque commandant, le comte Isolano, qui préféra rester prisonnier des Turcs, que de profiter des bénéfices d'une capitulation qu'il réprouvait. Vingt mille cadavres musulmans, comblant les fossés de Stuhlweissenbourg, attestaient d'ailleurs la vaillance de ses défenseurs, et tel était l'affaiblissement de l'armée turque, qu'elle fut obligée d'attendre des renforts avant de continuer ses opérations.

Mathias était encore occupé à rassembler les troupes impériales près de Raab, lorsqu'il apprit la reddition de l'importante place qu'il se disposait à secourir. Ce ne fut qu'un mois après, le 20 septembre, qu'il se mit en marche pour prendre une éclatante revanche sur la ville d'Ofen. Une étrange lenteur présidait à ses mouvements, car le 2 octobre, seulement, son armée arrivait en vue de la forteresse hongroise.

Le premier soin de l'Archiduc fut de couper le pont de bateaux qui unissait Ofen à Pesth ; à cet effet, il livra au fil de l'eau un brûlot suivi de loin par plusieurs chaloupes chargées de mousquetaires wallons. Les Turcs accoururent

en foule sur le pont et sur les quais pour repousser les assaillants. Mais au même instant, le brûlot faisant explosion mit en pièces quantité de bateaux, en coula d'autres, et lança en l'air des centaines d'hommes. Une confusion extrême suivit ce sanglant coup de théâtre. Sultz et Tilly en profitèrent pour escalader avec leurs gens les remparts de la ville, massacrèrent tout ce qui fit résistance, et se rendirent maîtres des faubourgs.

Le lendemain, les batteries impériales ouvrirent un feu violent sur Ofen. La nuit suivante, l'Archiduc fit attaquer Pesth à la fois par terre et par eau ; ce double assaut fut couronné d'un plein succès. Les Turcs intimidés se défendirent d'ailleurs assez mal. La plupart se rendirent et furent reçus à quartier, sous la condition qu'ils iraient engager leurs coréligionnaires d'Ofen à capituler. La condition fut, paraît-il, consciencieusement accomplie, mais la garnison d'Ofen fit un très-mauvais accueil à ces singuliers parlementaires, et les renvoya ignominieusement.

Les jours suivants, les travaux de siége furent poussés avec vigueur contre Ofen : mais tandis que Mathias pressait ses ingénieurs, le grand Visir, qui de Stuhlweissenbourg s'était dirigé vers la Transylvanie, informé des dangers que courait la place, tourna tête et marcha avec 20,000 hommes sur Pesth. A son approche, Mathias jeta 3,000 hommes dans cette ville et prit toutes les mesures nécessaires pour la mettre à l'abri d'un coup de main. Le 14 septembre, Hassan investit Pesth, et l'on eut le bizarre spectacle de deux villes, que sépare seulement la largeur d'un fleuve, assiégées à la fois par deux armées ennemies. Le pays, sillonné et ravagé sur chaque rive par les Turcs et les chrétiens, fut bientôt ruiné. L'armée turque commença la première à ressentir les atteintes de la disette. La famine y fit de nombreuses victimes. Le pacha d'Ofen lui ouvrit ses magasins ; mais il était à craindre que l'emploi prolongé de cette ressource ne tournât au détriment de la

garnison et n'entraînât la chute de la place turque. En conséquence, après avoir essayé inutilement de brusquer la prise de Pesth, dans un dernier et furieux assaut, le grand Visir se décida à lever le siége et à abandonner Ofen à ses propres forces. Le 2 novembre, il fit plier les tentes et reprit la route de Belgrade.

Quelques jours auparavant, le 22 octobre, l'Archiduc avait commandé de tout disposer pour une attaque générale contre Ofen : vers trois heures, la brèche ayant paru praticable, les régiments de Tilly, d'Altheim et de Sultz reçurent l'ordre de monter à l'assaut. Les Wallons obéirent avec un admirable élan, mais accueillis par un feu meurtrier, mal soutenus par les Allemands, ils furent obligés de reculer, malgré des prodiges de valeur. A la voix de leur colonel, ils revinrent à la charge avec une nouvelle ardeur, et déjà le capitaine Palart, plantant son drapeau sur les murailles, proclamait la victoire des chrétiens, quand une balle le renversa. Cette fois, la valeur était vaincue par le nombre. Les braves Wallons, écrasés par un feu terrible, cédèrent en frémissant, et tel avait été leur acharnement que de cette vaillante troupe, il n'en revint pas, au dire de Khevenhuller, 400 sains et saufs. Leur chef, l'intrépide Tilly, dont l'épée les avait deux fois guidés à l'assaut, était si grièvement blessé à l'épaule gauche, que depuis lors, il perdit à peu près l'usage du bras, et ne conserva que la force nécessaire pour diriger son cheval. Mathias, placé sur une éminence, avait suivi toutes les péripéties de la lutte; il rendit hautement hommage au brillant courage des soldats de Tilly, et exerça une sévère justice sur les régiments qui les avait lâchement abandonnés en face de l'ennemi.

Cependant, la disette régnait dans la nombreuse garnison d'Ofen, et la place ne pouvait plus tarder à se rendre, lorsque l'arrivée des grandes pluies et l'abaissement continu de la température forcèrent Mathias à lever le siège. Déjà

le régiment de Tilly ou plutôt ses débris avaient été envoyés à Schinda afin d'y être licenciés et Tilly était parti pour Prague, précédé des plus chaleureuses recommandations de l'Archiduc à l'Empereur. Le 18 novembre, Mathias leva son camp, après avoir laissé dans Pesth une garnison considérable sous le commandement du comte de Sultz, renvoya les différents corps de l'armée dans leurs places respectives de licenciement, et s'achemina vers Vienne où il arriva le 24 novembre.

Le printemps de 1603 se passa en tentatives infructueuses de négociations. Les Turcs affichèrent des prétentions que n'eussent pu faire accueillir les revers les plus désastreux. Les pourparlers n'empêchèrent cependant pas les commandants des diverses forteresses de la Hongrie de se livrer à une foule d'incursions et de petites expéditions, dont l'avantage demeura généralement aux impériaux. D'ailleurs, tout en négociant, le Sultan et l'Empereur armaient chacun de leur côté. Vers la fin d'août, Mathias parut en Hongrie avec 40,000 hommes, commandés, sous ses ordres, par Hermann Rosswurmb. Tilly occupait de nouveau dans cette armée le poste de major-général, et l'on ne voit pas qu'il ait amené cette fois de régiment, car son nom ne figure pas dans le dénombrement de l'exact Khevenhuller. Malgré l'imposant déploiement de forces de l'Archiduc, les opérations militaires de la campagne furent insignifiantes et les résultats nuls. La saison se passa en combats d'avant-postes et une seule fois les deux armées s'abordèrent sérieusement. Les Turcs défaits se retirèrent, et Mathias, après s'être emparé de Heidwein, licencia ses troupes.

L'année suivante, le comte d'Altheim, gouverneur de Gran, fut envoyé à Ofen, avec des commissaires impériaux pour y reprendre les conférences sur la paix. Mais elles ne tardèrent pas à se rompre et la guerre recommença. Des deux côtés, les préparatifs avaient été menés avec

vigueur. Tout en conservant à Mathias le commandement nominal, Rodolphe en confia les fonctions réelles à Georges Basta, qu'il rappela de la Transylvanie pour remplacer Hermann Rosswurmb, tombé en disgrâce. Le comte de Sultz, obligé par des raisons de santé de résigner la charge de général de l'artillerie, avait signalé au choix de l'Empereur, trois officiers, Jean de Molart, Jacques Beljoioso et Tilly. Rodolphe arrêta ses préférences sur ce dernier et revêtit des fonctions de major-général le comte Georges Frédéric de Hohenlohe. Comme l'année précédente, Gran avait été désigné pour point de ralliement de l'armée impériale. Basta venait d'y arriver, lorsqu'on reçut l'avis qu'Ali Pacha se disposait à venir assiéger Gran, avec une armée de 60,000 hommes. Khevenhuller raconte qu'au seul bruit de la venue des Turcs, le commandant de Pesth, Jagenreutter, brave soldat cependant, mit le feu à la ville et prit la fuite avec les cinq enseignes d'infanterie et les six escadrons de cavalerie qui formaient la garnison. Le colonel Georges Wratislaw, gouverneur d'Heidwein, cédant à la contagion de la peur, en fit autant et le rejoignit. Dans leur retraite, ils rencontrèrent 4,000 Heiduques envoyés par Altheim, avec un nombreux convoi de vivres et de munitions pour ravitailler Pesth. Cette vue jeta Jagenreutter dans une indicible confusion ; mais il ne pouvait plus revenir sur ses pas, car aussitôt après son départ, les Turcs d'Ofen étaient entrés dans la place et s'y étaient fortement établis. Le convoi rebroussa donc chemin et revint à Gran annoncer l'approche de la grande armée turque. Ainsi parle Khevenhuller. Dans une lettre adressée à l'Empereur, et datée du 7 septembre, Mathias au contraire écrit que, regardant la ville de Pesth comme hors d'état de tenir, il a donné l'ordre au conseiller de guerre et général de l'artillerie, sieur de Tilly, de faire évacuer les munitions et canons qui s'y trouvaient[1]. L'Archiduc voulait-il couvrir la faute de

[1] Archives de la guerre de Vienne. Corresp. de Mathias.

Jagenreutter? La chose est probable, car il est difficile de croire que Pesth qui avait fait une si belle défense, l'année précédente, contre le grand Visir, fut, si peu de temps après, devenue incapable de résistance. Jagenreutter n'en fut pas moins arrêté et jeté dans les cachots de Comorn, en attendant son procès.

Quoi qu'il en soit, Tilly revenu à Gran, le 8 septembre, seconda activement Basta dans toutes les dispositions propres à mettre cette importante forteresse en état de soutenir un long siége. On y fit entrer tout ce qui put se trouver de grains et de bétail aux environs. On adjoignit au gouverneur comte d'Altheim, Ferdinand de Colonits et Wolf de Mansfeld, officiers de mérite, en grande réputation dans l'armée impériale. La cavalerie tout entière fut mise en campagne avec mission de harceler continuellement l'ennemi et de lui couper les vivres. Basta lui-même s'établit avec son infanterie, en avant de Gran, dans un camp retranché, défendu par une nombreuse artillerie.

Le 18 septembre, l'avant-garde turque se montra devant la place; le gros de l'armée ne tarda pas à paraître et planta d'abord ses tentes sur le bord du Danube. Mais bientôt Ali, se trouvant trop en prise au canon des impériaux, s'éloigna du fleuve et ouvrit ses tranchées le 22. Le siége dura près d'un mois; les Turcs s'épuisèrent en assauts inutiles contre un ouvrage avancé défendu par Wolf de Mansfeld, et subirent des pertes énormes, dues principalement au feu de l'artillerie impériale habilement dirigé par Tilly. Enfin, le 11 octobre, après un dernier assaut livré sans succès, Ali Pacha renonça à poursuivre une entreprise, qui lui coûtait déjà 8,000 hommes, la fleur de son armée, et fit lever son camp. Dans sa retraite, il signala sa fureur par d'horribles excès, mit tout à feu et à sang et traina des populations entières en esclavage.

Jamais délivrance ne fut plus opportune. D'inquiétantes nouvelles étaient arrivés de Transylvanie, où le mauvais

état des affaires de l'Empereur réclamait impérieusement la présence de Basta et de ses troupes.

La victoire remportée en 1600 par ce général sur le Wayvode Michel n'avait pas ramené à l'Empereur les sympathies des Transylvains. La noblesse du pays travaillée par les amis de Sigismond Bathory et inclinée par tradition vers l'alliance turque, profita d'une assemblée de la Diète à Clausenbourg, en février 1601, pour proclamer le rappel de l'ancien souverain. Basta ne se sentant pas assez fort, se borna à protester et se retira à Caschau. Le Wayvode Michel, saisissant l'occasion, s'empressa d'offrir à l'Empereur ses services, qui furent acceptés. On lui confia quelques troupes, avec lesquelles il alla rejoindre Basta; leurs forces réunies montaient à 20,000 hommes environ. De son côté, Sigismond Bathory était entré en Transylvanie avec une armée de 40,000 Turcs, Tartares et Cosaques. Aux premières rumeurs de sa marche, les deux généraux impériaux s'avancèrent hardiment à sa rencontre, lui livrèrent près de Boreskoit une sanglante bataille, et le défirent complètement. Ce succès réveilla l'ambition du Wayvode et ses anciennes querelles avec Basta, qui le fit tuer sans autre forme de procès, sous prétexte qu'il avait noué des intelligences avec les Turcs pour s'emparer du pays. Sigismond fit encore une nouvelle tentative de restauration, et, profitant de l'absence de Basta, attaqua Clausenbourg. Repoussé avec perte, il se retira précipitamment sans attendre l'arrivée des troupes impériales qui marchaient contre lui. Enfin, rebuté par des échecs successifs, il fit faire à Prague des ouvertures de soumission et céda une dernière fois à l'Empereur tous ses droits sur la Transylvanie, moyennant une rente annuelle de 50,000 ducats. Il se retira ensuite en Bohême où il vécut encore huit ans dans l'obscurité[1].

[1] Mailath. Hist. des Etats impér., p. 269.

Basta conserva le gouvernement de la Transylvanie. Déjà, lors des dernières expéditions de Sigismond, il avait déployé une sévérité voisine de la cruauté ; après la chute définitive de ce prince, il redoubla de rigueur et se rendit tellement odieux, qu'aujourd'hui encore son nom est demeuré une malédiction dans la bouche du peuple. Moise Szekely, un des principaux seigneurs du pays, réfugié chez les Turcs, exploita les haines soulevées par le gouverneur impérial pour se créer un parti nombreux. Investi par le Sultan de la principauté de Transylvanie, il y pénétra les armes à la main. Les Transylvains n'attendaient que son signal pour lever l'étendard de l'insurrection ; le mouvement fut si redoutable, que Rodolphe fit proposer à Szekely de lui laisser la paisible jouissance de la Transylvanie, en se réservant seulement la partie de la Hongrie, jusqu'alors soumise aux princes Transylvains. Le chef rebelle, aveuglé par le succès, repoussa cette transaction avec dédain. Mais peu après, atteint par les forces réunies de Basta et du Wayvode Radul, successeur de Michel, il fut complètement battu et périt dans le combat. La tranquillité parut rétablie et Basta, appelé au commandement de l'armée impériale de Hongrie, laissa ses pleins pouvoirs à Jean Jacques Barbini, comte de Beljoioso, gouverneur de Caschau. Ce comte, pillard féroce et impitoyable, dont la basse avidité ne connaissait pas d'entraves, commit d'horribles exactions sur les biens des nouveaux sujets de l'Empereur. Soit cupidité, soit vengeance, il saccagea, entre autres, les propriétés d'un seigneur Transylvain, nommé Etienne Bockskai, qui se trouvait alors à Prague tant pour affaires personnelles, que pour présenter à Rodolphe les griefs de ses concitoyens. Bockskaï avait trouvé l'Empereur dans un accès de mélancolie ; malgré ses instances et ses assiduités à la cour, il n'était pas encore parvenu à obtenir audience. Souvent, pendant les longues heures qu'il passait dans les antichambres impériales, il était le jouet des pages, qui

s'amusaient à prendre sa tête pour cible de leurs balles. Sa patience semblait inépuisable, mais le vase déborda, lorsqu'il eut appris les effroyables déprédations exercées par Beljoioso sur ses terres. Il quitta Prague en secret et vint se mettre à la tête des mécontents qui ne demandaient qu'un chef pour se soulever.

Dès que Bockskaï se fut assuré de l'appui des Turcs, il jeta le masque : la révolte se propagea comme le feu sur une traînée de poudre. Les heyduques, troupes hongroises qui servaient dans l'armée impériale, au nombre de plusieurs milliers, tournèrent leurs armes contre l'Empereur, attaquèrent les régiments demeurés fidèles aux ordres de Beljoioso et les détruisirent presque complètement. La nouvelle de cette dangereuse insurrection arriva à Georges Basta, à la fin du siège de Gran. La retraite précipitée d'Ali-Pacha s'opéra à point pour lui permettre de disposer d'une partie de l'armée impériale de la Basse-Hongrie, et il se hâta de se mettre en marche avec 14,000 hommes de troupes d'élite, dont il confia le commandement en second à Tilly.

Bockskaï, qui venait de faire son entrée triomphante à Caschau, fier de la multitude de ses soldats, essaya de barrer la route aux généraux de l'Empereur; sa présomption fut cruellement châtiée. Il fut culbuté avec perte de 3,000 hommes et son camp enlevé. Mais malgré ce premier succès, Basta se vit bientôt obligé de reculer devant les nombreux ennemis qui surgissaient de toutes parts autour de lui; le plus redoutable était la faim. Sa position finit même par devenir fort critique. Le 27 novembre, il se trouva acculé avec son armée au fond d'une gorge étroite, cernée de tous côtés par les insurgés. Ses soldats fatigués, démoralisés, épuisés de privations, commençaient à murmurer; les heyduques déja sûrs de la victoire, sans combat, insultaient du haut de leurs rochers, les chefs impériaux et prenaient un cruel plaisir à leur détailler

d'avance les supplices qu'on leur destinait. Dans sa présomptueuse témérité, Bockskai avait promis aux Turcs de leur livrer Basta vivant, et menacé de mort quiconque tuerait ou blesserait ce général. Calme et impassible au milieu du tumulte, Basta, après avoir pris toutes les mesures de vigilance pour la sûreté de ses gens, assemble ses colonels, leur expose la gravité de la situation et leur démontre l'impossibilité de se frayer passage autrement qu'en passant sur le ventre de l'ennemi; il insiste sur la nécessité de se débarrasser de tout ce qui peut gêner la rapidité des mouvements, condition essentielle de succès, et termine en proposant la destruction de la majeure partie des bagages. Ce discours n'est pas accueilli sans quelque opposition par les Allemands, mais Tilly et ses Wallons l'acclament, mettent immédiatement la main à l'œuvre et entraînent les autres par leur exemple. Bientôt on vit des feux s'élever de tous côtés dans les camps des impériaux. Les heyduques, attirés par la lueur des bûchers, parurent en foule sur les hauteurs; ce spectacle, loin de les inquiéter, leur inspira une fausse sécurité, parce qu'ils s'imaginèrent que le seul but de Basta était de faire quelque tentative de fuite à travers des marais qu'ils savaient profonds et infranchissables. Au lieu de prendre quelques précautions, ils s'amusèrent à lancer une grêle de sarcasmes, d'injures et d'imprécations contre les Allemands. Comme, selon la défense formelle de Basta, pas un homme ne leur répondait, ils ne tardèrent pas à se fatiguer et à se retirer. Dans la soirée, le conseil de l'armée impériale s'assembla de nouveau. Les rôles furent distribués, les ordres donnés, les postes assignés à chacun, et le plus profond silence expressément recommandé par Basta.

Le lendemain, 28 novembre, se trouvait être le premier dimanche d'Avent. Le jour pointait à peine. Un brouillard épais couvrait l'horizon, et ne permettait guère d'entrevoir les objets les plus proches. Le calme de ce sombre cré-

puscule n'était troublé que par le cri monotone des sentinelles maintenues à dessein pour donner le change à l'ennemi. Les lueurs rougeâtres des foyers, alimentés avec soin pour servir de points de ralliement, ne perçaient qu'imparfaitement les couches pesantes de l'atmosphère. L'armée impériale, rangée en bataille avec une admirable précision, priait en silence, prosternée devant le Dieu des armées. Au signal donné, elle se relève animée d'une pleine confiance. Tilly prend la pointe avec ses intrépides Wallons, escalade sans bruit les pentes que dominent les principales batteries de Bockskai, essuie sans s'arrêter une décharge d'artillerie, dont les boulets dirigés au hasard dans l'obscurité passent au-dessus de sa troupe, tombe sur les canonniers, les sabre et tourne les pièces contre les positions ennemies. Au même instant, Basta, Hohenlohe, Mansfeld, Jérôme Rosswurmb couronnent les hauteurs voisines à droite et à gauche avec les régiments allemands; une clameur immense, effroyable et à laquelle se mêlent le vacarme des tambours et des instruments, le sourd fracas du canon, le bruit strident de la mousqueterie vient frapper les échos des montagnes et jette une indicible terreur dans les rangs des Heyduques réveillés en sursaut. Attaqués de tous côtés, ne sachant où se diriger au milieu des ténèbres, ils s'agitent dans un affreux désordre. Leurs chefs, Bockskai le premier, saisi d'une peur vertigineuse, sautent à cheval et s'enfuient au galop. Ce n'est déjà plus un combat. Les insurgés, serrés de près, se précipitent tumultueusement dans un ravin, où les Wallons en font un massacre d'autant plus sanglant, qu'ils connaissaient l'ordre donné par Bockskai à ses soldats de ne faire quartier qu'aux colonels. Cette belle victoire coûta aux Impériaux à peine 200 hommes; Bockskai y perdit, outre son artillerie et ses bagages, près de 12,000 hommes. Basta reconnaissant du secours divin auquel il attribuait son triomphe, s'empressa, le soir même, de rendre à Dieu des

actions de grâces solennelles, et l'armée entière s'associa à cet acte de pieuse gratitude.

Basta aurait voulu s'établir dans le camp de Bockskai, mais le pays était tellement dévasté, qu'il devint impossible de se procurer des vivres. En conséquence, l'armée se dirigea, le 29 novembre, sur le fort Saint-André, qu'elle trouva abandonné. La disette ne lui permit pas de prendre un long repos et elle marcha vers Caschau, dans l'espoir que cette place, intimidée par la défaite de Bockskai, se rendrait sans coup férir. Mais ni menaces, ni promesses ne purent déterminer les habitants à ouvrir leurs portes aux Impériaux. On était au mois de décembre, une neige épaisse couvrait la terre; la faim et le froid ravageaient les régiments allemands au point que les colonels déclarèrent, que ne pouvant plus retenir leurs soldats, ils allaient quitter l'armée et retourner en Allemagne. Tilly offrit de tenter l'assaut avec les Wallons seuls, mais Basta craignant de sacrifier inutilement un sang si précieux, préféra continuer sa marche sur Eperies. Tilly commandait l'avant-garde avec l'artillerie. Basta suivait avec le gros de l'armée. L'arrière-garde était formée par la cavalerie wallonne qui rendit les plus signalés services pendant cette longue route. Non-seulement elle tint l'ennemi à distance respectueuse, mais elle aida à tirer les canons et les bagages des mauvais pas, ramassa les malades et les traînards, prit en croupe autant de malheureux fantassins qu'elle en put recueillir et se montra constamment aussi généreuse que brave. L'armée impériale arriva en bon ordre devant Eperies, qui se rendit après un simulacre de résistance. Basta se hâta de répandre ses troupes épuisées dans les cantonnements du voisinage, qui étaient encore assez bien pourvus. Mais à peine délivré de la faim, ennemi plus redoutable que les Heyduques, il eut à lutter contre ses propres soldats, qui se mutinèrent successivement à cause des arriérés de solde, qu'on n'avait cessé de réclamer inutilement de Prague,

sans que les plaintes des colonels eux-mèmes envoyés par le général en chef pussent stimuler l'incurie du gouvernement impérial.

Pour faire diversion à ces actes de dangereuse insubordination, Basta songea à occuper son armée, malgré la saison avancée. L'ennemi avait commencé le siége de Tokai. Sous prétexte de délivrer cette place, le général rassembla ses troupes et se mit en marche, bien qu'il fût gravement indisposé. A peu de distance de Tokai, il rencontra les Heyduques, qui, chargés par les Wallons, furent culbutés en un clin d'œil et rejetés en désordre sur leurs propres retranchements. L'effroi s'empara d'eux à un tel point que, sans être poursuivis, ils abandonnèrent précipitamment camp, bagages et artillerie : les Impériaux n'eurent le lendemain d'autre peine que de combler les tranchées, et de renverser les ouvrages de siége; puis, après avoir pourvu aux besoins des défenseurs de Tokai, ils reprirent la route d'Eperies.

Dans cette expédition, Tilly courut un danger fort sérieux auquel il n'échappa que par une sorte de miracle. A quelque distance de Tokai, se trouvait un château fort assez considérable qu'on supposait avoir pu servir de retraite aux rebelles. Les Wallons essayèrent de l'emporter par surprise, mais la vigilance de la garnison déjoua ce plan, et Basta, qui craignait quelque entreprise sur les derrières de son armée, donna l'ordre à Tilly d'y mener quelques batteries volantes, afin d'intimider les défenseurs du château et les amener à se rendre. Tilly prit avec lui l'ingénieur Nicolo Candido, pour reconnaître la place, et se fit suivre à distance de six grosses pièces d'artillerie escortées par un régiment allemand. Arrivé au quartier des Wallons, il prit quelques renseignements auprès du comte Cavriolo, leur commandant. Celui-ci lui offrit de faire monter à cheval toute sa cavalerie; mais Tilly refusa, et se contenta de consigner le régiment avec ordre de se tenir

prêt à partir au premier signal. Par surcroît de précaution, Cavriolo envoya le capitaine Laghi, lieutenant de sa compagnie, s'embusquer avec 90 hommes des mieux montés, sous un bouquet d'arbres, proche du village. Tilly reprit ensuite le chemin du château, accompagné de l'ingénieur Candido, du comte Cavriolo et de plusieurs autres officiers wallons. Tout en galoppant, Cavriolo qui montait un superbe arabe, remarqua que son général n'avait qu'une mauvaise petite jument française, incapable de le suivre; il s'arrêta aussitôt et fit tant d'instances auprès de Tilly pour lui faire agréer son propre cheval que ce dernier finit par céder. Cavriolo prit la monture d'un de ses gens et renvoya la jument au quartier. En approchant, ils se mirent au pas et cheminèrent ainsi jusqu'à un grand bâtiment, ayant l'air d'une grange, dont la porte était à moitié fermée. Là, Cavriolo, prit les devants au galop avec deux capitaines, dans le but d'éclairer le terrain. A peine venait-il de quitter ses compagnons, que, de la grange, tomba sur eux une grêle de balles, suivie d'une centaine de cavaliers qui manœuvrèrent pour les envelopper. Cavriolo et ses deux capitaines, plus exposés que le groupe principal, coururent les plus grands dangers; Tilly lui-même, serré de près et vivement poursuivi, ne dut son salut qu'à la rapidité de son cheval, et il aurait certainement été pris, s'il avait conservé sa jument française. Le capitaine Laghi, alarmé des coups de feu qu'il entendait, sortit aussitôt de son embuscade, courut au secours de ses chefs, les dégagea et repoussa les Heyduques, jusqu'aux fossés du château, en leur tuant plus de 40 hommes. Tilly et Nicolino profitèrent de la circonstance pour examiner la place, malgré les coups de mousquet tirés sur eux. Ils la jugèrent plus forte qu'on ne s'y était attendu, à cause des bourbiers et des marais qui l'entouraient. Sur leur rapport, Basta, redoutant qu'un siége en règle ne lui coûtât trop de temps, rappela Tilly et continua en bon ordre sa retraite sur

Eperies, où il n'arriva que pour voir recommencer les mutineries de ses soldats. Tilly le quitta peu de temps après et se rendit à Vienne, où l'archiduc Mathias l'avait mandé pour affaires importantes[1].

La retraite des Impériaux avait livré la Transylvanie tout entière aux mains de Bockskay : les places fortes rivalisaient d'empressement à lui offrir leurs clefs, et le sultan lui envoya de Constantinople une couronne magnifique du plus riche travail, avec le titre de Roi. En même temps, le grand visir Ali-Pacha, jaloux de venger l'honneur de ses armes, concentrait sur le Danube des forces considérables pour aller recommencer le siége de Gran. Les circonstances ne pouvaient guères lui être plus favorables. Loin de pouvoir, comme l'année précédente, lui disputer victorieusement le terrain, Mathias était impuissant à empêcher ses troupes mutinées de se répandre par bandes dans les provinces autrichiennes et de commettre d'horribles excès sur les propres sujets de l'Empereur[2]. Ses caisses et ses arsenaux étaient vides. Les colonels envoyés à Prague n'obtenaient pas même d'audience; les courriers dépêchés coup sur coup par l'Archiduc revenaient sans réponse. Rodolphe, en proie à une noire mélancolie, ne voulait admettre personne en sa présence, ni entendre parler d'affaires. La désertion diminuait tous les jours le petit nombre des soldats demeurés fidèles[3], et Tilly, élevé au poste de Feldmaréchal, général sans armée, se voyait hors d'état de tenir la campagne. Tandis que Mathias luttait inutilement contre l'apathie et les sombres accès de misanthropie de son impérial frère, Ali-Pacha était arrivé devant Gran. La ville abandonnée, cette fois, à ses propres forces, lui opposa néanmoins une vive résistance, et sans

[1] Khevenhiller, tom. IV. Historia della Transylvania, dal cavaliere Ciro Spontini.
[2] Archives du Royaume. Corresp. de Mathias, lettre du 13 août 1605.
[3] Idem., 10 août 1605.

doute le brave comte de Dampierre, gouverneur de la place, eût, comme Altheim, glorieusement repoussé les attaques de l'ennemi, si la trahison n'était venue déjouer ses efforts. Arrêté et enfermé par ses soldats, il fut contraint de se rendre et sortit du moins avec les honneurs de la guerre. Tilly, indigné, fit passer tous les officiers supérieurs de la garnison devant une commission militaire. Neuf d'entre eux furent condamnés à mort et exécutés; Dampierre et quelques autres furent seuls acquittés honorablement et remis en liberté.

Visgrad, Palata, Neuheuzel suivirent le sort de Gran. La terreur régnait à Vienne. Mathias, plein d'anxiété, alla lui-même à Prague, où il n'eut pas plus de succès que ses agents. Dans cette extrémité, il se trouva heureux de rencontrer dans Zacharias Geizkofler, seigneur de Bailenbach, receveur-général des deniers de l'empire, un prêteur généreux, qui lui fournit, sous bonne caution, deux ou trois cent mille florins, pour le mettre à même de payer ses soldats et de les envoyer à Tilly[1]. La reconnaissance enthousiaste exprimée par Mathias envers Geizkofler dans la lettre qu'il écrivit, à ce sujet, à l'archiduc Albert, montre assez l'excès de pénurie de ses finances et révèle le grand rôle joué à cette époque, dans les circonstances les plus graves, par de misérables obstacles d'argent.

Heureusement pour l'empire, la mauvaise saison fit ce que n'aurait pu faire Mathias; elle arrêta les progrès des Turcs. Malgré les envois tardifs de troupes faits par l'Archiduc, les forces de Tilly étaient insuffisantes pour lui permettre de prendre l'offensive. Il se contenta d'augmenter les garnisons de Raab, de Comorn et de Presbourg, et de chercher à affaiblir l'ennemi, par des attaques de détail. Il lui fit éprouver, en diverses rencontres, des pertes

[1] Archives du Royaume. Corresp. de Mathias, lettre du 4 octobre 1605.

sensibles, et s'empara même de quelques places fortes. Son dernier exploit fut des plus brillants. Assailli dans ses positions, près de Hydweg, par un corps de 4,000 turcs, il les chargea si vigoureusement, avec un seul régiment wallon, qu'il les jeta dans le Raab, en tua ou noya la plus grande partie, et dispersa complètement le reste, sans perdre aucun des siens[1]. Après ce succès, il assura les frontières, du côté de Canissa, licencia les régiments non employés dans les garnisons et alla passer l'hiver à Vienne, où des négociations se poursuivaient avec Bockskai. Les conférences aboutirent enfin le 23 juin 1606, à un traité par lequel Rodolphe céda à Bockskai la Transylvanie avec plusieurs comitats hongrois, investit Mathias du gouvernement de la Hongrie, et fit quelques concessions religieuses. Ce premier pas en amena un autre plus important. Au mois de novembre de la même année, la paix fut conclue avec les Turcs à Zsitra-Torock. Chacune des puissances contractantes garda ses possessions et s'interdit la construction de nouvelles forteresses. Le Sultan renonça au tribut annuel qu'il recevait de l'Empereur, comme roi de Hongrie, moyennant le paiement une fois fait de cent mille thalers. Six semaines après mourut Bockskai : on accusa son chancelier Katay de l'avoir empoisonné et l'infortuné ministre paya de sa tête le simple soupçon d'un attentat dont il était innocent.

[1] Archives du Royaume. Corresp. de Mathias, lettre du 14 décembre 1605.

CHAPITRE III.

Dissensions intérieures de la maison d'Autriche. Démêlés de l'empereur Rodolphe avec l'archiduc Mathias. Voyage de. Mathias aux Pays-Bas. Sa candidature au trône de Pologne. Mécontentement de Rodolphe. Portrait de Mathias. Portrait de Rodolphe. La succession au trône impérial. Pacte de famille de 1606. Légèreté de Mathias. Illeshazy. Convocation des Etats de Hongrie et d'Autriche. Intrigues de Mathias et de Illeshazy. Confédération des Etats de Hongrie et d'Autriche. Tilly à Presbourg. Il résiste aux sollicitations de Mathias. Tentatives d'embauchement sur ses troupes. Manifeste de Mathias contre Tilly. Réponse de Tilly. Position critique de Tilly. Il reste généreusement fidèle à l'Empereur. Duplicité de Mathias. Arrestation de Sébastien Seeauer et du comte Bruno de Mansfeld. Les archiducs Albert et Ferdinand rétractent les signatures qu'ils avaient apposées au pacte de famille. Armements de Mathias. Faiblesse de Rodolphe. La désertion se met dans l'armée de Tilly. Tilly lève 5,000 Wallons aux Pays-Bas. Mathias se met en marche sur Prague. Convocation des Etats de Bohême par l'Empereur. Ses concessions. Armements des Bohêmes. Traité de Dubetz. Rodolphe cède la Hongrie à Mathias. Licenciement de l'armée impériale et des milices bohêmes. Tilly quitte le service de Rodolphe.

Le traité de 1606, en mettant un terme aux luttes extérieures de la maison d'Autriche, semblait devoir la délivrer de ses plus cruels embarras. Malheureusement, elle était en proie à des divisions intestines qui n'ayant plus de contrepoids au dehors, firent explosion et faillirent amener plus de ruines et de désastres que l'invasion turque ellemême. Depuis longtemps, une sorte d'antagonisme haineux s'était établi entre l'empereur Rodolphe et son frère Mathias, et guidait secrètement tous leurs actes. Les causes en ont été diversement rapportées. Mais l'origine première, bien que indirecte, se retrouve dans l'incartade de Mathias aux Pays-Bas.

Mathias n'avait guère que vingt et un ans, quand le

duc d'Arschot, chef du parti patriote belge, dans l'espoir de rendre la paix à sa patrie, en lui conservant à la fois son indépendance et la religion catholique, envoya le sieur de Malstède à Vienne, pour offrir à Mathias le gouvernement des Pays-Bas. Le jeune archiduc, impatient du repos et de l'obscurité, accepta cette proposition avec transport, sans réfléchir aux graves embarras que sa démarche inconsidérée allait lui susciter vis-à-vis du roi d'Espagne, et au trouble qui en pouvait survenir dans les relations des deux branches de la maison d'Autriche. Il se contenta de l'assurance donnée par Malstède que son acceptation, conçue dans le but unique d'arracher les Pays-Bas au joug de l'insurrection calviniste, serait agréable au roi, et sur les instances de cet envoyé, qui lui représentait avec force la nécessité du secret, il commit la faute de partir, sans consulter ni même avertir l'empereur Rodolphe, qui comprit toute la gravité de l'incident, et se montra justement mécontent. Mais loin de continuer à traiter son frère avec froideur, il ne tarda pas à renouer avec lui les relations les plus amicales et interposa ses bons offices pour réconcilier Mathias avec le roi d'Espagne.

Cependant les illusions du jeune prince ne durèrent pas longtemps. Abreuvé de dégoûts et rendu docile par la déception aux conseils de Rodolphe, il résolut de quitter la Belgique. Mais cet Archiduc d'Autriche, ce frère du plus puissant monarque de l'Europe, se trouva, faute d'argent, retenu des mois entiers dans l'impossibilité de partir. Il engagea à ce sujet avec l'Empereur une correspondance doublement intéressante en ce qu'elle montre la bonne intelligence qui régnait entre eux et en ce qu'elle donne une idée assez juste, mais aussi fort triste, de l'état misérable du crédit à cette époque, ainsi que des humbles expédients auxquels les princes étaient trop souvent obligés d'avoir recours pour subvenir aux besoins les plus pressants. Enfin, Mathias, ayant recueilli de différents côtés une par-

tie de l'argent nécessaire à son voyage, put retourner en Allemagne. Sur sa demande, l'Empereur lui permit d'établir sa résidence à Linz. A peine y était-il, qu'ennuyé de son inaction, il conçut l'idée de se porter candidat au trône de Pologne, alors vacant, et peu corrigé par l'expérience, il commit derechef la faute de partir brusquement, sans en demander l'autorisation à l'Empereur, comme l'exigeaient son devoir et les usages traditionnels de la maison d'Autriche. Ce nouveau coup de tête, qui ne réussit d'ailleurs pas mieux que le premier, lui attira de sévères réprimandes de la part de Rodolphe. Néanmoins leur différend ne dura pas longtemps. De 1594 à 1597, Mathias représenta l'Empereur aux diètes de l'empire. Il remplit pendant dix ans le même office à la diète de Hongrie. En 1596, il fut pourvu du commandement en chef de l'armée impériale en Hongrie et eut la direction de la guerre contre les Turcs.

Nature molle et impressionnable, peu faite pour les temps orageux et les circonstances difficiles, Mathias subissait trop facilement les impulsions de son entourage. Le célèbre Clesel, qui plus tard le domina si complètement, gémissait lui-même de cette inconsistance qui ôtait à l'Archiduc toute espèce d'initiative, et le rendait souvent aussi incapable et aussi insouciant du gouvernement de l'Etat, que put jamais l'être Rodolphe dans ses plus mauvais jours. Sa légèreté s'accommodait mal du sérieux des affaires, et pour s'éviter la fatigue d'une décision qu'il eut fallu méditer et mûrir, il en abandonnait volontiers le soin à ses favoris. Il se passionnait facilement, se dégoûtait de même, s'éprenait vivement des apparences, et plus vaniteux qu'ambitieux, moins avide de plaisir qu'ennuyé du devoir, facile sur les moyens quand le but flattait sa passion du moment, il semble avoir pris à tâche de fuir, en toutes choses, l'effort et la contention prolongée de ses facultés sur un même point.

Mais si les faiblesses de Mathias et surtout son extrème facilité à se laisser conduire par des influences étrangères contribuèrent beaucoup à ses querelles avec l'Empereur, il importe, pour ètre juste, de reconnaître que Rodolphe eut dans les événements qui empoisonnèrent le reste de sa vie une lourde part de responsabilité. Doué de toutes les qualités qui eussent fait le bonheur et la gloire d'un particulier, Rodolphe n'avait aucune de celles qui sont indispensables à un souverain. Amateur éclairé des beaux arts, érudit de bon aloi, chimiste distingué, antiquaire savant, cavalier consommé, il joignait à tous ces avantages un naturel inquiet et soupçonneux, une répugnance presque insurmontable pour les affaires, une forte dose de misanthropie et des passions très-vives. Tout ce qui ne rentrait pas dans le cercle de ses goûts particuliers lui imposait une contrainte pénible, qu'il secouait autant qu'il pouvait. Il aimait à s'enfermer au fond de son palais, avec ses astronomes, pour observer le ciel et se livrer à l'astrologie judiciaire, ou bien s'absorbait avec ses alchimistes dans la recherche de la pierre philosophale, ou bien encore se plongeait dans l'étude des raretés et des pierres précieuses, dont il laissa une collection d'une valeur fabuleuse pour le temps. Il refusait de donner les audiences les plus pressantes, de s'occuper des choses les plus urgentes; il s'emportait jusqu'à jeter les objets qui se rencontraient sous sa main, à la tète de ceux qui venaient le déranger. Pendant dix ans, il tint en suspens l'infante Isabelle qu'il prétendait vouloir épouser et se montra fort indigné quand le roi d'Espagne, perdant patience, la maria à l'archiduc Albert. Il ne sortait pas de son palais, ne paraissait plus aux diètes de l'empire, laissait les évèchés, les dignités, les charges importantes des années entières en vacature, les troupes sans argent, les forteresses sans réparations, les frontières sans défense, les mémoires sans réponse, les questions les plus graves sans solution.

Incapable d'agir lui-même, faute de volonté, il évitait, par suite de son caractère défiant, d'en donner à d'autres le pouvoir. Cet isolement, ces tourments d'une ame ombrageuse toujours repliée sur elle-même, et surtout les honteux désordres auxquels il se livra sur la fin de sa vie, altérèrent sa santé. Il fut pris d'accès de sombre mélancolie qui duraient des mois entiers, pendant lesquels il se renfermait plus étroitement que d'ordinaire, refusant jusqu'aux secours des médecins. Ces accès s'entremêlèrent de crises furieuses, au milieu desquelles il frappait ceux qui l'approchaient, proférait d'affreux blasphèmes et portait la main sur lui-même. Il se prétendait ensorcelé, repoussait le boire et le manger, passait les nuits sans sommeil, criant que l'on en voulait à sa couronne et à sa vie. Autant il s'était montré catholique zélé au commencement de son règne, autant il manifestait alors de répulsion contre les prières, les cérémonies et les ministres de l'Eglise. On l'entendit plus d'une fois invoquer le diable, et s'écrier que Satan n'avait qu'à venir l'enlever.

Il était tout simple que cet état maladif réagit sur les relations de Rodolphe avec ses frères, et qu'il surexcitât ses dispositions natives à la méfiance, pour peu qu'on froissât en lui quelque fibre délicate. L'occasion critique ne tarda pas à se présenter. L'âge de Rodolphe, l'altération inquiétante de sa santé, avaient fait naître dans l'esprit des ennemis de la maison d'Autriche, l'espoir de la déposséder du trône impérial. Déjà, des conciliabules avaient eu lieu, à ce sujet, entre les princes protestants, à Coblentz et à Magdebourg. On y avait agité les candidatures des rois de France et de Danemarck. Naturellement ces menées alarmèrent la sollicitude des catholiques et ils cherchèrent à les paralyser. Dès l'année 1597, les électeurs ecclésiastiques avaient vivement pressé Mathias de soulever la question de succession auprès de Rodolphe, promettant de le seconder activement. Mais, quelques

efforts que fit l'Archiduc pour se faire écouter de son frère, il n'y put parvenir. En 1605, il se rendit lui-même à Prague, avec les archiducs Maximilien de Tyrol et Ferdinand de Styrie, espérant ébranler Rodolphe par cette démarche collective, à laquelle s'était pleinement associé l'archiduc Albert des Pays-Bas. L'Empereur qui d'abord s'était montré fort troublé de ce voyage et avait essayé de l'empêcher, reçut les archiducs avec beaucoup de bienveillance, mais demeura sourd à toute insinuation touchant la succession. L'électeur de Cologne ne fut pas plus heureux. Aucun résultat n'était encore obtenu, quand, vers la fin de 1605, Rodolphe, dont la santé semblait s'être améliorée depuis quelque temps, fut pris de nouveaux accès de mélancolie, et se séquestra plus que jamais.

Dans ces conjonctures, Clesel conçut une idée hardie, destinée à prévenir les dangers résultant de l'inertie de l'Empereur, et les éventualités menaçantes que sa mort eût fait surgir pour la maison d'Autriche, et en particulier pour Mathias. Il s'agissait d'obtenir, des membres de la famille impériale, un engagement qui, en les liant étroitement à Mathias, fût, pour les princes amis des Habsbourg, une indication lumineuse, et leur fournît, à l'occasion, un point de ralliement. La pensée primitive n'allait pas au delà, et si, plus tard, Mathias tourna contre son frère et souverain l'arme qui lui avait été remise uniquement pour sa défense, lui seul en doit porter la responsabilité. A cette époque, la Styrie était vivement menacée par la révolte des Hongrois et les progrès des Turcs. Sous prétexte de concerter les mesures de défense nécessitées par la situation, Mathias convoqua, à Vienne, son frère Maximilien, et ses cousins, les archiducs Ferdinand et Ernest de Styrie. Tous se rendirent à l'invitation de Mathias. La Styrie n'occupa qu'une place très-secondaire dans les délibérations et fut primée par la question de la succession. Mathias débuta par des plaintes amères contre les

procédés de l'Empereur à son égard, fit une peinture rembrunie des dangers qui menaçaient la maison d'Autriche, l'empire et la religion catholique, et finit par proposer aux archiducs de signer un acte en vertu duquel ceux-ci s'engageaient à soutenir, de tous leurs efforts, sa candidature au trône impérial, et à approuver tout ce qu'il entreprendrait dans ce but, d'accord avec le pape et le roi d'Espagne. Les scrupules qui se manifestèrent s'évanouirent devant l'assurance formelle donnée par Mathias, qu'il agissait avec le plein consentement de l'Empereur, et que, d'ailleurs, l'engagement demandé aux archiducs n'avait d'autre fin que de constater les droits de l'aîné et de sauvegarder ses légitimes prétentions contre toute éventualité. En présence de cette déclaration, les princes autrichiens signèrent, sans hésiter, et six mois après, Albert envoya, de Bruxelles, son adhésion. Il fut convenu, sur la proposition de Mathias lui-même, que l'acte demeurerait secret, sans faire d'exception pour le pape et le roi d'Espagne. Néanmoins, à peine en possession de cette pièce importante, Mathias, incapable, comme tous les esprits faibles, de résister aux fumées du succès, cessa de se contraindre; il se permit ouvertement un langage outrageant pour Rodolphe, et lâcha bride à ses visées ambitieuses.

Les circonstances le favorisaient : les Etats de Bohème, de Hongrie et d'Autriche avaient envoyé à Vienne des députés chargés d'assister aux conférences ouvertes par Mathias, au nom de l'Empereur, avec les Turcs et les insurgés, pour traiter de la paix. En même temps, se trouvait dans cette capitale, le comte Etienne Illeshazy, confident de Bockskai, et l'ame de ses négociations. Illeshazy, grand seigneur hongrois, avait à se plaindre de Rodolphe, et lui portait une haine mortelle. Luthérien zélé, adversaire d'autant plus violent du clergé, qu'il était plus avide de richesses, il jouissait d'une grande influence parmi ses coreligionnaires. Des ressentiments communs le

rapprochèrent de Mathias et le mirent fort avant dans la confiance de ce prince. Tout disposé à seconder des projets qui flattaient ses désirs de vengeance, il était encore plus heureux de trouver le moyen de satisfaire sa haine contre le catholicisme. A force d'intrigues près des députés, il réussit à leur faire signer, au nom de leurs états respectifs, une promesse d'agir collectivement contre quiconque ne se conformerait pas à la paix récemment conclue, et de repousser, même par la force, toute intervention nouvelle du pouvoir dans leurs affaires religieuses. Cette confédération, à la fois politique et religieuse, constituait donc un centre actif d'opposition contre Rodolphe, qui n'avait donné que, malgré lui, la main aux négociations commencées à Vienne, et qui s'était montré, jusqu'alors, hostile aux protestants : elle fournissait aussi un précieux point d'appui pour Mathias, dont on se préparait à exploiter l'inquiète ambition. Les catholiques en comprirent toute la portée, et s'unirent, à leur tour, pour la défense de leur foi. Suivant la coutume pratiquée de tout temps par les révolutionnaires de tous les rangs, les protestants dénièrent aux catholiques la faculté de se défendre et portèrent plainte, contre eux, à l'Empereur. Rodolphe les accueillit fort mal, déclara leur propre confédération illégale et donna ordre à leur agent de quitter Prague immédiatement.

Sur ces entrefaites, Rodolphe avait convoqué la diète de l'empire. Son premier projet avait été de la présider en personne, mais il changea bientôt d'avis, et délégua, pour le remplacer, l'archiduc Ferdinand de Styrie. Mathias fut d'autant plus froissé de ce choix, qu'habitué, depuis longtemps, à représenter l'Empereur aux diètes impériales, il se croyait un certain droit à ce privilége. L'abime se creusait de plus en plus entre les deux frères. Mathias, poussé par Illeshazy et les Hongrois, franchit bientôt l'étroite limite qui sépare le mécontentement de la révolte.

La situation était on ne peut plus tendue. La plus vive agitation régnait en Hongrie. Les Etats convoqués, en 1607, par l'Empereur, avaient été obligés de se séparer, après deux mois d'inutile attente, sans avoir pu délibérer. Rodolphe avait laissé son plénipotentiaire sans instructions. Les Turcs s'irritaient des retards de l'ambassadeur chargé de porter les présents stipulés par le traité, et menaçaient de continuer la guerre. Les milices hongroises, irritées des entraves apportées à l'exécution de la paix de Vienne, se révoltaient. Les soldats, mal payés, ravageaient le pays, et, de toutes parts, un cri de colère s'élevait contre Rodolphe.

Sous prétexte d'aviser aux moyens de réprimer l'insurrection de la Haute Hongrie, Mathias convoqua les Etats d'Autriche, à Vienne, et ceux de Hongrie, à Presbourg. Lorsque les premiers furent assemblés, il les invita à se transporter, avec lui, à Presbourg, afin d'y délibérer avec les Hongrois, sur les graves questions du moment. La démarche était illégale et insolite : les Etats hésitèrent, mais ils finirent par se laisser entraîner, et le 21 janvier 1608, ils parurent, mêlés aux membres de la diète hongroise, dans la salle d'armes du château royal de Presbourg. A peine Rodolphe fut-il informé de ce qui se passait, qu'il ordonna à la diète de se dissoudre. Les Etats refusèrent d'obéir, et se mirent en opposition directe contre leur souverain. Illeshazy stimulait, par ses menées, le mouvement révolutionnaire, et ne craignait pas de représenter l'Empereur comme l'unique auteur des maux du pays, le seul obstacle à la paix avec les Turcs. Sa demeure, rendez-vous habituel des mécontents, servait de lieu de réunion pour leurs conciliabules. On y préparait tous les moyens propres à échauffer les têtes, on y agitait les propositions les plus violentes, et la déposition de Rodolphe y fut même plus d'une fois le thème de discussions orageuses. En public, le langage des prétendus

patriotes, tout en conservant une teinte menaçante, chaque jour plus colorée, gardait encore quelque ménagement, pour ne pas effaroucher l'oreille timide des flottants. On concédait aux scrupules étroits des Autrichiens, encore peu familiers avec les voies révolutionnaires, certaines formules banales et hypocrites, destinées à rassurer les esprits faibles et à leur cacher sous un voile trompeur, le but réel auquel on les conduisait. Grâce à ces détours, Illeshazy décida enfin les Autrichiens à signer avec Mathias et les Hongrois, un acte, connu sous le nom de pacte de Presbourg, en vertu duquel les parties contractantes déclaraient s'unir corps et biens, et s'engager à se prêter mutuelle assistance contre quiconque refuserait de reconnaître le traité de Vienne et la convention faite avec les Heyduques. Quelques catholiques seuls osèrent se montrer fidèles à leur souverain. Le cardinal Forgacz, archevêque de Gran, déclara hautement qu'il préférait mourir que de signer, et peu s'en fallut qu'il ne fût jeté par les fenêtres. D'horribles menaces furent proférées contre ceux qui imiteraient cet exemple, et la terreur fit courber bien des fronts. Le comte Drascowitz, Ban de Croatie, crut devoir céder aussi à la pression des circonstances, mais il exigea que Crenberg et Breuner, conseillers de Mathias, et boute-feux de l'assemblée, apposassent leurs noms à côté du sien. Malgré leurs efforts pour s'en défendre, ils furent obligés de le faire, et Crenberg, en signant, fut pris d'un tel tremblement que la plume lui tomba des mains.

Pendant toutes ces scènes, Tilly était à Presbourg. Une lettre de Mathias du 31 janvier 1608, où il est souvent question de lui, n'explique pas s'il y avait été envoyé par l'Empereur, ou, ce qui est plus probable, s'il y avait été appelé par ses fonctions de Feld-maréchal. En tout cas, la faiblesse de ses moyens d'action le condamnait à rester spectateur passif d'événements dont son esprit droit et pénétrant prévoyait les funestes conséquences. Admis seu-

lement aux délibérations publiques de la Diète, il ne se laissait pas plus éblouir par les phrases creuses et sonores des orateurs du mouvement, que par les caresses intéressées et les hypocrites protestations de Mathias. Flatteries, prévenances, égards, services d'obligeance envers les parents ou amis de Tilly, tout fut employé par l'Archiduc pour captiver la reconnaissance du loyal et sévère général, ou pour endormir sa vigilance. L'acquisition avait d'autant plus d'importance que Tilly disposait des seules forces militaires sur lesquelles Rodolphe put compter et que son nom jouissait parmi les soldats d'une grande et légitime popularité. Les voies de séductions inutilement épuisées, celles de l'intimidation écartées d'avance, comme sans succès possible, on prit le parti de se débarrasser de Tilly par des moyens détournés.

A peine le pacte insurrectionnel avait-il été conclu, que Mathias s'empressa d'écrire à Rodolphe pour parer à la mauvaise impression que cette nouvelle ne pouvait manquer de produire sur ce prince. Il prétendit avoir employé le seul moyen de sauver le reste de la Hongrie et s'efforça de prouver que la réunion des Etats autrichiens et hongrois n'avait eu pour but que la prospérité du pays, de l'Empereur et de la chrétienté. « Je suis heureux, ajoutait-il, que le Feld-maréchal sieur de Tilly ait assisté aux délibérations, parce que cet officier, étant sur le point de se rendre à Prague, pourra rendre bon compte à Votre Majesté de ce qui s'est passé, et la convaincre que les choses sont tout autres qu'on les lui a présentées jusqu'à ce jour. Le sieur de Tilly n'a nullement désapprouvé les mesures prises par la Diète et s'est offert lui-même à porter cette dépêche[1]. » Il est impossible de croire que Mathias se soit fait réellement illusion sur les véritables

[1] Lettre de Mathias, du 31 janvier 1608, dans Hurter. Histoire de Ferdinand II, tom. V, p. 153.

dispositions de Tilly; mais il crut sans doute lui avoir donné le change à l'aide de quelques séances publiques de la Diète, arrangées d'avance pour tromper les yeux peu clairvoyants. Du reste, le point essentiel pour lui, dans le moment était d'éloigner un surveillant incommode, peu facile à séduire ou à égarer, dont le moindre tort était de prêcher par son exemple et son attitude la fidélité au souverain. A peine le Feld-maréchal était-il parti pour Prague, que l'Archiduc, profitant de son absence, donna l'ordre aux officiers impériaux de licencier immédiatement leurs troupes, tandis qu'il envoyait d'autre part, dans les provinces confédérées, des agents chargés d'y recruter les soldats. Mais Tilly n'était pas homme à se laisser surprendre. Il n'avait accepté le congé déguisé de Mathias que pour faire connaître à Rodolphe le véritable état des choses. Malheureusement, l'Empereur était hors d'état d'écouter ses conseils. Absorbé dans sa mélancolie, affaibli par la souffrance, il flottait entre mille partis divers et persistait encore à négocier pendant que ses ennemis armaient. Tout ce que Tilly put obtenir fut une proclamation aux troupes impériales, dans laquelle Rodolphe, après avoir fait appel aux sentiments d'honneur et de fidélité de ses soldats, leur déclarait qu'ils n'avaient d'ordre à recevoir que de Tilly, que son intention était de les garder à son service et que des dispositions étaient prises pour assurer désormais le paiement régulier des mois de solde[1]. Une fois en possession de cette pièce importante, Tilly ne voulut se fier qu'à lui-même du soin de la porter à l'armée. Il partit en toute hâte et arriva encore à temps pour déjouer les menées de Mathias. Peu d'heures auparavant, Trautmansdorf et Colonits, commandants par interim des forces impériales, avaient reçu de nouvelles sommations de l'Archiduc et se préparaient à obéir. L'apparition de Tilly suffit pour

[1] Archives dn Royaume. Corresp. de Mathias, du 24 février 1608.

changer leurs dispositions. Mathias, déçu dans ses espérances, dissimula cependant le dépit profond qu'il ressentait de son échec, et engagea le maréchal à venir le trouver à Presbourg. Soit que Tilly craignit un piége caché sous cette invitation, soit que sa nature droite et loyale se refusât à s'embarrasser dans d'inutiles pourparlers avec un prince dont il suspectait à juste titre la bonne foi, il refusa d'accepter la proposition avant d'en avoir référé à l'Empereur[1]. L'Archiduc humilié cessa alors de se contraindre. Sa colère longtemps comprimée éclata avec la dernière violence. Dépassant toute mesure dans son exaspération, il publia un factum imprimé, rempli des plaintes les plus amères et les moins justifiées contre Tilly, qu'il accusa, entre autres choses, d'avoir projeté la complète extermination de la noblesse. Le retentissement de ces calomnies fut immense, car le factum avait été répandu à profusion dans toute l'Allemagne. Tilly, indigné, répandit également par la voie de la presse et lança dans le public, ainsi constitué juge du litige, un mémoire dont l'argumentation solide, la forme à la fois digne et respectueuse, le style simple et mâle, contrastent singulièrement avec les violences de langage de Mathias. Il adressa en même temps à l'Archiduc Albert, une lettre qui diffère très-peu de la pièce imprimée, et qui avait pour but de sauvegarder son honneur attaqué, aux yeux de celui qu'il ne cessa jamais de considérer comme son véritable souverain[2].

Durant cette polémique, Tilly, que la faiblesse de ses ressources réduisait à la défensive, avait concentré ses troupes sur les frontières moraves, où il se trouvait à portée de secourir Prague et de surveiller les mouvements des

[1] Archives du Royaume. Corresp. de Wallenstein et Tilly, tom. II. Lettre du 10 mars 1608.

[2] Archives du Royaume. Corresp. de Wallenstein et de Tilly, tom II. Dans les cartons de la secrétairerie d'état allemande se trouve un exemplaire du Mémoire de Tilly.

rebelles[1]. Sa position était fort difficile. La Moravie travaillée par les émissaires de Mathias, était en pleine fermentation; les Etats de cette province proclamaient hautement le désir de faire acte d'adhésion au pacte de Presbourg, entretenaient des relations avec l'Archiduc et mettaient leur milice sur pied. Les troupes impériales sans vivres et sans solde murmuraient; déjà Mathias croyait pouvoir compter sur leur défection[2]. Tilly dénoncé à la haine publique comme étranger, accusé par l'Archiduc d'avoir voulu faire une Saint-Barthélemy de seigneurs moraves, était voué aux poignards et ouvertement menacé de mort. Fatigué d'écrire inutilement à Prague pour demander du renfort et de l'argent, il s'y rendit plusieurs fois lui-même sans plus de succès. Ni ses rapports alarmants, ni ses pressantes instances ne purent faire sortir Rodolphe de son apathie. Dans cette situation pleine de périls et d'amertumes, sa grande ame, loin de plier sous le poids du devoir, sut y puiser la force de dominer les circonstances. La catastrophe approchait irrésistiblement. Au lieu de la prévenir, l'Empereur semblait vouloir en hâter le terme, et redoublait de lenteur et d'hésitation, alors qu'une seule mesure vigoureuse eût peut-être paralysé les moyens d'actions de ses ennemis. Tilly voyait avec désespoir les plus belles occasions de triomphe s'évanouir successivement, les obstacles s'accumuler, et les ressources diminuer d'une manière déplorable, à mesure que grandissait le danger. Il ne pouvait douter de l'issue de la lutte qui s'engageait. Objet des rancunes de Mathias et de la haine des populations égarées, il devait prévoir qu'il serait fatalement entraîné dans l'inévitable chute de Rodolphe; son rôle ingrat sous toutes les faces, ne lui

[1] Archives du Royaume. Corresp. de Wallenstein et de Tilly, tom. II.
[2] Archives du Royaume. Secrétairerie d'Etat allemande, Corresp. de Mathias. lettre du 11 mars 1608.

offrait de consolations ni dans le présent ni dans l'avenir. Il n'était retenu dans le pays par aucun des liens qu'enlacent autour du cœur de l'homme les affections de famille, les préjugés de l'éducation, et les convoitises de l'ambition. Les dégoûts qu'il éprouvait de tous côtés, ne lui fournissaient que trop de motifs légitimes d'une retraite encore honorable et que nul n'aurait osé blâmer. Mais c'était assez que le souverain auquel il avait engagé sa foi, abandonné de tous, trahi par ses propres faiblesses, réclamât ses services, pour que le vaillant belge lui fit un rempart de son épée. Les fureurs même de ses ennemis prouvent assez l'importance qu'ils attachaient à sa personne, la haute idée qu'ils avaient de ses talents militaires. Sourd à leurs menaces comme à leurs caresses, il ne recula devant aucun sacrifice.

Mais pendant que Tilly soutenait courageusement la lutte contre les obstacles de toute nature qui se multipliaient autour de lui, les événements se précipitaient. Mathias poussé par ses perfides conseillers, avançait de plus en plus dans les voies de la rébellion. Il déployait une extrême activité, et inondait l'Allemagne de ses manifestes. Dans l'espoir de créer de nouveaux embarras à Rodolphe et de tarir pour lui la source des subsides de guerre, il avait envoyé aux princes de l'empire des lettres écrites au nom des Hongrois et dans lesquelles il s'évertuait à démontrer que la guerre contre les Turcs n'était pour l'Empereur qu'un moyen d'arracher de l'argent à l'Allemagne, et que seul ce monarque s'opposait, dans un intérêt égoïste, aux vœux pacifiques des populations. Il suppliait en conséquence les membres de la diète de refuser les subsides habituels et d'assurer la paix en cessant d'alimenter la guerre. Rien n'atteste mieux le peu de sincérité de ces plaintes, que la demande adressée moins de six mois après à Rodolphe par l'oublieux Mathias, afin d'en obtenir une convocation nouvelle de la diète, « sans l'aide de laquelle

on ne pourrait, disait-il, entretenir convenablement les places-frontières et pourvoir aux nécessités les plus urgentes. » Mais dans ce moment l'Archiduc concentrait ses regards sur un seul but, celui de nuire à Rodolphe, et pour l'atteindre, tout moyen lui devenait bon. Vers le même temps, Illeshazy avait entamé des négociations, au nom de Mathias, avec les Turcs, afin de s'assurer que rien ne viendrait de ce côté troubler l'exécution de ses plans. Le Pacha d'Ofen, auquel il s'était adressé, surpris de l'injurieux oubli dans lequel on semblait laisser la personne de l'Empereur, s'en indigna au point que l'agitateur hongrois eut beaucoup de peine à le calmerpar ses mensongères explications.

En présence de ces mouvements, l'Empereur s'était contenté de casser les résolutions de la Diète de Presbourg, et d'interdire à Mathias toute nouvelle assemblée des Etats autrichiens. L'Archiduc n'en poursuivait pas moins ses intrigues, fomentait l'insurrection des pays héréditaires de la maison d'Autriche et continuait sous main des préparatifs de guerre. Ni les lettres affectueuses de son frère, ni les ordres formels de son souverain ne purent le détourner de la pente glissante sur laquelle il s'était engagé. A la vérité, il demeurait plus que jamais prodigue d'assurances de dévouement à l'Empereur et se flattait, sans doute, de l'endormir, quand un incident imprévu vint tout à coup déchirer le voile menteur dont il couvrait ses menées déloyales. L'un de ses agents les plus actifs, Sébastien Seeauer, fut arrêté à Ratisbonne et trouvé porteur de papiers compromettants, parmi lesquels était une copie authentique du pacte de famille de 1606. Cette grave découverte complétée par de nouveaux documents saisis sur le comte Bruno de Mansfeld, autre émissaire de Mathias, causa un grand éclat dans l'empire. Les archiducs Maximilien, Albert, et Ferdinand, sommés par l'Empereur de s'expliquer sur l'apposition de leurs noms au bas du

pacte de 1606, protestèrent énergiquement contre l'abus odieux fait de cette pièce par Mathias, à leur insu, et déclarèrent rétracter leurs signatures. Une correspondance très-aigre s'échangea entre eux et Mathias dont les relations avec Rodolphe commencèrent à prendre un caractère menaçant. Bientôt l'Archiduc cessa de garder les ménagements de la plus simple convenance envers le chef de l'empire et arma ouvertement contre lui.

Tilly se trouvait alors à Mœstritz avec dix compagnies d'infanterie récemment levées, mais déjà bien exercées. Sa présence sur les frontières de la Moravie gênait singulièrement Mathias qui ne pouvant plus espérer ni le séduire, ni le tromper, profita du mécontentement qu'une longue absence de solde avait suscité parmi les troupes impériales, pour les exciter à la trahison. Ses émissaires bien munis d'argent mais plus prodigues encore de promesses, n'eurent pas de peine à égarer des mercenaires, plus soucieux de leur paie que de leur drapeau, et déjà portés par nature à l'insubordination. La désertion fit de rapides progrès dans l'armée de Tilly et en éclaircit les rangs. La fidélité douteuse de ceux que l'énergie du Maréchal retenait encore sous les enseignes impériales ne permettait de faire aucun fond sur eux. Ils réclamaient leur solde avec insolence et il s'en fallut de peu un jour que les cavaliers de Trautmansdorf ne s'emparassent de leur colonel, ainsi que de Tilly, pour les livrer à Mathias. Loin donc de pouvoir prendre l'offensive contre l'insurrection, qui se propageait autour de lui avec la rapidité de la foudre, Tilly était à peine en état de se défendre contre les bandes qu'un gentilhomme autrichien, Bucheim, rassemblait non loin de ses cantonnements, avec l'intention avouée de venir l'attaquer dans son camp. Inquiet des dangers de sa position, il ne cessait d'écrire à Prague pour obtenir des renforts et de l'argent. Las de dépêcher des lettres qui restaient sans réponse, il vint lui-même à la cour. Sa

présence sembla ranimer momentanément l'Empereur. Des ordres furent donnés pour la formation d'un nouveau corps d'armée, des patentes distribuées et Tilly reçutentre autres la mission de lever un régiment d'infanterie wallonne. Il partit immédiatement pour les Pays-Bas et mit tant d'activité dans l'exécution de son mandat, qu'au mois de juin il entrait en Bohême avec cinq mille Wallons, tous vieux soldats, aguerris au feu.

Dans l'intervalle, Rodolphe avait essayé de nouveau de calmer son frère, en lui offrant quelques concessions. Mais Mathias n'était plus maitre lui-même de borner ses prétentions. Par une punition commune à tous les ambitieux qui cherchent un point d'appui dans les passions de la foule, il ne s'était affranchi de ses devoirs qu'en subissant l'esclavage bien plus dur des intérêts et des convoitises égoïstes que lui-même avait soulevées; chef apparent de la révolte, il n'en était plus en réalité que le gage et l'instrument. Dés qu'il fut prêt, il se mit en marche sur Prague avec 12,000 hommes. Reçu partout comme un triomphateur, ses forces s'étaient accrues jusqu'à 20,000 combattants, lorsqu'il arriva à Znaïm.

Rodolphe avait tellement perdu l'habitude de l'action qu'il ne pouvait même la supposer chez autrui, et grande fut sa consternation lorsqu'il apprit que Mathias avait tiré l'épée et s'approchait de Prague, non pas en sujet docile et repentant, mais en rebelle décidé à tout oser. Le dédaigneux accueil que ses propositions et ses tentatives de conciliation avaient trouvé à Vienne n'avait pu détruire les illusions dont se berçait son incurable apathie, et lorsque la douloureuse réalité vint le réveiller en sursaut, passant comme tous les hommes faibles, d'une extrémité à l'autre, il se jeta tête baissée dans la résistance, sans calculer à quel prix il en achetait les moyens. Depuis longtemps, il était en lutte avec les protestants Bohêmes, puissants par leur nombre et leur influence, mais éminemment hostiles à l'autorité royale,

qu'ils s'efforçaient de dépouiller de ses prérogatives pour se les attribuer : néanmoins, il croyait pouvoir compter sur leur fidélité, car toujours, il les avait traités avec douceur, et sa prédilection pour le séjour de Prague était notoirement l'un des principaux griefs que faisaient valoir contre lui les princes de l'Empire. Le malheureux monarque ignorait que déjà ces hommes, auxquels il croyait pouvoir confier sa couronne en péril, étaient en relations secrètes avec Mathias. Dans son premier moment d'angoisse, il s'empressa de convoquer la diète bohème et ordonna une levée en masse. A peine les Etats furent-ils réunis, que Rodolphe put voir à quel point il s'était trompé sur les dispositions de la noblesse. Des débats orageux aboutirent à des résolutions violentes, et ce fut la menace à la bouche que les chefs du protestantisme bohème vinrent imposer à leur faible souverain les dures et injurieuses conditions de leur concours.

Vainqueurs de la royauté, les États parurent d'abord prendre au sérieux les engagements qu'ils avaient pris de leur côté envers Rodolphe. Des mesures furent décrétées pour l'organisation d'une armée nombreuse. Six des cercles de la Bohème mirent sur pied 18,000 hommes d'infanterie et mille chevaux. Prague fournit 10,000 combattants et ce chiffre, déjà imposant, de 28,000 hommes, s'augmenta bientôt des 5,000 vieux soldats wallons de Tilly. Il semble qu'avec ces forces, Rodolphe eût pu aisément tenter le sort des armes, et sinon prendre l'offensive, du moins arrêter les progrès de Mathias. Malheureusement, il ne pouvait faire aucun fond solide sur la fidélité de ses milices, dont les chefs n'étaient d'accord que dans leurs sympathies pour Mathias; chacun voulait commander, nul ne consentait à obéir. Les mêmes prétentions se retrouvaient jusque dans l'entourage allemand de Rodolphe. Les comtes de Sulz et d'Altheim disputaient aigrement le commandement en chef à Tilly, naturellement appelé à l'exer-

cer par ses fonctions de Feldmaréchal[1]. Ces tiraillements d'où résultaient de nombreux désordres, n'étaient guères de nature à réveiller l'énergie de Rodolphe qui déjà retombé dans son indolence habituelle, négligeait même de faire ouvrir les arsenaux de Prague, pour en tirer les armes que réclamaient ses officiers. D'ailleurs, son caractère apathique répugnait instinctivement à l'emploi hasardé de la force. En outre, les archiducs Maximilien et Ferdinand le pressaient encore d'essayer la voie des négociations ; le nonce apostolique et d'autres princes de l'Empire lui donnaient les mêmes conseils. Il se laissa facilement entraîner par des suggestions qui flattaient ses propres penchants.

Le 25 juin 1608, à la suite de conférences tenues à Dubetz, puis à Luben, entre les plénipotentiaires des deux frères, un traité fut conclu. Rodolphe céda à Mathias le royaume de Hongrie et le marquisat de Moravie, dont il se réserva seulement les titres désormais dérisoires, et Mathias s'engagea de son côté à payer à l'Empereur une somme annuelle dont le montant devait être déterminé de commun accord. L'échange des signatures fut suivi de la remise solennelle des joyaux de la couronne hongroise entre les mains de l'Archiduc ; aussitôt après, celui-ci leva son camp, et reprit la route de Vienne.

La conclusion de la paix rendait inutiles les préparatifs de guerre qu'avait faits Rodolphe. Il licencia son armée et renvoya les milices bohêmes dans leurs foyers. Les fonctions du Feldmaréchal de Tilly cessèrent d'elles-mêmes, et l'ex-commandant en chef rentra dans la vie privée. Dès le mois de juillet 1608, il se défit de tous ses équipages militaires. On voit par une lettre du comte Octavio Visconti, agent diplomatique de l'archiduc Albert, qu'il menait en campagne un assez grand nombre de chameaux, dont plusieurs étaient entièrement blancs.

[1] Secrétairerie d'état allemande. Correspondance diplomatique. Lettre de Bodenius, du 14 juin 1608.

Depuis le traité de Luben jusqu'à son entrée au service de Bavière en 1610, Tilly ne prit plus aucune part apparente aux affaires publiques. Il était trop loyal pour chercher à se rapprocher du rebelle Mathias, trop sincère pour dissimuler la vérité à Rodolphe, trop ferme dans la conscience de ses devoirs pour approuver la politique tortueuse et sans dignité au moyen de laquelle le cabinet de Prague croyait pouvoir réparer ses défaites. Aussi, son nom disparait-il complétement de l'histoire pendant près de deux années. Cette obscurité ne déplaisait pas à sa modestie; ignorant des glorieuses destinées que la Providence lui réservait, il préférait à l'éclat qui laisse après lui l'inquiétude et le trouble, la retraite qui donne à l'ame la paix et la force.

CHAPITRE IV.

Triomphe de Mathias. Ses concessions forcées. Humiliations de Rodolphe. La lettre de Majesté. Succession du duc de Clèves. Laurent Ramée. Abdication de Rodolphe et couronnement de Mathias, roi de Bohême. Mort de Rodolphe. Mathias lui succède. Origine des fédérations particulières en Allemagne. La Ligue de Smalkalde. Intolérance et rivalités des petits princes allemands. Leurs rapports avec Henri IV, roi de France. Maximilien I[er]. Troubles religieux à Donauwerth Châtiment des coupables. L'union protestante. La sainte Ligue des catholiques. Convention de Hall. Ferdinand de Styrie, sa fermeté contre l'hérésie. Il est couronné roi de Bohême. Intrigues des protestants. Révolte des Bohêmes. Mort de Mathias.

La vie de Tilly est si étroitement liée aux premières périodes de la guerre de Trente ans, qu'on ne peut écrire l'une sans retracer en même temps la seconde, tant est grand le rôle que joue dans celle-ci la personnalité du général catholique. Il est donc indispensable pour l'intelligence du récit d'entrer dans quelques détails préliminaires sur les événements qui précédèrent et préparèrent la guerre de Trente ans. Ces détails ont leur intérêt et sont comme le prologue du drame qui va se dérouler sous les yeux du lecteur.

A peine Mathias avait-il atteint le but si longtemps convoité et si péniblement recherché par son ambition, que l'arme dont il venait de frapper son souverain, se retourna contre lui. Avec l'aurore de son triomphe s'était levée celle de son châtiment. Lorsque en prenant possession de ses nouveaux Etats, il voulut se faire prêter serment par les habitants, il éprouva une résistance imprévue de la part de la noblesse autrichienne, presque tout entière protestante, qui prétendit garder ample part des dépouilles

de l'autorité royale. La lutte dura quelques mois; elle devait finir, elle finit en effet par la défaite de Mathias, qui descendit rapidement la pente périlleuse des concessions, sous le poids des obligations qu'il avait imprudemment contractées envers ses alliés de la veille devenus ses sujets, ou pour parler plus vrai, ses maîtres du lendemain. De nouveaux dangers lui arrachèrent de nouveaux sacrifices, mais calmèrent momentanément les dissensions intestines des vainqueurs de Rodolphe, en attirant leur attention au dehors.

La dure expérience du passé n'avait profité en rien au malheureux Empereur. Une idée fixe de vengeance absorbait son esprit : il voulait à tout prix rentrer en possession des domaines que Mathias lui avait enlevés. Dans ce but, il essaya de profiter de la scission survenue entre le roi de Hongrie et les Etats d'Autriche pour se ramener ceux-ci, en leur prodiguant les promesses les plus séduisantes. Ces démarches ne lui apportèrent que de la honte et un degré d'humiliation de plus. Les Etats de Bohême auxquels les Autrichiens les avaient révélées, s'en prévalurent contre lui et le forcèrent par la violence à signer cette fameuse lettre de Majesté, source de tant de calamités pour la Bohême et l'Allemagne tout entière.

On appela ainsi un décret par lequel Rodolphe assurait aux Bohêmes pleine et entière liberté de conscience, concédait aux protestants l'Université de Prague, avec pouvoir d'y introduire les changements qu'ils jugeraient convenables, et les autorisait à construire ou acquérir en tous lieux des églises, des écoles et des cimetières. Toute ordonnance antérieure, contraire à ces dispositions, était déclarée sans valeur, et la nullité frappait d'avance toute mesure, émanant du pouvoir royal ou ecclésiastique, qui n'y serait pas conforme. Un acte additionnel reconnut aux protestants le droit d'élire dans leur sein un nombre indéterminé de commissaires, dits *défenseurs,* chargés de surveiller l'exé-

cution complète et loyale de la lettre de Majesté. Ces *défenseurs* devaient être confirmés par le Roi, dans les quinze jours de l'élection, sans que, faute de cette formalité, leur mandat pût être invalidé. Il fut arrêté, en outre, que les difficultés qui pourraient surgir à propos du décret seraient vidées en dernier ressort, d'un côté par les protestants seuls pour tout ce qui concernait l'organisation intérieure de leur culte; de l'autre par un tribunal mixte de douze protestants et douze catholiques nommés par le Roi, dans chaque cas spécial intéressant les deux parties.

C'était une véritable abdication. Bientôt de ce sceptre ainsi avili, il ne devait même plus rester l'ombre aux mains débiles de ce monarque vieilli avant l'âge.

La catastrophe déjà imminente, fut hâtée par le contrecoup d'événements graves survenus en Allemagne.

Le duc de Clèves et de Juliers étant mort sans enfants en 1608, sa riche succession se trouva convoitée par un grand nombre de princes, qui prétendaient y avoir des droits plus ou moins exclusifs, de différents chefs. Deux d'entre eux, le Margrave de Brandebourg et le duc de Neubourg, de la maison Palatine, crurent prudent d'ajouter à leurs titres celui de la possession. Sans attendre la décision impériale, ils s'emparèrent des domaines du duc défunt et se firent prêter serment par les Etats du pays. L'Empereur, justement mécontent, chargea l'archiduc Léopold, évêque de Passau et de Strasbourg, frère de l'archiduc Ferdinand de Styrie, de faire respecter les droits du conseil de l'Empire et de mettre les duchés sous séquestre, après en avoir expulsé les deux prétendants. La mission était d'autant plus difficile que Léopold ne disposait d'aucune force pour appuyer son autorité de commissaire impérial. Il paya d'audace et s'introduisit d'abord par surprise dans la ville de Juliers. De là, il invoqua l'appui du gouvernement des Pays-Bas, qui se contenta de lui dépêcher des agents diplomatiques, et il fit faire de nombreuses levées d'hommes

dans ses évêchés de Passau et de Strasbourg : mais avant que ces troupes fussent prêtes, Juliers fut pris par les deux princes alliés, qui dispersèrent ensuite les régiments encore incomplets que le baron de Créange (Kriechingen) et d'autres colonels venaient de former dans l'évêché de Strasbourg. Léopold se réfugia à Passau ; de grands embarras l'y attendaient. Dans l'Evêché se trouvait cantonné un corps d'armée d'environ seize mille hommes, qui pesait lourdement sur le pays et alarmait singulièrement les Etats voisins. Le comte d'Althann, qui le commandait, n'avait pu obtenir passage sur les terres du duc de Bavière pour se rendre dans les duchés ; il était encore pour ainsi dire cerné dans ses quartiers, lorsque survint la prise de Juliers. Désormais sans destination précise, les troupes de Passau auraient dû être licenciées.

L'ordre en fut donné par l'Empereur, mais un décret ne suffisait pas ; il fallait encore de l'argent pour payer les arriérés de solde que réclamaient insolemment les bandes indisciplinées de Léopold. On essaya de les renvoyer avec des promesses, mais le moyen trop usé échoua. Le pays étant épuisé, la disette se fit sentir et les soldats se livrèrent à d'horribles désordres. Ils chassèrent leurs principaux officiers et acclamèrent pour chef Laurent Ramée, colonel d'un régiment d'infanterie. C'était un soudard, brutal et cupide, l'un des boute-feux de leur mutinerie. Sous sa conduite, l'armée de Léopold quitta au mois de décembre l'Evêché de Passau qui ne pouvait plus la nourrir, se jeta sur les provinces autrichiennes, qu'elle dévasta, et après quelques hésitations, pénétra en Bohême où elle venait, disait Ramée, rétablir l'autorité impériale méconnue. A son approche les Etats de Bohême, réunis alors à Prague, mirent la ville en état de défense, et Rodolphe témoigna hautement son irritation contre les incommodes auxiliaires qui lui tombaient sur bras. Il envoya ordre sur ordre à Ramée de s'arrêter, et celui-ci avançant toujours, il lui

dépêcha l'archiduc Léopold. Mais soit fougue imprudente de jeunesse, soit complot prémédité, l'Archiduc au lieu de faire rebrousser chemin aux bandes de l'aventurier, parut lui-même le lendemain à leur tête aux portes de Prague et s'empara d'une partie de la ville.

Par un de ces revirements trop fréquents chez lui pour paraître extraordinaires, Rodolphe, naguère si uni avec les Etats dans leurs préparatifs de résistance contre l'armée de Passau, changea tout d'un coup d'attitude. Il approuva la conduite de Ramée et reçut le serment de fidélité de ses soldats. Mais cet effort était déjà trop violent pour son apathie. Par ses tergiversations continuelles, et ses hésitations sans fin, il paralysa les mouvements de Léopold, laissa le temps aux Etats de rassembler leurs forces et à Mathias, déjà en marche, celui de s'avancer sur Prague. L'indignation excitée par les affreuses dévastations de Ramée et l'apparente mauvaise foi de Rodolphe était si universelle, qu'au premier appel des Etats les campagnes se levèrent et marchèrent en masse au secours de la capitale.

Prague allait devenir le théâtre d'une lutte sanglante, lorsque Rodolphe, tremblant à cette idée seule, décida, à force d'argent, l'avide Ramée, à battre en retraite. Cette tardive concession ne lui fit cependant pas trouver grâce près de ses sujets et de Mathias. Peu de jours après le départ des bandes de Passau, l'Archiduc-Roi fit une entrée triomphale dans Prague et Rodolphe, étroitement enfermé dans son propre palais, ne recouvra quelque liberté, qu'après avoir signé sa déchéance et consenti au couronnement de son frère, comme Roi de Bohême.

Ce ne fut cependant pas sans difficultés et surtout sans conditions que Mathias pût poser sur sa tête la couronne qu'il venait d'arracher à son souverain. Les exigences des Etats furent telles qu'un moment il voulut résister. Cet essai provoqua de violentes menaces de la part des chefs

bohêmes et le mot de république fut un moment prononcé. Mathias était trop ambitieux pour ne pas céder et fut couronné le 23 mai 1611. L'infortuné Rodolphe ne survécut guère à ce dernier abaissement; il mourut presque subitement le 23 janvier 1612, et la dignité impériale, dernier débris de ses grandeurs passées, échut sans difficulté à Mathias.

L'Allemagne n'avait pris qu'une part indirecte aux démêlés des deux princes de la maison d'Autriche; profondément travaillé en sens divers par des intérêts opposés, ce grand pays n'avait plus de l'unité que le nom et offrait l'étrange phénomène de trois Etats dans l'Etat : l'Empereur, l'union protestante et la ligue catholique. On a déjà pu pressentir le peu de poids dont pesait l'autorité impériale dans la balance des destinées allemandes; mais pour apprécier jusqu'où allait cette impuissance et se rendre compte de la situation anormale où se trouvait l'Empire, il importe d'étudier ces deux grandes confédérations catholique et protestante dans leur origine, comme dans leurs effets.

Le premier exemple d'une association particulière entre divers membres de l'Empire, en dehors des intérêts généraux, avait été donné en 1531 par les princes protestants. La ligue de Smalkalde, à la tête de laquelle étaient l'électeur de Saxe et le landgrave Philippe de Hesse, avait fourni la mesure de son sens moral et politique, en se mettant à la solde du roi de France, et en s'alliant avec les Turcs contre le chef de l'Empire. Anéantie à la bataille de Muhlberg, elle fut en quelque sorte reconstituée par Maurice de Saxe; victorieuse de Charles-Quint, elle avait cessé d'exister, au moins d'une manière patente, car le succès est un dissolvant bien plus puissant que la défaite. La plupart des princes protestants plongés dans la mollesse et la débauche, satisfaits de pouvoir assouvir sans obstacles leur cupidité sur les biens ecclésiastiques, étaient trop absorbés par leurs plaisirs pour se préoccuper de toute

question extérieure, qui ne menaçait pas directement leur quiétude ou n'offrait point un nouvel appât à leurs convoitises. Leur unique souci était de faire la guerre aux dissidents de la confession adoptée par chacun d'eux. Luthériens et calvinistes, se succédant sur le trône, rivalisaient de zèle pour établir tour à tour la prépondérance exclusive de leur culte; et tandis que dans les Etats héréditaires de la maison d'Autriche, les protestants jouissaient de nombreux priviléges, non-seulement les catholiques n'étaient pas tolérés dans les Etats protestants, mais les différentes sectes nées de la réforme s'y livraient une lutte fratricide d'extermination. Le persécuteur de la première heure devenait le persécuté de la seconde. La Saxe, le Brandebourg, le Palatinat, la Hesse, etc., furent ainsi le théâtre de déplorables changements à vue, violemment imposés. Tous ces petits princes ne se distinguaient en général que par leur intolérance et leur servile dépendance des théologiens qui les entouraient. Entre eux existaient des rivalités jalouses que développait la tranquillité même dont ils jouissaient. Du moment où Maurice de Saxe eut enlevé à son cousin Frédéric le bonnet électoral pour le placer sur sa propre tête, une haine ardente divisa les deux branches de la maison de Saxe. L'instinct de la conservation, la nécessité d'un point d'appui contre le ressentiment de leurs parents évincés, attachèrent les héritiers de Maurice à la maison d'Autriche, tandis que les membres de la branche Ernestine se firent remarquer en tout temps par leur hostilité contre cette même maison. Une question de succession avait rendu les landgraves de Hesse-Cassel et de Hesse-Darmstadt ennemis irréconciliables. Les derniers, favorisés par la cour impériale, lui portaient autant d'affection que les premiers de haine. La grande race des Wittelsbach, fractionnée en deux ligues, celle des ducs de Bavière et celle des Electeurs Palatins, nourrissait dans son sein un antagonisme de religion, que les événements

devaient rendre encore plus tranché. Ces éléments de faiblesse et de désorganisation du protestantisme allemand, se compliquaient encore d'un autre bien plus dangereux encore. De tout temps, l'Eglise luthérienne avait reconnu l'Electeur de Saxe pour son chef naturel. Or, cette prééminence était un objet d'envie pour les Comtes Palatins et n'avait pas peu contribué à les rallier au calvinisme. Ne pouvant être à la tête des protestants, ils profitèrent des liens qui attachaient leurs rivaux à la maison d'Autriche, pour se poser en chefs des mécontents. Intrigues, conspirations, menées coupables, trahisons, rien ne leur coûta pour parvenir à ce but.

Sous Rodolphe ils avaient essayé plus d'une fois de conduire le parti anti-catholique à l'assaut du pouvoir, et d'entraver le concours financier que l'Empereur réclamait de la diète pour défendre l'Allemagne contre le Turc. En 1594 on vit l'Electeur Frédéric IV et ses amis refuser obstinément d'un côté les subsides, plus nécessaires que jamais, à cause des dangers qui menaçaient la chrétienté, et donner de l'autre quatre cent mille florins à Henri IV pour acheter son intervention armée contre le Cardinal de Lorraine, compétiteur catholique du margrave Jean-Georges de Brandebourg à l'Evêché de Strasbourg. Depuis lors ils demeurèrent en relations permanentes avec ce prince, auquel ils offrirent la couronne impériale en 1599.

Leur agent le plus actif était Christian d'Anhalt. Tous unirent leurs efforts pour attirer dans leur conjuration les membres protestants de l'aristocratie allemande. L'influence de la maison de Saxe dont l'attachement aux Habsbourg semblait croître en raison des progrès du Calvinisme, leur fit longtemps obstacle. Ils redoublèrent d'intrigues, et bientôt un événement peu important en apparence vint leur fournir le levier dont ils avaient besoin pour soulever les passions.

La Bavière était alors gouvernée par Maximilien premier,

l'une des grandes figures du dix-septième siècle, à qui les contemporains décernèrent le nom de Salomon de l'Allemagne. Et de fait, il mérita à juste titre leur admiration. Comblé de tous les dons du cœur et de l'esprit, il unissait les qualités les plus brillantes aux talents les plus solides. Sa haute intelligence embrassait les objets les plus divers; autant il mettait de soin à l'étude des affaires publiques, autant il déployait de goût et de connaissances dans le culte des beaux-arts. Outre l'allemand, il possédait à fond le latin, l'italien et le français. A la fermeté virile du caractère, il joignait une rare pénétration d'esprit, une infatigable activité, une persévérance que rien ne rebutait; son coup d'œil rapide et sûr plongeait droit au cœur des questions et saisissait merveilleusement le fort et le faible des hommes et des choses. Sévère dans ses mœurs, scrupuleux observateur de ses devoirs, il ne souffrait à sa cour ni légèretés, ni débauches, détestait les ivrognes et se montrait impitoyable pour les oisifs et les libertins. Sa fervente piété n'excluait pas chez lui la grâce des manières, ni la simplicité des goûts la magnificence conforme à l'éclat du rang. Il partageait régulièrement ses journées entre le travail, la prière et quelques distractions. Toujours maître de lui-même, aussi bon chrétien que profond politique, puissant organisateur, capitaine habile, et ce qui était plus rare à cette époque, administrateur éminent et savant financier, Maximilien de Bavière s'élève bien au-dessus des princes de son temps; il n'a point de rival parmi eux pour les talents et ne le cède pour la grandeur et la mâle énergie du caractère qu'au seul Ferdinand II. Aux Jésuites, les instituteurs de sa jeunesse, il avait voué une reconnaissance sincère, une affection tendre qui ne se démentit jamais et qu'il aimait à manifester, sans cependant permettre à ses sentiments d'empiéter sur le domaine de la raison. Faut-il s'étonner qu'ainsi doué, ayant la conscience de sa valeur et de sa supériorité morale, disposant de ressources considé-

rables et unissant au génie qui conçoit, la force qui exécute, Maximilien ait été ambitieux? L'ambition était l'écueil naturel de la position où la Providence l'avait placé, elle égara plus d'une fois la sagacité de son esprit et la sûreté de son coup d'œil, mais si elle lui fit commettre des fautes, jamais du moins, grâce aux digues élevées par une éducation religieuse, elle n'oblitéra sa conscience.

L'abdication spontanée de son père Guillaume V, prince pieux et débonnaire, mais faible et peu ménager, l'avait mis de bonne heure à la tête de ses Etats. Maximilien s'appliqua immédiatement, avec le plus grand zèle, à réformer les nombreux abus de l'administration, à réparer les brèches faites aux finances publiques, à maintenir l'unité catholique de ses Etats, et organiser les ressources militaires du pays. Prévoyant une lutte prochaine et inévitable, il sentit que l'avantage serait au premier prêt, et il prit, en silence, toutes les dispositions nécessaires. A ses yeux, le secret de la force des protestants était dans la pusillanimité des catholiques, comme la force des révolutionnaires dans la faiblesse des princes. Le merveilleux succès de la conduite énergique de l'archiduc Ferdinand, en Styrie, le confirma dans cette opinion, et il ne tarda pas à en faire lui-même l'expérience.

Des troubles religieux avaient éclaté à Donauwerth (1606), ville impériale, située près des frontières bavaroises. Lors d'une procession dirigée par l'abbé du monastère de Sainte-Croix, fief immédiat de l'Empire, situé dans la ville, les prêtres catholiques et les fidèles qui les accompagnaient avaient été grossièrement outragés et maltraités par la populace protestante, qu'excitaient ou guidaient les magistrats de la commune. L'abbé déposa une plainte, à la suite de laquelle Maximilien eut charge de l'Empereur d'ouvrir une enquête. Deux commissaires, envoyés par lui à Donauwerth, furent insultés par le peuple et n'obtinrent des magistrats que des défaites et des bravades. A peine

Maximilien eut-il reçu le rapport de ses commissaires, qu'il l'envoya à Prague, en demandant que la ville séditieuse fût frappée d'un châtiment exemplaire. L'Empereur éluda longtemps une réponse décisive, et même, en cédant, il invita le duc à essayer encore la persuasion, avant d'en venir aux voies de rigueur. Le duc obéit, se contenta de menacer, et parvint à se faire remettre les chefs des mutins, ainsi qu'un engagement signé par les magistrats, de laisser désormais toute liberté à l'exercice du culte catholique. Mais, à peine cette pièce avait-elle été livrée que la bourgeoisie se souleva, reprocha à ses magistrats leur lâcheté, et commit de tels désordres que l'abbé de Sainte-Croix et ses religieux épouvantés se hâtèrent de fuir.

Une nouvelle commission bavaroise fut envoyée à Donauwerth. Elle trouva la ville dans la plus effroyable confusion, la multitude, surexcitée par les prédicants, les magistrats constamment ivres, insolents et fanfarons. Après plusieurs jours d'attente, elle revint sans résultat; une troisième tentative d'accommodement échoua également, à cause des perfides conseils donnés à ceux de Donauwerth, par les ducs de Neubourg, de Wurtemberg et d'autres princes protestants. Maximilien, informé que d'actives démarches se faisaient auprès de l'Empereur pour lui faire retirer l'ordre de proscription contre Donauwerth, n'hésita plus. En peu de jours, un corps de sept mille hommes, commandé par Alexandre de Haslang, se présenta devant les murs de Donauwerth; la bourgeoisie, naguère si arrogante, n'essaya pas même un semblant de résistance, et se rendit en tremblant (7 décembre 1607)[1]. Maximilien, heureux, comme il l'écrivit au pape, d'avoir posé en face des

[1] Khevenhiller, et après lui, quelques autres historiens, font figurer Tilly à l'expédition de Donauwerth. Un simple rapprochement de date prouve suffisamment le peu de fondement de cette assertion, puisque à cette époque Tilly commandait les troupes impériales, sur les frontières de la Moravie.

protestants un acte de vigueur auquel ils ne s'attendaient pas, traita la ville avec douceur, ne lui imposa pas de contrainte religieuse, et se contenta d'y introduire les Jésuites.

La nouvelle du châtiment, si énergiquement infligé à la ville de Donauwerth, excita une grande rumeur parmi les protestants. A la diète de Ratisbonne, qui s'ouvrit au mois de janvier 1608, ils firent entendre des plaintes amères, refusèrent les subsides sollicités par Rodolphe, et quittèrent la réunion sans attendre de recès, chose jusqu'ici inouïe en Allemagne, et subversive des constitutions de l'Empire. Ils ne s'en tinrent pas là. Le 4 mai, l'Electeur Palatin, les ducs Philippe-Louis de Neufbourg et Jean-Frédéric de Meklenbourg, les margraves Christian et Jean de Brandebourg-Anspach, Georges-Frédéric de Bade, s'assemblèrent dans l'ancien couvent de Bénédictins d'Ahausen, sur le territoire d'Anspach; avec eux s'y trouvait le prince Christian d'Anhalt, tête ambitieuse et fertile en intrigues, lié de longue-main avec la cour de France, et vendu à ses intérêts. On tomba d'accord de former entre les princes protestants, abstraction faite des dissidences religieuses qui les séparaient, une confédération, qui reçut le nom d'Union évangélique. Les princes alliés se garantissaient mutuellement l'intégrité de leurs possessions et de leur culte, contre toute attaque du dehors, principalement des catholiques; l'Electeur Palatin fut chargé de la direction des affaires générales, en temps de paix, chaque Etat se réservant de veiller à ses propres intérêts, en temps de guerre. Dans une seconde réunion, qui eut lieu vers la fin de juillet, à Rotenbourg, sur la Tauber, on nomma le margrave Joachim-Ernest de Brandenbourg, général des troupes de l'Union, avec un traitement de six mille florins, et le prince Christian d'Anhalt, lieutenant-général, avec quatre mille florins par mois. A ces deux chefs furent adjoints le margrave de Bade, comme

général de cavalerie, le duc Jules de Wurtemberg et le comte Craft de Hohenlohe, comme colonels. Enfin, lors d'une troisième assemblée, l'Electeur Palatin et le prince d'Anhalt proposèrent de s'allier à la France; mais bien que plusieurs membres de l'Union fussent déjà à la solde de cette puissance[1], et en relations secrètes avec le Roi, depuis plusieurs années, on crut plus prudent d'éviter encore l'éclat et d'ajourner la question officielle.

Il y avait là, cependant, plus de force apparente que réelle. Le lien qui unissait cette agrégation de princes, presque tous divisés entre eux par une secrète jalousie, et dont pas un seul n'entendait faire ombre de sacrifice à la cause commune, était trop lâche pour la rendre redoutable. N'étaient-ce pas là, pour la plupart, les mêmes princes qui, en 1598, après d'effroyables menaces contre le général espagnol, Mendoza, envahisseur du territoire de l'Empire, avaient livré, par leur pusillanimité, le nom allemand à la risée publique? Où était parmi eux, le caractère assez élevé pour dominer, assez fort pour faire accepter sa supériorité, comprimer les défiances, confondre les intérêts, et rassembler toutes les forces dans un effort et pour un but commun? Cette tâche qu'accepta plus tard Frédéric V, dans un jour de présomption, nul des membres de l'Union n'était capable de l'entreprendre, nul même n'y pensait : jusqu'à l'apparition de Gustave-Adolphe, comme après sa mort, l'impuissance fut le caractère distinctif de toutes les confédérations des princes protestants de l'Allemagne.

Un article du pacte de l'Union portait, que chacun des membres ferait la propagande de l'œuvre et travaillerait à y attirer le plus grand nombre possible de ses coreligionnaires. Cet engagement fut parfaitement exécuté, car dans le courant de la même année, l'Union reçut l'adhésion de

[1] Archives du royaume, Secrétairerie d'Etat allemande, carton. 164.

l'Electeur de Brandebourg, des princes Jean-Georges, Auguste et Rodolphe d'Anhalt, du comte Godefroid d'Œttingen, du comte palatin, Jean de Deux-Ponts, des villes impériales de Nuremberg, Ulm, Strasbourg, Rothenbourg, Windsheim, Schweinfurt, Weissenbourg, Hall, Heilbronn, Memmingen et Nordlingen. On eut bien soin de mettre en tête de l'acte, la réserve hypocrite déjà passée en habitude, des droits de l'Empereur et de l'empire, et de constater que le but de la confédération s'appliquait uniquement aux transgresseurs des recès et des constitutions de l'empire, principalement en matière d'exécutions impériales. C'était suffisamment désigner le duc de Bavière. Des démarches actives furent effectivement faites auprès de l'Empereur, pour qu'il ordonnât la restitution de Donauwerth, et blamât la conduite de Maximilien. Christian d'Anhalt, chargé de cette mission, poussa l'audace jusqu'à menacer Rodolphe du sort de Jules-César, et jeta la terreur dans l'ame du faible monarque.

Le duc de Bavière ne s'était pas fait illusion sur le danger dont le menaçait l'Union ; il chercha à le conjurer par les mêmes moyens. Ses agents représentèrent aux princes catholiques l'impérieuse nécessité de pourvoir à la défense commune et de se prêter mutuellement la main contre les attaques et les empiètements éventuels des protestants. Ces ouvertures furent assez froidement accueillies; les princes ecclésiastiques comprenaient toute la portée de l'acte auquel on les conviait, et ne se dissimulaient pas que la création d'une confédération catholique, en dehors de l'Empereur, allait porter une nouvelle atteinte au pouvoir central et déchirer le voile qui, aux yeux de la multitude, couvrait encore son impuissance. Ils craignaient, en outre, de hâter la lutte en voulant la prévenir. D'autre part, cependant, ils avaient trop d'expérience du peu de valeur de l'autorité impériale, pour ne pas sentir le besoin de se créer un autre abri, de chercher un nouveau point

d'appui. De là, de nombreuses hésitations que Maximilien ne put vaincre que successivement et à la longue. Enfin, après toute une année d'efforts, le duc de Bavière parvint à réunir, autour de lui, un noyau suffisant pour jeter les bases de l'édifice qu'il projetait. Le 10 juillet 1609, il signa, à Munich, avec les évêques de Wurzbourg, de Constance, de Ratisbonne, de Strasbourg, de Passau, le prévôt d'Ellwangen et l'abbé de Kempten, l'acte de fondation de la sainte Ligue, qu'il avait rédigé lui-même, avec l'aide de son chancelier, Joachim de Donnersberg, et presque entièrement écrit de sa propre main.

La sainte Ligue se donnait pour but le maintien et la défense de la vraie religion catholique, se déclarait purement défensive et n'admettait l'emploi de la force qu'en cas de légitime défense et après épuisement des voies de droit. Elle se soutenait au moyen de contributions fixées chaque année pour chacun de ses membres. Le duc de Bavière en fut proclamé chef avec de grands pouvoirs, et un conseil d'assistance composé de l'archiduc Léopold, évêque de Passau, des évêques Jules de Wurzbourg et Henri d'Augsbourg. Peu de temps après, dans une réunion tenue à Mayence, les trois Electeurs ecclésiastiques, vivement sollicités par Maximilien, consentirent à entrer dans l'alliance; mais sous prétexte que les contrées du Rhin étaient trop éloignées de la Bavière, ils stipulèrent qu'un directoire spécial serait érigé en faveur de l'Electeur de Mayence pour les Etats du Rhin. Cette exigence froissa vivement Maximilien; néanmoins, il s'y soumit provisoirement sans objection. Une assemblée générale des membres de la Ligue fut indiquée pour le 8 février 1610, à Wurzbourg, et, dans l'intervalle, des envoyés nommés de commun accord, se rendirent en Italie et à Madrid pour solliciter l'appui moral et pécuniaire du Pape, du roi d'Espagne et d'autres cours catholiques. A Rome et dans le reste de l'Italie, le résultat fut médiocre : le Pape craignait de

mécontenter la maison d'Autriche, laissée en dehors de l'alliance. Le Grand Duc de Florence et les autres princes italiens se souciaient peu de s'aventurer en spéculations aussi chanceuses; tous accueillirent fort bien les envoyés bavarois, mais ne se montrèrent prodigues que de félicitations et de vœux.

Le capucin Laurent de Brindes que, sur la demande de Maximilien, le Pape avait dépêché à Madrid, y fut plus heureux. Grâce à l'appui chaleureux que lui prêta la reine Marguerite, princesse autrichienne, sœur de l'archiduc Ferdinand de Styrie, il obtint la promesse formelle d'un subside assez considérable pour entretenir deux régiments d'infanterie et un de cavalerie, sous clause cependant que le roi serait protecteur de la Ligue.

Au jour marqué, les membres de la Ligue s'assemblèrent à Wurzbourg pour préciser et arrêter les conditions et les points les plus importants du pacte qui les liait. Leur premier acte fut d'admettre dans la confédération l'archiduc Ferdinand de Styrie. On détermina le chiffre des contributions de chaque membre, le montant des côtes devant être versé dans une ville bavaroise, Ingolstadt ou Munich. Enfin l'on s'occupa de l'organisation militaire. Le duc de Bavière fut maintenu généralissime des troupes de la Ligue, avec trente-cinq mille florins de traitement par mois, et chargé de former un état-major, composé d'un maréchal de camp et d'un major général, chacun avec quatre à cinq mille florins d'appointements par mois. L'assemblée se sépara après avoir décidé qu'une ambassade spéciale serait envoyée à l'Empereur, pour lui notifier la constitution de la Ligue et lui fournir toutes les explications nécessaires.

A la même époque, les membres de l'Union évangélique étaient réunis à Hall, pour s'y occuper des affaires de la succession de Juliers. L'Electeur Palatin et Christian d'Anhalt, revenant de nouveau à la charge, déterminèrent enfin

leurs collègues à accepter l'alliance de la France : un envoyé du roi Henri IV fut admis aux délibérations, et un traité signé le 11 février stipula qu'une armée française de dix mille hommes se joindrait à celle que les princes unis se proposaient de faire agir dans les duchés. Mais cette opération militaire n'était qu'un faible accessoire de la vaste conjuration qui s'organisait en silence contre le catholicisme et la maison d'Autriche, sous les coupables inspirations de l'Electeur Frédéric IV, de Christian d'Anhalt, et du Landgrave Maurice de Hesse. Il ne s'agissait rien moins que de détrôner l'Empereur, de transporter sa couronne au roi de France ou, à son défaut, au roi de Danemark, et de changer complétement l'état politique de l'Allemagne. Sans doute, les projets de Henri allaient plus loin et le désintéressément qu'il affectait vis-à-vis des princes protestants d'Allemagne n'était que simulé. On connait le plan grandiose enfanté par son ambition et que la main de Ravaillac l'empêcha d'ébaucher; mais les conspirateurs calvinistes étaient trop absorbés par leurs propres convoitises pour comprendre clairement qu'ils ne jouaient que le rôle d'instrument et qu'en trahissant leur patrie, ils se forgeaient eux-mêmes des chaînes. Abaisser l'autorité impériale au profit de leur souveraineté particulière, partager les dépouilles des catholiques, tel était, en résumé, le but auquel visaient la plupart des conjurés. Peu importait ensuite, leur semblait-il, que le roi de France posât sur sa tête une couronne avilie, ils croyaient le tromper eux-mêmes par l'appât qu'ils lui présentaient. En dehors de l'aristocratie princière, d'autres esprits s'agitaient, et, poussant plus loin la logique du libre examen, rejetaient l'autorité en politique, comme les princes la niaient en religion. Des fragments d'écrits secrets, parvenus jusqu'à nous, dit un historien éminent[1], donnent lieu de croire,

[1] Gfroerer, Gustave-Adolphe, p. 277 et suiv.

qu'à la même époque, la plupart des villes libres d'Allemagne étaient entrées dans le réseau d'une grande conspiration démocratique, dont la tête était en Hollande, et qui tendait à renverser les princes et les rois avec l'aide des bannis de tous pays qui affluaient en Allemagne, des gens de guerre sans emploi, des paysans allemands, et à établir partout des souverainetés populaires.

La convention de Hall constatait officiellement l'alliance du protestantisme allemand avec la France et se rattachait en apparence uniquement à la conquête des duchés de Clèves et de Juliers; mais déjà antérieurement des plans beaucoup plus étendus avaient été dressés secrètement entre les ministres du roi et les agents des princes unis; la France, le Danemark, la Hollande, la Suède et jusqu'aux princes de Transylvanie et de Valachie avaient leur rôle marqué, et devaient contribuer par des moyens déterminés à l'œuvre commune; à la France incombaient la plus grande part d'action, et la direction suprême d'une entreprise qui, dans les pensées de Henri, devait confirmer à jamais sa prépondérance politique en Europe. D'immenses préparatifs de guerre se faisaient dans toutes les provinces, et une nombreuse armée se rassemblait sur les frontières de la Lorraine. Déjà les troupes françaises avaient commencé à la fois des hostilités sur les territoires de Strasbourg et de Juliers, lorsque arriva la nouvelle de l'assassinat du roi. La consternation des princes unis fut grande, mais ils n'en poursuivirent pas moins la guerre. Le comte de Solms battit les troupes impériales et fit prisonnier le comte Ernest de Mansfeld, alors au service de l'archiduc Léopold. Juliers, la dernière ville des duchés qui tint encore pour l'Empereur, tomba entre leurs mains, et d'autre part l'Electeur Palatin, les margraves d'Anspach et de Baden se jetèrent sur les évêchés à leur portée et y firent un butin immense.

La constitution de la Ligue était encore trop récente

pour qu'elle pût s'opposer aux armes de l'Union. Elle n'avait encore d'organisation que sur le papier, et, chose plus fâcheuse, des tiraillements s'étaient produits dans son sein et avaient paralysé tout effort d'activité. Les prélats montraient beaucoup de mauvais vouloir à payer leurs cotes et restaient sourds à toutes les plaintes de Maximilien, qui, forcé par sa qualité même de chef de la Ligue de faire solder toutes les dépenses ordonnées, se trouva bientôt en avance de sommes considérables. D'un autre côté, l'ancienne rivalité de rang des maisons d'Autriche et de Bavière, encore mal éteinte, malgré les nombreuses alliances, qui les reliaient entre elles, s'était réveillée ; le roi d'Espagne supportait avec peine qu'un corps, réunissant les forces catholiques en Allemagne, eût pu se créer en dehors de l'influence autrichienne et considérait la position du duc de Bavière à la tête de la Ligue comme un échec de fait pour les Habsbourg. De l'Empereur, il se souciait peu ; car il faisait bon marché des prérogatives du commandement réel, pourvu que Maximilien consentit à en partager le titre honorifique avec l'archiduc Ferdinand de Styrie. Ce sentiment était celui de l'archiduc Maximilien et de quelques membres de la branche de Styrie. L'opposition d'Albert des Pays-Bas prenait sa source dans un autre ordre d'idées : « L'expérience prouve, écrivait-il, que ces sortes de ligues et d'unions ont pour résultat d'affaiblir et d'abaisser l'autorité de l'Empereur, de ruiner les salutaires constitutions de l'empire et de faire perdre en général toute espèce de respect et d'obéissance envers l'autorité supérieure[1]. Lorsque les membres se liguent entre eux en laissant la tête de côté, il arrive que l'autorité du chef qui les domine tous est enlevée et que le corps ne peut subsister en bon état, les plus forts terrassent les plus faibles, et au dernier terme

[1] Archives du Royaume. Corresp. d'Albert et de Mathias. Lettre sans date, carton 118.

de la lutte, le corps tout entier succombe entraînant la tête et s'anéantit lui-même. » Il concluait en émettant le vœu que l'Empereur cherchât par tous les moyens possibles à dissoudre à la fois l'Union et la Ligue et à reconstruire de leurs meilleurs éléments un autre corps dont il serait le chef, « chose qui n'est possible, ajoutait-il, que si nous avons pour nous tous les neutres. » Certes, cette opinion était celle d'un esprit sagace et judicieux; ce vœu, celui d'une ame honnête et loyale; malheureusement, en pratique, c'était une chimère. Ni Rodolphe, ni après lui Mathias ne possédaient l'influence personnelle, l'énergie nécessaire pour mener à bonne fin une entreprise sous le poids de laquelle avait déjà échoué Charles V dans de meilleures conditions. Albert ne tarda pas à le reconnaître. L'électeur de Mayence, Schweikard de Cronberg, prélat aussi éminent par ses vertus que par ses rares talents d'homme d'Etat, avait d'abord approuvé les vues de l'Archiduc, mais sa grande expérience l'avait bientôt convaincu de l'impossibilité de les appliquer dans les circonstances actuelles. Il se préoccupait avant tout des graves dangers que de plus longs délais devaient entraîner pour l'Eglise catholique. Il se rallia donc franchement au duc de Bavière, et ce fut grâce à ses efforts et au désintéressement de l'archiduc Ferdinand, que Maximilien, un moment ébranlé par les obstacles qui lui avaient été suscités, consentit à garder le commandement de la Ligue dont il voulait se dépouiller.

Un temps précieux avait été perdu, temps pendant lequel l'Union avait pu user à son aise de ses forces pour chasser complétement l'archiduc Léopold des duchés de Clèves et de Juliers, et ruiner les Etats de quelques membres de la Ligue. L'imminence du danger opéra le rapprochement des esprits. Les prélats, effrayés, s'empressèrent de payer leurs arriérés et de se plier à toutes les demandes de Maximilien. Dans une assemblée qui eut lieu à Munich, le 16 août 1616, on s'occupa activement

de l'organisation militaire de la Ligue. Le duc fut autorisé à lever aux frais de la fédération une armée de 15,000 hommes de pied et de 4,000 chevaux qui pouvait être augmentée, en cas de nécessité, d'un régiment d'infanterie. Les fonds nécessaires furent votés et le paiement en argent comptant déclaré obligatoire sous un bref délai. On décida que des démarches seraient faites près des archiducs Albert des Pays-Bas et Maximilien de Tyrol, du marquis de Burgau, de l'archevêque de Saltzbourg et de l'évêque d'Eichstett pour les inviter à entrer dans la ligue et qu'on entamerait des négociations avec la France pour obtenir, sinon son alliance, du moins sa neutralité.

Peu de temps après, le 7 septembre, l'Electeur de Mayence et le duc de Bavière, notifièrent aux princes de l'Union la formation de la Ligue; ils saisirent cette occasion pour réclamer énergiquement la réparation des violences commises sur les terres des évêques de Wurzbourg, de Worms, de Strasbourg, ainsi que des garanties pour l'avenir, menaçant de recourir à la force, en cas de refus. Une correspondance très-vive s'établit entre les deux confédérations; elle se serait probablement terminée par une rupture ouverte, si chacun des partis n'avait eu des motifs pressants d'éviter cette extrémité. Les armements de la Ligue, quoique déjà sur un pied respectable, étaient loin d'être complets; de leur côté, les protestants avaient perdu dans Henri IV, leur principal point d'appui, le grand moteur de leur levée de boucliers. Le maréchal de la Châtre leur avait amené, il est vrai, les 10,000 hommes promis par la convention de Hall pour l'expédition de Juliers, mais là s'était bornée la part acceptée par le nouveau gouvernement français dans l'héritage des vastes plans du grand roi. En outre, le chef de l'Union, l'Electeur Frédéric IV, venait de mourir, victime de son intempérance, laissant un fils mineur (19 septembre 1610). Cette situation devait nécessairement ramener la question sur

un terrain plus pacifique et conduire à des concessions mutuelles. Des conférences s'ouvrirent à Munich entre les commissaires de l'Union et ceux de la Ligue. Au bout de huit jours on se mit d'accord sur un traité qui fut signé le 24 octobre 1616, à l'égale satisfaction des deux parties et donna à l'Allemagne quelques années de répit. Personne ne le prit au sérieux, car la division des esprits demeurait toujours la même; les intéressés n'en profitèrent que pour chercher à se rendre plus forts et se mieux préparer à la grande et inévitable lutte. Les conditions mêmes n'en furent pas remplies, car chaque camp garda ses soldats et demeura sur le qui-vive.

Vers cette époque, l'Electeur de Saxe sollicita son admission dans la Ligue, à l'instigation des Electeurs de Cologne et de Mayence. Cette démarche si étrange dans le chef du luthérianisme parut suspect à Maximilien. Il craignait avec raison qu'en entrant dans la Ligue, Christian II ne prétendît s'y attribuer une large part d'influence et n'eût pour visée secrète d'utiliser les armes de la confédération, pour faire exécuter un décret impérial qui l'investissait des duchés de Clèves et de Juliers. Au point de vue personnel, l'acquisition de Christian était sans valeur; ce prince, héros d'ivrognerie et de débauche, incapable de rien faire par lui-même, se vantait impudemment « de voir par les yeux, d'entendre par les oreilles d'autrui. » Sous le rapport politique, l'avantage était médiocre, puisque l'Electeur éloigné de l'Union par la jalousie qui divisait les maisons palatine et de Saxe, et brouillé avec l'Electeur de Brandebourg, à cause de la succession de Juliers, était déjà complétement dévoué à l'Empereur. Son rôle de neutre, qui lui permettait de conserver son influence héréditaire sur les luthériens de l'Allemagne, était plus utile à la Ligue qu'une adhésion plus nette, qui eût évidemment altéré ses rapports avec les coreligionnaires. Enfin, le principe catholique de la Ligue était entamé et la cohésion des

éléments associés n'était pas encore telle, qu'on put se hasarder à y mêler un nouvel agent de nature tout à fait étrangère et d'une grande puissance. Les velléités de l'Electeur de Saxe rencontrèrent donc beaucoup d'opposition chez Maximilien de Bavière; mais il n'en résulta aucun froissement entre les deux princes, grâce à l'intervention du duc Henri-Jules de Brunswick qui parvint à persuader Christian de retirer sa demande, en déclarant qu'il continuerait à garder vis-à-vis de la Ligue une neutralité bienveillante.

On voit qu'entre la Ligue et l'Union, il restait fort peu de place au chef de l'Empire en Allemagne. Depuis la victoire de Maurice de Saxe sur Charles V, l'autorité impériale, frappée au cœur, était de plus en plus tombée en décadence. Cependant un reste de prestige lui était demeuré. Le géant sans force, mais debout, n'avait pas cessé d'imposer, et son ombre protégeait encore, alors que son bras était devenu impuissant. Peut-être eût-il encore résisté à cette terrible agonie trentenaire qui ébranla l'Europe entière, si ce prestige salutaire, si cette majesté, grandiose même dans son déclin, n'eussent été détruits par la main sacrilége d'un prince catholique, d'un membre de la maison d'Autriche, du propre frère de Rodolphe II. Ce fut un grand crime de Mathias que sa révolte contre le chef suprême de l'Empire. Empereur, il l'expia cruellement, mais il ne put combler l'abîme qu'il avait creusé lui-même et qui devait bientôt engloutir le vieil édifice impérial, cette magnifique création de l'Eglise.

En montant sur le trône impérial, Mathias éprouva de nouveau les rigueurs de cette justice providentielle, que Dieu fait peser ici-bas sur les usurpateurs et les ambitieux. Autant il avait été violent et exigeant vis-à-vis de son frère, autant ses sujets et ses vassaux se montrèrent violents et exigeants vis-à-vis de lui. Désarmé par sa propre faute, il se trouva hors d'état de faire rentrer dans le devoir ceux auxquels il avait naguère enseigné la révolte.

Il essaya de gouverner en mettant sa faiblesse au niveau de l'arrogance de l'aristocratie protestante de ses Etats. Princes et villes, seigneurs et sujets, conspirèrent à l'envi contre lui, et n'attendirent même pas sa mort pour secouer le faible reste d'autorité qu'ils lui avaient laissé sur eux. Tandis que l'Union évangélique refusait de se dissoudre à sa voix, les protestants bohèmes se révoltèrent ouvertement contre lui. Une circonstance, futile en elle-même, avait été l'occasion de cette levée de boucliers; mais, le feu allumé, l'incendie devait prendre de graves proportions.

L'unique héritier de la maison de Habsbourg était l'archiduc Ferdinand de Styrie. Ce prince, né en 1578, avait perdu son père de bonne heure. Elevé sous l'œil vigilant de sa mère, Marie de Bavière, l'une des femmes les plus remarquables que l'histoire puisse citer, confié aux soins de gouverneurs pleins de prudence, de piété et de mérite, puis remis aux mains des Jésuites, il devait, à l'éducation large et sérieuse qu'il avait reçue, un caractère à la fois ferme et doux, un attachement profond à ses devoirs, une instruction solide. Ces rares qualités étaient rehaussées par une admirable pureté de mœurs. Son ame énergique, ardente au bien, inflexible dans sa droiture, était vivifiée par une foi forte et généreuse, capable de tous les sacrifices, à la hauteur de toutes les vicissitudes du sort. A l'université d'Ingolstadt, il s'était lié d'une étroite amitié avec Maximilien de Bavière, dont il épousa, peu après, la sœur, et ces liens de jeunesse ne se relâchèrent jamais. Plus tard, lorsqu'il prit le gouvernement de ses Etats, il se vit en butte à l'opposition systématique d'une noblesse tout entière luthérienne, beaucoup plus préoccupée, à l'exemple des princes protestants de l'Empire, du soin d'étendre ses priviléges et d'empiéter sur les droits du souverain, que de la bonne administration et de la défense du pays. Ferdinand commença par essayer les voies de la douceur et de la persuasion. Sa mansuétude fut prise pour de la faiblesse,

et l'insolence des Luthériens devint telle, que ses propres chapelains furent insultés dans les rues, et lui-même signalé à l'animadversion publique par des prédicants fanatiques. Le désordre alla plus loin encore, dans les provinces : les ordonnances ducales furent foulées aux pieds, les prêtres catholiques maltraités, les couvents pillés, les malheureux paysans convertis de force à la réforme. Il n'en fallait pas tant pour convaincre Ferdinand que l'énergie de la répression assurerait seule le rétablissement du bon ordre et de la tranquillité publique. Après avoir obtenu l'assentiment de l'Empereur, il se mit en devoir d'agir. Les prédicants, cause permanente de troubles, furent expulsés, les seigneurs rebelles châtiés, les églises démolies, rebâties aux frais des spoliateurs, les persécuteurs obligés de s'amender ou de s'expatrier. En peu de temps le pays changea de face; l'oppression luthérienne ayant cessé, les habitants des villes et des campagnes revinrent, sans contrainte et naturellement, au catholicisme qu'ils n'avaient jamais abandonné de cœur, les troubles cessèrent et les Etats de Ferdinand virent renaître la prospérité avec la paix. Tout cela se fit sans bruit, sans violence, sans qu'il fût versé une seule goutte de sang.

Ce succès de vigueur, qui contrastait si fort avec les fruits de la politique de concession, suivie par Charles V et ses successeurs, fit une profonde impression dans l'Empire. C'était le premier exemple de réaction catholique; il pouvait trouver des imitateurs, il indiquait, d'ailleurs, dans la main qui l'avait donné, une force peu commune. Les protestants alarmés jetèrent les hauts cris, sans trop s'inquiéter de la contradiction flagrante dans laquelle ils tombaient, puisque ce n'était qu'en vertu de ce *jus Reformandi* qu'ils contestaient à Ferdinand, qu'eux ou leurs ancêtres avaient introduit dans leurs Etats, qui le luthéranisme, qui le calvinisme, qui enfin tour à tour et avec le plus indigne mépris de la conscience humaine, le luthé-

ranisme et le calvinisme. Lorsqu'en 1617, Ferdinand fut couronné roi de Bohême, et que l'état maladif de Mathias put faire prévoir la possibilité de l'élection prochaine à l'empire de l'archiduc de Styrie, le parti calviniste fit les plus grands efforts pour lui ôter toute chance d'arriver au trône impérial. L'électeur palatin, Frédéric V, et le prince Christian d'Anhalt, promenèrent leurs intrigues dans toutes les cours de l'Allemagne et de l'Europe, afin de lui susciter des rivaux[1]. Rien ne fut épargné pour tenter l'ambition du duc de Bavière, pour soulever les scrupules de l'Electeur de Saxe, et, en désespoir de cause, pour faire reculer l'élection impériale. L'aristocratie protestante de Bohême ouvrit facilement l'oreille aux méfiances qu'on tâcha de lui inspirer contre Ferdinand. Elle n'avait concouru à son couronnement, comme roi de Bohême, qu'avec répugnance, elle ne tarda pas à passer aux regrets sous l'influence de quelques fanatiques turbulents, de quelques brouillons ambitieux, à la tête desquels était le comte de Thurn, naguère destitué de la place de burgrave de Carlstein, qu'il avait lui-même enlevée, peu d'années auparavant, au comte Slavata.

Une véritable conspiration s'organisa contre le nouveau roi, et éclata par un acte de violence sauvage, commis sur la personne des ministres de l'Empereur, à Prague. Trois d'entre eux furent jetés par les fenêtres, et ne durent leur salut qu'à l'intervention visible de la Providence. Les chefs de la noblesse s'emparèrent aussitôt de l'administration du pays, nommèrent trente directeurs pour représenter l'au-

[1] Le plan des meneurs de l'Union n'allait à rien moins qu'à l'entière extinction de la maison de Habsbourg. Par un excès de précaution, ces nobles martyrs de la liberté de conscience et leurs alliés s'étaient partagé d'avance le butin.

L'électorat de Mayence et la charge d'archichancelier de l'Empire devaient être dévolus à titre héréditaire, au prince d'Anhalt; les électorats de Cologne et de Trèves, au prince Maurice d'Orange et au duc de Bouillon. Bethlen Gabor avait la promesse de la couronne de Hongrie, à laquelle eût été attachée une huitième voix électorale. Enfin, le margrave d'Anspach avait l'expectative de l'évêché de Wurzbourg, et ainsi des autres conspirateurs.

torité des Etats, expulsèrent les Jésuites, dépêchèrent, de tous côtés, des agents chargés de défendre leur cause ou de leur obtenir de l'appui, et levèrent quantité de contributions et de troupes. L'Empereur, fidèle à ses habitudes de faiblesses, essaya d'abord de négocier et de traiter. Ces ménagements ne firent qu'enfler l'arrogance des rebelles. Le comte de Thurn, à la tête des troupes des Etats, attaqua Crummau et Budweiss, seules villes, avec Pilsen, qui fussent restées fidèles à Mathias, s'empara de la première et bloqua la seconde. L'Empereur obligé, malgré lui, de recourir à la force, fit entrer en Bohême deux armées; l'une, sous le commandement de Charles de Longueval, comte de Bucquoy, célèbre capitaine belge, qu'il avait pris à son service, dès 1614, et nommé feld-maréchal, et la seconde, sous la conduite de Henri du Val, comte de Dampierre, gentilhomme lorrain, réputé pour sa bravoure et ses exploits dans les guerres de Hongrie et de Venise. Mais, les rebelles recevaient, de tous côtés, des secours et des encouragements. Le margrave de Jagendorf fut chargé, par les Etats de Silésie, de leur amener un corps de troupes. La Moravie et l'Autriche s'agitèrent en leur faveur. Bethlen Gabor leur promit une intervention puissante; enfin, les chefs de l'Union évangélique, toujours fidèles à leur politique tortueuse de demi-moyens, traitèrent secrètement, à l'insu de leurs alliés, avec le duc de Savoie, pour leur envoyer 4,000 hommes que ce prince avait fait lever en Allemagne, par le comte Ernest de Mansfeldt. Pour mieux disposer le duc à faire les frais de cette expédition, on lui fit entrevoir, à la fois, la couronne de Bohême et le sceptre impérial. Les promesses ne coûtèrent rien aux membres de l'Union, heureux de trouver un moyen commode de desservir les catholiques et l'Empereur sans se compromettre, et sans bourse délier. Mansfeld s'empara de Pilsen, et la guerre se poursuivait avec des fortunes diverses, quand Mathias vint à mourir.

CHAPITRE V.

Organisation des armées en Allemagne, au commencement du XVIIe siècle. Portrait de Tilly. Il entre au service du duc de Bavière. Organisation militaire de la Ligue. Guerre de Salzbourg. Difficultés intérieures de la Ligue. Le roi Ferdinand de Bohême est assiégé dans Vienne. Grand courage de ce prince. Sa délivrance miraculeuse. Il est élu empereur. Traité d'alliance entre Ferdinand II et Maximilien de Bavière. L'électeur palatin se fait couronner roi de Bohême. Armements de la Ligue. Modestie de Tilly. Tilly est nommé lieutenant-général de la Ligue. Il se prépare à attaquer les bohêmes. Mouvement de l'Union. Sa défection. Expédition de Bohême. Bataille de Prague. Fuite de l'électeur Palatin. Tilly, gouverneur militaire de la Bohême.

Au commencement du XVIIe siècle, les armées permanentes n'existaient encore qu'à l'état de germe en Allemagne. Le prince, qui avait besoin de troupes, avait deux moyens de s'en procurer. La levée directe, parmi ses sujets, qui ne pouvait avoir lieu sans le consentement des Etats, et l'enrôlement des mercenaires. La levée consistait à appeler, sous les armes, une certaine quantité d'hommes qui étaient entretenus aux frais du pays, et dont le temps de service était limité, soit par le but même de la levée, soit par des conditions fixées d'avance. L'expédition finie, ou le temps écoulé, chaque milicien retournait chez lui et reprenait ses travaux. Ce mode de recrutement, moins coûteux pour le souverain, avait le défaut de ne lui donner que des soldats inexperts dans le métier des armes, peu aguerris, encore moins disciplinés, et impatients du service, sur lesquels on ne pouvait guère compter ; de là, la nécessité d'enrôler des mercenaires. Dans ce cas, on s'adressait à des officiers d'expérience et de réputation, qui se char-

geaient, moyennant une solde et un entretien convenus, de lever un corps quelconque de cavalerie ou d'infanterie. C'étaient de véritables marchés à forfait, dont chaque régiment formait l'objet à livrer. Une patente en déterminait les conditions réciproques, assignait le territoire du recrutement et le lieu du rassemblement. A son tour, le colonel distribuait des patentes de capitaine; ceux-ci entreprenaient la formation de compagnies, et la plupart du temps, les compagnies n'étaient qu'une agrégation d'un certain nombre de sections nommées enseignes pour l'infanterie, cornettes pour la cavalerie, lesquelles étaient enrôlées, chacune à part, d'après un accord préalable, entre le capitaine et l'officier subalterne. Le régiment formé, il était inspecté par un commissaire du prince, qui s'assurait que le nombre d'hommes, exigé par les patentes, était réellement présent, armé et équipé convenablement, et, en général, que toutes les obligations imposées au chef de corps étaient remplies. En campagne, comme ailleurs, l'entretien du régiment était à la charge du colonel, qui recevait une somme globale, qu'il distribuait ou qu'il était censé distribuer, d'après un tarif gradué entre tous les officiers et soldats du corps. Par contre, ceux-ci devaient payer exactement tout ce qu'ils prenaient. On conçoit quels abus résultaient de ce système. Les officiers s'enrichissaient souvent aux dépens des soldats, et ces derniers, à leur tour, vivaient de maraudes et de rapines. Il était rare, cependant, que la somme promise par l'Etat fût exactement payée; alors les colonels se ruinaient ou se soutenaient par des exactions, et parmi les soldats, c'était une série de mutineries, de violences, de pillages, d'excès de toute nature, qui ruinaient villes et campagnes et rendaient ces bandes licencieuses le fléau de leurs propres souverains. A l'époque dont nous parlons, les mercenaires allemands n'étaient enrôlés, comme les miliciens, que pour un but marqué, et chaque corps était licencié, à l'expira-

tion de son temps de service, pour être reformé, s'il avait lieu, l'année d'après. Quelques-uns, rare exception à l'habitude ordinaire, étaient cantonnés dans les quartiers d'hiver. Ils coûtaient fort cher à leurs princes et pressuraient horriblement le pays où ils se trouvaient. Aussi ne les gardait-on que faute de pouvoir les payer ou par extrême nécessité. La subordination était inconnue parmi ces troupes, habituées à changer constamment d'officiers et de pays, à vivre aux dépens de l'ami comme de l'ennemi et livrées complétement à elles-mêmes, pour se procurer la subsistance de chaque jour.

Le régiment d'infanterie se composait ordinairement de trois mille hommes, divisés en dix compagnies de trois cents hommes, parmi lesquels, cent cinquante double-paies et cent cinquante mousquetaires. La force du régiment de cavalerie variait de deux cent cinquante à mille chevaux.

L'état-major comprenait un colonel, un lieutenant-colonel, avec tout un personnel de chapelains, de secrétaires, de prévôts; venaient ensuite les capitaines, qui avaient pour officiers subalternes, un lieutenant et plusieurs enseignes ou cornettes. Chaque compagnie avait ou devait avoir son chapelain, son chirurgien, son secrétaire, son tambour et son fifre.

Le chiffre des hommes présents sous les drapeaux et le bon état des armes étaient constatés par un commissaire chargé d'inspecter fréquemment le régiment, de payer la solde et d'assister au licenciement. Il n'existait guère qu'un embryon de code militaire; l'arbitraire des chefs avait coudée franche, et le prévôt était l'exécuteur de leurs arrêts.

L'état-major général se composait, au minimum, d'un commandant en chef, d'un maréchal de camp, d'un général de l'artillerie, de deux majors-généraux, l'un pour l'infanterie, l'autre pour la cavalerie, et d'un quartier-maître général.

Le titre de commandant en chef était plus souvent honorifique que réel; le maréchal de camp en remplissait d'ordinaire les fonctions. Le major-général avait la surveillance de l'armée, la police et le service intérieur des camps. Le quartier-maître général avait dans ses attributions la désignation des lieux de campement et des étapes, la direction de la partie matérielle de l'armée, en dehors de l'artillerie.

Ces dénominations indiquaient moins des dignités que des fonctions. La qualification de général était peu usitée, le grade inconnu; tel officier servait, pendant une campagne, en qualité de major ou de quartier-maître général, qui, l'année suivante, revenait à l'armée, comme simple colonel, à la tête d'un régiment.

L'artillerie était fort défectueuse ; elle consistait en pièces de canon de toute espèce de calibre, servies par des hommes, pris un peu au hasard, dans les différents régiments de l'armée, et qui étaient congédiés, comme les autres, à l'issue de chaque campagne. Il n'y avait pas encore de rapport fixé entre le nombre ou le calibre des pièces d'artillerie et la force du corps dont elles dépendaient. On regarda comme prodigieux, qu'au siége de Comorn, il y eut des canons qui, en cinq heures, lancèrent trente et même trente-quatre boulets.

De génie, il n'y avait guère de traces. Mais on commençait sérieusement à s'occuper du soin de se procurer de bons ingénieurs qu'on demandait à l'Italie et de préférence aux Pays-Bas.

Les signes de ralliement étaient, le drapeau pour l'infanterie, l'étendard pour la cavalerie. Chaque corps et chaque fraction de corps avaient le sien, composé d'après le caprice du chef, et ainsi, la plupart du temps, de figures emblématiques ou d'inscriptions visant à l'énigme. L'un des officiers de Tilly, sans doute quelque bachelier, enlevé à l'école par la guerre, avait fait représenter sur son

drapeau, les planètes Mars et Vénus, avec cette devise : *Arte et Marte*. D'autres faisaient assaut de galanterie sur leurs cornettes. Les Croates avaient pour emblème un loup avec cette brutale inscription : *J'ai soif de butin*. Au milieu de ce dévergondage de pédantisme guerrier et de fanfaronnade militaire, que nulle règle n'asservissait encore à une utile et sobre uniformité, ressortaient, avec éclat, les grands étendards de bataille des généraux. En 1631, celui de Tilly représentait un aigle à deux têtes, tenant dans ses serres, d'une part, une balance, de l'autre, une épée, avec cette devise : *Pro Ecclesia et pro imperio*. A la même époque, les principales enseignes suédoises étaient simplement ornées des armes de Suède, avec ces mots en-dessous : *Gustavus-Adolphus rex, fidei Evangelicæ defensor*[1]. C'était le commencement d'un retour aux saines et sérieuses idées dont le drapeau doit être l'emblème révéré; mais, dans toute la période de guerre qui précéda cette époque, les enseignes militaires n'offrent qu'un mélange bizarre, incohérent et surtout grotesque, de signes et de devises, plus propres à exercer la patience des sphinx de garnison, qu'à rallier des soldats.

Cette organisation, encore rudimentaire, était, on le voit, pleine de défauts et de lacunes. La guerre contre les Turcs en avait fait ressortir les graves dangers. Diverses tentatives avaient eu lieu afin d'y remédier; mais, faites isolément, sans suite, sans ce coup-d'œil qui embrasse, avec les détails, leur rapport dans l'ensemble, elles avaient généralement échoué. D'ailleurs, la base essentielle, la bonne organisation financière faisait défaut. Des résultats efficaces ne pouvaient être obtenus que par un prince assez maître chez lui pour être fidèlement obéi, assez ménager de ses ressources, pour ne pas vivre d'emprunts ou d'expédients, comme la plupart des princes allemands de cette

[1] Heilmann. Das Kriegswesen, p. 5.

époque, assez intelligent pour savoir distinguer dans les capacités militaires de son temps, le talent et la sagesse qui réforment sans bouleverser.

Ces conditions, Maximilien de Bavière les réunissait à un haut degré. De bonne heure, il avait su établir son autorité d'une main vigoureuse, ramener l'ordre dans les finances obérées de son duché, s'entourer des hommes les plus capables de le seconder dans ses plans, et rechercher, au dehors, les maitres les plus experts dans les différentes branches de l'art militaire. Il venait à peine de prendre les rènes du gouvernement (1597), lorsqu'il s'adressa au gouverneur-général des Pays-Bas, pour obtenir l'envoi temporaire de deux ingénieurs distingués[1]. Son œil pénétrant suivait avec attention les différentes renommées militaires que la guerre mettait en relief, et toujours à l'affût du mérite, il ne négligeait aucune occasion de se l'attacher. En 1608, il détermina, par des offres brillantes, Alexandre de Groote, célèbre ingénieur belge, à entrer au service de la Bavière, avec l'assentiment des archiducs[2]. La réputation naissante de Tilly n'avait pas manqué de le frapper; il semble, d'ailleurs, que la Providence dut se plaire à rapprocher deux caractères si bien faits pour se comprendre et se compléter mutuellement. On ignore la date précise où commencèrent les relations de Maximilien avec Tilly, mais il est probable que ce fut à la suite de l'assemblée de la Ligue, à Wurzbourg (8 février 1610), dans laquelle le duc avait été chargé de former l'état-major de l'armée fédérale.

A cette époque, Tilly avait déjà passé la cinquantaine. Les différents portraits, qui nous sont restés de lui, le représentent petit et maigre, mais bien pris dans sa taille; nerveux et de force remarquable; le nez long, mince et

[1] Archives du Royaume. Corresp. de Maximilien. Lettre du 10 mars 1597.
[2] Ibidem. Lettre du 16 novembre 1608.

aquilin; le front large, proéminent et méditatif, les yeux bleus, légèrement enfoncés sous d'épais sourcils et pleins de feu; les lèvres minces, le menton pointu, avec ses moustaches et une barbe luxuriantes; l'expression du visage noble et austère; les cheveux tirant sur le roux, blanchis de bonne heure et taillés en brosse.

L'ensemble de sa physionomie portait, fortement marquée, l'empreinte du caractère espagnol. Son costume rappelait celui des anciens généraux de la grande école des Pays-Bas. Le comte de Guiche le vit, vêtu d'un pourpoint de satin vert découpé, à manches tailladées, avec des chausses de même, de grandes bottes, et sur la tête un petit chapeau rond, orné d'une longue plume rouge qui lui retombait sur les reins. Un étroit ceinturon soutenait une lourde épée de combat; l'arçon de sa selle n'avait qu'un pistolet. Cet accoutrement, pour nous servir de l'expression du maréchal de Grammont, parut plus que bizarre, au jeune courtisan, contempteur des modes arriérées, et il se permit de demander, en goguenardant, au vieux général : « Quelle était cette mode? C'est la mienne, répliqua laconiquement Tilly, » et son regard cloua la plaisanterie sur les lèvres de l'étourdi.

Ses allures étaient graves, mais trahissaient néanmoins la vivacité originelle d'une nature domptée par une volonté énergique. Jamais on ne le vit aller au pas. Son sourire était rare, sa parole brève, précise, son geste sobre, contenu, mais impérieux.

Le trait saillant de son caractère était la foi : foi vivante, pleine de chaleur et de lumière. Le juger hors de là, c'est le méconnaître, et ce fait qui enveloppe sa vie entière, sans solution, sans lacune, explique d'une part la vénération dont il fut l'objet, de l'autre les haines fanatiques qui n'ont cessé de le poursuivre dans l'histoire. Sous le harnais militaire, il fut un saint, et ce mot, pour qui en comprend la valeur, éclaire chaque heure de sa longue carrière. Il aimait

la prière et la pratiquait, sans que jamais cette habitude le fit manquer au moindre de ses devoirs. Il disait ses heures exactement sous la tente, comme un moine dans son couvent. Il marchait en présence de Dieu, élevait fréquemment son ame par de courtes aspirations, et se couvrait de la prière mentale, comme d'un bouclier, soit contre les soulèvements de ses propres passions, soit contre les malheurs et les difficultés de la vie. Il avait pour la sainte Vierge cette dévotion particulière, naturelle aux ames pures et généreuses, et se plaisait à en multiplier les témoignages, par de riches présents aux autels populaires de l'Immaculée Mère de Dieu, et surtout en lui consacrant ses drapeaux.

Le devoir fut le mobile de toutes ses actions : il en poussait le sentiment jusqu'à l'abnégation la plus absolue. Lors de la lutte fratricide de Mathias et de Rodolphe, on le vit, repoussant avec dédain les séductions de l'ambition, insensible aux menaces comme aux promesses, donner l'exemple de la fidélité au souverain, et briser son épée plutôt que de la mettre au service de l'usurpation. Dans une circonstance plus critique encore, alors que la fortune semblait lui offrir l'occasion de relever la gloire de ses lauriers flétris à Breitenfeld et d'être le libérateur de l'Allemagne catholique, il contint l'explosion de sentiments, irrésistibles peut-être pour tout autre, et à la victoire préféra l'obéissance.

Sévère pour lui-même, il méprisait ses aises de la vie autant que les vanités de l'amour-propre; sa sobriété était parfaite; il ne buvait de vin que par exception. Jamais il ne s'enivra, jamais il ne laissa altérer le précieux trésor de son innocence. Simple et modeste dans ses manières, il évitait le faste, sans toutefois rien refuser aux exigences de sa haute position. Il traitait largement ses hôtes, savait se montrer prodigue à propos et ne gardait l'austère parcimonie que pour lui-même. Un diplomate protestant qui le vit à Hirschberg, en 1623, écrivait de lui : « Quant au général, c'est un seigneur de très-grande expérience, aimé

et craint de ses soldats ; il observe très-bonne justice sans jamais regarder à aucun degré... Il est âgé d'environ 60 ans, mais encore fort vigoureux, pour n'être adonné ni à la paillardise, ni à l'ivrognerie. Son maître d'hôtel m'a montré son lit, qui n'est que de deux bancs et d'une matrasse, ne se servant jamais d'autre, ne se dépouillant jamais, dormant toujours en ses habits, changeant seulement le matin de chemise[1].

Dans un temps où la corruption à prix d'argent était générale, et où Wallenstein ne craignait pas de la laisser pratiquer publiquement et à son profit par ses secrétaires, Tilly fut toujours inaccessible aux séductions des présents. Le protestant Keller rapporte à ce sujet, le trait suivant :

« A la fin de l'année 1622, Tilly avait son quartier général à Assenheim, dans le comté de Nassau-Diez, dont le titulaire Ernest Casimir servait sous les drapeaux hollandais. Outre la charge de ce quartier général, le pays avait encore à subir celle de quelques régiments formant le corps du comte de Furstenberg. En l'absence d'Ernest Casimir, le comte Jean Louis de Nassau-Hadamar essaya de procurer quelques soulagements aux habitants du pays de Diez. Il se rendit à Assenheim, muni d'une chaine d'or de la valeur de 2400 florins, qu'il se proposait d'offrir à Tilly. Mais les amis qu'il comptait dans l'entourage du général lui déconseillèrent vivement de porter ce présent, s'il ne voulait s'exposer à perdre sa cause. Beau côté du caractère de ce général si diversement jugé, ajoute l'historien calviniste, et que ses ennemis les plus acharnés n'osèrent jamais accuser de cupidité et de corruption pour ce temps de cupides et de corrompus. »

Elevé dans les traditions de la discipline espagnole, il les continua dans son armée, et, dit un contemporain, nul ne fut plus absolu que lui. Sa justice impartiale et égale pour

[1] Archives du Royaume. Collection de Routartx, tom. XII, p. 193.

tous frappait sans ménagement le chef comme le subalterne, le gentilhomme comme le manant. Il regardait la religion comme le fondement le plus solide du bon soldat, et ne tolérait dans son camp aucune de ces dissolutions si communes dans celui de Wallenstein. Mais il portait à ses soldats une affection de père, les entourait d'une sollicitude constante, s'identifiait avec leurs besoins, leurs désirs, leurs pensées, devenait pour eux importun et difficile, osait se plaindre et demander, partageait leurs privations et leurs peines, s'affectait de leur détresse au point d'en tomber malade, et jouissait plus qu'eux-mêmes de leur bien-être. Aussi était-il populaire et extrêmement aimé dans l'armée. Ses soldats l'appelaient « leur père, » et en parlant de lui, le nommaient familièrement « le vieux Jean. » Ils lui portaieut autant de respect que d'attachement et redoutaient ses réprimandes plus encore que le glaive du grand prévôt. A Breitenfeld, ses vétérans lui firent de leurs corps un infranchissable rempart et se laissèrent hacher plutôt que de l'abandonner.

Sa bravoure était impétueuse et entraînante. A Lutter, les régiments de la Ligue pliaient sous le choc furieux de la cavalerie danoise. Tilly accourt, rallie ses soldats, charge à leur tête l'ennemi déja victorieux, et à force de valeur, le rompt et le culbute.

Prompt dans ses mouvements, infatigable à la marche, il avait, comme Fabius Cunctator, l'art de savoir attendre, et de prendre son avantage. Il donnait peu au hasard, beaucoup aux calculs de l'expérience et de la circonspection, et après avoir mûri ses décisions, les exécutait avec autant de rapidité que de vigueur.

Sous les apparences de l'austère dignité, il cachait une ame tendre et un cœur accessible aux plus généreux dévouements. A Prague, il n'hésita pas à se compromettre pour sauver plusieurs proscrits.

Partout sur son passage, ses hôtes vantaient sa modéra-

tion, sa douceur, la facilité de son commerce, l'aménité et la discrétion de ses procédés. Sa charité pour le malheur était sans bornes, il ignora toujours le charme amer de la vengeance. Parmi ses principaux officiers, il s'en trouva plus d'un qui ne craignit pas de le blesser et de méconnaître son autorité. Au lieu de s'en plaindre, il ne négligea aucune occasion de faire valoir leurs services et de les signaler aux faveurs du souverain. Anholt et Lindeloo en sont des exemples. Plus tard, Pappenheim, ne pouvant lui pardonner d'avoir fait échouer le rêve de son ambition, et emporté par la fougue de ses passions, osa l'accuser de basse envie. Tilly le sut; à Breitenfeld, il sauva Pappenheim aux dépens de sa gloire, et jamais un mot ne sortit de la bouche du général contre l'ingrat lieutenant qui lui devait sa carrière.

Loin d'être sombre fanatique, il ne persécuta jamais personne pour cause de croyance, et se montra dans toute sa carrière, d'une large tolérance. Il pensait avec raison qu'il convenait de ne pas multiplier les officiers protestants dans une armée catholique, mais il ne s'inquiéta jamais de la couleur religieuse du mérite et le récompensa partout où il le trouva.

On connait la jalousie dont l'honorait Wallenstein et les procédés altiers du généralissime à son égard. Néanmoins, cet orgueil envieux ne pouvait comprimer entièrement les élans de sympathie et d'estime secrète que soulevait, malgré lui, dans son cœur, le noble caractère du héros catholique.

En 1628, au plus fort de ses démêlés avec les princes de la Ligue, Wallenstein reçut d'un certain J. M. Slawata, protestant bohême, réfugié à Amsterdam, l'avis confidentiel que Tilly avait ordre de le faire saisir, pour le jeter en prison, et en cas d'obstacle grave, de se débarrasser de lui par tout autre moyen. L'esprit soupçonneux du duc de Friedlandt eut facilement trouvé dans cette communication ample matière à s'alarmer. Mais le nom seul de Tilly suffit

pour le rassurer. Il écrivit au complaisant dénonciateur : « Je vous remercie de la marque d'attachement que vous voulez bien me donner, mais je m'étonne que vous vous préoccupiez de pareilles puérilités. Tilly est un cavalier qui s'entend à écraser les rebelles, mais non à les assassiner traitreusement. Les maîtres du lieu d'où vous m'écrivez se sont en tout temps adonnés à cette espèce d'inventions mensongères, ils apprendront bientôt si je suis captif, mort ou vivant. »

Tel était l'homme que la Providence avait mis en rapport avec Maximilien. Ses grandes qualités ne s'étaient pas encore complètement manifestées, mais la renommée qu'il s'était acquise par son courage, son intelligence et ses talents militaires l'avait déjà mis largement en lumière. Son héroïque dévouement à Rodolphe malheureux, l'esprit d'organisation qu'il avait déployé dans la création des régiments de Mercœur et dans ses fonctions de major-général, la fertilité de ressources qu'il avait montrée dans les derniers temps de sa lutte contre Mathias, devaient naturellement le recommander à l'attention du chef de la Ligue catholique. Les négociations furent rapidement menées à terme, car le 1er mai 1610, Tilly écrivit de Prague à l'archiduc Albert une lettre dont voici le passage principal :

» Je ne puis ne pas informer humblement Votre Altesse que, sur ma demande, S. M. I..., mon auguste souverain, a daigné m'accorder démission honorable de mes fonctions et me permettre d'accepter la position que S. A., le duc de Bavière, veut bien m'offrir dans son armée. J'ai l'espoir que Votre Altesse daignera approuver cette mienne résolution, surtout, en considérant que, dans ce nouveau poste, je pourrai servir la maison d'Autriche et la chrétienté, en général, aussi bien que si j'étais au service actif de Votre Altesse. Je n'en serai pas moins fidèle à mon dévouement à l'auguste maison d'Autriche, et toujours je m'estimerai heureux de pouvoir verser mon sang pour elle.

Je prie donc humblement Votre Altesse de me continuer ses bonnes grâces. »

En agissant ainsi, Tilly remplissait ses devoirs de vassal, comme il le dit lui-même, dans une autre lettre de la même date, qu'il adresse à Fleckamer, secrétaire de l'Archiduc. L'autorisation qu'il sollicitait lui fut accordée, mais, des difficultés d'argent retardèrent son départ. Durant les troubles causés par les démêlés de Mathias et de Rodolphe, il avait été obligé d'engager sa parole pour obtenir les fonds nécessaires à la solde de ses troupes. Après deux années de démarches incessantes, il n'avait pu parvenir à se faire rembourser la moindre partie de ses avances ; ses créanciers, las d'attendre, le pressaient, et son honneur ne lui permettait pas de quitter Prague avant d'avoir satisfait à ses engagements. Il exposa loyalement ses embarras à Maximilien, qui s'empressa de lui envoyer 30,000 florins, somme suffisante pour désintéresser ses créanciers. Aussitôt après, il partit pour Munich, et remplissait déjà ses fonctions de lieutenant-général, à l'époque de l'assemblée fédérale du 18 août 1610, qui le confirma dans cette charge.

A son arrivée en Bavière, il fut mis à la tête d'une commission chargée d'élucider toutes les questions relatives à l'organisation militaire de la Ligue, d'indiquer les mesures à prendre et d'en diriger l'exécution. Cette commission renfermait, outre le lieutenant-général, Alexandre de Hasslang, le colonel Viebeck, Englebert Benninghausen, et Alexandre de Groote. Ses attributions ne se bornaient pas à la création d'un simple corps d'armée, mais comprenaient le plan général de défense du pays, ainsi qu'un ensemble de législation militaire, destiné à servir de base pour l'avenir, et tous les détails que doit embrasser une organisation quelconque pour être complète.

Elle se mit immédiatement à l'œuvre. L'appel du trentième et du dixième donna quatorze mille hommes qui

furent classés par régiments, habillés et armés d'une manière uniforme. Ils devaient former le noyau d'une armée toujours prête à entrer en campagne. Ce fut le premier essai d'une véritable armée permanente en Allemagne. Le reste des hommes, aptes au service, reçut des armes et fut soumis à l'obligation de s'exercer les dimanches et jours de fête. On obtint ainsi une réserve constamment en état de combler les vides de l'armée régulière. La noblesse équipa deux mille cavaliers, auxquels on donna des instructeurs capables et habiles. Le chiffre de 20,000 hommes, indiqué par l'assemblée de Munich, fut complété par l'enrôlement de régiments étrangers. La commission fixa les cadres et les appointements de l'état-major général ; elle créa un corps d'artillerie très-remarquable pour l'époque. Un tableau, dressé par Tilly, et qui fut communiqué à la cour de Bruxelles, nous fournit de précieux détails à ce sujet. Le matériel bavarois se composait, en 1611, de deux gros canons de 40, de deux pièces de 24, de quatre pièces de campagne de 8, et de six fauconneaux de petit calibre, avec tout leur attirail de chevaux, de caissons, d'affûts, de munitions et de mèches. Le personnel montait à environ 800 hommes, sous le commandement d'un général et de deux lieutenants de l'artillerie. Dans l'hypothèse de la mobilisation de toutes les forces de la Ligue, le chiffre devait être porté à six, pour les canons de gros calibre, à douze, pour les pièces de 24, à huit, pour les pièces de campagne, et à 14, pour les fauconneaux, couleuvrines ou autres pièces de petit calibre, depuis une jusqu'à quatre livres de balles.

La Commission consacra également ses soins à l'étude de la défense du duché ; elle adopta un système de travaux de fortifications dont l'exécution fut immédiatement poussée avec activité par de Groote. Deux vastes camps furent établis, l'un, près de Straubing, l'autre, aux environs de Schrobenhausen, et les points stratégiques les plus impor-

tants furent fortifiés, d'après la méthode des Pays-Bas. Enfin, la Commission réunit les éléments d'un code militaire, que Tilly compléta et promulgua quelques années plus tard.

Les talents et surtout les rares qualités morales de Tilly, l'avaient placé très-haut dans l'estime et l'affection de Maximilien. Ce prince lui en donna une nouvelle preuve en lui confiant le principal rôle de la mission chargée de soutenir les intérêts de la Ligue, dans les conférences qui eurent lieu à Munich, au mois d'octobre 1610, avec les plénipotentiaires de l'Union évangélique.

Ces conférences entre deux partis également peu disposés à entrer en lutte, parce qu'ils ne s'y sentaient pas suffisamment préparés, n'eurent d'autre résultat que de prolonger leur trève, sans rapprocher les esprits. Elles donnèrent occasion à Tilly de déployer des aptitudes diplomatiques peu communes chez les hommes de guerre. Sa réputation s'en accrut, et nous le retrouverons désormais activement mêlé aux négociations les plus importantes et les plus épineuses de son temps.

Les mesures d'organisation militaire que nous avons indiquées plus haut étaient en pleine voie d'exécution, lorsque l'occasion se présenta pour Maximilien d'essayer ses forces.

Depuis longtemps, il était en différends avec l'archevèque de Salzbourg, Dietrich de Raitenau, dont les Etats confinaient au sud de la Bavière, sur une certaine étendue. Ce prélat doué de belles qualités, mais d'un caractère fier et irascible, débauché dans ses mœurs et bien plutôt prince qu'évèque, n'avait cessé de témoigner du mauvais vouloir aux ducs de Bavière. Il avait fermé ses Etats aux Jésuites, parce qu'ils étaient appuyés et recommandés par le duc Guillaume. Dans les assemblées de la diète impériale il s'était montré hostile à Maximilien et plus tard il refusa obstinément d'entrer dans la Ligue, tant que l'Empereur n'en serait pas le chef. A tous ces griefs, il ajouta celui

beaucoup plus grave de gèner par toutes sortes de vexations l'exploitation des salines bavaroises, situées près de son territoire, qui formaient une des principales ressources financières de Maximilien. Celui-ci essaya d'abord les négociations. Tilly et Haslang eurent mission de se rendre à Salzbourg, pour tâcher d'y ménager un accommodement. Mais leurs efforts échouèrent, et loin de se modérer, l'archevèque commit l'imprudence de prendre de vive force Berchtesgaden, ville appartenant à l'électeur de Cologne, et chef-lieu d'un district salin important, d'où la Bavière tirait de grands approvisionnements.

Cet acte de violence ne pouvait manquer de blesser le gouvernement bavarois et de motiver des représailles. Maximilien fit sommer l'archevèque d'évacuer sous deux jours Berchtesgaden et de signer un accord relatif aux salines. La réponse de Dietrich n'ayant pas été satisfaisante, il envahit le 22 octobre 1611 le territoire de Salzbourg, à la tète de 10,000 hommes et le même jour il occupa, après une petite escarmouche, le château de Tittmoning. Cette démonstration armée suffit pour effrayer l'archevêque qui s'enfuit de sa capitale emportant avec lui de grosses sommes d'argent et un grand nombre d'objets précieux. Le 23, le duc continuant sa route, rencontra une députation du chapitre qui venait lui offrir les clefs de Salzbourg et se mettre à sa discrétion. En apprenant le départ de l'archevèque, son premier soin fut de dépêcher sur les traces du prélat fugitif, le capitaine Herzelles avec 200 mousquetaires et 100 cavaliers. Un léger retard de Dietrich, un pont qu'il négligea de rompre derrière lui causèrent sa perte. Herzelles l'atteignit tout près des frontières du diocèse, sur les terres de la Carinthie, fit tourner les voitures et les fourgons de bagages, et laissant en liberté toute la suite du prélat, emmena celui-ci prisonnier à la forteresse de Werfen, tandis que Maximilien faisait son entrée triomphale à Salzbourg.

Cette guerre, dont la victime intéressait par sa faiblesse, souleva contre Maximilien un violent orage qu'il ne put conjurer qu'en évacuant le territoire de Salzbourg. Le pape lui adressa de vifs reproches de la violence commise sur un prince de l'Eglise et réclama la liberté de l'archevêque. Des négociations se nouèrent à la suite desquelles Dietrich déposa la dignité épiscopale, moyennant certaines conditions. Néanmoins, en dépit des instances de l'Empereur et du Pape, jamais Maximilien ne consentit à lui rendre la liberté, pas même à lui donner une autre prison que celle de Werfen. L'infortuné Dietrich y languit encore cinq ans et y termina misérablement sa vie en 1617.

Tilly avait ramené en Bavière les troupes de Maximilien; de retour à Munich, il s'occupa sans relâche de son œuvre d'organisation, non sans avoir à lutter contre de grands obstacles. Le peu d'exactitude des membres de la Diète à payer leurs contributions d'argent ou de matériel de guerre retardait à chaque instant l'exécution de ses mesures. Aux lenteurs succédèrent les tiraillements, produits de la jalousie qui s'était élevée entre les maisons d'Autriche et de Bavière au sujet de la direction de la Ligue. Maximilien, abandonné de quelques-uns de ses confédérés et irrité des difficultés que lui suscitait la rivalité ombrageuse de la cour impériale, déposa son commandement et sa démission entraîna la dissolution de la Ligue.

Toutefois, cette circonstance n'arrêta point les travaux de la commission militaire présidée par Tilly. La haute intelligence politique de Maximilien prévoyait trop clairement les dangers de l'avenir pour qu'il cessât de s'y préparer; il n'ignorait pas que la crainte qu'il inspirait aux Calvinistes de l'Union, avait seule empêché jusqu'à présent ceux-ci de se jeter sur les États ecclésiastiques et sur les évêchés dont d'avance il s'était partagé les dépouilles. Tout en cédant à un mouvement d'irritation momentanée, il demeurait fermement résolu à soutenir, de toutes ses for-

ces, le catholicisme hautement menacé en Allemagne, et à ne reculer devant aucun sacrifice pour la défense de sa foi. Il sentait les lentes approches du terrible orage qui s'amassait sous le sol déchiré et miné de l'Empire et se disposait en silence à en supporter bravement l'explosion. Tilly, digne lieutenant de ce sage et illustre prince, partageant sa prudente activité, sa silencieuse patience, animé d'un même dévouement à la même foi, puisant dans la même pureté de cœur la même hauteur de vues, lui apporta le précieux concours de ses talents militaires, de sa profonde expérience et de sa complète abnégation dans l'idée du devoir. Désormais plus limité, mais aussi plus libre dans ses moyens d'action, Maximilien s'attacha à mettre ses Etats sur un pied militaire formidable, et lorsque sonna l'heure de la fatale lutte, lui seul se trouva prêt et mérita que la victoire se fixât à ses drapeaux.

Déjà les premiers grondements de la tempête se faisaient entendre en Bohême. Après la mort de Mathias, le nouveau roi Ferdinand avait fait une tentative d'accommodement avec les rebelles. Mais quelques larges que fussent ses propositions, elles n'avaient pas suffi à l'orgueil et à l'ambition des chefs du mouvement. Loin de les accueillir, ils ordonnèrent une levée générale, et tandis que le comte Ernest de Mansfeld occupait les généraux du roi, le comte de Thurn, à la tête d'une armée nombreuse, envahit la Moravie, propagea l'insurrection sur ses pas et vint camper sous les murs de Vienne. Ferdinand se trouvait dans sa capitale presque démantelée, loin de tout secours humain, n'ayant pour défenseurs qu'un millier de bourgeois et d'étudiants, soldats improvisés de la nécessité et incapables d'une résistance sérieuse. Autour de lui s'agitaient une foule de mécontents, qu'enhardissait la certitude du succès et qui déjà parlaient hautement d'envoyer le roi végéter dans un cloître et d'élever ses enfants dans la religion protestante. Le jour était pris pour ouvrir une porte aux bohé-

mes et les introduire dans la ville. Certes, l'épreuve était grande, le péril imminent : mais l'ame de Ferdinand fut plus grande encore que l'épreuve, sa foi fut plus forte que le péril. On le pressait de fuir, il refusa. Un moment, l'anxiété parut le dominer, il se jeta aux pieds d'un crucifix, et la tradition populaire rapporte qu'au milieu de sa fervente prière, il entendit une voix lui dire : *Ferdinande, non te deseram*. Il se releva résolu et plein d'espoir.

Six jours s'étaient écoulés, imprudemment perdus par le présomptueux chef des Bohêmes, à recevoir des députations et à prononcer de pompeux discours. Le 11 juin, seize seigneurs pénétrèrent tumultueusement dans l'appartement du Roi ; l'un d'eux, André Thonradel, tient à la main un acte de confédération avec les Bohêmes. Pendant plusieurs heures, ils accablent le prince de reproches insolents, et, s'il faut en croire la tradition, Thonradel, s'oubliant jusqu'à le saisir par un bouton, le secoue, en lui criant : « Signe, Nandel, signe. » Immobile au milieu de ce groupe turbulent, Ferdinand demeure calme et n'accueille ces clameurs que par un froid silence. Tout à coup, le bruit éclatant de trompettes, sonnant une marche guerrière, ébranle les vitraux du vieux palais des empereurs, et dans la cour se range en bataille, mèche allumée, le régiment des cuirassiers de Dampierre, conduit par Gilbert de Saint-Hilaire, gouverneur de l'arsenal. A ce spectacle imprévu, la stupeur se peint sur les visages, tout à l'heure si hautains, des seigneurs protestants. Ils baissent le ton, balbutient des excuses, tandis que Ferdinand, toujours maître de lui-même, et remerciant Dieu du fond du cœur de sa miraculeuse délivrance, reprend la discussion avec le sang-froid d'un homme habitué de longue-main, à dompter ses émotions. L'entretien s'était prolongé, la nuit approchait ; le roi congédia ses interlocuteurs sans manifester le moindre ressentiment. Sur leur demande, il leur fit délivrer des saufs-conduits pour se rendre au camp

Bohême, en dépit des conseils de l'ambassadeur d'Espagne qui voulait qu'on les arrêtât.

On ne sut jamais par quel ordre ce régiment qui était cantonné à Krems, avait été dirigé sur Vienne, où il entra par le Danube. Les contemporains y ont vu, comme Ferdinand, un effet direct de l'intervention divine, et, il est en effet peu d'événements qui en portent mieux gravée la mystérieuse empreinte.

La même semaine, Thurn disparut avec ses troupes. La nouvelle d'un grave échec de Mansfeld lui était parvenue, avec une pressante invitation de la part des Etats, d'accourir, à marches forcées, au secours de Prague, menacée par Bucquoy. Sa retraite ouvrit à Ferdinand le chemin de Francfort, où les électeurs devaient se réunir pour procéder au choix du successeur de Mathias au trône impérial.

Le 28 août 1619, Ferdinand fut élu empereur à l'unanimité, et les plans si laborieusement travaillés des chefs calvinistes se trouvèrent réduits à néant.

En quittant Francfort, il se rendit à Munich. Jusqu'alors, Maximilien s'était tenu sur la réserve. Aux suppliantes demandes de Mathias et même de Ferdinand, il avait répondu par des refus réitérés. Cette froideur apparente cachait les prudents calculs d'une politique dont la suite révéla la profondeur et l'habileté. Tout en s'écartant avec soin du conflit, il reconstituait secrètement la Ligue. Bientôt, les circonstances se dessinèrent plus nettement; la Hongrie, la Silésie, l'Autriche et la Moravie se mirent en pleine révolte contre Ferdinand; le 27 août 1619, les États de Bohême le déclarèrent déchu du trône et élurent roi à sa place l'électeur palatin Frédéric V; enfin Béthlen Gaben, prince de Transylvanie, envahit la Hongrie avec une armée formidable, et ses troupes, unies à celles du comte de Thurn, menacèrent Vienne pour la seconde fois. Tous les princes catholiques, effrayés de la grandeur du

péril, réunirent leurs instances pour conjurer Maximilien de reprendre la direction souveraine de la Ligue.

Le comte d'Onate, ambassadeur d'Espagne, promit formellement le concours des cabinets de Madrid et de Bruxelles; l'Empereur s'engagea à transférer sur la tête du duc de Bavière le chapeau électoral du palatin, dans le cas où celui-ci accepterait la couronne de Bohême; enfin, le vieux duc Guillaume intervint personnellement auprès de son fils; Maximilien céda, et le 8 octobre 1619, il signa avec l'Empereur un traité qui, en l'obligeant de prendre à main armée la défense de la maison d'Autriche, garantissait complétement ses intérêts contre les frais et les risques de la guerre.

Après quelques hésitations, l'électeur palatin avait accepté la couronne de Bohême. Ni les conseils de son beau-père, le roi d'Angleterre, ni les sévères avertissements des électeurs et de ses propres coreligionnaires, ni les supplications inquiètes de sa mère n'avaient pu contre-balancer dans cet esprit léger et superficiel les excitations fanatiques du prédicant Scultetus, et les visées ambitieuses de la jeune électrice, fière de porter un diadème royal. Il fit son entrée solennelle à Prague le 4 novembre et s'empressa de chercher les moyens de consolider son trône. Le principal appui sur lequel il croyait pouvoir compter était l'Union Evangélique; il en convoqua les membres à Nuremberg où il se rendit lui-même. De cruelles déceptions l'y attendaient. L'envie avait brisé les derniers ressorts de la confédération protestante. Les princes jalousaient l'élévation de Frédéric, naguère leur égal; les luthériens voyaient avec dépit le calvinisme triompher dans sa personne; les villes impériales se plaignaient de ce que leur argent ne servit qu'à satisfaire d'illustres ambitions. Loin de s'imposer le moindre sacrifice pour Frédéric, l'Union lui témoigna beaucoup de froideur et refusa de se mêler des affaires de Bohême. Tout ce que put obtenir le nou-

veau roi fut que ses possessions du Palatinat seraient protégées contre toute attaque du dehors.

Les catholiques procédèrent avec une vigueur bien différente de la mollesse des Unis. Ils se réunirent à Wurzbourg et y reconstituèrent formellement la Ligue, sous deux directoires, celui de l'électeur de Mayence ou du Rhin, et celui du duc de Bavière. L'assemblée ordonna la mobilisation d'une armée de vingt et un mille hommes d'infanterie et de quatre millle chevaux, elle s'imposa pour des sommes énormes et décréta l'organisation dans chaque état de milices sédentaires soumises à l'obligation d'exercices fréquents, à l'instar des réserves bavaroises. Le commandement général de l'armée, avec de pleins pouvoirs pour tout ce qui concernait l'administration militaire et les relations avec les puissances étrangères, fut confié au duc, qui reçut également mission de faire auprès du pape, de l'Espagne, de la France et de toutes les puissances catholiques les démarches les plus pressantes pour obtenir leur appui en faveur de la Ligue.

Parmi les attributions du duc comme général en chef de l'armée de la Ligue, était celle de conférer les hauts grades de l'état-major. Jusqu'alors, Tilly avait rempli les fonctions de lieutenant-général, et la grande part prise par lui aux travaux d'organisation militaire de Maximilien, lui avait créé de nouveaux titres à la confiance de ce prince et à celle de ses alliés. Il allait être confirmé dans sa charge, lorsque surgit tout à coup un nouveau candidat. Le prince François de Vaudemont, déjà lieutenant-général du directoire rhénan, envoya à Munich le comte de Marquesan, un de ses officiers, pour faire valoir auprès du duc des droits qu'il se croyait avoir au second poste de toute l'armée. Maximilien se trouva fort empêché de cette prétention. De graves motifs lui commandaient de ménager la maison de Lorraine, dont il attendait de grands secours, et il lui répugnait d'infliger à un habile et vaillant général

une humiliation imméritée. Tilly apprit ce qui se passait. Il se rendit aussitôt près du duc, et lui déclara avec simplicité que pourvu qu'il pût servir utilement sa foi et son prince, peu lui importait le rang, et qu'il était prêt à se contenter de la place de maréchal de camp ou de tout autre moindre encore[1] : rare modestie dont cet exemple n'est pas le seul dans la vie de ce grand homme. Son sacrifice avait été accepté par le duc de Bavière, mais bientôt Vaudemont, mieux éclairé, renonça de lui-même à ses prétentions, et la charge de lieutenant-général fut rendue à Tilly.

A Vienne, l'Empereur faisait de grandes levées de troupes. Dès l'année précédente, Wallenstein avait reçu mission de lever un régiment de mille cuirassiers aux Pays-Bas, outre un autre régiment d'infanterie de trois mille hommes, qu'il s'était déjà engagé à mettre sur pied en Allemagne. D'autres secours furent également demandés à l'archiduc Albert, qui se mit en mesure de soutenir de tous ses efforts la cause du catholicisme et de la maison d'Autriche. Le pape accorda de larges subsides, le roi de Pologne promit des troupes, l'électeur de Saxe, gagné par l'appât habilement offert de la Lusace, embrassa chaudement le parti de l'Empereur et fit des préparatifs considérables pour l'assister efficacement. La position de Ferdinand, naguère désespérée, s'améliorait sensiblement, il venait de conclure un armistice avec Bethlen Gabor et d'obtenir du roi d'Espagne l'ordre à l'archiduc Albert de s'entendre avec le duc de Bavière pour que Spinola entrât dans le Bas-Palatinat à la tête d'une armée espagnole, au moment où l'armée de la Ligue attaquerait les pays rebelles. De son côté, Maximilien mit ses troupes en mouvement et concentra un corps de trente mille hommes aux

[1] Archives de Vienne. Lettre de Maximilien à l'Electeur de Mayence en date du 3 février 1620.

environs de Donauwerth. Le 10 juin, Tilly arriva à Dillingen, où il établit son quartier-général. Dans la nomenclature des régiments placés sous ses ordres, on remarque un grand nombre de noms appartenant à l'aristocratie des Pays-Bas. Beninghausen commandait un régiment de cinq cents cuirasses; Van-der-Nersen baron de Firmont, trois cents; Lindeloo, quatre cents; le baron de Moriamé, quatre cents; et Jacques de Bronckhorst, baron d'Anholt, un régiment de trois mille hommes. A ces noms illustrés depuis par la guerre, il faut ajouter celui déjà glorieux du duc Charles de Croï, qui rejoignit l'armée de la Ligue, au mois de juillet, suivi de son régiment de cinq cents cuirasses et d'une partie des régiments wallons de Wallenstein et Jean de Nassau.

A la nouvelle de ces mouvements militaires, l'Union parut enfin sortir de sa torpeur. Le margrave de Brandebourg Anspach, son lieutenant-général, réunit un corps de treize mille hommes, avec lequel il vint se poster en observation aux environs d'Ulm, si près du camp de la Ligue que les sentinelles avancées pouvaient facilement se parler. En même temps, un corps de huit mille hommes, sous les ordres du margrave Georges-Frédéric de Bade, s'établit sur le Rhin, afin de barrer le passage aux renforts envoyés de la Lorraine et des possessions espagnoles au camp bavarois. La lutte paraissait inévitable, lorsque la situation se dénoua d'une manière imprévue. Les membres de l'Union s'étaient rassemblés à Ulm, mais ils y avaient apporté le même esprit d'étroite jalousie, de pusillanimité et d'indécision qui avait paralysé la réunion de Nuremberg. Sous l'influence du duc d'Angoulême, ambassadenr français, envoyé par Louis XIII avec mission de rétablir la paix en Allemagne, ils consentirent à sacrifier complétement leur allié le roi de Bohême et ne firent que de molles réserves en faveur du Palatinat. Le scandale de ce traité fut tel parmi les révolutionnaires de l'époque, qu'on accusa

ses principaux promoteurs, le margrave d'Anspach et le duc de Wurtemberg, de s'être laissé corrompre par l'or français.

Pendant ses négociations avec l'union, le duc de Bavière avait concerté avec Tilly les plans de la campagne qu'il se proposait d'ouvrir contre les Bohêmes. Des considérations de haute importance le décidèrent à envahir d'abord les pays autrichiens au lieu de marcher droit sur la Bohême. La facilité des communications pour l'approvisionnement de son armée, l'espoir de diviser les forces des rebelles en les attirant au midi, tandis que l'électeur de Saxe attaquerait le nord de la Bohême, le voisinage de Budweis et de l'armée impériale, enfin la conviction que la Haute-Autriche était le véritable foyer révolutionnaire des Etats héréditaires et que le coup porté là aurait un retentissement considérable parmi les autres provinces insurgées, tels étaient les principaux motifs de sa détermination, et le résulat en prouva la sagesse.

Débarrassé de tout souci sur ses derrières par le traité d'Ulm, le duc de Bavière se mit en marche le long du Danube, tandis que l'armée des Unis descendait vers le Bas-Palatinat, menacé par Spinola. Il était accompagné d'un brillant état-major composé en grande partie de jeunes volontaires de haute noblesse parmi lesquels on remarquait le duc d'Elbeuf et le prince de Vaudemont, tous deux de la maison de Lorraine, le duc de Teschen et Virginius des Ursins. Les besoins spirituels de l'armée avaient été l'objet d'une sollicitude particulière. Le soin en fut confié principalement à neuf jésuites, auxquels vint se joindre à Schœrding le père Dominique de Jesu Maria, carme en grande réputation de sainteté, dont la présence dans le camp releva singulièrement la confiance du soldat, et eut une grande influence sur l'heureuse issue de cette campagne.

Au premier bruit de la marche de Maximilien, les Etats

de la Haute-Autriche s'empressèrent d'envoyer des députés au duc pour le supplier de ne pas porter la guerre dans leur pays. Leur intention était de gagner du temps pour se mettre en mesure de se défendre, mais Maximilien refusa de leur faire connaître ses intentions ailleurs qu'à Linz. Il dépêcha ensuite Laurent Weser et le capitaine Reinach avec mission de signifier aux Etats qu'ils devaient se soumettre, purement et simplement, à l'autorité de l'Empereur, congédier leurs troupes, ouvrir leurs forteresses et renoncer à leur confédération avec la Bohême. Cinq jours leur furent accordés pour répondre. Dans l'intervalle le conseil de guerre de la Ligue fut appelé à délibérer sur la quetion de savoir si l'on attendrait, pour franchir la frontière, le délai fixé, ou si l'on s'emparerait immédiatement des passages. La question ayant été résolue dans ce dernier sens, Hasslang fut détaché avec six mille hommes d'infanterie et deux mille chevaux pour prendre position sur le territoire autrichien; Tilly le suivit de près, à la tête de deux régiments d'infanterie et de mille cuirassiers. Ils ne rencontrèrent d'autre résistance que celle de quelques bandes de paysans qui furent facilement dissipées. Néanmoins, le meurtre de quelques soldats isolés et l'assassinat commis sur le duc Ernest-Louis de Saxe Lauenbourg, qui, étranger à l'armée, voyageait pour se rendre à Vienne, devinrent l'occasion d'excès déplorables de la part des troupes de la Ligue. Quantité de villages furent pillés et brûlés. Tilly prit des mesures sévères pour arrêter ces dévastations et réprimer l'indiscipline de ses gens, il n'y parvint qu'à force d'énergie, et de vigueur[1]. Deux faits suffiront pour montrer les difficultés qu'il eut à vaincre.

Un jour on menait au gibet dix Wallons, surpris en flagrant délit de vol ou de meurtre. Ces malheureux, accom-

[1] Archives du royaume. Secrétairerie d'Etat Allemande. Carton 136. Lettre de Maximilien du 30 juillet 1620.

pagnés de leurs confesseurs, qui tâchaient de les préparer le mieux possible à la mort, s'avançaient en fendant la foule, sous l'escorte de quelques *Trabans* du grand prévôt. Déjà l'un deux avait atteint l'échelle fatale, lorsque six autres Wallons, excités par un gentilhomme de leur nation, écartent la garde en criant : « Grâce! grâce! » coupent les liens des condamnés, leur donnent des habits pour empêcher qu'on ne les reconnaisse, et favorisent leur fuite vers le camp avec l'aide d'un grand nombre de leurs camarades. Tilly, qui, des fenêtres d'une maison voisine, assistait avec Hasslang à l'exécution, s'indigne d'un acte aussi audacieux d'insubordination. Il se jette, l'épée à la main, au milieu des mutins; mais sa voix est étouffée par leurs cris, les piques s'abaissent devant lui et menacent sa poitrine; une révolte est imminente. Tilly saute à cheval, court au camp, fait prendre les armes aux régiments allemands, se rend seul en avant au quartier des Wallons, et après avoir fait ranger les officiers en cercle autour de lui, leur déclare que si condamnés et libérateurs ne lui sont immédiatement remis, il fera pendre dix hommes par compagnie. Ce langage énergique intimide les plus turbulents. Neuf des coupables sont livrés et pendus sur l'heure au milieu d'un développement imposant de forces. Dans la nuit qui suivit, des symptômes d'agitation se manifestèrent parmi les Wallons. Tilly, décidé à faire respecter son autorité, fit braquer des canons contre leur quartier, qu'enveloppa la cavalerie. Cette démonstration apaisa la mutinerie; le reste des coupables fut livré et exécuté le lendemain.

Quelque temps après, il arriva qu'un gentilhomme volontaire commit un assassinat suivi de vol sur un Croate du comte de Wartemberg. Les camarades du mort, brûlant de le venger, sonnèrent le boute-selle, mirent le camp en rumeur et se lancèrent à la poursuite du meurtrier. Tilly accourait pour rétablir l'ordre, lorsque le volontaire, près d'être atteint, se jette à ses pieds, embrasse ses genoux

et le conjure de lui sauver la vie. Tilly risqua la sienne pour le protéger; sa contenance résolue imposa aux Croates, qui, après avoir expliqué le sujet de leur furie, obéirent à l'ordre de rentrer dans leurs quartiers. Le coupable, remis aux mains du grand prévôt, expia le lendemain son crime de sa tête. Ces actes de justice et de vigueur augmentèrent singulièrement le respect et l'attachement des soldats pour leur sévère et intrépide général.

Le 3 août, le corps de Tilly prit possession de Linz; le lendemain, 4, Maximilien fit son entrée dans la ville; après avoir reçu le serment sans condition des États, il fondit dans son armée les deux seuls régiments de troupes régulières que les rebelles eussent dans le pays. Le 23, il quitta Linz avec Tilly, et s'avança vers Freistadt où l'attendait Balthazar de Marradas avec deux régiments espagnols venus du Milanais. Il s'y arrêta quelque temps, afin d'y réparer son matériel d'artillerie, et publia une proclamation aux Etats de Bohême pour les engager à rentrer dans le devoir. Il écrivit en même temps une lettre particulière à l'Electeur Palatin, dans le même but; mais, comme il était facile de le prévoir, cette tentative de conciliation demeura sans résultat.

La position de Frédéric et de ses adhérents était cependant loin d'être satisfaisante. L'envie, ce moteur et aussi cette plaie des révolutions, avait profondément divisé leurs rangs. Aux jalousies égoïstes s'étaient mêlées des dissensions religieuses. Frédéric était arrivé à Prague entouré d'influences étrangères qui n'avaient pas tardé à mécontenter les seigneurs bohêmes. Son esprit faible et léger, dominé par Christian d'Anhalt et par le prédicant calviniste Scultetus, ne s'attachait qu'au côté superficiel des choses et ne lui permettait pas de comprendre la portée de ses actes. Il ne s'occupait que de fêtes et de plaisirs. A Nuremberg, où se traitaient ses intérêts les plus impor-

tants, il faisait fermer les portes de son logis et dansait joyeusement jusqu'à deux heures du matin, en compagnie de huit femmes ou filles de bourgeois auxquelles il apprenait les danses anglaises[1]. Il laissait volontiers le soin des affaires politiques et militaires à Christian et suivait sans réflexion les suggestions imprudentes de Scultetus. Odieux aux catholiques que, malgré ses promesses formelles, il opprimait ou laissait opprimer, il s'était rendu plus odieux encore aux Luthériens scandalisés des scènes calvinistes qu'il tenait publiquement et blessés de ses débordements d'iconoclaste. Les grands seigneurs bohêmes[2] qui s'étaient flattés de gouverner sous son nom ne lui pardonnèrent pas de s'entourer d'étrangers qu'il avait revêtus des commandements militaires les plus importants. Ils murmuraient des sacrifices qu'il leur demandait pour la guerre et ne se montraient pas même disposés à payer de leur personne. Les questions de préséance les plus futiles leur servaient de prétexte pour s'abstenir. Mansfeld, mécontent de s'être vu préférer le comte de Hohenlohe pour la charge de maréchal de camp, refusait de se joindre à l'armée et prétendait opérer isolément; Thurn et Hohenlohe, à leur tour, jalousaient le prince d'Anhalt et ne manquaient jamais de contrecarrer ses plans et ses mesures. Les soldats mal payés ne gardaient aucune discipline, pillaient indifféremment amis et ennemis, et soulevaient, par leurs brigandages, le ressentiment et les colères des populations contre le nouveau régime. L'alliance avec Bethlen Gabor n'avait guère servi qu'à jeter une grande défaveur sur la cause du palatin, accusé de rechercher l'appui des Turcs. Toutes

[1] Extrait d'une lettre tirée de la correspondance de Mayence du 10 décembre 1619. Archives du royaume. Carton 136.

[2] Voici un exemple curieux du zèle déployé pour le bien public par ces fougueux partisans de la liberté. Un jour, le roi Frédéric les ayant fait appeler en conseil au palais, à sept heures, ils lui firent répondre que l'heure était trop matinale pour eux, que l'homme avait besoin de repos après le travail, et que d'ailleurs *cela était contraire à leurs priviléges.*

les grandes promesses du prince Transylvanien n'aboutirent qu'à l'envoi de quelques milliers de Hongrois qui, loin d'être une force pour l'armée bohême, devinrent une cause efficace de dissolution, par leur insubordination et leurs querelles avec les indigènes. Il n'y avait enfin dans le commandement ni unité, ni résolution, ni plan formé.

La honteuse défection de l'Union évangélique avait porté un coup terrible aux espérances des rebelles. Ils ne pouvaient pas même espérer d'assistance de leurs plus fidèles alliés; car les Silésiens avaient été obligés de rappeler leurs troupes, commandées par le margrave de Jœgerndorf, pour se défendre eux-mêmes contre l'Electeur de Saxe.

La confiance présomptueuse de Christian d'Anhalt, général de l'armée bohême, n'avait cependant pas été ébranlée. Tandis que Mansfeld menaçait les frontières de la Bohême, il s'était rapproché de l'armée de la Ligue, avec 30,000 hommes. C'était trop peu pour attaquer, mais il comptait sur l'aide de la famine et les rigueurs de la saison; et il espérait, à force de marches et de contremarches, dans un pays difficile, montueux, dévasté, épuiser les Bavarois, en reculant sans cesse devant eux, jusqu'à ce qu'ils fussent devenus une proie facile à écraser.

Maximilien et Tilly étaient trop habiles pour ne pas deviner sa tactique et la déjouer. Après un faux mouvement vers les frontières de la Bohême, destiné à tromper l'ennemi, et à lui faire retirer ses forces de la Basse-Autriche, ils se détournèrent tout à coup, envahirent cette dernière province, dégarnie de troupes, et, le 8 septembre, firent leur jonction, non loin de Budweiss, avec l'armée impériale, sous les ordres du comte de Bucquoy. Dans le même temps, un fort détachement, commandé par Don Balthasar de Marradas et Herleberg, passa la frontière bohême, près de Furt, et poussant devant lui Mansfeld, le rejeta jusque sur Pilsen. Christian, trompé par les manœuvres des Bavarois, avait donné dans le piége, et

cherchait depuis lors à attirer Maximilien sur la Moravie, pour détourner son attention de Prague. Bucquoy, peu porté, par sa nature, aux coups décisifs, inclinait à le suivre; mais, Maximilien et Tilly insistèrent fortement pour aller droit à Prague, afin de ne pas laisser à l'ennemi le temps de se reconnaître et de le forcer à accepter la bataille. D'ailleurs, Prague prise, la Bohême était conquise.

Leur avis prévalut. Les deux armées réunies, formant un effectif d'environ 50,000 hommes, prirent la route de Budweiss, où elles arrivèrent le 11 septembre. Elles y rallièrent un régiment wallon, commandé par Guillaume Verdugo, espagnol plein de mérite et de bravoure, et le contingent de l'évèque de Wurzbourg, fort de 3,000 hommes.

Le 15 septembre, elles quittèrent Budweiss, dans deux directions différentes. Les Bavarois, sous Tilly, marchèrent sur Wodnian, et les impériaux sur Prachaditz. Wodnian composa, après un simulacre de défense; Prachaditz pris d'assaut, expia, dans le sang, l'opiniâtre valeur de ses habitants. Les deux corps d'armée se réunirent de nouveau, sous les murs de Piseck, qu'ils assiégèrent. La garnison, réduite à une poignée d'hommes, mais commandée par un officier brave et hardi, se défendit avec beaucoup de courage. Elle espérait être secourue par le prince d'Anhalt. Au bout de quelques jours, le commandant se voyant déçu dans son attente, avait consenti à traiter, et une trève de trois heures lui avait été accordée pour dresser les articles de la capitulation. Pendant qu'il discutait avec Tilly, les soldats wallons s'approchèrent, sans bruit, des murailles, les escaladèrent, et, secondés par les Cosaques, commencèrent à piller, en massacrant tout ce qu'ils rencontraient. Aux cris des habitants, Maximilien, Tilly et Bucquoy accoururent l'épée à la main, pour empêcher le désordre, mais les soldats, emportés, demeurèrent sourds à la voix de leur chef, et d'irréparables excès étaient déjà commis, lorsqu'on parvint à leur faire quitter la ville.

Cependant, les difficultés matérielles augmentaient sensiblement. Les chemins étaient défoncés, l'artillerie n'avançait qu'avec peine, et, à chaque instant, la marche des troupes se voyait arrêtée par quelque château ou quelque fort qu'il fallait enlever successivement, avec perte de beaucoup de gens. On manquait de vivres. Le corps de Bucquoy, habitué de longue main à la maraude et à la licence d'une guerre de partisans, brûlait et détruisait bien loin, à la ronde, tout ce que l'ennemi avait laissé debout. Les maladies épidémiques, suite de la misère et des privations du soldat, enlevaient des centaines d'hommes par jour; et la disette devint si forte qu'un jour Tilly, rencontrant le père Dominique de Jesu Maria qui venait, une pomme à la main, la lui arracha, en s'écriant : « Mon père, je meurs de faim.

Le froid vint augmenter les souffrances des catholiques. Dans le courant d'octobre, la neige tomba en abondance, et la température s'abaissa, au point que chaque nuit quantité d'hommes et d'animaux gelaient sur place. Les deux armées n'avançaient qu'avec lenteur et se traînaient péniblement, à travers les montagnes glacées de la Bohème. Avant l'approche de Prague, elles avaient déjà perdu plus de 14,000 hommes; mais, grâce à des mesures prises avec une précision de prévoyance, peu ordinaire à cette époque, Maximilien réussit à combler les vides faits par la faim et le froid, dans les régiments catholiques. Malheureusement, il éprouva, parmi ses meilleurs officiers, des pertes d'autant plus sensibles qu'elles étaient irréparables. Celle d'Hasslang l'affecta particulièrement. Ce vaillant général, frappé par l'épidémie, s'était vu obligé de quitter l'armée et de rentrer en Bohème, sous une escorte de mousquetaires que commandait son fils. Le 17 octobre, comme il n'était plus qu'à une courte distance des frontières bavaroises, il crut pouvoir partir sans attendre le jeune homme, qu'une partie de jeu, prolongée trop avant dans

la nuit, avait mis en retard. Au moment où il venait de s'engager dans une forêt profonde que traversait la route, il fut attaqué soudainement par des coureurs hongrois qui l'enlevèrent de sa litière, le jetèrent sur un cheval et s'enfuirent au galop avec leur proie. Le jeune Hasslang, arrivé quelques minutes après sur le théâtre de l'action, poursuivit inutilement les ravisseurs. Maximilien, instruit de ce triste événement, mit tout en œuvre pour obtenir l'échange de son vieux général; mais, avant que ses démarches eussent pu réussir, Husslang succomba de la maladie qui le minait (Août 1620).

De Piseck, le duc s'était dirigé sur Pilsen, suivi à quelque distance par Bucquoy, et cotoyé constamment par l'armée Bohème, qui guettait les occasions de le surprendre. Cette occasion ne s'offrit pas pour l'armée de la Ligue, grâce à la discipline sévère que Tilly y faisait régner ; mais Bucquoy, moins prudent, fut aussi moins heureux. Le 6 octobre, le prince d'Anhalt tomba à l'improviste sur son arrière-garde, la mit en désordre et allait la tailler en pièces, lorsque Tilly arriva à la tête de 2,500 chevaux, culbuta l'ennemi et le mit en fuite. Peu de jours après, le 12 octobre, l'armée arriva devant Pilsen. Bucquoy s'était flatté qu'Ernest de Mansfeld, dont la conduite, dans toute cette campagne, fut très-équivoque, qu'on savait mécontent et qu'on connaissait vénal, lui rendrait la forteresse sans coup férir. A la vérité, Mansfeld ne fit point le moindre mouvement pour inquiéter la marche des impériaux ; il refusa même de recevoir, dans la place, un renfort de garnison bohême, laissa ses canons silencieux et fit passer à Bucquoy d'utiles avis. Mais, soit que le prix qu'on lui offrait pour sa trahison ne répondit pas à ses exigences, soit autre calcul, il borna là l'effet des promesses qu'il avait, disait-on, faites au général de Ferdinand, et se conduisit en spectateur désintéressé de la lutte. Bucquoy, furieux de sa déception, voulait assiéger Pilsen. Tilly, fidèle à son sys-

tème, s'y opposa, en représentant que le siége d'une place aussi forte exigerait tout l'hiver, et que le succès de la campagne dépendait de la rapidité des opérations. Prague, Prague, répétait-il avec une impatience fébrile. L'insistance de Bucquoy l'exaspéra au point qu'il l'eût provoqué en duel et qu'il aurait donné sa démission, si Maximilien n'avait interposé son autorité. Le général de l'Empereur céda enfin, et, après onze jours d'attente inutile sous les murs de Pilsen, le duc de Bavière leva le camp et prit la grande route de Prague, marchant parallèlement avec l'armée impériale, celle-ci à droite et les Bavarois à gauche.

Pendant ces opérations, l'électeur de Saxe avait pénétré dans la Lusace, dispersé les troupes du Margrave de Jœgerndorf et pris, après un siége de quatre mois, la ville de Bautzen, capitale de cette province. En même temps, Ambroise Spinola, marquis de Los Balbaces, avait envahi le Palatinat avec une armée espagnole et s'en était emparé, sans que l'Union, déjà agonisante, lui eût opposé une résistance sérieuse. Tandis que les armes impériales triomphaient sur tous les points, Frédéric ne voyait autour de lui que défections, discordes et rivalités égoïstes. La faveur du prince d'Anhalt qui touchait la somme énorme de cent quatre-vingt mille florins par an, comme lieutenant-général, avait blessé au cœur la cupidité des seigneurs bohèmes. D'autre part, le soldat était exaspéré contre les directeurs, à l'avarice et à l'incurie desquels il attribuait avec raison les privations, la famine et toutes les souffrances qu'il endurait. L'indiscipline affaiblissait les derniers ressorts de cette armée désorganisée par la méfiance et la haine. On se déchirait, au lieu de s'unir contre le péril. Le nouveau roi, cédant à un mouvement de découragement, fit demander à Maximilien une entrevue personnelle par le lieutenant-colonel Balthasar de Schlammersdorf. Cet officier reçut pour toute réponse que le duc de Bavière était fermement décidé à n'entamer aucune relation avec l'électeur palatin,

tin, tant que celui-ci n'aurait pas déposé sa couronne usurpée.

Le sort en était donc jeté. L'épée seule allait décider des destinées de la Bohême. A tout instant, des escarmouches, prenant parfois les proportions de véritables combats, avaient lieu entre les deux armées. Peu s'en fallut un jour, qu'un coup de main heureux des Bohêmes ne tranchât brusquement la question au profit de Frédéric. Maximilien, Bucquoy, Tilly, Verdugo et quelques autres généraux étaient allés faire une reconnaissance, suivis seulement d'une escorte de 48 cuirassiers bavarois. S'étant avancés un peu loin, ils tombèrent dans une embuscade de 350 cavaliers bohèmes qui s'élancèrent sur eux avec d'effroyables cris. Mais Tilly, se mettant à la tête de sa poignée de cuirassiers, chargea les ennemis avec tant de furie, que ceux-ci saisis d'une terreur panique s'enfuirent de tous côtés. Dans une autre rencontre (3 novembre 1620), où furent tués les comtes Fugger et Aquaviva, Bucquoy pensa perdre la vie. Echappé avec une blessure assez grave, il fut obligé de suivre l'armée en litière. Le lendemain matin, 4 novembre, le colonel wallon Gauthier surprit dans un village huit cents Heyducques et les tailla en pièces jusqu'au dernier. Cet exploit répandit parmi les troupes hongroises une impression de terreur qui les démoralisa complètement. Après plusieurs tentatives inutiles pour attirer l'ennemi à une bataille rangée, le duc de Bavière poursuivit sa marche sur Prague. La nouvelle de ce mouvement parvint au camp bohème le même jour, 5 novembre, vers deux heures de l'après-midi. Christian d'Anhalt proposa de se mettre immédiatement en route pour couvrir la capitale; mais le comte de Thurn affirma sur sa tête que l'ennemi n'en voulait pas, ne pouvait même en vouloir à Prague et insista pour que l'armée conservât ses positions. Cet avis soutenu avec chaleur et opiniâtreté prévalut. Dans la soirée, alors qu'un temps précieux était irréparablement perdu,

on apprit, à n'en pouvoir douter, que les Bavarois s'avançaient directement sur la capitale et l'on fit en toute hâte les préparatifs nécessaires pour les prévenir. Le vieux comte de Thurn partit dans la nuit même avec le régiment d'infanterie de son fils et quelque cavalerie, dans l'intention de renforcer la garnison de Prague et d'occuper le château, dont la garde lui appartenait comme conservateur de la couronne. Le gros de l'armée le suivit à marches forcées par des chemins épouvantables qui ne lui permirent d'arriver que fort avant dans la soirée du 7 à Anhost, village distant de Prague de deux lieues. Les troupes bohèmes étaient tellement harassées, que Christian d'Anhalt se vit forcé de s'arrêter là pour leur donner quelque temps de repos. Dans l'intervalle, Frédéric se rendit à Prague, afin d'y hâter l'envoi des objets nécessaires à l'alimentation et au campement de son armée.

Malgré toute leur promptitude, les Bohêmes n'avaient pu gagner qu'une demi-journée de marche sur le duc de Bavière. Dans la matinée du 6, le duc était arrivé au point de ralliement convenu entre lui et Bucquoy. Il y attendait les Impériaux depuis quelques heures, lorsque ses éclaireurs lui annoncèrent le voisinage des forces rebelles. Il se disposa aussitôt à les assaillir et fit dire à Bucquoy de se hâter pour ne pas perdre l'occasion qui s'offrait de livrer bataille. A son grand chagrin, les Impériaux n'arrivèrent que le soir fort tard. Il fallut remettre l'attaque au lendemain, mais dès l'entrée de la nuit, Christian avait quitté ces positions pour se rapprocher de Prague. A minuit, il arriva à la Montagne Blanche, devant la ville, et après une courte halte donna l'ordre de commencer des retranchements. La position qu'il occupait était excellente; appuyé sur la ville de Prague, qui assurait et protégeait sa retraite en cas d'échec, il était couvert à droite par le Parc Royal que défendaient ses mousquetaires, et à gauche par la pente escarpée et peu accessible de la montagne. Son front, seul

point par où il pût être attaqué, allait être couvert par des retranchements élevés à grand renfort de bras et pouvait facilement être rendu inexpugnable. Le vieux comte de Thurn lui-même, tout porté qu'il fut à contredire les mesures d'Anhalt, les trouva pour cette fois si bien prises, qu'il revint se mettre sous ses ordres avec le régiment de son fils. Les forces bohêmes ne s'élevaient guère qu'à vingt et un mille hommes, mais l'avantage de la position compensait largement l'infériorité du nombre. Malheureusement le désordre et le découragement régnaient parmi les soldats, comme la jalousie parmi les chefs. Anhalt ne pouvait faire aucun fond sur les Hongrois qui, mécontents de n'être pas payés depuis longtemps, se répandaient en murmures amers contre leurs alliés et avaient même manifesté l'intention de mettre la ville au pillage. Le reste des troupes n'était guère mieux disposé, et la fatigue avait abattu les plus vigoureux.

Il n'en était pas de même dans le camp bavarois. A la nouvelle de la retraite précipitée des rebelles, Maximilien monta à cheval et donna l'ordre du départ; son armée, avide de combattre, fière des succès déjà obtenus, confiante dans ses chefs, secondait admirablement son ardeur. A peine hommes et chevaux eurent-ils pris un instant de repos, qu'ils se mirent en marche, résolus de ne pas laisser respirer l'ennemi. Bucquoy invité par Maximilien à suivre ce mouvement, s'excusa d'abord sur la dispersion de ses quartiers et sur la fatigue de ses gens; mais devant de nouvelles injonctions du duc, il cessa de résister et obéit sans plus d'hésitation. Le 8 novembre, vers huit heures du matin, Tilly fut informé que ses coureurs avaient atteint l'arrière-garde bohême et engagé une escarmouche avec elle. Il donna aussitôt l'ordre de faire halte, envoya le baron d'Anholt, major-général de l'armée avec deux cents chevaux pour soutenir ses éclaireurs, et poussa lui-même en avant, afin de reconnaître le terrain. Il aper-

çut devant lui un village au delà duquel s'étendait une vaste plaine très-favorable au déploiement de ses troupes. A l'extrémité de la plaine coulait un ruisseau marécageux et assez large, traversé par un pont étroit qu'occupaient encore les Bohêmes. Plus loin et au delà du ruisseau s'élevaient des hauteurs qui se reliaient à la Montagne Blanche par une série de mamelons étagés en amphithéâtre. Il fit immédiatement son rapport au duc et proposa de faire avancer l'armée au delà du village pour la mettre en bataille et marcher immédiatement sur l'ennemi. Bucquoy, qui se trouvait alors avec le duc, fut d'avis qu'il serait imprudent d'aller plus avant avec des troupes fatiguées; il fit observer que les régiments impériaux n'étaient pas encore arrivés et qu'il valait mieux en tous cas former l'ordre de bataille en deçà du village. Verdugo combattit vivement cette opinion; il soutint, en s'appuyant sur le rapport du lieutenant-général, que l'espace en deçà du village serait insuffisant; qu'en outre, la traversée de ce même village romprait les rangs des soldats et risquerait d'y jeter une confusion funeste. Ses paroles chaleureuses entraînèrent Maximilien. Le plan de Tilly fut adopté, et l'armée bavaroise commença à manœuvrer pour prendre ses positions de bataille. Dans ce moment, Tilly s'aperçut que l'ennemi avait abandonné le pont et qu'Anholt qui avait traversé le ruisseau à sa suite, commençait à occuper les collines vis-à-vis du camp bohême. Il fit aussitôt avancer le régiment de Rouville, et à mesure que l'armée se formait, lui fit traverser le pont. L'opération était critique; si, à ce moment, l'ennemi eût attaqué les bavarois séparés les uns des autres par le ruisseau et ses marécages, nul doute que ceux-ci n'eussent éprouvé de grandes pertes. Christian d'Alhalt en fit la remarque et proposa de charger les troupes de Tilly, mais sur l'opposition d'Hohenlohe, il y renonça et massa tous ses gens dans les retranchements. Bientôt l'armée bavaroise couronna les hauteurs qu'il venait de quitter. L'enthousiasme était

général parmi les soldats. Pour les retenir, il fallut que le duc de Bavière vînt lui-même donner l'ordre d'attendre les Impériaux. Ceux-ci n'arrivaient que lentement, et il était midi quand leurs derniers régiments se trouvèrent réunis aux Bavarois. Les armées alliées formaient un total d'environ trente mille hommes. Elles se partageaient en trois groupes distincts : l'avant-garde, le corps de bataille et l'arrière-garde, rangés sur trois lignes dont les deux dernières s'étendaient moins que la première et la troisième moins que la seconde. La cavalerie s'échelonnait entre les différentes masses d'infanterie, que les mousquetaires flanquaient en échiquier. A gauche étaient les Impériaux, à droite les troupes de la Ligue[1]. En face des sol-

[1]

ARMÉE DE LA LIGUE.		ARMÉE IMPÉRIALE.		
Infanterie.		*Infanterie.*		COMP.
Colonel Hasslang	3,000	Spinelli	2,500 —	31
Comte de Sulz	3,000	Verdugo et Bucquoy (belge)	3,000 —	42
» de Marcossay	3,000	Fugger	1,200 —	7
Baron d'Anholt (belge)	3,000	Créange et Corrati	1,200 —	4
Colonel Rouville	3,000	Breuner	800 —	5
» Mortaigne	3,000	Duc de Saxe	1,200 —	10
» Herliberg	2,000	Nassau	1,000 —	1
» Benninghausen (belge)	1,000	Furstenberg	1,000 —	5
» Bauer	2,000	Tieffenbach	900 —	3
Grisons	600	Fuchs	600 —	3
Capitaine Premer	300	Colalto	1,000 —	5
» Bœhmer	300	Schaumburg	1,000 —	5
» Neuman	300			
	24,500		15,400 —	130

ARMÉE DE LA LIGUE.		ARMÉE IMPÉRIALE.		
Cavalerie.		*Cavalerie.*		COMP.
Colonel Benninghausen (belge)	500	Marradas	400 —	10
Comte de Marcossay	500	Dampierre	250 —	5
Lieutenant-colonel Erwitt	500	Florentins	200 —	5
Colonel de Herbersdorf	400	Meggau	300 —	5
Van der Nersen (belge)	300	Lebell	400 —	5
Lindeloo (id.)	400	Wallenstein (belge)	800 —	13
Comte de Pappenheim	200	Gaucher (belge)	500 —	8
Colonel de Grumersbach	200	Croy (belge)	300 —	5
Comte Von der Lippe	600	Montecuculli	300 —	5
» De Wartemberg	500	Isterle	300 —	5

dats et des alliés de l'Empereur les Bohêmes s'étaient également mis en bataille à l'abri de leurs retranchements que défendait une nombreuse artillerie. Ils étaient rangés sur trois lignes figurant un arc tendu, c'est-à-dire que ces lignes s'éloignaient par leur centre et se rejoignaient par leurs extrémités. Les Hongrois, au nombre de six mille, formaient la réserve.

Autour du commandant en chef se pressaient une foule de vaillants capitaines, dont l'expérience, les talents, la jeunesse et l'audace semblaient devoir enchaîner la victoire : le jeune prince d'Anhalt, les comtes de Hohenlohe, de Thurn, de Solms, de Schlick, de Styrum, le duc Ernest de Saxe Weimar et ses deux frères, etc., etc.

ARMÉE DE LA LIGUE.

Cavalerie.	
Colonel de Herzelles (belge)	500
» Cratz	400
Capitaine Wipart	400
Croates	200
	5,300

ARMÉE IMPÉRIALE.

Infanterie.		Comp.
Croates	800 —	10
	4,550 —	76

A la date de la bataille de Prague, ce chiffre était réduit à 17,000 hᵉ d'infanterie.
3,000 » de cavalerie.
20,000

ARMÉE BOHÊME.

Infanterie.		*Cavalerie.*	
Hohenlohe	2,000	Anhalt, père	500
Thurn	2,400	Hohenlohe	500
Caglieri	2.400	Anhalt, fils	700
Moravie	2,000	Weimar	250
Anhalt	1,000	Bohêmes	250
Weimar	600	Bubna	300
Garde royale	200	Comte de Solms	250
Haute-Autriche	600	Silésiens	300
	11,200	Autrichiens	350
		Colonel Stubenvoll	700
		» Borseda	300
		» Kien	300
		Comte Mansfeld	400
		Hongrois	6,000
			11,400

La matinée s'avançait. Le brouillard épais qui régnait depuis plusieurs jours venait de disparaître. Les soldats de la Ligue étaient impatients de combattre; mais avant de donner le signal si ardemment désiré, Maximilien réunit encore autour de lui, en conseil, Tilly, Anholt, Bucquoy et les principaux officiers impériaux. La discussion fut vive; Bucquoy taxa Tilly de témérité, le critiqua d'avoir exposé si imprudemment ses troupes, et se prononça ouvertement contre un engagement immédiat. Il valaît mieux, selon lui, tourner l'ennemi et l'attirer hors de ses formidables positions, en dirigeant une fausse attaque contre Prague. Maximilien et Tilly firent valoir avec beaucoup de force les raisons qui militaient en faveur de leur opinion. Ils représentèrent qu'au rapport même du lieutenant-colonel de La Motte[1], envoyé en reconnaissance, les retranchements de l'ennemi à peine ébauchés ne pouvaient offrir une résistance sérieuse; que l'armée bohème était fatiguée, démoralisée, inférieure par le nombre, son artillerie défectueuse, insuffisante; que tarder plus longtemps serait laisser aux rebelles le temps de rendre leur position inexpugnable, de s'adjoindre des renforts, de relever le moral abattu du soldat. Le débat s'animait lorsque tout à coup parut au milieu des généraux le père Dominique de Jesu Maria, une croix à la main, une image mutilée de Marie sur la poitrine. « Quoi ! s'écrie-t-il, est-ce donc le moment d'hésiter et de discuter? Chers fils de l'Eglise! comment alors que Dieu vous livre vos ennemis qui sont les siens, vous pourriez ne pas les attaquer, eux, que nous sommes aussi certains de vaincre que nous le sommes de vivre? O heureux qui combat pour le Seigneur! Oui, mes frères, il s'agit ici de la cause de Dieu, sus donc, sus donc, en avant, défendez-la vaillamment et soyez sûrs qu'il nous donnera la victoire! Nos ennemis s'appuient sur leur

[1] Lieutenant-colonel du régiment de Wallenstein.

orgueil, et nous sur la toute-puissance de Dieu ! Voyez, ajouta-t-il, en leur montrant l'image mutilée de Marie, comment ils ont traité la sainte Mère de Dieu ! Oui, elle vous protégera; oui, Dieu vengera son honneur. Confiez-vous en Dieu et marchez hardiment à la bataille! Dieu combattra pour vous ! Dieu vous donnera la victoire ! »

Enflammés par ces ardentes paroles, les généraux se lèvent d'un commun élan ; la bataille est décidée, le mot d'ordre est : « Sainte Marie, » et tous sortent pour se mettre à la tête des troupes. Bucquoy lui-même, malgré sa blessure, monte à cheval. Il était midi, et ce jour-là qui se trouvait être un dimanche, octave de la Toussaint, on chantait dans l'Évangile ces paroles qui furent considérées comme d'heureux présage : « Rendez à César ce qui appartient à César. »

L'enthousiasme des chefs se communiqua promptement aux soldats, dont le père Dominique ne cessa durant la toute la bataille de parcourir les rangs, consolant les blessés, bénissant les mourants, ranimant les timides, exaltant les braves. Tilly et Rodolphe de Tiefenbach prirent la pointe, l'un à l'aile droite, l'autre à gauche, et au signal donné par les douze apôtres[1], ils gravirent la montagne au pas de course, sous une pluie de fer. Les Bavarois plus particulièrement exposés à l'action meurtrière de l'artillerie, essuient sans s'ébranler trois décharges successives. Arrivés près des retranchements ennemis, ils les abordent avec un élan irrésistible, les franchissent, s'emparent des canons qu'ils tournent immédiatement contre les Bohêmes, taillent en pièces le corps qui leur est opposé. A gauche, les Impériaux sont moins heureux ; après une demi-heure de lutte acharnée, ils semblent hésiter ; le prince Christian d'Anhalt, qui remarque leur trouble, veut lancer sa réserve sur eux pour achever leur défaite, mais il est mal secondé,

[1] On appelait ainsi 12 pièces de canon que Maximilien avait fait couler dans les arsenaux de Munich.

mal obéi ; les Hongrois demeurent sourds à ses ordres réitérés ; le régiment de Hohenlohe se trouve sans colonel ni lieutenant-colonel et rompt ses rangs ; celui de Thurn décharge ses mousquets en l'air à plus de trois cents pas de l'ennemi, et saisi d'une terreur panique, prend honteusement la fuite. La cavalerie ébranlée va suivre cet exemple : Christian d'Anhalt se met à sa tête et l'entraîne à l'attaque. Mais cette charge molle et sans vigueur est facilement repoussée, et la cavalerie bohême débandée ne se réforme plus. A ce moment, accourt le jeune d'Anhalt avec ses cuirassiers. Il charge à son tour le régiment de Tiefenbach avec tant de furie qu'il le met en désordre, le rejette sur le régiment de Breuner qu'il culbute, fait prisonnier Breuner lui-même, et va peut-être décider la victoire quand il rencontre les Wallons de Verdugo. C'est contre cette troupe d'élite un moment seule exposée à ses coups, que viennent se briser tous ses efforts. En vain, il multiplie ses attaques et redouble de valeur, rien ne peut ébranler cette immobile muraille de fer. Bientôt, le combat change de face ; les fuyards, ramenés l'épée à la main, par Maximilien et Bucquoy, se rallient. Tilly vainqueur sur la droite détache en toute hâte le régiment du colonel Cratz au secours des Impériaux. Cratz prend les cuirassiers d'Anhalt en flanc, rompt leurs files et les renverse sur l'infanterie bohême, qu'elles jettent dans un affreux désordre. Breuner est dégagé ; le jeune d'Anhalt blessé est fait prisonnier à son tour. A cet instant, Maximilien et Bucquoy ordonnent un mouvement général de toute leur ligne. Ils s'avancent, écrasent de leurs masses les milices autrichiennes dont l'inutile bravoure stimulée par Hofkirchen, Schlick, et le jeune Thurn essaie de les arrêter ; les retranchements sont enlevés, Hofkirchen et Schlick tombent, le premier mort, le second blessé ; de toute l'armée rebelle, il ne reste plus sur le champ de bataille que la réserve hongroise, jusque-là immobile ; mais à l'approche

des Impériaux, elle tourne le dos sans combat et prend la fuite. Le duc de Weimar essaie en vain de la retenir, ses supplications et ses menaces auprès de leur commandant Cornis, demeurent sans effet. *Germani currunt,* lui répond laconiquement le colonel. *At vos estote Hungari,* réplique le duc, *et ego ero Hungarus. Nolo esse Germanus, hac die, mane tantum mecum.* Cris inutiles! Quand même Alexandre-le-Grand, Jules César et Charlemagne eussent été là en personne, ils n'auraient pu arrêter les soldats, dit un rapport allemand. La bataille n'avait pas duré une heure que déjà la déroute des Bohêmes était complète. Jamais plus horrible confusion n'accompagna semblable défaite. Des milliers d'hommes trouvèrent dans la *Moldau*, la mort qu'ils avaient voulu éviter sur le champ de bataille, et le reste fut tellement dispersé dans toutes les directions, qu'Anhalt rentra lui seizième à Prague. Les rebelles laissèrent sur le terrain plus de quatre mille morts, sans compter tous ceux qui se noyèrent, et plus de quinze mille prisonniers, parmi lesquels on comptait le jeune prince d'Anhalt, le comte de Schlick et plusieurs colonels. Dix canons, cent drapeaux, et un immense butin tombèrent entre les mains des alliés, dont la perte se monta à peine à 400 hommes. Malheureusement, plusieurs officiers de marque étaient au nombre des morts; entre autres, le baron de Petersheim, de la maison de Mérode et Pierre de la Motte. D'autres y furent blessés grièvement, tels que le baron de Suys, le vicomte de Gand et le baron d'Incy, de la maison de Gavre. Peu s'en fallut que Pappenheim ne restât sur le carreau. Il était tombé à terre, percé de vingt coups; les Croates allaient le dépouiller et l'achever, lorsqu'un de ses soldats le reconnut, l'arracha aux mains des pillards et lui sauva la vie. Malgré la gravité de ses blessures il ne tarda pas à se rétablir et à rentrer dans la carrière qu'il devait illustrer par tant d'exploits[1].

[1] Westenrieder raconte que dans la torpeur où l'avait jeté la perte de son

Frédéric était à table quand on vint lui annoncer la défaite de son armée. Il monta aussitôt à cheval, dans l'intention de couvrir au moins la retraite avec un régiment de cavalerie, mais il ne put qu'assister du haut des remparts au spectacle lamentable de la fuite désordonnée de ses partisans. L'ordre d'ouvrir les portes aux fuyards ne put être exécuté; car ceux-ci étaient poursuivis de si près par les Impériaux, que sans la crainte d'une embuscade, Maximilien serait entré, le même jour, dans la ville. Dans son trouble, le Palatin fit demander au duc de Bavière un armistice de quarante-huit heures. Maximilien ne lui en accorda que huit, en exigeant la déposition de la couronne de Bohême comme condition préalable de toute négociation. Frédéric profita de ce court délai non pour rallier son armée, relever le moral de ses adhérents ou se préparer à défendre Prague, chose facile, mais pour mettre sa personne à l'abri. Le découragement le plus complet s'était emparé de lui : les rancunes d'Anhalt qui attribuait sa défaite à la lâcheté des Bohêmes trouvaient plus d'accès dans son esprit que les conseils, plus énergiques, du jeune Thurn. Le 9 novembre, de grand matin, il quitta Prague dont les habitants lui étaient devenus suspects, suivi de la reine sa femme, de Christian d'Anhalt, de Hohenlohe et du vieux comte de Thurn, et alla se réfugier en Silésie où il ne devait pas être longtemps en sûreté.

Sa précipitation fut telle que des voitures, toutes chargées d'avance des bijoux de la couronne, de la garde-robe

sang, Pappenheim aurait eu l'hallucination de se croire mort et transporté dans l'autre monde. Dans cette pensée, il chercha à se rendre compte du lieu où il était; ce ne pouvait être ni dans le ciel ni dans l'enfer, puisqu'il ne ressentait ni bien-être, ni douleur ; ce devait donc être dans le purgatoire. L'idée de voir en quelle compagnie il s'y trouvait, le pressa si vivement que, réunissant toutes ses forces, il fit un violent effort pour se retourner. Ce mouvement fut remarqué des soldats amenés là pour enterrer les morts, et fut cause qu'on le retira du milieu des cadavres qui l'entouraient, pour le porter à Prague, où ses blessures, habilement traitées, furent promptement guéries.

de la reine, d'objets précieux, et de la chancellerie secrète du prince d'Anhalt, demeurèrent oubliées dans la rue et faillirent être pillées.

Au moment où celui qu'on nomma le roi d'Hyver fuyait éperdu, les habitants du *Petit côté* de Prague envoyèrent informer le duc que les principaux meneurs de la rébellion s'étaient réfugiés dans la vieille ville et se mirent sous sa protection. En même temps que leur député, arrivait au camp bavarois un message de deux agents diplomatiques anglais demandant audience et sauf-conduit sous prétexte de venir proposer une capitulation[1]. Maximilien ne leur laissa pas le temps de se présenter. Le même jour, dans la soirée, il fit son entrée dans Prague au milieu des acclamations des habitants et surtout des catholiques. La joie de ceux-ci était naturelle; quant aux protestants, ils cherchaient à faire oublier, à force de soumission, voire même de larmes, la part prise par eux à la rébellion. Les seigneurs, naguère si altiers, s'humilièrent, et Wenzel de Lobkowitz, le principal auteur de l'attentat du 28 mai, vint à leur tête, baiser la main du duc, en répandant des torrents de pleurs. Ils hasardèrent timidement quelques demandes d'amnistie et d'*assécuration* de leurs priviléges. Mais Maximilien refusa de prendre le moindre engagement; il les contraignit de prêter serment sans condition et se fit livrer les actes originaux de leurs priviléges, de la lettre de majesté et de leur confédération. Le 17, il retourna dans ses Etats, laissant une partie de son armée à Prague, sous les ordres de Tilly, qui fut chargé des fonctions de gouverneur militaire de la Bohème, tandis que le prince Charles de Lichtenstein était revêtu de celles de gouverneur civil.

Après la victoire, les dissidences, un moment assoupies, s'étaient réveillées avec plus de force dans l'état-major des

[1] Archives du Royaume. Secrétairerie d'Etat allemande, Correspondance de l'électeur de Mayence. Carton 135. Lettre de Maximilien du 9 novembre 1620.

armées catholique et impériale. Wallenstein, reprenant le thème de Bucquoy, avait à plusieurs reprises énoncé d'acerbes critiques sur les opérations militaires de Tilly. De nombreux pamphlets que les bruits de l'époque attribuèrent aux inspirations du futur duc de Friedland recueillirent et propagèrent mille calomnies contre le lieutenant-général de la Ligue catholique. Ces attaques produisirent assez d'effet pour que Tilly se crût obligé de publier une espèce de mémoire justificatif qu'il fit imprimer en allemand et en latin, et répandre à profusion parmi les troupes. Telle fut, dit-on, la cause première de la sourde animosité que Wallenstein ne cessa de nourrir contre Tilly; en tout cas, ce recours à la publicité est un incident assez curieux des mœurs militaires de l'époque.

CHAPITRE VI.

Soumission de la Bohême. Arrestations à Prague. Générosité de Tilly. Exécution des chefs rebelles. Tilly chasse Mansfeldt de Tabor et de Pilsen. Pérégrinations de l'Electeur palatin. Assemblées de Segebert et de Lunebourg. Le roi Christian de Danemarck. Il agite le Cercle de la Basse-Saxe contre l'Empereur. Dissolution des troupes de l'Union. Ernest de Mansfeldt assemble une nouvelle armée. Opérations de Tilly contre Mansfeldt. Le duc de Bavière entre en campagne. Prise de Cham et d'Amberg. Ruse de Mansfeldt. Il envahit le Bas-Palatinat. Ses exactions. Rivalités de Cordova et de Tilly. Christian d'Halberstadt. Ses ravages sur les domaines du landgrave de Hesse-Darmstadt et de l'Electeur de Mayence. Il est battu à Grissen, par le baron d'Anholt. Situation des affaires d'Allemagne, à la fin de l'année 1621. Révélations.

La soumission de la Bohême fut plus prompte encore que sa révolte. Quarante villes envoyèrent leurs clefs aux généraux de l'empereur. Déjà la Lusace était domptée; la Moravie se soumit et la Silésie se hâta d'entrer en accommodement. Bethlen Gabor occupait encore la Hongrie et menaçait de rallumer la guerre en Bohême; Bucquoy marcha contre lui, emporta Presbourg et allait achever la compression des rebelles hongrois, lorsqu'il fut tué dans une escarmouche, où sa bouillante nature l'avait emporté loin des siens. Tilly, demeuré seul dans la capitale de la Bohême, n'avait conservé que le nombre de troupes nécessaires pour y maintenir l'ordre, et sa main compatissante s'efforçait d'adoucir aux vaincus les conséquences désastreuses de leur défaite. L'histoire a conservé un trait remarquable de cette générosité de caractère, fruit de sa piété sincère et éclairée. Lors de l'entrée victorieuse de Maximilien, les directeurs qui n'avaient pas suivi Frédéric, et d'autres per-

sonnages marquants avaient été mis en état d'arrestation provisoire dans leurs propres maisons, et sous la garde de quelques capitaines. Vers la fin de février 1621, ces officiers furent retirés. Les notables compromis crurent voir dans cette mesure un préliminaire d'amnistie et s'endormirent dans une décevante sécurité. Tilly, qui connaissait les résolutions du cabinet de Vienne, les fit presser secrètement à trois reprises de s'évader au plus tôt, en les prévenant qu'il favoriserait leur fuite. Soit aveuglement, soit crainte de perdre leurs biens, tous demeurèrent sourds à ces charitables avis, et n'en tinrent aucun compte. Ils en furent cruellement punis. Dans la nuit du 28 février, le prince de Lichtenstein fit incarcérer quarante-huit des anciens partisans du Palatin et en cita trente autres, contumaces, à comparaître devant une commission spéciale. Leur procès dura quatre mois et se termina par de nombreuses condamnations capitales. La clémence de Ferdinand s'étendit sur plusieurs des coupables; elle n'attendait pour gracier les autres qu'un signe de repentir, une simple expression de regret. L'orgueil des rebelles l'emporta sur la crainte de la mort, et leur obstination triompha des hésitations du Souverain. L'arrêt de mort, jusque là toujours repoussé, fut enfin signé, et le 21 juin les échafauds dressés sur les différentes places de Prague annoncèrent au peuple consterné la sanglante expiation. Vingt-quatre des principaux rebelles, le comte de Schlick en tête, furent exécutés publiquement; les autres jugés moins criminels, furent bannis à perpétuité du royaume, et leurs biens confisqués.

Tilly n'assista point au spectacle de ces scènes tragiques dont son grand cœur avait inutilement cherché à sauver les victimes. Aux premières approches du printemps, il était sorti de Prague, à la tête de 10,000 hommes de vieilles troupes, afin d'achever la pacification de la Bohême et d'y comprimer les derniers éléments de l'insurrection,

réfugiés avec Ernest de Mansfeld, dans les villes de Pilsen et de Tabor. D'abord, il avait conçu l'espoir d'atteindre son but sans coup férir, car Mansfeld, adroitement sondé, avait manifesté les meilleures dispositions et demandé une trève préliminaire de six semaines, qui lui fut immédiatement accordée. Mais, bientôt Tilly apprit que son adversaire n'avait profité de ce répit que pour aller chercher de nouvelles ressources auprès des princes de l'Union, et que ses lieutenants ravageaient, au mépris de la trève, les domaines des seigneurs catholiques. Il accourut aussitôt devant Pilsen, força la ville à capituler, lança Balthasar de Marradas avec une forte colonne contre Tabor, et remonta vers le nord pour donner la main aux Saxons qui venaient de soumettre Egger et assiégeaient Falckenau.

Rien ne résista à sa marche victorieuse, et cette première partie de la campagne fut couronnée par la prise successive de Falckenau et d'Ellnbogen.

Les affaires de l'infortuné roi de Bohème empiraient chaque jour; lui seul se faisait illusion. Obligé de fuir Breslau, il avait cru trouver un asile dans les Etats de l'Electeur de Brandebourg, son beau-frère. Mais l'Electeur, inquiet de la présence de cet hôte compromettant, n'avait consenti que difficilement à céder au couple fugitif quelques chambres du château de Custrin, où l'ex-reine devint mère d'un fils, au mois de janvier 1621. A peine rétablie, elle partit pour la Hollande, où elle espérait meilleur accueil, tandis que Frédéric allait essayer de susciter, en Allemagne, des ennemis à l'Empereur. Dans ce misérable état, la présomption du Palatin était encore telle qu'il fit sommer l'Electeur de Saxe, de lui restituer le royaume de Bohême, menaçant, en cas de refus, d'appeler les Tartares et les Turcs dans l'Empire. Au mois de janvier, il se trouvait à Wolfenbuttel, d'où il donna avis à Mansfeldt, de sa prochaine arrivée avec des troupes et de l'argent : de là, il courut à Hambourg et se mit en relation avec le

roi de Danemark. Plein de folles espérances, qu'avaient fait naître dans son esprit de prétendus prophètes, il engagea Bethlen Gabor à envahir les Etats autrichiens, et lui écrivit que, de son côté, il se préparait à entrer en Bohême avec une armée de 20,000 hommes au moins, et à tirer une vengeance éclatante des traîtres.

Au commencement de mars eut lieu à Segeberg, petite ville du Holstein, une réunion des princes du cercle de la Basse-Saxe, convoquée par le roi de Danemark, dans un but hostile à l'Empereur. Fréderic s'y rendit; mais, il eut beaucoup de peine à se faire recevoir de Christian, qui le traita d'usurpateur. L'offre qu'il fit de renoncer à la couronne de Bohême, parut cependant adoucir le monarque danois, qui promit de le réintégrer dans la possession du Palatinat. Au fond, Christian se souciait fort peu des intérêts de celui qu'il protégeait avec tant de hauteur. Prince avide, égoïste et débauché, il se croyait un grand général et nourrissait, depuis longtemps, le désir de s'agrandir aux frais de ses alliés et aux dépens des catholiques. Il voyait, dans Frédéric, un instrument utile à ses vues ambitieuses. Les choses semblèrent donc prendre une tournure plus favorable pour le roi de Bohême. L'assemblée de Segeberg, puis celle de Lunebourg, tenue en avril 1621, manifestèrent des dispositions toutes belliqueuses; on fit des armements, on adressa des sommations bruyantes à Spinola, on posa des conditions à l'Empereur : mais une circonstance, peu importante en elle-même, montra bientôt combien ce pompeux appareil de menaces était en réalité peu sérieux. L'Union avait disparu, sous la pression des armes de Spinola et des injonctions de l'Empereur. Elle n'était déjà, depuis deux années, que l'ombre d'elle-même; les villes impériales qui en étaient la base, puisque seules elles alimentaient sa caisse, s'empressaient de se mettre à l'abri du danger et de faire leur paix avec Ferdinand. Les princes protestants, effrayés d'être seuls à

supporter les frais de la guerre, s'estimèrent heureux d'accepter les bons offices du Landgrave Louis de Hesse Darmstadt. Par les soins de ce prince, un traité fut conclu le 12 avril, entre les membres de l'Union et le marquis de Spinola, général de l'armée espagnole, au Palatinat. La confédération fut déclarée dissoute; les Unis s'engagèrent à congédier immédiatement leurs troupes, à rentrer dans l'obéissance due à l'Empereur, et à ne prêter ni directement ni indirectement assistance au Palatin. L'effet suivit la promesse. Le margrave d'Anspach, lieutenant-général de l'Union et le duc de Wurtemberg licencièrent l'armée, jusqu'alors entretenue par les Unis. Seul, le margrave Georges Frédéric de Bade refusa de licencier ses nouvelles levées; d'un autre côté, l'envoyé hollandais défendit aux régiments de sa nation qui se trouvaient à l'armée de l'Union, de se séparer, et les fit passer plus tard à Mansfeldt.

La chute de l'Union jeta le trouble et l'hésitation parmi les princes du cercle de la Basse-Saxe. L'Empereur saisit habilement ce moment d'intervenir. La simple perspective de voir ses fils confirmés dans la possession de quelques évêchés du nord, suffit à Christian pour le déterminer à abandonner le Palatin. L'émotion factice du cercle de la Basse-Saxe se calma aussitôt comme par enchantement. Dès les premiers symptômes de ce revirement, Frédéric, s'abandonnant encore une fois lui-même, alla rejoindre l'ex-reine en Hollande, où il vécut misérablement pendant plusieurs mois.

De tous les alliés qui entouraient naguère l'Electeur Palatin et semblaient vouloir assurer son triomphe, il ne lui restait plus que le bâtard de Mansfeldt. Mais cet aventurier cherchait du moins à compenser son isolement par la prodigieuse activité et les innombrables ressources de son esprit. Pendant que Fréderic errait en Allemagne, en quête de quelque protecteur, Mansfeldt courait en France

et jusqu'en Angleterre, afin de se procurer de l'argent et les moyens d'entretenir la guerre. Son voyage fut rapide, car, au mois de mars, il était de retour en Bohème. Ses espérances s'étaient réalisées. Grâce aux subsides du roi Jacques et des Hollandais, il eut bientôt une nouvelle armée. Les princes Guillaume et Frédéric de Saxe-Weimar lui amenèrent des troupes qu'ils venaient de lever, avec l'aide de Maurice d'Orange. Le licenciement de l'armée de l'Union vint à point pour le succès de ses plans. Les soldats congédiés accoururent en foule sous ses drapeaux, et Mansfeld n'eut pas de peine à réunir, autour de lui, dans son camp de Weidhausen, un corps de 13,000 hommes de pied et de 7,000 chevaux. C'était une véritable armée de brigands. Leur général n'exigeait d'eux que de se bien battre, ce qu'il n'obtenait pas toujours, et leur laissait complètement le soin de pourvoir eux-mêmes à leur subsistance. Aussi se livraient-ils aux plus effroyables excès. La maraude et le vol étaient passés chez eux en habitude. C'était leur moyen régulier d'existence. Par passe-temps, ils incendiaient les villages, jetaient les paysans dans les brasiers ardents, déshonoraient jusqu'à d'innocentes enfants, mutilaient leurs victimes au milieu des plus abominables raffinements de tortures, profanaient les sanctuaires, commettaient mille sacriléges sur les saintes espèces. On n'oserait répéter ici ce qu'en racontent les historiens contemporains. Loin d'essayer de les contenir, leurs chefs avaient fait de cette épouvantable licence une théorie qu'ils développaient avec un scandaleux cynisme. Ils y trouvaient l'avantage de rallier sans cesse autour d'eux tout ce que l'Allemagne et l'étranger comptaient de scélérats endurcis au vice, de jeunes gens perdus de dettes et de scéléralesse, de soudards incapables de supporter aucune subordination. La lâcheté est la compagne ordinaire de tels débordements; aussi, ce ramassis de bandits fut-il toujours plus remarquable par ses sanguinaires

cruautés que par sa vaillance dans les combats. La défaite ou la honte s'attachèrent comme un châtiment divin à leurs pas, et si quelque succès de surprise couronna parfois leurs attaques, jamais la victoire ne s'abaissa jusqu'à eux.

La lutte recommençait donc plus vive, au moment où on la pouvait croire terminée. Tilly, inquiet des rassemblements armés qui se groupaient à Weidhausen, comprit la nécessité de les disperser, avant qu'ils ne devinssent redoutables, et réclama, avec instance, des renforts du duc de Bavière. Tandis que Maximilien se rendait lui-même à Straubing, afin d'organiser un nouveau corps d'armée, le général de la Ligue rallia le contingent de Wurzbourg, commandé par le colonel Bauer de Eisenech, et vint prendre position sur les confins de la Bohème et du Palatinat, tout près de Weidhausen. Mansfeldt, prévenu qu'il allait être assailli dans son camp, prit hardiment les devants et réussit à enlever quelques avant-postes bavarois qu'il massacra sans pitié. Il surprit également un convoi considérable destiné aux troupes de Tilly et incendia tous les villages des environs. Le 18 juillet, il fit une démonstration plus sérieuse. Dès huit heures du matin, il ouvrit un feu violent de mousqueterie et d'artillerie contre les Bavarois, qui, mal protégés par des retranchements élevés à la hâte, essuyèrent de grandes pertes. Une de ses batteries, composée de quatorze pièces de canons habilement postées, incommodait surtout les soldats catholiques. Tilly essaya de la réduire au silence; mais son artillerie se trouva mal en ordre et hors d'état de lutter contre celle de Mansfeldt. De Groote, qui la commandait, avait mis plus de soin à s'enrichir aux dépens des Bohêmes, ainsi que le lui reprocha Maximilien, qu'à bien remplir ses fonctions[1]. Son incurie eût pu avoir les suites les plus désastreuses, si l'ennemi plus hardi, eût profité de ses avantages, pour

[1] Westenrieder, VIII, p. 150.

attaquer résolument, sous l'abri de ses pièces, les positions bavaroises. Mansfeldt se contenta de les couvrir d'une grêle de boulets, et la journée se passa sans autre incident grave que la mort du colonel Bauer, emporté d'un coup de canon[1].

Le léger échec essuyé par Tilly, dans la canonnade du 18, ne l'empêcha pas de resserrer de plus en plus le blocus qu'il avait établi autour de Mansfeldt. Celui-ci, coupé de toutes ses communications et de ses convois, essaya d'obtenir un peu de répit par ruse. Il dépêcha à Tilly le comte de Solms, ancien gouverneur du Palatinat, avec mission de faire des ouvertures d'accommodement et de demander une conférence entre les chefs des deux armées. Tilly accepta, sous la condition expresse de n'avoir pas à traiter personnellement avec Mansfeldt, qu'il méprisait profondément, à cause de sa double apostasie. Au jour marqué, le général bavarois, accompagné de plusieurs officiers, se rendit au lieu convenu. Le comte de Solms et d'autres seigneurs protestants l'y attendaient déjà.

Une trève de six jours fut arrêtée de commun accord, et l'on allait entrer plus avant dans les clauses de l'arrangement, lorsque Mansfeldt parut, s'avançant au petit galop de son cheval, pour prendre part à la conférence. A sa vue, Tilly rompit brusquement l'entretien, tourna bride, et regagna son quartier-général. Mansfeldt dévora l'affront, sans en paraître ému, et alla saluer les seigneurs catholiques qui étaient demeurés avec le comte de Salms; mais la froideur de leur accueil le déconcerta, et il revint sur ses pas sans avoir obtenu rien au-delà du court armistice de six jours. Ce temps passé, les partis des deux armées recommencèrent à escarmoucher. Dans un de ces engagements, un boulet faillit emporter Tilly, et la même chose arriva à

[1] La mort ne termina pas les aventures de ce brave officier. Son corps ayant été embaumé et dirigé sur Wurzbourg pour y être enterré, les coureurs palatins surprirent le convoi funèbre, sabrèrent l'escorte et ramenèrent le cadavre de Bauer à Mansfeld, qui ne le rendit qu'avec difficulté à sa famille.

Mansfeldt, pendant qu'il s'entretenait avec les deux princes de Saxe-Weymar.

Le 1er août, on amena à Mansfeldt un Napolitain qui prétendait avoir été chargé par Tilly de l'assassiner. L'aventurier fit grand bruit de cette affaire; il ne manqua pas d'en tirer parti, pour jeter de l'odieux sur le général bavarois, et d'attribuer le noir complot aux Jésuites, boucs émissaires habituels d'iniquités, en telles occasions. La réputation de loyauté et de droiture de Tilly était trop bien établie, pour que la calomnie pût l'atteindre; personne n'y crut, et le malheureux Italien, devenu inutile sinon gênant, fut pendu sans autre forme de procès.

Jusqu'au 17 août, les Bavarois firent un feu si opiniâtre sur les retranchements de Mansfeldt, qu'aucun de ses soldats n'osait plus s'y montrer. La position du général palatin devenait fort critique. Ses forces s'épuisaient; son camp, encombré de cadavres de chevaux et de bêtes de somme, fut envahi par de violentes épidémies, qui enlevèrent jusqu'à trente et quarante hommes par jour. L'air était tellement vicié, que la contagion atteignit l'armée même de Tilly. Dans ces circonstances, Mansfeldt imagina plusieurs stratagèmes pour se dégager. Le 18 août, il sortit vers minuit, de ses positions, dans le plus grand silence, avec 3,400 mousquetaires qui cachaient, avec soin, leurs mèches allumées sous leurs chapeaux. Il allait atteindre les avant-postes bavarois, lorsque le mousquet d'un soldat français partit par mégarde. Aussitôt, l'alarme fut sonnée, et Mansfeldt, voyant son entreprise manquée, se hâta de regagner ses retranchements. Le lendemain, il essaya d'incendier la forêt qui couvrait le camp bavarois, au moyen de poix et de soufre, mais, une forte pluie qui survint, mit encore cette tentative à néant.

Tilly continuait à réclamer des renforts au duc de Bavière, et le sollicitait vivement de venir en personne à l'armée; mais ce prince ne voulait pas se mettre en mouve-

ment, avant d'avoir la certitude que l'armée espagnole, commandée, depuis le départ de Spinola, par don Gonzalès de Cordova, ferait concorder ses opérations dans le Bas-Palatinat, avec celles que lui-même projetait dans la partie haute. Lorsque toutes choses eurent été disposées, comme il le désirait (29 août 1621), il lança une proclamation adressée aux habitants du Haut-Palatinat, pour les engager à se soumettre sans résistance (16 sept. 1621), et franchit la frontière près de Furt, avec une petite armée, se dirigeant sur Amberg, où se trouvaient les dépôts et les grands magasins de Mansfeldt. Il s'empara des couvents de Wallenbach et Reichenbach, transformés en forteresses, par les palatins, et mit le siége devant Cham, qui se défendit d'abord assez bien. Mais la brèche ayant été ouverte, le commandant perdit courage et rendit la place, «aimant mieux sortir avec tous ses membres sains et saufs, que d'en risquer inutilement un seul par une plus longue résistance» (25 septembre)[1]. La chute de Cham entraina la soumission volontaire de Bruck, Kœtz, Neubourg, Waldmunchen et d'autres villes plus ou moins considérables. Le 10 octobre, Amberg tomba entre les mains du duc, et Mansfeldt, investi de tous côtés, se vit bientôt sans secours, sans vivres, sans retraite, dans un pays devenu tout à coup hostile, avec une armée affaiblie et dépourvue de tout élément de sérieuse résistance. Dans cette extrémité, il eut recours à l'arme des traitres, le mensonge, et feignit de vouloir se réconcilier avec l'Empereur.

Dès le mois de juin 1621, il avait sollicité l'intercession de l'archiduc Albert, par le moyen de son neveu, René de Châlons, colonel au service d'Espagne, et grand Bailli du comté de Vianden, qui, plus âgé que Mansfeldt, avait veillé sur ses premières années. Albert, heureux de l'espoir de procurer la paix à l'empire, accueillit, avec

[1] Théât. Europ., 534.

empressement, les avances de Mansfeldt, et René de Châlons eut ordre de se rendre à Nuremberg, pour y suivre les négociations avec son oncle, d'accord avec le duc de Bavière et l'Empereur. Une correspondance s'engagea, dans laquelle le noble aventurier témoigna un repentir si sincère en apparence de ses égarements passés, que tout le monde y fut trompé. Au mois d'octobre, les conditions de l'accord furent arrêtées, et les otages échangés. Mansfeldt devait recevoir pour lui-même 600,000 florins, et 750,000 pour ses troupes. Une amnistie générale, applicable à tous ses adhérents, fut envoyée à la signature de l'Empereur; par contre, le général de Frédéric s'était engagé à remettre entre les mains des Impériaux toutes les places qu'il possédait, soit en Bohême, soit en Allemagne, et à entrer au service du roi d'Espagne avec 4,000 hommes d'infanterie et 4,000 chevaux. Comme commencement d'exécution de ses promesses et en échange d'un fort à-compte sur ces 600,000 florins, il livra son camp retranché de Weidhausen au duc de Bavière, et distribua son armée dans les villages voisins, au milieu même des Bavarois. Déjà l'Empereur se réjouissait de cet heureux succès, déjà on chantait, à Prague, un Te Deum, lorsque, par une nuit d'orage, Mansfeldt s'échappa tout à coup avec ses gens et gagna rapidement le Bas-Palatinat. Le chevalier Digby, envoyé par le roi Jacques d'Angleterre à Vienne, pour solliciter en faveur du Palatin, ne fut pas étranger à cet acte insigne de déloyauté.

Afin d'exciter Mansfeldt à continuer la guerre, il lui avait remis quarante mille livres sterlings, avec promesse d'autres secours d'hommes et d'argent plus efficaces encore. Jacques confirma lui-même par écrit les engagements de son ambassadeur, preuve du peu de sincérité de ses démarches de paix et de réconciliation auprès de l'Empereur[1]. Une fois

[1] Archives du royaume, Liasses de l'audience.

en sûreté, Mansfeldt déchira le traité et renvoya les commissaires bavarois en leur déclarant qu'il n'avait jamais cessé sérieusement d'être l'ennemi de l'Empereur, et de la Ligue Catholique[1].

La course de Mansfeldt avait été si rapide, qu'en trois jours il atteignit le premier bailliage du Bas-Palatinat. Le 23 octobre, il fit son entrée à Manheim à la tête de cent huit bataillons et de cinquante-six escadrons, en tout dix mille hommes, et y fit sa jonction avec les quatre mille deux cents hommes du colonel palatin Obentraut et deux mille anglais, commandés par Horace de Vere. Le Bas-Palatinat était alors presque entièrement aux mains des Espagnol, à l'exception de Manheim, de Heidelberg et de Franckenthal. Encore, cette dernière ville se trouvait-elle serrée de près par Gonzalès de Cordova. Ses habitants offrirent une forte somme à Mansfeld pour l'engager à leur porter secours. Mansfeldt se mit aussitôt en devoir de les dégager, mais au seul bruit de son approche, Cordova, beaucoup plus faible que ses adversaires, leva le siége et occupa une forte position près de Stein, en attendant l'arrivée des Bavarois. Le duc de Bavière avait en effet commandé à Tilly de se mettre à la poursuite de Mansfeldt avec un corps de douze mille hommes formant quatre-vingt-cinq bataillons et quarante-sept escadrons. Les instructions du lieutenant-général de la Ligue portaient qu'en mettant le pied sur les terres du Directoire Rhénan, il devait se mettre sous les ordres directs de l'Electeur de Mayence, chef de ce directoire. Mais l'Electeur déclina une responsabilité si peu en rapport avec son âge et son ministère, et pria le duc de Bavière de vouloir bien con-

[1] Malgré cette preuve éclatante de mauvaise foi, Mansfeldt ne craignit pas de renouer, dès le mois de novembre de la même année, ses négociations avec la cour de Bruxelles, par l'intermédiaire du sieur de Raville, sénéchal de Luxembourg, en excusant sa perfidie sur ce que René de Châlons était son ennemi déclaré. Les négociations durèrent deux ans, sans utilité pour aucun des deux partis et n'aboutirent pas plus que les premières.

tinuer à s'en charger. Déjà Tilly avait traversé la Franconie, suivant pied à pied les traces de son ennemi et prenant, chemin faisant, toutes les places où Mansfeldt avait laissé garnison. Il passa le Neckar à Ladenbourg, petite ville voisine de Heidelberg, et pendant que les détachements de son armée achevaient de prendre possession de tout ce qui appartenait à l'Electeur Frédéric, entre le Neckar et le Mein, il adressa la sommation suivante aux magistrats de Heidelberg :

« J'ai été chargé par S. M. I. et S. A. le duc de Bavière de me joindre avec les troupes sous mes ordres à don Gonzalès de Cordova, et, toutes nos forces réunies, de réduire le Bas-Palatinat sous l'obéissance de S. M. I., ainsi que je l'ai fait pour le Haut-Palatinat. Or, comme je suis déjà arrivé avec lesdites troupes sous mes ordres pour remplir ma mission, je n'ai pu laisser de vous en donner avis et de vous inviter amicalement à ne pas m'opposer de résistance dans l'exécution de ma dite mission, considérant surtout que vous serez cause de votre propre ruine et de celle de tout le pays. Je nourris donc l'espoir que vous n'hésiterez pas à vous soumettre humblement à sa dite Majesté Impériale, et à rentrer sous son obéissance, auquel cas, je m'engage vis-à-vis de vous et des vôtres, au nom de ladite Majesté Impériale à vous assurer toute sécurité, à vous garantir contre toute foule ou vexation de nos soldats, selon l'exemple de ceux du Palatinat qui, aussitôt après leur soumission, ont été délivrés de toute molestation ; sinon, dans le cas où, contre tout espoir, vous refuseriez d'obéir à Sa Majesté Impériale, je me verrai forcé de prendre avec ledit Gonzalès de Cordova les mesures propres à accomplir la mission qui m'a été confiée par Sa Majesté Impériale et je pénètrerai avec mes troupes dans le Bas-Palatinat (qui est déjà bien ruiné et que j'eusse désiré épargner pour cette raison), mais je ne veux pas douter que vous sauverez ce pays de la dévastation qui le menace, par une prompte

soumission à Sa Majesté Impériale, laquelle est toute disposée à vous recevoir en grâce, et que vous n'assumerez pas sur votre tête la responsabilité des suites qui résulteraient de votre refus. J'attends votre réponse écrite et catégorique par le retour du présent trompette. »

Henri Van der Merven, gouverneur de la ville pour l'Electeur, repoussa résolument la sommation, et Tilly, pressé d'aller dégager Cordova, remit à plus tard le soin de la vengeance impériale.

Franckenthal délivré, Mansfeldt eût facilement pu écraser la faible armée de Cordova; mais l'égoïste aventurier s'inquiétait plus de ses propres intérêts que de ceux de son maître; d'ailleurs, comme il ne donnait pas de solde à ses routiers, il fallait bien se mettre en quête de butin plutôt que de batailles. Il fit largement payer aux habitants de Franckenthal les frais de leur délivrance, et après s'être séparé de Vere et d'Obentraut, il se jeta dans l'évêché de Spire, qu'il ravagea horriblement, pillant et rançonnant indifféremment catholiques et protestants; ses soldats commirent les plus effroyables excès et tout ce qui ne put se racheter fut livré impitoyablement au fer et à la flamme. Lorsqu'il n'y eut plus rien à prendre dans l'évêché de Spire, Mansfeldt tourna ses armes contre les Etats de l'archiduc Léopold, évêque de Strasbourg. Il s'empara de Landau, de Weissenbourg et de Haguenau qu'il se contenta de rançonner, parce qu'il comptait en faire le noyau d'une principauté pour lui-même, et força la ville d'Elsass-Zabern de lui payer cent mille écus pour éviter l'assaut dont il la menaçait. Enfin, fatigué de ces exploits, il mit ses troupes en quartiers d'hiver, non sans continuer de fréquentes incursions dans le reste de l'Alsace. On remarqua avec étonnement que Tilly et Cordova, qui, après leur jonction, se trouvaient en force, ne firent rien pour arrêter les violences de Mansfeldt. Un écrivain distingué, Gfrœrer, va jusqu'à supposer que Tilly avait des ordres secrets du duc

de Bavière de laisser libre carrière à Mansfeldt, afin que les membres de la Ligue, alors fort en retard de leurs contributions, apprissent, par l'exemple de quelques-uns d'entre eux, ce qu'il en coûtait de négliger leurs obligations envers la caisse militaire de la Confédération. Il n'est pas besoin d'attribuer à Maximilien des calculs peu dignes de lui pour expliquer cette inaction. La rivalité qui divisa les deux généraux en fut la véritable cause. Cordova, jaloux de Tilly, se sépara de lui presque aussitôt après leur jonction, et sous prétexte que la saison avancée ne permettait plus d'entreprendre aucune opération militaire, il se retira dans ses cantonnements d'hiver. Tilly, fort affaibli par la nécessité de laisser des garnisons dans diverses places fortes du pays, ne se trouva plus en mesure de lutter contre Mansfeldt, et d'ailleurs son attention fut bientôt attirée d'un autre côté.

Il est des hommes que la Providence suscite, comme des fléaux publics, pour châtier les crimes des nations. Nul n'a plus mérité d'être rangé parmi ces créations de la colère divine, que Christian de Brunswick, dit d'Halberstadt, Attila au petit pied, dont les atroces brigandages vinrent mettre le comble aux maux de l'Allemagne. « C'était, dit le père Bougeant, un de ces caractères outrés, en qui les vertus mêmes deviennent des vices par l'excès où ils les portent. Il fit la guerre, comme si tout l'art militaire consistait à piller, à ravager et à exterminer, n'épargnant ni âge, ni sexe, ni condition, ni religion et sans respecter aucune des lois d'humanité que les ennemis, même les cruels, ont coutume de respecter... Il avait beaucoup de courage et d'intrépidité, mais il modéra si peu l'un et l'autre que ces qualités dégénérèrent souvent en une férocité barbare et une témérité aveugle. » Il dépassa Mansfeldt lui-même en brigandages et en cruautés. Il s'intitulait l'ami de Dieu et l'ennemi des prêtres. Dans son armée, il avait des maîtres incendiaires en titre, particu-

lièrement habiles à mettre le feu aux villes et aux villages. Il aimait à se vanter en pleine table des abominables violences auxquelles il s'était livré sur des femmes et des jeunes filles catholiques, et lorsqu'un religieux ou un prêtre tombait entre ses mains, il le faisait, par une rage insensée, honteusement mutiler. La plume se refuse au récit des hideux exploits de ce chef de bandit, à qui ses contemporains donnèrent le surnom d'*enragé*.

Christian était le frère cadet du duc régnant Frédéric Ulrich de Brunswick Wolfenbuttel. Elevé d'abord à la cour de Danemark, il se rendit ensuite en Hollande, pour y apprendre le métier des armes et y obtint en effet une compagnie de dragons. La trève de douze ans qui survint, ne lui permit pas d'atteindre son but, et, vers cette époque, son frère Rodolphe, évêque luthérien d'Halberstadt étant mort, le chapitre l'élut pour successeur du défunt. Il avait alors dix-sept ans à peine. L'année suivante, on accumula d'autres bénéfices sur sa tête. Les fonctions des évêques luthériens consistaient simplement à dépenser les revenus de leurs évêchés, sans autre devoir à remplir; la mitre n'étant plus le signe d'une haute dignité spirituelle, d'un pouvoir responsable, d'une charge d'ames, devenait un simple apanage des cadets de maisons princières, l'insigne envié de sinécures largement rentées. Telle était la réforme que les disciples de Luther avaient appliquée aux institutions épiscopales du catholicisme et qu'ils destinaient à celles que la réserve ecclésiastique avait jusqu'alors préservées de leur rapacité. La part de Christian était belle, mais pour en jouir pleinement, il avait besoin de la confirmation impériale. Ferdinand la lui refusa avec raison et le jeune prince en conçut un violent dépit, aussi embrassa-t-il avec ardeur la cause de Frédéric, bien qu'il eût blâmé ce prince d'avoir usurpé la couronne de Bohême. Il assista aux assemblées de la Basse-Saxe, en 1621, et se montra l'un des plus actifs à seconder les armements du roi de

Danemark. On raconte qu'ému de la beauté de la princesse Elisabeth, femme de l'Electeur Palatin, il arbora un de ses gants à son chapeau et jura de ne pas l'en détacher qu'il n'eût rétabli l'Electeur dans ses Etats. Après le désistement de Christian de Danemark, il assembla en Westphalie, à l'aide de l'argent hollandais, un corps de 5 à 6,000 hommes qu'il entretint aux dépens des évêchés voisins. L'Empereur, informé de ces mouvements, fit entendre des menaces. Christian n'en continua pas moins ses levées et la cour de Wolfenbuttel imagina, pour se justifier aux yeux de l'Empereur, de publier deux lettres imprimées, prétendûment adressées à l'administrateur d'Halberstadt, l'une par sa mère, l'autre par son frère le duc régnant, et dans lesquelles tous deux le suppliaient, en termes émouvants, de renoncer à sa criminelle entreprise. Poussant plus loin l'hypocrisie, Frédéric Ulrich et le duc Christian, l'aîné, de Lunebourg, feignirent de vouloir s'opposer de force à ses desseins et envoyèrent quelques troupes sur les frontières. L'administrateur joua son rôle à merveille, il évacua le pays et se dirigea sur la Hesse dans l'intention d'aller rejoindre Mansfeldt au Palatinat, après avoir durement châtié le landgrave Louis de Hesse-Darmstadt de sa fidélité à l'Empereur. Louis, effrayé, essaya de détourner le danger en s'adressant à la fois à Christian lui-même et au landgrave Maurice de Hesse-Cassel, qu'il savait lié avec ce dernier. Mais il ignorait que cette liaison allait jusqu'à la complicité et que Maurice, à la solde de la Hollande comme Christian, n'attendait qu'une circonstance favorable pour se révolter ouvertement contre l'Empereur. Christian répondit par un défi et préluda à son attaque contre la Hesse par des ravages sur les terres de l'Electeur de Mayence[1]. Maurice, de son côté, prétexta qu'il n'avait pas le droit de fermer le passage à un prince revêtu du titre de général

[1] Christian a pénétré avec ses troupes à pied et à cheval dans mes bailliages

du roi de Bohème et des Etats Généraux, puis il envahit et dévasta, sous un futile prétexte, les domaines du comte de Waldeck. Heureusement pour les deux princes opprimés, ils trouvèrent dans Tilly un appui aussi actif qu'énergique. A la première nouvelle de l'approche de Christian, le général catholique détacha contre lui le baron d'Anholt, major-général de son armée. Anholt rallia les contingents de Wurzbourg et de Bamberg, ainsi que le petit corps du landgrave Louis de Hesse et marcha droit à Christian. Il le rencontra près de Giessen, dans la vallée de Buseck, le battit et le chassa du pays. Christian se vengea de son échec en brûlant tous les villages qu'il rencontra dans sa retraite et « son armée, comme un torrent qui a forcé les digues, se répandit dans les évêchés de Munster et de Paderborn où elle porta partout la désolation et le carnage[1]. Il y passa l'hiver et ne les quitta qu'après en avoir sucé jusqu'à la dernière substance. Les dépouilles de ces malheureuses contrées lui servirent à pousser ses forces jusqu'à vingt mille hommes, avec lesquels nous le verrons apparaître, en 1622, dans le Palatinat rhénan.

La lettre suivante, écrite par un des principaux officiers de l'armée de Mansfeldt à l'un des agents du Palatin à La Haye, nous offre un résumé fort curieux des affaires militaires de l'Allemagne à la fin de l'année de 1621. Ecrite pour quelque intime, et caractéristique comme trait de mœurs, elle fournit d'intéressantes révélations sur les

d'Amonebourg et de Neustatt, s'est emparé de vive force de la ville d'Amonebourg, a chassé mes pauvres innocents sujets de leurs habitations, les a pillés, dépouillés et enfin massacrés. Les uns ont été tués à coup de mousquets, d'autres ont eu la tête tranchée, d'autres les bras séparés du corps, d'autres encore ont été jetés, par les fenêtres. Mes employés ont été mis en prison et menacés, enfin il a exercé une si grande tyrannie et cruauté, que c'est à tirer les larmes des yeux et que l'ennemi héréditaire de la chrétienté, le Turc, n'aurait pu commettre plus d'abominations. Tout cela s'est fait avec l'aide et concours du Landgrave Maurice de Hesse. (Lettre de l'Electeur de Mayence à l'infante Isabelle, du 30 décembre 1621). Archives du royaume. Secrétairerie d'Etat Allemande. Carton 136.

[1] Bougeant. Hist. du traité de Westphalie.

projets réels des défenseurs de Frédéric, ainsi que sur la manière dont ils entendaient et pratiquaient la restauration du Palatinat.

« Nous sommes à Bobersheim avec mon régiment et les meilleures troupes de l'armée; nous nous amusons beaucoup de la perspicacité, ou plutôt de l'aveuglement des Espagnols. Ces gens-là ont eu toute une année à eux, ils ont sillonné le pays, comme ils ont voulu, et pas un d'eux ne s'est avisé de nous fermer cet important passage de Bomersheim qui nous est venu si fort à point. Il semble que Dieu ait voulu aveugler la puissance Espagnole et nous réserver tout spécialement cet avantage. Car Cordova qui s'est arrêté longtemps devant Manheim avec toute son armée, s'est hâté de partir, avant même de nous avoir vus, à sa grande honte et préjudice; ce qui nous a prouvé que la prêtraille n'avait pas été moins épouvantée de notre arrivée soudaine que de l'action des Bohêmes, lorsque ceux-ci ont jeté les commissaires impériaux par la fenêtre.

» L'évêché de Spire tout entier est à nous. Non-seulement nous le parcourons en tous sens, à notre fantaisie, mais nous le pillons à notre aise. Tous les approvisionnements amassés patiemment par les Espagnols et dont ils comptaient tirer si bon parti sont enlevés et leur passent sous le nez; le prêtre de Spire est déjà envolé avec toute sa clique ecclésiastique, ce qui nous fait beaucoup de peine, car nous eussions aimé à faire connaissance avec lui. Cordova est perpétuellement en conseil, il ne sait ce qu'il veut et nous le savons encore moins que lui. Ses plans nous servent plus qu'ils ne pourraient nous nuire. La plupart des gens de son entourage ont plus peur de nous voir chassés bientôt que de l'être eux-mêmes; ils ne souhaitent rien tant qu'une guerre aussi longue que celle des Pays-Bas.

» Monsieur Tilly et Cordova se jalousent mutuellement et ne peuvent parvenir à s'entendre; nous espérons que leur mésintelligence ne fera que croître et embellir, les prêtres

s'en plaignent beaucoup, mais leurs doléances n'y font rien.

» Le duc Christian de Brunswick a mal attaqué; nous pensions qu'il marcherait au secours de la Hesse, et qu'après avoir pris Lahnstein, Wesel et Boppart, il se joindrait à nous, mais il s'est contenté de tenter un coup de main sur une bicoque appartenant à l'Electeur de Mayence, puis, comme s'il avait posé un acte héroïque, il en est demeuré là, perdant un temps précieux ; à peine l'ennemi qui cependant marchait assez lentement, selon la vieille coutume, s'est-il montré, que notre homme a disparu.

» Notre général agit tout autrement, il se présente aux portes, avant qu'on sache seulement s'il s'est mis en route. Aussi jouit-il d'une grande considération, les villes impériales le favorisent grandement : elles prennent, il est vrai, des troupes à leur solde, mais c'est, ainsi qu'elles nous le déclarent secrètement, dans notre intérêt. Il ne veut ni traité, ni réconciliation et se moque de l'ennemi. Toutes ses pensées se concentrent sur un point, celui d'amasser le plus d'argent, de soldats et de provisions possible, de manière à avoir au printemps prochain quarante mille hommes d'infanterie et dix mille chevaux. Dans ce but, il emploie les moyens les plus singuliers de rançonner les gens en Alsace et dans les environs.

» Les armées espagnoles et bavaroises sont toutes deux passablement affaiblies. Il règne une grande mortalité parmi les soldats; les plus braves désertent à cause de la mauvaise monnaie bavaroise et des lenteurs de la solde espagnole. Ils viennent à nous, chez qui il y a plus à gagner. Nous sommes résolus de tomber sur l'ennemi dès que le froid sera devenu moins vif, il faut que Mayence et Bingen soient à nous.

» L'Union s'est engagée dernièrement à mettre sur pied autant de troupes que Mansfeldt; Knyphausen et la noblesse palatine se proposent d'attaquer le pays des prêtres,

avec l'aide du landgrave de Hesse, de le piller à fond et puis de se retirer. Cette diversion forcera l'ennemi à se diviser et il ne pourra se défendre sur tous les points. Si, dans cette occasion, nous parvenons à mettre la main sur un gros bonnet carré, nous lui ferons payer une merveilleuse rançon.

» Nous ne faisons que rire et nous moquer de la vaillance des impériaux ; les nôtres courent par monts et par vaux, traversent l'eau, la glace et le feu. L'ennemi se chauffe les pieds dans les garnisons et abrite sa gravité derrière les poêles, pensant qu'il vaut bien mieux griffonner de longues lettres que de manier de longues lances ou de se risquer contre des gaillards aussi déterminés que les nôtres.

» Leurs soldats sont mal habillés, mal armés, mal nourris et fatigués ; ils n'ont pas une forteresse assez approvisionnée pour tenir un mois. Aussi a-t-il été unanimement décidé, aussitôt que l'air sera plus doux, d'aller nous porter devant leurs places, de creuser des retranchements et de leur couper les vivres, en quoi nous serons merveilleusement secondés des paysans qui sont avides de s'indemniser sur les prêtres des pillages qu'ils ont subis. Nous espérons prendre le grand prêtre, ensuite nous attaquerons Cordova par la faim. Nous comptons bien non-seulement avoir tout le Palatinat à nous, mais encore y ajouter un morceau du pays des prêtres.

» Le partage des pays à conquérir est déjà fait par avance et Mansfeldt en a la grosse part[1]. »

Suit effectivement un passage en chiffres indiquant la distribution projetée de Spire, de Worms, de Mayence et de l'Alsace. La Hesse et Bade y sont nettement désignées comme parties prenantes, ce qui jette un jour étrange sur les véritables mobiles de Maurice de Hesse et de Georges de Bade, ces paladins désintéressés de *la pure parole de*

[1] Archives du royaume. Secrétairerie d'Etat allemande. Carton 171.

Dieu. Comme Mansfeldt, ils s'inquiétaient moins de restaurer Frédéric et le protestantisme que de se tailler des principautés dans les riches domaines des princes ecclésiastiques. Tous couraient, les uns plus téméraires, les autres plus prudents, l'aventure de leur propre fortune, et cherchaient à s'exploiter mutuellement. Aussi, cette partie de la guerre de trente ans, qu'on appelle la période palatine, n'est-elle au fond qu'une guerre de bandits. Mansfeldt, le premier, soutenu par les jalousies de l'étranger, avait ranimé l'insurrection protestante vaincue avec le Palatin sous les murs de Prague ; bientôt, il eut des imitateurs, des rivaux, qui, marchant chacun dans leur sens, préoccupé chacun d'un but spécial et égoïste, ne surent pas même combiner leurs mouvements, préparer un plan général d'attaque et de défense et vinrent tous l'un après l'autre, comme nous le verrons, se faire misérablement écraser par la terrible main de Tilly.

CHAPITRE VII.

Le Margrave de Bade-Durlach. Ses armements. Agitations des princes protestants. Négociations de Maximilien avec la cour de Bruxelles. Ses armements. Mansfeldt entre en campagne. Prise de Neckargmund. Surprise de Weingarten. Siége de Dilsberg. Le Margrave de Bade-Durlach contre l'Empereur. Opérations du Margrave et de Mansfeldt. Bataille de Wimpfen. Prise de Ladenbourg. Mansfeldt envahit le Landgraviat de Hesse-Darmstadt. Sa retraite. Opération de Christian d'Halberstadt. Bataille de Hœchst. Le Margrave de Bade licencie ses troupes. L'Electeur Palatin remet le Landgrave Louis de Hesse Darmstadt en liberté. Mansfeldt et Christian en Alsace. L'Electeur Palatin les dégage de leurs serments et se retire à Bouillon. Mansfeldt et Christian offrent leurs services à l'Empereur. Ils sont chassés de l'Alsace. Ravages des deux aventuriers en Lorraine. Leur retraite sur la Hollande à travers les Pays-Bas espagnols. Siége et prise de Heidelberg. Siége et prise de Manheim. Tolérance de Tilly. Les archives de Heidelberg. Découvertes importantes. Documents historiques. Siége de Franckenthal. Anecdote sur Tilly. Tilly créé comte du Saint-Empire. Récompense que lui donne la Ligue.

Ce n'était pas assez de Mansfeldt et d'Halberstadt contre Tilly. Un nouvel ennemi plus redoutable encore se préparait à venir en aide à ces deux aventuriers. Le Margrave Georges Frédéric de Bade-Durlach avait vu en frémissant la dissolution de l'Union. Loin de licencier ses troupes, il chercha à s'allier la plupart de celles qu'avait congédiées le général de la confédération protestante; les subsides hollandais qu'on retrouve partout, dans cette première phase de la guerre de Trente ans, suppléèrent au défaut de ressources personnelles. Il détermina le jeune prince Guillaume de Saxe Weimar à entrer à son service, et le chargea de lever, en Thuringe, 3,000 hommes de pied et 1,000 cuirassiers. Guillaume s'acquitta parfaitement de

sa mission, et ramena au Margrave, vers la fin de février, les deux régiments d'infanterie et de cavalerie qu'il venait de former. Son jeune frère Bernard, alors âgé de 18 ans environ, ne tarda pas à le suivre, et vint faire, comme capitaine, ses premières armes dans l'armée badoise. Au printemps, Georges Frédéric avait organisé une armée de plus de 30,000 hommes, la plus belle, disent les contemporains, qui se fût encore vue, avec une cavalerie admirablement montée, une artillerie prodigieuse pour le temps, merveilleusement pourvue de toutes ses dépendances, d'attirails de trains, et d'équipages de guerre, tels que nul auparavant n'en avait eus. Néanmoins, il gardait encore certaines apparences, et justifiait ces armements par les nécessités de la défense de son pays. Il protestait avec tant de chaleur de la loyauté de sa fidélité envers l'Empereur, que le comte de Hohenzollern, ambassadeur de Ferdinand, y fut complétement trompé, et ne craignit pas de se porter son garant près de la cour de Vienne. Tilly lui avait fait également demander des explications, au nom du duc de Bavière, par le lieutenant colonel de Schœnberg, et en avait obtenu les assurances les plus positives de neutralité; cependant, les méfiances du général catholique n'avaient pu être calmées. Sa position était d'ailleurs de nature à lui inspirer les plus légitimes inquiétudes. De tous les points de l'horizon, s'élevaient autour de lui de sombres et menaçantes nuées d'orage. Déjà, s'agitaient dans l'ombre, impatients de sa chute et prêts à se jeter sur les dépouilles de la Ligue, les membres naguère si humbles et si contrits de l'Union. Le duc de Wurtemberg et l'électeur de Brandebourg levaient sous main des soldats; le Margrave d'Anspach sentait se réveiller en lui des velléités de reprendre son ancien rôle, c'est-à-dire, de défendre, moyennant cent mille francs par an, la liberté de l'Allemagne et la « pure parole de Dieu. » Maurice de Hesse-Cassel avait toute une petitearmée sur pied, et, à leur exemple, quantité d'autres

moindres princes et seigneurs n'attendaient qu'un échec des armées impériales pour lever, avec le masque, l'étendard de la révolte contre le souverain à qui ils ne cessaient, entre temps, de prodiguer leurs mensongères protestations de fidélité. En présence de tant de forces hostiles, et de tant de périls, Tilly ne pouvait guères compter que sur lui-même. L'Empereur était hors d'état de lui donner du secours; le peu de troupes dont pouvait disposer ce titulaire de tant de couronnes suffisait à peine pour lutter d'une part en Hongrie contre Bethlen Gabor, et de l'autre pour aider l'archiduc Léopold à conserver quelques débris des possessions autrichiennes en Alsace[1]. Le roi d'Espagne et l'infante Isabelle, gouvernante des Pays-Bas, prétextaient les nécessités de la guerre avec les Hollandais pour résister aux pressantes instances du duc de Bavière. Vainement, Maximilien représentait, en termes émouvants, l'épuisement des états de la Ligue, les sacrifices faits pour les membres de la maison d'Autriche; vainement, faisait-il valoir qu'il y allait des plus chers intérêts de la religion catholique en Allemagne, et de l'existence même de la maison de Habsbourg; vainement, évoquait-il l'anathème de la postérité sur cette immense ingratitude d'une race royale, indifférente aux besoins et aux cris de détresse de ceux qui, pour elle, ont exposé leurs biens, leur vie et leur honneur, spectatrice impassible de la ruine et de la désolation de ses plus fidèles alliés. — La cour de Bruxelles répondait froidement qu'il lui était impossible d'augmenter, si peu que ce fût, l'armée espagnole du Palatinat, et que tout ce qu'elle pouvait faire était de recommander sévèrement à Cordova d'entretenir bonne intelligence avec Tilly. Cette froideur n'était qu'apparente, et au fond l'infante Isabelle désirait simplement profiter de la circonstance, pour obli-

[1] Archives du Royaume, Corresp. de Maximilien. Lettre du 5 février 1622, en chiffres.

ger le duc de Bavière à se montrer plus accommodant aux propositions conciliatrices du roi Jacques. Depuis qu'il était sérieusement question d'une alliance matrimoniale entre les cours de Londres et de Madrid, le roi d'Espagne se montrait beaucoup plus favorable à la restauration de l'électeur Palatin et appuyait les démarches de Jacques I[er] pour obtenir au moins une suspension d'armes au Palatin. Maximilien comprit, sans doute, le véritable mobile de cette conduite; car il se déclara tout disposé à approuver ce que l'Empereur déciderait relativement au Palatin. Grâce à ces concessions et surtout à l'intervention de Ferdinand II, ses demandes trouvèrent plus d'accueil à Bruxelles. Le comte Henri de Bergh reçut ordre de soutenir le baron d'Anholt dans ses opérations contre Halberstadt; en outre, divers régiments espagnols, revenant de Bohème et primitivement destinés à renforcer le corps de l'archiduc Léopold, en Alsace, furent dirigés sur celui de Gonzalès de Cordova. Mais Maximilien ne se contentait pas d'implorer l'appui de ses alliés; lui-même faisait les plus grands efforts pour mettre l'armée de Tilly, qui hivernait dans les Evèchés de Wurzbourg et de Bamberg, sur un pied respectable. Au mois de mars 1622, le lieutenant général de la Ligue ne comptait cependant pas plus de 20,000 hommes sous ses ordres, outre le corps du baron d'Anholt fort de 12,000 hommes environ qui agissait isolément et couvrait les principautés ecclésiastiques contre les attaques éventuelles de Halberstadt. Mais l'infériorité du nombre était largement compensée par la discipline, la valeur morale et le bon esprit de ces troupes.

La campagne fut ouverte par l'infatigable Mansfeldt. Jaloux des cruels exploits de Christian d'Halberstadt, en Westphalie, il sortit d'Haguenau, dont il avait fait sa place d'armes et se jeta encore une fois sur l'évèché de Spire qu'il acheva de ruiner. De nombreux sacriléges signalèrent cette barbare expédition, où il recueillit plus de butin que

de gloire, car ses soldats furent, en plusieurs circonstances, repoussés et battus par les garnisons espagnoles. De son côté Tilly se mit en mouvement et s'avança vers le Neckar, se saisissant de plusieurs petites places, entre autres de Wimpfen et de Ladenbourg qu'il fit fortifier pour s'assurer le passage de la rivière. Son intention était de bloquer Heidelberg. Dans le but de faciliter cette entreprise, il fit arracher les haies, couper les arbres et démolir quelques maisons aux approches de la ville. Le 3 avril, il attaqua Neckargmund, petite forteresse sur le Neckar, au-dessus de Heidelberg. Le commandant ayant refusé de se rendre, la place fut emportée d'assaut et la garnison passée au fil de l'épée. Ce succès fut suivi d'un autre plus important. Le 14, Tilly reçut avis qu'un corps de cavalerie ennemie, fort de 38 escadrons, avait été vu dans le voisinage, se dirigeant sur Bruchsall; c'étaient de nouvelles levées qu'amenait à Mansfeldt le général de sa cavalerie, Straiff, accompagné de deux princes de Saxe Weimar et Lauenbourg. Tilly, résolu de les écraser, avant qu'elles eussent pu atteindre leur destination, se mit à leur poursuite dans la nuit même avec une partie de son armée. Le lendemain, au déclin du jour, l'avant-garde catholique commandée par le lieutenant colonel de Pappenheim, surprit et enleva à Ubstadt quelques officiers palatins, tranquillement occupés à rançonner cette petite ville. On apprit par eux que Straiff avait déjà dépassé Bruchsall et qu'il devait prendre sa couchée à Weingarten. Quoique la soirée fût déjà avancée, Tilly ne voulut pas renoncer à son dessein, et il pressa tellement sa marche, qu'il atteignit Weingarten avant la nuit. L'ennemi pris au dépourvu ne put soutenir la charge impétueuse des cuirassiers de Pappenheim, il fut culbuté et s'enfuit, laissant aux mains des Impériaux quantité de prisonniers, tous ses bagages et la totalité des riches dépouilles extorquées sur sa route. La victoire eût été plus complète, si l'obscurité et le mauvais temps n'avaient

empêché la cavalerie de la Ligue de pousser plus loin sa poursuite.

Le lendemain, Tilly s'empara d'Eppingen où il mit garnison; Hilspach, ayant voulu résister, subit les horreurs d'une prise d'assaut. Quelques jours après, l'armée de la Ligue parut devant Dilsberg, que défendait un brave officier calviniste de Sédan, nommé Barthélemy Schmidt. Aux sommations ordinaires, il répondit par un feu bien dirigé qui incommoda vivement les assiégeants. La nuit suivante, vers onze heures, les Bavarois livrèrent à la place un assaut général; mais au bout de six heures de lutte acharnée, ils furent repoussés avec perte. Une courte suspension d'armes permit aux deux partis d'enterrer leurs morts et d'enlever leurs blessés; à cette occasion, on convint de part et d'autre que la ville serait mise hors de cause et que la citadelle seule continuerait à subir le siége. A dix heures, l'attaque recommença par une canonnade vigoureuse, et, dans la soirée, une brèche s'étant formée, Tilly somma le gouverneur de capituler, lui offrant de le prendre à quartier. Schmidt demanda et obtint quelques jours de réflexions, dont il profita pour faire demander du secours à Mansfeldt, par son chapelain David Forgeon. Le 24 avril, Forgeon revint avec la nouvelle que l'électeur Frédéric était arrivé au camp de Mansfeldt, et que tous deux accouraient pour délivrer Dilsberg. Le même jour, Tilly, informé de l'approche de l'ennemi, leva le siége et alla prendre position à Wisloch, afin d'entraver autant que possible la jonction de Mansfeldt et du margrave de Durlach.

La nouvelle apportée par Forgeon était vraie de tous points. Les Hollandais, principaux moteurs de cette guerre qui, en désolant l'Allemagne, devaient opérer une diversion utile en leur faveur, connaissaient trop bien les instruments qu'ils employaient pour n'en pas voir les défauts. Non contents d'avoir mis sur pied trois puissantes armées,

ils désiraient encore rattacher les chefs indociles à leur solde par un lien commun et donner à leurs efforts l'unité qui leur manquait. On n'ignorait pas à La Haye que Mansfeldt se considérait comme trop grand homme de guerre pour se soumettre soit au jeune Christian d'Halbersradt, soit au vieux Margrave de Bade, et que ceux-ci, à leur tour, fiers de leur naissance princière, ne consentiraient jamais à plier sous un bâtard de grand seigneur. On avait cru que la présence du Palatin à l'armée de Mansfeldt ferait disparaître ces difficultés d'amour-propre, rallierait davantage les esprits et donnerait en Allemagne un relief plus honorable aux entreprises des trois généraux. Cédant donc aux sollicitations de ses alliés et plein de nouvelles illusions, Frédéric partit de la Haye, sous un déguisement, traversa sans encombre la France et la Lorraine, et, le 22 avril, atteignit le camp de Mansfeldt. Il informa aussitôt le Margrave de son arrivée, en l'engageant à joindre les troupes badoises à celles du comte. Le lendemain il passa le Rhin à Gemersheim, et, le 25, le Margrave, jetant enfin le masque, se mit en mesure de répondre à l'appel du Palatin. Afin de concilier ses intérêts avec ses passions politiques, il avait eu la prudence de céder par acte authentique tous ses Etats à son fils aîné, auquel il fit prêter serment par ses sujets, déclarant *estre résolu de vivre et mourir soldat et de ne cesser jusqu'à ce que les héritiers du marquis Edouard soient extirpez, les Espagnols chassez hors de l'Empire, le palatin restitué en son entier et les catholiques privés de tous pouvoir et pays, la religion catholique du tout exterminée, et allencontre l'Evangélique du tout restablie.*

Il débuta par assiéger Eppingen, qui se rendit bientôt. De son côté, Mansfeldt s'était avancé jusqu'à Mingolsheim, épiant l'occasion de venger la défaite de sa cavalerie à Weingarten. Le 27, il envoya quelques escadrons faire une fausse attaque sur le camp de Tilly. Les Bavarois sortirent impé-

tuensement avec du canon et balayèrent facilement les assaillants, dont la fuite simulée excita leur ardeur et leur témérité. Emportés par la chaleur de la poursuite, ils dépassèrent Mingolsheim, et tombèrent dans une embuscade de Mansfeldt. Enveloppés de toutes parts, attaqués par une nuée de cavalerie, écrasés par la mitraille, les Bavarois se voient couper la retraite par les flammes qui dévorent Mingolsheim que Mansfeldt a fait incendier derrière eux. Ils auraient péri jusqu'au dernier, si Tilly n'eût fait lui-même une sortie vigoureuse pour les dégager. Il ne put en sauver néanmoins qu'un bien petit nombre, et cette affaire lui coûta plus de 2,000 hommes et quatre pièces de canon. Le colonel de Herzelles, belge, alors commandant du contingent de Wurzbourg, demeura prisonnier avec le baron de Hersbersdorf et le major général de Tungen. Mansfeldt n'éprouva qu'une perte insignifiante, mais le colonel Obentraut fut grièvement blessé. Après ce succès, il s'empara de plusieurs petites places, entre autres de Ladenburg, qui défendu avec vigueur par son brave gouverneur, le lieutenant colonel d'Eynatten, ne fut pris que par trahison.

Tout semblait sourire au Palatin, la victoire avait salué ses premiers pas, et les événements dépassaient déjà la mesure de ses espérances. Tilly rejeté à l'extrémité du bas Palatinat paraissait désormais incapable de nuire, et l'on pouvait croire l'instant venu de tirer enfin une vengeance éclatante des humiliations passées. On ne parlait rien moins que de partager la Bavière, d'emprisonner les Electeurs ecclésiastiques et d'exécuter les évêques de Wurzbourg et de Spire, accusés d'être l'ame de la Ligue. Malheureusement, avec la prospérité se réveillèrent les prétentions et partant les rivalités, Mansfeldt et le Margrave, incapables de se subordonner l'un à l'autre et de demeurer unis même sous le manteau de l'Electeur palatin, crurent pouvoir se séparer sans péril. Mansfeldt entreprit de chasser les impé-

riaux de toutes les places de la Bergstrasse et d'occuper Cordova. D'autre part, le Margrave, renforcé de quelques régiments, que lui céda Mansfeldt, se dirigea vers les frontières du Wurtemberg, afin d'obliger le duc à se déclarer hautement contre l'Empereur. Tilly s'était retiré de Wisloch, à Wimpfen, petite ville sur le Neckar. Il y occupait une position avantageuse, où il pouvait tenir en bride le duc de Wurtemberg et empêcher toute jonction des troupes, que ce prince venait de concentrer sur ses frontières, avec celles du Margrave. Se sentant trop faible contre ses ennemis, il manda de la manière la plus pressante à don Gonzalès de Cordova de le venir trouver avec bonne partie de ses gens, « le salut de l'Empire étant, disait-il, en jeu,» Cordova justifia dignement la confiance du général de la Ligue, et, mettant de côté tout esprit étroit de rivalité, partit immédiatement avec 4,000 hommes d'infanterie et 22 escadrons pris dans l'élite de son armée. Par des mouvements habiles, il réussit à dérober sa marche aux deux chefs protestants, et arriva le 5 mai au camp bavarois. Presqu'en même temps, le Margrave s'établissait à Biberach avec l'intention d'attaquer Tilly le lendemain. Ses forces s'élevaient à vingt mille hommes, divisés en six régiments d'infanterie et 24 escadrons de cavalerie. Outre deux de ses fils, Charles et Christophe, il menait avec lui le duc Magnus de Wurtemberg, les ducs Guillaume et Bernard de Saxe-Weymar, ainsi que plusieurs autres princes de l'Empire. Son artillerie, aussi remarquable par le nombre que par le calibre, se composait de quarante bouches à feu, dont deux de 60 livres de balles, un grand mortier de 70, six canons neufs, ornés de ses armes, et 29 autres pièces de différents calibres. Ce chiffre élevé pour l'époque était singulièrement augmenté de 70 chariots de l'invention du Margrave, portant chacun un petit pierrier avec son caisson. Ces chariots portés les uns sur quatre, les autres sur six roues, étaient garnis d'un côté de longues pointes

de fer, afin de pouvoir servir de retranchement, dans un cas donné, tandis que les obusiers posés en travers eussent vomi la mitraille sur l'ennemi. Enfin, 1800 chariots de transports également armés de pointes de fer, formaient dans les campements une véritable redoute et traînaient dans les marches un immense attirail de guerre. Fier de ce grand appareil de force, le Margrave dédaigna de prendre les avantages qu'offrait le terrain et rangea son armée en bataille dans une plaine découverte, sans autre défense que les chariots, à l'abri desquels il posta son infanterie. Sa droite était couverte par le Neckar, et derrière lui coulait le Belligerbach, ruisseau assez profond, et dans certains endroits marécageux, sur lequel il n'existait qu'un seul pont. Son front très-étendu était commandé par des hauteurs qu'il négligea d'occuper. Au delà de ces hauteurs, dans l'épaisse forêt d'Oberensisheim, était campée l'armée Hispano-bavaroise, forte de six régiments d'infanterie et de 40 escadrons, en tout vingt mille hommes. Averti de l'approche des Badois, dès la pointe du jour, Tilly disposa ses troupes en ordre de bataille, et, après avoir fait distribuer une demi-mesure de vin à chacun de ses hommes, il sortit de la forêt en deux lignes. Son premier soin fut de s'assurer des mamelons en face du Belligerbach, il y établit son artillerie, et ouvrit aussitôt un feu violent sur l'ennemi. La cavalerie badoise, qui se trouvait plus à découvert que le reste de l'armée, écrasée de boulets, se replia derrière l'infanterie, tandis que l'artillerie s'avançait en toute hâte pour répondre à celle des Bavarois. A plusieurs reprises, le Margrave essaya inutilement d'attirer Tilly hors de ses positions. Le général de la Ligue demeura immobile sans cesser de faire jouer ses puissantes batteries sur les Badois, insuffisamment protégés par leurs chariots. La canonnade se prolongea ainsi jusqu'à midi. Sur ces entrefaites, une forte reconnaissance de cavalerie bavaroise, fut si maltraitée par les cuirassiers

du Margrave, qu'elle prit honteusement la fuite, et se sauva, en désordre, au delà du Neckar. Ce succès partiel anima les troupes badoises; les colonels demandèrent avec instance l'ordre de marcher en avant et de déloger les Bavarois, mais le Margrave qui, ignorant l'arrivée de Cordova, méprisait la faiblesse numérique de Tilly et se croyait sûr de l'écraser à sa volonté, prétendit qu'il valait mieux laisser l'ennemi épuiser ses forces, avant de l'attaquer. Vers midi, la chaleur devint tellement forte que le combat fut suspendu spontanément par une trève tacite de deux heures. Tilly en profita pour faire prendre de la nourriture et du repos à ses soldats, sous les ombrages de la forêt qu'ils occupaient; le Margrave, au contraire, fatigua ses troupes, exposées aux ardeurs d'un soleil brûlant, en manœuvres prétendûment destinées à améliorer ses chances de victoire. Sur les deux heures, des tourbillons de poussière s'élevant de la route qui longeait les derrières de l'armée de la Ligue, firent supposer au Margrave que Mansfeldt, par une de ses marches imprévues qui lui étaient familières, avait tourné Tilly et se disposait à le mettre entre deux feux. Il fit sonner aussitôt le bouteselle et lança sa cavalerie contre les positions bavaroises, en l'appuyant d'un feu d'artillerie formidable. La supposition de Georges Frédéric était étrangement erronée, ce qu'il avait pris pour le signe de l'arrivée soudaine de Mansfeldt était causé par un mouvement des Espagnols qui se massaient à la droite des Bavarois, derrière un pli de terrain boisé, qui cacha leur approche au Margrave. Tilly reçut la cavalerie badoise par une triple salve de mousqueterie et d'artillerie, la mit en désordre, et la fit immédiatement charger par ses cuirassiers. Une mêlée effroyable s'ensuivit. La terre tremblait sous les décharges multipliées du canon, et la fumée devint si intense, que les combattants ne pouvaient voir à cinq pas devant eux. Le duc Magnus de Wurtemberg, déploya, dans cette rencontre, un courage

héroïque. Blessé en plusieurs endroits, il refusa de se rendre et continua à combattre jusqu'à ce qu'il tombât tellement criblé de coups que sans un médaillon qu'on retrouva sur lui, son corps défiguré n'aurait pu être reconnu. Malgré ces prodiges de valeur, imités par d'autres officiers, la cavalerie badoise rompue, se reforme à grand'peine, à l'aide des renforts que lui envoie le Margrave. Elle est de nouveau culbutée. Georges Frédéric quitte alors ses retranchements, et mène son infanterie à l'attaque des catholiques; sa présence rétablit le combat; les soldats de Tilly, arrêtés par cette barrière vivante et compacte, s'efforcent en vain de l'enfoncer. Leurs charges répétées les épuisent sans amener de résultat. Désespérant de réussir par la force seule, Tilly emploie la ruse; par une manœuvre habile, il simule un commencement de retraite; les Badois tombent dans le piége, se précipitent en avant aux cris de victoire, et rompent leur ordre de bataille. C'est ce qu'attendait Tilly. Il se retourne contre les Badois, tandis qu'à son signal, Cordova sort de son embuscade, avec le régiment de Naples et les prend en flanc. Le Margrave envoie à la hâte du canon pour arrêter ce nouvel ennemi. Ses boulets bien dirigés ouvrent des rues entières dans les rangs espagnols, dit un témoin oculaire. Impassibles sous la grêle meurtrière qui les décime, les vétérans de Cordova abordent à l'arme blanche leurs adversaires déjà ébranlés, sabrent les artilleurs sur leurs pièces, et s'emparent des canons. Les Badois renversés cherchent un refuge derrière leur rempart roulant; dans ce moment, le feu prend à cinq de leurs caissons de poudre, qui font explosion, et tout ce qui se trouve dans l'espace de deux arpents de terre aux environs, hommes, bêtes et chariots, est lancé dans les airs avec un horrible fracas. La panique se met parmi les troupes du Margrave qui se croient attaquées en queue. Ce qu'elles avaient encore de cavalerie s'enfuit à toute bride en criant : sauve qui peut;

l'infanterie démoralisée suit cet exemple, et va s'abîmer dans un affreux pêle-mêle, au milieu des marais du Belligerbach. Le régiment blanc, commandé par Philippe de Helmstadt, fait seul une glorieuse exception. Cette vaillante phalange, s'aidant des chariots armés du Margrave, soutient, avec un admirable courage, tout l'effort de l'armée catholique; deux régiments, lancés contre elle par Tilly, sont presque entièrement détruits; mais elle est trop faible pour sauver encore l'honneur de la journée, et ses rangs éclaircis livrent passage aux piquiers espagnols; bientôt, accablée par le nombre, privée de son chef et de ses principaux officiers, elle est enfin taillée en pièces et mise en pleine déroute, comme tout le reste de l'armée badoise. Il était 8 heures du soir, quand la dernière résistance cessa; le Margrave avait déjà pris la fuite, après avoir réfugié quelques-uns de ses bagages les plus précieux à Heilbronn. Il laissait, sur le champ de bataille, 5,000 morts, parmi lesquels le duc Magnus de Wurtemberg, le jeune comte Palatin de Birkenfeld, Philippe de Helmstadt, et quantité d'autres gentilshommes et officiers de distinction. Sa caisse, son artillerie, ses bagages, ses fameux chariots à pointes tombèrent entre les mains des généraux de la Ligue avec un millier de prisonniers et sept étendards ou drapeaux. Grâce au voisinage de la frontière Wurtembergeoise, les débris de l'armée badoise échappèrent à une destruction complète. Les vainqueurs, d'ailleurs, affaiblis par des pertes considérables, respectèrent la neutralité du duc de Wurtemberg, et ne poussèrent pas plus loin que Neckar-Garstach.

Le lendemain, 7 mai, vers le soir, le Margrave arriva à Stuttgard, dans un tel état de fatigue et de prostration, qu'il fallut le mettre immédiatement au lit. Il y reçut la visite du duc Jean Frédéric, qu'il supplia d'intervenir, pour lui, près de Tilly. Le duc y consentit, mais ses démarches demeurèrent sans effet. Au bout de quelques

jours cependant le Margrave reprit courage, il s'occupa de rassembler les débris de ses troupes, et put réunir encore, à la fin de mai, 6,000 hommes d'infanterie, et 1,500 chevaux, qu'il amena à Mansfeldt.

Après la défaite du Margrave, Tilly et Cordova descendirent lentement le Neckar, pour observer Mansfeldt, qui assiégeait encore Ladenbourg. Des ordres positifs, venus de Munich, leur interdisaient toute opération offensive et paralysaient leurs mouvements. Ils eurent bientôt le chagrin d'apprendre que Ladenbourg, vaillamment défendu par le lieutenant colonel espagnol, Adolphe d'Eynatten, avait été emporté par surprise.

Dans l'intervalle, l'archiduc Léopold avait profité de l'absence de Mansfeldt et assiégé Haguenau, avec quelques troupes réunies à la hâte. Déjà, il s'était emparé de quelques ouvrages extérieurs, et il se flattait d'être maître de la ville dans deux jours, lorsque Mansfeldt, inquiet pour sa principale place d'armes en Alsace, et rendu libre par la prise de Ladenbourg, accourut, tailla en pièces les gens de l'archiduc et délivra Haguenau. Le but de cette expédition était à peine atteint, que l'infatigable aventurier paraissait de nouveau avec son armée devant Manheim, y passait le Rhin, et commettait un de ces actes de haut brigandage, dont il était coutumier.

Depuis longtemps, le Landgrave Louis de Hesse s'était attiré la haine des princes calvinistes par sa fidélité inébranlable envers l'Empereur, et ses efforts aussi constants que loyaux pour amener une conciliation générale. L'occasion de lui faire expier sévèrement cette conduite, qualifiée de trahison envers les amis du libre examen, était impatiemment attendue par les chefs avides et sanguinaires qui dirigeaient alors le parti. La cupidité de Mansfeldt convoitait les richesses du Landgrave ; les rancunes du Palatin déchu et du Margrave vaincu, voyaient, dans ce même prince, une victime sur laquelle elles pouvaient s'assouvir à

leur aise. Le droit des gens, la neutralité, les constitutions de l'Empire étaient des considérations de trop médiocre valeur, pour arrêter des hommes qui n'avaient reculé, ni devant l'apostasie, ni devant l'usurpation, quand leurs passions y trouvaient leur compte. Déjà, l'année précédente, les Etats du Landgrave Louis n'avaient été sauvés des dévastations de Christian de Brunswick, que par la bravoure du baron d'Anholt. Cette fois, les circonstances étaient plus favorables pour Mansfeldt. Anholt était loin. Tilly et Cordova venaient de se séparer, l'un, pour couvrir la Bavière et aller au devant du général impérial Caraccioli[1], l'autre, pour chercher les renforts que lui amenait le duc Frédéric de Saxe[2], et purger avec leur aide, l'évêché de Spire, des garnisons palatines. Enfin, Christian de Brunswick approchait; la Hesse seule séparait les deux armées, et il leur importait de s'assurer du passage, afin de faciliter leur jonction. Les trois généraux protestants décidèrent donc l'expédition contre le pays de Hesse Darmstadt, et se mirent immédiatement à l'œuvre, sans prendre la peine de faire la moindre déclaration de guerre préalable au Landgrave Louis. Dans la nuit du 23 au 24 mai, l'armée palatine se mit silencieusement en marche sur Darmstadt, s'en empara par surprise, fit prisonnier le Landgrave et son fils et désola impitoyablement le pays. Des richesses immenses furent enlevées, en peu de jours; et cette petite principauté, naguère si opulente, fut réduite à la plus affreuse misère.

La situation des catholiques devenait encore une fois périlleuse; car si la jonction de Christian et de Mansfeldt se fût opérée à Darmstadt, comme on devait le croire, les princes calvinistes eussent disposé de forces telles que

[1] Archives du Royaume, Secrétairerie d'Etat allemande. Lettre de l'Infante, 24 mai 1622.

[2] Archives du Royaume, Secrétairerie d'Etat allemande. Lettre de l'Infante, 30 mai 1622.

Tilly et Cordova, même unis, auraient été incapables de leur résister. Dans cette conjoncture critique, Tilly déploya avec éclat ses grands talents d'homme de guerre et se tira avec le plus grand honneur de la position difficile que lui créaient l'infériorité de ses forces et les ordres de son souverain. A la nouvelle des mouvements de l'armée palatine, il marcha droit sur la ville de Manheim; non qu'il eût l'espoir de la prendre, mais parce que cette place était la clef du Palatinat, le refuge des trésors et du butin de Mansfeldt, le pivot de ses opérations. Il ne doutait pas que l'aventurier ne s'émût et ne fît taire toutes les considérations de parti devant un intérêt personnel. Son calcul se trouva juste. Mansfeldt quitta Darmstadt au premier bruit du danger de Manheim; il oublia Brunswick et le Palatin et ne songea qu'à sauver ses richesses. Les instances de Frédéric et du Margrave de Bade pour le retenir furent vaines. Il leur fallut céder. Dès que Tilly fut informé de leur approche, il quitta tout à coup le voisinage de Manheim et se dirigea à marches forcées vers le Mein. Croisant par des chemins détournés l'armée palatine, il surprit à Lorsch l'arrière-garde de Mansfeldt, lui tua 3,000 hommes, fit un grand nombre de prisonniers, et enleva une partie de l'immense butin fait à Darmstadt. Laissant ensuite les troupes palatines continuer leur marche en désordre vers Manheim, il s'établit sur leurs derrières et leur coupa toute communication avec Christian. Il était temps, car Christian allait atteindre Darmstadt, lorsque cette manœuvre, aussi habile et judicieuse que hardie et bien conduite, vint rompre tous les plans des chefs Calvinistes.

L'administrateur avait passé l'hiver en Westphalie, occupé à toute espèce de rapines et de cruautés. Serré de près par le baron d'Anholt que soutenait le comte Henri de Berg, avec une armée espagnole, et vivement sollicité par l'ex-roi de Bohême de le venir joindre, il avait quitté

la Westphalie, entièrement dévastée, et passé le Weser à Hœchst, avec 12,000 hommes d'infanterie et 8 à 10,000 chevaux. S'il n'avait été guidé que par un sincère dévouement à la cause du Palatin et du protestantisme, il aurait facilement pu, par une marche rapide, donner la main à Mansfeldt, avant que Tilly eût été en état de l'en empêcher. Mais il tenait surtout à satisfaire sa cupidité et sa haine contre les prêtres. Il prit donc le chemin le plus long, afin de piller la riche abbaye de Fulde et l'évêché de Wurzbourg. Anholt abandonné à ses propres forces par le comte Henri de Berg qu'une diversion hollandaise rappela subitement aux Pays-Bas, n'était pas en mesure de le poursuivre. Les instincts féroces de Christian ainsi délivrés de toute entrave ne s'exercèrent que trop cruellement.

Partout l'épouvante et la fuite des peuples annonçaient son approche et les incendies, le carnage et la désolation marquaient tous les lieux où il avait passé[1]. Arrivé près de Francfort, dont les habitants avaient inondé les environs pour se garantir de ses violences, il songea à passer le Mein dans l'espoir de rejoindre vers Darmstadt Mansfeldt dont il ignorait la retraite.

Le 15 juin, il envoya le colonel Knyphausen, avec 5,000 mousquetaires, quatre escadrons de cavalerie et deux pièces de canon, contre la petite ville d'Hœchst, située sur la rive droite du Mein, et appartenant à l'électeur de Mayence. Les habitants se défendirent avec tant d'adresse et de courage, que tous les artilleurs de Knyphausen furent mis hors de combat, et cet officier fut lui-même assez grièvement blessé. Knyphausen demanda des renforts que l'administrateur lui amena lui-même, en personne. A cette vue, la garnison et les bourgeois se jugeant incapables de tenir contre des forces aussi considérables, s'embarquèrent avec leurs familles et leurs effets les plus précieux,

[1] Bougeant. Histoire du traité de Westphalie, tom. I, p. 88.

et évacuèrent la place. Les assiégeants ne tardèrent pas à y entrer, et, par une lâche vengeance, firent main basse sur tout ce qu'ils rencontrèrent, sans épargner l'âge ni le sexe. Christian établit son quartier-général dans la ville, d'où il envoya battre et ravager la campagne. Il s'occupait de faire construire un pont sur le Mein, lorsqu'il apprit tout à coup, la présence de Tilly dans le voisinage. Ce général, grâce à des mesures habiles, exécutées avec précision et ponctualité, avait rapidement réuni à son armée la division du baron d'Anholt, et le corps espagnol de Cordova, renforcé de celui du comte Caraccioli.

Exactement informé des mouvements de l'administrateur, qui le croyait bien loin, il résolut de le surprendre, au moment où l'armée brunswickoise traversait la rivière. Le 17 juin, il passa le Mein à Aschaffenbourg, et campa dans les environs de Francfort. Dans la nuit du 19, le pont de Hæchst fut achevé, tant bien que mal, et Christian, plus pressé de sauver son butin que son armée, s'empressa de faire transporter ses plus riches bagages de l'autre côté du Mein. En même temps, pour mieux indiquer sans doute sa route aux généraux de la Ligue, il fit allumer, par ses maîtres incendiaires, quatre ou cinq villages des environs, dont tous les habitants avaient déjà été massacrés par ses gens. Cet affreux spectacle ne pouvait que stimuler l'ardeur des alliés. Le 20 juin, de bonne heure, les soldats de Christian s'apprêtaient à traverser le pont d'Hœchst, lorsque Tilly apparut inopinément devant eux, comme un vengeur menaçant, avec 15 régiments d'infanterie, 140 escadrons et 18 canons. Ses lignes s'étendaient, depuis les sources de la Nidda, ruisseau affluent du Mein, jusqu'à Susenheim, village situé un peu au-dessus de Hœchst. Son artillerie était rangée en demi-cercle, au centre de la bataille. L'armée de Christian, à peu près aussi forte que celle des alliés, était aussi encombrée d'équipages de train et de bagages que pauvre en canons.

Toute son artillerie se composait de trois pièces. Sa droite s'appuyait sur Hœchst, et couvrait le pont nouvellement construit; sa gauche, sur un petit ruisseau, guéable en plusieurs endroits.

Dès que Tilly fut à portée de l'ennemi, il fit ouvrir un feu si bien dirigé, que la cavalerie de Christian, fort maltraitée, fut obligée de se replier derrière une hauteur, et que deux des trois canons brunswikois furent, dès les premiers coups, réduits au silence. Susenheim devint le point où se concentra tout l'effort de la lutte. Tandis que la droite de l'armée catholique engageait de légères escarmouches avec la cavalerie de l'administrateur, la gauche, commandée par Anholt, enlevait, après 6 heures de combat acharné, les fortes redoutes, élevées par Christian auprès de Susenheim, et défendues par son infanterie. Une attaque générale des Brunswickois, pour reprendre cette position importante, fut repoussée avec perte. Cet échec découragea Christian; qui craignant de se voir couper le passage du Mein, ordonna la retraite et en prêcha l'exemple lui-même; sans prendre la peine de regagner Hœchst, il traversa la rivière, avec cinq escadrons, à un endroit guéable que lui indiqua un paysan. Les troupes brunswickoises, abandonnées à elles-mêmes, opérèrent en désordre leur retraite sur Hœchst. Une manœuvre des Bavarois, évidemment dirigée contre ce point important, causa une telle frayeur parmi ces soldats démoralisés, que, perdant toute mesure et tout ordre, ils se précipitèrent en masse vers la rivière. Le pont, encombré, se trouva insuffisant pour livrer passage à la foule des fuyards, qui, se poussant les uns sur les autres, culbutèrent dans le Mein. Dans cet horrible pêle-mêle, l'eau fit infiniment plus de victimes que le feu des catholiques. Le comte Jean Casimir de Lœwenstein y perdit la vie, au milieu de la presse. Quantité d'autres officiers eurent le même sort. Au plus fort de la confusion, un gros de Croates réussit à franchir la rivière,

en amont, et se précipita sur les Brunswickois déjà passés, et les tailla en pièces. Les paysans de ces localités, si horriblement dévastées la veille, achevèrent l'œuvre de carnage, et de cette armée, deux heures auparavant si nombreuse, si bien pourvue, si brillante de luxe, si riche de butin, il ne restait plus que quelques milliers de soldats sans armes, sans vètements, et complètement découragés. Presque tous les bagages, les munitions, les armes, les drapeaux étaient restés au pouvoir de Tilly, avec un nombre considérable de prisonniers; et, chose extraordinaire, cette belle victoire qui détruisait pour longtemps les espérances du Palatin, et consacrait la suprématie de l'autorité impériale sur le fractionnement protestant, n'avait coûté à l'armée catholique que trente-cinq morts. Dans la soirée de ce jour mémorable, Hœchst se rendit, à condition que ses défenseurs sortiraient du fort, un bâton blanc à la main, et se retireraient où ils voudraient. Mais, comme ces clauses allaient recevoir leur exécution, le lieutenant-colonel Eynatten fut averti que ces mêmes hommes avaient inhumainement massacré, en entrant à Hœchst, des femmes et des enfants, et mutilé un prêtre. Le fait s'étant trouvé vrai, il fit pendre une partie des soldats, et força les autres à prendre du service parmi les Espagnols.

Christian, après sa défaite, courut jusqu'à Bensheim, au delà de Darmstadt, où il rencontra Mansfeldt, qui découvrant trop tard les véritables projets de Tilly, accourait au secours de son digne compagnon d'armes. Ils s'y arrêtèrent quelques jours pour rallier les débris de l'armée brunswikoise, puis rejoignirent l'électeur Palatin à Manheim. L'abattement et la consternation régnaient parmi tous ces princes, la veille encore si présomptueux et si téméraires dans leurs projets. Déjà le Margrave avait disparu silencieusement, sans prendre congé de personne. Voyant la cause du Palatin perdue, il avait cru prudent de l'abandonner juste à temps pour pouvoir encore se

faire de cette perfidie un motif de grâce auprès de l'Empereur. Arrivé à Calsbourg, il envoya, le 22 juin, au commandant de ses troupes, Pleickart de Helmstadt, l'ordre de les licencier immédiatement et de ramener tout son matériel de guerre dans le pays de Bade.

Son fils, le Margrave régent, se hâta de congédier également le peu de gens de guerre qu'il entretenait, afin de se mieux faire venir des vainqueurs; et dans la crainte que Tilly ne fît pas grand cas de l'équivoque cession du 22 avril, il écrivit en ces termes à ce général :

« Votre Excellence n'ignore pas que l'illustre prince Georges Frédéric Margrave de Bade, mon très-cher et très-honoré père, ayant résolu de faire la guerre, est sorti du pays avec toute son armée, ce que j'ai vu avec infiniment de déplaisir; aussi ai-je fait jusqu'ici tout ce que j'ai pu pour le détourner de ses desseins. Comme enfin M. mon Père s'est décidé à se séparer de ses alliés et les a quittés en effet depuis quelques jours avec l'intention de payer, puis de congédier les troupes, dont il s'est fait suivre, je m'empresse d'en informer Votre Excellence et de la mettre au courant de ce qui se passe réellement, afin d'éviter tous soupçons et inquiétudes et de prévenir les bruits mensongers qui pourraient parvenir jusqu'à vous à ce sujet. Je vous certifie d'ailleurs et garantis personnellement la nouvelle que je vous transmets et que j'ai également transmise par courrier à mon bon cousin, le duc de Bavière. »

Cette lettre n'atteignit son but que partiellement. Le margraviat supérieur de Bade que Georges Frédéric avait usurpé sur les enfants du Margrave Edouard, mort catholique, leur fut restitué judiciairement et les frontières badoises souffrirent beaucoup des dernières convulsions de la guerre dans le Palatinat. Toutefois, le vieux margrave put se retirer tranquillement à Hochberg. La clémence de Ferdinand II s'étendit sur lui et lui épargna la proscription

qu'il avait non moins méritée que le Palatin, Anhalt et tant d'autres.

La défection de Georges-Frédéric porta un coup sensible à l'électeur Palatin, déjà assiégé de sombres inquiétudes. L'expédition de Darmstadt avait soulevé contre ce prince un cri de réprobation dans toute l'Europe, et son beau-père, le roi Jacques d'Angleterre, lui avait écrit à cette occasion des lettres extrêmement vives. Cette audacieuse violation du droit des gens était venue en effet on ne peut plus malencontreusement au travers des négociations que le monarque anglais poursuivait, de concert avec l'électeur de Saxe et le roi de Danemark, près de l'Empereur, par l'intermédiaire de l'infante Isabelle, afin d'obtenir le pardon de son gendre et une suspension d'armes. Les propositions se résumaient à demander une neutralité absolue à l'égard du Palatinat, sans permettre que les bons effets de l'armistice s'étendissent au reste de l'Allemagne. On conçoit facilement que l'Empereur repoussât de pareilles ouvertures qui ne tendaient à rien moins qu'à exposer les Etats catholiques à tous les ravages de Christian et de Mansfeldt, toujours assurés de trouver, dans le Palatinat confié à la protection anglaise, un secours et un refuge en cas de besoin. Les commissaires de l'infante Isabelle représentèrent même au chevalier Weston, ambassadeur de Jacques à Bruxelles, qu'il était difficile de croire sérieusement à ses vues pacifiques et aux dispositions qu'il prêtait au Palatin, tant que celui-ci continuerait à rester témoin et complice des barbares expéditions de Mansfeldt et de Halberstadt[1]. Weston, serré de près, finit par déclarer qu'il demanderait de nouvelles instructions. Les choses en étaient là, lorsque survint la nouvelle de l'emprisonnement du Landgrave de Hesse qui irrita profondément l'infante.

[1] Archives du Royaume. Relation de la conférence commencée en la ville de Bruxelles entre le chevalier Weston et les commissaires de S. A. — Liasses de l'audience.

Presque aussitôt elle apprit par ce même Landgrave prisonnier, que loin de manifester les sentiments que lui attribuaient ses protecteurs, l'électeur avait hautement repoussé toute idée de conciliation et avait nettement déclaré qu'il ne ferait aucune soumission[1]. La négociation courait risque d'échouer brusquement, mais, sur les instantes sollicitations de l'électeur de Saxe et du duc de Bavière, l'Empereur consentit à soumettre la question à un congrès de princes de l'empire convoqué à Ratisbonne.

Cependant, soit que les reproches de Jacques eussent produit quelque effet sur l'esprit démoralisé de l'électeur, soit plutôt que Frédéric, embarrassé de son prisonnier, honteux de ses violences et désespérant de l'avenir, obéit aux nécessités de la situation, il mit en liberté le Landgrave Louis de Hesse, le 27 juin, après lui avoir fait signer et jurer le serment de ne jamais chercher à se venger et de s'employer de toutes ses forces auprès de l'Empereur, en faveur des princes proscrits. A quelques jours de là, l'ex-roi quitta Manheim avec Mansfeldt et Halberstadt, car Tilly approchait, les vivres manquaient et les soldats, mécontents de n'avoir plus rien à piller, se mutinaient. Il laissa des garnisons, composées pour la plupart des soldats anglais, dans les villes de Heidelberg, de Manheim et de Fanckenthal, et passa le Rhin suivi encore de près de 30,000 hommes, se dirigeant sur l'Alsace. On pouvait s'étonner qu'avec des forces aussi considérables, il ne cherchât pas à tenir tête à Tilly et à venger les défaites d'Hoechstet de Wimpfen. Mais, outre qu'il était lui-même fort abattu, il n'avait pas le pouvoir de faire ce qu'il jugeait convenable à ses intérêts. Mansfeldt et Halberstadt trouvaient beaucoup plus de bénéfice à ravager l'Alsace qu'à se battre contre Tilly. D'ailleurs, si leur armée était redoutable par le nombre, elle ne l'était guère par la valeur; ce qu'elle avait

[1] Archives du Royaume. Correspondance de l'Electeur de Mayence.

compté de troupes d'élite avait disparu avec les Badois et les Anglais. C'était plutôt une horde de bandits qu'un corps de soldats, et jamais ils ne le prouvèrent mieux que dans cette marche sur l'Alsace. Le pillage, le meurtre, l'incendie, le viol et tout ce que l'imagination peut rêver de brigandages et d'excès furent commis par ces féroces routiers dans chacune des localités qu'ils traversèrent. Ce fut comme une trombe dévastatrice ne laissant derrière elle que des déserts et des cadavres. La terreur ouvrait toutes les portes devant eux ; ce ne fut guères qu'à Elsass-Zabern qu'ils rencontrèrent une résistance sérieuse. Mais déjà les soldats victorieux de la Ligue se pressaient sur leurs pas. Après la bataille de Hœchst, Tilly avait pris Ladenbourg, et commencé à canonner Heidelberg dont il projetait depuis longtemps la conquête. Dès qu'il apprit que l'électeur et les généraux assiégeaient Elsass-Zabern, il détacha le baron d'Anholt, avec 12,000 hommes, au secours de l'archiduc Léopold qui se disposait à aller dégager sa résidence. Lui-même, interrompant le siége de Heidelberg, vint aider l'évêque de Spire à balayer de ses Etats les garnisons palatines qui en occupaient les principales places.

Malgré leur supériorité numérique, Mansfeldt et Christian étaient incapables de tenir contre le corps de l'Archiduc; leurs soldats démoralisés se révoltaient à chaque instant contre eux, refusaient de se battre, et cessaient de garder le peu de subordination qu'ils avaient montré jusque-là. L'électeur, complètement déconsidéré, n'était plus même bon aux yeux de ses égoïstes et cupides généraux pour leur servir d'instrument ou de drapeau, sa présence les fatiguait et les gênait plus qu'elle ne leur était utile.

En se débarrassant de lui, ils avaient encore l'espoir de se vendre à l'Empereur ou à tout autre prince, mieux en état que le Palatin déchu de payer leurs services. Ils

exigèrent donc du malheureux prince leur congé, et celui-ci, cédant à ces impérieuses instances, publia le 13 juillet un acte, en vertu duquel il ordonnait le licenciement de ses troupes et dégageait chefs et soldats de toute obligation envers lui. On a prétendu depuis faire un mérite à Frédéric de ce désarmement forcé; on a avancé qu'il n'avait ainsi agi, que par condescendance pour les conseils du roi Jacques, trompé par les fallacieuses promesses de l'Empereur. Non-seulement l'acte de licenciement, loin de confirmer cette opinion, la contredit formellement, mais rien dans la correspondance intime de l'ex-roi ne vient lui donner la plus légère autorité. Frédéric se plaint, il est vrai, d'avoir été trompé, mais par les Etats-généraux qui n'ont, dit-il, rempli aucune des brillantes promesses qu'ils lui avaient faites. Il avait, en réalité, si peu pensé à faire dans cette circonstance une concession au roi Jacques ou à l'Empereur, qu'il ne cessa de porter le titre de roi de Bohême, dont l'abandon était une des conditions préliminaires de toute négociation. Peu soucieux d'ailleurs de tout autre chose, sinon que de savoir ce qu'on disait de lui à La Haye, il se retira chez le duc de Bouillon, dont la réception splendide et la cour fertile en plaisirs firent bientôt oublier à ce prince frivole ses chagrins et ses revers.

A peine Mansfeldt se trouva-t-il libéré du service de Frédéric, qu'il s'empressa de faire une démarche auprès de Tilly pour offrir son armée à l'Empereur ou à ses alliés. Dès le 14 juillet, lendemain du licenciement, un trompette porta au général de la Ligue la lettre suivante, qui, selon Khevenhiller, ne devait pas être la première :

« Monsieur, nous ne pouvons vous céler que nous, ainsi que le duc Christian de Brunswick et toute l'armée, avons été licenciés par le roi de Bohême, dans la forme et la manière que vous pourrez voir par la lettre ci-jointe. Dans le cas, où il plairait à sa Majesté Impériale de se servir de nous, nous sommes prêts à entrer à son service, de préférence à

tout autre, pourvu que les arrérages qui nous sont dus nous soient payés; et comme la présente n'est à autre fin, nous demeurons, etc., etc...

» *Post-Scriptum. Mons.* Dans le cas où sa Majesté Impériale ne jugerait pas à propos de se servir de nous, qu'il lui plaise du moins de casser l'arrêt de proscription lancé contre nous et accorder une amnistie générale, aussi bien aux chefs qu'à tous les soldats de l'armée; par contre, nous sortirons aussitôt de l'Empire, et si vous engagez votre parole de nous obtenir cette faveur, nous évacuerons immédiatement les terres de l'Empire, vous priant, pour éviter tout ultérieur inconvénient, de nous donner réponse le plus tôt possible. »

Ces offres furent repoussées avec mépris et les deux aventuriers, talonnés par les Espagnols, se virent obligés de quitter l'Alsace, sans avoir pu rien obtenir. Ils demandèrent au duc de Lorraine la permission de traverser ses Etats, en promettant de n'y rester que quatre jours et de garder bonne discipline. Sans attendre la réponse, ils entrèrent dans la Lorraine, et, profitant de ce que le pays Etait complètement dépourvu de troupes, ils y demeurèrent 14 jours et le mirent à feu et à sang. Chassés par la disette, ils envahirent les évêchés de Metz et de Verdun et menacèrent les frontières françaises qui se trouvaient alors dégarnies. L'inquiétude fut un moment vive au Louvre; mais l'adresse et l'habileté du duc de Nevers détournèrent le danger. Il sut amuser Mansfeldt jusqu'à ce qu'ayant réuni un nombre imposant de troupes, il se trouvât en mesure de prendre à son tour un langage impérieux et d'effrayer l'aventurier. Dans ce moment, l'infante Isabelle, le duc de Bouillon et les Etats généraux de la Hollande le sollicitaient, chacun de leur côté, de se mettre à leur service. Il finit par accepter, ainsi que Christian, les offres des Hollandais, traversa les Pays-Bas espagnols, et se frayant un passage sanglant au travers de l'armée de Cordova, il

arriva en Hollande assez à temps pour aider le prince Maurice de Nassau à faire lever le siége de Berg-op-Zoom.

Le Palatinat se trouvait donc tout à fait au pouvoir des catholiques, à l'exception des trois villes importantes de Heidelberg, de Manheim, et de Frankendhal, que le roi d'Angleterre avait déclaré prendre sous sa protection spéciale et que défendaient des garnisons anglaises. La campagne était parfaitement libre; désormais Tilly pouvait consacrer tous ses soins et toutes ses forces à la conquête de ces trois forteresses.

Nous avons vu qu'il avait commencé le siége de Heidelberg, le 22 juin. Ce même jour, il prit possession de quelques ouvrages extérieurs sur la rive droite du Neckar, abandonnés depuis longtemps par la défense et y établit des batteries qui causèrent de grands dégâts dans la ville. Le jour suivant, il dirigea ses attaques contre le pont fortifié du Neckar et les continua pendant plusieurs jours. Des sorties de la garnison, une seule, opérée le 24, eut quelques résultats favorables pour les assiégés. Toutefois, le siége faisait peu de progrès, lorsque le 8 juillet, Tilly alla passer le Neckar à Ladenbourg, et bloqua Heidelberg, du côté de la rive gauche. C'est alors qu'il interrompit ses opérations pour se porter à la poursuite de Mansfeldt. Au commencement du mois d'août, Cordova qu'il avait eu beaucoup de peine à retenir près de lui jusqu'alors, fut appelé à protéger les frontières des Pays-Bas contre les entreprises des ex-généraux du Palatin. Tilly put heureusement combler cette lacune fâcheuse dans ses forces, en ralliant à lui les troupes de l'archiduc Léopold, désormais sans emploi utile. Il revint ensuite devant Heidelberg, d'autant plus décidé à poursuivre le siége avec énergie qu'il avait reçu à cet égard de pressantes recommandations du duc de Bavière.

L'entreprise était loin d'être facile. Heidelberg, capitale de l'Electorat Palatin et célèbre par son Université, est

situé sur la rive gauche du Neckar qui, de ce côté, lui forme une défense naturelle. A cette époque, elle était entourée de fortifications considérables, auxquelles on n'avait cessé de travailler depuis plusieurs années et qui inspiraient aux habitants une telle confiance que, dans un accès de folle présomption, ils avaient donné à deux des principaux ouvrages de la rive gauche les noms de Nargue Empereur et de Nargue Bavière. Une garnison nombreuse la défendait sous les ordres du brave Henri van der Merven, l'un des meilleurs officiers du Palatin. Le 15 août, Tilly établit son quartier général à Willingen et investit complétement la ville. Il entama ses approches du côté de la rivière, mais les sorties vigoureuses de la garnison et l'artillerie de la place ayant détruit à plusieurs reprises ses ouvrages, il changea de plan, et dirigea ses opérations contre le côté méridional de la ville. Le 20 août, après une violente canonnade, il fit donner l'assaut au fort Nargue-Bavière et au vieux château. Dans la première furie de l'attaque, les soldats de Tilly pénétrèrent dans l'enceinte de Nargue-Bavière, mais ils en furent repoussés par un effort désespéré des Anglais et forcés à la retraite. Deux jours après, les catholiques essuyèrent un nouvel échec : Un convoi considérable, composé de 5 gros navires et de 14 petits bâtiments chargés de vivres et de matériel, fut surpris par les assiégés qui tuèrent ou jetèrent à l'eau la plupart des soldats de l'escorte et ramenèrent triomphalement le convoi à Heidelberg. Le 25 août, les batteries de gros calibre contruites par les Impériaux sur le Geisberg, étant terminées, ouvrirent sur la place un feu terrible. En même temps, on commença la tranchée du côté du jardin des Faisans, et l'on essaya d'emporter une petite redoute placée au dessus du vieux château et se reliant avec lui. Mais cette attaque fut encore repoussée.

Les travaux du siége marchaient lentement, parce qu'ils étaient sans cesse arrêtés par les sorties de la garnison, qui

les détruisit plus d'une fois. Le tir de l'armée bavaroise, mal dirigé, produisait aussi peu de résultat, et se trouvait dominé par le feu de la place. Van der Merven se multipliait sur tous les points, forçait les habitants de travailler eux-mêmes aux réparations des remparts et n'épargnait ni prières, ni menaces, pour stimuler leur courage et s'assurer de leur concours.

Le 26, Tilly envoya au gouverneur un trompette chargé de deux lettres adressées, l'une aux magistrats de Heidelberg, l'autre au commandant lui-même. Toutes deux avaient pour but d'inviter la garnison et les habitants à reconnaître l'autorité de l'Empereur. Cette démarche étant demeurée infructueuse, Tilly demanda à Van der Merven une entrevue personnelle. Le gouverneur déclina cette ouverture et répondit que son supérieur, le général Horace de Vere, qui se trouvait alors à Manheim, avait seul qualité pour recevoir les propositions du général catholique. Sur cette réplique, Tilly rompit la correspondance et déclara qu'il ne parlementerait plus qu'à coups de canon. L'effet suivit de près la menace. Le 29, le bombardement reprit avec une nouvelle vigueur, et les colonnes bavaroises donnèrent l'assaut au fort Nargue-Empereur. Une lutte acharnée s'engagea, et, malgré leur bravoure, les assaillants furent rejetés dans leurs lignes. Ils n'en continuèrent pas moins leurs travaux, et les tranchées, poussées avec activité, avancèrent rapidement. Le 6 septembre, une nouvelle batterie érigée, en dépit de tous les obstables, sur le sommet de la montagne, ouvrit un feu plongeant sur les ouvrages situés en dehors de la porte de Spire, et força les Anglais à les abandonner. Quelques jours plus tard, les Bavarois s'emparèrent d'une redoute dépendant du fort Nargue-Empereur. Le 10, ils attaquèrent sans succès le vieux château. La nuit suivante, le gouverneur sortit de ce point avec une centaine d'hommes déterminés, surprit les gardes des tranchées, qu'il massacra, détruisit les travaux des

assiégeants et se logeait déjà dans un de leurs ouvrages, lorsque Tilly, rassemblant à la hâte six cents mousquetaires, les lança contre les Anglais qui furent contraints de se retirer en désordre. Le gouverneur faillit être pris lui-même dans la mêlée, ainsi qu'un brave officier hollandais, le major Vermeire. Ce dernier saisi au bras par un soldat bavarois, se dégagea par un brusque effort, tua son adversaire, renversa un second soldat qui se jetait sur lui et parvint à s'échapper.

Jusqu'alors le siége faisait peu de progrès et l'avantage était, dans presque toutes les occasions, demeuré aux assiégés. Mais loin de se décourager, Tilly redoubla d'efforts; attribuant avec raison les échecs à l'insuffisance de son artillerie, il fit venir des canons de gros calibre des arsenaux bavarois. Le 12 septembre, une attaque partielle contre le fort Nargue-Empereur ayant encore été repoussée, il laissa deux jours de repos à ses troupes et ordonna un assaut général pour le 15. Ce jour-là, vers cinq heures du soir, au signal des fanfares, les Bavarois assaillirent la place sur tous les points à la fois. Un combat terrible s'ensuivit. Les assiégés vivement pressés se défendirent avec le courage du désespoir, et parvinrent à se maintenir dans leurs positions, excepté sur la rive droite du Neckar où deux ouvrages furent emportés et un lieutenant-colonel tué avec presque tous ses soldats. Ce devait être la dernière victoire des Anglais. Ce même jour, la grosse artillerie demandée par Tilly étant arrivée, le général fit travailler avec tant de diligence à la mettre en position que dès le lendemain elle put jouer sur la place. Aussitôt l'opération terminée, toutes les batteries tonnèrent à la fois contre les ouvrages extérieurs de la place et continuèrent toute la journée sans interruption un feu des plus vifs. Vers le soir, Tilly massa ses troupes vis-à-vis trois des principaux bastions de la ville et les conduisit lui-même à l'assaut. Les Bavarois excités par la présence de leur chef firent

des prodiges de valeur, mais ils avaient affaire à de dignes ennemis. Pendant une heure, on se battit avec une fureur indescriptible. Un moment, les assaillants lassés par l'inébranlable énergie de la défense, cédèrent, et déjà sur un point, la garnison sortait à leur poursuite, lorsque six compagnies, dans un effort suprême, parvinrent enfin à pénétrer dans le fort Nargue-Bavière. Tout ce qui s'y trouva fut sabré; le commandant, le brave major Vermeire, préféra se faire tuer que de demander quartier. De là les Bavarois descendirent avec impétuosité sur le fort Nargue-Empereur qu'ils enlevèrent d'élan. Maître de ces importantes positions, Tilly fit dresser immédiatement quatre pièces d'artillerie contre les faces du ravelin qui couvrait la porte de Spire, tandis que 18 canons battaient sans relâche les flancs de cet ouvrage. Ecrasés par cette pluie de fer, les assiégés se replièrent sur la ville, abandonnant enfin ces fortifications extérieures conservées jusqu'alors au prix de tant de fatigues et de sang. Ils furent poursuivis de si près par les Ligueurs, que Van der Merven, craignant que ceux-ci n'entrassent pêle-mêle avec ses gens, fit fermer la poterne qui communiquait de la ville au ravelin, sacrifiant ainsi quantité de soldats qui, n'ayant pu entrer à temps, tombèrent sous les coups des Bavarois. Mais ce moyen désespéré ne put le sauver. Vers la même heure, les Croates de l'archiduc Léopold, chargés d'une fausse attaque sur la rive droite du Neckar, remarquent que les fortifications de ce côté sont mal gardées. Ils passent la rivière à la nage sur leurs chevaux, entrent par surprise dans le faubourg, y mettent le feu, et, attaquant les assiégés en queue, fraient un facile passage à l'infanterie de Tilly. Van der Merven essaie de se maintenir dans la vieille ville, mais le trouble et la confusion sont tels, qu'au milieu de l'encombrement de soldats et d'habitants qui, éperdus, cherchent un asile derrière les derniers remparts, il est impossible de fermer la porte.

Emu du terrible péril qui menace la malheureuse cité, Van der Merven se hâte d'envoyer à Tilly une députation pour le supplier de préserver la ville du pillage et de prendre les habitants à quartier. Par malheur, les bourgeois députés perdent un temps précieux à chercher les clefs d'une poterne par laquelle ils veulent sortir, et lorsqu'enfin ils se présentent devant un officier bavarois, il est trop tard pour arrêter la furie des troupes. Durant cette heure si fatalement perdue, les assaillants ont toujours continué d'avancer; favorisés par le désordre qui régnait partout, ils ont pénétré dans la vieille ville et se sont répandus comme un flot de lave. Cependant, à l'autre extrémité de la ville, la résistance dure encore. Les Anglais, chargés de défendre le bastion du jardin des Faisans, sous les ordres de l'héroïque commandant du château, le chevalier Herbert, s'y maintiennent avec cet opiniâtre et solide courage particulier à leur nation. On se bat à cet endroit, alors que les régiments de la Ligue occupaient déjà une partie de la ville; mais une balle frappe Herbert et le jette sans vie par terre; ses soldats harassés ne peuvent plus soutenir l'attaque furieuse des Bavarois exaltés par les houras victorieux qu'ils entendent dans la place. Tout céda enfin à l'élan des catholiques, et le torrent une fois débordé des deux côtés ne tarda pas à envahir la ville entière. Van der Merven, échappé par miracle à la pertuisane d'un soldat bavarois, n'a plus d'autre ressource que de se réfugier dans le château avec 500 hommes et quelques bourgeois. Il était neuf heures du soir. La ville, livrée à la brutalité d'une soldatesque furieuse, subit les conséquences d'une prise d'assaut. Elle en eût épuisé les horreurs, si Tilly, usant de son autorité et de son ascendant sur les troupes habituées à sa sévère discipline, n'eût arrêté leurs excès. La nuit fut longue, surtout pour les malheureux habitants entassés dans les rues qui montaient au château. Impitoyablement repoussés de ce dernier

asile, ils se croyaient à chaque instant sur le point d'être massacrés et le jour seul vint les délivrer de leurs angoisses.

Le 17, Tilly envoya le colonel Montigny au gouverneur, pour le sommer de se rendre. La discorde régnait au château. Van der Merven accusait les bourgeois de lâcheté, et leur imputait la prise de la ville; ceux-ci, à leur tour, se plaignaient amèrement d'avoir été abandonnés, sur plusieurs points, par les soldats, et rappelaient qu'on avait vu des habitants combattre seuls, à leur poste, sur les remparts, alors que l'ennemi était déjà entré dans la ville, à la suite des troupes en fuite. Ils reprochaient, au gouverneur, d'avoir entretenu, par avarice, une garnison trop faible pour défendre l'étendue des fortifications, d'avoir surchargé les habitants de corvées et de contributions, de s'être enfin plus préoccupé de ses intérêts pécuniaires que de la défense de la ville, et surtout du sort des bourgeois. Des chefs, la division et le mécontentement s'étaient propagés dans les rangs des soldats prêts à se mutiner. Quoique le château fût bien fortifié, on ne pouvait guère se flatter que, sous l'influence de pareilles dispositions chez ses défenseurs, il put tenir longtemps. Cependant, Van der Merven demanda à Tilly l'autorisation d'envoyer un officier au général Vere, à Manheim, pour lui exposer la situation et demander des instructions. Tilly, désireux d'épargner le sang de ses soldats, y consentit. Le dimanche, 18 septembre, comme il revenait de la messe, le courrier, dépêché par le gouverneur, à Vere, revint avec une réponse de celui-ci, qui laissait au commandant de Heidelberg, toute latitude d'agir selon sa conscience et comme il le jugerait bon. C'était lui dire assez clairement qu'il ne devait attendre aucun secours. Ainsi abandonné à lui-même, et pensant qu'il avait assez fait pour mettre son honneur à l'abri, Van der Merven consentit à capituler; il obtint de Tilly, digne appréciateur du vrai courage, les conditions les plus

honorables. Le 20 septembre, la garnison palatine, composée d'environ 10 compagnies et d'une trentaine de cavaliers, sortit du château, avec armes et bagages, enseignes déployées, balle en bouche et mèches allumées, se dirigeant sur Francfort. Comme elle se déployait hors des portes de Heidelberg, quelques régiments de la Ligue firent mine de l'attaquer, au mépris de la capitulation, et se livrèrent à des manifestations inquiétantes. Tilly, averti de cet incident, accourut au galop, l'épée à la main, menaçant de faire pendre, haut et court, le premier qui toucherait un des soldats ennemis. Sa présence et ses paroles imposèrent aux mutins. Pour être certain qu'il ne serait attenté en rien contre les hommes placés sous la sauvegarde de son honneur, il les accompagna en personne jusqu'à Weinsheim, à quatre lieues de Heidelberg, et les fit escorter delà jusqu'à Francfort, par quelques escadrons de cuirassiers.

Le jour même que Van der Merven sortit du château, Tilly en prit possession, et s'empressa de rendre grâces à Dieu de l'heureux succès de ses armes. Sans perdre un moment, il envoya des ingénieurs reconnaître les environs de Manheim, et, en attendant leur rapport, s'occupa de faire réparer les dégâts du siége. A sa suite étaient entrés dans la ville, les Pères Personus et Agricola, jésuites, qui remplissaient, dans son armée, l'office d'aumôniers. Désireux de reconnaître leurs services et de poser dans le Palatinat les germes certains d'une véritable restauration catholique, il invita ces religieux à fonder, dans Heidelberg, un collége de la Compagnie, et leur fournit tous les bâtiments nécessaires à cette fin. D'un autre côté, loin de se montrer dur et persécuteur pour les protestants, il permit à plusieurs ministres de demeurer dans la ville, sous la seule condition de s'occuper exclusivement de leurs fonctions spirituelles. Le 21, il expédia au duc de Bavière, un rapport remarquable par sa mâle simplicité, et qu'il ne sera pas sans intérêt de citer ici :

»MONSEIGNEUR,

»Je ne puis céler à Votre Altesse, l'heureux succès remporté, grâce à l'assistance et miséricordieuse Providence de Dieu tout-puissant, le vendredi, 16 de ce mois, par l'armée, sous mes ordres, laquelle a si courageusement et intrépidement combattu, que certes, si Votre Altesse eût été présente, elle en eût pris un plaisir tout particulier. Or donc, ledit jour, j'ai fait tonner, sans retard, mes batteries de gros calibre, depuis le matin jusqu'au soir, sur les forts Nargue-Bavière et Nargue-Empereur. L'assaut ayant ensuite été donné, nous nous sommes emparés de ces deux ouvrages. Bientôt après, les fortifications comprises dans le rayon du faubourg et où l'ennemi s'était retiré, par un chemin couvert, en quittant les deux forts, ont été enlevées, et nos soldats, renversant tout devant eux, par l'impétuosité de leur attaque, pénétrèrent dans le faubourg, puis, dans la ville, sans que le combat eût duré plus d'une heure et demie. Ceux des ennemis qui n'avaient pu se réfugier au château, ont été massacrés, au moins pour la plupart. La perte de la garnison se monte à près de 400 hommes, tandis que, de mon côté, je n'ai eu qu'un très-petit nombre de morts. Comme l'ennemi s'était concentré dans le château-résidence, je n'ai pas poursuivi l'attaque, mais, j'ai fait sommer le lendemain le gouverneur Henri Van der Merven de rendre ledit château, ce à quoi il a consenti. En conséquence, nous avons dressé une capitulation, dont je joins ici la copie, en vertu de laquelle il est sorti hier, 20 septembre, avec ses officiers et soldats, et c'est ainsi qu'avec l'appui de la bonté divine, j'ai réduit la ville et le château d'Heidelberg à l'obéissance due à sa majesté impériale[1]. »

[1] Archives du Royaume. Correspondance de Bavière. t. III. f° 172 et 173. Khevenhiller a copié presque textuellement ce rapport, dont Maximilien avait probablement envoyé aussi copie à l'Empereur.

La prise de Heidelberg fut très-sensible au roi Jacques. Telle était l'importance que ce prince attachait à la conservation de cette capitale des États de son gendre, qu'en dehors de la voie toujours incertaine des armes, il avait employé celles de la diplomatie. Pendant le cours du siége, Weston, son ambassadeur à Bruxelles, avait fait les démarches les plus pressantes auprès de l'Infante, pour en obtenir un ordre à Tilly de suspendre ses opérations. Le 6 septembre, cet ordre fut accordé et minuté. Mais, on hésita trois jours à l'expédier. La minute ne fut effectivement transformée en dépêche que le 9, encore subit-elle des changements notables, qui prouvent le peu de créance qu'on avait dans son efficacité. L'hésitation était assez naturelle; on ne pouvait se faire illusion, à Bruxelles, sur le sort d'un ordre semblable. Tilly, lieutenant-général du duc de Bavière et de la Ligue catholique, ne devait rien de plus à l'Infante qu'une déférence limitée; or, supposer que, sur une simple réquisition de cette princesse, il eût consenti à lever le siége, si avancé, de Heidelberg, et à attendre, l'arme au bras, la fin des négociations entamées, sans grande sincérité, par le roi Jacques, à Bruxelles, était bonnement inadmissible. D'ailleurs, les entraves qu'il mit aux communications du même Weston, avec Chichester, qui se trouva, pendant quelques jours, enfermé dans la place, démontrent le peu de confiance qu'il avait dans la bonne foi des négociateurs anglais. Cette circonstance était connue de la cour de Bruxelles, près de laquelle Weston avait porté ses protestations. L'ordre du 9 septembre ne peut donc être considéré que comme une concession de fatigue, arrachée à l'Infante, par des obsessions incessantes. Du reste, il eut l'effet qu'on devait en attendre; non-seulement Tilly n'y prit aucun égard, mais il ne fit pas même de réponse[1].

Le 25, le général de la Ligue fit chanter un Te Deum

[1] Archives du royaume. Liasses de l'audience.

solennel à Heidelberg, et, après avoir pourvu à la sûreté de la place, en y laissant une nombreuse garnison, il rejoignit son armée qui, depuis le 21, était campée devant les murs de Manheim, et en avait commencé le siége. Son arrivée donna une nouvelle impulsion aux travaux des Ligueurs; le vieux château et quelques positions fortifiées tombèrent entre leurs mains. Malheureusement, ces petits succès étaient plus glorieux que significatifs. Les progrès du siége ne répondant pas à son attente, Tilly jugea à propos de diriger son attaque sur un autre point, et passa le Neckar, sur un pont dressé par son ingénieur. Les batteries construites avec une grande diligence, furent bientôt en état d'ouvrir le feu sur les murs de la place. Le 18, la brèche étant jugée assez grande, Tilly donna l'ordre à ses troupes de se disposer à l'assaut. Vere, qui commandait la garnison, informé de ces préparatifs, craignit de n'être pas assez fort pour soutenir le choc des Bavarois. Après avoir abrité, dans la citadelle, son matériel de guerre et les effets les plus précieux des habitants, il mit le feu aux maisons les plus voisines du château, et à celles qui formaient le coin des rues. Un vent du midi, très-violent, propagea les flammes, et l'incendie dévora presque toutes les maisons de la ville. Cet acte de forcené, qui ne fut que trop bien imité, plus tard, à Magdebourg, n'eut pas même le mérite de l'utilité. Se croire vaincu, c'est l'être réellement. L'attaque des troupes de la Ligue, ne rencontra qu'une faible résistance; Vere se retira précipitamment dans la citadelle, abandonnant la ville entière aux Bavarois, qui emportèrent aussi un nouvel ouvrage à cornes, construit sur le Rhin et contigu à la citadelle. Vere se trouva dans une position critique. Du haut des remparts de la ville et des maisons échappées à l'incendie, on dominait complètement l'intérieur du château. Les galeries de tranchées, poussées avec ardeur, arrivèrent bientôt jusqu'aux fossés, et comme le niveau de la ville se trouve plus bas

que celui de la citadelle, il fut facile de faire écouler l'eau de ses fossés et de les dessécher presque entièrement. Les assiégés essayèrent de se dégager, en faisant une sortie, mais ils n'en tirèrent d'autre avantage que de tuer quelques hommes aux Bavarois. Leurs vivres, leurs munitions étaient à peu près épuisés; ils n'avaient ni bois, ni médicaments, ni même d'argent pour payer les soldats qui murmuraient. Pour comble de malheur, des fièvres, des épidémies éclatèrent parmi la multitude réfugiée dans la forteresse et obligée de camper en plein air. C'eût été folie que d'attendre l'assaut, dont les Ligueurs faisaient les préparatifs avec une certaine ostentation, et d'exposer, à une mort certaine, tant de malheureux. Vere demanda donc à capituler et rendit, le 30 octobre, la citadelle, aux conditions suivantes :

1° La garnison sortira, avec armes et bagages, selon les usages de la guerre.

2° Le général Vere pourra emmener deux fauconneaux avec leurs munitions.

3° La garnison emportera, avec 30 foudres de vin, 200 muids de farine et des rations pour trois jours.

4° Le général Tilly fera escorter le général Vere et ses soldats, par terre, à Francfort avec mille chevaux, et leur laissera quinze jours de repos dans ladite ville, jusqu'à l'arrivée du commissaire anglais, chargé de désigner la direction que devront prendre les troupes.

5° Tous les meubles et effets réfugiés dans la citadelle, seront laissés à leurs propriétaires, et ceux-ci seront libres d'en disposer, sans entrave, comme bon leur semblera.

6° Tous les théologiens et gens d'église pourront rester en toute sécurité, à Manheim, jusqu'à ce qu'ils trouvent à s'établir ailleurs.

Ce dernier article mérite une attention particulière, en ce qu'il est une preuve éclatante de l'esprit de tolérance de Tilly. Jamais prince calviniste ou luthérien n'eût admis la

possibilité de supporter, en pays conquis par lui, un prêtre catholique, moins encore un religieux. On sait comment Christian de Brunswick et Mansfeldt traitaient les ecclésiastiques qu'ils rencontraient, même en territoire neutre. Le contraste est trop frappant pour ne pas être signalé. Il est vrai que Christian et Mansfeldt, plutôt bandits que généraux, ne peuvent être pris comme types des amis du libre examen; mais, les chefs eux-mêmes, les Electeurs Palatins et Saxons n'agissaient pas autrement, quand l'occasion s'en présentait. Gustave-Adolphe fut le premier et le seul des princes protestants de cette époque qui osât garder parfois des ménagements envers les prêtres catholiques, et les admettre au droit commun. Il avait été précédé et largement dépassé dans cette voie de tolérance, qu'il fut d'ailleurs loin de suivre constamment, par le catholique Tilly qui, toujours égal à lui-même, n'en dévia jamais.

Voici encore, à l'appui de cette assertion, un fait aussi remarquable qu'il est peu connu et qui, pour être postérieur de quelques mois à la prise de Heidelberg, n'en trouve pas moins sa place ici. L'authenticité en est incontestable, et il offre des particularités curieuses à d'autres égards. En sa qualité de général en chef, Tilly avait le commandement supérieur des villes et des pays conquis dans le Palatinat. Sous ses ordres, un fonctionnaire civil était chargé de l'administration et de l'expédition des affaires courantes. Au commencement de l'année 1623, Henri de Metternich, qui occupait ce poste de président ou directeur des affaires, fut mis sur la trace de menées occultes tramées par les prédicants calvinistes dans un but favorable au Palatin. Il en fit rapport à Tilly qui prit l'arrêté suivant :

« Savoir faisons à vous ministres et prédicants calvinistes, se trouvant présentement dans ceste ville de Heidelbergh que plaintes nous ont été faites de quelques conventicules qui se font présentement dans ladite ville, esquels

on tient divers discours et pratiques deffendues contre et au mépris de sa Majesté Impériale. Commandons et ordonnons partant à tous les ministres et prédicants susdits qu'ils aient à se retirer au plus tôt de ladite ville et chercher aultre demeure là et ainsi qu'ils trouveront convenir. Et au cas qu'ils désobéissent à cestuy notre commandement, nous serons constraints d'user en ce des moyens convenables, selon quoy ils auront à se régler[1]. Daté de Heidelberg le 28 de fébvrier 1623. »

Sur ce décret, écrivait au cabinet de Bruxelles un agent belge, ladite ville a envoyé deux personnaiges de l'armée vers ledit général (Tilly), lequel ayant entendu la *proposition* des dits envoyés, leur a accordé de pouvoir retenir deux des dits prédicants jusque à autre ordre.

Cette concession froissa le Président de Metternich qui se plaignit aux chefs de la Ligue et présenta les choses sous un jour tel qu'il obtint plein succès. Tilly fut désapprouvé et le Président ne sut pas même sacrifier aux convenances la petite satisfaction vaniteuse de faire parade de sa victoire. Un arrêté simplement signé de lui parut en ces termes :

« Combien que Son Excellence le général de Tilly m'aye ces jours passés ordonné de permettre que ceux de ceste ville puissent retenir deux prédicants calvinistes jusque à autre ordre, si est-ce que pour en avoir eu reproche, il a révoqué ledit ordre et commandé de mettre à exécution le décret antérieur du 28 febvrier 1623. C'est pourquoy nous ordonnons par ceste que les dits prédicants ayent à obéir et satisffaire au dit décret, sur peine portée en iceluy, et s'abstenir des exercices qui leur ont été permis jusqu'à présent. » Sur quoy, continue l'agent bruxellois, ladite ville a derechef écrit au dit général et prié de vouloir modérer cette rigueur, n'ayant cependant rien pu effectuer de façon

[1] Archives du royaume. Collection du secrétaire Routart. N° 1. p. 195.

que les dits prédicants ont été constraints le 22 may 1623, *stylo veteri,* de se retirer de ladite ville et de chercher leur demeure ailleurs. »

La fin de ce rapport montre, du reste, que Tilly avait à lutter contre d'autres difficultés que des dissidences avec ses subordonnés et révèle les causes secrètes de la mollesse des généraux espagnols à seconder les troupes de la Ligue.

« Il y a, est-il dit, si peu d'ordre et tant de mécontentement au dit quartier, que tous les subjets désirent grandement d'estre soubs les armes et obéissance du Roy (d'Espagne) et sont les affaires venus si avant qu'un prédicateur catholic en a presché publiquement au dit Heidelbergh par forme de reproche[1]. »

Nous aurons occasion de vérifier plus d'une fois l'existence de cette rivalité de l'Espagne et de la Bavière à l'égard de la possession du Palatinat, et de constater qu'elle eut grande influence sur la marche de la guerre et sur les relations des deux alliés.

Après la bataille de la Montagne-Blanche, les archives de Christian d'Anhalt étaient tombées au pouvoir des Impériaux, et l'on sait assez combien leur publication, ordonnée par la cour de Vienne, exerça sur le public une impression fâcheuse pour les rebelles et leurs protecteurs, en dévoilant leurs manœuvres et leurs visées réelles. La prise de Heidelberg livra aux mains de Tilly les archives même du Palatin. Des découvertes non moins précieuses au point de vue de la vérité et de l'histoire y furent faites. Entre autres pièces importantes, on trouva la minute des instructions données par Frédéric à ces agents en Bohême, afin de préparer son élection à la dignité royale. Il est édifiant de voir comment ce prince caractérisait ses propres alliés et traitait dans l'ombre ceux-là mêmes dont il avait acheté l'appui en leur promettant la couronne qu'il briguait

[1] Archives du royaume. Collection du secrétaire Routart. N° 1. p. 197.

pour lui-même. Le *protocole* original que nous allons citer déborde en outre de traits du plus haut intérêt pour la juste appréciation des griefs dont les protestants faisaient tant de bruit et des véritables motifs qui les guidaient. Afin de bien comprendre la portée de ces révélations, il importe de rappeler en peu de mots dans quelles circonstances se présentait la nouvelle élection décrétée par les Etats. La couronne de Bohême était sollicitée à la fois par le duc de Savoie, qui croyait pouvoir compter sur les bons offices du Palatin, par le roi de Danemarck et par l'Electeur Palatin lui-même. Un quatrième parti s'était formé en faveur de l'Electeur de Saxe, malgré les refus réitérés de ce prince de prendre la moindre part à ce qu'il considérait comme un acte d'usurpation. Toutefois, Frédéric qui ne croyait pas sans doute pouvoir accorder à autrui plus de bonne foi qu'il n'en avait lui-même, redoutait singulièrement cette dernière candidature. Dans le but de la paralyser, il envoya à ses agents des instructions détaillées et entre autres un long exposé des motifs à faire valoir contre ses concurrents. Chacun d'eux y est traité selon ses chances. Le roi de Danemarck est à peine honoré de quelques lignes, la part du duc de Savoie est plus importante, on y remarquera le loyal conseil d'entretenir néanmoins les illusions de ce prince, dans l'intérêt de la rébellion. Enfin vingt-trois motifs d'exclusion sont invoqués contre l'Electeur de Saxe. Quelques-uns d'eux jurent étrangement dans la bouche du Palatin; d'autres sont quelque peu naïfs, d'autres enfin donnent la mesure des mœurs des cours protestantes et de la liberté civile et religieuse qui y régnait.

Extrait du protocole original trouvé dans les archives de Heydelbergh.

« Pourquoy le roy de Danemarck ne peut être admis pour roy de Bohême.

» 1° Parce qu'il n'est pas aymé de la commune et est totalement porté au commandement absolu, par où il ne fera estat des priviléges signalés des Bohêmois.

»2° Il est homme de fort mauvaise vie, adultère et adonné à la lubricité, ayant esté souvent en péril et danger de la vie pour ce subjet.

»3° Les Etats ne lui permettront pas de demeurer hors de Danemarck, comme l'on at veu à la guerre de Brunswick.

»4° Il touche de parentage aux principales maisons de l'Empire, sy comme Saxe, etc., etc....

»5° Et encor que par le parentage susdit il puisse avoir du crédit en Allemagne, sy est-ce que cela ne sert nullement au gouvernement, ainsi sera tant plus porté à faire toutes choses à son plaisir et volonté, se fiant à l'assistance de ses dits parents.

»6° Encore qu'il soit riche, il emploiera ses richesses au profit de ses enfants.

»7° Comme il est bon et courageux soldat, il commencerat la guerre, et il faudra que les Etats en portent le fardeau, estant en outre ce trop éloigné de Bohême.

»Pourquoy le duc de Savoye ne peut estre admis, etc.

»1° Encore qu'il soit de la maison de Saxe, sy est-ce que touts ceux qui se servent de langues étrangères sont aussy quant et quant tenuz pour estrangers et ne peuvent estre admis au collège des Electeurs.

»2° Il est de la religion Apostolique et Romaine; son fils est Cardinal, par où il redoutera l'excommunication du Pape et n'advoûrat aucunement la réformation introduite à l'égard des personnes ecclésiastiques et leurs biens, sy comme des Jésuites, Capucins et autres et par conséquent de leur Eglise.

»3° Encor que Mansfeldt veuille donner espoir du changement de religion, ce ne sont que des discours en l'air, car comme il n'est fondé en la vraie religion orthodoxe, ainsi il ne s'y fut entièrement asseurée.

»4° Savoye est entré souvent en accordance avec la ville de Genève, mais il ne l'a jamais observé.

»5° Ce n'est que six lieues de loing il permette la religion réformée ès pays de son obeyssance.

»6° Si Savoie vient à estre Roy et avoir la puissance, il correspondra avec les autres Archiducs et parmy bonne récompense de l'espaignol attenterat contre la Bohême en ce qu'il pourrat mettant les Evangélistes en grandissime danger.

»7° Comme il est déjà d'âge et pourveu d'enfants, il taschera de les faire succéder à la couronne en préjudice de l'Election libre.

»8° Savoye ayant retenu un demy an de long et assisté les Bohêmois d'un régiment entier et avecq iceluy occupé la ville de Pilsen, et si on ne luy donne quelqu'espoir, il rappelerat le dit régiment.

»9° Si Anhalt est accepté pour capitaine-général, il obtiendrat de Savoye que les gens de guerre demeureront plus longtemps.

»Pourquoy le duc de Saxe ne peut être admis pour Roy.

»1° Il est puis tant en possession de terres gens et argent par où il cherchera toutes sortes de pratiques pour obtenir en propriété la Bohême et la posséder héréditairement, comme ses autres pays, pouvant faire beaucoup par sa puissance.

»2° Il est naturellement ennemy des priviléges de la noblesse, comme l'on reconnait par ses comportements et incorporerat les moyens et subsistances des Bohêmois.

»3° Tant plus puissant qu'il est, tant plus fort pourrat-il opprimer les Bohêmois.

»4° Il assiste les Bohêmois à payer leurs debtes; ils seront contraints de luy engager leurs biens par où il se rendra propriétaire d'une bonne partie du pays et comme les subjects sont totalement ruynés, il aurat les dits biens à vil prix et n'oubliera rien de ce qui est de la succession de ses enfants.

»5° Il n'at nullement obligé les Bohêmois, ainsi il est seul

cause que la ville de Budweis n'est maintenant en leur pouvoir et que le comte de Bucquoy leur at donné toutes sortes d'incommodités.

»6° Il se laisse gouverner par trois personnes, à savoir par MM. de Lestenberg et de Schœnberg qui luy servent de conseil, et par son ministre de Hoy par lesquels il voudrat aussy gouverner la Bohême et réformera le gouvernement d'Autriche.

»7° Il supporte fort les ecclésiastiques, ne permettrat l'aliénation des monastères, ainsi tiendra la restauration d'iceulx comme la restitution des biens en provenant pour équitables.

»8° Il est ennemy des Réformes comme sont tous ceux de son conseil nommément de Hoy, lequel escrit présentement contr'eulx par où l'Union de ceux de la religion réformée pourrait aller à néant et iceulx seraient plus opprimés que soubs le joug et commandement du Pape.

»9° Il n'admet autre religion que la sienne et contraint les gentilshommes de luy vendre leurs biens, quant iceulx luy agréent et n'oseront tuer un lièvre ou renard dans leurs propres bois.

»10° Le gouvernement de Saxe est plus rigoureux de grief que celuy d'Autriche, c'est pourquoy il se doibt nécessairement joindre et servir de l'appuy d'Autriche.

»11° Augmente les impôts tant sur la bierre qu'auttres denrées.

»12° Il faut que ceulx de la noblesse se trouvent à chasque heure prets avecq leurs chevaulx et armes, et ceulx qui par indisposition n'y peuvent satisfaire, doibvent entretenir à cest effect un aultre gentilhomme.

»13° Il y at longtemps qu'il n'at tenu assemblée de ses Estats, ains fait tout par lui-mesme, combien que les Estats s'assemblent volontiers.

»14° Il n'estime ceux de la noblesse et empesche leurs assemblées, comme l'on a veu cy devant, il gouverne par gens simples au grand préjudice de la dite noblesse.

»15°. Schlick dit que l'on n'entend autre chose en sa court que mein gnedigster herr, mein gnedigster herr, mein gnedigster herr ist heute auf die Jagd, hat heute ein hirschen geschossen. Nous n'avons jamais veu prince plus lâche de courage; il serait mal propre en Bohême.

»16° Hoy s'est déclaré au comte Schlick de ne pouvoir conseiller à son maistre d'entreprendre le gouvernement d'un pays où il y a diversité de religion.

»17° Il ne tient nul ordre en sa court, tous les jours, il faut que ses conseillers pour le complaire boivent contre leur volonté, se fasent malades, et crèvent de boire, disne à douze, une et deux heures après minuit, fait lever les dames de table et luy demeure assis.

»18° Il est si avaricieuz que pour cinquante florins, il donne audience, à sa très-grande incommodité, laquelle cestant son interest, il donne difficilement.

»19° Schlick dit qu'il ne faut avoir peur de luy en ceste affaire, et serat respondant que ledit Ducque metterat la main ou prétendrat à ladite couronne, qu'il n'est généreux et désire seulement vivre en repos et sans soucy.

20° N'a soing ou publicq, ne l'entend et n'y prend aucun plaisir.

»21° Le roy Ferdinand ne peut attendre aucune assistance de sa personne, ny la condition du roy de Bohême estre rendue meilleure par le Saxon[1].

»22° Parce qu'il est plus contraire aux Réformes que les papistes et que les ecclésiastiques le gouvernent.

Mais il est temps de revenir au récit des événements. »

Des possessions de l'électeur Palatin, il ne lui restait plus que la ville de Franckenthal. La protection du roi d'Angleterre n'avait pu sauver ni Heidelberg, ni Manheim. Elle n'aurait pas préservé Franckenthal du même sort, si la saison et la bravoure des défenseurs de la ville n'avaient

[1] Collection de Roulart, n° 2. Page 179 et suivantes.

suppléé aux lacunes du patronage anglais. En effet, Tilly avait investi la place peu après la prise de Manheim et avait fait commencer les approches. Mais la garnison résista si vigoureusement et avec tant de bonheur, que les travaux du siége, sans cesse détruits, n'avaient pu faire aucun progrès, lorsque survint la mauvaise saison. Tilly se vit donc forcé d'interrompre ses opérations. Il comptait les reprendre au printemps, mais le 29 mars 1623, le roi d'Angleterre signa, au nom de son gendre, une convention qui portait que la place serait remise en dépôt entre les mains de l'Infante Isabelle, pendant 18 mois, à charge par la princesse de la restituer au Palatin, si à cette échéance la paix n'avait pas été faite entre les parties belligérantes en Allemagne. Cet engagement fut fidèlement accompli par les Anglais et Franckenthal reçut une garnison espagnole.

Le quartier général de Tilly était établi, vers la fin de l'année 1622, à Assenheim, bourg du comté de Nassau-Dietz. Une circonstance remarquable se rattache au court séjour de Tilly dans cette localité. Le comte Ernest Casimir de Nassau-Dietz alors au service des Etats généraux, était fort tourmenté des cantonnements pris sur ses terres par les troupes de la Ligue. Il désirait ardemment voir ses vassaux délivrés des lourdes charges qu'entraînait cet état de choses, même dans les meilleures conditions. Il s'adressa à son parent, le comte Jean Louis de Nassau Hadamar, qui jouissait d'une grande faveur auprès de l'Infante Isabelle. Ce seigneur consentit volontiers à prêter ses bons offices à Jean Casimir et se rendit lui-même à Assenheim dans l'espoir d'obtenir de Tilly le dégrèvement du comté de Nassau-Dietz. Ses démarches échouèrent contre l'impossibilité d'assigner d'autres quartiers aux régiments du comte de Furstenberg qui s'y trouvaient cantonnés. Le comte ne se rebuta pas, et, s'imaginant avoir découvert le moyen infaillible de rendre le Général plus traitable, il reprit la route d'Assenheim, muni d'une chaine

d'or du prix de 2400 florins. L'expédient était conforme aux mœurs du temps et n'emportait pas d'idée infamante aux yeux de Jean de Nassau; mais des officiers protestants, qui connaissaient mieux les habitudes du général de la Ligue, avertirent le Comte qu'il se gardât bien de mettre à exécution son projet de cadeau, attendu que Tilly était inaccessible à toute séduction. « Certes, dit le prédicant calviniste auquel nous empruntons ce détail, c'est là un beau côté du caractère si sévèrement jugé de ce général, dont les ennemis les plus ardents étaient contraints d'honorer l'abnégation et le rare désintéressement[1]. »

Le contraste est frappant avec la conduite de Wallenstein dans les mêmes circonstances. Le Conseiller de Haagen, chargé en 1627 par les comtes de Nassau-Dillenbourg et de Nassau-Sarbruck de demander au généralissime impérial une exemption de cantonnements militaires pour les terres de ces seigneurs, n'osa l'aborder que les mains pleines d'argent; encore ne parvint-il qu'à emporter des promesses vagues, qui ne furent d'ailleurs pas tenues[2].

Dans cette campagne qu'il venait de couronner par la prise de Manheim, Tilly s'était couvert de gloire. « La mission qu'il avait à remplir, dit Frœrer, était hérissée d'obstacles et de périls; avec quelle habileté ne s'en est-il pas acquitté. A la tête d'une armée qui atteint à peine le tiers des forces de ses adversaires, il parvient à empêcher leur jonction, les bat séparément à plate couture l'un après l'autre, et force leurs débris à disparaître du sol de l'Empire. Quelle profonde connaissance de la guerre, quelle justesse de calculs sur le caractère de ses adversaires! On peut dire sans crainte que la campagne de 1622 au Palatinat place Tilly au rang des plus grands généraux modernes. » Une circonstance augmente encore son mérite, c'est qu'il n'était pas libre. Outre les difficultés matérielles, outre

[1] C. J. Keller. Drangsale des Nassauischen Volkes. p. 47 et 48. [2] Ib. p. 87.

les obstacles provenant du fait de ses ennemis, il eut de plus à lutter contre les difficultés et les obstacles d'un autre genre. Soumis à la fois à l'autorité du duc de Bavière et à celle de l'Empereur, il était encore tiraillé par certains membres de la Ligue qui se croyaient au-dessus de lui, et la nécessité où il se trouvait de se faire assister des Espagnols, le plaçait dans une certaine relation de dépendance de l'Infante Isabelle des Pays-Bas. Non-seulement il avait mille ménagements à garder, mais il était encore contrarié dans ses opérations par les ordres contradictoires qu'il recevait de différents côtés. Les difficultés de cette position ne firent que croitre avec le temps, et sa correspondance avec la cour des Pays-Bas fournit à cet égard les plus curieux et les plus instructifs renseignements ; elles attristèrent ses dernières années et furent l'écueil de sa gloire militaire. Quand on réfléchit aux grandes choses qu'il accomplit dans des conditions si défavorables, sans laisser échapper ni un mot, ni le moindre mouvement d'amour-propre, ni la plus légère plainte, on est conduit à affirmer que Tilly fut plus qu'un heureux capitaine et que la grandeur de son ame dépassait celle de ses capacités militaires. C'est surtout en le voyant aux prises avec la fortune, puis avec le malheur, que nous pouvons comprendre tout ce qu'il y avait de vraiment fort, de réellement admirable dans la nature généreuse de ce fervent catholique, dont toute la force consistait dans sa foi.

Ainsi que le dit Gfrœrer, c'est la campagne du Palatinat qui jeta les fondements de la grande renommée de Tilly. D'autant plus obscur avant 1622, qu'il était moins avide de paraitre, il se plaça d'un seul bond au plus haut degré de l'échelle. La profondeur de ses conceptions, la rapidité de ses mouvements, la sagesse et la prudence de ses mesures, la modération et la loyauté de sa conduite envers les vaincus, chose malheureusement si rare alors, son abnégation devant ses alliés, sa bravoure froide ou impétueuse

selon les circonstances, le succès amené de longue main et hardiment enlevé de ses opérations, étaient de nature à commander l'attention et à inspirer une profonde et sympathique admiration. L'Empereur et les princes catholiques comprirent toute l'étendue des services que leur avait rendus le vaillant belge. Le 13 septembre, Ferdinand l'éleva au rang de comte du Saint-Empire, en étendant cette faveur à son frère, Jacques de Tserclaes de Tilly, et aux enfants de celui-ci; en outre la Ligue lui vota un présent de 18000 thalers qu'on promit de lui payer en écus, après la pacification ou à la prochaine diète, si ce cas de paix ou de trève ne se réalisait pas d'ici là[1]. A cette occasion Gfrœrer cite une observation piquante d'un contemporain qui peint parfaitement l'esprit des chancelleries allemandes: « En 1619, Tilly n'est encore que baron, et bien qu'il soit déjà lieutenant-général bavarois, il est seulement tutoyé. En 1620 on (le duc Maximilien) a commencé à lui écrire *manu proprio* et à l'honorer du *vous*. Le préambule était : Salut, mon cher sieur de Tilly. C'est le 31 juillet 1622 que Tilly a signé pour la première fois du titre de comte. » Sur ce dernier point, le contemporain était mal informé, car ce n'est que trois mois plus tard que Tilly fut créé comte et sa profonde modestie ne permet pas de supposer qu'il ait anticipé d'un jour sur les décrets impériaux.

[1] **Archives de Vienne. Instruction aux députés de Mayence à la diète d'Augsbourg de la Ligue, 1624.**

CHAPITRE VIII.

Diète de Ratisbonne, en 1622. L'Empereur veut transférer au duc de Bavière la dignité électorale du comte Palatin. Ses négociations à ce sujet avec l'Electeur de Saxe. Opposition de la cour de Bruxelles. Elle propose une convention provisoire, qui est rejetée. Objections de l'Electeur de Mayence. Vote favorable de la Diète. L'Electeur de Mayence s'y rallie. Protestation du comte d'Onate, ambassadeur d'Espagne. Philippe IV consent à reconnaître le duc de Bavière comme Electeur. Assemblée de la Ligue à Ratisbonne. Mansfeldt s'empare de la Frise orientale. Christian de Brunswick pénètre dans le cercle de la Basse Saxe. Assemblée de la Ligue à Ratisbonne. Intrigues du roi de Danemarck. Dissensions parmi les Etats de la Basse Saxe. Georges de Lunebourg. Maurice de Hesse Cassel. Tilly soumet le Landgrave de Hesse Cassel. Négociation de Tilly avec les Etats du cercle de la Basse Saxe. Christian de Brunswick est forcé de quitter la Basse Saxe. Il est poursuivi par Tilly. Bataille de Stadloo. Défaite de Christian. Expédition de Tilly contre Mansfeldt dans la Frise orientale.

L'empereur Ferdinand II avait convoqué à Ratisbonne pour le 4 décembre 1622, une assemblée générale des Electeurs et Princes de l'Empire, afin d'aviser aux moyens de rétablir une paix solide en Allemagne et de prendre une résolution définitive au sujet de l'Electeur Palatin. Outre ce but ostensible, Ferdinand en avait un autre qui lui tenait beaucoup plus au cœur, et dont le succès devait être précisément le plus grand obstacle au rétablissement de la paix. On se rappelle qu'en 1619, pour déterminer Maximilien à prendre les armes contre les rebelles bohêmes, Ferdinand s'était engagé à lui transférer le bonnet d'Electeur de Frédéric V. Fidèle à sa parole, il n'avait cessé de préparer les voies à l'exécution de cette promesse. Lorsque, dans les premiers mois de 1622, lord Digby vint à Madrid solliciter l'intervention active de la cour d'Espagne en faveur du

gendre de Jacques I, le monarque allemand communiqua sans détour ses intentions au roi Philippe IV et subordonna la grâce du Palatin à la translation de sa dignité électorale sur la tête du duc de Bavière[1]. Il lui importait singulièrement de gagner à ses vues l'Electeur de Saxe, dont l'assentiment devait jeter un grand poids dans la balance. Le comte Jean Georges de Hohenzollern fut chargé de la mission délicate de faire agréer au chef du protestantisme allemand un acte qui détruisait à jamais l'influence protestante dans le collége des Electeurs. Il le trouva dans les meilleures dispositions possibles, mais assez embarrassé. Ce prince s'était entremis au mois de mai précédent pour Frédéric, et ne pouvait bonnement donner si vite les mains à la déchéance de son protégé, sans risquer de se faire accuser d'une honteuse palinodie et de perdre toute autorité parmi ses coreligionnaires. Pour se tirer de cette difficulté, il imagina un moyen tout à fait digne de la politique alors en honneur dans les cours évangéliques de l'Allemagne. Il protesta hautement et officiellement contre toute atteinte aux prérogatives et honneurs du Palatin, mais en même temps il autorisa le comte de Hohenzollern à écrire à l'Empereur : « Que Sa Majesté ne devait attacher aucune importance aux déclarations officielles de l'Electeur de Saxe; que celui-ci avait exprimé dans ses entretiens le vœu que l'Empereur poursuivît sa victoire, châtiât exemplairement l'usurpateur du trône bohême et fît du bonnet palatin ce que bon lui semblerait. » On savait à Vienne qu'au fond Jean Georges de Saxe désirait vendre son approbation publique le plus cher possible. L'Espagne fit une opposition franche et ouverte qu'expliquent suffisamment les projets d'union alors en plein cours, de la fille de Philippe IV avec le prince de Galles; elle demandait la restauration complète de Frédéric V et proposait, en atten-

[1] Archives du royaume. Liasses de l'audience.

dant le traité de paix définitif, une suspension d'armes provisoire d'un an, dont les bases avaient été jetées à Bruxelles entre l'infante Isabelle et les commissaires anglais. La principale de ces bases était que la ville de Heidelberg serait remise au Palatin, celles de Manheim et de Franckenthal, entre les mains de l'Infante, à titre de gage, à condition que si, au bout de l'année, la paix n'était pas faite, Heidelberg serait restituée à Tilly, Manheim et Franckenthal, au Palatin. Ce projet de convention, qui avait le tort de n'offrir aucune garantie aux Etats catholiques, de n'engager ni Christian ni Mansfeldt, ne pouvait soutenir l'examen. Il fut unanimement rejeté. C'est sans doute à cette occasion que Tilly fut appelé à Ratisbonne, où il se rendit au mois de décembre, après avoir laissé le commandement de ses quartiers au baron de Herbersdorf.

Des divers princes protestants convoqués par l'Empereur, le Landgrave de Hesse-Darmstadt seul, vint en personne; les ducs Frédéric-Ulrich de Brunswick-Walfenbuttel et Philippe-Jules de Poméranie s'abstinrent complétement; les électeurs de Saxe et de Brandebourg se firent représenter par des députés. Quant aux princes catholiques, ils étaient tous venus, à peu d'exceptions près. Les délibérations étaient commencées depuis plus d'un mois, lorsque le 13 janvier 1623, l'Empereur fit porter, devant l'assemblée, la grande question de savoir s'il convenait de donner au duc de Bavière, la vacature créée dans le collége des électeurs, par la proscription légale du comte palatin. Des bancs catholiques surgirent de graves objections; l'électeur de Mayence, sans contester le droit strict de l'Empereur, et les justes raisons qui le faisaient agir, trouva la mesure dangereuse, impolitique et propre à susciter des guerres sans fin en Allemagne. Néanmoins, la proposition impériale rallia la majorité des suffrages, et fut adoptée, avec réserve expresse des droits des enfants et des agnats du palatin. Le 25 février 1623, Maximilien fut solennel-

lement investi de la dignité électorale; mais, comme en vertu de la résolution de la diète, cette investiture n'était donnée qu'à titre viager, le duc signa le lendemain un revers, par lequel il reconnaissait qu'après sa mort, le bonnet électoral pourrait être rendu à celui des enfants de Frédéric que désignerait la première diète postérieure. L'archevêque de Mayence, mécontent, était retourné dans sa résidence, sans vouloir souscrire à la décision de l'assemblée. Ferdinand, qu'attristait profondément le refus du vénérable prélat, lui dépêcha son confesseur, le père Buanus, jésuite fort aimé de Schweickard qui, après de longs efforts, parvint enfin à l'ébranler et à obtenir son assentiment[1].

La résistance du cabinet espagnol fut plus tenace, malgré la satisfaction qu'on avait espéré lui donner par la clause de réserve. Il refusa de reconnaître la validité de la collation impériale. Le comte d'Onate, ambassadeur d'Espagne, protesta, au nom de son souverain et de l'Infante Isabelle des Pays-Bas, contre l'acte qui venait de s'accomplir, et déclara que désormais l'Espagne retirerait les secours qu'elle avait jusqu'alors prêtés à l'Empereur et à la Ligue. Cette menace, appuyée d'une communication analogue de l'Infante au duc de Bavière, inquiéta vivement les cours de Vienne et de Munich. Tout fut mis en œuvre pour ramener les cours de Madrid et de Bruxelles à d'autres sentiments : on épuisa les combinaisons matrimoniales, entre les deux branches de la maison de Wittelsbach et les Habsbourg. Les répugnances du roi Jacques, la hauteur du Palatin, toujours plein d'illusions sur ses propres ressources, firent échouer la plupart de ces projets. Enfin, grâce à l'énergique intervention du pape et à l'habile diplomatie du comte Khevenhiller, ambassadeur de l'Empereur, à Madrid, on obtint de Philippe IV l'engagement de

[1] Hist. de la compagnie de Jésus par Cordova.

continuer l'utile concours de ses forces à la cause catholique en Allemagne, et peu après la reconnaissance du titre électoral de Maximilien. La rupture du mariage anglais, qui eut lieu dans le courant de l'année 1623, acheva de dissiper momentanément toute cause de différend, entre le roi d'Espagne et l'Empereur.

Tilly n'assista point à la solennité qui consacrait l'élévation de Maximilien de Bavière à la dignité électorale; il avait quitté Ratisbonne quelques jours auparavant, et arriva le 22 mars à Héidelberg, dont la fameuse bibliothèque venait d'être donnée par le nouvel électeur, au pape Grégoire XV, sur la demande du nonce apostolique, Caraffa. Déjà Léon Allatius, bibliothécaire du Vatican, se trouvait dans la ville avec plus de cent mulets, destinés à transporter, à travers les Alpes les précieux manuscrits qui formaient la partie la plus importante de ce dépôt littéraire, bien plus riche, au dire de Scaliger, que celui du Vatican. A chaque ballot, on attacha l'inscription suivante : *Sum Bibliotheca, quam Heidelberga capta spolium fecit et P. M. Gregorio XV tropheum misit Maximilianus utr. Bar. dux, S. R. J. Elector*. Après avoir présidé à la remise de ces trésors, Tilly retourna à Ratisbonne, où l'Electeur de Bavière avait convoqué une assemblée des membres de la Ligue. Des nouvelles alarmantes étaient arrivées; la guerre, loin d'être finie, semblait renaître avec plus de fureur[1].

Mansfeldt et Christian, arrivés en Hollande, avec les débris de leur armée, écrasée à Fleurus, avaient été admis pour trois mois au service des Etats-généraux, et ils avaient payé leur bien-venue en délivrant Berg-op-Zoom, assiégé par les Espagnols. Mais, les Hollandais comptaient employer les deux aventuriers, moins pour leur service direct, qu'en guise de machines de guerre contre l'Empereur et

[1] Archives de Bruxelles. Secrétairerie d'état allemande. Corresp. de Maximilien de Bavière.

les Etats catholiques de l'Allemagne. Entretenir le feu des dissensions intestines, chez un voisin puissant, dont les forces, une fois libres, eussent pu s'unir à celles de l'Espagne, pour étouffer l'indépendance, encore chancelante des Provinces-Unies, était une des règles de leur politique. Ils devaient être charmés d'avoir, sous la main, des princes allemands, toujours prêts à se jeter, pour un peu d'or, sur le sein de leur patrie, et à la déchirer impitoyablement, sous prétexte de zèle religieux. Peu importait à ce peuple calculateur, l'issue des expéditions entreprises par les condottièris à leur solde; ils applaudissaient au succès, et s'inquiétaient médiocrement des revers, car ils étaient toujours certains de trouver, dans l'aristocratie protestante de l'Allemagne, une pépinière féconde de sujets disposés à vendre leur épée au plus offrant. Dès la fin de novembre, Mansfeldt, lancé le premier en campagne, avec 10,000 hommes de pied, 2,000 chevaux et 7 pièces d'artillerie, pénétra dans l'évêché de Munster, qu'il mit, selon ses habitudes, à feu et à sang. De là, il passa dans la Frise orientale, contrée riche et fertile, où il eût facilement pu entretenir son armée, pendant plusieurs années. Mais ses bandes indisciplinées, habituées à la rapine et à toutes sortes de violences, gâtèrent à plaisir ce qu'elles ne pouvaient consommer, et se livrèrent à des excès que la plume ne peut retracer. Leur chef fit fortifier Meppen, où il établit son quartier-général, et fixa sa résidence au château de Liéfort. Le comte Enno d'Ostfrise, seigneur du pays de ce nom, était désigné aux vengeances de l'aventurier, par son dévouement héréditaire à la maison d'Espagne, et par la proche parenté qu'une alliance de famille avait établie entre lui et le comte Jacques de Tilly. Mansfeldt, non content de ravager ses domaines, lui imposa une contribution de guerre de 300,000 écus; n'ayant pu être payé immédiatement, il mit des garnisons dans tous les châteaux du comte, le fit garder à vue, et le réduisit à ne

plus avoir autour de lui que deux valets. Enno fut obligé d'emprunter la somme exigée, à gros intérêts, ce qui n'empêcha pas ses employés d'être pillés et rançonnés sans pitié. Mansfeldt rêva même un instant de s'approprier l'Ostfrise, et s'empara réellement des rênes du gouvernement, sous prétexte qu'il était l'ancien seigneur du pays. Sur les instances de l'Electeur de Cologne, évêque de Munster, le comte d'Anholt, soutenu par Cordova, passa le Rhin à Dusseldorf et se mit en devoir d'arrêter les brigandages du général calviniste. Il réussit à le chasser de quelques places, mais l'approche de Christian de Brunswick le força bientôt à se tenir lui-même sur la défensive. En dépit de toutes ses déprédations, Mansfeldt manquait d'argent, et les dégâts insensés commis par ses hordes incendiaires, avaient été tels que la disette le menaçait. Il ne se trouvait pas d'ailleurs, en force suffisante pour exécuter le plan de campagne que lui avaient assigné les Hollandais, et qui consistait à porter la guerre en Bohême, de concert avec Christian, après avoir complétement dévasté les évêchés de Wurzbourg, de Mayence et d'autres Etats ecclésiastiques. La France, alors en guerre avec l'Espagne, désirait occuper cette puissance au dehors. Elle offrit à Mansfeldt des subsides qu'il s'empressa d'accepter, pour lever de nouvelles troupes et augmenter son armée. Craignant d'être prévenu par Tilly, il imagina de recourir à sa tactique ordinaire, en feignant de vouloir se soumettre. Le comte Antoine Gunther d'Oldenbourg, qu'il avait cruellement rançonné et qui était, chaque jour, en butte à quelque nouvelle exaction, souhaitait ardemment de voir son voisinage débarrassé d'hôtes si incommodes. Mansfeldt promit de quitter l'Ostfrise, à condition que ce seigneur intercéderait pour lui, auprès du chef de l'Empire et le ferait amnistier. Ferdinand, heureux de l'espoir de terminer une guerre si sanglante, par voie d'accommodement, accueillit la démarche du comte d'Oldenbourg, et le duc

de Bavière donna ordre à Tilly de ne pas avancer, avant que la négociation, ainsi entamée, n'eût donné un résultat. Mais, comme on avait de justes motifs de se défier de Mansfeldt, on lui imposa, pour condition préalable, de licencier immédiatement ses troupes. Ainsi qu'on devait s'y attendre, l'aventurier refusa, et, malgré le zèle du comte d'Oldenbourg et la complaisance de Tilly à continuer la négociation, celle-ci demeura sans résultat.

Christian de Brunswick venait de faire, à son tour, sa réapparition sur la scène. Blessé au bras à Fleurus, il avait si mal soigné sa plaie que la gangrène s'y mit, et que l'amputation devint indispensable. Il subit l'opération au milieu des fanfares guerrières, et se fit forger un bras de fer, muni d'un mécanisme ingénieux, destiné à remplacer, dans certains usages, le membre coupé. Cette infirmité n'ôta rien à la fougue de ses passions. Sur ces entrefaites, l'Electeur palatin était arrivé à La Haye, où se trouvait sa famille. Des relations fréquentes s'établirent entre lui et l'administrateur d'Halberstadt. Christian s'éprit, comme on l'a dit, de l'Electrice, et proclamant sa passion adultère, sans souci du déshonneur qui en pouvait rejaillir sur le Palatin, se déclara le champion de cette princesse, et fit broder, sur son grand étendard, cette devise impie : *Tout pour Dieu et pour elle*. Au mois de janvier, il quitta la Hollande, avec une armée égale à celle de Mansfeldt, traversa Osnabruck, et s'avança jusqu'à Rinteln, où il se fortifia. Il s'assura également de tous les points de passage du fleuve, et y mit bonne garnison; puis, il répandit sa cavalerie dans les évêchés d'Halberstadt et d'Hildesheim. Son arrivée fut le signal d'une vive fermentation, dans cette partie de l'Allemagne.

Tandis que le cercle des Etats de la Basse-Saxe ordonnait des levées suspectes, les ducs Guillaume et Jean-Ernest de Saxe-Weimar rassemblaient un corps de 4,000 hommes d'infanterie et de 1,000 chevaux. Croyant l'Electeur

de Saxe indisposé contre l'Empereur, à cause des dernières résolutions de la diète de Ratisbonne, ils lui offrirent la petite armée qu'ils avaient, disaient-ils, levée pour la défense de la vraie religion et de la liberté allemande. Mais l'Electeur reçut fort mal ces étranges amis de la liberté, et fit mine de disperser leurs troupes. Déçus dans leur espoir, les deux princes se tournèrent vers Christian de Brunswick qui confia à Guillaume les fonctions de son lieutenant-général. Presque en même temps, le duc Frédéric de Saxe-Altenbourg amena à l'administrateur d'Halberstadt deux régiments, l'un d'infanterie, l'autre de cavalerie, qu'il avait créés avec l'argent et pour le service de l'Infante Isabelle des Pays-Bas. L'armée de l'administrateur s'augmentait donc tous les jours, et semblait devoir servir de centre et de point de ralliement à tous les préparatifs hostiles contre l'Empereur. Derrière lui, Mansfeldt offrait un point d'appui à sa retraite, en cas de besoin; il n'avait rien à craindre d'Anholt qui, trop faible pour rien entreprendre contre des forces si supérieures, se maintenait, avec peine, dans les comtés de la Marck et de Ravensberg, déjà épuisés par l'ennemi.

Les nouveaux orages qui s'élevaient menaçants à l'horizon, obligèrent l'Empereur et les Etats catholiques à se mettre promptement en mesure d'y faire tête. Dans une assemblée de la Ligue, à Ratisbonne, on décida que les quotes-parts contributives de chaque membre seraient maintenues sur le pied fixé, deux ans auparavant, à la réunion d'Augsbourg, et que des instances seraient faites auprès du pape et de l'Empereur pour en obtenir des secours en hommes ou en argent. Le nonce promit, au nom du Saint-Père, un subside mensuel de 20,000 florins, plus l'entretien d'un régiment de cavalerie, et d'un régiment d'infantérie de 2,000 hommes. Mais, il parait que le pape trouva la charge trop lourde; il se borna à verser dans les caisses de la Ligue, 6,000 florins par mois. De

son côté, l'Empereur s'engagea à fournir un contingent, composé de cinq régiments : trois d'infanterie (comte Colalto, comte Jean de Nassau et comte de Schœnbourg), et deux de cavalerie (duc de Holstein et duc de Saxe Lauenbourg). Ce corps, que commandait le comte de Colalto, renforcé du régiment de cavalerie, Avandano, rejoignit, en effet, le camp de Tilly, au commencement du mois de juin. Enfin, l'agent Morœus fut dépêché à Bruxelles, pour y négocier l'envoi d'un renfort considérable, au comte d'Anholt.

Ces points vidés, on s'occupa des plans de campagne. Malgré les preuves de mérite et de prudence consommée que venait de donner Tilly, il n'en fut pas moins contraint de subir les prescriptions étroites d'instructions détaillées, qui laissaient peu de chose à son initiative et gênaient singulièrement la liberté de ses allures.

Les membres de la Ligue se flattaient encore de détourner pacifiquement une partie des périls qui les menaçaient. Ils voulaient moins écraser les protestants qu'assurer leur propre indépendance et leur liberté religieuse. La mission confiée à Tilly portait l'empreinte évidente de ces dispositions. Elle était à la fois diplomatique et militaire, exigeait autant de tact et d'habileté que de fermeté et de vigueur opportune, et le supposait négociateur aussi accompli que général distingué.

Maintenir les princes du nord dans une neutralité réelle, par un double jeu de persuasion et d'intimidation ; assurer la tranquillité des évêchés rhénans et du Palatinat, en réduisant le landgrave Maurice de Hesse-Cassel à l'impuissance, isoler Christian et Mansfeldt, les chasser de l'Empire, ne frapper qu'à dernière extrémité, et encore avec ménagement, telle était la tâche qui lui était imposée. Afin d'en faire mieux comprendre l'importance et les difficultés, il est nécessaire de jeter un coup d'œil sur ce qui se passait au nord de l'Allemagne. D'étranges intrigues s'y croisaient.

Le roi de Danemarck, impatient de se voir en possession des évèchés opulents, objet de ses ardentes convoitises, n'avait pas cru trouver meilleur moyen d'y parvenir, que de créer des ennemis à l'Empereur, afin d'avoir occasion de lui vendre sa neutralité. Sous prétexte d'assurer le pays contre les incursions des Espagnols et de Mansfeldt, il avait pressé le cercle de la Basse-Saxe, de mettre sur pied une armée de 10,000 hommes. Personnellement, il avait grand soin de se tenir derrière le rideau, car, en même temps qu'il fournissait au duc Frédéric-Ulric de Brunswick-Wolfenbeuttel les moyens de faire des levées de gens de guerre, et qu'il promettait au duc de Brunswick-Celle un corps auxiliaire de 4,000 hommes, il refusait l'offre que lui faisait l'Electeur de Brandebourg, de mettre à sa disposition 15,000 hommes de troupes, à condition de déclarer ouvertement la guerre à l'Empereur. La guerre, il voulait bien la laisser faire, il y poussait même efficacement, mais il ne croyait pas, dans son intérêt, de la faire lui-même. Tandis qu'à son instigation, Frédéric-Ulric proposait aux princes du cercle de prendre Halberstadt et son armée à leur service, il accablait l'Empereur de protestations d'attachement et sollicitait, même le pardon de ce même Halberstadt. Malheureusement pour ses plans machiavéliques, il rencontra un obstacle aussi formidable qu'inattendu. Le cercle de la Basse-Saxe avait pour général le duc Georges de Brunswich-Lunebourg, prince doué de talents militaires éminents, partisan du Palatin, mais trop imbu des rivalités de famille, existant entre les deux branches de la maison de Brunswick, pour ne pas être ennemi mortel de Christian. Autant il s'était montré belliqueux l'année précédente, dans ses relations avec le roi de Danemarck, qu'il aurait voulu lancer dans l'arène, en faveur du Palatin, autant il repoussait une guerre où Halberstadt aurait nécessairement joué le premier rôle et assuré la suprématie des Wolfenbeuttel. Il s'opposa donc, avec beaucoup de chaleur, à la demande de Frédéric-Ulrich et la fit

echouer une première fois. Mais l'aîné des Wolfenbuttel ne se rebuta pas ; il rassembla, à Gardeleben, la plupart des membres du cercle et leur fit partager sa manière de voir ; ceux-ci en entraînèrent d'autres, et Georges, vaincu sur ce terrain, changea ses batteries. Il cessa de combattre la proposition de son cousin, mais il y fit insérer une clause qui en détruisait toute la portée. En effet, les Etats de la Basse-Saxe s'étayant de ce que, n'étant pas en force pour chasser Halberstadt de leur territoire, ils avaient, du moins, tout intérêt à le séparer de Mansfeldt, le prirent à leur service pour trois mois, sous la condition expresse qu'il demeurerait sur la défensive, qu'*il cesserait toute relation avec son ancien compagnon d'armes, et qu'il garderait fidèlement l'obéissance due à l'Empereur*. Ce curieux traité, produit bizarre de l'enchevêtrement des mille menées souterraines qui se pratiquaient parmi les membres du Cercle, fut envoyé par le duc Georges à l'approbation de l'Empereur, qui eut l'habileté de le ratifier. Une singulière anomalie résulta de cette situation. Le Cercle de la Basse-Saxe se trouva avoir deux généraux, l'un de droit, mais sans troupes, l'autre de fait et maître d'une armée, mais sans autorité morale : tous deux complétement opposés dans leurs vues et dans leurs projets.

Pendant que le roi de Danemarck s'efforçait de faire disparaître l'antagonisme des deux princes de Brunswick, pour les unir dans une entreprise commune contre l'Empereur, le landgrave de Hesse-Cassel activait, de son côté, ses armements, et soufflait le feu de la rébellion dans les Etats protestants. De tout temps, Maurice de Hesse-Cassel avait été hostile aux catholiques et à l'Empereur. Calviniste zélé et membre ardent de l'Union, en haine de son cousin le landgrave de Hesse-Darmstadt, luthérien et impérialiste décidé, il avait trempé dans toutes les conspirations formées à l'intérieur ou à l'étranger, contre la maison d'Habsbourg. Mais le fanatisme de ses haines politiques et reli-

gieuses, était encore dépassé par son égoïsme; il comptait au nombre de ces princes réformés, fort nombreux alors, qui, tout prêts à achever l'ennemi vaincu, à partager ses dépouilles, se souciaient médiocrement de courir les chances de la lutte et préféraient exploiter, sans danger, les victoires achetées au prix du sang de leurs amis. Lors de la première expédition de Christian au Palatinat, Maurice disposait de 20,000 soldats. S'il eût joint ces forces à celles de Christian, nul doute que Tilly n'eût pu en soutenir le poids; mais, bien qu'il en eût déjà trop fait pour n'être pas compromis, il n'osa pas aller plus loin et se borna à de stériles vœux. Comme le duc de Wurtemberg, il regarda tranquillement Tilly écraser, l'un après l'autre, Durlach, Mansfeldt, Halberstadt, et crut avoir esquivé le péril en adressant à l'Empereur un mémoire justificatif, accompagné de chaudes et nombreuses protestations de fidélité. Ses tardives explications furent accueillies sévèrement, et bientôt les cantonnements de l'armée de Tilly sur les frontières de ses Etats, purent lui faire prévoir le châtiment qui l'attendait. Néanmoins, ses intrigues étaient restées si longtemps impunies, sa politique équivoque, également déloyale pour ses amis et ses ennemis, plus funeste encore aux premiers, avait si souvent réussi qu'il crut pouvoir persévérer, avec toute sécurité, dans cette voie dangereuse. Il continua à entretenir des relations suivies avec les princes ennemis de l'Empereur; il se rendit même à Dessau, pour y conférer avec Halberstadt et Frédéric Ulrich. Ceux-ci le pressèrent vivement de s'unir à eux, et de jeter franchement le gant à l'Empereur. C'était le seul parti honorable pour Maurice; il s'y refusa, et demanda, au contraire, à Christian, de venir, à ses risques et périls, chasser les troupes de Tilly des frontières de la Hesse. Ces prétentions excessives dans leur égoïsme ne pouvaient être agréées des princes de Brunswick qui, de leur côté, se préoccupaient plus d'absorber le concours de la Hesse

à leur profit, que de rendre au landgrave un service désintéressé, qu'il ne méritait certainement pas. « En général, s'écrie à propos de ces misérables intrigues un éminent écrivain protestant, jamais l'incapacité politique de l'Eglise princière allemande ne se révéla d'une manière plus déplorable. Tandis que les Etats catholiques, s'appuyant sur l'antique organisation de l'Eglise romaine, resserraient étroitement leurs rangs, les princes évangéliques, métamorphosés en petits dieux par la réforme, n'avaient plus la force de s'élever à une pensée supérieure d'unité. Chacun d'eux voyait dans son voisin, non plus un coreligionnaire, mais un instrument qu'il cherchait à exploiter de son mieux, dans son intérêt privé. »

Les dissensions intérieures des princes protestants du nord, les mystères de leurs mesquines conspirations, étaient parfaitement connus de Tilly. « Tout ce que dit le landgrave Maurice de Hesse lui est rapporté immédiatement,» écrit un Hessois contemporain. Il est vrai que le général de la Ligue payait largement les services des nombreux agents qu'il entretenait dans les cours protestantes, car il se plaint quelque part des énormes dépenses que lui cause ce système d'informations secrètes. De plus, il s'était mis directement en relation avec une partie de la noblesse hessoise qui, fatiguée des lourdes charges que lui imposait le pied de guerre exagéré du landgrave, avait facilement prêté l'oreille aux ouvertures du général. Il leur avait représenté que la mission de la noblesse allemande consistait moins à se mettre au service des ambitions princières, qu'à défendre l'Empire et l'Empereur, ce chef suprême de la noblesse. Ces considérations, appuyées de la perspective de la *franchise d'Empire*, c'est-à-dire du relief immédiat de la couronne, qu'il fit entrevoir aux gentilshommes hessois, firent sur eux une vive impression, dont les symptômes se manifestèrent par une résistance opiniâtre aux demandes de subsides et de levées du landgrave.

Le seul fait de cette opposition enlevait, à Maurice, la plus grande partie de ses ressources ; il ne lui restait plus guère que ses troupes soldées, montant à 10,000 hommes environ, avec lesquelles il eût pu soutenir avantageusement la lutte, en les joignant à Christian, mais qui, isolées, ne surent même pas le défendre.

La position du landgrave de Hesse-Cassel devenait de jour en jour plus fâcheuse. Incapable de prendre une résolution hardie, et tirer courageusement l'épée pour succomber, du moins avec honneur, il n'avait pas la prudence de se maintenir, avec soin, dans une neutralité à l'abri de tout reproche. Sourd aux pressantes instances de Halberstadt, comme aux injonctions de l'Empereur, il flottait, hésitant, entre divers partis, sans vouloir comprendre qu'il marchait plus sûrement à sa perte, par cette voie tortueuse que par toute autre. Un événement important qui survint alors rendit cette position plus critique encore. Le 23 mars, l'Infante Isabelle avait signé avec le roi d'Angleterre, un traité stipulant un armistice de dix-huit mois entre le roi et le palatin d'une part, l'Empereur et ses alliés de l'autre. La ville de Franckenthal, alors assiégée par les Espagnols, devait être remise entre les mains de l'Infante, à condition que, si dans l'intervalle, une paix générale était conclue, ladite ville serait restituée au palatin. Ce traité, que Ferdinand s'empressa de ratifier, coupa court, d'une part, aux secours d'hommes et d'argent des Anglais, et, en ôtant toute inquiétude à Tilly sur le Palatinat, lui donna beaucoup plus de latitude dans ses mouvements.

Au mois d'avril 1623, Tilly donna ordre au baron de Herbersdorf de rapprocher ses quartiers des frontières hessoises, et revint à son quartier-général d'Assenheim. De là, il écrivit au landgrave, pour l'inviter, au nom de l'Empereur, à lui livrer passage par la Hesse. Sur le refus de Maurice, il lui dépêcha une nouvelle lettre accompagnée, cette fois, d'un ordre impérial. Mais, le landgrave persista

à s'excuser, par le motif que Mansfeldt et Christian de Brunswick l'avaient menacé de ravager ses Etats, s'il laissait passer un seul de leurs ennemis. A ce mauvais vouloir constaté, Tilly se contenta de répliquer qu'il saurait faire exécuter les ordres de sa majesté impériale.

Ces ordres enjoignaient au général d'empêcher, à tout prix, la jonction de Maurice de Hesse et de l'administrateur. Des instructions analogues arrivèrent également de Bruxelles, au camp de la Ligue. Tilly fut mandé à Aschaffenbourg, par les Electeurs de Mayence et de Cologne, pour y conférer sur les besoins de la situation. Les armements continuels d'Halberstadt alarmaient au plus haut point les princes catholiques. La nécessité de se mettre en mesure de prévenir le danger se révélait, chaque jour, avec plus de force. Il fut décidé que Tilly envahirait la Hesse, forcerait Maurice à désarmer et se posterait de manière à pouvoir soutenir Anholt. D'autre part, Gonzalès de Cordova fut chargé de surveiller les mouvements de Mansfeldt et de lui barrer le chemin des Etats rhénans.

A son retour d'Aschaffenbourg, Tilly s'occupa de concentrer son armée, forte de 20,000 hommes, avec 14 pièces d'artillerie. Le 26 mai, il pénétra sur le territoire hessois, par différents côtés, dispersa facilement les milices de Maurice, et porta son quartier-général à Hirschfeldt. Nous puiserons, dans une lettre de Cassel, en date du 26 mai (A. S.) 1623, écrite par un personnage de la cour de Maurice, de curieux détails sur l'entrée de Tilly à Hirschfeldt, sur sa personne, son armée, ainsi que sur les forces et les projets de ses adversaires.

« . . . . La présente servira pour vous confirmer notre misérable estat, estant arrivé M. Tilly, à Hirschfeldt, sans le consentement de Son Altesse, qui ne se trouve au pays. Messieurs les conseillers ont député deux, pour s'informer de son intention et se plaindre de l'inobservation des promesses impériales et de celles qu'il nous avait

si souvent asseurées de ne désirer autre chose que le simple passage, pour poursuyvre son Altesse de Brunswick; je me suis trouvé en leur suitte, et vous peux affirmer pour véritable ce que je vous escriray, à sçavoir qu'il s'est saisy de tous les passages principaux qui luy pourraient servir, tant pour l'avancement de son voyage, que pour une disgratieuse retraitte, ayant arrière de soy toutes les villes pourvues de très-fortes garnisons, se fortifiant journellement en son nouveau nid, qui luy est propice pour les advantages qu'il reçoit des grandes montaignes et diverses rivières qui l'environnent. Y estant arrivés, on nous receut avecq toute sorte d'exterieures démonstrations de bienveillance, nous estimant luy debvoir servyr pour commissaires, pour luy servyr au recouvrement de vivres et aux aultres nécessités qui luy mancquent, mais oyant, au contraire, les plaintes et doléances qu'on lui fit, il nous respondit avecq peu de parolles, de ne se voulloir départir jusques à la déclaration de son Altesse, s'il se voldrat submettre à l'obéyssance de Sa Majesté impériale, ou demeurer aux termes précédents pour luy desplaire. Pour la seconde, d'avoir charge de l'Empereur d'avoir l'œil sur les actions du ducq Christian et de le réduire en sa dévotion, soit par amour ou par force. Et, pour le troisième, de ne se pouvoir desloger jusques à l'arrivée de ses restantes trouppes, que pour l'impossibilité de recouvrer les vivres, y avoir desja pourveu tellement que les siens n'y auraient pas grand mancquement, pour la grande provision de grains qu'il conduit avecq soy. Entretant que nos commissaires receurent leurs despesches, je me promenois par la ville, et me renconstrois avecq le marquis Del Grano, qui se promenoit hors de la ville, au quartier de leur bagage, lequel je trouvois en très-bon ordre de 180 chariots, tous très-bien rangés en guerre, et en chascun (quartier), trois grandes pièces de 10 à 12 livres, très-belles pièces, et à chascun est élevé un petit fort qui se continue de jour en jour. Le

jour précédent, le général a fait recognoistre les montaignes à l'entour, avecq dessein de fortifier diverses places, comme desja on en a faict le commencement; de leur discours, je comprins que les dites douze pièces estoient de celles qu'ils gaignèrent à la desfaicte du Marquis de Baden, pour s'en servir à nostre propre chastiement, et d'avoir 1,500 chevaulx à leur trainneure; nous despartant fismes le passage par plusieurs villages où qu'ils exercent les plus grandes inhumanitez qu'on pourroit penser, et trouvasmes véritable d'avoir envoyé force pains en tous les quartiers; pour n'y avoir trouvé que bien peu, en ayant sauvé et pourveu nos forts et villes; de leur force, on n'en peult juger que par conjecture, assurée d'être 8 régiments à pied et 11 à cheval. Ceux de pied, comme on a peu pénétrer, ne passent en tout $\frac{m}{15 \text{ ou } 16}$, mais selon l'extérieure apparence estre d'eslite. Ceulx à cheval, environ $\frac{m}{4}$, pesle-mesle, parmi l'autre, ne méritent nullement d'estre comparés à celle du ducq Christian. Depuis, y est encore arrivé le ducq de Saxe-Lauenbourg, avecq son régiment, mais ne passe 600 chevaulx, comme aussi le ducq de Holstein, qui en peult pareillement avoir 5 ou 600 chevaulx, mais, mal armés, mais beaucoup de Crabats (Croates), plus propres à piller qu'à combattre. Le pis de tout gens très-volontaires et très-bien payez, ayant receu avant leur deslogement, qui 8 ou 10 mois de payes, comme l'asseurance qu'avons eu des moinitres (commissaires aux revues), nous le faict que trop certain. En oultre, l'ordre qu'ils tiennent est plus déplorable qu'imitable, ne se servant de beaucoup de bravades, mais de très-grande prévoiance, ne dormant jamais la nuict, par crainte de surprise en leur quartier, ains veillant tous jours au camp, en très-bon ordre, ayant faict conduire toutes les ordures des chevaulx de plusieurs lieues, pour se garantir des surprinses, tenant très-rigoreux régiment envers ceulx qui commectent des fautes en leurs postes, en outre, n'espargnant argent ny peine d'avoir

des espions certains, tellement que, je vous asseure que c'est l'une des plus belles et mieulx ordonnées armées qu'on pourrait penser, estant pourveue de tout en si grande abondance, qu'à bon droict avons bien subject de la craindre. Quant au général, c'est un seigneur de très-grande expérience, aimé et craint de ses soldatz ; il observe très-bonne justice, sans regarder à aulcun degré ; il a, à l'entour de soy, six commissaires, personnes signalées, tant par expérience que dextérité, de ceulx il se sert pour s'informer de toutes les particularitez.

»L'un d'iceulx se doibt pendre en peu de jours, pour avoir été corrompu d'un colonel de sa suitte, nonobstant qu'il soit un principal gentilhomme et que tout le camp ait intercédé pour sa délivrance.

»Il est âgé environ de 60 ans, mais encore fort vigoureux, pour n'estre adonné ny à la paillardise ny à l'ivrognerie. Son maistre d'hostel m'at monstré son lict qui n'est que de deux bancs et d'une matrasse (matelas), ne se servant jamais d'aultre, ne se despouillant jamais, dormant tous jours en ses habits, changeant seulement, les matins, de chemise. Je vous ai voulu particulariser le tout minutieusement, à cette fin que Dieu nous assiste, et que n'ayons occasion de l'attribuer à nos forces et moyens, ains à la seule miséricorde, vous asseurant ne l'avoir pas ouy dire, ains de veue. Ce que suyvra, je vous le vends à prix qu'il me couste et selon les advis qu'avons par deçà. Aujourd'huy est arrivé un courrier du colonel Tournon, avec diverses lettres pour le comte de Mansfeldt, nous assurant le roy de France, luy envoyer $\frac{m}{4}$ comme desja avez entendue. Jceluy nous raconte avoir rencontré, près de Creutznach, les gens de Léopold comprins en quatre régiments d'infanterie et d'un de cavallerie, mais le tout ne passer $\frac{m}{4}$ et 1,000 chevaulx, pour se joindre avec le dict Tilly, qui en attend encore d'aultres, par voie des esveschez de Wurtzbourg et de Fulde, qui ressentent aussy vivement

ces passages, comme s'ils fussent leurs plus grands ennemis, on dit aussy que le comte d'Anholt se prépare pareillement, pour se joindre, tellement qu'on trouvera de la besoingne avant de les chasser... Quant aux nostres, les conclusions se prennent un peu trop froidement. Le ducq Christian se trouve avec une très-belle armée, on la juge de $\frac{m}{28 \text{ ou } 30}$ hommes, et, entre ceulx là, sont 7,000 chevaulx des plus braves qu'on pourrait avoir; il commence d'en faire la monstre, ayant desjà un certain rendez-vous. Il a plus de 20 pièces d'artillerie, belles en perfection, pour réparer la faulte de l'année passée. On nous assure, par deçà, que Mansfeld marche pareillement à son assistance, avec une assez belle armée, ce qui seroit fort souhaitable, pour seconder son courage avec sa prudence et tempérance. Leurs desseings sont à présent encor fort couverts, puisque le ducq Christian n'at encore respondu à Tilly, sur la dernière déclaration de pardon, ne se publiant qu'à deffendre son pays, mais, en peu de journée, il se fauldra déclarer à ce qu'ils feront. C'est une grande pitié que nos princes ne se veulent encor démasquer, ains attendre chascun sa particulière myne, puisque le ducq de Saxe, nonobstant toutes ces troubles, continue en son endurcissement, celuy de Brandebourg fait le froid, et les villes maritimes, par les diversitez des chefs à se tourmenter, par diversitez d'opinions, sans arriver à aulcune résolution. Son Altesse, notre prince, avecq le jeusne prince, se trouvent à Wolfenbuttel. Le ducq n'y est en personne, ains à l'assemblée qu'il at de ses Etats, on ne peult encore sçavoir son intention, s'il se vouldra ouvertement déclarer pour son frère, le ducq Christian, ou bien demeurer neutral, puisque son intention n'at jamais esté que son frère assemblerait une telle armée, mais seulement quelques milliers, pour la deffension de son pays. La nécessité le fera (selon notre espoir) prendre quelque bonne résolution, puisqu'en l'intercession qu'il a faict à l'Empereur, pour son frère, il

demeure respondant de son obeyssance et observation de pardon, ce que, ne s'effectuant, chascun peult facilement penser en quel danger il se mettroit, si le ducq Christian venoit à recevoir du pire. Sy le dict ducq prendroit une bonne résolution, on ne doubte nullement que le roy de Dennemarcq ne manqueroit, selon la promesse faicte à Hambourg, tant au ducq qu'à Son Altesse nostre prince, de le seconder vivement[1]. »

Tilly s'arrêta quelque temps à Hirschfeld, pour jeter des garnisons dans les principales places fortes de la Hesse, et pousser activement les négociations qu'il avait entamées avec le cercle de la Basse-Saxe. L'initiative, à cet égard, avait été prise par le duc Frédéric Ulrich qui, dans le but, sagement circonspect, de se réserver une porte de salut, en cas de revers, s'était hâté d'écrire au général, dès le 9 mars : « Que ses instances et celles de sa mère, n'ayant pu persuader le ducq Christian, son frère, de déposer les armes, et celui-ci, au contraire, s'étant emparé de Rinteln, sur le Weser, le Cercle de la Basse-Saxe s'était mis en devoir de s'y opposer, mais que les troupes dudit cercle n'avaient pu être mises sur pied à temps. Que d'ailleurs, son dit frère, le duc Christian, s'était empressé de déclarer qu'il entendait demeurer en bons rapports avec le cercle de la Basse-Saxe, dont il faisait partie, et ne rien entreprendre contre l'autorité de l'Empereur, son seul but étant de se défendre, lui et ses alliés ou ses parents, contre toute attaque du dehors ; que, dans ces circonstances, lui, Frédéric Ulrich, n'avait pas cru pouvoir mieux faire que de prendre Christian à son service, en lui imposant l'obligation de ne poser aucun acte contraire à l'obéissance due à l'Empereur ou hostile à un membre quelconque de l'empire, et de congédier son armée, dès que le Cercle serait en

[1] Archives du royaume. Correspondance du secrétaire Routand. N° 12. Page 195.

mesure de se défendre lui-même contre toute incursion. » Frédéric-Ulrich terminait en multipliant les assurances de fidélité à l'Empereur, et en exprimant l'espoir que Tilly, satisfait de ces explications, ne ferait aucun mouvement contre Christian.

Le duc de Wolfenbuttel fit suivre cette lettre, véritable monument de grossière duplicité, d'une seconde, dans laquelle il demandait à Tilly s'il était vrai que son intention fût de loger l'armée de la Ligue dans l'évêché d'Halberstadt, le priant, en cas d'affirmative, de vouloir bien épargner ce pays, qui appartenait à Christian. Tilly se contenta de répondre laconiquement qu'il n'avait nullement l'intention qu'on lui supposait, encore moins d'ordre à cet égard.

L'invasion de la Hesse, qui eut lieu quelque temps après, jeta une grande consternation dans le cercle de la Basse-Saxe. La plupart des princes qui en faisaient partie, saisis de crainte que leur territoire ne devînt le théâtre de la guerre, et, hors d'état de se mesurer avec Tilly, se rangèrent naturellement du côté du duc Georges de Lunebourg, qui persistait à repousser, avec une fermeté inébranlable, toutes les démarches faites auprès de lui, par les ennemis déclarés ou secrets, de l'Empereur, pour l'amener à faire cause commune avec Christian. La force des circonstances fit de Georges, pour ainsi dire malgré lui, le représentant du parti impérial. Christian n'en devint que plus furieux contre son cousin. Le fougueux routier osa l'accuser de trahison. Les trois mois d'engagement de l'administrateur au service du cercle approchaient de leur fin; il eût ardemment désiré entraîner ou compromettre avec lui ceux qui l'avaient si imprudemment pris à leur solde; la résistance inflexible de Georges et la circonspection de Tilly déjouèrent ces plans. Battus de ce côté, le roi de Danemarck et ses partisans se rejetèrent sur un autre expédient. Ils imaginèrent de solliciter de l'Empereur la grâce de Christian, dans l'espoir que le refus, qu'ils supposaient inévitable de

la part de Ferdinand, donnerait au prince proscrit le prestige qui s'attache aux persécutés, et ranimerait les sympathies qui s'éloignaient de lui. Tout au moins, voulait-on gagner du temps, soit pour permettre à Mansfeldt et à l'administrateur d'Halberstadt, d'augmenter leurs forces, soit pour agir avec un redoublement d'insistance et d'énergie auprès des membres du cercle. Mais, à Vienne, on n'avait pas eu de peine à découvrir le piége caché sous ces sollicitations hypocrites. On savait parfaitement à quoi s'en tenir sur la sincérité des solliciteurs. Néanmoins, Ferdinand était trop habile pour ne pas les prendre dans leurs propres filets. Il se déclara disposé à gracier l'administrateur d'Halberstadt, à condition que celui-ci licencierait immédiatement son armée. Christian, surpris de cette clémence imprévue, prétendit ne pouvoir accepter l'amnistie impériale, si elle ne s'étendait à tous les officiers et soldats de son armée. Son intention de traîner les choses en longueur devenait évidente. Afin donc de couper court à toute perte de temps et à tout détour, l'Empereur donna, à Tilly, plein pouvoir de traiter directement avec le cercle de la Basse-Saxe des conditions de l'amnistie, et lui ordonna de ne pas franchir les frontières saxonnes, avant d'avoir épuisé les derniers moyens de conciliation. Le duc de Bavière lui écrivit dans le même sens, et lui commanda de ne pas prendre l'offensive contre Halberstadt, jusqu'à nouvel ordre; Maximilien insista, néanmoins, sur la nécessité d'obtenir de l'administrateur, dans le plus bref délai possible, une déclaration nette et précise. En conséquence, le général invita les Etats du Cercle de la Basse-Saxe, réunis à Lunebourg, à obliger Christian d'accepter le pardon que lui offrait l'Empereur, et, en cas de refus, à joindre les milices du cercle aux forces impériales, pour chasser les bandes rebelles du territoire de l'empire. Afin de ne laisser aucun doute sur la sincérité de ses paroles, il offrit, au duc de Wolfenbuttel, d'évacuer la Hesse, aussitôt que Christian aurait licencié ses troupes.

Les princes de la Basse-Saxe se trouvaient dans un grand embarras. La discorde régnait parmi eux. La mésintelligence, entre les ducs Georges et Christian, en était venue au point que celui-ci refusa nettement d'obéir au premier, comme général du cercle, et prétendit être uniquement au service de Frédéric Ulrich. Il avança, en même temps, ses cantonnements sur le territoire de Wolfenbüttel, et porta son quartier-général à Nordheim. Son projet était de faire une pointe dans la Silésie et la Bohême, d'y rallier les débris du parti vaincu, et d'opérer un soulèvement nouveau dans ces pays encore mal soumis. Le 6 juin, il expédia un officier à l'Electeur de Saxe, pour lui demander passage à travers la Haute-Saxe. L'Electeur refusa ; bien plus, dans la crainte de quelque tentative d'invasion, il garnit ses frontières de troupes, et informa Tilly de ce qui se passait. A cette nouvelle (15 juin 1623), le maréchal quitta Hirschfeld et pénétra dans l'Eischfeld, d'où il pouvait facilement donner la main à l'Electeur. Il eût vivement désiré pouvoir se porter rapidement sur l'armée de Christian, et l'attaquer, car, la disette de vivres et de fourrages incommodait gravement ses troupes, et chaque jour de retard l'affaiblissait. Mais, il était lié par des instructions précises, et il comprenait, d'ailleurs, l'importance de ne pas jeter le cercle de la Basse-Saxe dans les bras de Christian, en prenant trop précipitamment l'offensive. Néanmoins, il était urgent de mettre un terme aux tergiversations de l'administrateur, en le forçant à se prononcer catégoriquement. Dans ce but, Tilly pressa de nouveau (27 juin), les Etats de la Basse-Saxe, à mettre Christian en demeure d'accepter le pardon de l'Empereur ou de licencier son armée.

Le 29 juin, il écrivit au duc Frédéric-Ulrich, qu'il se verrait, sans doute, dans l'obligation de toucher le territoire de la maison de Wolfenbuttel, à cause des hostilités commises par Christian, et pria le duc de lui donner des

commissaires pour accompagner son armée, assurer le service des vivres, et empêcher tout désordre. Frédéric-Ulrich, fort alarmé, jeta les hauts cris, appela l'univers à témoin de l'innocence de son frère et de la perfidie de l'Empereur, joua l'indignation de la vertu opprimée, et finit par se poser en victime résignée. Christian prit des airs plus hautains. Dans une lettre qu'il fit porter à Tilly, par le courrier de Frédéric-Ulrich, il soutint n'avoir pas commis le plus léger acte d'hostilité, et poussa l'audace jusqu'à prétendre que les sommes qu'il avait arrachées aux villes de l'Eschifeld, lui avaient été offertes volontairement par les populations reconnaissantes, que cet argent, d'ailleurs, était de source toute aussi légitime, que celui levé par Tilly lui-même, dans le Wetterau. Puis, après avoir sommé le général de l'Empereur, de déclarer nettement quelles étaient ses intentions, il lui signifia qu'il n'entendait accepter d'amnistie de l'Empereur, qu'à condition que cette amnistie comprendrait son armée tout entière, et ne contiendrait aucune réserve. Il termina par les grandes phrases de rigueur sur son innocence, et par une péroraison pathétique, contre la mauvaise foi impériale, et le crime de ceux qui, « sous prétextes d'armées impériales, inondent l'empire de troupes étrangères, ne cherchent que leur intérêt, et n'ont d'autre but que d'étendre leur domination, sous ombre de rétablir l'obéissance aux lois. »

A ces prétentions et à ces reproches, si étranges dans la bouche d'un aventurier (3 juillet), notoirement à la solde de la Hollande, et, fanfaron de ses propres infamies, Tilly répondit, avec la dignité calme et mesurée, qui domine à un point si remarquable, dans toute sa correspondance. Il réfuta, en peu de mots, les accusations portées contre la nationalité de son armée et sa conduite dans le Wetterau, et conjura, par des arguments de la nature la plus pressante, son orgueilleux adversaire, de ne pas repousser la main généreuse, que lui tendait la clémence impériale.

Le cercle de la Basse-Saxe, de plus en plus inquiet et perplexe, délibérait encore, quand une nouvelle note de Tilly, en date du 3 juillet, vint stimuler ses indécisions et encourager les amis du duc de Lunebourg. Cette note, fortement conçue, reprenait les choses dès le début, et retraçait avec une concision vigoureuse, les phases à travers lesquelles s'était développée la situation actuelle, si pleine de périls et d'embarras. Elle rappelait aux Etats combien il leur eût été facile, dans le principe, d'étouffer les premières étincelles du feu qui s'allumait, et d'empêcher Christian d'augmenter ses forces. Plus tard, ils auraient pu encore, avec l'aide des troupes impériales, contraindre, sans trop de peines, ce même Christian à faire sa soumission à l'Empereur. « Depuis lors, continuait Tilly, les choses se sont bien aggravées. Les perturbateurs de la paix publique ont réuni leurs forces, le duc Christian a formé au milieu du cercle de la Basse-Saxe, une armée de plusieurs milliers d'hommes, infanterie, cavalerie, avec une nombreuse artillerie, quantité de munitions, de vivres et d'équipages de guerre. Certes, j'étais suffisamment en mesure d'aller attaquer les ennemis de Sa Majesté Impériale, partout où j'aurais pu les trouver, rompre leurs avantages et exécuter les ordres qui m'ont été donnés. Mais, comme le cercle a si souvent protesté de ses sentiments d'humble obéissance à l'Empereur, et que, plein de confiance dans sa loyauté, je suis convaincu qu'il ne cessera de poursuivre les perturbateurs de la paix publique; comme d'autre part, le cercle a témoigné le désir que j'attendisse l'issue de l'assemblée convoquée à Lunebourg, le 28 juin, et qu'il y a lieu d'espérer que ses démarches près de Christian, jointes à celles du duc Frédéric-Ulrich et de Sa Majesté, le roi de Danemarck, auront l'heureux résultat qu'on en attend, j'ai consenti, avec l'approbation de Sa Majesté Impériale, dont la clémence éclate encore dans cette circonstance, à ne pas sortir de mes quartiers

actuels, malgré les nombreuses privations qu'y souffrent mes troupes. Cependant, je viens par ordre de Sa Majesté Impériale, vous prier de parer promptement à la dangereuse et préjudiciable situation des choses, afin de ne pas laisser aux rebelles le temps de se renforcer, et de ne pas me forcer moi-même à prendre les mesures de rigueurs nécessaires. Nul doute que vous ne parveniez ainsi à faire accepter au duc Christian l'amnistie impériale, sans plus de retard, et vous éviterez au cercle entier la ruine et les cruelles dévastations qu'amène la guerre. Je compte, qu'au cas où l'on pousserait la témérité, jusqu'à rejeter les marques de bonté et de clémence de l'Empereur, le cercle se mettrait en devoir d'agir avec toutes ses forces contre les rebelles, afin que la paix puisse être rétablie... Car je ne puis vous dissimuler qu'il m'est impossible de tenir plus longtemps mon armée dans ses quartiers, et que si je n'ai pas une solution immédiate, je me verrai forcé de marcher en avant. »

Presque en même temps, Tilly reçut de l'Empereur l'autorisation d'accorder à Christian l'amnistie, sur les bases les plus larges, pour peu qu'il y eût d'espoir de déterminer ce prince rebelle à dissoudre son armée. Tilly s'empressa de faire signifier à Christian la nouvelle concession de l'Empereur, en lui laissant huit jours, pour accepter ou refuser. Cette circonstance, connue des Etats de la Basse-Saxe, les détermina à faire de nouvelles instances auprès de leur redoutable général, en le menaçant de faire joindre, en cas de refus, leurs troupes à celles de l'Empereur, pour le chasser du pays. Christian, acculé dans ses derniers retranchements, essaya de soulever encore quelques difficultés, qui révélaient clairement sa mauvaise foi. Tilly, fatigué de ces lenteurs, et inquiet des ravages produits parmi ses gens, par la disette de vivres, élargit ses quartiers et prit possession du château de Friedlandt, appartenant au duc Frédéric-Ulrich de Wolfenbuttel. Christian s'em-

para avidement de ce fait, pour accuser bruyamment l'Empereur d'avoir violé la neutralité du cercle de la Basse-Saxe; il attaqua la garnison impériale de Friedlandt, et reprit le château, au nom du Cercle. Peu après, il surprit le régiment du duc François-Albert de Saxe-Lauenbourg qui, dans sa marche vers Plessen, où il devait loger, s'était égaré dans d'étroits défilés. Ce régiment fut taillé en pièces; son colonel ne se sauva qu'avec beaucoup de peine, après avoir perdu ses bagages, et presque tous les étendards de ses escadrons. Ces actes d'hostilité, commis au nom du Cercle de la Basse-Saxe, jetèrent la plus vive inquiétude parmi les Etats, rassemblés à Lunebourg. Evidemment, Christian avait voulu les compromettre et les contraindre à se jeter, avec lui, dans la lutte : il n'y avait plus moyen de tergiverser, car le moindre retard pouvait amener l'entrée de l'armée impériale sur les terres du Cercle, et transporter le théâtre de la guerre au cœur même du pays. L'assemblée se décida donc à désavouer Christian, elle lui retira le titre de général au service du Cercle, et le somma de congédier ses troupes, aux termes de l'amnistie impériale ou de quitter le sol de l'empire (13 juillet). Le duc Georges de Lunebourg fut autorisé à prêter main-forte aux résolutions du Cercle, et à se joindre, en cas de besoin, avec Tilly, pour expulser Christian de ses positions. Le prince aventurier se trouvait pris dans le piége qu'il avait dressé lui-même; ses violences tournaient à sa ruine. Les points d'appui lui manquaient tous à la fois; car Mansfeldt, occupé à remplir ses caisses des dépouilles de l'Ost-Frise, se montrait peu disposé à sacrifier ses rancunes au salut de son rival, et, d'autre côté, le comte de Wittgenstein, envoyé par Christian à Cassel, ne put réussir, malgré ses efforts et ses fausses nouvelles, à faire surmonter au Landgrave Maurice les répugnances de son étroit égoïsme, pour une alliance formelle et active avec le prince Brunswickois.

La position de Christian, dans le Cercle de la Basse-

Saxe, devenait d'autant plus périlleuse, que ses troupes, formées presque entièrement de nouvelles levées, mal armées, mal organisées, plus mal disciplinées encore, étaient plus aptes à piller ou à incendier qu'à faire une guerre régulière. Il se vengea de ses déceptions, en exerçant d'affreux ravages sur un grand nombre de villages qui avaient le malheur d'appartenir à l'Electeur de Mayence, et, sans doute, ses cruautés auraient été portées plus loin, si Tilly n'y eût mis un terme.

L'état de l'armée de la Ligue n'était cependant guère plus satisfaisant que celui des troupes brunswickoises. Les privations de tout genre, qu'elle avait eu à endurer dans ses cantonnements, en Hesse, l'avaient singulièrement affaiblie : la discipline s'était relâchée; lors du mouvement de Tilly vers les terres de Wolfenbuttel, les soldats affamés, irrités par de longues souffrances, s'étaient jetés, avec avidité, sur les bourgades à leur portée, et, malgré les ordres du général, y avaient commis plusieurs excès. Le châtiment fut aussi prompt que sévère. Tilly fit arrêter immédiatement les plus coupables et les condamna à la corde; cette rigueur salutaire eut plein succès, et le moral ébranlé des troupes fut bientôt relevé. D'ailleurs, le temps de la patience et des négociations était passé, pour faire place à celui de l'action. Le moment, ardemment désiré, mais aussi habilement attendu et ménagé par Tilly, était enfin venu. Il se hâta d'en profiter, pour tomber sur Christian, désormais livré, par ses alliés de la veille, à la vindicte impériale. Il envahit une seconde fois le pays de Gœttingue, assiégea le château de Friedlandt, à la vue des troupes de Christian, et s'en rendit maître, sans que celui-ci osât faire mine de s'y opposer. Le découragement avait pénétré dans l'ame de l'Administrateur, déchu de ses espérances. Menacé, sur son front, par les impériaux, et sur ses derrières, par la petite armée du Cercle de la Basse-Saxe, il ne pouvait plus se maintenir dans ses positions.

Dans la nuit du 21 juillet, il quitta Nordheim, avec 16,000 hommes d'infanterie, 5,000 chevaux et 16 pièces d'artillerie. Avant de partir, il exhala ses amers ressentiments, dans une lettre qu'il adressa au Cercle de la Basse-Saxe, dit un éternel adieu à sa famille, et se démit, quelques jours plus tard (28 juillet), de l'évêché d'Halberstadt, ainsi que de tous ses bénéfices ecclésiastiques.

Le 28, il passa le Weser, à Hameln, et entra dans le comté de la Lippe. Tilly le suivit pas à pas, mais le général était en arrière de deux journées de marche, et il fut arrêté un jour entier, à Hœxter, à cause des difficultés que firent les habitants, de lui donner passage; cependant, après quelques pourparlers, la ville ouvrit ses portes, et consentit à recevoir une garnison de 2,000 hommes, que Tilly pourvut abondamment d'artillerie, de vivres et de munitions. Le même jour (30 juillet), la cavalerie de la Ligue franchit le Weser, à Hœxter, tandis que l'infanterie et l'artillerie le passaient sur un pont de bateaux, que le général avait fait construire, pendant ses explications avec les magistrats de la ville. Le lendemain, l'armée catholique atteignit Horn, où elle opéra sa jonction avec le corps d'Anholt, et se dirigea, par des chemins affreux, sur la ville de Halle, dans le comté de Ravensberg. Christian, fuyant devant elle, avait gagné l'évêché d'Osnabruck, où il perdit trois jours à rançonner la contrée, et à attendre des nouvelles de Mansfeldt. Ces nouvelles ne furent sans doute pas favorables, car, au lieu de prendre la route de l'Ost-Frise, comme on s'y attendait généralement, et comme Tilly le craignait, l'administrateur tourna court à l'ouest, et entra dans l'évêché de Munster.

A partir d'Osnabruck, le niveau du sol s'abaisse, par une pente insensible, jusqu'aux bords du Zuyderzée et de la Baltique. La plaine, basse et humide, est sillonnée par plusieurs rivières tributaires, soit de la mer, soit de l'Ems, et par une innombrable quantité de petits ruisseaux, que

la moindre crue d'eau jette hors de leur lit, sur ces deux rives; tous ces cours d'eau sont séparés par quelques chaines de collines peu élevées, sur lesquelles les gens du pays construisent leurs habitations, ordinairement isolées, et éloignées les unes des autres[1]. Cette disposition topographique, peu favorable aux mouvements d'une armée, devait nécessairement retarder la marche de Christian, rendue déjà lourde et pénible, par l'encombrement du butin qu'emportaient ses soldats. Le désordre croissait à chaque passage de rivière, parmi ces bandes sans discipline et sans subordination, talonnées par l'impitoyable poursuite des catholiques.

Le 4 août, Christian passa l'Ems, aux environs de Grève. Le même soir, l'avant-garde de la Ligue, sous les ordres du comte d'Anholt, parut dans le voisinage de cette rivière, et apprit que les Brunswickois avaient à peine quelques heures d'avance sur elle. Tilly, décidé à ne laisser aucun relâche à l'ex-administrateur, fit aussitôt franchir l'Ems à ses troupes. Dans la soirée, il arriva à Stenvoorde et commença à découvrir l'arrière-garde ennemie, campée dans une bruyère, au-delà de la ville. Le colonel Avandagno reçut aussitôt l'ordre de pousser une reconnaissance, avec son régiment de cavalerie, soutenu de 500 mousquetaires. A la suite de quelques escarmouches insignifiantes, dans l'une desquelles le marquis de Grano fut blessé au bras, l'ennemi reprit son mouvement de retraite et abandonna la bruyère aux catholiques, qui s'y établirent. Tilly, désormais sûr de l'atteindre, accorda quelques heures de repos à ses soldats, puis il reprit sa poursuite, avec d'autant plus d'ardeur, qu'il avait été informé que Christian se proposait de chercher un refuge aux Pays-Bas, et que les Hollandais avaient fait avancer des troupes pour protéger sa retraite. On était au 6 août, fête de la Transfiguration,

[1] Mittendorf. Herzog Christian van Brunschwig. p. 87.

et qui se trouva être le jour où le pape Urbain VIII fut élu. Vers huit heures, la cavalerie catholique atteignit celle de l'ennemi, non loin de Nienbourg, et engagea un combat assez vif. Christian fit mine d'abord de soutenir ses gens, mais, à la vue du gros de l'armée de la Ligue, il les rappela et se retira au travers d'un petit bois. Tout en marchant, il essaya d'arrêter l'énergique poursuite de Tilly, à l'aide de sa cavalerie, et en profitant des avantages du terrain fort boisé. Une charge, vigoureusement conduite par le comte de Styrum et le jeune comte de Thurn, mit un moment en désordre l'avant-garde catholique, embarrassée dans un passage étroit; mais, ce ne fut qu'un triomphe éphémère : les escadrons de Christian, ramenés vivement par Anholt, furent culbutés et taillés en pièces. Styrum, criblé de coups, resta sur le carreau, et Thurn, grièvement blessé, ne dut son salut qu'à la vitesse de son cheval.

Vers deux heures de l'après-midi, Christian arriva dans une bruyère, en avant de Stadtloo, petite ville, sur le Berckel. Derrière lui, courait une série de monticules abruptes, que traversait une gorge marécageuse et profonde, de facile défense, seul débouché qui donnât accès sur la bruyère. La position parut excellente à Christian, pour gagner du temps. Il plaça le colonel Knyphausen, à l'entrée du défilé, avec deux de ses meilleurs régiments d'infanterie, et lui donna l'ordre d'y arrêter, à tout prix, les catholiques, pendant plusieurs heures. Il espérait, pendant ce temps-là, pouvoir passer à son aise la rivière, s'établir fortement sur l'autre rive, et faire reposer ses soldats. Mais, il n'eut pas même le loisir de faire les premiers préparatifs du passage, Tilly chargea Anholt de balayer le défilé, avec les régiments d'infanterie Schmidt et Mortaigne, les cuirassiers du duc Adolphe de Holstein et ceux du baron de Herbersdorf, que commandait, en l'absence de leur colonel, le jeune comte Werner de Tilly, neveu du commandant en chef. Une élite de mousquetaires,

choisis dans tous les corps de l'armée, devait seconder l'attaque. Autour d'Anholt accoururent, avides de combattre, le baron de Schoenberg, le comte de Furstenberg, le duc de Saxe-Lauenbourg, les colonels Erwitte, Eynatten et Lindeloo. Le choc des Bavarois, électrisés par l'exemple de tant de braves et illustres chefs, fut irrésistible. Knyphausen délogé, en un clin d'œil, de sa position, put à peine reformer ses bataillons derrière les troupes Brunswickoises, rangées à la hâte. Il fut suivi de près par Anholt, qui déboucha, en bon ordre, dans la plaine, et lança ses régiments à l'attaque des masses ennemies, malgré un feu très-vif d'artillerie.

Une mêlée sanglante s'engagea : elle dura pendant près de deux heures. Le vent qui chassait la fumée dans les yeux des catholiques, donnait un grand avantage à Christian; mais, ses bandes démoralisées n'étaient guères en état de lutter longuement, même dans de meilleures circonstances, avec des soldats aguerris et habitués à la victoire. L'infanterie lâcha pied la première et s'enfuit honteusement, sans se laisser émouvoir par les supplications et les menaces de ses chefs. Des compagnies entières se jetaient à genoux, pour implorer quartier. Ce ne fut bientôt plus une lutte, mais un affreux carnage.

La résistance avait cessé; les Croates, enivrés de sang, sabraient encore sans pitié tout ce qu'ils rencontraient. Emu de ce spectacle, Tilly se jeta lui-même au-devant de ses soldats, et envoya des trompettes dans toutes les directions pour sonner la retraite et arrêter le carnage. La victoire était complète. L'armée de Christian n'existait plus.

Après cette brillante victoire, Tilly fit dresser un inventaire exact de tout le butin fait sur l'ennemi, en artillerie, munitions et objets de toute espèce. La plupart des prisonniers de marque furent envoyés à Vienne, le reste convoyé jusqu'à Minden. Ces malheureux, au nombre de 5,000, passèrent en trois détachements le 9, le 10 et le

11 août, par Munster, ville qu'ils avaient, à plusieurs reprises, traitée avec leur barbarie habituelle. Aussi, en redoutaient-ils l'approche. Pendant qu'ils étaient assis devant la porte de Notre-Dame, occupés à prendre leur repas, ils virent, tout à coup, arriver une foule de religieux, principalement des Jésuites et des Capucins, chargés de vivres, de vin, de bière, d'habits, de linge et de médicaments, qui se mêlèrent parmi eux, distribuant des secours, pansant les malades, consolant les blessés, encourageant les plus abattus. Quelques-uns de ces moines, si persécutés, allèrent jusqu'à faire évader plusieurs des prisonniers, ou à les racheter secrètement à leurs gardiens. Trait touchant de vengeance chrétienne, qui se renouvela souvent dans cette guerre, mais, qui ressort ici d'une manière toute particulière, par le contraste qu'il offre avec les cruels et infâmes débordements de l'homme qui se glorifiait du nom d'ennemi des prêtres[1].

« Les tués, du côté de l'ennemy, dit le rapport de Tilly, montent à 6,000 ou environ, et entre iceulx un ducq de Saxe Weymar et plusieurs capitaines et officiers; nous avons gagné toute l'artillerie, qui estait de seize grosses pièces et 4 mortiers, grande quantité de munitions et de bagages, quelque 60 drapeaux[2] et 8 cornettes. Les pri-

[1] Æsterreuhischer Lorbeerkran, p. 770.

[2] Je ne dois pas oublier de faire remarquer, dit un témoin oculaire, que les drapeaux et cornettes de l'ennemi portaient toute espèce de signes étranges et non moins propres que ses actes à dévoiler ses secrets sentiments. Sur un drapeau rouge, on voyait un aigle à deux têtes surmonté d'une tiare et d'une couronne impériale que quatre lions accolés essayaient de lui enlever, avec cette devise : *Leo septentrionalis;* sur le revers était peint un lion devant un buisson, entouré de nuages et de têtes figurant les quatre vents du ciel, avec la devise : *Ventus Altissimi*. Sur un second se trouvaient ces mots : *Tout pour Dieu et pour elle*, d'où l'on voit qui cette armée adorait après Dieu, et de qui Halberstadt attendait ses triomphes. Chose bizarre ! ces gens-là, pour qui la bénie Vierge Marie est une épine dans l'œil, qui ne peuvent souffrir son nom ou son image ni sur les drapeaux, ni dans les églises, ni même dans les demeures particulières ne se font aucun scrupule de placer dans leurs emblèmes une forme de femme mortelle au même rang que le Tout-Puissant. (Lettre d'un officier bavarois du 10 août 1623, imprimée la même année).

sonniers de marque sont un aultre ducq de Saxe Weymar, frère aîné du susdict, qui est grièvement blessé, un ducq de Saxe Altenbourg, qui est celluy qui l'année passée avait levé un régiment pour Sa Majesté catholique, un comte de Lœwenstein, un comte de Wittgenstein et un Rhingrave, colonel, un jeune comte de Sclick, le comte Henri d'Isenbourg, général de l'artillerie, le commissaire-général Francq, les coronels Spee, May et Sidon, la plupart des lieutenant-coronels, capitaines et officiers de l'infanterie et pardessus d'ieulx plust de 4,000 soldats. Le ducq Christian est retiré vers Brevoort avecq quelques trouppes de cavallerie, que les miennes, fatiguées du chemin des journées passées n'ont sçeu attaindre. Des nostres y sont demeurez quatre capitaines de cavalerie et un d'infanterie, et peu de soldats[1]. »

Ajoutons qu'au nombre des blessés se trouvait le comte Werner de Tilly, qui avait été frappé de deux balles, l'une au bras, l'autre à la main, et avait eu plusieurs chevaux tués sous lui. Ce jeune officier, digne héritier de son oncle, déploya dans cette bataille une rare valeur, et se fit remarquer parmi les plus braves.

Christian s'était enfui, dès le commencement de la déroute de ses gens, avec le jeune comte de Thurn, et quelques escadrons de cavalerie. Ils coururent toute la nuit et ne s'arrêtèrent qu'à Bredeworde, sur le territoire hollandais. Leur frayeur était gratuite, car ils ne furent pas poursuivis. Les motifs de l'inertie des catholiques dans cette occasion sont décrits dans la lettre que nous avons citée plus haut; mais il en existait d'autres que Tilly ne pouvait confesser à l'infante et que nous retrouvons dans le rapport de ce général à l'électeur de Bavière. « Si on m'avait laissé pleine liberté de poursuivre l'ennemi

[1] Archives du Royaume. Liasses de l'audience. Lettre de Tilly en date du 7 août 1623.

à outrance, ainsi que je l'ai demandé dernièrement à Ratisbonne, j'aurais, avec la grâce de Dieu remporté, à cette occasion, une telle victoire, que l'Empire aurait été complètement pacifié et rétabli sur ses anciennes bases; je ne perds pas encore l'espoir d'obtenir ces résultats, à condition, toutefois, qu'on ne me lie plus les mains, tandis que si l'on persiste à brider mes mouvements, ces troubles dureront des années, attendu qu'on ne peut pas se fier à *ces gens-là*. Si l'on trouve impossible de m'accorder les pleins pouvoirs que je réclame, je supplie alors qu'on veuille bien me décharger honorablement du commandement, et me permettre de venir à la cour[1]. »

L'auteur de l'histoire de Gustave-Adolphe tire de ce passage remarquable, la conséquence que des ordres secrets de l'électeur de Bavière interdisaient à Tilly de pousser trop loin ses opérations, dans le but de prolonger un état de guerre que Maximilien trouvait favorable à ses intérêts. Cette thèse que l'historien développe, à l'aide d'autres arguments, puisés dans les prétendus ménagements de Tilly à l'égard de Mansfeldt, en 1622, mais, qui ne s'appuie sur aucun fait patent, est plus subtile encore qu'ingénieuse. Les restrictions imposées à Tilly concernaient uniquement les Hollandais, dont le territoire touchait, pour ainsi dire, au champ de bataille, et auxquels les princes ligués ne voulaient, à aucun prix, donner motif d'une rupture ouverte. Ils avaient résisté inébranlablement à tous les efforts, à toutes les démarches des cours d'Espagne et de Belgique, pour les entraîner à ne plus reconnaître la neutralité des Etats Généraux. Bien qu'ils sussent parfaitement à quoi s'en tenir sur la véritable valeur de cette neutralité des Hollandais, ils attachaient la plus grande importance à la maintenir, précisément parce qu'ils voulaient réduire la guerre à ses plus étroites limites, afin de la terminer plus

[1] Westenrieder VIII. 154. Gfrorer. p. 436.

promptement, et que, d'un autre côté, ils craignaient de payer de leur indépendance une immixtion trop large dans les affaires des Espagnols. Le mot (*Jenen,* ces gens-là) que Gfœrer applique aux protestants, doit s'entendre des Hollandais, et cette simple remarque fait tomber tout l'échafaudage, péniblement élevé par l'écrivain éminent que nous citons. On conçoit, d'ailleurs, que Tilly, naturellement influencé par ses relations personnelles avec les Pays-Bas, et irrité par les secours que les Etats-généraux venaient encore de fournir à Christian, lors de sa retraite, se plaignit de la gène imposée à ses mouvements, et frémit d'impatience, en se voyant forcé de laisser échapper l'occasion d'anéantir l'un des plus redoutables ennemis de l'empire. Il est douteux que ses prévisions, quant à la fin de la lutte, se fussent réalisées; en tout cas, ses premières impressions ne tardèrent pas à se modifier, car, bien qu'il n'eût pas obtenu ce qu'il demandait, il ne persista pas dans l'offre de sa démission. Si, dans certains points, les deux rapports du général de la Ligue diffèrent, ils offrent une coïncidence frappante dans la modestie de leur auteur. Tilly s'y efface complétement, pour laisser, après Dieu, toute la gloire du succès au comte d'Anholt. A l'Electeur de Bavière, dispensateur des récompenses, il signale les plus vaillants, il propose Lindeloo, qu'il sait son ennemi, pour le poste de major-général; il n'oublie personne, excepté lui-même, « noble laurier de la couronne de ce *héros,* si indignement calomnié par l'esprit de parti allemand[1]. »

A peine arrivé à Bredevoorde, Christian était parti pour se rendre à Arnheim. Il y recueillit les débris de son armée, environ 6,000 hommes de toutes armes, que les Etats-généraux prirent d'abord à leur service. Mais, au bout de trois mois, las de ce ramassis de bandits, ils se hâtèrent

[1] Gfrœrer. p. 437.

d'en débarrasser la Hollande, en les envoyant à Mansfeldt. Christian, encore plein de ressentiments contre son ancien compagnon d'armes, refusa de lui conduire ses troupes ; il en laissa la charge au comte Hermann de Styrum, qui arriva effectivement au camp de Mansfeldt, sur la fin d'octobre. Plus tard, cependant, il entra aussi dans la Frise, suivi d'un millier d'hommes qui lui restait, et poussa jusqu'à Gretsiel.

Cependant Tilly, délivré de Christian, avait tourné ses armes contre Mansfeldt. Il marcha d'abord sur Meppen, que l'ennemi abandonna sans coup férir, après l'avoir pillé, et s'y établit.

Ayant appris que le comte Enno d'Ostfrise s'était réfugié à Embden, et, trompé par de faux renseignements qui lui présentaient cette ville comme favorablement disposée pour l'Empereur, il écrivit au comte et aux magistrats, en les exhortant à faire cause commune avec lui contre Mansfeldt. Mais Enno était impuissant à lui prêter la moindre assistance, et les magistrats d'Embden avertirent les Etats-généraux, qui leur envoyèrent, en toute hâte, le comte Ernest-Casimir de Nassau, avec 1,600 hommes et 28 pièces de canon, que fournit Mansfeldt.

Sur ces entrefaites, Tilly s'était avancé jusqu'à Wardenbourg, près d'Oldenbourg ; mais, il ne put aller plus loin. A son approche, Mansfeldt s'était retiré dans une forte position, près de Leer, après avoir brûlé les villages voisins, détruit les moulins, emmené les troupeaux et inondé le pays à plusieurs lieues à la ronde. Il pouvait y braver, à son aise, les forces de la Ligue et celles de l'Infante, dont les généraux concertaient leurs mouvements avec ceux de Tilly, et tenaient les routes du Palatinat, observant à la fois Christian, Mansfeldt et les Hollandais. Sûr de ce côté, Tilly étendit son armée jusqu'au Weser, laissant au roi de Danemarck, inquiet pour le Holstein, le soin de garder les passages inférieurs du fleuve. Survint la saison des pluies.

Les troupes catholiques, déjà fatiguées par une campagne laborieuse, se virent en proie à la disette. Le comte Gunther-Antoine d'Oldenbourg les avait entretenues quelque temps de vivres; elles avaient ensuite tiré de grands approvisionnements de Brême; mais, les communications avec cette ville ayant été coupées par une flotte hollandaise, elles se trouvèrent dans une situation fort difficile. Ce fut donc avec bonheur que Tilly vit arriver, dans son camp, des députés du roi de Danemark, chargés de négocier avec Mansfeldt l'évacuation de la Frise orientale. Le général se hâta de saisir au vol l'occasion de sortir, avec honneur, d'embarras, et se déclara prêt à seconder, de tout son pouvoir, les bonnes intentions du monarque danois. Il aurait voulu que Mansfeldt remît toutes ses places fortes entre les mains du comte d'Embden, et lui eût fait volontiers, à cette condition, un pont d'or. Mais l'aventurier était trop adroit pour y consentir, et la cour de Bruxelles refusa son approbation à ce projet. Les négociations tirant en longueur, Tilly ne put en attendre le résultat, et ramena les soldats en Westphalie. Sa retraite fut encore hâtée, par la nécessité d'envoyer le corps impérial, commandé par Colalto, et 2,000 hommes de sa propre cavalerie, au secours de la Hongrie, envahie par Behtlen Gabor.

Mansfeldt, instruit par ses espions de la dislocation de l'armée de Tilly, crut l'occasion favorable pour tenter la fortune, et opérer une razzia formidable dans les évêchés de Munster, d'Osnabruck et de Minden. Cette expédition, composée des quatre régiments d'infanterie de Limbach, Lawich, Goldstein et Mansfeld-rouge, était dirigée par le colonel Limbach, routier féroce et impitoyable, que ses exactions et ses cruautés sans nombre avaient depuis longtemps signalé à la haine des populations. Le 18 décembre, Limbach se mit en marche, pour ouvrir le passage. Le 19, il somma Friess-Oyta, petite ville de l'évêché de Munster, de se rendre. Il n'y avait là que 200 Bavarois ou Espagnols;

mais, ils étaient commandés par un des plus braves officiers de Tilly, le colonel wallon, Blaneart. Ils répondirent à Limbach qu'ils n'avaient à lui donner, que de la poudre et du plomb. Deux assauts successifs, livrés dans la soirée même par le lieutenant de Mansfeldt, furent repoussés; un troisième, qui eut lieu dans la matinée du 20, n'eut pas plus de succès. Limbach fut contraint de se retirer à Olden-Oyta, pour y attendre du secours. Cependant, le comte d'Anholt, informé de ce qui se passait, avait envoyé, en toute hâte 300 hommes de renfort, à Friess-Oyta, et ordonné au colonel Erwitte d'aller attaquer l'ennemi, avec son régiment de cavalerie et quelques troupes d'infanterie. Erwitte obéit immédiatement, et fit tant de diligence, que le jour de Noël, il se montra devant Olden-Oyta, où Limbach avait rallié les différents détachements de son corps expéditionnaire. L'attaque commença le même soir; les gens de Mansfeldt, maltraités, mirent le feu au village, et se réfugièrent dans le cimetière du lieu, qui était enclos d'une bonne muraille. Ils avaient déjà perdu plus de 250 hommes, outre une centaine de prisonniers, parmi lesquels se trouvait le lieutenant-colonel du régiment de Lawich. Le lendemain, Erwitte fit venir de Friess-Oyta quantité de chariots de foin, avec une pièce de campagne; son dessein était de faire approcher ces chariots de la muraille du cimetière, par les prisonniers de la veille, et de livrer l'assaut, à l'abri de ce rempart de nouvelle espèce. A peine les premiers préparatifs étaient-ils faits, que les assiégés demandèrent à être reçus à merci, ce qui leur fut accordé, moyennant la remise de leurs enseignes, armes et bagages.

Parmi les prisonniers était le colonel Limbach, son lieutenant-colonel Bellesheim, un jeune comte de Solms et le colonel Lawich, auxquels Erwitte reprocha, avec indignation, d'avoir brûlé, sans nécessité, le village d'Olden-Oyta. « Lesdits prisonniers, dit le rapport que nous avons suivi et que Khevenhiller a copié textuellement, générale-

ment confessent qu'il ne reste que deux régiments à Mansfeldt, l'un de 150 hommes et l'autre de 700, et 30 compagnies de chevaulx, dont la plus grande n'arrive pas à 40 chevaulx, et ne sont environ que 1000 chevaulx, et que, comme l'on a présentement mis en déroute 4 régiments, aultre 1,000 prisonniers que l'on a prins, son armée de gens de pied s'est entièrement perdue et dissipée[1]. »

Limbach, que la conscience des forfaits qu'il avait à expier inquiétait pour sa vie, parvint à corrompre ses gardiens et s'échappa, la nuit, avec sa concubine; mais, la neige le trahit; il fut arrêté de nouveau, ainsi que sa compagne, et ramené au camp, les fers aux pieds[2].

Pendant qu'Anholt continuait à harceler Mansfeldt, Tilly mettait le gros de son armée en quartiers d'hiver.

La nécessité de faire place au corps d'armée espagnol, qui, sous les ordres du comte de Rittberg, venait de prendre Lipstadt, et devait hiverner dans le comté de Ravensberg et autres dépendances du duc de Neubourg, la considération de l'épuisement du pays le contraignirent à élargir ses quartiers. Il demanda au Landgrave Maurice de Hesse, l'autorisation de cantonner une partie de ses troupes sur le territoire de Hesse-Cassel. Cette demande, qui cachait un but politique facile à deviner, équivalait à un ordre. Maurice se soumit à la pression des circonstances, et plusieurs régiments impériaux ou bavarois entrèrent dans le Landgraviat.

Dans l'intention de soulager, autant que possible, les populations, et de les soustraire à l'arbitraire du soldat, Tilly prit des mesures pour que la solde fût exactement payée, et régla d'une manière précise, l'entretien des hommes à charge des habitants. Malgré ces précautions, malgré la discipline maintenue par le général[3], des désordres

[1] Archives du royaume. Corresp. historique, t. V. p. 2. [2] Ibid. p. 3.

[3] Un fait entre mille autres prouve la sévérité avec laquelle il réprimait les désordres de la soldatesque. Quelques excès avaient été commis à Delmenhorst

graves, des exactions révoltantes, donnèrent lieu à de grandes plaintes. Deux princes de l'Empire, deux luthériens, les ducs de Saxe Lauenbourg et de Holstein se firent remarquer au premier rang des officiers supérieurs, qui, au mépris de leur devoir et de leur propre dignité, donnèrent de honteux exemples de cruauté et d'avidité. Tilly leur infligea, sans succès, de sévères réprimandes, et, fatigué de leur incorrigible licence, les fit passer en Hongrie, avec les régiments qu'ils commandaient.

Il ne se contentait pas de punir, et, à la différence de Wallenstein, il prêchait d'exemple. « Il n'était dominé, ni par un orgueil exagéré, ni par une basse cupidité. Simple dans toutes ses habitudes, il avait peu de besoins, et exigeait beaucoup moins des localités dans lesquelles il établissait son quartier-général, que la plupart des officiers de son temps. Ses hôtes vantaient sa bienveillance et l'aménité de son caractère, et ses ennemis même étaient obligés de rendre hommage à la rare modération de ce grand capitaine[1]. »

Cependant Maurice, enfermé dans Cassel, déplorait amèrement sa triste situation. Exaspéré par le chagrin et la frayeur, il s'imagina que Tilly en voulait à sa vie, et s'échappa comme un malfaiteur, abandonnant ses sujets aux malheureuses destinées que son lâche égoïsme leur avait préparées. Il parcourut les cours du Nord, cherchant des vengeurs disposés à braver le péril qu'il n'avait pas eu lui-même le courage de regarder en face. Pendant son absence, l'administration hessoise tomba dans une dissolution complète. La noblesse traita en son propre nom, sans s'inquiéter du Landgrave, les villes et les paysans

par un détachement d'impériaux. Sur la plainte du magistrat, Tilly fit arrêter les coupables, six d'entre eux furent pendus, un septième qui devait subir le même sort, s'échappa un moment, après avoir tué le bourreau, mais saisi de nouveau, il fut arquebusé sur place.

[1] Comte Von Der Decken. Duc Georges. t. I, p. 291.

refusèrent de payer les impôts; le peu qu'il y avait d'armée fut réduit, par la désertion, à quelques compagnies. Tilly mit à exécution l'arrêt de la chambre de justice impériale, qui décidait, en faveur du Landgrave de Hesse-Darmstadt, le litige existant depuis nombre d'années entre les deux branches de la maison de Hesse, sur la principauté de Marbourg, de plus, l'abbaye de Hirschfeld, dont Maurice s'était emparé illégalement, fut restituée à l'Eglise[1], sans qu'aucune réclamation se fît entendre.

[1] Gfrœrer. p. 431 et s.

CHAPITRE IX.

Négociations de Tilly avec Mansfeldt. Délivrance de la Frise orientale. Récompenses décernées à Tilly par Philippe IV, roi d'Espagne, l'Empereur, le duc de Bavière et les Etats de la Ligue. Affection des soldats pour Tilly. Sa discipline. Son ordonnance touchant la cavalerie. L'Electeur de Saxe reconnaît Maximilien de Bavière comme Electeur. Coalition contre la maison d'Autriche. Christian IV, roi de Danemark. Négociations de la France avec les Etats de la Ligue. Dissentiments de l'Espagne et des Etats de la Ligue. Assemblée d'Augsbourg. Opérations d'Ernest de Mansfeldt et de Christian d'Halberstadt.

Les effroyables dévastations commises par Mansfeldt dans la Frise Orientale, avaient réagi contre lui-même. La famine envahit son camp et y fit de nombreuses victimes; l'arrivée des 6,000 Brunswikois, que lui amena Herman de Styrum, ne fit qu'aggraver sa position. Les soldats désertaient par centaines, et, peu à peu, son armée, qu'il avait portée à 25,000 hommes, se trouva fondue, comme la neige, aux rayons du soleil. Dans cette extrémité, son premier soin fut de mettre en sûreté le fruit de ses rapines. A cette intention, il fréta deux vaisseaux hollandais, qu'il fit remplir secrètement des immenses richesses qu'il avait accumulées par ses pilleries, et les dépêcha en Hollande. Pour prévenir le mécontentement de ses bandes et empêcher une attaque sur les deux navires, il répandit le bruit qu'il attendait incessamment des agents français, vénitiens et savoyards, avec de grosses sommes d'argent, destinées au paiement des troupes. Mais, le mystère fut révélé au comte Enno, qui s'empressa d'en faire part aux habitants d'Embden. Ceux-ci arrêtèrent les bâtiments hollandais au pas-

sage, déchargèrent toute la cargaison, et la mirent, sous bonne garde en lieu sûr. Mansfeldt éclata en menaces, mais sa colère impuissante n'aboutit qu'à aigrir ses relations avec les bourgeois d'Embden, qui, devenus plus hardis, depuis qu'ils étaient délivrés de la majeure partie de la garnison hollandaise, lui coupèrent les vivres. L'échec important, essuyé par quatre de ses régiments, contre le colonel Erwitte, rendit l'aventurier plus modéré. Se croyant perdu, il eut recours à l'un de ces expédients déloyaux qui lui étaient familiers. D'accord secrètement avec les Etats-généraux, il offrit aux Etats de la Frise de leur vendre son départ pour 300,000 florins, somme qu'il savait impossible à réaliser, par l'horrible misère où il avait mis le pays. Comme il l'avait prévu, les Frisons s'adressèrent aux Etats-généraux, qui firent d'abord la sourde oreille, et ne parurent prendre intérêt à la question que lorsqu'ils virent les paysans exaspérés prêts à se révolter et à chasser par la force les troupes affaiblies de Mansfeldt. Le traité fut dès lors bientôt conclu. Mansfeldt promit de licencier immédiatement ses gens, d'évacuer le pays en dix jours, et de remettre, aux mains des Hollandais, toutes les forteresses de la Frise orientale, moyennant le paiement des 300,000 florins. Les Etats-généraux s'engagèrent, en outre, à lui faire restituer tous les objets saisis par les habitants d'Embden, sur les deux navires hollandais. Enfin, non contents de se mettre en possession réelle de la Frise, ils exigèrent des Etats du pays une hypothèque sur les *moyens de consomption et contribution*[1]. Le traité fut exécuté immédiatement. Mansfeldt congédia ses troupes, que les Etats-généraux prirent à leur service, sur le refus des comtes d'Oldenbourg et d'Anholt de les laisser passer. Lui-même se retira en Hollande avec le comte

[1] Archives du royaume. Secrétairerie d'état allemande. Correspondance diplomatique. Carton 196.

Ernest de Nassau, laissant, pour adieu à l'Allemagne, la tache d'une trahison qui coûtait à l'Empire une de ses provinces. Les 300,000 florins promis à sa félonie lui furent exactement payés, mais les habitants d'Embden refusèrent obstinément de restituer même les pièces d'artillerie qu'ils avaient trouvées sur les navires de Mansfeldt.

Christian fut plus facile à satisfaire que son compagnon d'armes. Il n'avait guère, avec lui, que 2,000 hommes, qu'il ne pouvait même pas payer. Il se plaignait amèrement des Etats-généraux « à cause de leur grande ingratitude et du comte de Mansfeldt, *pour les vaines espérances d'un soulde et gages étrangères, avec lesquelles il l'avait entretenu*[1]. Il essaya de regagner le duché de Brunswick, mais le comte d'Oldenbourg, dont il devait nécessairement traverser les terres, lui refusa nettement le passage, à l'instigation d'Anholt. A bout de ressources, il pria le comte de lui avancer une somme de 9,000 Reichsthalers, afin de pouvoir congédier ses soldats. Le comte, pressé de purger son voisinage d'hôtes aussi dangereux, accepta la proposition, avec l'assentiment de Tilly, et Christian s'engagea :

1° D'après la réception des 9,000 Reichsthalers, incontinent à congédier et licentier ses soldats, avec petites troupes et tellement qu'ils ne se pourront nulle part rassembler. 2° Se soulmettre en toute obeyssance à sa majesté Impériale, et tascher d'avec ses effectuels services gagner la faveur et grâce de sa Majesté[2].

Conformément aux stipulations du traité, l'administrateur licencia les débris de son armée, mais, au lieu de se rendre en Danemark, comme on le croyait, il se réfugia en Hollande, où il passa l'hiver, en conspiration permamente contre l'Empereur.

[1] Archives du Royaume. Secrétairerie d'Etat allemande, Correspondance diplomatique. Carton 196. [2] Ibid.

Tilly avait pris une grande part au traité qui le débarrassait de Christian. Tous les articles lui en avaient été soumis par le comte d'Oldenbourg, dont il se plut à reconnaître les éminents services dans une lettre de recommandation spéciale à l'Empereur[1].

Mais si, de ce côté, le général avait lieu d'être satisfait, il n'en était pas de même à l'égard des derniers actes de Mansfeldt et des Hollandais, dans la Frise orientale. A Vienne, comme à Munich et à Bruxelles, la remise des places fortes de ce pays aux Etats-généraux souleva de grandes inquiétudes et de vives réclamations. L'Infante, plus directement intéressée que tout autre prince à arrêter les progrès de la puissance hollandaise, dépêcha à Tilly Pierre de Vischer, ancien bourgmestre d'Embden, avec mission de s'entendre avec le général et le comte d'Oldenbourg, sur les moyens de forcer les Etats-généraux à évacuer les forteresses achetées à Mansfeldt. La princesse se flattait également de l'espoir de ramener les habitants d'Embden dans l'obéissance de l'Empereur, ce qui devait entraîner, à ses yeux, la réduction de la Frise orientale. Les renseignements que Vischer puisa sur les lieux lui démontrèrent l'inanité de cette espérance ; le comte d'Oldenbourg, dont le dévouement éprouvé à l'Empereur commandait la confiance, détourna l'envoyé belge de faire aucune tentative à cet égard, et le convainquit que l'unique moyen d'écarter les Hollandais de l'Ostfrise était « d'induire les Etats du cercle de la Basse-Saxe à condescendre au paiement des 300,000 florins, ce qu'ils pouvaient aisément faire, et en attendre le remboursement aux mêmes conditions que les Etats avaient accordées[2]. » Pflueg envoyé du comte, fit observer à Vischer, que l'emploi de la force étant indispensable en cas de refus, il serait prudent de s'y pré-

[1] Archives du royaume. Secrétairerie d'Etat allem. Correspondance de Ferdinand II. 22 pièce.

[2] Archives du royaume. Corresp. diplom. Carton 196.

parer d'avance, d'établir des magasins dans les places frontières du pays de Munster, et de concerter d'avance un plan de campagne, pour attaquer les Hollandais sur deux points à la fois[1]. L'avis, confirmé par Tilly, parut bon à Vischer, qui revint tout de suite le communiquer à l'Infante. L'Empereur, auquel le comte d'Oldenbourg avait écrit dans le même sens, l'adopta également. Le 10 avril, il manda à l'Infante qu'il avait convoqué une assemblée des cercles de la Haute et de la Basse-Saxe, pour s'occuper de cette affaire, et la pria de donner l'ordre aux généraux espagnols de s'entendre immédiatement avec Tilly, sur les opérations d'attaque, afin de ne pas perdre un instant en cas de non solution pacifique. Les choses prenaient une tournure grave, lorsque les Etats de la Basse-Saxe parvinrent à apaiser les différends. Grâce à leur médiation, les Hollandais évacuèrent les forteresses de l'Ostfrise, lesquelles furent la plupart démolies[2].

L'Allemagne semblait pacifiée, l'autorité impériale reconnue sur tous les points de l'Empire ne rencontrait plus d'ennemi avoué, et toute résistance paraissait avoir cédé devant les aigles victorieuses de Tilly. Le nom de ce grand homme, rehaussé des obstacles qu'il avait surmontés, des périls qu'il avait bravés et conjurés, des adversaires nombreux qu'il avait successivement terrassés, retentissait d'une extrémité de l'Europe à l'autre. Les gens de guerre exaltaient ses talents militaires, les catholiques glorifiaient ses vertus, et les princes le comblaient à l'envi des marques de leur reconnaissance. L'Empereur et le duc de Bavière lui firent présent de quelques terres, entr'autres de la seigneurie de Breiteneck, composée de plusieurs villages en Bavière. Ce domaine, érigé en comté, et fief immédiat du saint Empire, fut compris dans le cercle de Bavière, en donnait à

[1] Archives du Royaume, Corresp. diplom. Carton 196.

[2] Archives du royaume. Secrétairerie d'Etat allemande. Correspondance de Ferdinand II.

ses comtes voix et séance aux Diètes de l'Empire, dans le banc de Souabe[1].

Le 20 septembre 1623, le roi d'Espagne, auquel Tilly avait annoncé l'heureuse issue de la bataille de Stadhoo, lui écrivit une lettre autographe de félicitations et l'honora du titre de *cousin,* distinction réservée d'ordinaire aux plus grands seigneurs, et d'autant plus flatteuse qu'elle était dans cette circonstance donnée spontanément[2].

Par une attention pleine de délicatesse, qui fait autant d'honneur à la noblesse des sentiments de Philippe IV, qu'au caractère de Tilly, ce prince accorda, en même temps, une pension viagère de mille écus au comte Jacques de Tilly, et voulut que le brevet en fût adressé d'abord au général, par les mains duquel il devait être remis au comte Jacques son frère. Ce seigneur ne jouit pas longtemps des faveurs royales. Il mourut, au château de Tilly, le 11 octobre 1624. La pension de mille écus, qu'il avait obtenue fut continuée, après lui, à son fils Jean Werner, qui servait, avec distinction, dans l'armée de la Ligue, et s'était couvert de gloire, à Stadtloo.

Les Etats de la Ligue, quoique ayant plus profité des services de Tilly que le roi d'Espagne, ne se montrèrent pas aussi généreux. Le 2 décembre 1623, le général n'avait rien touché des 20,000 thalers qui lui avaient été spontanément accordés par la dernière assemblée des Etats.

Pressé par la nécessité de faire honneur aux dépenses qu'entrainaient ses fonctions modiquement rétribuées, il réclama auprès de l'Electeur de Mayence. L'affaire traina en longueur, et fut portée à l'assemblée de la Ligue, qui eut lieu à Ausbourg, vers la fin d'avril 1624. Tilly, retenu ailleurs, y envoya son secrétaire, Victorin Gilger, avec mission d'insister sur le paiement de la somme déjà votée,

[1] Goethaels. Généalogie de Tserclaes. p. 146.
[2] Archives de Vienne. Archichancellerie de l'Empire.

et de demander une nouvelle gratification, plus considérable que la première. A l'appui de ces prétentions, Gilger dressa, le 26 avril, un mémoire qui contient des détails intéressants sur le côté intime de la vie de Tilly, et qui confirment pleinement la haute idée qu'on a pu déjà se faire de la sévère probité et du généreux désintéressement de l'illustre capitaine. Gilger fixa à 100,000 thalers le minimum de la nouvelle gratification qu'il sollicitait, de la part du lieutenant-général, et, pour justifier ce chiffre élevé, fit remarquer que le comte, son maître, s'était toujours contenté d'appointements très-modiques, d'abord de 2,000, puis de 3,000 florins par mois, ce qui ne faisait guère que 5 à 700 thalers, d'autant que la valeur du thaler venait d'être portée à 4 florins. « Mon maître, continue le secrétaire, n'a tenu, il est vrai, qu'un modeste état de maison, mais son traitement est loin de lui suffire, même en dehors des frais extraordinaires et indispensables, auxquels il a dû subvenir, en faisant de grands sacrifices. Il a défrayé quantité de commissions d'ambassades, et *partout, en pays ennemi, comme en pays ami, il n'a jamais entendu vivre aux dépens des cultivateurs et des bourgeois. Au contraire, il a constamment entretenu ses gens à ses propres dépens jusqu'au point d'acheter l'avoine et le fourrage*. S. M. I. a donné 3,000 couronnes au marquis de Montenegro, pour l'indemniser de ses pertes de change sur l'argent monnayé, pendant quelques mois de service ; à ce compte, les pertes de mon maître du même chef se monteraient déjà à 7,000 thalers[1]. »

Malgré la justesse et la force de ses arguments, Gilger n'obtint qu'une promesse assez vague dans l'avenir. La première partie de ses réclamations, celle concernant le paiement des 20,000 thalers, précédemment accordées,

[1] Archives de Vienne. Acta Unionis Catholicæ.

fut seule admise, et le terme en fut fixé à la Saint-Jean suivante[1].

La parcimonie des Etats de la Ligue, dans cette circonstance, n'excluait cependant pas une juste appréciation des services et du mérite de leur général. Vers l'époque de l'assemblée d'Augsbourg, Tilly s'était rendu en Bohême, où l'appelaient des affaires particulières; le bruit se répandit que l'Empereur lui avait fait accepter la direction de la guerre de Hongrie. Sur cette simple rumeur, les princes ligués s'alarmèrent, et le 29 avril, l'Electeur de Mayence écrivit au nom de ses co-états, à l'Electeur de Bavière : « j'apprends que le comte de Tilly a été gagné par l'Empereur pour la guerre de Hongrie. Votre dilection sait de quelle grande considération ce général jouit dans notre armée; nous ne doutons donc pas qu'elle fera les démarches nécessaires pour que le comte nous soit laissé et qu'un inconnu ne vienne pas à sa place[2]. »

Cette considération prenait sa source non-seulement dans les talents militaires du lieutenant-général, dans sa profonde expérience de la guerre, mais aussi, dans sa sollicitude vraiment paternelle pour son armée. Autant il était sévère et inflexible dans le maintien de l'ordre et de la discipline, autant il montrait de vigilance et de soin à ménager ses troupes, à prévenir leurs besoins, à soulager leurs fatigues, à soutenir leur moral, à les entourer de tous les adoucissements que comportaient les circonstances. Nul détail ne lui paraissait trop petit, lorsqu'il s'agissait de la santé ou du bien-être de ses soldats. Il était accessible au dernier d'entre eux. Aussi en était-il encore plus aimé que redouté. Les vétérans, dans leur langage familier, ne l'appelaient que le *vieux Jean*.

Son affection pour les gens de guerre, sous ses ordres, n'allait cependant pas jusqu'à lui faire méconnaitre, comme

[1] Archives de Vienne. Arch. de l'Empire. [2] Ibid.

chez tant d'autres de ses contemporains, les lois de l'humanité à l'égard des habitants des villes ou des campagnes. Il ne tolérait pas plus la licence chez le soldat que l'exaction chez l'officier, et trouvait que l'entretien, même payé, d'un corps d'armée était une charge assez lourde pour les pays de cantonnements, sans l'augmenter encore par d'inutiles et arbitraires vexations. En capitaine sage et prévoyant, il ne détruisait pas, pour le seul plaisir de détruire, à l'exemple des Christian et des Mansfeldt, et ne souffrait pas que ses gens gaspillassent des ressources qui pouvaient leur devenir précieuses dans l'avenir. Sa correspondance avec l'infante Isabelle, au commencement de l'année 1624, roule tout entière sur ce sujet. Ses lettres ne sont qu'une série d'intercessions en faveur des princes dont le territoire était occupé par les cantonnements des troupes espagnoles, que commandait le comte de Rittberg. Il est presque importun sur ce point. Aussi, ceux qui croyaient avoir à se plaindre s'adressaient-ils de préférence à lui. C'est ainsi qu'on voit le chapitre de Magdebourg, le duc Frédéric Ulrich de Brunswich Wolfenbuttel, le duc Christian de Lunebourg solliciter instamment son intervention, près du gouvernement des Pays-Bas, pour obtenir l'allégement des souffrances occasionnées à leurs sujets par les garnisons espagnoles. Il ne se lasse pas de représenter à l'Infante « la désolation et l'affliction de ces contrées, réduites à une grande pauvreté, laquelle n'ayant bonnement pu croire par relation, il l'a apprinse par ses yeulx en ses voyages. » Il touche toutes les cordes; il insiste « sur les inconvénients qui peuvent résulter du mécontentement des princes neutres et de l'ombrage qu'ils ont de se voir tant de gendarmerie sur les bras; enfin, il supplie Son Altesse d'y faire la réflexion que, selon sa prudence accoutumée, elle jugera nécessaire, pour le plus grand bien et repos de l'Empire et du public. »

Ses remontrances furent écoutées, et si les généraux

espagnols commirent encore des « fautes et vexations sur les pauvres subjects opprimés, » du moins, ce ne fut pas faute d'ordres sévères envoyés de Bruxelles.

La cavalerie était la partie de l'armée qui pesait le plus sur l'habitant, et qui suscitait le plus de plaintes. Chaque régiment trainait ordinairement à sa suite, un nombre infini de bètes de somme, de *goujats*, gens de sac et de corde, pillards féroces et tout à fait indisciplinables. Cet abus, introduit au mépris des anciennes ordonnances, avait pris des proportions telles, que des cantonnements qui eussent pu entretenir un régiment pendant plusieurs mois, étaient épuisés au bout de quelques jours. Tilly voulut y mettre un terme, et promulgua, le 1er août 1624, un règlement, que nous citerons dans son entier, comme document précieux pour l'organisation militaire de l'époque. On jugera d'ailleurs du mal par le remède.

ORDONNANCE DU COMTE DE TILLY TOUCHANT LA CAVALERIE DU 1er AOUT 1624.

« Nous Jehan comte de Tserclaes de Tilly, baron de Marbaix, seigneur de Balastre, Montigny et Breiteneck, du conseil et Lieutenant-général de Sa Majesté Impérialle et de son Alteze Maximilien, ducq de Bavière, et gentilhomme de leur chambre, sçavoir faisons à tous et un chacun que, pour le bien publicq, et meilleur entretien, sy bien des soldats estans soubs notre charge et comandement, que des subjects, nous avons trouvé convenir et très-nécessaire, affin qu'un chacun sy bien les officiers mayeurs que moindres ensemble chasque commun soldat sçache ce que luy doibt avoir et ce que luy doibt estre passé, selon quoy chasque seigneur foncier et ses subjets s'auroit à régler, et n'estre obligé à chose quelconque, davantage d'establir et faire une nouvelle ordonnance, en conformité de laquelle un chacun se debvrait comporter, comandons à tous noz collonels et tous aultres officiers et soldats, à peine de chas-

toy, qu'ils aient à régler, selon icelle, et de ne permettre que rien soyt fait à l'encontre, ainsi, au contraire, qu'iceulx nos collonels scachant ou entendant qu'aulcun ou aulcuns ne feroient, de les faire chastier comme désobéissants et iufracteurs de nos ordonnances, en la manière suivante.

» Premièrement, nous ordonnons et voulons que chasque compagnie de cent hommes, à cheval, n'aura que vingt-cinq chevaulx de bagages, espérant que les collonels et capitainnes de chevaulx seront eux-mêmes portez, affin que les chevaulx de service puissent tant mieulx estre entretenuz, de diminuer ladite quantité. Doncques, ce qui touche l'entretien d'iceulx, il ferat, au choix des seigneurs et leurs subjects, de se régler en conformité de noz ordres précédentes, ou bien s'il leur semble plus proffitable qu'au lieu des espéces déclarées par villes, de les payer en argent, nous voulons, en tèl cas, qu'aux colonelz et soldats, au lieu de boyre et manger soit donné en argent, ce que, cy-après, sera déclaré, ou bien la table sy bonne que le patron la pourrat avoir ce que nous remettons à son choix.

» A un coronel estant conjointement capitaine de chevaulx, sy bien pour son estat de coronel que capitaine luy sera donné pour tout y comprins ses servans, en argent, par jour sept rixdalers quy porte par sepmaine quaranteneuf rix., et pour dix-huit valets, à raison de 1/2 rix, par semaine, porte 27 rix., qui porte ainsy ce que dessus par sepmaine 76 rix., ensemble l'aveisne, foing et paille qu'il aura de besoing, pour ses chevaulx, desquels on luy passe 14 chevaulx de service et huict de bagage.

» A son lieutenant-coronel, et conjointement capitaine pour les deux estatz, pour tout, y comprins ses Aufwarters, par jour, 5 rix., porte, par sepmaine, 35 rix.; et, pour 12 valets, desquels un chacun a, par sepmaine, 1 1/2 rix., porte 18 rix., ensemble, par sepmaine, 53 rix., lui estant aussi passé dix chevaulx de service et huict de bagage.

» A un capitaine de chevaulx, qui est conjointement

Wachtmeister, pour deux estats par jour, 4 rix., porte, par sepmaine, 28 rix., et pour 10 valets, à raison de 1 1/2 rix., et réduit ensemble, par sepmaine, porte ensemble, 48 rix., lui estant passé huict chevaulx de service et six de bagage.

»A un Wacht et quartier-maître ensemble, en cas qu'ils n'ont encore aultres charges, par jour, un rix., porte, par sepmaine, 7 rix., et, pour trois valets, à chascun 1 1/2 rix., par sepmaine, porte, ensemble, 11 1/2 rix., en passant, à chascun 4 chevaulx de service et quatre de bagage.

»A un auditeur de régiment, secrétaire, chapelain et prévost, chascun, par jour, 1 rix., porte, par sepmaine, 7 rix., à chascun un valet, 1 1/2 rix., porte, ensemble, 8 1/2 rix., pour chascun. Au chapelain, un cheval de service et un de bagage, aux aultres, à chascun deux chevaulx de service et deux de bagage.

»A un prévost, par jour, 1/2 rix., porte, par sepmaine, 3 1/2 rix. et un cheval de service.

»A un garde de prison, par jour, un kapfstuck, porte, par sepmaine, un rix et demy kapfstuck, et un cheval, et à deux hallebardiers, par jour, le septième d'un rix, porte, par sepmaine, un rix.

»A un capitaine de chevaulx, sur sa personne, par jour, 3 1/2 rix., porte, par sepmaine, 24 1/2 rix., et pour neuf valets, à raison de 1 1/2 rix., porte 13 1/2 rix., et ensemble, par sepmaine, 38 rix., luy passant sept chevaulx de service et six de bagage.

»A son lieutenant et cornette, qui servent effectif, sur chasque personne, par jour, deux rix., porte, par sepmaine, 14 rix., et pour chascun cinq valets, à chascun 1 1/2 rix., par sepmaine, porte, ensemble, 21 1/2 rix., leur estant passé cinq chevaulx de service et quatorze de bagage.

»A un lieutenant ou cornette réformé, ayant servy soubz notre armée, sur chasque personne, par jour, 1 rix., porte, par sepmaine, 7 rix., et à chascun deux valets, à raison

1 1/2 rix, par sepmaine, porte, ensemble, 10 rix., leur estant passé trois chevaulx de service et deux de bagage.

»A un caporal et un fourrier, par jour 3/4 de rix., porte par sepmaine, 5 1/4 rix., et à chascun un valet, à raison de 1 1/2 rix., par sepmaine, 6 3/4 de rix, leur passant à chascun, deux chevaulx de service et deux de bagage.

»A un caporal et fourrier réformé, quy a servy soubz notre armée. Item à un escrivain de compagnie, sellier, armeyer d'armes, tambour à cheval, trompette et maréchal, à chascun, par sepmaine, 3 rix., leur passant, à chascun, un cheval de service et un de bagage.

»Et à un commun soldat, ayant passé monstre par sepmaine, 2 1/2 rix., lui estant passé un cheval de service.

»Et, pour affin que l'on sache ce que l'on doibt donner de fourrage, sur chasque cheval de service et de bagage, nous y avons ordonné ce qui s'ensuit.

»Sur un cheval de service, une mesure, et à un de bagage, quelque chose moings, et sy, en cas l'aveisne n'estoit recouvrable, l'on leur donnera la moictié, aultant d'orge, pour affin que les chevaulx ne se gastent, ains soyent maintenus selon que de besoing, quand au foing et paille, les chevaulx de service et de bagage peuvent estre traités esgallement, et sera donné sur chasque cheval, par jour et nuit, 12 de foing, et par sepmaine, deux bottes de paille.

»Mais, puisqu'il est à considérer que les mesures d'aveisne ne sont partout esgalles, ains en un lieu, plus grand qu'à l'aultre, aussy, qu'en un lieu, l'aveisne est beaucoup meilleure qu'en l'aultre, il est aussy de besoing d'y pourveoir, et, en tel cas, l'on donnera, sur un cheval de service, 10 de foing, et, pour un cheval de bagage, six.

»Et, comme il nous est survenu beaucoup de plaintes, touchant les espiceries, confitures et aultres services extraordinaires, nous ordonnons bien sérieusement, à tous officiers et soldats qui, à l'avenir, telles et semblables

levées, ne se facent, les abolissant par ceste, ains qu'ils auront à se contenter avecq chandelles et bois, sans aultres choses quelconques.

»Veu qu'à une compagnie se trouvent, la plupart, quattre et cinq vivandiers, non sans grand intérest d'un et aultre, nous ordonnons, voulons et est nostre prétention, qu'à l'advenir, il n'y aurat, à chasque compagnie, qu'un vivandier, et que les surplus seront, dès à présent destituez, et au demeurant, luy serat donné, par mois, pour quatre chevaulx de fourrage, savoir, 12 de foing, pour chaque cheval, pour jour et nuit, et par sepmaine, deux bottes de paille, sans aultre chose quelconque, ny aveisne, ny pour sa personne, sinon qu'il saurat à contenter avec le fourrage susdit, sans molester ni contraindre le patron à aultre chose, où, au contraire, ils seront chastiez, comme aussi les officiers quy souffriront que telle chose se face.

»Et, puisque nous avons trouvé convenir estre très-nécessaire, sy bien pour les soldatz que habitants de faire dresser telle ordonnance, nous voulons et commandons à tous, coronelz et aultres officiers, de tenir icelle ferme et stable, sans y contrevenir ny souffrir estre contrevenu, à peine de chastoy, comme dict est.

»Donné à notre quartier de Hirschfeldt, le premier d'Aoust seize-cent-et-vingt-quatre[1]. »

Dans le courant de l'année 1624, Tilly concourut à une négociation qui intéressait, au plus haut degré, Maximilien de Bavière. On se rappelle, qu'à la diète de Ratisbonne (1623), la dignité électorale, dont était revêtu le palatin Frédéric, avait été solennellement transférée au duc de Bavière. Bien que la majorité des membres de la diète et du collége électoral eût approuvé cette mesure, l'Empereur et le duc sentaient fort bien que l'acte ne pourrait être

[1] Archives du Royaume, Secrétairerie d'Etat allemande. Corresp. de Routard. t. I. p. 159.

regardé comme pleinement consommé, que lorsqu'on aurait obtenu l'adhésion des Electeurs de Saxe et de Brandebourg, principalement du premier. Or, sans témoigner d'hostilité au nouvel électeur, Jean-Georges de Saxe se tenait dans une froide réserve, qu'imitait son collègue de Brandebourg. Les deux princes étaient convenus de ne pas traiter l'un sans l'autre. Cependant, un pas important pour l'aplanissement des difficultés, que rencontrait, à Dresde, la translation du bonnet électoral, avait été fait en 1623; l'Empereur avait cédé officiellement, à Jean-Georges, la possession, par engagère, de la Lusace, que l'Electeur détenait déjà, il est vrai, à titre d'indemnité de ses frais de guerre, mais, dont il n'avait jamais été légalement investi. Les Etats des deux margraviats, dont se composait cette partie des domaines de la maison d'Autriche, prêtèrent serment au prince saxon, et, l'unique droit que se réserva Ferdinand, fut de faire intervenir son nom dans la formule du serment des quatre grands officiers du pays, conséquemment liés, à la fois, vis-à-vis de l'Empereur et de l'Electeur de Saxe. La cession d'une province aussi riche et aussi populeuse ne pouvait manquer d'exercer une influence notable sur les dispositions de la cour de Dresde. On en profita. Les premières ouvertures de conciliation furent faites par le Landgrave Louis de Hesse-Darmstadt, gendre de l'Electeur. A la diète de Ratisbonne, Louis avait vivement combattu l'acte de translation. Mais, ses convictions, à cet égard, s'étaient considérablement modifiées, depuis qu'un arrêt impérial avait décidé en sa faveur, le procès relatif à la principauté de Marbourg. Il se rendit, en personne, à Dresde, au commencement de l'année 1624, et plaida la cause de Maximilien avec l'éloquence d'un nouveau converti. Jean-Georges ne cherchait plus, de son côté, qu'un prétexte pour se rendre. On fut bientôt d'accord. L'Electeur promit d'approuver l'admission de Maximilien dans le collége électoral, au lieu et place du

Palatin, à condition : 1° que les troupes de la Ligue évacueraient immédiatement le territoire des villes et états évangéliques; 2° Qu'après la mort de Maximilien, la dignité électorale retournerait aux héritiers de Frédéric V. Ce dernier point avait déjà été accompli. Mais, l'exécution du premier était plus que difficile. De nouvelles négociations devinrent donc nécessaires, et l'Empereur en confia le soin à l'Electeur de Mayence. Jean Schweikard, vieillard plein de sagesse et d'expérience, en grande vénération parmi ses contemporains, et pour lequel Jean-Georges professait une déférence particulière. Malgré son âge et ses infirmités, l'archevêque accepta la mission que lui proposait Ferdinand. L'entrevue fut fixée au château de Schleusingen. L'archevêque s'y rendit, au commencement de juillet, accompagné du Landgrave de Hesse-Darmstadt. L'Electeur de Saxe vint au-devant d'eux, avec 200 chevaux, et combla le vénérable prélat d'égards et de prévenances. Le lendemain, arriva le comte de Tilly, chargé spécialement de représenter le duc de Bavière. Le duc de Saxe-Cobourg, le comte palatin de Birkenfelel, le comte Georges-Frédéric de Hohenlohe, l'ambassadeur d'Espagne, et nombre d'autres personnages illustres se trouvaient déjà réunis autour du prince saxon. Les conférences ne furent pas longues, et, dès les premiers jours d'août, Schweikard annonçait à l'Infante que sa mission avait eu plein succès. Non-seulement l'Electeur de Saxe consentit à reconnaître la nouvelle dignité de Maximilien, mais, il lui écrivit une lettre de félicitations. De grandes parties de chasse, dans lesquelles on immola des montagnes de gibier, célébrèrent cet heureux événement. Au banquet d'adieu, donné à l'archevêque de Mayence et à Tilly, l'Electeur de Saxe se montra même plein d'effusion, et sa récente amitié pour le duc de Bavière, avivée par de nombreuses libations, frisa l'enthousiasme. « Il commença, dit un correspondant de la cour de Bruxelles, à porter la santé du ducq, l'appelant co-électeur. Le

ducq de Cobourg ne la voulait poursuyvre avecq prédicats et compliments accoustumés. Mais, l'Electeur de Saxe, d'une rondeur et sincérité merveilleuses, ne mancqua, en pleine table, de mettre en avant la rébellion de ceulx mêmes qui furent présents, entr'aultres, le Pfalzgrave de Birkenfeldt, et le comte de Hohenlohe, forgeurs des entreprises passées, prononçant, en ces propres termes : que le diable emporte celuy qui ne sera fidèle à son Empereur ! Ajoutant, que c'était une chose malséante à un prince, parler d'une sorte et faire de l'autre, pouvant avérer leur faulseté, par lettres et par sceaulx, en cas de besoing. Le sire comte de Tilly, fust attacqué, parfois, du ducq de Cobourg, se plaignant des dégâts et pillages des gens dudit général. L'Electeur de Saxe répliqua que son cousin avait esté dessoubz la mesme couverture, qu'il s'en debvoit aussi repentir avec les aultres. »[1]

L'archevèque de Mayence, « plein de joie et de bonnes résolutions, » partit, avec Tilly, pour Nuremberg, où, en présence des autres électeurs ecclésiastiques, il reçut le serment de Maximilien, et l'installa définitivement dans sa dignité électorale. Vers le même temps, l'Empereur envoya le margrave d'Anspach à l'Electeur de Brandebourg, pour l'engager à se ranger à l'avis des autres membres du collége, mais ce prince, blessé de ce qu'on lui eut refusé certains domaines qu'il convoitait, et, de ce qu'au mépris de ses engagements formels, Jean-Georges de Saxe l'eut laissé à l'écart, repoussa les avances impériales.

Cependant, l'extension donnée par les victoires de Tilly à l'autorité impériale, la prépondérance décisive acquise par la maison d'Autriche en Allemagne, et la restauration de la formidable unité de l'ancien Empire, étaient autant de sujets d'ombrage pour les puissances voisines. La France dont les destinées politiques venaient d'être remises aux

[1] Archives du Royaume. Corresp. hist. tom. V. p. 54.

mains de Richelieu, s'alarma de cette recrudescence de vie, dans le corps du vieux colosse allemand, qui semblait comme Anthée, avoir repris de nouvelles forces, en touchant la terre. Une tentative faite par les deux branches de la maison de Habsbourg d'établir une communication sûre et continue entre leurs Etats, parut assez grave au cabinet de Paris pour motiver son intervention armée.

Le comté de Tyrol, qui faisait partie des pays héréditaires de la maison d'Autriche, n'est séparé du duché de Milan, alors aux mains des Espagnols, que par la Valteline, contrée pauvre, habitée par des catholiques, et soumise au canton protestant des Grisons. En 1620, à la suite de persécutions religieuses, les habitants de ce pays se soulevèrent contre leurs dominateurs. Le duc de Feria, gouverneur du Milanais, leur envoya aussitôt des troupes qui s'emparèrent des passages et des forts principaux. La France, la Savoie et la république de Venise, grandement intéressées à ce que les deux branches de Habsbourg n'eussent pas la facilité de réunir ainsi leurs forces, prirent le parti des Grisons. Des négociations s'ouvrirent, elles se terminèrent par un traité conclu à Madrid, le 25 avril 1621, et par lequel les Grisons et les Espagnols s'engagèrent à retirer leurs troupes de la Valteline, et les derniers à raser les forts dont ils étaient en possession. Mais en 1622, pendant que de nouveaux pourparlers avaient lieu à Rome sur cette seconde clause dont l'exécution se faisait attendre, le duc de Feria parvint à obtenir directement des Grisons la cession de la Valteline à l'Espagne, et le droit pour l'archiduc Léopold, de mettre des garnisons dans les places de Kur et de Marienfeld. Dès son arrivée aux affaires, Richelieu s'allia avec l'Angleterre, la Hollande, la Savoie et Venise, dans le but de chasser les Espagnols de la Valteline. Au mois de novembre 1624, le marquis de Cœuvres pénétra dans ce pays, à la tête de 10,000 hommes, tant français que suisses et grisons, et s'empara, en

quelques jours, de toutes les places qu'y occupaient les Espagnols ou les Impériaux. La guerre se prolongea néanmoins, sans incident bien sérieux, pendant que les négociations se renouaient à Paris, jusqu'au traité de Monçon, signé le 5 mars 1626, qui rendit la Valteline aux Grisons, et mit fin à cette affaire.

Mais la Valteline n'avait pas été le seul objet des communications échangées entre la France et ses alliés. Un vaste plan d'agression contre la maison d'Autriche s'organisait en silence, sous la vigoureuse impulsion de Richelieu. Le ministre français avait trouvé dans le roi d'Angleterre, profondément blessé du dénouement des projets de mariage de son fils avec une Infante d'Espagne, un esprit parfaitement disposé à entrer dans ses vues. La guerre était pour Jacques le seul moyen de sortir des embarras que lui créait sa mésintelligence avec son parlement. Les communes le poussaient, en effet, dans cette voie. Mansfeldt appelé tour à tour à Paris et à Londres, y fut reçu avec les plus grands honneurs. A Londres, le roi le logea dans le palais primitivement destiné à l'Infante, et lui conféra le titre de général de l'armée qu'il se proposait d'envoyer au Palatinat. L'aventurier se retrouva dans son élément favori d'intrigue. Infatigable dans ses rapides excursions, il semblait se multiplier sur tous les points. On le voyait apparaître partout où se tramait quelque complot contre l'Empereur, son souverain, partout où s'attisait le feu de la guerre qui devait ensanglanter sa patrie, et se terminer par la ruine de l'Allemagne. Son digne émule Christian, interrompu au milieu de ses démarches de réconciliation par les sourdes rumeurs du mouvement qui se préparait, avait jeté au loin son masque de soumission, pour se lancer à corps perdu dans la mêlée. On l'avait vu accourir successivement en France et en Angleterre à la suite de Mansfeldt. Caressé à Paris et à Londres, nommé, là, général de la cavalerie, ici chevalier de la Jarretière, il se livrait aux plus merveilleuses

espérances, et son orgueil, quelques mois avant si humilié, se gonflait avec son apparente prospérité. Les Etats-Généraux stimulaient activement l'agitation belliqueuse de l'Europe, conjurée contre l'Allemagne, et s'épuisaient en promesses brillantes. L'Allemagne une et forte menaçait leur existence; l'Allemagne divisée, affaiblie, mutilée, assurait leur indépendance, et, qui plus est, comme la suite l'a prouvé, leur prépondérance. La Haye était le foyer d'où partaient ces traînées incendiaires qui allaient enflammer l'Europe, le centre des intrigues qui enveloppaient toutes les cours. Banquiers de la guerre, ils semaient l'or partout où ils espéraient récolter des armes contre la puissance Impériale, et rien ne leur coûtait pour renforcer l'orage à l'ombre duquel ils espéraient satisfaire et leurs passions ambitieuses et leur haine de sectaires. Chose triste à dire, c'était en Allemagne même qu'ils rencontraient les instruments les plus dévoués à leurs vues : les Maurice de Hesse-Cassel, les princes de Brandebourg, de Brunswick, de Saxe Weimar, courbant humblement la tête devant les subsides des Hollandais, louaient à l'envi, qui leur épée, qui leur esprit fertile en menées, qui même la confiance qu'inspirait à Vienne leur feinte soumission.

A cette coalition d'intérêts froissés, il manquait un agent responsable, capable d'utiliser les ressources mises à sa disposition, assez élevé pour dominer les chefs subalternes placés sous sa main, et assez faible en même temps pour pouvoir être brisé facilement, à son tour, si succès le rendait inquiétant. En effet, nulle des puissances que nous venons d'énumérer ne jugeait à propos de faire intervenir ses armées en lice, directement ou en son nom propre. Fournir l'argent et les armes, tel était le rôle auquel entendaient se borner la France, la Hollande, et, à peu de choses près, l'Angleterre. Dans ces dispositions, on avait d'abord jeté les yeux sur le roi de Suède, Gustave-Adolphe, dont la réputation militaire était fort grande en

Europe. C'était aller au-devant des vœux de ce prince, qui n'attendait qu'une occasion favorable pour s'immiscer dans les affaires de l'Allemagne, et baser l'agrandissement de sa puissance sur les troubles qui agitaient l'Empire. Mais alors ses forces étaient occupées en Pologne, et le premier point des négociations qui s'entamèrent entre lui et les envoyés des puissances coalisées, roula sur les moyens de ménager au moins une tréve, ou de détourner l'attention des Polonais, en leur mettant sur les bras un tiers ennemi, qui devait être le czar de Moscovie. A cette clause préliminaire, Gustave en ajouta d'autres indispensables, à ses yeux, pour le succès de son entreprise, mais qui parurent exorbitantes aux coalisés, uniquement préoccupés d'adjuger, au rabais, l'emploi d'exécuteurs de leurs hautes œuvres. Sur ces entrefaites, surgit un concurrent au monarque suédois. Christian IV, de Danemark, nourrissait depuis longtemps une haineuse jalousie contre Gustave. Les lauriers de ce prince l'empêchaient de dormir. Lui aussi, avait la prétention de passer pour un grand foudre de guerre, et chaque victoire du Suédois lui semblait un vol fait à sa propre auréole. Au premier bruit des propositions de Gustave, ses passions envieuses se révoltèrent, et il ne put supporter l'idée que son rival recueillerait, en Allemagne, une gloire à laquelle le Danois se croyait seul des droits. « Quand le diable s'en mêlerait, s'écriait-il, il n'en sera rien[1]. » Il mit aussitôt tout en œuvre pour supplanter le roi de Suède, pressa les armements qu'il avait commencés, fit jouer tous les ressorts que son étroite parenté avec la cour d'Angleterre plaçait à sa portée, et soumissionna la guerre, à des conditions si avantageuses pour les parties payantes, qu'elles s'empressèrent de les accepter. Gustave délaissé lança, en se retirant, le trait du Parthe. Au commencement de 1625, il envoya le frère de son chancelier, Gabriel Oxenstiern, près des cours

[1] Gfrœrer. Gustave Adolphe p. 487 et s.

protestantes allemandes, pour les détourner de prendre part aux entreprises de Christian IV[1]. Malgré le formidable ensemble de ses moyens d'attaque, la coalition antiallemande ne se crut pas encore assez forte. Ses émissaires allèrent jusqu'en Transylvanie et à Constantinople, essayer de ranimer l'humeur belliqueuse de Bethlen-Gabor et du Sultan. Le premier ayant résisté à toutes les excitations, on l'attaqua par son orgueil. L'Electeur de Brandebourg, l'un des princes les plus débauchés de son temps, n'hésita pas à lui offrir en mariage sa sœur, la princesse Catherine, à condition qu'il se déclarerait contre l'Empereur. Le Transylvain, flatté dans sa vanité, devint plus traitable. Mais il fallut presque employer la contrainte pour décider la jeune princesse à accomplir le sacrifice qu'on lui imposait au nom « de la cause évangélique et de la liberté allemande. » Le mariage se célébra le 2 mars 1626 et fut le préliminaire d'un traité par lequel Bethlen s'obligea à entrer en campagne avec une armée de 40,000 hommes, moyennant un subside mensuel de 40,000 thalers et l'adjonction d'un corps de 10 à 12,000 soldats allemands. Sa détermination entraina celle de la Porte, qui promit d'agir conjointement avec lui[2].

Enfin, dès le commencement de l'année 1624, la France avait noué des relations avec les membres de la Ligue. Dans les premiers mois de l'année 1624, le sieur de Vaubecourt parcourut les cours des électeurs ecclésiastiques, que le roi, disait-il, sachant qu'il venait en Allemagne, lui avait commandé de visiter. Il avait chargé d'offrir à ces princes les bons offices de la France, pour la pacification de l'Allemagne, que rendaient d'autant plus nécessaire, selon lui, les dangers dont la menaçaient, d'une part, le Turc, de l'autre, l'Angleterre. Il eut soin d'ajouter « que le roi d'Espagne n'était pas hors de soupçon d'y vouloir profiter, par les progrès qu'il faisait, et semblait vouloir y faire, ce qui

[1] Gfrœrer. Gustave Adolphe. p. 487 et suiv. [2] Ibid.

pourrait tourner, à l'avenir, au désavantage de la Germanie, et principalement de l'autorité électorale.[1] »

Ces ouvertures furent accueillies avec de grands témoignages de reconnaissance par les prélats ; mais, leur réponse fut pleine de réserve, et leur volonté bien arrètée était de ne pas permettre à la cour de France de s'immiscer dans les affaires d'Allemagne. Comme ils attachaient, cependant, une grande importance à la ménager, ils résolurent, d'accord avec le duc de Bavière, d'envoyer à Paris une ambassade spéciale, pour remercier le roi de ses bienveillantes dispositions, et tâcher de l'y entretenir. Cette mesure alarma le cabinet de Bruxelles, qui déclara avec beaucoup de vivacité, que c'était précisément donner à la France, l'occasion de frayer l'entrée de sa diplomatie dans les affaires de l'Allemagne, et qu'il y avait, en tout cas, inconvenance à laisser l'Empereur en dehors de la démarche des princes[2]. Cette opinion, fortement soutenue, prévalut, et le projet d'ambassade fut abandonné, au grand dépit du cabinet français, qui s'en montra fort blessé.

Il est remarquable que Vaubecourt ne se montra pas à Munich. Malgré cela, il paraît que l'Electeur de Bavière entretenait une correspondance assez active avec la cour de France, et un historien, que nous avons souvent cité, assure que les choses avaient été poussées jusqu'au point d'une alliance avec la France contre l'Espagne. Ce qu'il y a de certain, c'est que le nouvel Electeur de Trèves, Christophe de Sœtern, qui avait succédé, à la fin de 1620, à Lothaire de Metternich, ayant toléré, sur ses frontières, quelques démonstrations suspectes des troupes françaises, Tilly en prit ombrage, et demanda, à Munich, s'il n'était pas prudent de prendre des mesures de précaution. On lui répondit confidentiellement, que l'état des négociations, entamées par la Ligue avec la France, permettait de

[1] Archives du Royaume. Secrét. d'Etat allem. Carton 161.
[2] Ibid. Corresp. de Maximilien.

bannir toute inquiétude de ce côté; que l'Electeur avait reçu les assurances les plus formelles des bonnes dispositions du cabinet de Paris, à l'égard des princes catholiques de l'Allemagne, et que les mouvements signalés avaient uniquement pour but d'inquiéter l'Espagne. La France, ajoutait Maximilien, n'entend se mêler, en aucune manière, de la restitution du Palatinat, elle promet d'abandonner Mansfeldt à lui-même, et par contre, nous n'avons pas à nous préoccuper des diversions qu'elle croirait devoir tenter contre les Espagnols. Ce changement dans l'attitude du prince Bavarois avait été produit par deux causes : l'envahissement de la Valteline, par les Espagnols, et un premier refus de rendre Franckenthal aux Anglais, d'où Maximilien concluait l'intention de la cour de Madrid, de prendre pied en Allemagne et de garder le Palatinat.

A la vérité, quelques dissentiments s'étaient élevés entre la Ligue et l'Espagne, dans le courant de l'année 1624, et l'on voit poindre, parfois, une sourde méfiance dans la correspondance des cabinets allemands avec la cour de Bruxelles. Les princes se plaignaient amèrement des dégâts commis sur leurs terres, par les troupes espagnoles, prétenduement envoyées à leurs secours, ils accusaient surtout l'administration du Bas-Palatinat; d'être inhumaine, oppressive, cupidement fiscale. Le 9 septembre 1624, l'Empereur écrivit à l'Infante, qu'il recevait des plaintes, tant de l'Empire que de la France, sur ce qu'on soupçonnait le roi d'Espagne de vouloir garder le Bas-Palatinat pour lui, et que, les gouverneurs de S. M. C., y traitaient les habitants avec rigueur, et contre toute justice usitée dans l'Empire[1].

En outre, dans une assemblée, tenue en avril 1624, à Augsbourg, la Ligue avait déclaré qu'elle ne remettrait à

[1] Archives du Royaume. Secrétairerie d'Etat allemande. Correspondance de Ferdinand II.

qui que ce fût les places d'Heidelberg et de Manheim ; ceci s'adressait assez clairement à l'Espagne, dont on connaissait les vues ambitieuses sur ces deux villes. De nouvelles démarches de l'Infante, pour engager la Ligue à faire une diversion, dans le nord, contre les Hollandais, en faveur de l'Espagne, furent poliment éludées le 29 septembre 1624[1]. Enfin, dans le courant de décembre de la même année, le comte Octavió Sforza de Gamélerio, ayant été envoyé à Munich, par l'Infante, avec charge de demander que, pour plus d'unité dans l'action, les forces employées par la Ligue, du côté du Rhin, fussent placées sous les ordres des généraux de l'armée espagnole, destinée au même but, échoua complétement dans sa mission.

Mais, loin que le refus de l'Espagne de restituer Franckenthal eût dû être une nouvelle cause de méfiance de la part de la Ligue contre cette puissance, ce fut, au contraire, dans un tout autre sens, que la dissidence éclata. Au mois de septembre 1624, le roi d'Angleterre fit sommer l'Infante Isabelle de lui remettre la ville de Franckenthal, aux termes de la convention du 26 mars 1623. La princesse se déclara prête à remplir ses engagements, et offrit au monarque anglais de livrer passage par ses Etats aux 1,500 hommes destinés à tenir garnison dans la forteresse palatine. A peine la résolution de l'Infante fut-elle connue, que de toutes parts, des représentations lui arrivèrent. L'Empereur, le duc de Bavière, les Electeurs ecclésiastiques, furent unanimes à lui faire observer que Jacques, ayant le premier rompu les négociations de paix, elle ne pouvait être obligée à exécuter la convention de 1623. On lui contesta le droit d'opérer cette restitution, sans le consentement de l'Empereur, voire même des Electeurs. Longtemps Isabelle persista, et il fallut l'autorité du roi d'Espagne pour la faire céder.

[1] Archives du Royaume. Secrét. d'Etat allemande. Corresp. de Maximilien.

Malgré cette tension des rapports sur certains points, il n'y en eut pas moins constante entente d'action et d'efforts, entre les cours de Munich et de Bruxelles, contre l'ennemi commun. Pendant tout le courant de l'année 1624, on remarque, entre l'Electeur de Bavière et l'Infante des Pays-Bas, un continuel échange de communications confidentielles, sur les préparatifs qui se font à l'étranger, sur les mouvements de Mansfeldt, et sur l'agitation diplomatique des cours coalisées. Les faits viennent ici à l'appui des lettres. Malgré l'éloignement qu'avait montré Maximilien pour entamer une expédition contre les Hollandais, il permit, lors du débarquement de Mansfeldt aux Pays-Bas, que le comte de Anholt couvrit le siége de Breda, que venait d'entreprendre le marquis de Spinola. Il fit plus; lorsque la paix, avec les Turcs, eut rendu disponibles les régiments impériaux que Tilly avait détachés en Hongrie, au commencement de l'année 1624, il consentit à ce que ces troupes, au lieu de rejoindre l'armée de Tilly, allassent renforcer celle du maréchal espagnol[1]. Si donc, l'Electeur de Bavière s'était avancé vis-à-vis de la France, jusqu'à parler d'une alliance contre l'Espagne, il est très-probable, pour nous servir des expressions même d'un auteur classique en diplomatie, que ce n'était qu'un mangée de politique concerté avec l'Espagne, pour mieux tromper la France et l'Angleterre, l'une par l'autre, selon des vues différentes, afin que la France laissât les Espagnols maitres paisibles de la Valteline, et que l'Angleterre ne fît aucun effort pour secourir le prince palatin[2].

Bien qu'au mois d'avril 1624, l'assemblée de la Ligue eût paru vouloir prendre une attitude agressive, et eût décidé de tenir toutes ses forces sur pied, les lourdes charges qu'imposait aux Etats catholiques l'entretien de l'ar-

[1] Archives du Royaume. Secrét. d'Etat allemande. Correspondance de Maximilien. [2] Ibid.

mée, avaient déterminé le duc de Bavière à diminuer l'effectif de ses troupes, à l'approche de l'hiver. Quelques régiments devaient être licenciés. L'Infante Isabelle, qui en fut prévenue, envoya aussitôt le comte Godefroid de Berg à l'Electeur, pour traiter de l'admission de ces régiments, au service du roi d'Espagne. L'accord terminé, la princesse chargea don Martin de Samogy, commissaire des guerres, de se rendre dans les cantonnements de Tilly, et d'y recevoir à la solde du roi les corps désignés primitivement pour être dissous. Samogy venait d'arriver au quartier général du général de la Ligue, lorsque survint un contre-ordre de l'Electeur, motivé sur les nouvelles annonçant le prochain débarquement de Mansfeldt et de Christian. A cette époque, en effet, Mansfeldt se trouvait à Douvres, avec une armée de 12,000 hommes, ramassis de bandits, sans foi ni loi, qui commirent, sur le sol même de l'Angleterre, de tels désordres que les magistrats en firent pendre par centaines. L'incertitude de son point de débarquement forçait les puissances menacées à se mettre sur leurs gardes, partout où on supposait qu'il pourrait toucher terre. Tilly réunit 10,000 hommes d'infanterie et 3,500 chevaux, dont il avait l'intention de faire une armée, volante, prête à se porter partout où l'appellerait le danger, et à soutenir les Espagnols, comme il en devait être secouru à son tour, en cas de besoin. Il laissait un corps considérable dans le Landgraviat de Hesse-Cassel pour paralyser les menées qu'y tramaient les émissaires de Maurice. Ce fut un soulagement pour lui, comme pour les généraux de l'Infante, tenus si longtemps sur le qui-vive, lorsqu'ils crurent savoir, d'une manière certaine, au mois de décembre 1624, que le plan de Mansfeldt était de débarquer en Hollande, et de ne commencer ses opérations contre l'Allemagne qu'après avoir délivré Breda[1].

[1] Archives du Royaume. Secrét. d'Etat allem. Corresp. de Maximilien.

Des mesures furent prises, en conséquence, et c'est alors qu'Anholt s'approcha de la Meuse, prêt à se porter à la rencontre de l'aventurier. De nouvelles alarmes ne tardèrent pas à renaître. Peu avant de quitter l'Angleterre, Mansfeldt eut la singulière imprudence de demander à l'Infante la permission de traverser les Pays-Bas, pour aller porter la guerre au Palatinat. Comme il devait le prévoir, la réponse fut péremptoirement négative. Cette démarche, jointe à quelques avis d'agents peut-être mal renseignés, fit craindre à la princesse que Mansfeldt n'eût l'intention de débarquer à Calais, et de se frayer, de force, passage par les provinces belges. On savait, par expérience, à Bruxelles, ce que coûtait le passage de ces bandes indisciplinées, traînant partout après elles l'incendie, le meurtre et le viol. Le pays fut immédiatement mis en état de défense, les campagnes s'armèrent, les clochers se garnirent de veilleurs, chargés de sonner le tocsin et de répandre l'alarme à la seule approche des soudards de Mansfeldt. L'Infante écrivit, en toute hâte, les lettres les plus pressantes à Tilly pour le prier d'accourir avec toute l'armée de la Ligue au secours de la Belgique. Mais, soit que ces préparatifs eussent effrayé l'aventurier, soit qu'il n'eût voulu que tromper ses adversaires, en attirant à faux leur attention et leurs forces, il s'embarqua directement pour la Hollande, prit terre à Flessingue et alla camper aux environs de Berg-op-Zoom, où il attendit Christian. L'ex-administrateur était en France, occupé à former quelques régiments de cavalerie qu'il mena à Calais, où les Hollandais lui avaient envoyé une centaine de bâtiments de transport. A peine cette flottille avait-elle mis à la voile avec les troupes de l'administrateur, qu'une tempête éclata. Plusieurs navires se perdirent corps et biens, et lorsque Christian arriva à Berg-op-Zoom, les régiments qu'ils commandaient étaient déjà en grand désaroi. Loin de pouvoir aider les Hollandais à dégager Breda, les deux armées réunies ne furent qu'une

plaie pour le pays. Les deux aventuriers se querellèrent; la désertion, la faim et la peste décimèrent leurs soldats, et il fallut bientôt réformer une nouvelle armée, au moyen d'enrôlements faits en Allemagne. Après la chute de Breda, Mansfeldt et Christian quittèrent la Hollande, chacun à la tête d'un corps séparé. Ils passèrent la Meuse à Gennep, le Rhin à Emmerich, et s'établirent, à cheval, sur ce fleuve, entre Wesel et Reer. Le comte d'Anholt les suivit avec 6,000 hommes de pied et 2,000 chevaux. Trop faible pour les attaquer dans leurs retranchements, il essaya vainement de les attirer hors de leur camp, et ne put empêcher qu'ils ne portassent le ravage dans un grand nombre de localités du voisinage. Les choses restèrent en cet état jusqu'au mois d'octobre 1625, où nous verrons les deux aventuriers venir rejoindre le roi de Danemark.

CHAPITRE X.

Alliance offensive du roi de Danemark, de la France, de l'Angleterre et de la Hollande, contre l'Empereur. Armements du Danemark et du cercle de la Basse-Saxe. Christian de Danemark est nommé général des troupes du cercle. Traité de Lauenbourg. Opposition des ducs de Lunebourg-Celle. Démarches de Tilly près du Cercle. Mauvaise foi du roi de Danemark. Formation de l'armée danoise. Son état-major. Position critique de l'Empereur et des princes catholiques. Leurs dispositions pour parer le péril. Wallenstein. Son portrait. Il est nommé généralissime des armées impériales. Le Landgrave Maurice de Hesse. Mesures énergiques de Tilly. Sa correspondance avec Christian de Danemark et le Cercle de la Basse-Saxe. Opérations du roi. Il prend Hamlln. Nouvelles négociations. Chute de Christian. Retraite de son armée. Opérations de Tilly. Siége de Nienbourg. Assemblée des Etats du Cercle de la Basse-Saxe à Brunswick. Tilly est obligé de lever le siége de Nienbourg. Opérations de Wallenstein. Christian d'Halberstadt et Mansfeldt. Tilly assiége et prend Calemberg. Combat de Seelze. Défaite et mort du duc de Saxe Altenbourg et du général Obentraut. Positions respectives des trois armées de Wallenstein, de Tilly et du roi, à la fin de l'année 1625.

Les conventions faites entre le roi de Danemark et les puissances coalisées, portait que le monarque Danois aurait la direction supérieure des opérations militaires, et qu'il recevrait, par contre, des subsides mensuels de 300,000 et de 30,000 florins, payés respectivement, par l'Angleterre et les Etats-généraux. La France promit, de son côté, de fournir une somme d'un 1,000,000 de livres, en deux ans. Ces engagements, déjà en cours d'exécution, depuis les premiers mois de l'année 1625, ne revêtirent cependant la forme d'un traité définitif, que le 19 décembre 1625. Christian, pressé de devancer le roi de Suède, n'avait pas attendu, pour pousser ses armements, que ses négociations ambitieuses eussent un commencement de

résultat. Dès la fin de l'année 1624, il ordonna des levées dans les archevêchés de Brême et de Magdebourg. L'Electeur de Bavière et Tilly, informés de ces mesures, invitèrent le Cercle de la Basse-Saxe, dont faisaient partie les diocèses précités, à ne pas tolérer les enrôlements étrangers. Les Etats n'ayant donné qu'une réponse évasive, Tilly crut les intimider par une démonstration militaire. Le comte d'Anholt reçut l'ordre de jeter des garnisons dans quelques places de l'archevêché de Brême, et d'occuper les comtés de Hoya et de Diepholz. Cette mesure rendit, effectivement, le Cercle plus circonspect. Robert Anstruther s'étant présenté, de la part du roi d'Angleterre, près des ducs de Meklembourg, pour les engager à faire cause commune avec le palatin, en reçut une réponse assez froide, calculée de manière à pouvoir être communiquée à l'Empereur. Les armements n'en continuèrent pas moins; seulement, on y mit plus de mystère. Les projets de Christian IV étaient favorisés par la plupart des princes du Cercle de la Basse-Saxe qui, animés de sentiments hostiles à l'Empereur, n'étaient retenus dans une fidélité apparente que par la crainte pusillanime du châtiment. Dans une assemblée qui eut lieu à Brunswick, au commencement de mai 1625, ils élurent le roi au poste de général du Cercle, vacant par la démission du duc de Lunebourg-Celle, et décidèrent de mettre, sur pied, le triple du contingent ordinaire. Mais, constants dans leurs habitudes d'hypocrisie, ils n'osèrent pas se dispenser de la formule consacrée, qui restreignait l'emploi de ces troupes à la défense du pays, et communiquèrent même leur résolution à Tilly. Quelques semaines plus tard, le 4 juin, un traité secret fut signé, à Lauenbourg, entre le roi de Danemark d'une part, et les ducs Frédéric-Ulrich de Brunswick, Wolfenbuttel, Frédéric de Holstein Goltorp, et le margrave Christian-Guillaume de Brandebourg, administrateur ou évêque luthérien de Magdebourg, de l'autre. Ces

princes s'engagèrent à lever un nombre de troupes égal à neuf fois le contingent ordinaire du Cercle entier. C'était une force d'environ 24,000 hommes, dont le commandement fut donné au duc Frédéric-Ulrich. Malgré ce que cette mesure avait de décisif, on n'oublia pas la précaution de stipuler qu'elle n'était prise que dans un but de simple défense.

Comme en 1623, Christian IV rencontra une vive résistance à ses plans dans les ducs de Lunebourg, qui protestèrent hautement contre les résolutions du Cercle, et refusèrent de s'y conformer. Le duc Christian l'aîné de Lunebourg-Celle, et son frère Georges, étaient en relations étroites, non-seulement avec Tilly, mais encore avec l'Electeur de Bavière, qui avait entrepris de les faire rentrer en grâce auprès de l'Empereur.

Ils avaient un agent au camp de la Ligue, le conseiller Cappel, et la nature confidentielle de la correspondance qu'ils entretenaient avec le général, ressort suffisamment de cette circonstance, que la plupart des dépêches étaient en chiffres. Une lettre de Tilly, du 2 juillet 1625, nous montre ce général exhortant le duc Christian, l'aîné, à persévérer dans sa fidélité envers l'Empereur, et à lui donner connaissance de tout ce qu'il apprendra des projets du roi[1].

L'opposition des ducs de Lunebourg ne put cependant empêcher le roi de Danemark de poursuivre ses menées belliqueuses, dans le Cercle de la Basse-Saxe. L'agitation redoubla, après l'élection de Christian IV, comme général du Cercle, et l'on vit des dépôts de recrutement se former sur tous les points. Une nouvelle admonition de Tilly aux Etats, en date du 11 mai, n'eut pas plus de succès que les précédentes, et Ferdinand II intervint lui-même près du roi, et, dans un langage conciliant, chercha à le détourner

[1] Vavn der Decken duc Georges. tome I. p. 139.

de ses funestes desseins. Dans sa réponse, Christian prodigua les assurances de son ardent désir de la paix, de son attachement à l'Empereur, traita de calomnies les rapports faits sur ses armements, et prétendit n'avoir fait que juste ce qui était nécessaire, pour empêcher Tilly de réaliser ses menaces sur les Etats du Cercle[1]. Christian poursuivit ce système de mauvaise foi jusqu'au bout, car, au commencement de juillet, il écrivit encore à Tilly « que són intention et celle du Cercle de la Saxonie inférieure, avait toujours été et serait encore, de persévérer en la bonne et confidente intelligente dévotion et submission respectueusement deue et promise à sa Majesté impériale[2]. »

Tout en s'humiliant ainsi traîtreusement devant l'Empereur, Christian IV poussait activement l'organisation de son armée.

Dès les premiers jours de mai 1625, il avait réuni environ 25,000 hommes, autour de son quartier-général.

Il continuait ses enrôlements, en Danemark, où ses officiers enlevaient les recrues de force, et dans ses duchés allemands. Le bruit de ses armements, et surtout des grosses sommes mises à sa disposition, lui attira des offres de service de plusieurs princes allemands, étrangers au Cercle de la Basse-Saxe. En février 1625, le duc Jean-Ernest de Saxe-Weimar était entré dans l'armée danoise. Au mois de mars, arriva à Itzchoë le frère cadet de ce duc, Bernard de Saxe-Weymar, devenu célèbre plus tard. Le roi l'accueillit très-bien et le nomma colonel d'un régiment de cavalerie de 1,200 chevaux, à créer. Un troisième prince Saxon, ce même duc Frédéric de Saxe-Altenbourg, qui conduisit, à l'administrateur d'Halberstadt, un régiment levé aux frais et pour le service de l'Infante, et qui, fait prisonnier à Stadloo, fut relâché en 1624, sur sa

[1] Bæhr Rerum Meklenburg. lib. IV. p. 1036. et s.
[2] Archives du Royaume. Secrét. d'état allem. Corresp. de Wallenstein.

parole d'honneur de ne plus porter les armes contre l'Empereur, poursuivant sa carrière de déloyauté, vint également se présenter au quartier-général danois, et sollicita un emploi de colonel, qui lui fut accordé.

L'état-major de l'armée danoise fut composé de la manière suivante : le roi se réserva le commandement en chef, mais le Cercle de la Basse-Saxe lui adjoignit, sous le titre de conseillers, le duc Frédéric-Ulrich de Brunswick-Wolfenbuttel, et les deux ducs de Mecklenbourg. L'administrateur de Magdebourg eut le commandement de la cavalerie, avec le colonel Obentraut, pour lieutenant-général. Le colonel Fuchs, Saxon de naissance, officier de mérite et d'expérience, fut investi de la charge de général de l'infanterie, avec le duc Jean-Ernest de Saxe-Weymar, pour lieutenant-général. L'artillerie demeura sous les ordres de Fuchs. Jamais, depuis le commencement de la guerre, l'Empereur et les princes catholiques n'avaient été exposés à de plus terribles périls. Le nord de l'Allemagne se levait tout entier contre eux. A l'ouest, Mansfeldt et Halberstadt, soutenus par les Hollandais, menaçaient le Palatinat. Au midi, la France, à l'est, Bethlen Gabor, pouvaient, à tout instant, tirer l'épée, et les accabler sous le poids de forces immenses. Le sol même de l'Empire, miné par les intelligences protestantes, tremblait sous leurs pas. A cette formidable ceinture d'ennemis, qui semblait tous les jours resserrer ses anneaux autour d'eux, ils n'avaient à opposer que l'armée de Tilly. Et, comme si ces dangers n'eussent pas suffi pour occuper et absorber les efforts des vaillantes troupes de la Ligue, l'Espagne les appelait encore à son secours par la voix de l'Infante Isabelle.

Dès l'année 1623, l'Electeur de Bavière avait représenté à l'Empereur la nécessité de ne pas laisser supporter aux princes ligués le poids intégral de la lettre commune, et de lever, dans les pays héréditaires autrichiens, un certain nombre de troupes, soldées par le trésor impérial et desti-

nées à concourir aux opérations de l'armée catholique[1]. Depuis lors, l'Electeur n'avait cessé d'insister dans ce sens, et à l'approche de l'orage, lentement amassé par la coalition européenne, Tilly écrivait lettre sur lettre à Vienne, pour demander des renforts; mais l'Empereur se trouvait sans ressources, ses caisses étaient épuisées, ses revenus engagés, et loin de pouvoir augmenter le chiffre de ses soldats, il se voyait contraint de réduire, à 24,000 hommes, celui des forces que la crainte des Turcs et du Transylvain l'obligeait à maintenir en Bohême. Ce fut alors que, comme un génie sauveur, apparut Wallenstein.

Albert-Wenzel-Eusèbe de Waldstein, plus communément appelé Wallenstein, né le 15 septembre 1583, au château d'Hermanick, en Bohême, appartenait à une famille protestante, plus riche en illustration et en alliances, qu'en terres. Orphelin, dès l'âge de 10 ans, et placé dans un collége de la compagnie de Jésus, il se convertit de bonne heure au catholicisme. Après avoir voyagé quelque temps dans l'intérêt de ses études, il prit du service en Hongrie, et se distingua au siége de Gran. Rentré dans la vie privée par suite de la paix, il épousa, en 1606, une veuve de qualité, qui mourut, peu d'années après, en lui laissant une fortune immense. Pendant la guerre de Venise, il rendit à l'archiduc Ferdinand des services importants. La guerre finie, il vint à Vienne, où l'empereur Mathias lui fit un accueil des plus flatteurs, et le décora du titre de comte et du grade de colonel. Mathias ne s'en tint pas là. Sur sa recommandation, les Etats de Moravie appelèrent Wallenstein au commandement de la milice à cheval du margraviat. Un mariage brillant couronna cette série de faveurs. Il épousa, à Vienne, Isabelle-Catherine de Harrach, fille du comte Charles de Harrach, chambellan de

[1] Archives du Royaume. Secrétairerie d'Etat allemande. Correspondance de Ferdinand II.

l'Empereur et l'un des membres les plus influents du conseil privé.

Lors de la révolte des Bohêmes, Wallenstein n'hésita pas à se déclarer hautement pour l'Empereur, et lutta, jusqu'à la fin, contre les rebelles. Ses biens furent confisqués par la révolution triomphante, mais, à l'aide de l'argent qu'il reçut de la cour, il leva, aux Pays-Bas, un régiment de cuirassiers, avec lequel il fit la campagne de l'année 1620. Richement récompensé de son dévouement, il profita des confiscations dont avaient été frappés, à leur tour, les seigneurs rebelles, pour amasser des richesses fabuleuses. Tous les moyens lui furent bons dans la poursuite de son but. On évaluait à près de 30,000,000, la fortune territoriale qu'il s'était ainsi créée, et dont il voulait faire le marchepied de sa grandeur. En 1623, l'empereur Ferdinand l'éleva au rang de duc de Friedland, avec le prédicat *d'oncle* ordinairement réservé aux membres des familles souveraines. Au début de l'année 1625, il commandait l'armée impériale, en Bohême, sous le titre de major-général. Sa faveur était sans égale, auprès de l'Empereur, dont la plupart des ministres lui étaient vendus. Orgueilleux, passionné pour le faste, le bruit, le luxe et les pompes extérieures, il n'aspirait qu'à l'éclat qui éblouit et subjugue. Ses exploits, en Hongrie et en Bohême, lui avaient donné une réputation qu'il s'était étudié à gonfler et que ses colossales richesses augmentaient encore. Il était, d'ailleurs, brave de sa personne, dédaigneux du danger, large dans ses manières, magnifique dans son hospitalité, habile à pénétrer les hommes, à les dominer, à se les attacher par leurs côtés faibles, généreux jusqu'à l'excès dans ses récompenses, protecteur dévoué de ses amis, patient à l'occasion, souple à l'obstacle qu'il ne pouvait briser, savant dans l'art d'attendre. Mais aussi l'égoïsme, la haine, l'envie, la colère, la présomption, cortége ordinaire de l'orgueil, se disputaient ce cœur créé pour de grandes actions.

Ne recherchant que sa propre gloire, il y subordonnait toute autre pensée, et jusqu'aux intérèts qu'il était chargé de défendre. Au fond de toutes ses libéralités se trouvait un calcul, et ce qu'on appelait, avec admiration, ses largesses, n'était qu'un placement déguisé, à gros intérèts. Inflexible dans ses ressentiments, il ignorait le pardon, et n'oublia jamais une injure. Il ne connaissait pas d'égaux, et ne tolérait personne au-dessus de lui, pas même l'Empereur. La moindre résistance l'irritait jusqu'à l'emportement; il prenait en haine mortelle ceux qui refusaient de plier devant lui. Glorieux dans ses paroles, souvent même *rodomont,* il en paraissait d'autant plus faible dans l'action; sa tète, échauffée par une insatiable ambition, rèvait plus que son bras ne pouvait exécuter. Le scrupule était inconnu à cette ame de bronze, et vénal lui-mème, il croyait à la vénalité de tous les hommes. En religion, il n'avait d'autre culte que celui de l'astrologie judiciaire; sa conscience, étrangère à toutes les considérations étroites de devoir, se réglait sur les étoiles; hors de là, il ne croyait qu'en lui. Il caressait les Jésuites, parce qu'il avait besoin de leur influence; il leur témoigna sa munificence, moins par affection que pour plaire au souverain. Nul, d'ailleurs, n'eut plus que lui l'art de dissimuler ce qu'il sentait, ou de feindre ce qu'il ne sentait pas.

Tel était l'homme qui offrit à Ferdinand II de lui créer, sans frais pour le trésor, une armée de 50,000 hommes. Venant de tout autre, la proposition eût paru extravagante, mais la cour faisait tant de fonds sur les talents et les capacités militaires de Wallenstein, qu'on se contenta de lui faire remarquer que, s'il était déjà impossible de lever 20,000 hommes, il le serait bien plus encore d'en lever 50,000. 20,000, répondit-il, seraient impuissants à se nourrir, là où 50,000 s'entretiendront facilement. Néanmoius, il reçut simplement commission de mettre, sur pied, une armée de 20,000 hommes, sauf à

l'augmenter plus tard. En même temps, Ferdinand le nomma généralissime des armées impériales, au traitement de 6,000 florins par mois.

Tandis que Wallenstein répandait ses agents de recrutement en Bohême, le comte de Tilly se préparait, avec autant d'habileté que de résolution, à lutter contre le flot d'ennemis, qui montait de toutes parts à l'horizon. Il lui importait, avant tout, d'assurer la liberté de ses mouvements, et de se débarrasser de toute inquiétude, sur ses derrières. Or, l'agitation excessive à laquelle se livrait le landgrave Maurice de Hesse, dont les Etats servaient de cantonnements aux troupes de la Ligue, ses voyages incessants, près du roi de Danemark et des princes de la Basse-Saxe, les intelligences qu'il entretenait avec Mansfeldt et Christian étaient de nature à éveiller les plus graves soupçons. Le soupçon se changea en certitude, lorsqu'on apprit que Maurice avait promis à Mansfeldt de lui ouvrir ses forteresses de Cassel et de Ziegenhain, dès que Tilly serait occupé avec les Danois. Effectivement, Tilly ne pouvait, à la fois, présenter le front au roi de Danemark, et laisser en Hesse des garnisons assez nombreuses pour tenir le landgrave en respect. Une décision vigoureuse était urgente. Tilly, muni de pleins pouvoirs à cet effet, n'hésita pas à la prendre. Au commencement de février, il convoqua les Etats du landgraviat de Hesse-Cassel à Hirschfeld, malgré l'opposition du prince Guillaume, que son père, le landgrave Maurice, avait nommé régent du pays, en son absence. Huit membres de la noblesse, et les députés des trois villes, obéirent à la convocation ; mais ni le prince Guillaume, ni aucun des membres de son conseil ne se montra. Sans s'arrêter à cette difficulté, Tilly, s'appuyant de l'attitude d'hostilité prise par le landgrave Maurice, vis-à-vis du pouvoir impérial, et des bruits qui circulaient au sujet des places fortes de la Hesse, déclara à l'assemblée, par l'intermédiaire du commissaire-général bavarois Rupp, qu'il avait

ordre de l'Empereur d'exiger des membres de la famille régnante, de la noblesse, du clergé et des villes, la garantie formelle, qu'aucune des forteresses Hessoisses ne serait ouverte à une puissance étrangère quelconque. Les membres présents des Etats s'excusèrent sur ce qu'ils ne pouvaient délibérer sur des matières aussi importantes, sans l'assentiment du souverain et le concours de leurs collègues absents, mais ils ne cachèrent pas leurs dispositions à obéir. Tilly, sûr d'arriver à son but, consentit à leur donner un délai. Dans l'intervalle, le prince Guillaume, redoutant une défection imminente de ses sujets, convoqua lui-même la diète Hessoise, au mois de mars, à Cassel. Tilly s'y fit représenter par le commissaire-général Rupp, et par le général de l'artillerie Liévin de Mortaigne. Le langage qu'il mit dans leur bouche fut plus impérieux encore qu'à Hirschfeld. Non-seulement il renouvela ses prétentions à l'égard des forteresses, mais il exigea des Etats, ainsi que du prince Guillaume, le serment de ne pas tolérer d'enrôlements étrangers dans le landgraviat; il imposa de plus à Guillaume l'engagement d'aplanir les dissentiments qui s'étaient élevés entre la noblesse et Maurice. Le jeune prince fit tous les efforts imaginables pour déterminer les Etats à repousser les exigences de Tilly, mais il échoua complètement. L'assemblée déclara «qu'à la vérité il n'était pas en son pouvoir d'accepter les conditions proposées par le comte de Tilly, mais qu'elle croyait devoir supplier le landgrave de faire un sacrifice à la loi suprême du bien public, suivant l'exemple de son ancêtre, Philippe-le-Magnanime, et de détourner du pays les charges de la guerre, en donnant des garanties suffisantes de son obéissance à sa Majesté impériale.» C'était assez faire entendre au Landgrave que, s'il ne voulait pas plier de bonne grâce, les Etats traiteraient sans lui. Guillaume voulut négocier, dans l'espoir d'obtenir quelques adoucissements. Mais Tilly coupa court à ces longueurs par un

moyen infaillible. Le 12 mars, parut un décret impérial qui accordait, à la noblesse Hessoise, *la libre mouvance de l'Empire,* sous charge de livrer passage aux troupes de l'Empereur ou de la Ligue, et de leur fournir les vivres qui seraient requis. Cette faveur suscita une fermentation extraordinaire, parmi les nobles Hessois. Des réunions nombreuses eurent lieu, dans lesquelles ils s'imposèrent des taxes particulières, destinées à mettre sur pied une force indépendante du souverain. Il fut dès lors facile à Tilly d'obtenir tout ce qu'il demandait, car les autres ordres subissaient l'influence de la noblesse. Une troisième assemblée se tint à Hirschfeld. Les nobles, prélats et villes, signèrent deux actes : par le premier, ils s'engagèrent à rester fidèles à l'Empereur, à n'admettre dans le pays aucune troupe étrangère, et à rompre ouvertement avec le landgrave Maurice, si celui-ci contrevenait à cette double promesse. Dans le second, ils promirent de livrer passage aux troupes impériales, en tous lieux, et d'empêcher, selon la mesure de leurs forces, toute tentative d'enrôlements, en Hesse, au profit de l'étranger.

Un dernier point inquiétait encore le lieutenant-général. Chaque jour lui révélait une série de faits difficiles à concilier avec les assurances si positives qu'on lui donnait de Munich, sur les bonnes intentions de la France. Il savait parfaitement que la principale force de Mansfeldt consistait en régiments de cavalerie française. Il s'en plaignit au résident français, à Bruxelles, et provoqua des explications. Le diplomate parisien lui répondit, avec le ton indigné de l'honnête homme calomnié, ou injustement soupçonné, et protesta si vivement de la loyale bienveillance de son gouvernement, qu'il fallut bien au moins avoir l'air de l'en croire. Ce langage prouvait, en tout cas, que la cour de France ne se croyait pas en mesure d'entrer en campagne; sans rassurer Tilly, il lui permit cependant de ne laisser que de faibles troupes sur les frontières alsaciennes.

Désormais libre dans ses opérations et certain de ne pas laisser d'ennemis derrière lui, Tilly porta toute son attention sur le roi de Danemark. Il ignorait encore quels étaient précisément les véritables desseins de ce prince, et jugeait indispensable d'éclaircir la situation en le prénant. Il réclama de l'Infante les deux régiments de Schmidt et de Cortenbach, qui avaient été prendre part avec le corps auxiliaire impérial au siége de Bréda, et ne négligea aucune précaution, pour que le comte d'Anholt fût en mesure d'arrêter Mansfeldt et de couvrir le Palatinat.

Enfin, le 12 juin, il s'ébranla avec 3 régiments d'infanterie de 3,000 hommes chacun et 6 régiments de cavalerie, et se porta rapidement sur le Weser[1]. Chemin faisant, il balaya devant lui le colonel Ghendt, partisan brandebourgeois, qui s'était emparé, par surprise, de Hervoorden et de Bilefeld, reprit ces deux villes, et occupa, sans coup férir, Hœxter et Holzmunden, points de passage importants sur le Weser. D'autres places de moindre valeur tombèrent également en son pouvoir. A Oldendorf, les gens de la Ligue, exaspérés de la vive résistance qu'ils avaient rencontrée, mirent le feu à quelques maisons et commirent des violences. Déjà la ville commençait à brûler et le désordre allait croissant, lorsque Tilly s'élança dans les rues, arrêta la fureur de ses soldats, et les força d'éteindre eux-mêmes l'incendie qu'ils venaient d'allumer.

Tilly établit son quartier-général à Bilefeld, et, assuré de pouvoir empêcher la jonction du roi avec Mansfeldt, il demeura en observation, attendant les renforts qu'il avait demandés à l'Infante et à l'Electeur de Bavière. Du reste, les ordres qu'il recevait de Maximilien lui enjoignaient de ne rien donner au hasard, et de ménager son armée.

Christian IV apprit, le 16 juin, la marche de Tilly et la prise d'Hœxter; il leva aussitôt son camp, passa l'Elbe,

[1] Gfrœrer. Gustave-Adolphe. p. 511. et s.

à Haseldorf, dans la direction de Verden, remonta lentement le Weser, et prit possession, en passant, de quelques places fortes appartenant au duc de Lunebourg-Celle. Le 1er juillet, il se présenta devant Nienbourg, dont le gouverneur, après quelques difficultés, lui ouvrit les portes. Jusqu'alors cependant, le roi de Danemark n'avait pas encore jeté le masque; il justifiait ses actes par les hostilités de Tilly contre le Cercle de la Basse-Saxe, auquel Hœxter appartenait et arguait de sa qualité de général de ce Cercle, qui l'obligeait, disait-il, à faire respecter les frontières des Etats. Pour le forcer à s'expliquer plus catégoriquement, Tilly lui envoya, le 30 juin, le commissaire Alexandre Massénius, avec une lettre dont voici la substance.

LETTRE DU COMTE DE TILLY, AU ROI DE DANEMARK, DATÉE A BILLEFELD, LE 30 DE JUIN 1625[1].

«Qu'il serait manifeste et cognu à un chacun les grandes préparations et levées de gens de guerre, que le dict roy faict d'une part et d'aultre ; et s'apprest à une guerre publique.

»Or, combien que le dict comte se ressouviendrait bonnement de la déclaration, offre et protestations, tant du dict roy, que du Cercle de la Saxonie inférieure, faicte et donnée à Sa Majesté Impériale de ne voulloir tremper ès troubles de Bohême et aultres guerres de là ensuyvies, quoicque provocquez et incitez; ce que donne espoir au dict comte que, le roy et Cercle continueront en ceste louable intention, dévotion et obéissance envers l'Empereur et le Saint-Empire.»

» Mais, comme ces préparatifs, levées, monstres, assemblées et aultres apprests continuels visants bien loing, n'ont aulcune fin, et se ressouvenant le dict comte parmi cecy du serment faict et presté à Sa Majesté Impériale et aux

[1] Archives du royaume. Corresp. de Wallenstein. t. 2. p. 116. Lettre en allemand. Traduction de la secrétairerie d'Etat.

Estats obéyssants, de voulloir surveiller sur ces semblables levées et préparations et prévenir au possible à icelles. Par ainsy aurait le dict comte voullu en humilité ressouvenir le roy de ceste sa dévotion et loyauté envers l'Empire, ne voullant doubter qu'icelluy, comme potentat haultement renomé et membre principal de l'Empire, préposerat toujours le bien et salut de l'Empire de la nation germanique à peult-être quelques passions privées et sinistres impressions.

» Et encore que le dict comte ne veult préfiger aulcune mesure aux actions du dit roy, ne luy estant cela aussy jamais venus en la pensée, sçachant de mesme que les accordats du Saint-Empire portent que les cercles se mettent (le cas requérant) en deus préparatifs; si est-il que ces très-grandes levées metteroyent Sa Majesté Impériale et les Estats obeyssants, si comme en une méfiance, veu que l'on ne sçaurait à parler d'aulcun attentat hostile, ou emprise ennemye et que par ainsi l'on ne saurait imaginer à quoy ces grands apprests butteroyent. Car pour ce qui concerne Sa Majesté Impériale et les Estats obeyssants, le dit roy en seroit encor nouvellement esté suffisamment asséuré, qu'on le laisseroit, deffendroit et maintiendroit en la paix prophane et de la religion.

» De Mansfeldt ne debvroit le dit roy et cercle craindre aulcune hostilité, puisque Sa Majesté Impériale se trouve assez puissante pour de moyenante la grâce divine résister à cest ennemi. Que peult-être les gens turbulents vouldroyent causer quelque umbrage au dit roy à raison des cosaques qui sont arrivez aux frontières de la Silésie. »

» Surquoy il asseure le dit roy, que si l'on donne occasion à Sa Majesté Impériale de servir de ces forces croatiques, que luy le roy et le cercle en seroyent totalement affranchys de ce costé.

» Ce pourquoy n'y ayant aulcune offension, ne occasion de se mettre en tels apprests de guerre, S. Majesté Impé-

riale auroit juste occasion à diverses pensées, qui seroyent d'aultant augmentées, puisque l'on mesteroit le Cercle de la Saxonie inférieure à si grands despends pour le sujet de ces appareils et singulièrement parce que l'on vouldroit obliger les Estats du dit cercle de contribuer contre leur vollonté aux fraiz de ces préparations de guerre, encor qu'il n'y auroit nouvelles et aulcun ennemy ou offension.

» Qu'il ne se pourroit aussi alléguer que ces levées se feroient contre les cosaques, veu que l'on avoit desjà distribué les patentes tant pour la cavallerie qu'infanterie longtemps avant que les cosaques eussent apparus.

» Les dits roy et Cercle estant par ainsy, non-seulement à suffisance asseuréz de la part de Sa Majesté Impériale et des Estats obeyssants, et de l'armée du dit comte de Tilly contre toute hostilité, ains aussy qu'en cas que quelcuns vouldroyent molester ou emprendre sur iceulx ou leur pays contre la paix prophane et de la religion, que ne leur manquerat de ce costé en bonne assistance et secours nécessaire.

» Par ainsy le dit comte de Tilly prie le dit roy de voulloir diriger ses conseils au mieulx, affin que l'on puisse une fois en toute sincérité recouvrir la vraye paix.

» De mesme que le dict roy ne vouldroit prendre de mauvaise part, si le dict comte, parmy ceste incertitude, demande au nom de Sa Majesté Impériale et des Estats obeyasants, du dict roy, une déclaration précise, ronde, ouverte et germaine à cette fin que Sa Majesté Impériale et les obeyssants Estats puissent sçavoir de quoy s'asseurer de ce costé du dict roy, et si celluy seroit intentionné d'assister avec ses préparations de la guerre le Palatin et ses adhérents, le priant en oultre de luy voulloir envoyer ceste résolution par l'exprès à luy envoyé le commissaire Alexander Massenius et ce en bonne foi d'allemand et sans couleurs.

» Le reste de ceste lettre ne sont que compliments dont le dict comte de Tilly use en sa lettre au dict roy. »

Christian reçut Massenius à Nienbourg; au lieu de

déclarer nettement ses intentions, comme le demandait le général de la Ligue, il s'abaïssa à d'hypocrites protestations de fidélité à l'Empereur, et se réfugia dans les explications vagues et ambiguës. Au bout de quelques jours, il répondit à Tilly :

« Que tout ainsy que son intention et celle du Cercle de la Saxonie inférieure seroit toujours esté et seroit encore de persévérer et la bonne et confidente intelligente dévotion et submission respectueusement deue et promise à Sa Majesté Impériale, tout mesme souhaiteroit-il que le temps et ses courses présentes seroyent tellement disposées que l'on pourroit parvenir à la paix tant souhaitée, sans qu'il fust besoing d'aulcunes armes.

» Mais le dict roy et tout le Cercle ayant non-seulement d'un temps à aultre veu les diverses armées s'approchants aux frontières du Cercle, ains aussy ressentys et expérimentés en effet, les oppressions et charges imposez au dict Cercle (sans faire mention des menaces faictes) partant n'aurait le dict roy seu faire moings, de quant et ce Cercle se mettre en ces préparations de guerre conformes les constitutions dudit Cercle, des quelles préparations le dict roy en seroit directeur si comme général du Cercle. De tout quoy seroit deuement esté représenté à l'Empire à quoy il renvoie le dict comte, puisque personne aultre seroit intéressé en cecy que Sa Majesté Impériale.

» Touchant ce que le dict comte auroit escrit que les Estats du dict Cercle seroyent esté chargez contre leur volonté, de contribuer aux fraiz de ces levées le dict roy dict que le comte de Tilly en seroit mal esté informé, se reférant à la lettre que sur ce sujet l'on auroit escrit à sa Majesté Impériale par où il apparoisteroit aussy que ceste pocédure du dict roy seroit suffisamment responsable et équitable, et que luy le roy en seroit grandement esté occasionné de se servir cy en après de ces préparatifs de guerre faits pour la déffence de ses royaume et subjects, à

son prouffict et en faveur de ses alliez et apparentez qui l'en auroient pour ce grandement requis. »

Pendant ces pourparlers, l'armée danoise s'était renforcée d'un corps de 7,000 hommes, faisant partie des troupes du Cercle. Le 24 juillet, elle arriva sous les murs de Hameln. Les magistrats de cette ville se trouvèrent dans un cruel embarras. Tilly leur avait écrit de n'ouvrir leurs portes, sous aucun prétexte, aux Danois, et le voisinage de ce général redouté donnait du poids à ses défenses. D'autre côté, le roi de Danemark sommait la ville de se rendre, au nom du duc Frédéric-Ulrich, et lui résister était d'autant plus difficile que la place n'avait pas de garnison. La nouvelle d'un mouvement de retraite de Tilly, fit pencher la balance du côté des Danois, Hameln capitula ; Christian y entra, avec son régiment des gardes du corps, laissant le reste de son armée campé autour de la ville, sur les deux rives du Weser. Quelques jours plus tard, il fut rejoint par le duc Frédéric-Ulrich, qui lui amena de nouvelles troupes. Ses avant-postes se trouvaient fort rapprochés de ceux de la Ligue, et des escarmouches avaient lieu presque tous les jours. Hœxter fut même surpris par le colonel Brunswickois, Hardenberg.

Tilly avait, en effet, reculé quelque peu. Lié par ses instructions, et n'ayant pas encore reçu les renforts qu'il avait demandés à l'Infante, il temporisait. Soit qu'il crût encore à la possibilité de ramener les Etats de la Base-Saxe à conciliation, soit enfin qu'il voulût les forcer à se prononcer nettement, il ouvrit avec eux une nouvelle correspondance. De Hœxter, d'où il chassa Hardenberg, il écrivit successivement aux Etats du Cercle, au roi de Danemark, et à l'Electeur de Saxe. Aux Etats, il rappela ce qui s'était passé, les avertissements de l'Empereur, ses assurances multipliées, en faveur des priviléges et libertés du Cercle, avertissements et assurances qu'ils avaient méprisés, attirant sur eux, outre les conséquences fâcheuses des mesures

prises ou à prendre, la responsabilité directe de tous les maux qui en pourraient résulter.

« Souvenez-vous, disait-il, que dans le principe vous avez nié qu'il se fit dans le Cercle des enrôlements, au nom du roi de Danemark. Maintenant que les faits ont parlé, vous prétendez que ces enrôlements n'ont pour but que la défense du Cercle, et qu'il est loin de votre pensée d'entreprendre, quoi que ce soit, contre sa Majesté impériale. »

Après avoir réfuté les allégations tirées des inquiétudes conçues par les Etats, pour le maintien du culte protestant, et démontré l'illégalité de leur conduite, il cherchait à en faire ressortir les inconvénients et les dangers.

Il s'offrait de retirer ses troupes du Cercle, s'ils consentaient à licencier les leurs, à stimuler le roi de Danemark à en faire autant, ou bien à lui couper vivres et passages.

»Si, contre mon espoir, concluait-il, vous ne licenciez pas immédiatement les dites troupes et n'arrêtez les enrôlements danois, au mépris de l'obéissance due à sa Majesté impériale et aux lois de l'Empire, je me verrai forcé de prendre, avec l'aide du Très-Haut, les moyens nécessaires pour faire respecter l'autorité impériale, et ramener la paix, me déchargeant, sur vous, de l'énorme responsabilité de toutes les calamités qui en résulteront. »

Cette lettre, écrite le 28 juillet, se croisa avec une autre que le duc Frédéric-Ulrich adressait au général de la Ligue, pour se plaindre de l'invasion de ses Etats.

Dès le 30, Tilly lui répondit : « Votre Altesse sera suffisamment instruite par ma lettre du 28 juillet, des motifs qui m'ont déterminé à entrer sur le territoire Brunswickois, Votre Altesse, qui connait fort bien les intentions réelles du roi de Danemarck, doit comprendre que je ne puis faire concorder les dispositions qu'elle manifeste avec la *dévotion*, tant de fois promise, à sa Majesté impériale. En effet, outre les secours de toutes sortes, prêtés par vous au roi de Danemark, il est arrivé que des sujets Bunswickois se

sont armés contre moi et ont construit, sous mes yeux, des retranchements qu'ils ont cependant abandonnés ensuite : Votre Altesse ne peut donc qu'excuser mon entrée sur ses terres. Je la supplie, encore une fois, de donner la main à ce que le roi de Danemark abandonne ses projets, cesse ses armements, comme aussi de renvoyer les levées du Brunswick, d'empêcher l'inutile résistance de ses sujets, et de fournir à mes troupes les vivres qui leur sont nécessaires : de mon côté, je suis prêt à rester dans les termes des constitutions impériales.

» En cas de refus, je me verrai contraint de n'écouter que la nécessité de faire respecter l'autorité de l'Empereur; je serai d'autant plus déchargé devant Dieu et devant les hommes, de la responsabilité des calamités qui en résulteront, que votre Altesse aura été plus à même d'empêcher ces calamités, par des voies pacifiques. »

Ce même jour, 30 juillet, Tilly écrivit au roi de Danemark : « J'ai déjà fait remarquer à Votre Majesté que ses armements paraissant suspects et inadmissibles aux yeux de sa Majesté impériale et des Electeurs et princes de l'Empire, il avait été jugé indispensable de demander à Votre Majesté une assécuration suffisante. Les circonstances deviennent de jour en jour plus critiques, car Votre Majesté active ses propres armements, et augmente ses forces, sans avoir d'ennemi patent, tandis que le Cercle n'a pris, à ma connaissance, aucunes troupes à son service ou à son serment. De plus votre Majesté a passé du Cercle de la Basse-Saxe sur le territoire d'autres cercles, y a établi son quartier-général, a traité hostilement les sauve-gardes impériales hors du dit Cercle, et, en toutes circonstances, a fait acte d'ennemi envers les troupes de l'Empereur; je ne vois donc pas comment sa Majesté impériale et les fidèles Electeurs et Etats pourraient trouver de garanties autrement que par la *démonstration réelle,* mentionnée dans ma lettre, au Cercle de la Basse-Saxe. Et, comme

les assurances verbales, non plus que la volumineuse correspondance échangée, n'ont servi à rien, mais que les choses en sont venues à un point plus dangereux, qui doit entraîner un préjudice irréparable à sa Majesté Impériale et à ses fidèles Etats ; comme, en outre, votre Majesté continue ses armements, que le Mansfeldt et le duc Christian de Brunswick suscitent derechef de grands mouvements dans l'Empire, je supplie votre Majesté de prendre tout ceci en mûre délibération et de cesser ses armements, et de se démontrer telle que l'indique ma lettre au Cercle de la Basse-Saxe. En agissant ainsi, votre Majesté prouverait qu'elle a un désir sincère de la paix ; elle rendrait bien plus de services à ses propres Etats et à ceux du Cercle de la Basse-Saxe, qu'avec ses préparatifs de guerre : elle préviendrait tous les maux qui pourront en résulter, et s'attirerait une gloire immortelle, en ramenant la paix, sans le secours des armes. » Non content de ces démarches, si franches et si honorables, qui prouvent jusqu'à la dernière évidence, chez les chefs de la Ligue, ce sincère désir de la paix, qu'ils espéraient trouver dans le roi de Danemark, Tilly transmit à l'Electeur de Saxe copie des dépêches qu'il avait adressées à Christian IV et au Cercle de la Basse-Saxe, et pria ce prince « de vouloir bien interposer son autorité auprès du roi et du Cercle, afin que la paix pût être conservée de ce côté par le désarmement immédiat. »

Ces citations sont nécessaires, pour établir bien nettement de quel côté était cet esprit d'agression, si reproché à Ferdinand II, dans quels rangs se trouvaient le droit, la justice et la longanimité. Ceux qui ne connaissent Tilly que par le sinistre portrait qu'en a tracé l'esprit de parti protestant, seront étonnés de ce langage calme, mesuré, de cette argumentation pleine et solide. C'est sans contredit le langage de la raison et de la conscience. Qu'on le compare avec les lettres qui nous restent de ces aventuriers, dont on a voulu faire des héros, des Mansfeldt et des Christian de

Brunswick, lettres où le charlatanisme des mots et le vide de la pensée ne sont égalés que par l'infamie des aspirations sanguinaires, et que l'on juge!

La dépêche de Tilly, au roi de Danemark, arriva à Hameln, dans la soirée du 30, presque au moment où un accident grave venait de mettre en danger les jours de ce monarque. Vers le coucher du soleil, Christian avait voulu faire le tour des remparts, afin d'inspecter lui-même les postes de gardes. Comme il faisait cette ronde à cheval, il passa sur des planches mal assurées, qui recouvraient un fossé de vingt-deux pieds de profondeur, creusé récemment pour réparer la muraille. Le cheval eut peur, écarta les planches en piétinant, et tomba dans le gouffre, avec son cavalier. L'animal fut tué sur le coup, et la chute ayant déterminé un éboulement de terrain, il se passa quelque temps avant qu'on pût retirer le roi. On le crut même mort, au premier moment. Pendant trois jours, il demeura sans connaissance, et on désespérait complétement de sa vie, lorsqu'un médecin, envoyé par la duchesse douairière de Wolfenbuttel, réussit à lui rendre l'usage de la langue, du moins par instants. L'état du monarque demeurait cependant inquiétant. La cour et l'armée étaient plongées dans une consternation extrême. Nul des généraux ne connaissait les plans du roi, et ne savait même jusqu'à quel point il avait l'intention de poursuivre les négociations avec Tilly. Le duc Frédéric-Ulrich, appelé naturellement au commandement de l'armée, s'excusa de l'accepter, en se fondant sur son peu de capacités militaires. Il conseilla de battre en retraite, et de demander un armistice, jusqu'à l'arrivée du Margrave administrateur de Magdebourg, qui fut mandé sur-le-champ. En attendant, on se hâta d'informer Tilly, que l'un des conseillers du roi se rendrait le lendemain à son quartier-général, pour conférer avec lui. Le 1er août, en effet, les deux commissaires de guerre danois, Siegfried Negwisch et Marquart Bentz, se présentèrent à

Holzmunden, où se trouvait le comte de Tilly. Ils lui apprirent l'accident survenu au roi, avant la réception de sa dépêche, qui n'avait conséquemment pas pu lui être communiquée. Selon eux, le roi n'avait jamais eu l'intention de susciter de nouveaux mouvements dans le Cercle de la Basse-Saxe, et ne songeait à autre chose, sinon de préserver ledit Cercle des cantonnements et des inconvénients de la guerre ; il n'était pas à leur connaissance, qu'on eût traité hostilement des sauve-gardes impériales, ou attaqué les troupes de l'Empereur : que si cela était arrivé, certainement le roi y eût mis bon ordre. Ils ne comprenaient pas que, dans ces termes, les armements faits pussent paraître suspects et inadmissibles à sa Majesté Impériale, et ne voyaient pas nécessité de donner une *assécuration* quelconque. Ils ajoutèrent que le Margrave administrateur de Magdebourg était attendu incessamment à Hameln, et pourrait continuer à traiter. Enfin, ils émirent l'espoir que, dans l'intervalle, l'armée de la Ligue ne commettrait aucun acte d'hostilité.

Le comte de Tilly refusa de se contenter de déclarations aussi peu précises ; après les compliments de condoléance sur l'accident arrivé au roi, il fit observer aux commissaires que, d'après leur propre déclaration, ils n'agissaient pas au nom du roi ou des membres du Cercle qu'ils n'avaient pu consulter, que, d'ailleurs, les troupes du roi de Danemark étaient au service personnel de ce prince, et non à celui du Cercle, auquel elles n'avaient pas prêté serment, qu'ils pouvaient, en outre, d'autant moins se prévaloir des griefs du Cercle, que plusieurs princes y appartenant protestaient contre ces armements, et qu'il n'avait jamais été question de cantonnements quelconques à imposer au Cercle. Enfin, il prévint les commissaires qu'en présence du refus de lui donner les garanties qu'il avait réclamées et de la gravité des circonstances, son devoir envers l'Empereur lui commandait de marcher en avant, afin d'autant

mieux assurer le rétablissement de la paix, but constant de ses efforts.

Negwisch et Bentz, n'ayant rien pu obtenir de plus du comte de Tilly, retournèrent à Hameln, et, après avoir conféré avec les chefs de l'armée, ils firent parvenir, le 3 juillet, au général la note suivante :

« Les soussignés sont d'avis que les armements du Cercle ont lieu, non-seulement d'après les ordres même dudit Cercle, mais aussi en partie à l'instigation du comte de Tilly, selon le désir par lui manifesté, au nom de sa Majesté Impériale, que le Cercle se mit en mesure de se défendre, or, le Roi de Danemark, comme général du Cercle, demeurant *in terminis defensionis*, n'ayant offensé personne avec son armée, et s'étant suffisamment déclaré ne vouloir peser sur quiconque ne se rallierait pas aux résolutions du Cercle, ils ne voient donc pas par quels motifs on peut insister si fortement sur le désarmement. Ils auraient désiré consulter le roi, mais sa Majesté se trouve dans un état qui ne leur permet pas de le fatiguer d'affaires aussi importantes. Néanmoins, comme ils savent que l'intention du roi était de maintenir la paix et la concorde dans ce pays, et qu'il y a espoir d'arriver à cette fin, au moyen des négociations commencées, ils prendront sur eux de retirer l'armée, afin que les négociations susdites puissent d'autant plus facilement se poursuivre, témoignant la confiance que, de son côté, le comte de Tilly ne fera rien qui puisse leur faire obstacle. »

Le général répondit par une contre-note, qui portait, en substance :

Qu'on avait étrangement agi envers lui, en cherchant à donner une interprétation fausse et forcée aux avertissements salutaires, adressés par lui autrefois aux princes et Etats du Cercle de la Basse-Saxe, attendu qu'il avait eu notoirement en vue la défense des passages contre les bandes de Mansfeldt et nullement de provoquer un appa-

reil de guerre si formidable contre sa Majesté Impériale et son armée, qu'en conséquence de ce motif et de ceux contenus dans les précédentes dépêches, il était autorisé à regarder les négociations proposées, comme un moyen de trainer les choses en longueur. Qu'à la retraite dont on parlait, s'attachait une signification que sa Majesté Impériale ne pouvait accepter. Car sur les points soulevés dans leurs propositions et formant la base des négociations qu'on voulait ouvrir, l'Empereur, les Etats fidèles et lui-même avaient donné à satiété des *assécurations* et des *sincérations*, auxquelles on devait s'en rapporter, plutôt que d'armer contre sa Majesté Impériale.

Qu'il ne pouvait donc changer sa résolution, prise après mûre réflexion, espérant que les conseillers royaux s'y rallieront et licencieront l'armée, à défaut de quoi, on ne devra pas s'étonner qu'il se mette en devoir de disperser et dissoudre ladite armée.

Cette réponse ne fit que confirmer les généraux danois dans leur projet de retraité. Ils évacuèrent Hameln, avec la plus grande précipitation, et descendirent le Weser, jusque dans les environs de Verden, où ils s'établirent, dans des quartiers si resserrés que des maladies épidémiques ne tardèrent pas à éclater parmi les troupes danoises.

Tilly se hâta de profiter de ses avantages. Le 8 août, il entra dans Hameln, s'empara successivement de Stolzenau et de Wœlpe, et se présenta devant Nienbourg. Cette ville, dépendance des ducs de Lunebourg, avait une nombreuse garnison danoise, et ses abords étaient inondés. Tilly ne se trouva pas en force, pour l'investir de tous les côtés. Elle demeura donc quelque temps en communication par le Weser avec l'armée danoise, et le duc Jean Ernest de Saxe-Weymar put y introduire un convoi de vivres et de munitions. Ces obstacles n'arrêtèrent pas le général de la Ligue, il parvint à donner un écoulement aux eaux, jeta un pont de bateaux sur le fleuve et fit passer, sur la rive

gauche un corps de troupes qui s'y retrancha. Au bout de quelques jours, ses parallèles atteignirent le grand fossé de la ville, et il commença à canonner les murailles. Mais le 3 septembre, le duc de Saxe-Weimar attaqua les travaux de la rive gauche, et après un combat très-vif, où il fut blessé à l'épaule, rejeta les assiégeants sur la rive droite.

Cependant les négociations continuaient toujours. Le 3 août, l'Empereur avait adressé un nouveau monitoire au roi de Danemark. En outre, sachant que Christian IV témoignait, en toute occasion, un grand respect pour le roi d'Espagne, il avait prié la cour de Madrid de faire une démarche de conciliation auprès du monarque danois. Philippe IV s'y prêta avec empressement, et chargea le baron de Schœnbourg de se rendre au quartier-général danois, pour tâcher d'y faire prévaloir des tendances pacifiques. Schœnbourg trouva le roi de Danemark à Verden, assez bien rétabli, et se disposant déjà à reprendre la campagne. Sa mission n'eut pas plus de succès que le monitoire impérial ; Christian persista à excuser ses armements par la nécessité de défendre le Cercle de la Basse-Saxe, attaqué et ravagé, sans cause légitime, par Tilly, et y ajouta la prétention nouvelle de ne déposer les armes, qu'après la retraite de l'armée de la Ligue; il y allait, disait-il, de son honneur et de sa réputation royale.

Le 24 août, Christian répondit aussi à la dépêche de Tilly, du 30 juillet, renouvelant ses déclarations précédentes, quant à son désir sincère de la paix, son respectueux dévouement à l'Empereur, et quant au but purement défensif de ses armements. Bien que sa guérison fût en apparence complète, on commença à observer en lui une certaine altération d'esprit, et ses facultés demeurèrent comme enveloppées d'un voile d'hésitation et d'incertitude.

Le 22 août, eut lieu à Brunswick, une assemblée des Etats de la Basse-Saxe, Tilly y envoyà le commissaire

général Ruepp et le comte de Gronsfeld, chargés de rappeler au Cercle la modération de l'Empereur, après tant de victoires, et le funeste exemple du Palatin, dont l'ambition avait causé tant de malheurs, plongé l'Allemagne dans un abime de sang, armé contre elle les Turcs et les Tartares. « Le Cercle, était-il encore dit dans les instructions du général, avait abusé de la longanimité impériale, pour entrer en relations avec les ennemis de Sa Majesté Impériale, et le roi de Danemark, mû par un intérêt personnel, l'avait entraîné, avec lui, sur les traces sanglantes du Palatin. En dépit du monitoire et des ordres formels de l'Empereur, le Cercle avait armé, sous un spécieux prétexte de défense, et s'était oublié jusqu'à attaquer les troupes de Sa Majesté Impériale.

» Ni le courage ni les forces ne manquaient au général de la Ligue pour châtier ces attentats, mais telle était son horreur pour les calamités qui suivent la guerre, qu'il voulait pousser la patience jusqu'aux dernières limites, avant de recourir aux moyens extrêmes.

» Les commissaires devaient insister sur le désarmement du Cercle et du roi, la rupture de tous rapports avec Mansfeldt et Halberstadt, et faire remarquer au Cercle que son refus aurait pour conséquence infaillible de porter la guerre dans les Etats qui le composaient. » Une réponse aigre de l'assemblée, à laquelle les commissaires répliquèrent, fut suivie d'une résolution définitive des Etats, dont la conclusion portait : « Qu'ils ne s'entendraient au désarmement, que pour autant que Tilly commencerait par retirer ses troupes du Cercle, restituerait les villes en sa possession, et fournirait bonne caution de ne plus renouveler pareils attentats. » Subsidiairement, ils sollicitèrent une suspension d'armes, en attendant la médiation de l'Electeur de Saxe, qu'ils avaient sollicitée.

Vainqueurs, les Etats du Cercle n'eussent pu tenir un langage plus hautain. Tilly leur fit dire laconiquement que,

n'ayant pas pouvoir de traiter sur les bases indiquées, il en avait référé à l'Empereur, dont il attendait la réponse.

Ces négociations, dont nous reprendrons la suite au chapitre suivant, n'interrompaient pas les opérations militaires. Diplomate habile à ses heures, Tilly n'en continuait pas moins le siége de Nienbourg, mais l'insuffisance de calibre de son artillerie ne lui avait pas encore permis de faire une brèche. L'alimentation de ses troupes devenait aussi de jour en jour plus difficile. Les paysans, soulevés en masses, sur ses derrières, lui coupaient les vivres, harcelaient les fourrageurs et massacraient même sans pitié les prisonniers.

Avant qu'il pût prendre des dispositions propres à donner plus d'énergie au siége, il apprit que le roi de Danemark s'était mis en marche, le 21 septembre, avec une armée de beaucoup supérieure en nombre à celle de la Ligue.

Le 23, dans une attaque de cavalerie, habilement dirigée, Obentraut tua ou prit deux mille hommes de la Ligue. Tilly, forcé de lever le siége, se retira la nuit suivante, sur Minden et de là sur Oldendorf.

Au commencement du même mois de septembre, Wallenstein avait quitté son quartier-général d'Eger, à la tête d'environ 22,000 mille hommes; son armée portait l'empreinte de la précipitation, avec laquelle elle avait été formée; la cavalerie était mal montée, l'infanterie mal armée, l'artillerie nulle, à ce point, qu'on assurait qu'elle se composait d'une seule pièce de canon. Chefs et soldats n'avaient pas encore touché de solde, faute d'occasion de pillage. Le mécontentement régnait parmi eux, et quantité de protestants qui, par espoir du butin, avaient pris du service dans les régiments impériaux, ne craignaient pas de dire hautement qu'ils passeraient à l'ennemi, dès qu'ils seraient dans son voisinage. Des bandes de Bohémiens à cheval servaient d'avant-garde; ces maraudeurs qui se prétendaient enrôlés

par Wallenstein, marchaient de prédilection par les sentiers à peine tracés, se cachaient dans les bois et les haies, détroussaient les passants isolés, et pillaient tout ce qui ne se défendait pas[1].

Une marche rapide vers la Basse-Saxe eût permis à Wallenstein de soutenir Tilly, à temps pour empêcher le roi de Danemark de délivrer Nienbourg. Mais les longs trajets étaient ce qui convenait le mieux à cette armée fondée sur les ressources ouvertes par le pillage et l'exaction régulièrement organisés. D'autre part, des complications assez graves qui se produisirent en Hesse appelèrent l'attention de l'Empereur et du duc de Friedlandt. Aussitôt après le départ de Tilly, le landgrave Maurice était revenu à Cassel, et à force d'intrigues, parvint à obtenir de ses Etats un subside secret destiné à défrayer les négociations entamées avec le roi de Danemark. Des officiers danois vinrent pratiquer des enrôlements dans le pays. La seule approche de Wallenstein dissipa toutes ces velléités belliqueuses. Il prit possession de la plupart des villes du Landgraviat et tout en épargnant soigneusement les biens de la noblesse, se fit délivrer d'énormes quantités de grains. Il ne reprit sa marche qu'après l'arrivée d'un corps de 6,000 hommes, commandé par le comte de Mérode, à qui il confia le soin de maintenir les Hessois dans le devoir.

Le duc de Friedlandt parut d'abord vouloir se réunir à Tilly, dont les troupes étaient cantonnées entre le Weser et la Leine, à la hauteur d'Hameln. Il s'avança même jusqu'à Ahlfeld. Ce mouvement suffit pour faire circuler le bruit de la conjonction des deux armées et pour répandre la terreur parmi les princes rebelles de la Basse-Saxe. Si Wallenstein, n'ayant en vue que l'intérêt de l'Empereur et de la Ligue, avait voulu joindre ses armées à celles du vieux guerrier, qui pendant cinq ans avait rendu de si

[1] Von der Decken herzog Georg. t. I. p. 157.

éminents services au pouvoir impérial, nul doute que la guerre de Danemark n'eût été terminée trois années plus tôt, le Cercle soumis, et la paix si vivement désirée de l'Empereur rétablie dès la fin de 1625[1]. Mais Wallenstein avait déjà trahi ses instincts jaloux en s'écriant qu'il entendait n'avoir rien de commun avec Tilly. Peut-être sentait-il le besoin de donner quelque satisfaction à ses troupes avant de les mener à l'ennemi, et de leur livrer, en guise de solde, quelque province à exploiter. Au lieu d'agir de concert avec le général de la Ligue, il se jeta brusquement sur la droite, envahit l'évêché d'Halberstadt, força Magdebourg à faire amende honorable à l'Empereur, et mit ses troupes en quartier d'hiver le long de l'Elbe, depuis Magdebourg jusqu'à Dessau.

De son côté, le roi de Danemark avait été rejoint par Christian de Brunswick et Mansfeldt. Les deux aventuriers traqués par Anholt, avaient éprouvé mauvaise fortune; à peine Christian comptait-il encore un millier de cavaliers avec lui, lorsqu'il atteignit l'armée danoise à Nienbourg, le 30 septembre. Le 5 octobre, il s'occupait déjà à créer de nouveaux régiments dans le pays de Wolfenbuttel et enrôlait de force des jeunes gens de 14 ans, qu'il armait de massues à défaut d'autres armes. Une gazette du temps annonça même qu'il avait fait confectionner des balles de verre, parce que la croyance populaire voulait que les soldats de Tilly fussent sous la protection d'un charme qui les rendait invulnérables. Quelque temps après, Mansfeldt arriva aussi au camp royal avec 8,000 hommes, Ni lui ni Christian ne furent d'aucun secours au roi : incapables de s'entendre entre eux, ils ne voulaient pas même se soumettre à l'autorité du monarque danois. Ils se séparèrent de nouveau. Christian s'établit à Wolfsberg, et Mansfeldt prit ses quartiers dans l'Evèché de Lubeck et le

[1] Hurter. Wallenstein. p. 54.

duché de Lauenbourg, qu'il dévasta horriblement, selon sa coutume. Leur jonction avec l'armée danoise, si peu utile à celle-ci, permit à Tilly de rappeler le comte d'Anholt, récemment renforcé des régiments impériaux qui avaient servi au siége de Bréda, et de continuer ses opérations malgré le refus de Wallenstein de lui donner quelques milliers d'hommes. Au mois d'octobre, il assiégea Calenberg. Le roi, qui désirait vivement sauver la place, crut faire assez que de détacher à cet effet le duc Frédéric de Saxe-Altenbourg, avec un régiment de cavalerie, fort de 700 chevaux. Le duc se posta à Seelze, épiant l'occasion de renouveler le fait d'armes d'Obentraut à Nienbourg. Il paya cher sa présomption. Seelze, village à deux milles de Hanovre, sur la rive gauche de la Leine, était relié aux cantonnements danois par un pont qu'avait fait construire le duc. Sur la droite, à une courte distance, se trouvait la petite ville de Wunstorf, occupée par une garnison d'infanterie danoise. Le duc basa son plan sur ces données, et le confia à Obentraut, qui l'approuva. Il fut convenu que, dans la nuit du 3 au 4 novembre, Obentraut se porterait à Seelze, avec un fort détachement de cavalerie, et qu'à la première lueur du jour, il attaquerait les gens d'armes de la Ligue, de concert avec le duc, tandis que la garnison danoise de Wunstorf, profitant des avantages du terrain accidenté et boisé se jetterait sur leurs flancs.

Le 3 novembre, Calenberg capitula. Instruit, sans doute, par ses espions des desseins du duc d'Altenbourg, Tilly partit le même soir de son camp de Pattensen, avec trois régiments de cavalerie, et se dirigea sur Seelze, en évitant avec soin les chemins battus et les endroits découverts. Il parvint ainsi jusqu'à ses grand'gardes, sans avoir été vu des Danois, et fit bivouaquer ses trois régiments derrière un bois.

Le duc d'Altenbourg connaissait la reddition de Calenberg, mais il ignorait que Tilly fût si près de lui. Il avait

passé presque toute la journée à cheval, à échanger quelques coups de sabres avec les avant-postes de la Ligue. Rentré, accablé de fatigue, il venait de se jeter sur son lit, en attendant l'heure convenue, lorsqu'on vint précipitamment lui apprendre que ses postes avancés avaient été surpris et enlevés. Il fit aussitôt sonner l'alarme, s'élança sur sa monture harassée et amena contre l'ennemi ce qu'il put rassembler, à la hâte, de ses cavaliers. L'engagement, habilement ménagé par divers groupes de dragons de la Ligue, durait encore, lorsque parut Obentraut avec sa cavalerie. Il se lança immédiatement au secours du duc, croyant en finir rapidement avec la poignée d'hommes qu'il voyait devant lui. Mais, au même instant, Tilly, auquel Anholt avait encore amené, dans la nuit, 800 chevaux, et 1,200 fantassins, sortit de son embuscade, et chargea les Danois avec furie, en queue et en flanc. Obentraut essaya inutilement de changer de front. La manœuvre, mal comprise, de ses soldats effrayés, ne réussit pas. Pour comble de malheur, l'infanterie de Wunstorf, égarée par ses guides, se perdit en route, et ne put prendre aucune part au combat. Les Danois furent rejetés, en désordre, sur le village, culbutés dans la Leine, et taillés en pièces. 500 des leurs restèrent sur le champ de bataille. Le duc d'Altenbourg, blessé grièvement, essaya de s'échapper par le pont de Seelze, sans autre appui que son écuyer, qui était à pied. Un officier bavarois, qui le reconnut, courut droit à lui, et l'apostrophant des noms de traître et de parjure, lui brûla impitoyablement la cervelle. Obentraut, mortellement blessé d'un coup de feu au travers du corps, fût fait prisonnier. Tilly s'empressa d'aller lui témoigner ses sympathies, et comme il y mettait de la chaleur, le vieux soldat mourant lui dit : « Laissez. Ce sont les roses qu'on cueille dans ces sortes de jardins. » Porté dans la voiture de Tilly, il y rendit l'ame, peu à près.

Les corps des deux colonels danois furent transportés à

Calenberg, où Tilly les fit embaumer. Il les échangea plus tard contre le lieutenant-colonel Blancart, qui avait été enlevé par un parti de cavalerie danoise.

Tilly comptant sur l'effet moral de ses succès, se porta immédiatement sur Hanovre, coupa les aqueducs qui conduisaient l'eau à la ville, et la somma de se rendre. Les magistrats étaient disposés à obéir ; mais le duc Jean Ernest de Saxe-Wiemar, qui s'était glissé dans la place, chercha par ses exhortations, à les détourner de leur dessein, et s'emporta même jusqu'aux menaces. Voyant qu'il éveillait peu de sympathies dans le conseil, il courut à la fenêtre et se mit à haranguer la multitude qui encombrait les abords de l'hôtel de ville. Ses apostrophes exaltèrent jusqu'au fanatisme la populace. Le cri aux armes retentit de toutes parts, et près d'être débordés, les magistrats se hâtèrent de conjurer l'orage en rejetant, avec hauteur, les demandes de Tilly. Leur conversion fut tellement complète, qu'ils admirent dans la ville une garnison danoise.

La saison était trop avancée pour permettre un siége en règle, Tilly renonça donc provisoirement à son entreprise sur Hanovre, et rentra dans ses quartiers. De son côté, le roi de Danemark termina la campagne par la prise de Stolzenau, et fit hiverner ses troupes entre l'Elbe et le Weser. A la fin de l'année 1625, les positions des parties belligérantes étaient donc les suivantes :

L'armée danoise occupait l'évêché de Brême, et le triangle formé par le Weser, la Leine, et l'Aller, ses postes, les plus rapprochés de Tilly, étaient Hanovre et Stolzenau. Au mois de janvier 1626, le général Fuchs descendit dans le duché de Lunebourg, et s'établit le long de la rive gauche de l'Elbe, depuis Bardowick jusqu'à Dannenberg.

Le quartier-général du roi était à Rottenbourg-sur-Wumme. L'ex-administrateur d'Halberstaldt avait répandu

ses troupes dans le duché de Wolfenbuttel, dont la capitale lui servait de quartier-général.

Le duc Jean Ernest de Saxe-Weimar était dans le pays de Magdebourg, avec 10,000 hommes, observant Wallenstein. Le comte de Mansfeldt se trouvait dans le duché de Lauenbourg, avec 8 à 9,000 hommes.

Tilly était posté entre la Leine et le Weser, sur la ligne de Calenberg à Hameln, en passant par Koppenbrugge. Son quartier-général était à Ahlefeld.

Wallenstein avait cantonné son armée le long de l'Elbe, depuis Magdebourg jusqu'à Dessau, d'une part, et jusqu'à Halberstadt et Halle d'autre part. Un fort détachement occupait Zerbst, sur la rive droite de l'Elbe[1].

[1] La Guerre de Trente ans, par le baron du Jarry de la Roche, t. I, p. 156.

CHAPITRE XI.

Négociations de Tilly et de Wallenstein avec le cercle de la Basse-Saxe. Démêlés des ducs de Lunebourg avec le roi de Danemark. Georges de Lunebourg entre au service de l'Empereur. Médiation des Electeurs de Saxe et de Brandebourg. Congrès de Brunswick. Armement des Danois et des catholiques. Infraction à la trêve. Echec de Tilly. Mort d'Antoine Tserclaes lieutenant-colonel au régiment de Tilly.

On a vu qu'au milieu des combats meurtriers, qui ensanglantaient le nord de l'Allemagne, les généraux de l'Empereur n'avaient pas cessé leurs efforts pour ramener les Etats de la Basse-Saxe à résipiscence. Le 13 octobre 1625, ils avaient fait une nouvelle démarche, dans ce sens, auprès des princes du Cercle. Quelques jours après, les coureurs de l'armée catholique interceptèrent une lettre de l'électeur palatin au comte de Thurn, lettre qui dévoilait les secrètes intrigues des ennemis de l'Empereur, et arrachait le masque sous lequel se cachaient le roi de Danemark et ses alliés. L'occasion était belle, pour Tilly, de justifier sa conduite si indignement calomniée par ces soi-disant défenseurs de la liberté allemande, et de faire luire la vérité aux yeux qui désiraient sincèrement la voir. Il se hâta d'en profiter. Le 22 octobre, il publia et fit répandre à profusion, en Allemagne, une note aux Etats du Cercle de la Basse-Saxe, non moins remarquable, par la vigueur de sa logique, que par la modération de ses conclusions. Il connaissait trop bien les véritables dispositions de ses adversaires, pour espérer qu'ils répondraient à ses ouvertures de conciliation ; mais il espérait, non sans raison, que cette

publication exercerait une influence salutaire sur les esprits non prévenus, et particulièrement sur les princes de la branche de Brunswick-Lunebourg, ainsi que sur l'Electeur de Saxe.

Ses prévisions s'accomplirent de tous points. Jusqu'alors les princes de Lunebourg-Celle, bien qu'entretenant des relations suivies avec Tilly, avaient déclaré vouloir se tenir dans une stricte neutralité; mais, il n'y a de neutralités réelles que celles qui sont assez fortes pour se faire respecter. Les ducs de Lunebourg en firent la triste expérience. Le roi de Danemark, irrité de ce qu'il appelait une défection, procéda par intimidation; il s'empara de Nienbourg, forteresse lunebourgeoise et ordonna des réquisitions militaires sur les domaines des ducs. Aux plaintes qui lui furent adressées, il répondit qu'on n'avait de forteresses qu'à la condition de les défendre, et pour donner plus de poids à ses paroles, il jeta une garnison danoise dans le château de Hoya. Bientôt il cessa de garder la moindre mesure, répandit ses troupes dans le duché de Celle, et le traita en pays ennemi. Cette conduite contrastait étrangement avec les ménagements minutieux que Tilly et Wallenstein s'étudiaient à conserver envers les princes de Lunebourg. De jour en jour, les points de rapprochement se multipliaient. D'une part, le landgrave Louis de Hesse-Darmstadt faisait briller, à la vue de son gendre, Christian de Lunebourg-Celle, la perspective de la succession de Brunswick-Wolfenbuttel, dont l'héritier naturel, Christian d'Halberstadt était exclus, par suite de sa proscription, et qu'un simple acte de la volonté impériale pouvait immédiatement jeter aux mains des Lunebourg. De l'autre côté, Wallenstein et Tilly représentaient, avec force, que la prétendue neutralité de Christian et de ses frères, ne pouvait être plus longtemps considérée comme sérieuse, et que les envahissements du roi de Danemark commençaient même à la rendre suspecte. Tilly ajoutait que l'hésitation devenait d'autant

moins justifiable, que, d'après les documents publiés par lui, les princes du Cercle avaient perdu jusqu'au prétexte de simple défense dont ils avaient abusé jusqu'ici, et qu'il était urgent de se prononcer enfin pour ou contre l'Empereur. Une incursion sur le territoire des Lunebourg, acheva de prouver qu'il était même plus que temps de se décider. Halberstadt, favorisé par son frère, Frédéric-Ulrich, se jeta sur les bailliages de Gifhorn, de Meinersen, de Klötze, de Fallersbeben et de Knesebeck, qu'il ravagea, avec l'âpre acharnement de la haine. A la suite de ces hostilités, une entrevue, soigneusement dissimulée, sous les dehors d'une rencontre fortuite, eut lieu entre le duc Georges et Tilly. Georges ramenait sa famille de Celle à sa résidence de Herzberg. Comme il approchait de Salzgitter, dans l'évêché d'Hildesheim, il trouva, sur la route, Tilly qui l'attendait, accompagné d'un escadron de cuirassiers et suivi, à distance, par trois régiments de cavalerie. Après les salutations d'usage, le duc et le lieutenant-général eurent, à l'écart, en pleine campagne, un long entretien de plusieurs heures, dont chacun d'eux garda le secret, et qu'ils continuèrent encore, après avoir repris leur marche. Arrivé à une certaine distance, Tilly prit congé du duc et retourna à son quartier-général de Boekenem. Georges poursuivit sa route sur Seesen où il fut reçu avec les plus grands honneurs, par les troupes catholiques qui s'y trouvaient cantonnées. Le docteur Hundt, envoyé par lui au camp de Wallenstein, fut parfaitement accueilli, le généralissime promit d'appuyer les prétentions de la maison de Lunebourg aux dépouilles partagées d'avance de Frédéric-Ulrich, et s'engagea à solliciter de la cour de Vienne la cession de la principauté de Gœttingen en faveur de Georges. A la vérité, Hundt, connaissant les errements de la chancellerie du duc de Friedland, avait eu soin d'acheter, à beaux deniers comptants, la bienveillance de Wallenstein. Georges satisfait, signa aussitôt sa démission de général, au service

du Cercle, et pria son frère, le duc Christian, l'aîné, de la transmettre au roi de Danemark. La commission parut critique à Christian, qui tremblait d'être une des premières victimes de la vengeance du monarque. Toutefois, il ne la repoussa pas formellement, mais il fit prier Tilly de défendre les frontières du Lunebourg. Il demandait de plus que ni lui ni ses sujets n'eussent à supporter des réquisitions; en d'autres termes, il réclamait les bénéfices de la protection impériale, sans vouloir en souffrir les inconvénients. Le docteur Hundt se rendit dans les premiers jours de février 1626 au camp de Tilly, qu'il trouva médiocrement disposé à écouter les égoïstes propositions de Christian, l'aîné. Pendant ces allées et venues, Georges avait accepté définitivement les offres de Wallenstein, et se mettait en mesure de former les régiments dont il avait reçu la charge. Sa démission envoyée au roi de Danemark, après de longs délais, par Christian, l'aîné, demeura plusieurs jours sans réponse. Enfin, le 19 février, le roi rompit le silence. « Je regrette, écrivit-il à Georges, d'être privé de vos services, mais je m'y résigne, faute de pouvoir l'empêcher. »

Cette première lettre fut suivie de deux autres, où la colère royale, jusqu'alors contenue, éclata dans toute sa véhémence. Georges était qualifié de traître à ses coreligionnaires et à sa patrie, sa conduite présentée sous un jour odieux. L'une de ces pièces, d'un caractère officiel, interdisait formellement au duc de continuer des enrôlements dans le Cercle de la Basse-Saxe; l'autre, écrite en entier de la main du roi et purement confidentielle, résumait, avec amertume, tous les griefs de Christian IV contre le prince lunébourgeois.

Georges communiqua cette correspondance aux généraux de l'Empereur, et crut devoir les consulter sur ce qu'il convenait de répondre. Wallenstein, dit le comte Von der Decken, exprima son avis en soldat, Tilly en jésuite.

Il est curieux de vérifier cette appréciation évidemment malveillante pour Tilly, sous la plume de l'historien protestant. La dépêche de Wallenstein, datée d'Aschersleben, le 20 février 1626, est conçue en ces termes :

« Nous avons lu les pièces originales, que Votre Dilection a reçues du roi de Danemark et qu'elle a bien voulu nous transmettre... et nous sommes pleinement convaincus que Votre Dilection saura y répondre convenablement. Votre Dilection peut s'en tenir à déclarer qu'elle met toute sa confiance dans la religion et dans les sentiments de générosité bien connus de Sa Majesté Impériale, laquelle n'a d'autre but que le bien public et la prospérité de l'empire. Nous connaissons parfaitement le fidèle dévouement de Votre Dilection envers sa dite Majesté Impériale, et nous en trouvons ici une nouvelle preuve, nous ne manquerons pas de la faire valoir auprès de Sa Majesté Impériale, heureux que cette occasion puisse servir à rehausser la réputation déjà éclatante de Votre Dilection. »

Tilly écrivit de Clansthal, le 2 avril : « Nous croyons indispensable que le duc Georges justifie sa fidélité et obéissance envers Sa Majesté Impériale, par les arguments déjà invoqués, en faisant remarquer que Sa Dignité Royale ne peut trouver mauvais que certains Etats, membres du Saint-Empire Romain, rendent, à Sa Majesté Impériale, l'obéissance qui lui est due, et que ceux qui se soustraient à cette obéissance, soient considérés comme ennemis de l'Empereur. Sa Dignité Royale elle-même, en sa qualité de duc de Holstein et de général du Cercle, est liée par serment et devoir envers l'Empereur, son souverain, est obligée de lui obéir fidèlement et de le servir jusqu'à son dernier soupir. Quant à ce que le roi avance, à propos de religion, il sait fort bien que Sa Majesté Impériale a donné ample assurance de n'inquiéter personne, sous ce rapport. Il est clair que cette question n'est, pour Sa Dignité Royale, qu'un prétexte, à l'abri duquel elle cache des projets dan-

gereux et peu compatibles avec ses devoirs. Rien ne prouve mieux l'inanité de ce zèle de liberté dont se targue le roi, que la manière dont il a dépossédé le duc de Lunebourg de ses domaines, introduit des ennemis notoires de l'Empereur dans la résidence dudit duc, Mansfeldt et ses alliés Français dans le centre de l'Empire. On n'a jamais pu prouver, avec apparence de raison, que Sa Majesté Impériale fût contraire à une paix sincère, comme le Cercle l'en a accusé ; loin de là, les actes du congrès de Brunswick et le témoignage des Electeurs médiateurs, montrent suffisamment que, de notre côté, on a toujours été disposé à la conciliation, comme aussi au maintien de l'autorité et prépondérance impériale. »

La différence des deux réponses est, en effet, caractéristique pour les deux généraux. L'un, plus préoccupé de caresser la vanité et les désirs ambitieux du duc Georges, que de lui fournir de bonnes raisons, s'en tire avec une phrase pompeuse. Il est persuadé, qu'au fond, Georges, qu'il connaît, n'en demande pas davantage. Le second, pénétré pour les autres, comme pour lui-même, de la notion stricte du devoir, s'abstient de flatteries qu'il méprise, prend la demande du duc au sérieux, et la traite consciencieusement.

Le jésuite du comte Von der Decken nous paraît, dans cette circonstance, infiniment supérieur au soldat.

Pendant que s'achevait cette conversion intéressée du prince protestant, des négociations avaient été reprises entre les parties belligérantes. Les Electeurs de Saxe et de Brandebourg, inquiets du développement que prenait la guerre, offrirent leur médiation. Elle fut acceptée des deux côtés. Un armistice fut convenu et une assemblée convoquée à Brunswick, pour le commencement de novembre. Wallenstein et Tilly chargés de représenter l'Empereur et la Ligue Catholique, y envoyèrent leurs députés. Les débuts de ce nouveau congrès ne furent pas de nature

à faire présager un résultat sérieux. Les princes du Cercle de la Basse-Saxe, au lieu de venir en personne, se contentèrent d'y envoyer des agents subalternes. Ceux-ci soulevèrent des difficultés de toute espèce sur les préliminaires des négociations, ce qui leur attira de vifs reproches de la part de l'Electeur de Saxe. Un mois se passa de nouveau en contestations, sans cesse renouvelées, sur des points accessoires, principalement sur la durée et la portée de la trêve. Ce ne fut qu'à la fin de décembre qu'on put enfin aborder l'objet essentiel de la réunion. Les médiateurs apportèrent un projet de traité de nature, selon eux, à satisfaire tous les partis, s'ils étaient de bonne foi, ce projet, qui mettait en regard les obligations réciproques des contractants, était en substance ainsi conçu :

1° Licenciement des gens de guerre par le roi de Danemark et le Cercle de la Basse-Saxe.

2° Le licenciement aura lieu sans retard, et les gens licenciés ne pourront entrer à autre service, sous quelque prétexte que ce soit.

3° Expulsion du comte Ernest de Mansfeldt des terres du Cercle.

4° Le dit Roi et les dits Etats du Cercle n'attenteront désormais en rien contre sa Majesté Impériale et les Etats obéissants, en quelque manière ou quelque prétexte que ce soit, et ne prêteront directement ou indirectement aide à leurs ennemis.

5° Si le Cercle est forcé de s'armer pour sa défense, il le fera selon les constitutions de l'Empire, en gardant toujours le respect dû à sa Majesté Impériale et se comportera envers les Etats obéissants comme l'amitié et la confraternité du Saint-Empire le requièrent.

6° Le Roi et les Princes et Etats promettent d'observer immédiatement tous ces points, sous leur parole de roi ou de prince, aussitôt qu'on leur exhibera en original l'aveu et ratification de l'Empereur.

Articles que les deux généraux et les commisaires accorderont selon leur pouvoir et sous promesse de leur honneur de prince et de comte.

1° Sa Majesté Impériale fera évacuer, par ses gens d'armes, les pays du Cercle, et rendra toutes les places, villes et villages, occupés par ses dites gens, lesquelles s'abstiendront, de toute exaction, insolence, etc.

2° Le Cercle ne sera plus grevé d'aucuns logements, places de monstre, passages, etc.

3° Les deux généraux promettront, en vertu de leurs pouvoirs, que le dit Cercle, avec les Etats et princes de haute et basse qualité y incorporés, seront laissés en la paisible jouissance de la paix de religion et profane, et de ce que ci-devant leur a été promis au regard des évêchés et de ce qui en a été résolu au traité de Mulhausen, et enfin avec le libre exercice de la religion d'Augsbourg, suivant les constitutions impériales et la promesse et assécuration qui, par diverses fois, leur en a été donnée par sa Majesté Impériale.

Sur quoi les deux généraux procureront d'obtenir de sa Majesté Impériale son obligation et assécurance impériale, par laquelle elle promettra et s'obligera sous sa dignité et parole impériale de tenir et fermement observer tous ces points, sans permettre qu'il y soit contrevenu, ainsi qu'elle maintiendra le dit Cercle en la jouissance d'iceux[1].

Il eût été, en effet, facile de s'entendre et de traiter sur la base de ces propositions. Quelques-uns des princes du Cercle inclinaient à les accepter, pour éviter une lutte dont ils n'attendaient que des calamités, mais le roi de Danemark et ses alliés, aveuglés par leur présomption et fiers de leurs forces, rejetèrent, avec dédain, le projet des médiateurs. Prenant le ton hautain de vainqueurs, ils exigè-

[1] Archives du Royaume. Secrétairerie d'Etat allemande. Correspondance de Ferdinand II.

rent que Tilly retirât le premier ses troupes des terres du Cercle et payât des indemnités considérables. Sur le terrain religieux, ils ne se contentèrent pas des garanties que leur offrait le projet pour le libre exercice de la religion luthérienne, ils prétendirent de l'Empereur l'engagement :

1° de respecter ce qu'ils appelaient leurs droits, dans la possession de leurs domaines électifs, c'est-à-dire, des évêchés ;
2° De les maintenir dans leur juridiction ordinaire, civile et ecclésiastique, aussi bien dans les bénéfices qu'ils possédaient, à titre électif, que dans leurs domaines héréditaires.
3° De ne pas intervenir dans les élections capitulaires.
4° D'abolir les visites des couvents par des dignitaires ecclésiastiques non-autorisés, par les princes seigneurs du sol.

A ces conditions, ils consentaient à licencier à leur tour les troupes qu'ils avaient mises sur pied.

Ce langage avait, au moins, le mérite de quelque franchise. Les véritables mobiles dont s'inspiraient le roi et ses amis, la cupidité et l'ambition, se révélaient assez clairement; il était en outre difficile de restreindre plus étroitement les droits, et de ravaler plus bas la dignité de l'autorité impériale. Aussi, les commissaires impériaux s'élevèrent-ils avec une grande vivacité contre ce langage, qu'ils considérèrent, avec raison, comme injurieux à la personne de l'Empereur et attentatoire aux constitutions de l'Empire. Après avoir fait des réserves formelles sur ce point, ils exposèrent à leur tour les bases sur lesquelles ils croyaient pouvoir traiter.

1° Le roi de Danemark et ses alliés licencieront leurs troupes sans pouvoir prétendre à aucune indemnité de l'Empereur.

2° Les dites troupes évacueront le sol de l'Empire, et ne pourront être envoyées ni à Mansfeldt ni à l'ex-administrateur d'Halberstadt.

3° Mansfeldt sera expulsé de l'Empire.

4° Le roi et ses alliés fourniront caution suffisante de ne

plus rien entreprendre contre l'Empereur ou les Etats fidèles, sous quelque prétexte que ce soit.

5° Le Cercle de la Basse-Saxe ne tolérera, sur son territoire, ni levées, ni passages, ni réquisitions militaires, sans l'autorisation de l'Empereur.

6° Si, dans l'avenir, la défense du Cercle exige la mise sur pied de quelques troupes, avec la permission de l'Empereur, ces troupes seront jointes aux autres forces impériales et employées là où le besoin le requerra, en aucun cas, il n'en devra résulter le moindre inconvénient pour les Etats fidèles.

7° Des indemnités seront payées à l'Empereur et aux Etats fidèles, du chef des frais que leur ont imposés, pour leur défense, les armements sans objet légitime du Cercle.

8° Le duc Christian, l'aîné, de Lunebourg, sera remis en possession des comtés, bailliages et domaines dont s'est emparée l'armée du Cercle, et des indemnités convenables lui seront payées, du chef des dégâts commis dans lesdites terres.

On voit que ce n'était, au fond, que le projet même des médiateurs, augmenté des articles relatifs aux indemnités légitimement dues à l'Empereur, pour les frais de guerre, auxquels l'avait obligé l'attitude hostile du Cercle, et au duc de Lunebourg, pour les actes d'hostilité réelle commis contre ses Etats, par l'armée de ce même Cercle.

Après un long échange de répliques, où les récriminations tenaient beaucoup plus de place que les arguments, Tilly fit le premier un pas dans la voie des concessions. Il offrit de renoncer aux indemnités qu'il avait réclamées pour l'Empereur et le duc de Lunebourg, et rentra ainsi purement et simplement dans le cadre tracé par les médiateurs, mais il insista avec force sur l'obligation du roi et de ses alliés de désarmer les premiers. Il fit remarquer aussi que le Cercle, si ardent à revendiquer certains privilèges religieux, passait complétement sous silence les plain-

tes précédemment portées dans les monitoires impériaux, contre l'oppression dont étaient victimes les catholiques établis dans le Cercle de la Basse-Saxe, et principalement les ecclésiastiques.

Pour ne pas rester en arrière, les députés du Cercle se déterminèrent à se relâcher sur quelques points. Ils proposèrent de licencier simultanément leur armée et celle de l'Empereur, en réformant, tour à tour, un régiment de chaque partie belligérante. Ils s'excusèrent du reproche de méfiance envers l'Empereur, sur ce qu'il était notoire que les généraux de la Ligue avaient, en plus d'une circonstance, refusé d'obéir aux ordonnances impériales. Ils consentirent enfin à se désister de leurs prétentions d'indemnités et à expulser Mansfeldt de l'Empire.

Mais ces concessions de détails étaient largement compensées par des exigences nouvelles, et tellement exorbitantes, que la crainte d'être ramenés malgré eux à faire la paix pouvait seule les leur inspirer. Ils introduisirent, entre autres, dans leur ultimatum, la clause de la dissolution, non pas seulement de l'armée de la Ligue, mais de la Ligue elle-même, « source de troubles et de désordre dans l'Empire. » Sortant des limites les plus élémentaires de leurs attributions, ils voulaient imposer à l'Empereur l'évacuation de places et localités complétement indépendantes du Cercle, et soustraire au pouvoir impérial, l'interprétation de certains points de la paix de religion, ainsi que la juridiction des bénéfices ecclésiastiques. Le luxe incroyable de garanties qu'ils demandaient, pour être certains de l'observation du traité, suffit seul pour indiquer ce qu'eux-mêmes pensaient de ces conditions nouvelles et inouïes. Les négociations mises sur ce pied, le congrès ne pouvait aboutir. Il se sépara à la fin de Février, sans autre résultat que de constater, aux yeux de tous les juges impartiaux, la loyauté des plénipotentiaires impériaux et la mauvaise foi de leurs adversaires. Après avoir pris connaissance des

propositions de l'Empereur, les magistrats municipaux de Brunswick déclarèrent aux commissaires de Tilly : « Que jusqu'ici on avait présenté à leurs concitoyens cette guerre sous les couleurs d'une guerre de religion. Mais, qu'après avoir entendu les larges garanties assurées par les lettres de l'Empereur, ils ne pouvaient assez s'étonner que les princes et Etats du Cercle pussent se croire, le moins du monde, fondés à manifester des méfiances si obstinées contre Sa Majesté Impériale, que l'honorable conseil et la bourgeoisie de Brunswick avaient ignoré jusqu'alors toutes ces choses, et que depuis leurs idées avaient nécessairement subi de profondes modifications[1].

Peu de jours après la clôture du congrès, l'Electeur de Saxe, rendant compte à l'Empereur de ses derniers efforts de conciliation, confessait que Tilly et Wallenstein s'étaient rapprochés de ses propositions et lui avaient donné toute raison d'espérer la conclusion de la paix; mais que le Cercle s'était obstiné, malgré toutes les remontrances, à entremêler dans les négociations des objets tout à fait étrangers à leurs attributions; que le roi de Danemark, invité à faire connaître son opinion définitive, avait rompu les pourparlers, et brusquement mis un terme à la pénible médiation des deux Electeurs[2]. »

Ces deux témoignages, choisis entre beaucoup d'autres, justifient avec autant d'éclat la conduite de l'Empereur et de ses plénipotentiaires, qu'ils sont accablants pour le roi de Danemark et ses alliés. La diplomatie de ces princes, défenseurs du libre examen, reposait sur le mensonge, comme leurs moyens d'influence dans la bourgeoisie, leur bailleur de fonds en Allemagne, sur la calomnie et la diffamation de l'autorité. La révolution est toujours la même, quels que soient ses instruments, rois, princes, bourgeois ou prolétaires. Elle ne change pas d'armes, elle en varie seulement la forme et l'usage.

[1] Hurter, Ferdinand II. t. 2. p. 433. [2] Ibid.

Un dernier fait donnera la mesure des intentions loyales apportées au congrès par le roi de Danemark et les Etats du Cercle. Ce fut pendant le cours même des conférences que les plénipotentiaires danois signèrent à La Haye le traité d'alliance offensive avec l'Angleterre et les autres puissances coalisées contre l'Empereur. L'issue infructueuse de l'assemblée de Brunswick n'avait du reste jamais fait l'objet d'un seul doute chez les généraux de l'Empereur. Parfaitement au courant de ce qui se passait chez les alliés, ils avaient à plusieurs reprises exprimé leur opinion sur ce qu'il fallait attendre du congrès, que Tilly appelait une comédie. La nouvelle du traité de La Haye qui leur fut communiquée par le duc Christian, l'aîné, de Lunebourg-Celle, ne les surprit pas. Dès la fin de l'année 1625, ils avaient signalé la nécessité de redoubler de vigueur dans les armements et de mettre de nouvelles forces sur pied. Tilly demanda que son armée fût portée à 30,000 hommes, il évaluait, à un minimum de 60,000 thalers, les plus indispensables besoins de son artillerie. Wallenstein compléta ses régiments et en forma de nouveaux. Le comte Jean de Mérode-Waroux fut chargé de lever 6,000 Wallons, aux Pays-Bas, et d'autres officiers eurent mission de recruter, en Bohême, 15,000 hommes de pied et 6,000 cuirassiers. Le roi de Danemark et ses alliés ne restaient pas non plus inactifs; outre les levées qu'ils poussaient avec ardeur, ils tiraient de nombreux renforts de la Hollande et de l'Angleterre. Au milieu de cette agitation guerrière, il était difficile que la trève, conclue par les soins de l'Electeur de Saxe, ne souffrît pas quelques infractions. Les alliés ne pouvaient, d'ailleurs, mettre plus de bonne foi dans l'observation de l'armistice qu'ils n'en apportaient au congrès. Ils ne se contentèrent pas de couper les vivres à Tilly et de soulever, contre lui, à force d'excitations mensongères, les paysans des campagnes, ils abusèrent des facilités de la trève pour commettre d'audacieux coups de

main. Au mois de décembre 1625, ils surprirent le régiment d'Isenbourg, tuèrent plusieurs soldats et enlevèrent le lieutenant-colonel Pleinevaux, avec d'autres officiers subalternes. Le 2 janvier 1626, un autre régiment de cavalerie de la Ligue, commandé par le Belge Van der Nersen, baron de Firmont, fut également victime d'une surprise et perdit 200 hommes.

Les rencontres entre les partis des deux armées étaient d'ailleurs journalières. L'une de ces escarmouches coûta la vie à Antoine Tserclaes, jeune et brave officier, plein de mérite et d'avenir, qui était lieutenant-colonel du régiment du comte de Tilly, son parent. Cette perte fut extrêmement sensible au lieutenant-général, qui en exprima sa douleur en termes aussi nobles que touchants, dans une lettre au père du malheureux officier.

La trêve prit fin avec le congrès : aux engagements de détail allaient succéder les grandes luttes dont dépendait le sort de l'Allemagne.

CHAPITRE XII.

Plans du roi de Danemark. Ernest de Mansfeldt. Combat du pont de Dessau. Défaite de Mansfeldt. Mécontentement de la cour de Vienne contre Wallenstein. Mot du comte de Harrach. Intrigues révolutionnaires du Landgrave Maurice de Hesse-Cassel. Expédition de Christian d'Halberstadt en Hesse. Ses ressentiments contre le Landgrave. Dissensions entre le roi de Danemark, Mansfeldt et Halberstadt. Expédition du duc Jean-Ernest de Saxe-Weymar dans l'Evêché d'Osnabruck. Opérations de Tilly. Siége et prise de Minden. Mesure énergique contre le Landgrave Maurice de Hesse-Cassel. Mort de Christian d'Halberstadt.

Les plans du roi de Danemark, basés sur ceux qu'avait présentés Gustave-Adolphe, se résumaient dans les points suivants : Le roi se réservait de tenir tête à l'armée de Tilly; Halberstadt avait la mission d'opérer en Wesphalie et de faire une pointe, par la Hesse, jusque dans le Palatinat. La tâche du duc Jean-Ernest de Saxe-Weymar et de Mansfeldt était plus ardue. Tous deux agissant séparément, mais de concert, devaient rejeter Wallenstein, sur la Saxe, se frayer un chemin vers la Bohême ou la Silésie, et donner la main à Bethlen-Gabor, qui se préparait à envahir les domaines héréditaires de l'Empereur. Ce plan, qui ne manquait pas d'habileté dans sa conception, péchait gravement par l'insuffisance des forces destinées à l'exécuter, et devait nécessairement conduire le monarque danois à un échec complet. D'après ses dispositions, les différents corps des alliés opéraient sur un demi-cercle de près de 200 lieues, contre deux armées massées sur un centre étroit, d'où elles pouvaient rayonner dans toutes les directions et écraser, tour à tour, leurs adversaires.

Au mois de février 1626, Mansfeldt, dont le corps venait

d'être porté à 12,000 hommes, par l'arrivée de 3,000 Ecossais et de quelques escadrons de cavalerie hollandaise, quitta les quartiers d'hiver qu'il avait pris aux environs de Lubeck, traversa le Meklembourg et la marche de Brandebourg, pénétra dans la principauté d'Anhalt, et s'empara, par surprise, de Zerbst, dont la garnison fut passée au fil de l'épée. A quelques lieues, près de Dessau, Wallenstein avait établi, sur la rive droite de l'Elbe, une tête de pont pour conserver le libre passage du fleuve. Cette espèce de fort était gardé par les Wallons du colonel Aldringen. Le 1er avril, Mansfeldt tenta une attaque, qui fut vigoureusement repoussée. Peu de jours après, ayant été renforcé de 6,000 hommes que lui amena l'administrateur de Magdebourg, il résolut de renouveler l'assaut. Dans l'intervalle, le duc de Friedlandt avait envoyé l'ordre à Aldringen de brûler le pont et de se replier sur les lignes impériales. Le brave colonel, désespéré de cette mesure qu'il jugeait, à bon droit, aussi pusillanime que funeste, obtint, à force d'instances, qu'elle fût contremandée et prit ses mesures pour assurer la défense du poste important qu'il occupait. Le 21 avril, Mansfeldt démasqua ses batteries de siége et déploya des forces imposantes. Wallenstein, prévenu immédiatement, fit soutenir Aldringen par quelques régiments, sous les ordres du comte de Schlick, qui s'introduisirent dans le fortin, sans que Mansfeldt s'en aperçût, grâce à des toiles qu'Aldringen avait fait tendre au-dessus du pont, comme pour l'abriter du soleil. Dans la soirée du 24, le duc fut informé qu'à en juger par les dispositions de l'ennemi, l'assaut était imminent. Il se porta aussitôt vers Dessau avec un gros de cavalerie, et s'embusqua dans les forêts épaisses qui avoisinaient la rive gauche de l'Elbe. Le 25 avril, après quatre jours de canonnade vigoureusement nourrie, Mansfeldt donna le signal de l'attaque. Ses gens abordèrent intrépidement les remparts de l'ennemi, mais ils rencontrèrent une résistance non moins vive. Pendant

six heures, on se battit avec acharnement, sans qu'assiégeants ou assiégés parussent vouloir céder. Tout à coup, le feu éclate dans le camp de Mansfeldt et produit diverses explosions. Cet incident jette le trouble parmi ses soldats, qui se croient tournés ; Aldringen saisit ce moment d'hésitation pour lancer toutes ses troupes dans un puissant effort ; les assaillants plient et commencent à se débander. Au même instant, la cavalerie de Wallenstein sort de son embuscade, tombe sur l'ennemi, le culbute et en fait un effroyable carnage. « L'ennemi a été battu à plate-couture, écrivit-il à l'Infante, à laquelle il fit porter la nouvelle de sa victoire, par le baron Antoine de Beaufort, nous lui avons pris 36 drapeaux, 2 étendards, 10 pièces de campagne et 4 mortiers. Il a laissé sur le champ de bataille, 6 à 7,000 cadavres, dont un grand nombre d'officiers, entre autres 3 colonels et 27 ou 28 capitaines. Nous avons 2,000 prisonniers, parmi lesquels le sieur Kniphausen, lieutenant général du duc Christian de Brunswick le puîné, quantité de capitaines et d'officiers supérieurs[1]. » La cavalerie hollandaise fut particulièrement maltraitée. A peine quelques centaines d'hommes purent-ils rejoindre les débris de l'armée de Mansfeldt. Le reste avait été taillé en pièces.

Fier de la victoire, la seule incontestée qu'il ait remportée dans la guerre de trente ans, Wallenstein en transmit le même jour la nouvelle à Tilly. Il ne poursuivit Mansfeldt que jusqu'à Zerbst qu'il reprit, et revint immédiatement à Dessau, d'où il regagna son quartier-général d'Aschersleben.

Ce brillant succès du duc de Friedlandt, causa plus d'émotion au camp danois que de joie à Vienne. La cour impériale savait qu'il n'était dû qu'à l'insistance d'Aldringen et se montrait mécontente qu'on n'en eût pas tiré plus de fruits. L'agent Bavarois à la cour de Vienne raconte,

[1] Archives du royaume. Secrét. d'Etat allemande. Corresp. de Wallenstein.

dans une de ses lettres, que le comte de Harrach, beau-père de Wallenstein, avait confessé, à cette occasion, « qu'il craignait que son gendre ne fût pas à la hauteur de sa charge, dans les circonstances difficiles du présent, qu'il serait préférable de mettre les deux armées sous les ordres du comte de Tilly, que les soldats entouraient de leur affection et dont l'expérience militaire n'avait pas d'égale. »

Wallenstein essaya de se justifier, en représentant que, s'il avait poursuivi Mansfeldt, il eût exposé le comte de Tilly aux attaques d'ennemis supérieurs en nombre, et que, d'ailleurs, il avait dû surveiller certaines intrigues dangereuses qui se pratiquaient en Thuringe. L'excuse avait, sous ce dernier rapport, une certaine apparence de vérité.

Parmi les prisonniers faits par Tilly à la bataille de Stadloo, se trouvait le duc Guillaume de Saxe-Weymar. Ce jeune prince, mis peu après en liberté par l'Empereur, s'était empressé de marquer sa reconnaissance pour la mansuétude impériale, en allant offrir, de nouveau, ses services au roi de Danemark. Au mois de mars 1626, il était en Thuringe, intrigant, ainsi que son frère Bernard, avec les princes du Cercle de la Haute-Saxe, pour obtenir la mise sur pied de 25,000 hommes, qui auraient rejoint le roi de Danemark et Mansfeldt. L'électeur de Saxe, jusque-là fort hostile aux deux frères, parut disposé, cette fois, à les seconder; mais l'attitude menaçante de Wallenstein fit échouer les menées des jeunes princes.

Dans le même temps que Mansfeldt attaquait Wallenstein, le roi de Danemark préparait lentement ses opérations et manœuvrait contre l'armée de Tilly. A la fin de février, il concentra ses forces autour de Wolfenbuttel, où se trouvait également Halberstadt, et détacha le colonel Fuchs à Tangermund pour assurer ses communications avec Mansfeldt. Son but était de contraindre Tilly à évacuer le Cercle de la Basse-Saxe, de le séparer de Wallenstein, et de délivrer la Hesse des troupes impériales qui

l'occupaient. Le dernier point était l'objet important de la campagne, et se rattachait à des menées d'un caractère remarquablement révolutionnaire, que le Landgrave Maurice de Hesse pratiquait depuis quelques mois dans ses Etats.

On a vu que le duc de Friedlandt, en quittant la Hesse, y avait laissé le comte de Mérode avec quelques milliers d'hommes pour tenir le pays en bride. Après le départ du généralissime impérial, Maurice revint à Cassel, dans l'intention de recommencer une nouvelle agitation politique contre l'Empereur. Ne pouvant plus compter sur la noblesse, désormais indépendante de lui, il s'allia avec le peuple d'alors, la bourgeoisie. Il chassa de son conseil privé tout ce qui, de près ou de loin, tenait à l'aristocratie, et le composa exclusivement de membres tirés des classes bourgeoises. L'esprit qui dominait dans ce nouveau conseil se révèle clairement dans un mémoire publié par Wolfgang Gunther, à la fois l'homme de tête et d'action du parti. Rien ne manque à ce manifeste révolutionnaire, ni la période abondante en grands mots, ni la phraséologie prétentieuse et emphatique, ni l'audace du programme, ni l'altération mensongère des faits. Après avoir essayé de montrer que le temps était venu de sauver la patrie, aux prix des sacrifices les plus grands et les plus désespérés, Gunther indiquait comme moyen de salut : « La levée en masse des hommes de bonne volonté, auxquels les fils même du souverain donneront de glorieux exemples ; l'apport, sur l'autel de la patrie, du dixième ou tout au moins du vingtième de la fortune de chaque particulier ; l'appel à la Landwehr ; l'enrôlement porté au double des mille soldats déjà votés par les Etats ; interdiction de toute fourniture, de toute protection à l'ennemi ; l'emmagasinement de tous les grains dans les forteresses ; la rupture complète, irréconciliable avec la noblesse, « qui, semblable aux pommes de l'Inde, cache, sous un extérieur séduisant, des

cendres inertes, et qui ne voudra jamais entendre parler d'égalité et de charges patriotiques, tant qu'elle verra planer, dans les nues, l'aigle impériale de ses Franches-Patentes ; » alliance étroite du landgrave avec les villes, qui déjà, dans les temps d'autrefois, ont sauvé leurs princes; enfin la nomination, comme organe de cette alliance, d'une commission permanente des Etats, munie de pleins pouvoirs. » Maurice approuva ce plan, et déclara solennellement qu'il n'attendait, après Dieu, son salut et celui de son pays que du mâle courage du tiers-état. Le 2 avril les députés des villes convoqués à Cassel, déléguèrent huit d'entre eux pour former la commission permanente. Celle-ci se mit immédiatement en rapport avec le Landgrave, après avoir prêté le serment de garder le secret le plus profond sur ses délibérations. Elle approuva toutes les mesures que Maurice lui proposa pour la défense du pays, et la soumission par la force de la noblesse. Mais, en dépit des grandes phrases patriotiques éloquemment débitées, il fallut reconnaître l'insuffisance de l'alliance des villes et du Landgrave pour dominer la situation. La conscience élastique du parti révolutionnaire, que Maurice croyait guider, n'éprouva pas le moindre scrupule de recourir à l'étranger. Les deux fils du Landgrave se firent eux-mêmes les agents de la commission : ils allèrent mendier, l'un, l'appui du prince d'Orange et des Hollandais, l'autre la protection de la France. Autant le langage était arrogant à Cassel, autant il fut humble à Paris. Ce n'était pas assez d'implorer la bienveillance de Louis XIII en faveur de la maison landgraviale, qui avait l'honneur de compter parmi les plus anciens et les plus fidèles amis de la France ; on employait les plus basses flatteries envers Richelieu. « C'est avec pleine confiance que je m'adresse à vous, M. le Cardinal, écrivait Maurice, vous, à qui nous devons toutes ces sages et magnanimes mesures qui ont rendu la France chère à ses amis, redoutable à ses ennemis, et, au moyen desquelles vous avez relevé la gran-

deur affaiblie du nom français, et les espérances éteintes du peuple allemand. » Malgré tous ces frais d'adulations, le prince Guillaume ne rapporta de Paris que des assurances aussi riches de promesses que pauvres d'effets; son frère, à la Haye, et le colonel Hill à Londres, ne furent pas plus heureux.

Les choses semblèrent prendre un meilleur aspect du côté du Danemark, avec lequel Maurice négociait depuis longtemps. Le 11 avril, le Landgrave soumit à la commission une proposition de Christian IV, dont voici la substance : si le Landgrave Maurice prend, de concert avec les Etats, l'engagement sans réserve de mettre sur pied une armée, d'appuyer les Danois de toutes ses forces, de leur ouvrir ses forteresses, en cas de besoin, le roi consentira à prendre sous sa protection spéciale la personne, les terres et les sujets du dit Landgrave, avancera l'argent nécessaire pour lever 6,000 hommes, soldera ce corps de troupes, et enverra Halberstadt en Hesse par le plus court chemin possible. Ces clauses parurent dures à la commission qui eût préféré payer son concours en phrases qu'en actions. Dans l'impossibilité de reculer, elle donna l'autorisation demandée par Maurice, mais elle mit dans les termes de cet acte une circonspection qui révélait peu de confiance, et dans sa cause et dans son nouvel allié. Le Landgrave se hâta de dépêcher au camp Danois un de ses conseillers, chargé de s'entendre définitivement avec le roi, et de presser l'envoi des secours stipulés[1].

Christian IV était lui-même trop à court d'argent pour faire les avances qu'il avait promises au Landgrave de Hesse-Cassel. Ses agents parcouraient les cours coalisées, déclarant que si on ne lui fournissait de nouveaux subsides, il serait contraint de faire la paix. Il frappa en outre les évêchés d'Osnabruck et de Munster de lourdes contri-

[1] Gfrœrer Gustave Adolphe. p. 534 et s.

butions, et s'adressa même à l'Electeur de Saxe, qu'il savait mécontent de Wallenstein et aigri contre l'Empereur. Jean Georges s'excusa, et, poussé à bout par les observations hautaines des envoyés danois, déclara que jusqu'à présent il n'avait servi l'Empereur que d'un doigt, mais que désormais il le servirait de tout son corps[1].

En défaut sur la première partie de ses engagements, Christian voulut au moins en remplir la seconde. Il chargea l'ex-administrateur d'Halberstadt de se rapprocher des frontières de la Hesse. Depuis quelque temps, celui-ci avait noué des intelligences dans la ville impériale de Goslar, dont les habitants étaient, pour la plupart, ennemis ardents de l'Empereur. D'accord avec eux, il s'approcha de la place par une nuit obscure, et tenta de l'enlever par escalade. Mais son secret avait été trahi. Les magistrats d'opinion fort différente de celle du peuple, veillaient avec leurs soldats. Les gens d'Halberstadt, accueillis par un feu meurtrier, s'enfuirent en désordre. Comme si cet échec eût subitement changé ses plans, l'ex-administrateur se jeta brusquement sur la droite, franchit le Weser, dans le voisinage de Hameln, culbuta un détachement d'impériaux qui voulait l'arrêter, et traversa l'évêché de Paderborn, longeant les frontières hessoises. Il semblait que le pressentiment de sa fin prochaine ou les souffrances de sa maladie l'excitassent à un redoublement de cruauté. Sa fureur ne se bornait pas à la destruction sauvage des maisons, des fermes et de tout ce qui peut servir à nourrir ou à abriter des créatures humaines, il soumettait à d'affreux supplices les malheureux qui tombaient dans ses mains. Il les faisait écorcher ou enterrer vif, mutiler, massacrer en détail, éventrer, brûler à petit feu. Le sexe, l'enfance et la vieillesse n'étaient pour ses détestables bandits qu'un prétexte à de plus exécrables infamies. On s'attendait à le voir pointer sur le

[1] Archives du royaume. Corresp. hist. t. VI.

Palatinat, et déjà l'Infante ordonnait à ses généraux d'y mener quelques milliers d'hommes de renforts; mais, à l'approche de Tilly, il pénétra dans la Hesse, jeta des garnisons dans Minden et Goettingen et entra, le 12 avril à Nordheim. De là, il lança des parties dans l'Eichsfeldt et enleva quelques dépôts du duc Georges de Lunebourg. Ces contremarches multipliées n'avaient pas cependant pour seul but d'empêcher les levées du duc Georges. Bien qu'il eût ordre d'entrer en Hesse, Halberstadt connaissait trop bien le Landgrave pour hasarder l'entreprise sans s'être positivement assuré du concours actif de ce prince. Il voulait que Maurice lui ouvrît ses forteresses, lui cédât le pays de la Werra, comme grenier d'approvisionnement, et fît avancer des armes et de l'argent par la corporation des Juifs Hessois, au comte de Solms, qui faisait, dans le voisinage de Cassel, des enrôlements pour les Danois. Les régiments de Holstein et de Saxe-Lunebourg, ayant été envoyés pour renforcer le corps de Mérode, Halberstadt exigea que Maurice enlevât, par un coup de main, l'un de ces régiments et rompit ainsi publiquement et sans retour avec l'Empereur. Le Landgrave et sa commission, tremblant de se compromettre, cherchèrent à éluder toutes ces demandes. Ils croyaient avoir assez fait, en fournissant quelques chariots de vivres et de munitions aux Danois, et en permettant au comte de Solms de faire des recrutements, qu'ils défendaient au colonel catholique Schoenberg. « Le pays de la Werra est épuisé, écrivait Maurice; quant à enlever le Holstein, ce fou, séduit par les jésuites, ce serait aussi contraire au droit des gens que peu prudent. » Dans son intimité, il se plaignait que Christian eût trop peu d'infanterie. Il s'était attendu à une diversion plus forte de la part des Danois, ce qui lui eût permis de poser en victime, vis-à-vis de l'Empereur, en cas d'échec, et de courir moins de risques. Le tenace égoïsme de ce prince persistait à exiger des autres des sacrifices et un désintéressement dont lui-

même se montrait grossièrement incapable. A la fin d'avril, le comte de Solms amena à Halberstadt un petit corps de 4,000 hommes, qu'il avait rassemblé en peu de jours, et Maurice lui envoya, sous main, 3,000 soldats, qu'il n'osait employer lui-même, avec quelque artillerie.

Halberstadt crut le moment favorable de tenter un coup décisif, et d'attaquer Mérode. Une victoire, espérait-il, ferait enfin cesser les hésitations de Maurice. Il pénétra donc dans la Hesse, et se dirigea sur la ville de Hirschfeldt, aux environs de laquelle se trouvaient les nouveaux régiments de Mérode. Mais menacé par Tilly sur ses flancs, et près d'être coupé dans ses communications avec la Basse-Saxe, il revint précipitamment sur ses pas. Sa route le conduisait par Cassel. Il affecta de tourner la ville et refusa dédaigneusement un déjeuner que lui offrit le Landgrave. De retour à Goettingue, il écrivit le 9 mai, à Maurice, une lettre fulminante, dans laquelle il accabla ce lâche prince de mépris, lui reprocha la bassesse de ses sentiments et le menaça des châtiments de Dieu et des hommes.

Pendant qu'Halberstadt manœuvrait sur les frontières de la Hesse, le roi de Danemark se disposait à se mettre en campagne. Mais ce n'était plus ce prince plein d'ardeur et de présomption qu'on avait vu, un an auparavant, réunir en un faisceau les divers Etats hostiles à l'Empereur et proclamer d'avance la victoire. Les illusions avaient disparu pour faire place au découragement. Les députés de Lunebourg-Celle, qui le virent à la fin d'avril, le trouvèrent changé d'une manière effrayante, et, pour ainsi dire, méconnaissable, pâle, maigri, triste, abattu, parlant à peine et à phrases entrecoupées. Cette altération de sa santé était sans doute une suite de sa chute à Hameln, mais les difficultés de sa position et l'ivresse presque journalière dans laquelle il cherchait un refuge contre ses chagrins, n'y avaient pas peu contribué. Ses alliés se montraient plus prodigues de paroles que d'argent, et la plupart des subsi-

des, sur lesquels il avait le droit de compter, étaient encore à payer[1]. Ses rapports avec Halberstadt et Mansfeldt étaient pleins d'aigreur; les deux généraux reprochaient à Christian de repousser tous les conseils et de n'écouter que lui-même. Mansfeldt refusait positivement de lui obéir et semblait même se faire une loi de contrevenir à toutes les instructions émanant du quartier-général. Les sombres dispositions de Christian IV s'étaient étendues à son entourage; en mourant, Halberstadt prédit, qu'avant peu, les Danois subiraient une défaite signalée. Tilly y faisait peut-être allusion, lorsqu'il écrivait qu'il espérait amener en bref les affaires de Sa Majesté Impériale, plus en une journée que n'avaient fait les conférences de Brunswick en quatre mois[2].

Le roi débuta par lancer un manifeste, dans lequel il déclarait « qu'il n'avait aucun dessein d'offenser personne avec son armée, mais seulement de défendre le sien, et le Cercle de la Basse-Saxe, dont il était général, d'autant qu'il s'apercevait que l'Empereur et la Ligue catholique avaient l'œil sur ledit Cercle, pour y ruiner et par toute l'Allemagne indifféremment, ceux qui n'étaient pas catholiques. » Puis, il envoya le duc Ernest de Saxe-Weymar faire une incursion dans les évêchés d'Osnabruck et de Munster avec six régiments et 8 pièces d'artillerie. Jean Ernest s'empara d'Osnabruck, contraignit le chapitre d'élire le fils aîné de Christian IV au poste de Coadjuteur et leva d'énormes contributions sur les deux évêchés. Rappelé par le roi, qui le destinait à rejoindre Mansfeldt, selon le plan primitif, il revint à Wolfenbuttel, le 7 Avril, laissant seulement quelques garnisons dans trois places, moins pour garder le pays que pour y continuer le pillage organisé et favoriser la levée d'un régiment d'infanterie, dont avait charge le colonel Amsterraedt[3].

[1] Archives du royaume. Corresp. hist. 1. VI. [2] Ibid. [3] Ibid.

L'invasion du pays d'Osnabruck par le duc Jean Ernest de Saxe-Weymar inquiétait d'autant plus Tilly, qu'il avait lieu de craindre que les Hollandais ne fissent marcher à la rencontre du jeune prince des forces assez considérables pour menacer sérieusement l'Electorat de Cologne et les évêchés circonvoisins. Il détacha aussitôt le comte d'Anholt, avec les colonels Gallas, Lindeloo et Erwitte, pour barrer au duc l'entrée des évêchés de Munster et de Paderborn, mais jugeant, avec raison, ce corps trop faible pour prendre l'offensive, il réclama avec instance des secours de l'Infante. La princesse envoya immédiatement le comte Sforza Visconti donner l'ordre au comte Henri de Berg de se mettre en marche contre le duc de Saxe-Weymar. La retraite précipitée du prince Saxon donna lieu de croire à l'Infante que l'intervention de son armée était inutile. Cependant, sur de nouvelles démarches de Tilly, elle ordonna au comte Ernest d'Isenbourg de se poster dans l'évêché d'Osnabruck avec 5 régiments d'infanterie, et 1,000 chevaux, pour aider Anholt à purger le pays de garnisons ennemies. Le général de la Ligue eût désiré vivement, qu'après avoir accompli cette mission, Isenbourg eût amené à l'armée catholique les troupes sous ses ordres. Mais ce seigneur avait reçu des instructions directement contraires, et l'Infante résista à toutes les sollicitations de l'Electeur de Bavière et de Tilly pour la faire revenir sur ce point.

Dans l'intervalle, le comte de Tilly s'était dirigé lui-même avec la majeure partie de ses forces contre Halberstadt. Il essaya de faire admettre une garnison catholique dans la ville de Goslar, qu'il croyait trouver docile à ses conseils, après le danger auquel elle venait d'échapper. Les magistrats s'y montraient, en effet, assez disposés, mais la populace, excitée par les amis d'Halberstadt, s'ameuta. Le Bourgmestre, arrêté un instant, faillit être assassiné, et le conseil, saisi de terreur, n'osa donner suite à ses intentions. Le lieutenant général passa outre,

s'empara de Clausthal et de Zellerfeldt, et mit sa cavalerie à la poursuite de l'ex-administrateur. Le colonel de Cronberg, qui la commandait, talonna de si près l'arrière-garde du prince brunswickois, qu'il en culbuta une partie dans le Weser.

A Clausthal, Tilly fut atteint d'une fièvre tierce, dont les premiers symptômes, assez graves, jetèrent une grande alarme dans son armée. Jamais on ne vit mieux l'affection que lui portaient les soldats, la haute estime dont il jouissait dans l'Europe entière. A Nancy, comme à Bruxelles, à Vienne, comme à Munich, on attendait avec une anxieuse impatience, on se communiquait, avec empressement, les bulletins envoyés par les médecins sur cette santé si précieuse[1]. Au bout de quelques jours, le mal céda, Tilly se hâta de reprendre la marche contre Halberstadt. Suivant les traces de l'administrateur, il pénétra en Westphalie et le força d'évacuer l'évêché de Paderborn. Jusque-là le roi de Danemark, occupé de négocier avec le duc de Lunebourg-Celle qui l'amusait de belles paroles, était resté inactif. L'éloignement de Tilly sembla le réveiller, il envahit soudainement l'évêché d'Hildesheim, s'empara de quelques places, et fit mine d'attaquer les lignes de Wallenstein.

La nouvelle de ce mouvement parvint à Tilly, au moment où Halberstadt ramenait ses bandes, à travers la Hesse, dans la principauté de Grubenhagen; il était libre, son plan fut aussitôt arrêté. Il descendit rapidement sur le Weser, le franchit à Hameln et se présenta inopinément devant la ville de Hanovre, dont Christian IV venait de rappeler la garnison. Le lieutenant-général comptant sur l'impression de sa soudaine arrivée et sur les dispositions impérialistes des magistrats, se flattait d'entrer dans la place, sans coup férir; son espoir fut déçu. Bourgeois et magistrats se trouvèrent unanimes à repousser les somma-

[1] Archives du royaume. Corresp. de Maximilien. Corresp. hist.

tions du général catholique, et refusèrent de laisser entrer un seul de ses soldats dans leurs murs.

Les moyens de persuasion et les menaces inutilement épuisées, Tilly, qui n'était pas en mesure d'ouvrir un siége régulier, fit entamer des négociations amiables, par le colonel de Lerchenfeldt, commandant son avant-garde. Cet officier demanda aux magistrats l'engagement écrit de n'admettre, à l'avenir, aucune garnison danoise. Cette proposition rentrait parfaitement dans les vues des magistrats, non-seulement ils s'empressèrent d'y souscrire, mais encore ils offrirent à Tilly, 10,000 thalers, au colonel de Lerchenfeldt, une chaîne de cuirasse en or, et au commissaire de guerre Hoflager une riche coupe d'argent.

La diversion opérée par Tilly contraignit le roi d'abandonner ses projets contre Wallenstein et de rentrer dans l'évêché d'Hildesheim. Ce fut alors qu'Halberstadt tenta de soulever la Hesse et de détruire le corps du comte de Mérode. Prompt comme la foudre, Tilly apparut au cœur de la Hesse, et sa seule présence déjoua l'effort désespéré d'un ennemi aux abois. Passant la Werra, entre Eschwege et Allendorf, il remonta jusqu'à Hirschfeldt, dont il s'empara, le 8 mai. Délivré de toute inquiétude, par la retraite du prince Brunswickois et l'inactivité du roi, il revint lentement sur ses pas, désarmant toutes les petites places situées sur son passage, et ramassant tout ce qui put se trouver de grains et de vivres à plusieurs lieues à la ronde. Le Landgrave trembla dans sa capitale; mais, comme s'il eût dédaigné une victoire trop facile sur ce prince pusillanime, le lieutenant-général passa devant Cassel sans s'arrêter, et descendit le Weser jusqu'à Grebenstein. Maurice, voyant l'orage s'éloigner, respirait, lorsqu'il apprit que l'armée de la Ligue assiégeait Minden, sa principale forteresse.

Le 5 juin, en effet, Tilly avait quitté Grebenstein avec une partie de ses troupes, et dans la soirée il investissait

Minden. La position de cette ville, au confluent de la Werra et de la Fulda, dont la réunion forme le Weser, la rendait extrêmement forte. Elle était, en outre, défendue par une garnison de 800 Brunswickois, soldats d'élite, que commandait le lieutenant-colonel Cloux. Aussi la confiance des habitants allait-elle jusqu'à la présomption. Les sommations de Tilly furent rejetées avec dédain, et le siége commença : malgré le feu de la place, les travaux de tranchée furent poussés avec tant d'activité, que le 7 juin, les batteries des assiégeants, composées de douze pièces de gros calibre, se trouvèrent en état d'entamer la brèche.

Pendant trois jours, soldats et habitants rivalisèrent de zèle et de valeur dans la défense. Deux assauts furent vaillamment repoussés. Le 9 juin au soir, la brèche principale ayant été considérablement agrandie, Tilly envoya un parlementaire dans la ville, pour sommer le commandant de se rendre. Cloux rejeta la proposition avec d'autant plus de hauteur qu'il comptait sur des secours prochains, et qu'au pied de la brèche coulait, servant de fossé naturel, la Werra, qu'il croyait infranchissable en cet endroit. A ce refus, fait en termes cavaliers, les bourgeois ajoutèrent l'insulte, le parlementaire catholique fut hué et injurié. A neuf heures, l'artillerie des assiégeants ouvrit le feu, et quelques heures après les troupes de la Ligue se lancèrent à l'assaut, en quatre endroits différents. Le comte de Furstenberg, qui conduisait la véritable attaque, passa la rivière par un gué qui lui avait été signalé, et se jeta, avec furie, sur la grande brèche. Les défenseurs de Minden, surpris, résistèrent néanmoins avec opiniâtreté, mais bientôt culbutés, ils se réfugièrent, en désordre, dans le cimetière. Ils y furent poursuivis, forcés et massacrés. Les soldats de Furstenberg, ivres de fureur et de sang, sourds aux cris de miséricorde et de quartier, se livrèrent, pendant trois heures, à tous les emportements de la rage, aiguisée par la soif de la vengeance. Tout ce qui tomba sous leur main,

gens de guerre, bourgeois, femmes ou enfants fut impitoyablement égorgé, au milieu d'horribles clameurs, rappelant l'affront fait, la veille, au parlementaire. Le colonel Cloux, désespéré, épargné par les balles qu'il bravait au plus fort de la mêlée, ne voulut pas survivre à cette effroyable catastrophe. Par une étrange composition de conscience, reculant devant la lâcheté du suicide, il se fit tuer par un de ses valets. Pour couronner dignement cette scène d'horreur, l'église de Sainte-Egide, convertie en poudrière, sauta deux jours après, et couvrit de ses ruines les cadavres des habitants de Minden. Des 800 Brunswickois, 7 seulement survécurent à ce désastre.

Dès le lendemain du sac de Minden, Tilly somma, en termes impérieux, le Landgrave Maurice d'admettre garnison impériale dans Cassel, et appuya ses menaces de l'envoi de forces imposantes dans le voisinage de la résidence princière. Maurice essaya de détourner le coup par ses protestations ordinaires. A l'en croire, nul n'était plus que lui dévoué à l'Empereur, nul plus obéissant; la malice seule de ses ennemis pouvait supposer le contraire. Il prétexta sa ruine imméritée, l'épuisement de ses sujets, et tâcha, par tous les moyens, d'éluder l'extrémité de livrer sa dernière forteresse. Las de ces filandreuses divagations, Tilly prit un parti radical. Il convoqua les Etats du Landgraviat, pour le 17 juin, à Gudensberg, et déclara ceux qui ne comparaîtraient pas, atteints du crime de lèse-majesté. Les Etats effrayés obéirent, malgré l'opposition du Landgrave qui, craignant de se compromettre sans retour, résolut enfin de se faire représenter à l'assemblée, par le prince Guillaume, son fils.

Au jour marqué, le comte de Gronsfeldt et le commissaire-général, colonel Ruepp, se présentèrent devant les Etats au nom du comte de Tilly, et leur déclarèrent :

Qu'attendu que le Landgrave Maurice avait violé ses devoirs de vassal de l'Empire, soutenu les ennemis de l'Em-

pereur, appelé le duc Christian de Brunswick, et fait des préparatifs suivis d'un commencement d'exécution pour attaquer les troupes impériales, Sa Majesté Impériale exigeait 1° qu'il reçût quatre compagnies d'infanterie impériale dans sa forteresse de Cassel; 2° qu'il destituât et éloignât de sa personne ses conseillers suspects, nommément le jurisconsulte Wolfgang-Gunther; 3° qu'il abdiquât, en faveur de son fils aîné, le prince Guillaume.

Ce langage énergique fit, sur les Etats, une impression que ne purent effacer toutes les manœuvres de Maurice. Comme leur réponse, embarrassée par les négociations qu'ils avaient entamées avec leur souverain, se faisait attendre, Tilly fit avancer ses troupes et serra de près Cassel. Des escarmouches eurent lieu entre les avant-postes catholiques et les soldats Hessois. La crainte de voir éclater la guerre dans le pays et y promener ses fureurs rendit les Etats plus empressés. Tilly, que de nouvelles et importantes entreprises appelaient au dehors, consentit provisoirement à ne pas insister sur l'abdication du Landgrave, mais à son tour, Maurice fut contraint de signer l'engagement formel, sous peine de confiscation de tous ses fiefs, biens et domaines, de demeurer dans l'obéissance due à Sa Majesté Impériale; de n'ouvrir, à qui que ce fût, ses forteresses de Cassel, Ziegenhain et Rheinfels, de ne donner appui quelconque aux ennemis de l'Empereur, de rompre toutes ses correspondances étrangères, d'assister au contraire, en toutes circonstances, les troupes impériales, et de leur donner pleine liberté de passage et de repassage par ses terres. Par un second acte authentique, le Landgrave s'obligea à éloigner Wolfgang-Gunther, à se réconcilier avec la noblesse et à l'indemniser de tous les dégâts faits par ses soldats sur les terres nobles. La garantie de ces engagements fut l'occupation de Cassel par un détachement de l'armée catholique. On y trouva une énorme quantité d'armes et plus de 100 pièces d'artillerie. Halberstadt n'eut pas le loisir d'être

témoin de l'humiliation du prince auquel il attribuait, non sans raison, le misérable avortement de sa dernière campagne. Depuis longtemps, une fièvre lente le consumait. Les débauches inouïes et les fatigues sans mesure, entre lesquelles se partageait sa vie, avaient détruit ce corps, jeune par l'âge et prématurément vieilli par le crime. L'expédition de Hesse acheva d'épuiser ses forces et la violence du mal le cloua sur son lit, à Nordheim. Il se fit néanmoins transporter à Wolfenbuttel, où il espérait trouver des soins plus éclairés, et des médecins plus habiles. Il n'y trouva que la mort, et s'éteignit le 16 juin 1626, âgé seulement de 27 ans.

Le bruit courut qu'il avait été empoisonné, « lui estant sorti, écrivait un conseiller de l'Infante, un grand vilain ver par la gorge[1]. » L'Oesterreichischer-Loebeerkranz rapporte sérieusement le même conte (p. 95). Il donne même les dimensions du ver, quatre coudées de long et deux doigts de large. Cette vie si bruyante et si agitée prit fin dans le silence et le délaissement. La solitude se fit autour de Christian de Brunswick, dès que la maladie eut fait tomber l'épée de ses mains, et sa mort eut moins de retentissement que le plus vulgaire accident. Ce triste isolement de son agonie put être une cruelle expiation pour cet homme si épris de lui-même.

Ame dégradée par la débauche et le culte le plus grossier des sens, capable de toutes les audaces et de tous les excès, sans autre religion qu'une haine fanatique contre les catholiques, Halberstadt n'emporta dans la tombe que le mépris de ceux qui soldaient son bras mercenaire et les malédictions des innombrables victimes de son exécrable férocité. L'histoire se sépare sans regret de ce vénal et sanguinaire routier, dont l'unique et stérile mérite fut la bravoure du soldat.

[1] Archives du royaume. Corresp. hist.

CHAPITRE XIII.

Jalousie de Wallenstein contre Tilly. Sourdes menées contre l'armée de la Ligue. Les quartiers d'hiver. Efforts de l'Empereur pour faire disparaître la mésintelligence des deux généraux. Congrès de Bruxelles. Entrevue de Wallenstein et de Tilly. Plans de campagne communs. Opérations malheureuses de Wallenstein en Hongrie. Mort d'Ernest de Mansfeldt.

La nature orgueilleuse de Wallenstein ne pouvait souffrir qu'avec impatience la gloire acquise, au prix de tant de luttes sanglantes, par le vieux général de la Ligue et ses braves vétérans. Une sourde jalousie le dévorait, et malgré sa dissimulation habituelle, il n'avait pu s'empècher d'en laisser transpirer quelque venin. Toutefois, il n'osa d'abord laisser libre cours à ses sentiments, et sut persuader à son beau-père, le comte de Harrach, qui le répéta à l'Empereur, « qu'il considérait le comte de Tilly comme un père et un génie guerrier dont il se glorifierait de suivre les leçons. » Mais, à mesure qu'il s'éloigna de Vienne, il se contraignit moins et sa hauteur envieuse prit le dessus, dès que le rapprochement des deux généraux eut nécessité entre eux des communications suivies. Le duc de Friedlandt, s'étayant de son titre de généralissime de toutes les armées impériales, prétendit avoir le pas sur Tilly dont l'ame grande et généreuse ignorait les étroites susceptibilités de la vanité, et ne connaissait devant l'accomplissement de son devoir aucun obstacle d'amour-propre. Peu disposé de lui-même à s'opiniâtrer dans de puériles contestations, le général de la Ligue ne pouvait, dans cette circonstance, faire de concessions qu'avec l'assentiment de

l'Electeur de Bavière, car ce n'était plus sa personne, mais la dignité de son souverain qui était en jeu. Il demanda des instructions à Munich. Maximilien agit dans cette circonstance avec une modération remarquable. Il émit l'opinion que Tilly ayant également le titre de général de l'Empereur, chacun des deux chefs devait avoir la préséance à son tour, que si Wallenstein refusait d'accepter cette transaction, mieux valait, dans l'intérêt public, passer par ses exigences que de perdre le temps en discussions aussi stériles qu'irritantes. Il manifesta, néanmoins, l'espoir que Wallenstein aurait égard aux avis du lieutenant-général pour le plan des opérations de guerre, et que celui-ci qui connaissait l'humeur du duc de Friedlandt, mettrait dans sa conduite la circonspection et la sagesse nécessaires.

Fidèle aux conseils de l'Electeur, Tilly céda sans plus de difficultés la préséance à Wallenstein, mais le généralissime impérial n'en devint pas plus conciliant. Il évita de prêter son concours aux opérations entamées par son collègue contre le roi de Danemark. Lorsque l'hiver (1625-1626) approcha, il s'empara des meilleurs quartiers pour ses troupes, sans s'inquiéter des besoins de l'armée catholique. Au mois de décembre, cette armée, qui avait soutenu tout l'effort d'une campagne pénible et laborieuse, se trouva réduite à chercher ses cantonnements dans des contrées déjà épuisées par la guerre, et hors d'état de nourrir leurs hôtes. Tilly fit entendre de vives réclamations ; elles furent inutiles. Les remontrances de Maximilien de Bavière, les ordres les plus formels de l'Empereur venaient se briser contre l'inflexible volonté de Friedlandt. Les officiers impériaux rapidement pénétrés de l'esprit qui animait leur chef, allaient jusqu'à expulser violemment les régiments de la Ligue des postes qu'ils desservaient. Il fallut, pour mettre un terme à ces insolences, que Tilly donnât l'ordre à ses gens de repousser la force par la force. Les autorités des pays occupés par l'armée catholique se prévalurent de l'exemple

de Friedlandt, pour se refuser aux réquisitions des commissaires bavarois, et leur suscitèrent des obstacles de toute nature. L'hiver, saison de repos, fut pour les vétérans de Tilly, un temps de privations, d'autant plus cruelles qu'elles étaient moins prévues. « Les fatigues, la froidure, et la famine, écrivait-il à Bruxelles[1], me font plus de mal que l'ennemi. » La misère du soldat le provoquait à l'insubordination et à la violence, les paysans maltraités fuyaient en masses leurs villages, et, aigris par l'oppression, se vengeaient par mille moyens de ceux qu'ils regardaient comme leurs persécuteurs.

Loin de donner la plus faible assistance à Tilly, Wallenstein lui refusait jusqu'aux vivres. Il semblait faire de la scandaleuse abondance qui régnait dans ses quartiers, un appât à la désertion des soldats de la Ligue. Des centaines d'hommes, poussés par la faim, quittèrent leurs corps pour courir sous les drapeaux du généralissime impérial, qui les accueillait avec faveur. Des régiments entiers se trouvèrent, pour ainsi dire, dissous, et les choses en vinrent au point que Tilly manda à Munich qu'il allait se voir forcé d'évacuer les terres saxonnes.

L'Electeur de Bavière, inquiet des suites funestes que pouvait entrainer la mésintelligence des deux généraux, fit tous ses efforts pour y remédier. Il envoya son cousin, l'évèque d'Osnabruck, à Mayence, pour conférer, à ce sujet, avec le Nestor des princes allemands. L'archevèque Schweicard manifesta la crainte qu'il ne fût trop tard, et conseilla de nouvelles concessions. Mais ce systême, poussé jusqu'aux dernières limites par Tilly, avait été impuissant à calmer la hauteur, sans cesse croissante, de Wallenstein. L'Empereur, vivement pressé par Maximilien, s'émut à son tour, son attention venait d'être précisément éveillée par un grave différend survenu entre le duc de Friedlandt

[1] Archives du royaume. Corresp. hist. t. VI.

et le feld-maréchal, comte de Colalto, commissaire spécial de la couronne près du généralissime. Le contrôle que Colalto était chargé d'exercer sur l'administration intérieure de l'armée gênait Friedlandt, qui saisit la première occasion de s'en débarrasser brusquement. Des scènes violentes s'ensuivirent, qui eurent pour résultat la démission du feld-maréchal et son départ de l'armée. Le landgrave de Leuchtenberg, dépêché de Vienne, en toute hâte, pour apaiser cette querelle, fut chargé, en même temps, de rétablir la bonne harmonie entre Wallenstein et Tilly. Il arriva à Aschersleben, dans le courant d'avril, et fut reçu avec les plus grands égards par le duc de Friedlandt. Mais toutes les peines qu'il se donna pour accomplir la première partie de sa tâche échouèrent contre le refus obstiné de Colalto de reparaître au quartier-général du duc. Leuchtenberg fut sans doute plus heureux dans sa mission conciliatrice entre les deux généraux en chef, car il revint à la cour, annonçant hautement qu'il avait parfaitement réussi à faire disparaître jusqu'aux moindres nuages de leur ancienne mésintelligence. Il en donnait pour preuve que Tilly étant tombé gravement malade, à Clausthal, vers la fin d'avril, Wallenstein s'était empressé d'aller le visiter et n'avait cessé de témoigner la plus vive sollicitude pour la santé de l'illustre capitaine. L'amour-propre du Landgrave lui avait sans doute fait prendre de simples apparences pour des réalités, car des plaintes fort accentuées de Maximilien ne tardèrent pas à troubler la quiétude du cabinet de Vienne. L'approche de la saison active faisait ressortir l'urgence d'un accord parfait des deux armées, et l'on se hâta d'expédier à Aschersleben le comte de Trautmansdorf, président du conseil de guerre, avec la mission d'achever l'œuvre ébauchée par Leuchtenberg. L'autorité que donnaient à ce seigneur son âge et sa haute position parut exercer une influence favorable sur Wallenstein. Un rapprochement portant tous les caractères de la sincérité

eut lieu entre lui et Tilly. Malheureusement il dura peu, et Trautmansdorf avait à peine quitté Aschersleben que Friedlandt suscitait à son collègue de nouveaux embarras. Il semble, écrivait Maximilien, que Friedlandt soit commis à la protection des protestants et à la ruine des catholiques. Il a tant de soldats qu'il ne sait où les mettre, et malgré cela, il refuse tout appui à Tilly... Je ne puis comprendre cette façon d'agir, qui ne peut amener, en aucun cas, à un bon résultat[1]. Ces inquiétudes étaient partagées par l'Allemagne catholique, qui s'étonnait de ne voir s'accomplir aucun des événements décisifs qu'avait fait espérer le concours des deux puissantes armées de l'Empereur et de la Ligue. « On s'émerveille, écrivait un correspondant de la cour de Bruxelles, qu'elles ne fassent pas plus de progrès sur les ennemis, et on désirerait qu'elles se hâtassent d'entreprendre davantage dans cette saison[2]. » La cause de cette inaction était dans la mésintelligence des deux généraux. Lors de l'expédition du duc Jean-Ernest de Saxe-Weymar contre l'évêché d'Osnabruck, Tilly, affaibli par les nombreuses garnisons qu'il était obligé de mettre dans les places dont il s'était emparé sur le Weser, demanda du secours à Wallenstein. Au lieu de venir à son aide, le généralissime émit la prétention de fondre l'armée catholique dans la sienne, et menaça, en cas de refus, d'abandonner Tilly aux attaques des Danois. Cette circonstance et l'inertie calculée de Friedlandt, après la défaite de Mansfeldt, redoublèrent les alarmes. Les princes de la Ligue, désespérant d'obtenir l'unité d'action, par une entente cordiale des deux chefs, songèrent à la chercher dans l'unité de commandement. D'accord avec l'Empereur sur le principe, ils en différaient pour l'application. La cour de Vienne invoquait, en faveur de Wallenstein, le rang suprême du chef de l'Empire, la supériorité numérique de l'armée impé-

[1] Hurter. Wallenstein. p. 58. [2] Archives du royaume. Corresp. hist.

riale, les causes même de la guerre, au premier rang desquelles figurait le maintien des droits légitimes de l'autorité impériale. Rabaisser le duc de Friedlandt, en le soumettant aux ordres de Tilly, n'était-ce pas aller directement contre ces droits imprescriptibles et se mettre en contradiction flagrante avec les principes que les catholiques voulaient faire triompher en Allemagne? Ces arguments spécieux étaient soutenus par les ministres de Ferdinand, avec un zèle que stimulaient les habiles largesses de Wallenstein. Ils y ajoutaient de pompeux éloges du généralissime, qui n'attendait, à les en croire, que d'être investi du commandement général des forces catholiques, pour accomplir les plus grands exploits. Naturellement, ce langage ne rencontra, à Munich, qu'une médiocre sympathie. Les chefs de la Ligue partaient d'idées tout opposées, mais ce qui est plus remarquable, c'est que le cabinet de Bruxelles, si jaloux de maintenir la prééminence de l'Empereur et de la maison d'Autriche, sur l'électeur de Bavière, se prononça nettement pour Tilly. Aux yeux des ministres espagnols, il était indispensable que la direction suprême des opérations militaires fût confiée au comte de Tilly, qui n'avait point d'égal en talents, en expérience, en réputation et dont la personne inspirait au soldat autant de confiance que de respect et d'attachement. Wallenstein devait être tenu de recevoir ses ordres et de lui obéir ponctuellement, à moins que la séparation des ennemis, se portant sur différents points de l'Allemagne, ne nécessitât également la séparation des armées impériale et catholique. Le célèbre Spinola insista avec beaucoup de force dans ce sens, et déclara hautement que l'unité de commandement ainsi obtenue, était l'indispensable condition du succès[1].

L'opinion déjà exprimée par le comte de Harrach sur l'insuffisance de Wallenstein trouvait, on le voit, de l'écho

[1] Aretin. Beyern's Ausw Beytræge. p. 189.

à Bruxelles. Mais à Vienne, comme à Munich, on connaissait trop bien l'inflexible orgueil du généralissime impérial, pour croire, un seul moment, qu'il consentît jamais à subir d'autre autorité que celle de l'Empereur. Aussi, la pensée ne vint même pas de lui en faire la proposition. Il fallut en revenir au moyen terme de concilier les deux généraux; une occasion favorable s'offrait, on la saisit avec empressement.

Depuis le commencement de l'année 1626, les ambassadeurs de l'Empereur et de la Ligue étaient réunis en congrès à Bruxelles, avec les ministres de l'Infante, pour y déterminer les conditions d'une alliance nouvelle et plus étroite, entre les trois puissances. D'après le plan de Ferdinand, promoteur de conférences, une armée permanente, forte, au minimum, de 24,000 hommes d'infanterie, de 4,000 chevaux, avec 24 pièces d'artillerie, et susceptible d'augmentation, selon l'occurrence, aurait été mise sur pied et entretenue à frais communs, dans la proportion de moitié par les Etats de la Ligue, d'un quart par l'Empereur, et d'un quart par le roi d'Espagne; ce plan conçu, tout autant dans le but de diminuer l'importance du rôle du duc de Bavière, que dans celui de ménager les ressources déjà presque épuisées des Etats de la Ligue, ne touchait pas, d'ailleurs, à l'existence de l'armée impériale proprement dite, pas plus qu'il ne déchargeait l'Espagne de l'obligation où elle s'était, plus d'une fois, trouvée, de fournir des secours extraordinaires à la cause commune. Ainsi le corps d'armée du comte d'Isenbourg n'était pas considéré comme faisant partie du contingent espagnol, il en différait, non-seulement parce que sa mission était essentiellement temporaire et spéciale, mais aussi parce qu'il obéissait à un chef espagnol, tandis que le contingent, fondu dans l'armée catholique, devait être aux ordres du comte de Tilly.

Le cabinet bruxellois se montra d'abord favorable aux propositions de l'Empereur, mais bientôt les prétentions

exorbitantes, auxquelles il entendait prêter son concours, firent voir clairement qu'il songeait plutôt à exploiter les circonstances à son profit, qu'à donner une assistance efficace aux catholiques allemands. Il exigea d'abord :

1° Que l'Empereur et la Ligue rompissent ouvertement avec les Hollandais et embrassassent la querelle de l'Espagne ;

2° Que la guerre contre le roi de Danemark fût poussée jusqu'à ce que les armées impériales se fussent emparées d'un port de la Baltique, à désigner par le roi, « afin que les navires de Sa Majesté Catholique s'en pussent servir pour empêcher la navigation et le commerce de ses provinces rebelles des Pays-Bas. »

Ce n'était pas tout, peu de jours après, le Baron de Schoenbourg, plénipotentiaire de l'Infante, présenta au congrès un nouveau projet de traité, beaucoup plus étendu que le premier, et dans lequel les secrètes inspirations du gouvernement espagnol se révélaient encore plus clairement.

Les principales clauses portaient :

1° La création d'une nouvelle Ligue, par conséquent l'abolition de l'ancienne. L'intention qui avait dicté cet article, avait son corollaire dans la consécration formulée plus bas, de la suprématie de l'Empereur, de qui, seul, devaient relever les commandants d'armée et auquel appartenait exclusivement la direction de la Ligue.

« Ceci est pour limiter l'autorité du duc de Bavière, est-il écrit en marge d'une minute dressée par le secrétaire de l'Infante. »

2° La mise au ban de l'Empire des Hollandais, et enfin la cession, aux Espagnols, de toutes les places si péniblement conquises par l'armée de Tilly au Palatinat.[1]

Ce n'était pas prêter, mais bien vendre son concours à

[1] Archives du Royaume. Liasse de l'Audience.

un prix qu'eussent à peine accepté les vaincus. L'envoyé de l'Empereur lui-même se révolta contre ces étranges prétentions et le nonce apostolique, qui ne prenait d'ailleurs aucune part aux conférences, ne craignit pas d'en montrer son étonnement; on devine facilement l'impression que fit à la cour de Munich la communication du projet espagnol. L'Electeur comprit parfaitement que le coup était dirigé contre lui, mais les circonstances lui commandaient de garder les apparences et d'agir avec circonspection. La situation de l'Allemagne venait d'être gravement compliquée par la révolte des paysans de la Haute-Autriche. Plusieurs régiments impériaux, dirigés en toute hâte sur ce point, avaient été insuffisants pour comprimer les troubles, et Maximilien se voyait contraint d'y envoyer de nouvelles levées primitivement destinées à l'armée de Tilly; outre l'affaiblissement qui en résultait pour le lieutenant-général de la Ligue, il était à craindre que Mansfeldt s'empressât de venir donner la main aux insurgés et de jeter de l'huile sur le feu. Des rapports confidentiels annonçaient, d'autre part, que le roi de Suède se disposait à mener, en personne, 16,000 hommes au roi de Danemark. Ce n'était donc pas le moment de laisser éclater son indignation et de rompre en visière avec l'Espagne. Maximilien tourna la difficulté. De concert avec l'Empereur, il représenta à l'Espagne l'état des affaires que l'Empire laissait peu le loisir de négocier, et exigeait avant tout l'action. Il rappela qu'en plusieurs occasions, et notamment au siége de Bréda, la Ligue avait prêté secours, sans hésitation ni condition, aux armées espagnoles, et il demanda que le contingent de l'Espagne fût envoyé de suite à l'armée de Tilly, préalablement à toute discussion d'articles ou de clauses.

Tel fut le sens des instructions que l'Electeur de Bavière envoya au baron de Preysing, son plénipotentiaire à Bruxelles. On y remarque, outre la recommandation expresse d'agir avec prudence et précaution, celle de ne pas vanter

le mérite de Tilly. La méfiance, éveillée par la conduite du gouvernement espagnol, lui avait-elle rendu suspects les liens qui unissaient son lieutenant aux Pays-Bas? Craignait-il que les louanges, naguère données à Tilly par Spinola, ne cachassent quelque projet secret de mettre à profit ces liens pour l'attirer au service espagnol, ou qu'on ne voulût grandir le général pour déconsidérer le souverain? Redoutait-il enfin que l'excès de confiance dans les talents militaires du vaillant capitaine n'accrût encore les lenteurs du cabinet espagnol? C'est ce qui est difficile à déterminer. Quoi qu'il en soit, Tilly secondait énergiquement par ses dépêches les efforts du baron de Preysing pour obtenir l'envoi sans retard des troupes espagnoles. Il ne cessait d'exposer à l'Infante les dangers d'un plus long retard, la force de ses ennemis, la faiblesse de ses ressources. A ces réclamations vinrent se joindre celles de tous les Etats catholiques de l'Allemagne; princes, prélats, généraux, multipliaient les lettres et écrivaient, comme Maximilien, à l'Infante, que c'était l'heure d'agir et non de délibérer, que jamais plus graves périls n'avaient menacé les catholiques, et que moins que jamais il était permis à l'Espagne de refuser son assistance aux alliés fidèles et dévoués de la maison d'Habsbourg[1]. L'Infante parut ébranlée, elle se répandit en promesses et pour donner preuve de sa bonne volonté dépêcha le sieur de la Motterie, gouverneur de Maestricht, au quartier-général de Tilly avec charge de s'entendre avec les deux généraux sur les mesures propres à la coopération active du contingent espagnol, dont le chiffre fut fixé à 6,000 hommes d'infanterie, 18 escadrons et 6 pièces d'artillerie.

Cette décision fut accueillie avec joie par les cours de Vienne et de Munich. L'Empereur craignit cependant que

[1] Archives du Royaume. Corresp. de Tilly. Corresp. de Ferdinand II. Corresp. de Maximilien. Corresp. de Wallenstein. Corresp. des Electeurs ecclésiastiques.

Wallenstein ne crût au-dessous de lui de sembler faire un pas vers Tilly, et jugea prudent de le faire disposer à cette démarche par le comte de Trautmansdorf. Contre toute attente, l'altier général se montra aussi facile que Ferdinand pouvait le désirer, et l'entrevue, fixée à Duderstadt, ville voisine de celle de Goettingen, qu'assiégeait alors Tilly, eut lieu dans les derniers jours de Juin. Les deux chefs se traitèrent avec tous les dehors d'une amitié et d'une estime réciproques; les conférences qui s'ouvrirent entre eux et le sieur de la Motterie, eurent immédiatement après, tous les résultats qu'on en pouvait espérer. Il fut convenu que le corps auxiliaire espagnol rejoindrait, au plus tôt, l'armée de Tilly, à laquelle Wallenstein promit de détacher immédiatement les deux régiments d'infanterie de Holstein et de Lunebourg et le régiment de cavalerie de Lunebourg.

L'itinéraire de ce corps fut tracé avec précision, et l'on arrêta que les opérations militaires commenceraient, de commun accord, aussitôt après son arrivée. Les deux armées devaient se réunir vers Tangermunde, manœuvrer le long des deux rives de l'Elbe, « pour, de là, commencer l'exécution et chasser l'ennemi de toutes ses positions, soit sur l'Elbe, soit sur le Weser. »

Le 3 juillet, la Motterie retourna à Bruxelles pour y donner connaissance de ces plans et hâter les mesures d'exécution. Wallenstein et Tilly rentrés chacun à leur quartier-général, y apprirent la nouvelle de différents mouvements militaires des Danois. Les avis touchant les nouvelles de la prochaine arrivée du roi de Suède au camp danois, avec une armée considérable, semblaient aussi se confirmer. Tous deux se hâtèrent d'en informer l'Infante, soit pour presser l'envoi du secours promis, soit pour demander qu'un second corps d'armée espagnole fût envoyé en observation sur les frontières de la Westphalie, afin que nulle inquiétude, à cet égard, ne vînt gêner les grandes

opérations militaires adoptées. Le 21 juillet, Tilly mandait encore à l'Infante « que le bien commun était intéressé à la moindre perte de temps et que tant promptement ne saurait être la résolution (concernant le secours), qu'elle n'aura donné que trop d'avantage à l'ennemi. Il ne se contenta pas d'écrire, il envoya l'un de ses aides-de-camp, Robert Pudean, à Bruxelles. Malgré ses démarches de toute nature, malgré celles de l'Empereur, du duc de Bavière et des autres princes catholiques, les promesses de l'Infante restèrent à l'état de lettre morte, et le gouvernement espagnol, occupé par les entreprises des Hollandais, se trouva dans l'impossibilité d'acheminer le secours promis. Heureusement pour Tilly, Wallenstein, plus fidèle à ses engagements, lui envoya, vers la fin de juillet, un contingent de troupes dont l'utile concours aida puissamment au gain de la bataille de Lutter.

Le duc de Friedlandt se disposait à augmenter le chiffre des renforts qu'il consentait enfin à donner à l'armée de la Ligue, lorsqu'il en fut détourné par une nouvelle expédition de Mansfeldt. L'infatigable aventurier avait, en effet, profité du répit que lui laissait Wallenstein, pour réparer ses pertes. Secrètement secondé par l'électeur de Brandebourg, il eut bientôt réuni une armée de 8,000 hommes, que vint renforcer le corps à peu près aussi nombreux du duc Jean-Ernest de Saxe-Weymar. Le 30 juin, il se mit en marche sur la Silésie, qu'il comptait soulever; l'approche rapide du colonel Pechman, dépêché sur ses traces par Wallenstein, avec trois régiments de cavalerie, dont les chevaux portaient de plus, en croupe, deux régiments d'infanterie, paralysa ce plan. Mansfeldt et Weymar, poursuivant leur route, pénétrèrent en Moravie, dans l'intention de donner la main à Bethlen-Gabor, qui venait de reprendre les armes contre l'Empereur. Cette concentration de tant de forces ennemies inquiéta vivement la cour de Vienne, qui s'étonnait, à bon droit, des lenteurs de

Wallenstein. Le général impérial s'était, en effet, peu hâté de soutenir son lieutenant; un mois entier s'écoula avant qu'il parût vouloir s'ébranler. Enfin, harcelé par les ordres répétés de l'Empereur, il se mit en mouvement avec le gros de son armée, fort d'environ 30,000 hommes, et se dirigea sur la Hongrie, à travers la Lusace, la Silésie et la Moravie. Dans les derniers jours de septembre, il atteignit les bords de la Waag, derrière laquelle campaient Mansfeldt et ses alliés. En cet endroit, il fut rejoint par Nicolas Esterhazy et Georges Zriny, qui lui amenèrent près de 25,000 Hongrois et Croates. On s'attendait à ce que le duc de Friedlandt, disposant de forces supérieures, en écrasât ses adversaires ; ses officiers réclamaient hautement l'attaque. Mais, soit que les augures qu'il tirait de ses horoscopes, lui parussent défavorables, soit crainte de terminer trop vite la guerre, soit influence de cette étrange pusillanimité qui se remarque à chacune des grandes circonstances de sa vie, il laissa son armée s'épuiser misérablement de faim, de misère et de maladie, pendant qu'il négociait avec Bethlen. Ce prince, aussi inconstant qu'égoïste, accueillit avidement les ouvertures de Friedlandt. Quelques échecs partiels avaient suffi pour calmer son ardeur guerrière, et le spectacle des déplorables querelles de rivalité qui divisaient Mansfeldt et Weymar était peu propre à encourager ses sympathies pour eux. Heureux de se tirer, sans perte, du mauvais pas dans lequel il se trouvait engagé, il fit sa paix avec l'Empereur, et n'hésita pas un moment à sacrifier ses alliés de la veille. Mansfeldt, obligé d'abandonner la Hongrie, et hors d'état de continuer seul la lutte, licencia ses troupes et se disposait à gagner Venise, lorsque la mort le frappa. Jean-Ernest le suivit de près dans la tombe, dernière victime de la mauvaise fortune qui, pendant cette année, 1626, sembla s'attacher aux principaux ennemis de l'Empereur.

CHAPITRE XIV.

Campagne de 1626. Anholt chasse les Danois de l'évêché d'Osnabruck. Siége de Gœttingen. Frédéric-Ulrich de Brunswick Wolfenbuttel négocie avec Tilly. Le roi de Danemark se dispose à secourir Gœttingen. Combat de Calemberg. Prise de Gœttingen. Investissement de Nordheim. Habiles manœuvres de Tilly. Retraite du roi de Danemark. Tilly le poursuit. Bataille de Lutter. Ses conséquences stratégiques.

La nécessité d'exposer la nature des rapports qui s'établirent, dès le principe, entre le général de la Ligue et le Duc de Friedlandt, et de montrer leur influence sur les événements, nous ont forcé d'interrompre le récit des opérations militaires de Tilly, pendant la campagne de 1626; nous le reprenons, au point précis où nous l'avons laissé.

Tandis que Tilly soumettait la Hesse, le comte d'Anholt reprenait successivement toutes les places occupées par les Danois, dans l'évêché d'Osnabruck. A quelque distance de lui, le comte d'Isenbourg manœuvrait de manière à purger d'ennemis le reste de la Westphalie. Afin d'arrêter les progrès des généraux catholiques, le roi de Danemark dirigea contre eux le corps d'armée du défunt administrateur d'Halberstadt, fort de 8,000 hommes d'infanterie et de 50 cornettes de cavalerie. Aussitôt, Anholt rappela à lui le comte d'Isenbourg, et l'Infante, sur la demande de Tilly, lui expédia quelques renforts du Wetterau. La rapidité avec laquelle ces mesures furent prises, fit échouer l'entreprise des Danois. Ils revinrent sur leurs pas, sans autre résultat de leur expédition, que le pillage de quelques pauvres bourgades.

Désormais libre dans ses mouvements, à l'abri d'une diversion dangereuse sur ses derrières, Tilly résolut de prendre vigoureusement l'offensive contre le roi de Danemark et ses alliés. Il n'ignorait pas que les princes du Cercle de la Basse-Saxe, même les plus hostiles à l'Empereur, n'hésiteraient pas plus que le Landgrave Maurice à s'humilier et à abandonner le roi, dès que le péril s'approcherait d'eux, sous une forme menaçante. Le temps était venu, d'ailleurs, de faire expier, au plus puissant d'entre eux, Frédéric-Ulrich, la part active qu'il avait prise dans les menées de Christian IV et dans les faits de guerre de son frère Halberstadt. Goettingen, ville importante, située sur la Leyne, à quelques lieues de Minden, se trouvait la première exposée aux coups des catholiques. Dans le courant du mois de juin, Tilly la fit sommer de recevoir garnison de la Ligue. Les magistrats s'y refusèrent et demandèrent immédiatement du secours au roi, car ils n'avaient alors, à leur disposition, qu'un petit nombre de miliciens mal exercés, commandés par le comte de Solms. Christian IV, justement inquiet, fit relever Solms et ses gens par quelques milliers de ses meilleurs soldats, sous les ordres du major Tœnnies. Le 17 juin, le comte de Furstenberg, général de l'artillerie catholique, parut devant la place, à la tête d'un corps considérable. Sa première intention avait été d'essayer un coup de main, mais le feu meurtrier des remparts et le succès d'une sortie de la garnison, l'obligèrent à abandonner cette pensée et à entreprendre un siége régulier. L'aspect de ses travaux, loin d'intimider les habitants de Goettingen, stimula leur ardeur. Tout ce qu'il y avait d'hommes valides demanda à partager les fatigues et les dangers du soldat ; ils passaient le jour à s'exercer au maniement des armes, la nuit à veiller sur les remparts. Le reste, vieillards, femmes et enfants travaillaient avec un zèle admirable à porter les vivres, les munitions, les matériaux, pour la réparation des murailles. Ce

n'était plus une ville, mais un vaste camp, dont chaque membre concourait, selon la mesure de ses forces, à la défense générale. Les assiégeants, à leur tour, redoublèrent d'activité, en dépit des échecs que leur firent subir à plusieurs reprises des sorties habilement dirigées. En peu de jours ils parvinrent jusqu'aux bords du fossé principal, large et profonde tranchée qu'alimentait la Leyne. Le franchir, offrait de sérieuses difficultés. Le génie de Furstenberg crut avoir trouvé moyen de surmonter l'obstacle. Imitant l'exemple donné en 1168 par Henri-le-Lion, au siége de Disenberg, il fit venir des montagnes du Harz trois cents mineurs, qu'il chargea de creuser des galeries souterraines destinées à servir d'écoulement à l'eau des fossés. Ce grand travail approchait de son terme, lorsque Tœnnies en eut l'éveil. Il fit aussitôt creuser des contremines, et, favorisé par une surabondance extraordinaire de pluies qui survinrent à cette époque, il parvint à paralyser complétement les efforts de Furstenberg, qui perdit, en cette occasion, plus de 150 de ses mineurs. Le peu de progrès du siége inquiétait Tilly, alors occupé à conférer avec Wallenstein, sur un plan de campagne commun. Il craignait, avec raison, que le roi de Danemark n'accourût au secours de Goettingen et et ne le forçât à accepter une bataille, dans des conditions désavantageuses pour l'armée catholique. Dès qu'il eut terminé ses délibérations avec le général de l'Empereur, il accourut au camp de Goettingen et prit la direction suprême des opérations. Sa présence releva le moral un peu affaibli de ses soldats, et se fit sentir aux assiégés, par la nouvelle ardeur appliquée aux travaux de tranchée. La ville étroitement cernée se vit bientôt en proie à la famine et aux maladies pestilentielles. Une effroyable mortalité décima les rangs de ses défenseurs, sans que leur admirable constance fût ébranlée. L'abandon où les laissait Christian IV, malgré les navrants tableaux qu'ils lui faisaient de leur détresse, fut même

impuissant à les abattre, et l'énergie de leur résistance ne faiblit pas un seul instant.

Il n'en était pas de même de Frédéric-Ulrich, dont la conduite vérifia pleinement les calculs de Tilly. Ce prince, effrayé des entreprises du général de la Ligue sur ses Etats, s'empressa de nouer des négociations avec Tilly, par l'intermédiaire du duc de Lunebourg-Celle. Tilly accueillit favorablement ces ouvertures, mais refusa d'aller plus loin avant que Frédéric-Ulrich se fût complètement séparé du roi de Danemark. Le bruit de ces pourparlers ne tarda pas à parvenir aux oreilles de Christian IV et le tira enfin de sa torpeur. Depuis le commencement du siége de Goettingen ce monarque avait à peine donné signe de vie, bien que de Wolfenbuttel où il se trouvait, il pût facilement venir donner la main aux défenseurs de la place. Au lieu de se mettre en marche avec toutes ses forces, il se contenta d'ordonner au général Fuchs, qui était à Tangermunde, de se porter sur Goettingen. Fuchs, surveillé de près par le corps du duc Georges de Lunebourg, que Wallenstein avait laissé sur l'Elbe, avec ordre de rallier en cas de besoin l'armée de Tilly, ne put obéir. Le roi, de plus en plus pressé par les instances des habitants de Goettingen, se décida enfin à agir lui-même. Il s'empara de quelques petites places tenues par les gens de la Ligue, et chargea le Rhingrave, Othon-Louis, d'attaquer le château de Calenberg, poste important, à la conservation duquel il savait que les catholiques attachaient un grand prix. Il espérait ainsi détourner l'attention de Tilly, le forcer à affaiblir son armée de siége et la battre en détail. Ce plan eut un commencement de succès. A la nouvelle que le Rhingrave avait pris le château de Steuerwald et assiégeait Calenberg, avec 47 escadrons de cavalerie et 3 régiments d'infanterie, Tilly détacha contre lui le comte de Furstenberg, avec 4,000 hommes, pour observer les mouvements de l'ennemi et faire lever le siége, s'il était possible. A deux lieues de

Calenberg, Furstenberg rencontra le baron de Fours, colonel de l'armée impériale, qui battait la campagne, à la tête de 2 régiments de cavalerie et 300 mousquetaires. Ce secours fortuit vint fort à point au comte de Furstenberg, car ce seigneur venait d'apprendre que le Rhingrave s'avançait contre lui avec toutes ses forces, ne laissant qu'un faible détachement devant Calenberg. Il fit grande chère à de Fours et lui confia le commandement de son avant-garde, entièrement composée de cavalerie. Le 27 juillet, la petite armée aperçut les Danois rangés en bon ordre de bataille, devant le village de Roessing. De Fours s'approcha d'eux jusqu'à une distance de cinquante pas. Pendant une demi-heure, les deux partis restèrent en observation, l'un devant l'autre, sans brûler une amorce. A ce moment, de Fours reçut l'ordre d'attaquer. Suivi de son régiment, il fondit aussitôt sur l'ennemi, essuya une première décharge sans y répondre, aborda franchement les Danois à l'arme blanche, et disparut dans leurs rangs. Cette charge brillante vigoureusement exécutée, produisit un commencement de désordre dans la cavalerie du Rhingrave. Furstenberg saisit le moment pour lancer, sur elle, les cuirassiers d'Eynatte, de Cronenberg et de Schoenbourg. Ces masses s'ébranlent au commandement de leurs chefs, et, semblables à une avalanche, écrasent, de leur poids, les escadrons danois. Ceux-ci essaient en vain de résister; ils se débandent dans une affreuse confusion. Trois fois, leurs officiers les rallient et les ramènent au combat; trois fois ils sont culbutés. Ils abandonnent enfin le champ de bataille, et entraînent l'infanterie qui n'avait guère pris part au combat. Le Rhingrave démonté se sauva à pied, laissant plus de 300 des siens sur le carreau. Parmi les morts, on reconnut le colonel Freytag, commandant en second du corps danois, deux lieutenants-colonels, et plusieurs autres officiers. La perte des catholiques fut insignifiante, leur butin considérable.

Furstenberg ramena ses troupes victorieuses au camp de Tilly, le baron de Fours alla prendre position à Wernigerode, où il fut rejoint par le corps du duc Georges de Lunebourg. Après cette jonction, ses forces montèrent à 3 régiments d'infanterie et 5 de cavalerie, dont il garda la charge, en attendant que le duc Georges, occupé à se débattre contre les infidélités et les fraudes de ses fournisseurs d'armes, pût reprendre son commandement.

La nouvelle du glorieux combat de Calenberg jeta une grande animation dans l'armée, devant Goettingen. Chefs et soldats, jaloux de cueillir aussi leur part de lauriers, réclamèrent à grands cris l'assaut. Tilly qui tenait à sauver la ville, enchaînait cette ardeur, dans l'espoir que les assiégés, déjà aux abois, se voyant privés de tout espoir de secours, finiraient par céder à la pression de la nécessité. A plusieurs reprises, il les fit sommer de se rendre, sans pouvoir vaincre leur inflexible résolution, et déjà il avait donné l'ordre de tout préparer pour l'assaut, lorsqu'enfin Tœnnies se détermina à parlementer. Mais laissons parler Tilly lui-même, afin qu'on puisse juger si l'homme qui s'exprime comme on va le voir, si le général si ménager du sang même de ses adversaires a le moindre trait de ressemblance avec le sombre portrait que les passions protestantes ont tracé du vainqueur de Magdebourg.

« Le dimanche, 9 août, écrivit-il à l'infante Isabelle, après que, par un long travail et de très-grandes difficultés, j'avais fait tirer l'eau d'une partie des fossés de la ville, j'ay, dez le matin, fait jouer mes battéries avecq tel effect, que vers le soir bresche a esté faicte en deux endroitz, et bien que mes soldats se montraient fort résolus de bien faire, néanmoins auparavant que de hasarder l'assaut, qui ne se pouvait donner sans grande perte de gens, tant à cause de l'animosité des ceulx de dédans que de leur grand nombre, lequel comprins ensemble les soldats, bourgeois et paysans estait bien de 6,000 combattants, j'ay trouvé à

propos de les faire sommer encore une fois de se rendre, sur quoy s'est ensuyvy qu'ils ont commencé de parlementer, et enfin, après la capitulation concertée, la ville s'est rendue, mardy l'onziesme ; c'est une bien bonne place, et laquelle nous est de très-grande importance, les soldats en sont sortiz, avecq les armes et bagages, au nombre de 5 compagnies d'infanterie et de 2 de cavallerie, et ont pris leur chemin vers Hanovre. »

La chute de Goettingen arrivait à temps, car Tilly venait d'apprendre que le roi de Danemark, décidé à venger l'échec essuyé par ses troupes devant Calenberg, concentrait son armée entre Wolfenbuttel et Goslar, avec l'intention, bien arrêtée, de faire une vigoureuse tentative pour dégager la place assiégée. Ainsi qu'il l'écrivait, le plus fort de la besogne lui venait alors sur les bras, car ses forces étaient bien inférieures en nombre à celles du roi. Suppléer à cette infériorité par la rapidité et l'audace de ses mouvements, hâter sa jonction avec le baron de Fours, tel fut le plan qu'il adopta et dont il commença immédiatement l'exécution. Un peu au-dessous de Goettingen, en suivant le cours de la Leyne, se trouve, entre cette rivière et la Ruhm, la ville de Nordheim, forteresse importante, où Halberstadt, en évacuant la Hesse, avait entassé la plus grande partie des richesses enlevées par ses hordes aux populations de la Westphalie. Les habitants, mécontents du roi de Danemark et fatigués des exactions de leur garnison, paraissaient peu enclins à supporter les nécessités d'un siége. Tilly, informé de ces dispositions, essaya d'en profiter. Aussitôt après la prise de Goettingen, il fit cerner Nordheim par sa cavalerie que soutinrent le régiment d'infanterie de Serbelloni et 6 compagnies de Croates. Il eût désiré se rendre lui-même immédiatement sous les murs de la place, mais il en fut empêché par une indisposition qui le retint deux jours à Goettingen. Sur ces entrefaites, il eut avis que le roi s'était mis en marche pour secourir

Nordheim avec 90 cornettes de cavalerie, 16,000 hommes d'infanterie et 25 pièces de canon. Il accourut aussitôt devant Nordheim, et prit le 16 août, une position avantageuse dans les prairies qui forment l'angle tracé au-dessous de Nordheim par la Leyne et la Ruhm, à leur point de jonction. Une partie de son infanterie garnissait la rive gauche de la Leyne, l'autre couverte par la cavalerie et appuyée de 3 pièces de campagne occupait la rive droite. L'avant-garde danoise parut bientôt sur les hauteurs que sillonne la route de Nordheim à Limbecke, et chargea presque immédiatement la cavalerie de la Ligue. Celle-ci, après avoir soutenu quelque temps le combat, ouvrit tout à coup ses rangs par une manœuvre habile et démasqua un gros de mousquetaires dont le feu meurtrier arrêta court les escadrons danois. A mesure que les renforts leur arrivaient, les chefs de l'avant-garde royale renouvelèrent les attaques, sans pouvoir avancer d'un pas. Le feu, parfaitement dirigé, de l'infanterie catholique et de ses 3 pièces de campagne, paralysa constamment leurs efforts. La nuit vint mettre un terme à ce combat, dont tous les honneurs demeurèrent à Tilly.

Cependant, sa position dans un terrain étroit et resserré, peu favorable aux mouvements de sa cavalerie, avec Nordheim au dos, ne pouvait être maintenue. Son intention n'avait été en réalité que d'amuser l'ennemi, et de donner au baron de Fours le temps de gagner, sans encombre, le rendez-vous qu'il lui avait assigné derrière Goettingen. Dans la nuit du 16 au 17, il opéra silencieusement sa retraite, ne laissant derrière lui qu'un petit nombre de soldats et de tambours chargés les uns d'entretenir les feux, les autres de battre le réveil comme à l'ordinaire, afin de tromper la surveillance de l'ennemi. Ces mesures, ponctuellement exécutées, eurent si plein succès, que le lendemain, lorsqu'on vint annoncer à Christian IV que l'armée de la Ligue avait disparu tout entière, ce prince n'en voulut

rien croire, avant d'avoir vérifié le fait de ses propres yeux. Le 17, Tilly continua son mouvement de retraite, et porta son quartier-général à Angerstein. Christian trop peu expert pour pénétrer les vues de Tilly, s'abandonna sans arrière-pensée à l'ivresse de ce qu'il nommait un triomphe. Il perdit un temps précieux à Nordheim, qu'il ravitailla, et reprit sa marche, le 20 août, dans la direction de Duderstadt. Son plan était de pénétrer dans la Thuringe, par l'Eichsfeldt, et de porter la guerre dans les Etats même de la Ligue; il s'inquiétait peu de l'armée catholique qu'il se persuadait avoir vaincue et du corps de de Fours, qu'il comptait écraser facilement. L'évènement prouva la vanité de ses calculs. A la réception des ordres de Tilly, de Fours sans prendre le temps de rappeler les dragons de Golz et le régiment d'infanterie d'Aldringen qu'il avait détachés, peu de jours avant, dans l'évêché d'Hildesheim, prit la route de Goettingen, avec 4 régiments de cavalerie et 2 d'infanterie. Ce fut, grâce à cette obéissante promptitude, qu'il dut de ne pas être coupé. Entre Duderstadt et Goettingen, il rencontra les éclaireurs danois, et quelques heures plus tard, il fût tombé tout au milieu de l'armée royale. Le 21 août, il campa sous le canon de Goettingen. Le lendemain, 22, il tourna la place et opéra sa jonction avec Tilly. Le général attendait avec impatience ce moment pour reprendre l'offensive, et le même jour malgré un orage affreux, il fit avancer le gros de son armée vers Duderstadt, laissant le reste avec les bagages à Niedeck. Dans la soirée, il atteignit Welmanshausen, village situé à deux lieues de Duderstadt, et y établit son quartier-général. Sa cavalerie se répandit dans les environs, et le 23, ce qui était demeuré d'infanterie à Niedeck arriva au camp.

L'énergie de ce mouvement agressif déconcerta le roi de Danemark. Ce monarque était entré la veille à Duderstadt, d'où il se proposait de pousser sa pointe vers la Thuringe, lorsque Tilly vint lui barrer résolument le chemin.

Il ne pouvait plus faire un pas en avant sans livrer bataille. Si acceptant franchement la nécessité, il eût attaqué l'armée catholique dès le premier jour, alors qu'elle était harassée de sa marche forcée de la veille, et encore incomplète, probablement que la victoire eût couronné son audace. Au lieu de prendre ce parti, il hésita et se contenta de l'inutile démonstration de ranger les troupes en bataille, comme s'il attendait l'attaque que lui-même n'osait hasarder. Tilly profita du temps pour reposer ses soldats et rassembler toutes ses forces. Il se proposait d'attaquer les Danois dès le lendemain, et de grand matin il monta à cheval pour reconnaître leurs positions. Il trouva celles-ci abandonnées, car le roi renonçant à forcer l'obstacle subitement surgi devant ses pas avait commencé, pendant la nuit, un mouvement de retraite. Tilly se mit immédiatement à sa poursuite, harcelant sans relâche son arrière-garde. Le 25, le roi continua sa marche sur Seesen, serré de près, par la cavalerie du baron de Fours, que n'arrêtaient ni la destruction des ponts sur la rivière, ni l'incendie des villages, allumés par les Danois pour lui opposer une barrière de feu.

A peu de distance de Seesen, se trouve un étroit défilé, nommé la passe de Linden, que l'armée danoise devait traverser. Le roi, que la poursuite acharnée du brave de Fours inquiétait vivement, posta à l'entrée de ce défilé 400 mousquetaires, 200 dragons, avec 2 pièces de canon, sous le commandement d'un capitaine. L'avantage de cette position rendait facile à ce détachement la tâche d'arrêter la cavalerie catholique et de couvrir jusqu'à la nuit la retraite royale. Vaine précaution! à peine l'armée de Christian achevait-elle de franchir la passe que de Fours tomba avec son impétuosité ordinaire, sur le poste placé à l'entrée et le tailla en pièces, après un rude combat. Le roi, contraint de faire volte-face, se hâta de ranger ses troupes en bataille, avec l'artillerie en avant. Il fit en même temps filer ses bagages sur Lutter, afin de rendre

ses mouvements plus libres, mesure qui devait lui être funeste.

Du chef, la démoralisation était descendue dans les derniers rangs de l'armée. La désertion, la maraude et la fatigue lui avaient enlevé un grand nombre de soldats. Le reste, sans confiance dans ses généraux, était en proie au découragement.

Christian IV prenait ses dernières dispositions, lorsque l'armée catholique déboucha des passes de Linden et vint se masser vis-à-vis des Danois. Une hauteur occupée par les avant-postes royaux parut à Tilly offrir une bonne position pour son artillerie, il en fit déloger l'ennemi et y établit quelques batteries. Jusqu'à la nuit les deux armées se canonnèrent sans résultat remarquable.

Le 26, à minuit, l'armée danoise reprit son mouvement de retraite sur Wolfenbuttel, éclairant sa route par l'embrasement des villages situés sur son passage, et constamment suivie l'épée dans les reins par de Fours, qui sabra quelques détachements de l'arrière-garde. La contrée qu'elle traversait est étroite et entrecoupée de défilés, au delà desquels se déploie une plaine ouverte et marécageuse, que domine le château de Lutter. Cette plaine n'offrait alors que deux issues accessibles à une armée. La première qui conduit à Langelsheim, éloignait le roi de son but, Wolfenbuttel, la seconde, plus directe, aboutit à Neu-Walmoden. Ce fut cette dernière que choisit le roi. Mais, en approchant du défilé, il le trouva encombré par les bagages qu'il avait envoyés en avant. Hommes et chevaux épuisés de fatigue étaient hors d'état d'avancer. Il fallut s'arrêter, et le roi eût-il consenti d'ailleurs à sacrifier ses équipages de guerre, que l'état de lassitude extrême des troupes ne lui aurait pas permis de continuer sa marche. Il n'entrait pas dans ses vues de livrer bataille, mais il prit ses mesures pour résister à une attaque. Il fit renforcer son arrière-garde, que commandait le colonel Fuchs, et lui ordonna de pren-

dre position derrière un petit ruisseau qui se jette dans la Neile, près du village de Nauen. La droite de Fuchs s'étendait jusqu'à Nauen, sa gauche s'appuyait sur Rahden. Son artillerie placée au centre dominait l'unique pont construit sur le ruisseau, et, par surcroît de précaution, il fit élever, pendant la nuit, quelques retranchements sur le bord d'un marais attenant à Rahden. Le gros de l'armée bivouaqua un peu plus loin, le long de la route de Nauen à Neu-Wallmoden, le front couvert par la Neile et la droite protégée par le corps de Fuchs.

Le déploiement de forces, fait par l'arrière-garde danoise, dans les dernières heures de la journée, avait révélé à de Fours qu'elle avait reçu des renforts. Il en avisa Tilly, qui lui donna l'ordre de s'arrêter à Ahausen, et fit avancer plusieurs régiments d'infanterie avec de l'artillerie, jusqu'aux limites de la forêt, dont les pentes s'abaissent dans la vallée de Lutter. Tant que dura encore le jour, le canon gronda de part et d'autre. La nuit fut mise à profit par l'infatigable Tilly, pour pousser des reconnaissances de tous les côtés, et faire occuper tous les chemins aboutissant à la plaine. Le ruisseau séparait seul les avant-postes des deux armées, dont les sentinelles auraient pu facilement se parler.

Le 27 août, de grand matin, le roi, qui voulait lui-même diriger la retraite, donna l'ordre du départ. Avant de quitter Nauen, il envoya des éclaireurs du côté de Ahausen, pour reconnaître la position de Tilly. Soit que la mission, d'ailleurs difficile, dans un pays couvert de bois, eût été mal remplie par les officiers chargés de ce soin, soit que les précautions prises, la nuit, par Tilly, de faire occuper toutes les avenues de la plaine, eussent paralysé leur action, ces reconnaissances revinrent avec la conviction, qu'elles firent partager au roi, que les chemins de la forêt, entre Nauen et Ahausen, étaient impraticables pour des troupes. Le roi, parfaitement rassuré, laissa les bagages en tête

de ses colonnes, et s'engagea dans les défilés de Neu-Wallmoden. Sa sécurité était d'autant plus grande, qu'il jugeait Fuchs assez fort pour arrêter tout effort sérieux des catholiques, et opérer sa retraite en bon ordre. L'attention de Christian fut d'ailleurs bientôt absorbée par de graves accidents, survenus parmi les chariots et les bagages. Le chemin fort étroit se trouva obstrué, la marche de l'armée arrêtée.

Cependant Fuchs avait rangé, de bonne heure, ses troupes en ordre de bataille. Il occupait un terrain élevé, que protégeaient, outre le ruisseau dont il a été question, des marécages profonds. Il plaça sa cavalerie derrière de formidables batteries, et attendit, de pied ferme, l'attaque des impériaux. Elle n'eut lieu que vers midi, parce qu'une partie de l'infanterie catholique se trouvait fort en arrière et que Tilly ne jugea pas prudent d'engager la bataille avant d'avoir des forces suffisantes sous sa main. La matinée tout entière se passa à former les régiments, à mesure qu'ils arrivaient. Tous étaient animés d'un vif enthousiasme, car on avait vu, disait-on, pendant la nuit précédente, un signe infaillible de victoire. Une épée de feu était apparue dans les airs, la pointe tournée vers les Danois, la poignée vers les catholiques. Vrai ou non, le phénomène avait électrisé les soldats, et ils marchèrent au combat avec une indicible ardeur. Tilly disposa son armée en une seule ligne, l'infanterie au centre, la cavalerie aux ailes, de manière à pouvoir envelopper le corps de Fuchs. Deux colonnes longèrent à droite et à gauche les hauteurs boisées. L'une était chargée d'opérer contre le flanc gauche des Danois, à la hauteur du village de Dolgen, l'autre, composée de trois régiments de cavalerie et commandée par le baron de Fours, eut mission de tourner la position de l'ennemi et de le prendre en queue. Une batterie de 11 pièces de canons, soutenue par un régiment d'infanterie, celui de Wurzbourg, et défendue par de nombreux abattis

d'arbres, fut établie pour contrebattre l'artillerie danoise et commença immédiatement son feu. Bientôt la bataille s'engagea. Les premières phases en furent peu favorables à Tilly. La colonne de droite s'empara, à la vérité, de Dolgen, mais les marais l'empêchèrent d'avancer plus loin, et elle se vit même obligée d'évacuer le village, incendié par l'artillerie danoise.

Sur ces entrefaites, Tilly donna l'ordre au comte de Gronsfeld de descendre dans la vallée avec 4 régiments d'infanterie, Herleberg, Reinach, Schmidt et Cronberg, et d'attaquer les positions danoises. Les difficultés de terrain ne permirent pas à Gronsfeld de se déployer. Il dirigea ses gens à la file par deux passages étroits qui débouchaient dans la vallée, passa le ruisseau sous la mitraille danoise, s'empara du pont et y logea 200 mousquetaires. Fuchs, immobile jusqu'alors, s'ébranla aussitôt, fit avancer sa cavalerie au-devant de ses canons, ainsi réduits au silence et chargea résolument les catholiques. Dès le premier choc, le régiment de Cronberg, qui avait la pointe, fut culbuté ; celui de Schmidt, qui suivait, eut le même sort. Les deux autres opposèrent plus de résistance. Acculés aux marais et animés par les admirables exemples de bravoure du vaillant Gronsfeld, ils se battent en lions, arrêtent l'élan, jusqu'alors victorieux, des Danois et le brisent.

En même temps que la cavalerie Danoise chargeait les colonnes de Gronsfeld, 3 régiments d'infanterie quittaient leurs positions, en ordre de bataille, pour attaquer les batteries catholiques et les enlever. Ils arrivèrent, en bon ordre, jusqu'au ruisseau qu'ils devaient nécessairement traverser. Le ruisseau fut franchi avec entrain, sous une pluie de projectiles, mais l'ardeur même qu'ils y mirent, causa dans leurs rangs une confusion qu'augmenta le feu, bien dirigé, des canons de Tilly. Au premier choc, cependant, ils culbutèrent le régiment de Wurzbourg dans les marais et coururent aux canons. Mais leurs efforts, mal combinés

et sans ensemble, échouèrent contre les obstacles qui hérissaient les approches de la position. Privés de soutien, écrasés par la mitraille ennemie, ils essayèrent vainement de se reformer. Au même moment de Fours apparut sur le champ de bataille, en arrière des Danois. Cet officier était parvenu à se frayer passage, à travers les bois, jusqu'à Nauen, où, passant la Neile, il tourna la ligne de bataille de Fuchs et l'attaqua en queue. Le général Danois tenta de faire volte-face avec sa cavalerie. Celle-ci, depuis longtemps mécontente de n'être pas payée, abandonna lâchement ses chefs, après un semblant de manœuvres et prenant la fuite au hasard, alla se jeter dans des marécages, où elle perdit sept cornettes. Fuchs fut tué, en voulant la retenir; autour de lui tombèrent le jeune landgrave, Philippe de Hesse et le comte de Solms.

A la première nouvelle que ses vétérans faiblissaient, Tilly était accouru, l'épée à la main, se mêlant aux fuyards; il les rallia de la voix, et les ramena lui-même au combat, avec un énergique élan. Ce mouvement, coïncidant avec l'apparition de de Fours, détermina le gain de la bataille. L'infanterie danoise, découverte par la désertion de la cavalerie et prise entre deux feux, fut taillée en pièces. Les braves régiments qui avaient assailli si vaillamment l'artillerie de la Ligue furent presque entièrement exterminés. La presque totalité des troupes qui formaient le centre, et l'aile droite de la ligne danoise, périt ou tomba entre les mains des catholiques; les régiments de l'aile gauche, saisis de terreur, et croyant voir dans le corps de de Fours l'armée de Wallenstein tout entière à leurs trousses, se débandèrent et se dispersèrent dans les bois de Dolgen.

Dès le premier coup de canon, le roi, occupé à faire disparaître les désordres occasionnés dans la marche de ses colonnes par l'encombrement des bagages, revint en toute hâte à son centre, lui fit faire conversion, et rangea la plus grande partie de ses troupes en bataille. Plus rapprochée

du corps de Fuchs, cette seconde ligne lui eût servi de soutien, mais elle en était éloignée de plus d'une lieue, et ne put prendre aucune part à l'action. Christian, s'apercevant trop tard de sa faute, essaya de la réparer et d'arracher, à force de valeur, la victoire aux catholiques. Ses forces étaient suffisantes pour justifier son espoir, mais elles étaient démoralisées. En vain, et bravant partout le péril où il était le plus grand, fit-il des efforts surhumains pour enlever ses soldats. Le bruit que l'armée de Wallenstein venait d'être aperçue du côté de Langelsheim, répandit une telle panique parmi les Danois qu'avant même de joindre les catholiques, 30 compagnies prirent la fuite et coururent se réfugier dans le château de Lutter. Le reste ne fit qu'une attaque molle et indécise, que repoussèrent facilement les troupes victorieuses de Tilly. Celles-ci, reprenant l'offensive, balayèrent le champ de bataille, et, poussant les fuyards devant elles comme un troupeau de cerfs, vinrent assaillir et tailler en pièces l'avant-garde Danoise, qui était restée près de Neu-Wallmoden. Dans cette série de combats, le roi fit des prodiges de valeur. On le vit, ralliant quelques escadrons, charger impétueusement à leur tête les cuirassiers de la Ligue, percer leurs rangs, puis repoussé, revenir encore avec quelques braves, et se faire jour à travers cent épées levées contre lui. Sa garde à cheval fut hachée, ses principaux officiers percés de coups, lui-même n'échappa que par miracle. Comme il quittait le champ de bataille escorté de deux officiers, débris de sa suite, il fut enveloppé par quarante cavaliers impériaux, dont l'un voulut mettre la main sur lui. Un des officiers du roi tua cet homme d'un coup de pistolet, mais quelques pas plus loin le cheval de Christian s'abattit. Son écuyer lui donna sa monture. Le fidèle serviteur parvint ensuite à se sauver à pied et à rejoindre le roi à Wolfenbuttel, où ce prince arriva dans la soirée du 27, avec 30 faibles cornettes de cavalerie, ralliées en route.

La perte des Danois, dans cette journée si funeste à leurs armes, fut énorme, et s'éleva à près de 10,000 hommes, tant tués et blessés que prisonniers. Leur état-major fut cruellement décimé. Le Landgrave Philippe de Hesse, tout jeune homme que son père venait d'envoyer à l'armée, le comte de Solms, le général Fuchs, vieux militaire plein de mérite et d'expérience, le commissaire général Pobitzky, les colonels Bersabé, Ongewygt et Penz restèrent morts sur le champ de bataille; les colonels Linstorf, Frencken, Gurtygen, Geest et Courville, les commissaires généraux, Lohausen et Rantzow, une foule d'autres officiers supérieurs, demeurèrent entre les mains des impériaux avec 22 pièces de canon, 70 drapeaux ou cornettes, tous les bagages, les munitions et deux chariots chargés d'argent monnayé. Ce brillant succès ne coûta à Tilly qu'un petit nombre d'hommes, et pas un seul officier de marque.

Le même jour, Tilly fit canonner le château de Lutter, et força tous ceux qui s'y étaient enfermés de se rendre. Plus de 2,000 des Danois prisonniers prêtèrent serment aux drapeaux de l'Empereur, et furent incorporés dans les régiments catholiques. Cet usage, qui se généralisa depuis, finit par porter un coup mortel à la discipline militaire, et donna, plus tard, à la guerre de trente ans, une physionomie étrange, de nature à dérouter les esprits prévenus, qui ne veulent y voir qu'une lutte religieuse. Il affaiblit les ressorts qui faisaient la force des armées impériales et catholiques, et ne contribua pas médiocrement à détruire, avec le respect du drapeau, les restes du sentiment national. Il anéantit l'influence des chefs sur les soldats, et la confiance des soldats dans leurs chefs. Ce funeste usage n'était, d'ailleurs, qu'un résultat de l'indifférence en matière d'opinions religieuses, qui commençait à présider au choix des officiers, et qui fit tant de mal à la cause impériale. Tilly, lui-même, avait regardé comme une victoire l'enrôlement du duc Georges de Lunebourg sous les étendards

de l'Empereur. Il s'aperçut, trop tard, lorsqu'il en fut abandonné, de la faute qu'on avait commise, en grandissant l'influence de ce prince sur les troupes impériales. L'Electeur de Bavière comprit avec sa pénétration ordinaire le côté faux et la fâcheuse portée de cet esprit d'indifférentisme qui tendait a dégénérer en système et à perdre complètement de vue les causes primordiales de la guerre. Tilly demandait à ce prince le grade de colonel pour un officier de mérite, nommé Walter, sans indiquer sa religion. « Je tiens à savoir avant tout, lui répondit Maximilien, si le proposé est catholique, car vous devez comprendre combien l'avancement d'un non-catholique aux charges supérieures de l'armée peut avoir d'inconvénients. » L'unité de croyances à un principe quelconque, l'unité d'affections et de foi est, en effet, le seul lien qui puisse serrer étroitement tous les membres qui composent un corps, que ce corps s'appelle nation ou armée. Une fois le dissolvant sous l'action duquel l'empire allemand tombait en poussière, introduit dans les armées, ce dernier refuge des sentiments élevés de l'homme, il devait produire, dans celles-ci, les mêmes conséquences, et le fait ne vérifia que trop cette prévision. Il était illogique, de la part de ceux qui regardaient l'unité de foi comme la seule base solide de l'unité de l'Empire, de commencer par ébranler cette même unité de foi dans leurs armées. Wallenstein fut celui qui y contribua le plus; il crut que la force suffisait à consolider l'unité impériale, qu'il voulut reconstruire, à l'aide de tous les matériaux; faut-il s'étonner que son œuvre ait à peine eu un commencement d'existence, et que ses gigantesques efforts soient demeurés sans succès, même passager? Tilly, obligé de subir la pression des fausses opinions qui commençaient à régner, expia plus tard de la discipline et de la force morale de son armée ses concessions forcées à l'esprit, ou aux nécessités de son temps, et l'on doit assurément compter parmi les plus fatales de

ces concessions, la fusion d'éléments dissidents et étrangers parmi ses vieilles troupes.

Dans ses différents rapports sur la bataille de Lutter, Tilly décerne de grands éloges au comte de Gronsfeld, qui eut l'honneur d'aller annoncer la victoire à l'Electeur de Bavière, au comte d'Anholt, au brave de Fours. En soldat généreux, il ne craignit pas d'honorer hautement la bravoure et les talents militaires du roi de Danemark. « Je n'ai jamais vu, écrivit-il, un général qui sut mieux prendre ses dispositions, conduire plus vaillamment des troupes au combat, montrer plus de présence d'esprit, porter mieux l'ordre dans la confusion, ranimer plus vivement les soldats intimidés, que ce roi Christian de Danemark[1]. »

Christian s'était réfugié, comme on l'a vu, à Wolfenbuttel, où il fut rejoint dans la nuit, par quelques fuyards de son infanterie. Le lendemain, il fit publier une proclamation par laquelle il promettait six thalers à tout déserteur ou prisonnier, qui se présenterait avec ses armes, et quatre à ceux qui reviendraient sans armes. Cet appel eut pour résultat la désertion en masse des prisonniers que Tilly avait incorporés dans ses troupes, et lui ramena quantité de ses soldats dispersés. Il eut bientôt rassemblé 15,000 hommes de pied, 4,000 arquebusiers et 3,000 cuirassiers. Ces forces, déjà imposantes, mais encore trop démoralisées pour reprendre l'offensive, eussent néanmoins pu lui rendre de grands services, si, au lieu de les concentrer et d'agir avec énergie, il n'avait commis la faute, commune de son temps et fort grave dans sa position, de les disséminer dans une quantité de places peu susceptibles de défense ou hors de portée de secours.

Quelques écrivains ont reproché à Tilly la lenteur de ses opérations, après la bataille de Lutter, et le loisir, ainsi laissé au roi de Danemark de se relever de son échec. Tilly nous fournit lui-même sa justification.

[1] Archives du Royaume. Lettre de Tilly du 28 septembre 1626.

La cour de Bruxelles lui avait écrit que « ce qui importait présentement à l'accomplissement de sa victoire et au bien public était de ne donner le loisir à l'ennemi de se rallier et de l'obliger à se retirer des confins de l'Empire[1]. » « J'avoue, avec Votre Altesse, répondit modestement Tilly, que ce qui importe à l'accomplissement de cette victoire et du bien public est de ne donner à l'ennemi le loisir de se rallier, ains de le poursuivre, comme j'ai aussi tâché de faire, ayant, à cet effet, incontinent envoyé après lui presque toute ma cavalerie et une quantité de dragons 1,500 sous les ordres du comte d'Anholt, que j'avais fait équiper expressément, mais, soit que la peur ait donné des ailes à l'ennemi, soit que la lassitude et la défatigation aient retardé les nôtres, ils ne l'ont jamais su atteindre ni l'empêcher de gagner l'Elbe; sur quoi, ne trouvant, en aucune raison de guerre, que je devais passer outre et laisser à dos tant de places, que l'ennemi avait pourtant laissées garnies en ces quartiers je me suis jeté sur icelles[1]. » Plus loin, il trace un triste tableau de l'état de son armée « tout à fait harassée et notablement diminuée par le travail continuel de tant de mois, et les maladies qui s'y sont glissées, mal payée, et qui n'a touché argent depuis l'hiver passé, et d'ailleurs, tellement incommodée de nécessités et principalement de celle de vivres que l'infanterie a déjà été plus d'une fois huit jours entiers sans recevoir de pain. Le duc régent de Brunswick, le duc Christian de Lunebourg, évêque de Minden, et les villes voisines, s'excusant sur l'impossibilité et la ruine et désolation du plat-pays, causée depuis deux ans en çà par les troupes tant dudit roi de Danemark que du prince Christian dit d'Halberstadt, et ainsi les ultérieurs progrès que je pourrais faire sont interrompus par les manquements susdits. »

[1] Lettre de l'Infante du 9 septembre 1626. Archives du Royaume.
[2] Lettre de Tilly du 28 septembre 1626. Archives du Royaume.

Dès le 31 août, Tilly se porta devant Wolfenbuttel et s'empara, chemin faisant, de Liebenbourg. Les habitants de Wolfenbuttel auraient volontiers composé avec le vainqueur de Lutter, mais la garnison beaucoup plus nombreuse que la bourgeoisie, s'y opposa et prétendit se défendre. Tilly passa outre, attaqua et prit Steinbruck et Neustadt, « places fortes et d'importance, l'une sur le passage, entre Hildesheim, Brunswick et Wolfenbuttel, l'autre sur la Leine et qui était comme la clef du pays. » Il s'empara, en outre, d'une foule de petits postes et ne laissa au roi, dans le Cercle de la Basse-Saxe, que Nienbourg, Wolfenbuttel et Stade.

Le 10 octobre, le duc Georges de Lunebourg prit, par un ordre du jour, le commandement des troupes détachées de l'armée de Wallenstein à celle de Tilly, commandement exercé jusque-là avec gloire par le baron de Fours. Il débuta par la prise du château de Rotenbourg, où, peu de temps auparavant avait couché le roi de Danemark. Les soldats trouvèrent dans la chambre du roi un magnifique sabre, présent du grand duc de Florence au père de Christian IV, et le rapportèrent à Georges qui en fit hommage à Tilly. Tilly le renvoya au duc avec les compliments les plus flatteurs, et celui-ci le donna à son frère le duc de Lunebourg-Celle.

Verden et Blekede tombèrent également au pouvoir de Georges, qui se vit bientôt maître de toutes les avenues du pays de Brême. Vers la fin d'octobre, il reçut ordre de Tilly de se rapprocher de la Marche de Brandebourg, dans le double but de maintenir les communications de l'armée de la Ligue avec Wallenstein, et de surveiller l'Electeur de Brandebourg. Ce prince était, en effet, depuis longtemps suspect à l'Empereur. Calviniste zélé, il avait, en toute circonstance, favorisé les intérêts de l'Electeur Palatin, tout en ayant soin de ne pas trop se compromettre. Seul des Electeurs de l'Empire, il avait refusé de reconnaître la

promotion de Maximilien de Bavière à la dignité électorale, non qu'il fit de l'opposition par conscience et conviction, mais parce qu'il était mécontent qu'on n'eût pas acheté son adhésion au même prix que celle de l'Electeur de Saxe. Mansfeldt était entré dans les Marches avant la bataille de Dessau, et lorsqu'après sa défaite, il vint y refaire son armée, il avait trouvé appui dans l'Electeur de Brandebourg; à la vérité, il avait payé cette hospitalité par les plus horribles excès sur les sujets brandebourgeois, mais cette manière de témoigner sa reconnaissance n'avait pas contrebalancé, à Vienne, le mauvais effet produit par la conduite de Georges Guillaume. Invité par le Burgrave Annibal de Dohna à donner des explications, l'Electeur employa les faux fuyants et les protestations en usage dans les cours calvinistes. Cependant, ouvrant l'oreille aux sages conseils de l'un de ses ministres, le comte Adam de Schwarzenberg, il finit par comprendre que ses véritables intérêts étaient étroitement liés avec ceux de l'Empereur. Mais les prétentions mêmes qu'il afficha pour prix de sa soumission et de la reconnaissance du titre électoral de Maximilien jetèrent de véhéments doutes sur la sincérité de ses sentiments. Il ne demandait rien moins que la confirmation de ses droits de propriété sur les évêchés ou bénéfices par lui sécularisés, l'évêché de Magdebourg, ou tout autre pour son fils, un bénéfice ecclésiastique pour un de ses oncles, la restitution de la principauté de Jagerndorf, confisquée et donnée par l'Empereur au prince de Lichtenstein, l'expectative des duchés de Poméranie, de Mecklembourg, d'Anhalt et de Brunswick-Lunebourg. On comprend facilement que ces exigences aient paru exorbitantes à la cour de Vienne et qu'elles l'indisposassent. Tilly eut mission de serrer Georges Guillaume de près, afin de l'amener à des idées plus raisonnables. Il en chargea le duc Georges, qui vint loger son corps d'armée sur les frontières de la Marche de Brandebourg. Ce n'était pas assez. Tilly fit demander à

l'Electeur l'autorisation de mettre garnison dans la ville de Gardeleben, poste important de la Marche, et sans attendre sa réponse, il ordonna au duc Georges d'y jeter 500 hommes de garnison et d'y établir son quartier-général.

Le duc ne fut pas longtemps tranquille à Gardeleben. Le comte d'Anholt, que Tilly avait logé sur les bords du Weser, avec une partie de l'armée de la Ligue, harcelé par les incursions de la garnison de Nienbourg tenta d'assiéger cette place, malgré la rigueur de l'hiver. Dès que le roi en fut informé, il envoya son fils au secours de la forteresse, avec un corps de troupes considérable. Ce prince força, en effet, Anholt à se retirer, et s'empara d'Hoya, château-fort appartenant au duc Georges. Le duc rassembla aussitôt ses troupes et marcha contre les Danois. Mais ceux-ci ne s'y attendirent pas et battirent brusquement en retraite. Hoya fut bientôt repris, et Georges regagna ses quartiers d'hiver, tandis que Tilly établissait les siens dans le duché de Lunebourg.

L'armée de la Ligue occupait presque tout le duché de Lunebourg, et des avant-postes s'étendaient jusqu'à la rive gauche de l'Elbe. Tilly avait porté son quartier-général jusqu'à Alzen, tandis qu'Anholt, plus rapproché du Weser, bloquait de rechef Nienbourg et coupait les communications du roi de Danemark avec cette place. Quelques mouvements de l'armée danoise forcèrent Tilly à modifier ses positions qui avaient le tort de disperser ses troupes sur une trop vaste étendue de pays, et de rendre ses quartiers accessibles à une surprise. Il se retira derrière l'Aller. Il y eut bien encore quelques rencontres partielles entre les catholiques et les Danois, quelques postes pris et repris, mais ces petits incidents furent sans importance, et l'année 1626 s'acheva sous la pleine influence des brillants triomphes de Tilly.

CHAPITRE XV.

Conséquences de la bataille de Lutter. Soumission du Cercle de la Basse-Saxe. Conduite équivoque du duc de Mecklembourg. Châtiment du Landgrave Maurice de Hesse-Cassel. Le pape Urbain VIII envoie le chapeau bénit à Tilly. Te Deum à Vienne. Mariage du comte Werner de Tilly avec la fille du prince Charles de Lichtenstein. Feux de joie à Bruxelles. Dernière phase du congrès de Bruxelles. Tentative de médiation de l'Infante Isabelle entre l'Empereur et le roi de Danemark. Exactions des officiers de Wallenstein dans les Etats de la Ligue. Le duc Rodolphe Max de Saxe-Lauenbourg. Attentat de Liége Le duc Adolphe de Holstein. Le comte de Mérode-Waroux. Le comte de Gœrzenich. Plans de Wallenstein. Son animadversion contre l'armée de la Ligue. Les quartiers d'hiver. Le roi de Danemark réorganise ses forces. Ses embarras. Campagne de 1627. Succès de Tilly. La cloche de Sainte-Gudule. Opérations de Wallenstein. Jonction de armées impériale et catholique. Tilly reçoit Wallenstein à Lauenbourg. Intervention du duc de Holstein. Siége de Pinnenberg. Blessure de Tilly. Les deux armées se séparent. Défaite des Danois à Ottersberg. Prise de Nienbourg. Soumission du Meklembourg. Défaite du Margrave de Bade-Durlach. Fuite du roi de Danemark. Conseil de guerre dans l'Ile de Funen. Mort du Margrave de Bade-Durlach.

Les conséquences de la bataille de Lutter furent beaucoup plus importantes, au point de vue politique, que sous le rapport militaire. L'une des premières fut la soumission du Cercle de la Basse-Saxe, presque tout entier. Le plus considérable d'entre les princes de ce Cercle, Frédéric-Ulrich, avait commencé, dès le mois de juillet, à négocier sa réconciliation avec l'Empereur. Le sentiment de sa culpabilité ne lui permettant pas de s'adresser directement à Tilly, il implora la médiation du duc de Lunebourg-Celle, frère aîné de Georges. Ce prince avait de graves et légitimes sujets de plaintes contre Frédéric-Ulrich, mais le désir de le détacher de l'alliance danoise l'emporta dans son

esprit sur ses propres griefs, et il chargea le docteur Hundt, son agent ordinaire près du général catholique, d'entamer des négociations en faveur du chef de la maison de Brunswick[1].

Le docteur Hundt arriva le 23 juillet, au camp devant Goettingen, où se trouvait Tilly, et s'acquitta de sa mission. Tilly répondit en termes généraux mais assez bienveillants pour Frédéric-Ulrich. Il loua le duc de Celle d'avoir accepté cette médiation. Mais il déclara aussi très-nettement, qu'avant de pousser les choses plus loin, il fallait que Frédéric-Ulrich rompît tout rapport avec le roi de Danemark, dont l'ambition, assura-t-il, convoitait, non pas seulement les évêchés, mais encore les possessions des princes de la Basse-Saxe. Le duc de Brunswick-Wolfenbuttel eut l'imprudence de ne pas prendre ce langage au sérieux; il n'était pas, d'ailleurs, dans sa nature molle et flottante de savoir prendre à propos un parti énergique. D'autre part, à Vienne, où l'influence et les idées de Wallenstein étaient toutes-puissantes, on caressait encore le plan d'enrichir le duc Georges des dépouilles de son cousin, et l'on se souciait conséquemment très-peu de pardonner à ce dernier. Les dispositions et les tergiversations de Frédéric-Ulrich réagirent sur Tilly. Le 18 août, le docteur Hundt, étant revenu à la charge, trouva les dispositions du général notablement changées. Tilly exprima la pensée qu'il n'y avait pas d'accommodement possible avec un prince, qui avait volontairement ouvert son pays et ses forteresses aux ennemis de l'Empereur, et que l'unique garantie à prendre était de chasser le duc de ses Etats et de les mettre sous le séquestre. Il corrigea cependant par quelques paroles consolantes, ce qu'une telle rigueur pouvait avoir d'acerbe et laissa voir qu'il ne tiendrait pas à lui que les conseils de l'indulgence ne fussent écoutés[2].

[1] Von der Decken. Le duc Georges. t. I. p. 210. [2] Ibid. 204.

De nouveaux agents, envoyés directement par Frédéric-Ulrich en quartier-général de l'armée catholique, en rapportèrent tous la même réponse, à savoir que la condition préalable et *sine quâ non* de tout essai de réconciliation était de rompre ouvertement avec le roi de Danemark. La prise de Gœttingen et les progrès des armes impériales, servirent d'arguments pour achever la conversion du duc de Brunswick. Quatre jours avant la bataille de Lutter, il publia un ordre enjoignant aux troupes qu'il avait encore dans l'armée danoise de s'en séparer immédiatement. Le succès des catholiques le rendit encore plus hardi. Une nouvelle proclamation interdit expressément à tous ses sujets de rester sous les drapeaux Danois. Enfin, il somma le roi de Danemark d'évacuer immédiatement toutes les places fortes qu'il occupait encore dans le pays de Brunswick.

Fort de ces avances, Frédéric-Ulrich demanda une entrevue à Tilly, qui se trouvait alors à Wolfenbuttel. Le général catholique déclina cette proposition parce qu'il désirait laisser une part des honneurs de la négociation au duc de Lunebourg-Celle qui l'avait entamée. En effet, ce fut par l'intermédiaire d'un agent lunebourgeois que se conclut, le 8 septembre, un traité par lequel Frédéric-Ulrich et ses Etats se remirent à la dévotion de Sa Majesté impériale, avec promesse d'employer tous les moyens pour faire sortir du pays les garnisons ennemies. Le duc, heureux d'échapper aux mesures de séquestre, dont il avait été menacé, ne stipula, pour lui et pour ses sujets, que la liberté d'exercer le culte protestant.

L'exemple donné par le duc de Brunswick ne tarda pas à être imité par les autres princes du Cercle. Dès le commencement de septembre, Tilly, profitant du prestige de sa victoire, leur avait adressé une invitation pressante de faire immédiatement leur soumission. Le duc de Lunebourg-Celle employa toute son influence pour hâter leur détermi-

nation, et l'Empereur envoya Reinhard de Walmerode au camp de Tilly, avec mission d'aider ce général de ses conseils et de ses démarches dans l'œuvre conciliatrice. Le succès couronna ces efforts; tous les Etats de la Basse-Saxe, à l'exception du duc de Mecklembourg, firent amende honorable et opérèrent individuellement leur réconciliation avec l'Empereur, car on avait voulu éviter de traiter l'affaire en assemblée du Cercle, pour ne pas donner au roi de Danemark l'occasion de s'en mêler et de la traverser. Toutes les villes[1] s'offrirent à accepter des garnisons impériales, et, le 23 novembre, une circulaire de cabinet, adressée aux ducs d'Holstein, de Saxe-Lauenbourg, de Poméranie, au comte d'Oldenbourg, aux chapitres de Magdebourg et d'Halberstadt, aux villes de Lubeck, Goslar et Mulhausen, manifesta la pleine satisfaction de l'Empereur pour la fidélité des uns et le repentir des autres[2]. Seul, le Mecklembourg restait à l'écart et retenait les derniers fils de l'alliance qui avaient uni les princes du Cercle de la Basse-Saxe au roi de Danemark. Ce pays était alors régi par deux ducs, régnant conjointement, Adolphe-Frédéric et Jean-Albert, fils du duc Jean, mort en 1592 des suites d'une blessure qu'il s'était faite lui-même, dans un accès d'aliénation mentale. Ces princes, ardents protestants, subissaient l'influence du roi de Danemark, dont le frère, Ulrich, possédait, dans leurs Etats, l'évêché de Schwerin. Dans les assemblées du Cercle, en 1625, et lors du congrès de Brunswick, en 1626, ils s'étaient montrés plus dévoués aux intérêts de ce monarque que ne le comportaient leurs devoirs de princes de l'Empire. Ils s'étaient même trouvés, à cette occasion, en conflit avec la noblesse Mecklembourgeoise, dans laquelle dominaient des dispositions plus favorables à la cause de l'Empereur. Après la bataille de

[1] Archives du Royaume. Secrétairerie d'Etat allemande. Corresp. de Ferdinand II.
[2] Ibidem.

Lutter, ils crurent prudent de louvoyer. Frédéric Husan, gentilhomme Mecklembourgeois, que l'Empereur entretenait comme agent diplomatique en Basse-Saxe, écrivit en leur nom à Vienne, le 31 août, pour protester de leur fidélité et dévouement à l'Empereur. Ils allèrent jusqu'à demander à Tilly de défendre leur pays. Mais le roi de Danemark, feignant de prendre ombrage de leurs démarches et sachant d'ailleurs, par expérience, qu'on ne garde d'alliés, dans les revers, que par la force, prit les devants et jeta des garnisons dans les principales places du Mecklembourg.

Vers la fin de 1626. Tilly somma les deux ducs d'expulser les Danois des villes de leur obédience et d'y recevoir garnison impériale. Les Etats de Mecklembourg appuyèrent chaudement cette sommation, mais Adolphe-Frédéric et Jean-Albert se prétendirent hors d'état d'y donner suite. Ils se bornèrent, en signe de bon vouloir, à prier le roi de Danemark de retirer volontairement ses soldats du Mecklembourg, demande qui devait être et qui fut en effet repoussée. S'étayant de cette démarche, les ducs représentèrent qu'en présence des forces supérieures du roi, ils ne pouvaient, en obéissant aux injonctions des plénipotentiaires impériaux, que se plonger, eux et leurs sujets, dans un abime de misères. Ils offrirent de négocier. Tilly répliqua qu'ils n'avaient pas mission de négocier, mais de faire rentrer tous et chacun dans l'obéissance due à l'Empereur : que le seul moyen de prouver la fidélité dont ils se targuaient, était de se séparer nettement du roi de Danemark. Il leur cita l'exemple de Frédéric-Ulrich et termina en déclarant que ce qu'ils ne voulaient pas faire de bon gré, il saurait le leur imposer de force.

Ce langage sévère n'eut pas plus d'effet que les exhortations amiables. Les deux princes s'excusèrent sur ce qu'ils subissaient violence du roi de Danemark, et ne pouvaient lui résister sans attirer, sur leur pays, toutes les calamités de la guerre. Tout ce qu'ils pouvaient faire, disaient-ils,

était de renouveler leurs instances près de Christian IV, afin qu'il retirât ses troupes du Mecklembourg, encore y mettaient-ils pour condition, que Tilly s'obligerait à ne pas mettre le pied dans leurs Etats, après la retraite des Danois.

Pendant que cette correspondance s'échangeait, le roi de Danemark s'établissait de plus en plus solidement dans le Meklembourg et prenait possession de la forteresse de Domitz. Loin de s'y opposer, Adolphe-Frédéric et Jean-Albert incorporaient ostensiblement leurs milices dans les troupes danoises, au grand mécontentement de la noblesse, et au mois de février 1627, Tilly pouvait écrire, avec raison, à l'Electeur de Bavière, que « le Mecklembourg s'était fait sujet du roi de Danemark[1]. »

Le juste châtiment, infligé à la même époque au Landgrave Maurice de Hesse, aurait dû éclairer les ducs de Mekclembourg sur les dangers de leur opiniâtre rébellion envers l'Empereur. A la suite de l'arrêt de la chambre impériale de justice (1623), qui avait donné gain de cause à la branche de Hesse-Darmstadt dans le procès de la succession de Marbourg, Maurice avait été obligé de rendre les riches épaves qu'il s'était indument appropriées. Mais, outre la restitution du bien en litige, il avait été condamné à payer, à ses heureux collatéraux, des indemnités que ceux-ci évaluaient modestement à 17,000,000 de florins, et que les commissaires impériaux réduisirent à 1,357,154 florins. Comme il était hors d'état de payer même cette dernière somme, les princes de Hesse-Darmstadt réclamèrent, en échange, la cession de 25 bailliages de ses propres domaines. Il eut beau plaider, supplier, puis enfin résister et provoquer les sujets qu'il allait perdre à l'insurrection, force lui fut de se laisser exécuter. Dans cette extrémité, il apprit qu'il était question de lui imposer encore, pendant

[1] Hurter. Wallenstein. p. 160.

l'hiver, des logements militaires. Il envoya aussitôt représenter à Tilly l'état de ruine et de désolation où se trouvaient ses Etats, et l'impossibilité matérielle, pour la Hesse, de supporter la moindre charge. Ses raisons touchèrent peu le général de la Ligue; toutefois, Maurice obtint la promesse qu'on ne lui enverrait qu'un seul régiment. Il en reçut trois à entretenir, et, par une série de vexations préméditées, on le contraignit enfin à abdiquer en faveur du prince Guillaume, son fils aîné. Sa chute entraîna celle de son favori Gunther. Ce Gunther, dont on connaît les plans démocratiques, avait su se rendre odieux à la fois à toutes les classes de la population; au jeune Landgrave, parce qu'il avait contribué au funeste partage, qu'en se retirant, Maurice fit entre les enfants de ses deux mariages; à la noblesse, parce qu'il avait voulu l'humilier; enfin à la multitude, parce que, semblable en cela à beaucoup de ses coreligionnaires en démocratie, il était le fléau du bourgeois et du paysan. Trois jours après l'abdication du vieux Landgrave, Gunther fut arrêté, traîné de prison en prison, mis à la question, et enfin décapité après un an de tortures. On peut blâmer ces cruautés, dit l'historien Gfrœrer, à qui nous empruntons ces détails, et cependant, souhaiter que le châtiment eût également frappé d'autres hommes de la classe de Gunther qui, comme lui, s'appuyant sur la faveur des princes et cachant le plus égoïste orgueil sous une phraséologie libérale, ne cessèrent d'exciter la haute aristocratie allemande contre l'Empereur. Aucune race n'a plus contribué à la chute de l'empire allemand, que celle des docteurs du droit romain avec leur juristomanie[1].

Autant le triomphe de Tilly avait répandu de terreur dans les Etats protestants, autant il excita de vifs transports de joie chez les princes catholiques de l'Europe. De Rome, Urbain VIII, remettant en honneur un ancien

[1] Hist. de Gustave Adolphe. p. 554.

usage des souverains pontifes envers les généraux victorieux, qui avaient bien mérité de l'Eglise, envoya au héros catholique le *chapeau bénit*, accompagné d'un bref des plus flatteurs. A Vienne, un *Te Deum* solennel fut chanté en présence de toute la cour, et l'Empereur donna à Tilly l'expectative de la seigneurie de Geisberg sur le Rhin. Le nom du glorieux capitaine avait tellement grandi dans l'opinion publique, que les familles les plus puissantes se croyaient honorées de son alliance. L'Allemagne catholique applaudit à l'union contractée, vers la fin de 1626, par son neveu, Werner de T'Serclaes-Tilly, avec la fille du prince Charles de Lichtenstein, le loyal sujet et l'ami de Ferdinand II. Toujours généreux et modeste dans ses habitudes, le comte de Tilly abandonna, à cette occasion, au jeune couple, les sommes qui lui avaient été votées par la diète de Ratisbonne, en 1623, et par celle d'Augsbourg, en 1624.

Sans aucun doute, l'Electeur de Bavière ne demeura pas en arrière de témoignages de satisfaction envers son lieutenant-général, mais on ne peut que le présumer, car Westenrieder lui-même, qui nous fait connaître les récompenses accordées à Gronsfeld et à Wall, lieutenant-colonel du régiment de Tilly, est muet sur ce point.

La nouvelle de la victoire de Lutter parvint à Bruxelles, le 5 septembre. La ville fut aussitôt en liesse; des feux de joie furent allumés sur les places publiques, et toute la cour s'empressa de venir porter ses félicitations à l'ambassadeur de Bavière. Le 9, l'Infante écrivit à Tilly, pour le complimenter et le solliciter de *se porter à la prétention de quelque Mercede en temps aux Pays-Bas*. Mais ces démonstrations extérieures de joie n'étaient pas, au fond, sans quelque amertume. Le contraste d'un succès si éclatant avec la stérilité de leurs pompeuses promesses mortifiait l'amour-propre des ministres espagnols. Ils comprenaient que l'électeur de Bavière en tirerait avantage contre

eux, que l'autorité du roi serait discréditée en Allemagne, et ses intentions suspectées, à cause des conditions par lui mises à son concours, enfin, qu'ils seraient exclus de la participation aux fruits de la victoire, comme ils s'étaient exclus eux-mêmes des dangers de la lutte. Leurs pressentiments n'étaient que trop justes. En annonçant, de son côté, à l'Infante l'heureuse issue de la bataille de Lutter, Maximilien ne put s'empêcher de faire une allusion ironique aux promesses espagnoles. *Il n'est désormais nullement besoin,* écrivit-il, *que Votre Altesse envoie ledit secours au comte de Tilly, ains elle pourra s'en servir à autre dessein*[1]. Son ambassadeur à Bruxelles, le baron de Preising, donna à entendre *qu'il était vain de traiter avec l'Espagne, puisqu'on ne pouvait s'assurer de son assistance pour être les forces du roi toujours sujettes à diversion pour les guerres de sa dite Majesté en ses pays.* Il fit plus, il se plaignit, qu'après avoir abandonné les princes catholiques de l'Allemagne à eux-mêmes, l'Infante eut l'étrange prétention de dicter à Tilly l'ordre de rejeter les Danois dans la Baltique, à Wallenstein, de s'emparer d'un port quelconque sur cette mer, au profit des Espagnols. Le cabinet de Bruxelles, qui ne pouvait disconvenir de la justesse de ces reproches et qui voulait, à tout prix, sortir de sa fausse position, n'hésita pas à sacrifier ses anciennes exigences et à formuler de nouvelles propositions, à la fois plus conciliantes pour ses alliés et plus susceptibles d'exécution de sa part.

Il abandonna ses prétentions sur le Bas-Palatinat, et reconnut les droits du duc de Bavière sur les autres possessions de l'ex-Electeur Palatin. Il offrit de substituer, au contingent d'hommes et d'artillerie stipulé par le premier projet, un subside mensuel à déterminer. Enfin, il renonça

[1] Archives du Royaume. Secrétairerie d'Etat allemande. Correspondance de Maximilien. p. 124.

à exiger de l'Allemagne catholique de déclarer la guerre aux Provinces-Unies, et se borna à poser certains *casus-belli,* tels que le refus des Hollandais d'évacuer quelques villes appartenant à l'Empire. Cependant, malgré ces apparences, ses intentions n'étaient pas tout à fait sincères, et les articles du nouveau projet de traité, qui furent soumis à l'Infante, pour faire ensuite l'objet des négociations, montrent assez qu'il n'avait renoncé ni au dessein d'abaisser l'autorité importune du duc de Bavière sous celle de l'Empereur, ni à celui d'entraîner l'Allemagne dans la guerre de l'Espagne contre la Hollande[1]. Il ne fallait pas grande pénétration pour prévoir que les différents *casus-belli,* déterminés contre les Hollandais, se réaliseraient infailliblement. D'autre part, bien que l'Electeur de Bavière eût, comme le savaient les Espagnols, beaucoup de peine à faire payer aux prélats, membres de la Ligue, leurs contributions pécuniaires, et par suite, à maintenir son armée sur un bon pied, il était encore loin de se trouver dans la nécessité d'abandonner, pour quelques subsides, sa part de direction de la guerre et de s'humilier devant l'Empereur. Quelque juste, quelque utile aux catholiques eux-mêmes, quelque noblement patriotique que pût être cette concession, elle froissait trop l'ambition de l'Electeur pour qu'il l'acceptât jamais de son plein gré. Il repoussa donc formellement les propositions espagnoles, et rappela son ambassadeur, sans égard pour les instances de l'Empereur.

L'échec de cette dernière phase du congrès de Bruxelles ne fut pas le seul dont la diplomatie espagnole eut à souffrir. Dans le courant de la même année, et tandis qu'elle négociait avec la Bavière, elle s'abouchait avec le roi de Danemark.

Depuis la rupture du congrès de Brunswick, Christian IV n'avait cessé de faire parade de ses intentions paci-

[1] Archives du Royaume. Liasses de l'Audience. Voir les Annexes.

fiques. Il inondait les cours allemandes de lettres, dont les assertions vagues et diffuses ne pouvaient tromper que les esprits prévenus. Cependant, les revers qu'il éprouva au début de la campagne de 1626 donnèrent aux ministres de l'Infante lieu de penser qu'il pourrait devenir plus précis et plus pratique. Eux-mêmes étaient stimulés par les circonstances à désirer la paix. Les obstacles, chaque jour plus grands, que rencontrait l'œuvre du congrès leur en faisaient prévoir l'avortement ; il était donc de leur intérêt d'arrêter une guerre dont ils ne pouvaient partager les fruits éventuels et dont l'issue, facile dès lors à pressentir, devait accroître singulièrement le lustre et l'influence de la politique bavaroise.

Ils saisirent, avec empressement, l'occasion d'entrer en relations amicales avec le roi de Danemark. Un des agents de ce prince, Laurent de Wensin, ayant été arrêté à Lingen, l'Infante s'empressa de le faire relâcher, lui fit restituer tous ses papiers, et le chargea de porter au roi l'offre formelle de sa médiation. Christian feignit d'abord d'entrer dans ces vues, mais, pressé d'envoyer un ambassadeur à Bruxelles pour traiter sérieusement des conditions de paix, il accumula les biais et les défaites pour s'en dispenser. Il objecta la nécessité d'être assuré que l'Infante et l'ambassadeur de l'Empereur eussent des pouvoirs suffisants ; il prétendit ensuite que la réponse de la princesse n'était pas assez claire sur ce point, et enfin, poussé à bout, s'excusa sur l'éloignement de Bruxelles et sur ce qu'ayant déjà accepté la médiation de l'Electeur de Saxe, il ne pouvait, sans offenser ce prince, accepter celle de l'Infante[1].

Le secret de ces tergiversations peu loyales fut dévoilé, plus tard, à l'Infante, au mois d'avril 1627. Le hasard de

[1] Archives du royaume. Secrétairerie d'Etat allemande. Correspondance de Christian IV.

la guerre fit tomber entre les mains des Espagnols la minute des instructions données par le roi de Danemark à Joachim Cratzen, son agent à Venise. Cette pièce très-explicite, ne pouvait plus laisser le moindre doute sur les véritables intentions du monarque Danois. Jusqu'à présent, y disait-il, nous nous sommes bornés à nous défendre, désormais nous sommes parfaitement décidés à prendre l'offensive. Il est vrai, ajoutait-il plus loin, que nos adversaires ont fait près de nous, par l'intermédiaire de divers princes et souverains, tels que l'Infante de Bruxelles, l'électeur de Saxe, etc., de nombreuses démarches pour nous persuader d'abandonner les desseins hostiles et de faire une paix honorable, *que même ils nous ont offert de belles conditions,* mais nous serions inexcusables devant la postérité, devant la couronne de France et la sérénissime république, si nous n'étions fermement résolus de continuer la guerre.

Plus bas enfin, il reconnaissait de nouveau ces mêmes conditions comme très-acceptables, donnant ainsi un démenti formel aux accusations de cruelle tyrannie, perfidie, obstination, qu'il lançait dans ses manifestes contre les puissances catholiques[1].

Les dispositions de l'Empereur étaient bien différentes. Ferdinand II désirait sincèrement la paix. Bien que, selon son expression, il fût en mesure de punir et d'humilier[2], il préférait un accommodement honorable aux succès même de la guerre. Lorsque l'Infante lui eut fait connaître ses démarches auprès de Christian IV, il s'empressa de la remercier et de l'encourager à continuer ses bons offices. Loin de laisser percer la moindre velléité ambitieuse, il bornait ses prétentions à obtenir du roi de ne plus s'im-

[1] Archives du royaume. Secrétairerie d'Etat allemande. Correspondance de Christian IV.

[2] Archives du royaume. Correspondance de Ferdinand II. Lettre du 15 décembre 1626.

misoer dans les affaires de l'Empire, de ne plus y susciter de troubles, sous prétexte des intérêts du Palatin, et d'abandonner la solution des difficultés existantes à la voie régulière, indiquée par les constitutions impériales.

Sa correspondance confidentielle avec l'Infante témoigne de la droiture et de la sincérité de ses intentions, mais elle montre aussi qu'il avait clairement pénétré les véritables pensées du roi, qui ne s'accommodera, disait-il, que par force de nécessité et non par désir réel de la paix[1].

Maximilien de Bavière partageait encore moins les illusions, entretenues d'abord par l'Infante. Je ne vois, lui écrivait-il, dans les assertions du roi, qu'un leurre pour gagner du temps et fortifier son armée. Ses menées hostiles, ses bravades auprès de ses confédérés, font voir le peu de foi qu'il faut ajouter à ses démonstrations pacifiques. Je souhaite que Votre Altesse puisse lui inspirer de meilleurs sentiments, mais je ne l'espère guère[2]. Ce vœu était celui des Electeurs ecclésiastiques, fatigués, plus que tous les autres princes allemands, de la longue durée de la guerre. Outre les lourds sacrifices que leur imposait l'entretien de l'armée de la Ligue, ils avaient à supporter des frais énormes occasionnés par la levée et le passage des régiments impériaux. Leurs Etats, jadis séjour proverbial de la paix et de l'abondance, maintenant livrés aux exactions arbitraires d'officiers avides, déclinaient vers une ruine infaillible. Dans le temps même où Tilly, seul à lutter contre les forces supérieures du roi de Danemark, réclamait instamment des renforts qu'on ne lui envoyait pas, le midi de l'Allemagne était pressuré par une foule de gens de guerre appartenant à l'armée de Wallenstein, et dont l'unique occupation semblait être d'épuiser la sève nourricière de la

[1] Archives du Royaume. Secrét. d'Etat allemande. Correspondance de Ferdinand II. Lettre du 12 octobre 1626.

[2] Archives du royaume. Secrétairerie d'Etat allemande. Correspondance de Maximilien. Lettre du 29 août 1626.

Ligue. Des régiments entiers demeuraient inactifs dans les terres ecclésiastiques, vivant aux dépens de l'habitant et commettant des excès dignes des hordes féroces d'Halberstadt. Les colonels agissaient comme s'ils n'avaient eu d'autre mission que de s'enrichir aux frais des sujets des prélats allemands. Pour ne citer qu'un seul trait de leurs extravagantes exactions, ils exigeaient qu'on leur servît jusqu'à soixante-dix plats par repas. A leur exemple, les simples soldats refusaient les meilleurs mets, si on ne mettait un thaler sous leur assiette, et prenaient des bains de bière ou de vin, à leur fantaisie. Parmi les colonels qui se distinguèrent dans cette déplorable croisade de rapines, la réprobation publique signala les ducs Rodolphe-Maximilien de Saxe-Lauenbourg, Adolphe de Holstein, le comte de Mérode-Waroux, les colonels Cratz et Goerzenich.

Les régiments du duc Rodolphe Maximilien de Saxe, écrivait l'Electeur de Mayence, à l'Infante, ont entre autres brûlé six villages, massacré les paysans qui voulaient éteindre le feu, menaçant si l'on ne pouvait leur fournir cent chariots bien accommodés et attelés, chose impossible à trouver dans tout l'archevêché, et si on ne leur apportait toutes sortes de bons morceaux et de la boisson en abondance, de venir même prendre ce qu'il leur faut dans les cuisines de notre résidence ordinaire d'Aschaffenbourg[1]. Protestant zélé, malgré sa position au service de l'Empereur, Rodolphe abusait de son autorité et des forces placées sous ses ordres pour satisfaire sa haine sauvage contre les catholiques, et ses rancunes du châtiment que lui avait infligé Tilly, deux ans auparavant, pour des faits identiques. Il ne craignait pas de dire brutalement qu'il voulait mettre à mort tout ce qui vivait, vieux ou jeune, dans les terres de l'archevêché, et ses actes répondaient à ses paro-

[1] Archives du royaume. Correspondance de l'Electeur de Mayence. Lettre du 28 avril 1627.

les. Les plaintes des prélats contre lui devinrent si fortes que l'Empereur le manda à Vienne pour rendre compte de sa conduite. Mais la protection de Wallenstein le sauva, et peu après, il revint sur les bords du Rhin, décidé à tirer une vengeance sanglante de ceux qu'il appelait ses calomniateurs.

La ville de Liége faillit être une de ses premières victimes. Chargé par Wallenstein de lever quelques régiments sur les terres de l'évêché, il était entré en arrangements avec les deux bourgmestres, Massillon et Plenevaux, et avait accepté 4,000 rixthalers contre l'engagement de n'imposer aucune charge aux bourgeois, du chef de ses levées. A peine l'argent était-il remis, que Rodolphe vint lui-même à Liége réclamer, avec arrogance, de nouveaux sacrifices de la ville. Ses prétentions n'ayant pas été accueillies, il essaya de l'intimidation. Par ses ordres, une compagnie de son régiment, commandée par son lieutenant-colonel, le comte de Paar, entra à l'improviste dans la ville. La vue de ces cavaliers défilant en bataille, le pistolet d'une main, l'épée nue de l'autre, irrita les bourgeois. Aussitôt les chaînes furent tendues dans les rues, et les portes fermées. Ce commencement de soulèvement exalta la colère du duc; il résolut de se venger avec éclat, mais, n'osant employer la force ouverte, il eut recours à la trahison.

Le 26 octobre, il invita les deux bourgmestres à dîner à l'auberge de l'Aigle-Noir, où il était logé. Massillon s'excusa sur une indisposition; Plenevaux, n'ayant pas d'excuse valable, et craignant de montrer de la défiance, accepta.

Le duc le reçut fort bien, lui donna la place d'honneur. Mais peu à peu la conversation prit une tournure inquiétante pour le magistrat liégeois. Après quelques propos de plus en plus acerbes, le comte de Paar se mit à parler avec affectation de l'accueil qu'il avait reçu, en circonstances semblables, dans différentes villes importantes de l'Allemagne, fit observer avec aigreur qu'il était étrange que lui,

simple et pauvre comte, eût alors été entouré de beaucoup plus d'honneurs et d'égards que les Liégeois n'en avaient témoignés au duc. Puis, interpellant directement le bourgmestre, il lui reprocha d'avoir fait taire les trompettes de sa compagnie et fermer les portes de la ville.

Comme le bourgmestre cherchait à s'excuser, le sire de Horion de Heel l'interrompit en lui disant, que sa meilleure excuse serait de décider le conseil de la ville à faire droit aux demandes du duc. Plenevaux répliqua vivement qu'il n'avait pas ce pouvoir et que les désordres commis journellement par les soldats avaient trop indisposéle conseil pour le rendre plus maniable. La discussion s'échauffait, lorsque le duc donna le signal de se lever de table. Le bourgmestre, désireux de se retirer au plus tôt, venait de prendre son chapeau à la main, lorsque Horion le lui arracha brusquement et l'en frappa deux fois sur le visage, avec d'horribles imprécations. « Misérable, tu ne mourras que de ma main, » lui cria-t-il. Puis, joignant le geste à la parole, il tira son épée. Plenevaux se mit aussitôt en défense, mais, voyant les gens du duc dégainer leurs armes, tandis que le duc regardait froidement ce spectacle, il recula jusque près d'une fenêtre qui donnait sur la rue, et cria au secours. Trois valets de ville entrèrent presque aussitôt dans la salle, couvrirent le bourgmestre et l'entraînèrent sain et sauf jusqu'à la rue.

La nouvelle de l'attentat commis sur la personne du bourgmestre s'était répandue avec la rapidité de l'éclair dans toute la ville. De tous côtés le tambour bat, la bourgeoisie prend les armes, court à l'Aigle-Noir, et l'attaque. D'abord le duc croit en avoir raison avec quelques mousquetades. Mais la vue des blessés, loin d'intimider le peuple, accroît sa fureur. Les portes extérieures de l'auberge sont enfoncées, et la foule se précipite vers la salle où se trouve le duc. Une décharge des Allemands jette deux hommes sur le carreau, mais n'arrête pas l'ardeur des

assaillants. En un clin d'œil, portes et fenètres sont en mille pièces, les Allemands renversés et désarmés. Dans la lutte, le duc Rodolphe et le comte de Paar sont blessés, et peu s'en faut qu'ils ne soient victimes de l'indignation populaire.

Horion était seul parvenu à s'échapper. Les bourgeois, en le cherchant, dévastent l'auberge de fond en comble, suivent ses traces dans le cloître Saint-Lambert, et y pénètrent en armes, malgré l'immunité du lieu. Bien lui en prît de se cacher avec soin, car il eût été écharpé.

Au bruit de l'émotion populaire, les magistrats liégeois accoururent, Plenevaux à leur tète, pour tâcher d'arrêter la colère des bourgeois. Le bourgmestre s'exposa, avec une admirable générosité, pour sauver les agresseurs; il prit le duc sous sa protection spéciale, et le mit en sûreté dans la maison du grand doyen.

Peu de jours après, Rodolphe-Maximilien sortit de Liége avec ses cavaliers, la tète basse et le cœur gonflé de dépit. Il alla porter en Silésie ses ressentiments, toujours aussi cruel et avide qu'avant la sévère leçon qu'il avait reçue des Liégeois.

Le duc Adolphe de Holstein, protestant aussi comme Rodolphe-Maximilien et aussi ulcéré que lui de quelques anciens démêlés avec le général de la Ligue, mettait littéralement à feu et à sang l'archevèché de Trèves. Etant entré dans la ville de Limbourg, sous prétexte de la traverser, il y commit, avec l'aide de deux calvinistes, les comtes de Solms et de Nassau, de si abominables cruautés, que le souvenir exécrable attaché à son nom effaça celui que Mansfeldt y avait laissé.

Le comte de Mérode-Waroux rançonnait impitoyablement les localités qu'il traversait, et agissait dans le Wetterau comme en pays vaincu, aux applaudissements de Wallenstein.

Mais, quelques barbaries qu'eussent commises ces offi-

ciers, elles furent encore surpassées par celles de Guillaume de Schellardt, seigneur de Gœrzenich[1]. C'est de lui que Ferdinand écrivait (octobre 1626) au prince d'Eggenberg: « Il n'y a pas d'énormités et d'infâmes horreurs que cet homme n'ait faites dans le Wetterau. » Il finit par se faire destituer. Mais remis en activité par Wallenstein, il recommença ses déportements avec une telle fureur, un tel mépris des plus élémentaires notions d'humanité, que toute la protection du duc ne put le sauver de la hache du bourreau[2].

Ce système oppressif, appliqué sur toute l'étendue des Etats catholiques et jusque sur les terres de l'Electeur de Saxe, trahissait évidemment un plan préconçu. L'Empereur fulminait, à la vérité, les ordres les plus sévères. Mais nul de ses officiers ne s'en inquiétait. Ils se sentaient couverts par la main puissante du duc de Friedlandt. N'était-ce pas lui, en effet, qui, seul, décrétait les levées, assignait les quartiers, délivrait les patentes, désignait de son autorité privée les places de montre, sans égard pour les réclamations des princes-seigneurs du sol, pour les ordres de l'Empereur et pour les constitutions de l'Empire?

On se demandait, avec raison, dans quel but se faisaient ces nombreuses levées de troupes, hors de toute proportion, non-seulement avec les besoins de la guerre, mais surtout avec les minces résultats obtenus par Wallenstein, dans ses campagnes de Bohème et de Hongrie. Pourquoi, d'ailleurs, si les nécessités militaires exigeaient tous ces efforts, laissait-on tant de forces inactives, tarissant inutilement les ressources des Etats catholiques ? Le contraste de cette situation avec les immenses services rendus à bien moins de frais par l'armée de Tilly, la rendait plus intolérable encore.

[1] Cet officier est qualifié de comte dans quelques pièces officielles.
[2] Hurter. Wallenstein. p. 80.

On s'indignait surtout de voir ces régiments encore vierges de combats, insulter aux vétérans de la Ligue, leur disputer le pas et les quartiers, et les appeler dédaigneusement soldats de prêtres. L'irritation s'accut au point que l'ordre fut donné aux officiers de la Ligue de réprimer toute insulte par la force.

Plus impérialiste que l'Empereur lui-même, Friedlandt avait rêvé la restauration de l'autorité impériale et l'abaissement de la haute aristocratie allemande. Les protestants lui paraissant suffisamment abattus, il projetait d'humilier, à leur tour, les princes de la Ligue. En les ruinant complétement par ses levées arbitraires, il atteignait le double but d'anéantir leur puissance et d'enrichir ses créatures, les officiers impériaux. Nous verrons plus tard le plan se mûrir et se développer; mais dès lors, il se croyait assez sûr des succès pour laisser échapper des paroles qui, répétées et colportées, semèrent l'inquiétude la plus vive parmi les princes catholiques. Certes, la haute probité de Ferdinand II, sa parfaite loyauté inspiraient toute confiance aux membres de la Ligue; il avait, en mille occasions, témoigné de son sincère désir de satisfaire aux plaintes qui lui étaient adressées de toutes parts, de redresser les griefs que la conduite étrange de Wallenstein créait sur tous les points de l'Empire. Mais on le savait entouré et dominé par des ministres vendus à l'ambitieux général. Cette loyauté même, à laquelle les princes catholiques rendaient hommage, se refusait d'accueillir les accusations lancées contre le duc de Friedlandt et les lui faisait considérer comme empreintes d'exagération et d'animosité. Ferdinand avait dans l'esprit cette paresse assez commune, même chez les hommes de cœur, qui repousse les soupçons, parce qu'ils troubleraient sa quiétude. Sa confiance, une fois donnée, il la retirait difficilement, moins par réflexion que par crainte des embarras et des ennuis que suscitent les changements. La vigilance de chaque jour pesait à ce caractère

naturellement doux et placide, qui ne se réveillait, dans toute sa grandeur, que lorsqu'il sentait sa foi ou celle de ses peuples en danger. Hors de là, il préférait suivre les avis de ses confidents que de se donner la peine de former le sien. Il craignait, en un mot, la fatigue morale. Cette espèce d'assoupissement volontaire à certains égards nuisait d'une part à sa pénétration politique, et de l'autre le livrait, sans défense, aux avides sollicitations de son entourage. Ce n'est pas qu'il fût, à proprement parler, prodigue, mais il ne savait pas refuser, et sa générosité naturelle ne trouvant pas de contre-poids dans la prudence qui calcule et prévoit, se laissait facilement aller sur la douce pente du plaisir de donner. Aussi, ses finances furent-elles constamment dans le plus déplorable état.

On comprend qu'avec de telles dispositions de caractère, les doléances des Etats de la Ligue près du chef de l'Empire demeurassent sans résultat. L'ame droite de Ferdinand se soulevait contre les exactions et les abus qu'on lui signalait. Il donnait des ordres pour les faire cesser, il adressait de vifs reproches à Wallenstein. Mais, cet effort de conscience accompli, il retombait dans sa molle confiance, acceptait toutes les explications de Friedlandt et ne conservait plus assez d'énergie pour se faire obéir.

Ces circonstances donnèrent une nouvelle importance à la réunion annuelle des princes de la Ligue, qui eut lieu à Wurzbourg, le 22 février 1627. La déplorable situation faite aux Etats catholiques par les mesures arbitraires de Wallenstein, fut naturellement l'objet des premières délibérations de l'assemblée. Le débat fut orageux, des propositions violentes surgirent. Toutefois, l'esprit de modération l'emporta. Il fut résolu que les princes intéressés s'opposeraient de tout leur pouvoir à la création des places de montre, empêcheraient le maraudage des soldats, et useraient, au besoin, de la force, pour empêcher les agglomérations de recrues de devenir trop considérables. Les élec-

teurs de Bavière et de Mayence eurent charge d'envoyer, aux frais de la Ligue, une mission auprès de l'Empereur, pour faire entendre les griefs des Etats catholiques, et représenter le danger de confier des levées considérables à des chefs protestants, tels que les frères de Saxe-Lauenbourg, qui ne tarderaient pas, si on les laissait continuer sur le même pied, à réunir jusqu'à 25,000 hommes sous leurs drapeaux. Cette mission devait aussi faire ressortir l'urgence d'une diète générale et réclamer l'envoi à l'armée de Tilly de 6,000 hommes d'infanterie et de 2,000 chevaux.

L'assemblée s'occupa ensuite de pourvoir aux moyens de continuer la guerre; elle vota des sommes considérables à cet effet, et décréta des mesures efficaces pour faire entrer dans la Ligue les princes ecclésiastiques qui, jusqu'alors, avaient refusé d'en faire partie.

Les services du comte de Tilly ne pouvaient être perdus de vue. Le 10 mars, les députés de Mayence firent la motion de lui accorder, à titre de récompenses et d'indemnités, une somme de 40 à 50,000 thalers. L'épuisement où se trouvaient les finances de quelques Etats ne leur permit sans doute pas d'accepter ce chiffre, car la proposition ne fut votée le 14, qu'après réduction à 30,000 thalers. Malgré cette diminution, il est à croire que la bonne volonté des princes ligués dépassait encore leurs ressources pécuniaires, car, à la fin de l'année 1628, Tilly n'avait encore reçu qu'une faible partie de ses 30,000 thalers[1].

Bien qu'éloigné de l'armée impériale d'opération, le lieutenant-général de la Ligue avait à lutter contre de nombreux embarras, à l'occasion de ses quartiers d'hiver. Les Espagnols lui disputaient certains cantonnements, et d'autres lui étaient enviés par les troupes des ducs de Saxe-Lauenbourg, qui se rapprochaient du comté de la Lippe. Le

[1] Archives de Vienne.

voisinage de ces régiments, à qui tout semblait permis, et leurs mauvais exemples exerçaient une influence pernicieuse sur les soldats de la Ligue.

Le contraste de leurs privations, de leur service rude, fatigant, avec la vie molle, pleine de grossières jouissances des impériaux était une tentation trop forte pour des hommes déjà épuisés par une longue et pénible campagne. Ils n'ont pas même un morceau de pain de munition à manger, écrivait Tilly, à l'électeur de Bavière. Le mécontentement se manifesta par des mutineries devant les maisons des commissaires aux vivres. L'indiscipline provoqua la désertion et gagna jusqu'aux chefs. Des compagnies entières allèrent rejoindre les bandes levées au nom de Wallenstein, d'autres brisèrent leurs étendards et se dispersèrent. Plus de 300 officiers passèrent furtivement dans les rangs de l'armée impériale. Au lieu de 25 à 28 rixdalers que leur assignait, en moyenne, l'ordonnance d'entretien de Tilly, ils en touchaient au delà de 200 sous la bannière de Wallenstein. Tilly se trouva en disette d'officiers. « Comme l'ennemi se renforce de jour en jour, écrit-il à cette époque, l'armée que je commande se trouve dans une position manifestement en grand danger et en plus grand que jamais, si la divine providence, en qui je mets toute ma confiance, ne vient à mon secours[1]. »

Certes, dit Hurter, il devait être plus difficile de maintenir une petite armée, prête au combat, sous le poids de circonstances aussi défavorables, que d'en entretenir une beaucoup plus considérable au milieu du bien-être et de l'inaction. Tilly sut, par son infatigable énergie, vaincre cette immense difficulté. L'hiver ne mit pas fin aux misères de ses soldats, et ce fut en luttant toujours contre la faim et le dénûment, que l'héroïque armée de la Ligue marcha à la victoire.

[1] Hurter. Wallenstein. p. 125.

La famine et la désertion n'étaient pas les seules causes de l'affaiblissement des troupes catholiques. La pauvreté des quartiers et le désir de ménager l'habitant contraignirent le comte de Tilly à éparpiller ses régiments sur une grande étendue de pays. La nécessité, selon le système militaire de l'époque, de garder un nombre considérable de places dites de passage, absorbèrent une bonne partie des forces de la Ligue. Enfin, la possession par les Danois, des villes de Nordheim, de Wolfenbuttel et de Nienbourg lui mettait, selon ses expressions, l'ennemi, non-seulement en tête, mais aussi au dos et au milieu de ses troupes, et partant, l'obligeait à doubler ses postes, et imposait à ses gens un pénible service de surveillance et d'observation. Dans cette situation pleine de périls et en présence des préparatifs considérables du roi de Danemark, il réclama des renforts de l'électeur de Bavière, invoqua même instamment l'assistance de l'infante Isabelle. Cette princesse, jalouse d'effacer les souvenirs d'un passé peu honorable pour l'Espagne, se montra pleine de zèle et de bon vouloir : elle donna au comte d'Isenbourg l'ordre de mener au comte d'Anholt deux régiments d'infanterie et un de cavalerie, et commanda au comte Henri de Bergh de surveiller les mouvements des Hollandais et de couvrir les flancs de l'armée catholique.

L'Electeur de Bavière, plus actif encore, envoya de nombreux convois d'hommes, d'argent et d'artillerie. Grâce à ces renforts, les forces de la Ligue dans le Cercle de la Basse-Saxe, se montaient, au commencement de la campagne, à 30,000 hommes.

Le roi de Danemark avait aussi utilisé l'hiver pour réparer ses pertes et se mettre en mesure de relever l'honneur de ses armes. Ses sujets de Holstein répondirent avec enthousiasme à l'appel qu'il leur adressa, ils mirent leurs milices sur pied et lui fournirent 3,000 volontaires, dont 1,000 montés. Mais, volontaires et miliciens, mal aguerris, peu habitués au métier des armes, avaient plus d'ardeur

que de discipline et de tactique. Ils ne furent guère qu'un embarras pour le roi, qui en faisait peu de cas. L'étranger lui fournit des ressources plus sûres. S'il échoua dans ses tentatives auprès de la république de Venise, il trouva la France disposée à lui payer de larges subsides, voire même à lui donner des hommes. Le comte de Montgommery fut autorisé à former sur le territoire français un régiment de 3,000 hommes, qu'il débarqua, au printemps de 1627 sur les côtés du Holstein. L'Angleterre, plus avare d'argent, se montra plus généreuse de soldats. Lord Maxwell et le colonel Morgan amenèrent au camp danois près de 6,000 Anglais et Ecossais. En Silésie, le vieux comte de Thurn et l'administrateur de Magdebourg, Christian Guillaume de Brandebourg, rassemblèrent les débris des corps de Mansfeldt et de Jean-Ernest de Saxe-Weymar. Enfin, dans le midi de l'Allemagne, le margrave de Bade-Durlach, sortant de sa retraite, leva, avec l'or anglais, deux régiments d'infanterie et 1,000 chevaux, à la tête desquels il apparut bientôt dans la marche de Brandebourg. Le roi lui avait offert la charge de lieutenant-général, occupée naguère par Fuchs, mais le vieux prince répondit que « vingt ans en çà, il avait commandé à Fuchs et qu'il ne pouvait être maintenant son successeur. » Il préféra agir seul, de son côté, avec ses troupes.

On voit que l'expérience du passé n'avait rien appris à Georges-Frédéric de Bade; malheureusement pour le roi de Danemark, la plupart de ses généraux étaient infectés de cet esprit d'égoïsme étroit et jaloux qui dissout l'unité, détruit les armées plus sûrement que les plus formidables engins de l'ennemi. Thurn, toujours incapable et toujours obstiné, eût cru s'abaisser en servant sous un étranger; Morgan, officier distingué d'ailleurs, se regardait comme un second Mansfeldt et prétendait ne recevoir d'ordre que des Etats de Hollande.

Noirproit, ancien commissaire de Mansfeldt, qui avait

remplacé Fuchs après le refus de Durlach, n'avait d'autres mérites que ses richesses, et comme tous les parvenus, y puisait une foi absolue dans ses prétendus talents. L'administrateur de Magdebourg ne suppléait à ce qui lui manquait en capacités militaires, que par une haine ardente contre les catholiques, seul trait d'union entre tous ces personnages. L'unique officier sur qui Christian put faire quelque fonds était le général de Schlammersdorf, qui fut d'abord adjoint au margrave de Bade-Durlach. Le monarque danois ne se dissimulait pas la faiblesse de son état-major. Pour y parer, il institua, à Stade, un conseil de guerre permanent, composé d'hommes d'expérience auquel il confia la direction générale des opérations. Mais cette création, loin de remédier au mal, l'agrandit, parce qu'elle détruisit l'unité de commandement. D'ailleurs, divisé et tiraillé lui-même en sens divers par des opinions inconciliables, le conseil de guerre ne pouvait avoir ni plus d'initiative ni plus d'autorité que Christian lui-même. La science de commander et de se faire obéir lui manqua aussi bien qu'au roi.

Christian avait partagé son armée en deux corps, agissant sur les deux rives de l'Elbe. Le premier fort de 10,000 hommes, sous les ordres du margrave de Bade-Durlach, appuyé en arrière par l'administrateur de Magdebourg, avec 15,000 hommes, barrait la route du Meklembourg à Wallenstein. Le second, montant à 30,000 hommes commandés par le roi en personne, devait se concentrer entre le Weser et la Wumme, derrière une ligne de retranchements élevés pendant l'hiver, depuis Etelsen jusqu'à Ottersberg, attaquer brusquement Anholt, l'écraser, marcher sur Tilly, le rejeter sur les grandes places fortes que défendaient les Danois en arrière de son armée et le tailler en pièces. Les chances de succès étaient d'autant plus grandes, que les troupes de la Ligue fort affaiblies par l'envoi du corps de Furstenberg au siége de Nordheim avaient été

obligées d'étendre considérablement leurs quartiers, à cause de la disette des vivres et des fourrages. Cependant ce plan rencontra une très-vive opposition de la part de Morgan et de Noirproit qui prétendaient faire du duché de Brême le pivot des opérations militaires et y attendre l'ennemi. De vives discussions eurent lieu, pendant lesquelles un temps précieux se perdit. Lorsque le roi essaya de l'emporter d'autorité, il rencontra chez ces deux généraux une résistance obstinée, qui paralysa ses mesures et fit échouer toutes ses entreprises.

Pendant que Christian, se débattant contre l'ineptie ou l'égoïsme de ses lieutenants, opérait avec lenteur son mouvement de concentration sur le Wéser, Tilly, profitant du répit que lui laissaient ses adversaires, se préparait hardiment à prendre l'offensive. Il détacha le duc Georges de Lunebourg avec 10,000 hommes sur la rive droite de l'Elbe, à la hauteur de Tangermunde et de Plauen pour assurer ses communications avec Wallenstein et tenir en respect l'Electeur de Brandebourg. Il s'avança lui-même dans la direction de Lunebourg prêt à se porter au secours, soit du duc Georges, soit du comte d'Anholt qui observait avec 8,000 hommes les manœuvres du roi de Danemark sur le Wéser. Il était encore de sa personne à Peyne et venait de visiter ses quartiers de l'Aller, lorsqu'il apprit que Nordheim s'était rendu au comte de Furstenberg. Avant de s'éloigner, il fit resserrer le blocus de Wolfenbuttel et s'assura que le corps espagnol du comte d'Isenbourg irait promptement renforcer Anholt. Le 9 août, il arriva à Gifhorn d'où il écrivit à l'Infante une lettre de recommandation en faveur du sieur de Froidmond, son neveu, et peu de jours après il entra à Lunebourg.

Le plan de Tilly consistait à pousser les Danois devant lui, tout en appuyant sur la droite, à les rejeter au delà de l'Elbe et à franchir ce fleuve avec toutes ses forces pour les réunir avec celles de Wallenstein. De son côté, le géné-

ralissime impérial, qui avait passé tout l'hiver à reformer son armée si misérablement détruite par les maladies dans sa funeste campagne de Hongrie, s'était chargé de balayer la Silésie et de marcher sur le Mecklembourg où devait se faire la jonction de deux armées. Ce point atteint, il était facile avec les forces immenses dont on disposait de chasser les Danois de l'Empire et d'achever la soumission de tout ce qui, dans la Base-Saxe, tenait encore pour eux.

Les retards de Wallenstein faillirent compromettre le succès de cette combinaison. Il était encore dans ses cantonnements de Neiss, lorsque le duc de Lunebourg passant l'Elbe vint prendre position sur le Havel. Le margrave de Bade-Durlach marcha aussitôt contre ce prince et le roi renonçant, en désespoir de cause, à ses plans contre Tilly, quitta Ottersberg et ralliant tous les détachements épars dans le Meklembourg, remonta à grands pas la rive gauche de l'Elbe dans l'espoir de couper le duc, et de le prendre entre deux feux. Georges se disposait à attaquer le margrave renfermé dans Havelberg, lorsqu'il apprit que les Danois avaient assailli subitement Blekede, place importante de passage sur l'Elbe. Le roi avait compté s'en emparer par un coup de main, y passer l'Elbe et tomber sur le duc, avant qu'il eût le temps de se reconnaître. La vaillante résistance du commandant de Blekede déjoua ce projet. Elle donna le temps à Georges averti de dépêcher au secours de Blekede le colonel Cerboni avec trois régiments. Le roi déconcerté n'attendit même pas leur arrivée, il se rembarqua avec une telle hâte que plus de 200 de ses soldats périrent dans l'Elbe et que lui-même faillit s'y noyer.

Malgré ce succès, Georges menacé par les forces sans cesse croissantes du Margrave ne put se maintenir sur la rive droite de l'Elbe. Il repassa le fleuve, épiant le moment de reprendre ses avantages.

Tilly était demeuré quelque temps à Lunebourg, afin d'y concentrer ses troupes. Le comte de Thurn, envoyé par le

roi pour l'observer, profita de cet intervalle d'inaction pour fortifier la rive droite de l'Elbe, en face de Blekede. Le 21 juillet, après avoir fait sur divers points quelques fausses démonstrations de passage, Tilly attaqua Ladersbourg, place forte avec un pont sur l'Elbe. Tandis que les Danois, trompés par cette attaque, réunissaient toutes leurs forces pour y résister, les troupes catholiques traversèrent l'Elbe à Blekede et assaillirent les retranchements élevés par Thurn. Thurn, surpris, se retira précipitamment derrière la Bille, se bornant seulement à jeter une garnison dans Lauenbourg. En même temps, le duc de Lunebourg passa l'Elbe à Tangermunde, culbuta le Margrave de Bade, prit Havelberg et répandit ses troupes dans le Brandebourg. De son côté, Tilly poursuivit rapidement sa course victorieuse. Ladersbourg, Boitzenbourg et Neuhaus, évacués par les Danois, furent occupés sans coup férir. Lauenbourg n'essaya pas même de résister; vingt-quatre bâtiments chargés de vivres et d'objets de matériel, qui se trouvaient dans le port de cette ville, tombèrent entre les mains des catholiques, avec plusieurs canons.

La nouvelle des succès de Tilly alarma d'autant plus le roi de Danemark que ses communications avec le Margrave de Bade-Durlach se trouvaient complétement coupées par la position de l'armée catholique. Il se rendit en toute hâte à Gluckstadt, afin d'aviser aux mesures commandées par les circonstances. L'urgence de chasser Tilly de la rive droite de l'Elbe ne pouvait faire doute à personne. L'ordre fut envoyé à Noirproit de laisser de fortes garnisons dans les principales places de passage du Weser et de l'Aller, et de masser tout le reste de ses troupes à Harbourg. De là il devait passer la Luhe, s'établir solidement sur cette rivière, enlever Blekede à tout prix pour couper les communications de Tilly, franchir l'Elbe sur un point plus élevé, donner la main au comte de Thurn et se préparer à attaquer l'armée de la Ligue en queue tandis que le roi

l'aborderait de front. En cas d'insuccès de son attaque sur Blekede, il devait se retirer sur Buxtehude et Stade. A peine cet ordre était-il parti, que des renseignements plus exacts sur les positions respectives de Thurn et de Tilly déterminèrent le roi à changer ses plans. De nouvelles instructions enjoignirent à Noirproit de retirer le garnison de Nienbourg, après avoir fait sauter les fortifications de la place, de se retirer ensuite sur Buxtehude, d'y franchir l'Elbe avec toutes ses forces et de rejoindre à marches forcées le quartier-général du roi. Au lieu d'obéir, Noirproit retint le coursier destiné au gouverneur de Nienbourg, assembla son conseil de guerre et après y avoir discuté les ordres qu'on lui envoyait, dépêcha au roi de prolixes rapports pour lui démontrer la nécessité de défendre le duché de Brême. Les injonctions les plus formelles du monarque ne purent le faire plier et il resta obstinément dans ses positions.

Les plans du roi échouaient encore une fois devant l'incapacité altière et l'insubordination de ses généraux. Tilly put attendre tranquillement à Lauenbourg Wallenstein, qui s'avançait à grands pas vers le Nord. Il n'y demeura cependant pas inactif. Il ouvrit des négociations avec la ville de Hambourg pour en obtenir d'abondantes fournitures de vivres et de munitions. Les Hambourgeois séduits par la perspective de la domination de l'Elbe, qu'on leur fit entrevoir, au nom de l'Empereur, accordèrent sans difficulté tout ce qu'on leur demandait. Un fait assez curieux montre qu'ils n'avaient pas moins de désir de plaire au comte de Tilly dans les petites choses que dans les grandes.

Pendant les troubles des Pays-Bas, la seconde cloche de l'église de Sainte-Gudule à Bruxelles avait été prise par les Gueux et vendue aux bourgeois de Hambourg. Depuis lors, paraît-il, ce malheur n'avait pu être réparé. Le bruit du bon accord établi entre la ville hanséatique et Tilly étant venu jusqu'à Bruxelles, le chapitre de la collégiale crut

l'occasion favorable pour réclamer sa cloche. L'Infante, dont la piété se préoccupait facilement de tout ce qui pouvait contribuer à relever la pompe du culte catholique, venait de recommander à Tilly un moine de l'abbaye d'Aulne, dom Albert Buisseret, chargé par elle d'aller chercher des reliques en Allemagne. Elle donna mission à ce religieux de présenter à Tilly la demande des chanoines. Le général de la Ligue accueillit la réclamation avec bienveillance, et, peu de jours après, la cloche, ramenée à Bruxelles, reprit sa place dans le clocher de Sainte-Gudule, à la grande joie des habitants.

Dix-huit mois auparavant, l'Infante avait demandé à Wallenstein le corps de saint Norbert. L'intervention de Ferdinand II, qui réclama, de son côté et enleva les saintes reliques, ne permit pas au généralissime de déférer aux désirs de la princesse.

Pendant que Tilly entamait la campagne dans la Basse-Saxe contre les Danois, le duc de Friedlandt était, comme nous l'avons vu, retenu dans ses quartiers de Bohême par le travail de recomposition de son armée. Les soldats abondaient; mais les officiers capables de remplir les premiers postes de l'état-major étaient plus rares. Rendant hommage à la vieille réputation de l'école de guerre des Pays-Bas, le duc sollicita de l'Infante la permission d'engager au service impérial les comtes de Marradas et Jean de Nassau, le premier, comme lieutenant-général, le second, en qualité de maréchal-de-camp. L'autorisation fut accordée avec empressement. Marradas partit aussitôt pour Neiss, quartier-général de Wallenstein, mais le comte de Nassau, retenu à Bruxelles par un procès important, ne put accepter, et sa charge de maréchal-de-camp fut donnée au comte de Schlick, général de l'artillerie. Marradas ne fit cependant pas la campagne de Mecklembourg. Sa fierté castillane déplut peut-être à Wallenstein, car, au lieu du commandement important qui lui avait été annoncé, il

reçut la mission, beaucoup plus modeste et dissimulant à peine une disgrâce, de mener à l'armée espagnole des Pays-Bas un corps peu considérable de troupes, dont l'Infante avait sollicité l'envoi. Le généralissime le remplaça par Jean-Georges d'Arnim, gentilhomme Saxon, plus diplomate que militaire, esprit souple, fin, rusé, merveilleusement habile dans l'art du mensonge et des subtilités, que les catholiques appelaient le capucin protestant, à cause des formes rigides de sa piété luthérienne.

Au mois de mai 1627, le duc de Friedlandt se trouva à la tête de troupes nombreuses. 4,000 hommes étaient concentrés autour de Neiss; 15,000 surveillaient, en Moravie, Bethlen Gabor; Aldringen, avec un régiment d'infanterie de 3,000 hommes et 1,000 cuirassiers, et le duc Rodolphe de Saxe-Lauenbourg avec 7,000 hommes, manœuvraient déjà vers l'Elbe, pour relier la grande armée impériale à celle de la Ligue. Ils avaient ordre de donner la main au duc Georges de Lunebourg et de se mettre, sans réserve, à la disposition de Tilly. Wallenstein se mit lui-même en marche dans les premiers jours de juillet. En moins de deux mois, il avait purgé la Silésie d'ennemis, occupé les principales places du Brandebourg, envahi le Meklembourg, forcé les deux ducs de s'humilier, rejeté le margrave de Bade dans la mer, et dispersé les troupes de l'administrateur de Magdebourg. Vers la fin d'août, il se trouvait à Domitz, et la jonction des armées catholique et impériale était accomplie sous les auspices les plus heureux. Il importait de profiter immédiatement des brillants avantages si rapidement acquis, et de l'énorme supériorité de forces dont disposaient les catholiques. A peine arrivé à Domitz, Wallenstein s'empressa de se rendre auprès de Tilly, afin d'arrêter, de concert avec lui, les dispositions du plan de campagne, nécessaire pour les opérations ultérieures. Le 29 août, il parut à Lauenbourg, dans tout le fastueux appareil d'une tête couronnée et suivi d'un splendide état-

major, peuplé de princes de l'Empire. Tilly le reçut entouré de ses généraux, dont la tenue simple et martiale offrait un contraste frappant avec les costumes éclatants des officiers impériaux. L'entrevue fut cordiale, l'accueil digne de l'hôte et de ses illustres visiteurs. Tilly, faisant trêve à la sévérité de ses habitudes, traita son collègue avec une somptuosité royale, l'entoura d'égards, le combla de prévenances. Mais ses marques de déférence s'arrêtèrent aux limites extrêmes de la courtoisie. Lorsque, au conseil de guerre, le duc de Friedtlandt, arguant de son titre de prince et de sa charge de généralissime, réclama la supériorité du commandement sur le chef de l'armée catholique, il rencontra chez celui-ci une résistance aussi inflexible au fond qu'adroite et polie dans les formes. Tilly sut concilier, avec un art parfait, les ménagements que lui imposaient les susceptibilités ombrageuses de Wallenstein avec les droits de son souverain et l'indépendance de sa position. Facile et large dans les concessions sans portée sérieuse, il maintint, avec fermeté, sa part légitime d'influence et d'autorité dans toutes les mesures politiques et militaires délibérées à Lauenbourg. L'altier Wallenstein ne cédait qu'en frémissant devant l'attitude digne et ferme de Tilly; plus d'une fois son orgueil faillit éclater, et ses explosions mal contenues, donnèrent occasion à l'intendant de Lauenbourg d'écrire au duc de Celle que la bonne harmonie ne règnerait pas longtemps entre les deux généraux. Dans l'impatience de se sentir dominé par le noble caractère et la mâle vertu de son glorieux émule, Wallenstein eût désiré l'éloigner sous prétexte des dangers dont les Hollandais menaçaient l'Empire. Il essaya de déterminer Tilly à rétrograder vers le Rhin et à lui laisser l'honneur d'achever la défaite du roi de Danemark. Cette proposition, qui n'avait pas même le mérite d'être spécieuse, ne pouvait soutenir l'examen. Aussi fut-elle rejetée sans discussion.

L'étude des opérations militaires à combiner ne fut pas

l'unique objet dont s'occupèrent les deux généraux, dans leurs conférences à Lauenbourg. Lorsque le duc de Friedlandt arriva dans cette ville, il y trouva le duc Frédéric de Holstein-Gottorp, venu là avec l'autorisation de Tilly, pour y porter des propositions de paix de la part du roi de Danemark. Christian commençait, en effet, à se fatiguer d'une guerre dans laquelle il ne récoltait qu'échecs et déboires. Dès le commencement de juin, sur le bruit que la diète de l'Empire, d'abord convoquée à Nuremberg, allait définitivement s'assembler à Mulhausen, il avait dépêché à Tilly un trompette chargé de trois lettres : l'une pour l'Empereur, la seconde pour l'électeur de Saxe, la troisième, simple prière de transmission des deux autres, pour le général de la Ligue. Son but était d'obtenir l'admission de ses ambassadeurs et de ceux du Palatin et du roi d'Angleterre à la diète. Le paquet faillit d'abord lui être renvoyé, parce que la suscription ne portait pas les titres dus à l'électeur de Bavière et à son lieutenant; mais, comme l'enveloppe avait déjà été ouverte par le comte d'Anholt, en sa qualité de maréchal-de-camp de l'armée, Tilly se contenta de protester contre cette omission préméditée, et fit parvenir les missives à leur destination. Quelque temps s'étant écoulé sans recevoir de réponse, Christian pria le duc de Holstein de faire une démarche près de Tilly, dans l'espoir que l'intervention de ce prince, qui s'était toujours tenu avec soin en dehors de la rébellion de ses co-Etats de la Basse-Saxe contre l'Empereur, lui serait favorable. Le duc y consentit d'autant plus volontiers qu'il redoutait, avec raison, de voir le théâtre de la guerre se rapprocher de ses Etats. Bien accueilli par les deux généraux, il en obtint communication des conditions auxquelles l'Empereur entendait traiter. Voici ces conditions, telles qu'elles sont indiquées dans une lettre de Wallenstein au marquis Spinola[1].

[1] Archives du Royaume. Secrétairerie d'Etat allemande. Correspondance de Wallenstein.

« 1° Que le roy de Danemark déposera, mestra bas les armes qu'il a prins à tort et contre toute raison, et retirera toutes les garnisons qu'il a dans Wolfenbuttel, Nienbourg et aultres lieux, et les mènera hors du Cercle de la Saxonie inférieure et de tout aultre pays, et les licentiera sans les laisser suivre ni envoyer à personne au préjudice de Sa Majesté impériale et de tous les obéyssants Electeurs, princes et estats.

» 2° Qu'il se départyra et renoncera entièrement à la charge qu'il a entreprinse de chief et général du Cercle de la Saxonie inférieure, veu que l'altération et la révolte du dict Cercle a été causée par icelle, et que, par là, une bonne partie des princes et Estats ont été séduicts à une aliénation contre l'Empereur, et aux termes d'une rébellion, et les pays et subjects entièrement ruynez et désolez, et réduitz à la misère, et au pauvre estat dans lequel ils se trouvent actuellement.

» 3° Qu'estant conneu et notoire que le dict roy a esté attiré et induict par la faction du Palatin, et avec les archeveschez et éveschez qui sont au Cercle de la Saxonie inférieure et de la Westphalie, à prendre les armes contre l'Empereur, icelluy renoncera entièrement et absolument pour lui et ses hoirs à touts tels archeveschez et éveschez desdits Cercle et de l'Empire, en quelle part ils soient situez et de quelle condition qu'ils soient.

» 4° Et puisque l'office et charge de chief et général dudict Cercle, à l'occasion de laquelle la prinse des armes et enfin touts les inconvénients et malheurs susdictz sont ensuyvis procède et a esté du commencement establie et exercée, à raison du duché de Holstein, appartenant au dict roy et des aultres fiefs mouvants de l'Empereur, par l'usurpation, invasion et dévastation du Cercle de la Saxonie inférieure, le dict roy renoncera de mesme entièrement au dict duché, et le laissera à l'arbitrage et à la volonté de Sa Majesté Impériale, pour en disposer selon les constitutions fondamentales de l'Empire et les droits féodaux.

»5° Qu'ensuyte de ceci, il cédera et délivrera aussi le fort de Gluckstadt à Sa Majesté Impériale.

»6° Et puisque le dict Roy a causé des dommages irréparables aux innocents et obéyssants Electeurs, Princes et Estatz qui assistent l'Empereur, pour une guerre non-nécessaire, qu'iceluy portera les frais et despens faicts par les deux armées Impériales et les remboursera et fundera à eulx comme de raison.

»7° Et si le dict roy pense d'avoir quelques prétentions contre le duc Frédéric Ulrich de Brunswick et Luneborgh ou les pays et subjets à lui appartenants, soit à raison des deniers prestez, engagières, arriérages de contributions, restatz de despens de guerre, donations ou d'aultres contractz et tiltres, quels qu'ils puissent estre, qu'icelluy les quictera et se départira du touct de la demande d'icelles.

»8° De mesme renoncera le dict roy entièrement à touctes les prétentions et demandes qu'il pourroit semblablement avoir contre le duc Christian de Brunswick et Luneborgh et tous les princes et Estats du Cercle de la Saxonie inférieure et de touts les aultres Cercles.

»9° Item ledict roy se départira et détiendra à jamais de procurer ou faire aulcune ligue ou alliance avec d'aultres royaumes, pays, princes et potentats, ni de contribuer aulcune ayde ou assistance par voye de conseil, de-faict ou d'armes contre Sa Majesté Impériale et la sérénissime maison d'Autriche publicquement ou secrètement, ains gourvernera et régira quictement et paisiblement en tout repos et tranquillité le royaume que Dieu lui a octroyé.

»10° Et puis icelluy se servira à l'advenir du Sund, comme du temps passé a esté observé et accoustumé, en conformité des concordatz sur ces faicts dirigez et par ainsi lèvera et ostera toutes les nouveaulx et augmentations des imposts depuis faicts et introduitz, afin que les Electeurs, princes et Estatz de l'Empire et particulièrement les princes et villes Hanséatiques et aultres qui sont les plus intéressez

puissent demeurer sans occasions de plaintes et le commerce estre et demeurer franc et libre.

»11° Et finalement que pour l'assurance de l'observation et accomplissement de toutes ces conditions, le roy donnera un revers très-bien clausulé et caution suffisante.

»Faict à Lauenbourg le 2 sept. 1627. »

Ces conditions étaient dures ; elles dépouillaient le roi, elles l'humiliaient, et quelque déplorable que fût sa situation, mieux valait périr dans une lutte sans espoir que d'acheter à pareil prix une paix déshonorante. C'est ce que pensa le duc de Holstein. Il essaya vainement d'obtenir quelque adoucissement aux rigueurs de ce projet de traité draconien et quitta Lauenbourg, sans avoir pu atteindre, même de loin, le but de sa mission.[1]

Son départ fut le signal de la reprise des opérations militaires. Les deux armées, dont les forces réunies montaient à 80,000 hommes, s'étendaient sur une longue ligne, ayant l'Elbe pour base et dont Tilly occupait la gauche, Wallenstein la droite. Elles s'ébranlèrent dans les premiers jours de septembre et marchèrent sur Pinnenberg et Trittow, poussant devant elles les Danois éperdus. Trittow ouvrit ses portes, Pinnenberg fit mine de se défendre. Tilly s'étant avancé pour reconnaître la place, fut atteint au-dessus du genou d'un coup de biscaien qui le renversa de cheval. La blessure, heureusement, n'était pas dangereuse ; néanmoins, il fallut transporter le général à Lauenbourg, où le duc Georges de Lunebourg s'empressa de lui envoyer ses médecins. La nouvelle de ce fâcheux accident se répandit rapidement dans l'armée et y causa une émotion générale. Les habitants de Pinnenberg faillirent expier dans la flamme et le sang la blessure de Tilly. Parvenu à grand'peine à sauver la ville, Wallenstein crut devoir sacrifier aux colères du sol-

[1] Archives du royaume. Secrétairerie d'Etat allemande. Correspondance de Wallenstein.

dat la vie des deux principaux commandants de la garnison.

Les malheureux officiers allaient être décapités, lorsque Tilly, informé de ce qui se passait, se releva de son lit de souffrance pour intercéder en leur faveur et leur sauva la vie.

A ces marques d'affection dévouée de l'armée, si honorables pour le vétéran catholique, vint se joindre un témoignage non moins touchant du respect et de l'affectueuse estime que lui portait son souverain. A peine instruit du danger qu'avaient couru les jours de son glorieux lieutenant, Maximilien lui écrivit une lettre dans laquelle, après avoir exprimé toute la part qu'il prenait à ses souffrances, il le conjurait, en termes pressants, de veiller désormais avec plus de soin à la conservation d'une vie si précieuse, non pas seulement à la Bavière, mais à tous les Etats catholiques, et de ne plus se risquer si légèrement.

La blessure de Tilly offrit à Wallenstein une occasion propice de réaliser ses anciens projets de séparation. Au désir ambitieux d'absorber seul les honneurs d'une expédition victorieuse, se mêlait la crainte, avivée par l'approche de l'hiver, d'être obligé de partager avec les troupes de la Ligue les riches quartiers du Mecklembourg et des autres pays conquis. Exaltant les résultats déjà obtenus depuis la jonction des deux armées, il fit valoir l'inutilité d'user tant de forces au peu qui restait encore à faire. Combien ne serait-il pas plus important de nettoyer le duché de Brême, encore occupé par Noirproit et Morgan, d'achever la soumission des riverains du Weser et d'arrêter, en même temps, par un déploiement de forces imposantes les entreprises imminentes des Hollandais?

Tilly, hors d'état de diriger son armée, préféra céder que d'en abandonner la conduite à Wallenstein. Il consentit à lui laisser quelques régiments avec une grande partie de son artillerie, et ramena le reste de ses troupes sur la rive gauche de l'Elbe.

A la date où s'opérait ce mouvement, le comte d'Anholt était occupé à couvrir le siége de Nienbourg, que le comte de Furstenberg venait d'entamer. Le colonel Limpach, gouverneur de la place, se défendit vigoureusement. Il comptait que Noirproit, qui était à Brème avec 4,000 hommes d'infanterie et 34 escadrons, lui prèterait un appui efficace. Mais Noirproit, intimidé par la présence d'Anholt, ne bougea pas malgré les sollicitations impérieuses du comte de Thurn, que le roi lui avait dépèché pour le faire sortir de son inaction. Cette pusillanime apathie ne fit que hâter sa perte. Tandis qu'il se disputait contre Thurn et Morgan au lieu d'agir, Anholt recevait de nombreux renforts. Au mois d'octobre, le général catholique fondit subitement sur les lignes Danoises, prit Ottersberg, battit Noirproit, et força Morgan de se réfugier dans Stade. Noirproit s'enfuit en Hollande, avec ses trésors, abandonnant lâchement ses soldats, qui passèrent sous les drapeaux de la Ligue. Nienbourg affamé et désormais sans espoir de secours, succomba le 16 novembre. Quelques semaines après, Wolfenbuttel, dernière possession des Danois dans le duché de Brunswick, se rendit au comte de Pappenheim, non sans avoir vaillamment résisté pendant quatre mois.

Les succès de Wallenstein n'étaient pas moins décisifs. Arnim avait achevé la soumission du Mecklembourg et forcé les souverains de ce pays de s'exiler. De son côté, le comte de Schlick avait écrasé les restes de l'armée du margrave. Le cercle de fer qui enfermait les Danois allait se resserrant chaque jour. L'infortuné Christian n'eut pas même la consolation de sauver l'honneur de ses armes par un semblant de retraite réglée. Ses soldats démoralisés et saisis d'une incroyable panique fuyaient éperdus devant les impériaux, jetant armes et bagages. Aucun effort humain n'eût été capable de leur faire tourner tète. Le roi désespéré alla cacher sa honte dans l'île de Funen, laissant le Holstein et le Jutland aux mains du duc de Friedlandt. L'île servait

déjà de refuge au margrave de Bade, et à d'autres généraux danois. Elle fut bientôt le théâtre des récriminations les plus amères entre tous ces chefs, qui s'accusaient réciproquement de lâcheté et de trahison. Le roi, avide de trouver des coupables, pour épancher sur eux ses colères, soumit toutes ces accusations à un conseil de guerre. Le margrave, fortement inculpé, argua de sa qualité de prince de l'Empire pour décliner la compétence du conseil, mais il consentit à se justifier devant le roi. Le duc Bernard de Saxe-Weymar, cité à son tour, usa du même expédient. Le roi, n'osant passer outre, les congédia de son service. Tous deux passèrent en Hollande, heureux d'échapper aux vengeances royales, qui retombèrent avec d'autant plus de violence sur quelques officiers de naissance moins élevée. Plus tard, le margrave regagna le pays de Bade, où il vécut dans l'obscurité, jusqu'à sa mort, arrivée en 1638.

CHAPITRE XVI.

Renommée de Wallenstein. Ses aspirations ambitieuses. L'Empereur lui donne le duché de Mecklembourg. Il convoite la Poméranie. Il est nommé grand-amiral des mers Baltique et Océanique. Ses projets. Son hostilité contre l'armée de la Ligue. Les quartiers d'hiver. Souffrances de l'armée de la Ligue. Misère de l'Allemagne. Assemblée de la Ligue à Mulhausen. Plaintes des Etats catholiques contre Wallenstein. Ils sollicitent le titre de prince pour Tilly. Rare abnégation de Tilly. Démêlés de la Ligue avec Wallenstein et l'Empereur. Campagne de 1628. Siége de Strabund. Siége de Stade. Capitulation. Assemblée de la Ligue à Bingen. Menées de Wallenstein. Plaintes de Tilly. Appréciations politiques.

Wallenstein atteignit complètement le but qu'il s'était proposé, en éloignant Tilly du théâtre principal de la guerre. Avant la fin de la campagne, il recueillit, seul, la gloire et les profits des succès éclatants auxquels le général de la Ligue avait si largement contribué. Son nom, célébré sur tous les tons par les nombreuses créatures qu'il avait tant à la cour qu'à l'armée, se couronna d'une auréole, devant laquelle sembla s'éclipser jusqu'à la vieille réputation de Tilly. Toutes les bouches de la renommée, si souvent vénales, exaltant ses talents militaires, le proclamèrent le plus grand homme de guerre de l'Europe, le sauveur de l'Empire. La flatterie intéressée lui fit de la campagne de 1627 un piédestal du haut duquel son individualité, démesurément exagérée, jeta l'ombre sur les plus vaillants compagnons de sa victoire. Son orgueil s'accrut dans la même proportion et nulle perspective ne parut téméraire à cette imagination sans cesse en quête de nouvelles grandeurs. C'était peu pour lui qu'au duché de Friedlandt

eussent été attachés des privilèges extraordinaires. Au mois de septembre 1627, il obtint encore de l'Empereur le duché de Sagan, avec des droits tels que vassal n'en avait jamais eus, ceux de battre monnaie d'or et d'argent, de conférer la noblesse, d'élever des villages au rang de villes, etc. Ce n'était pas encore assez. Quelqu'inouïes que fussent les prérogatives accordées à ses deux duchés, elles ne suffisaient pas pour le faire marcher de pair avec les princes immédiats de l'Empire. Le fait seul que ses possessions relevaient de la couronne de Bohême le plaçait dans un état d'infériorité relative, qui l'humiliait. Depuis longtemps, il épiait l'occassion de s'en affranchir, et, dès le commencement de l'année 1627, ses convoitises, mal dissimulées, avaient effrayé, non sans raison, le duc de Wurtemberg. Déçu de ce côté dans ses espérances, il tourna ses regards sur le Mecklembourg et déploya toutes les ressources d'un esprit fertile en intrigues et en duplicité pour compromettre sans retour les souverains de ce duché, et empêcher leur réconciliation avec l'Empereur. Tandis que, d'une main, il les poussait à l'exil, il présentait de l'autre à l'Empereur un compte exorbitant d'avances faites pour l'entretien de l'armée et dont il exigeait le remboursement, en indiquant d'ailleurs l'engagère du Mecklembourg, comme un moyen facile de le contenter, sans qu'il en coûtât rien aux caisses vides du trésor impérial. Les prétentions rencontrèrent une résistance assez forte dans les conseils de Ferdinand. Tilly intervint lui-même en faveur des ducs, et les appuya de ses chaleureuses recommandations. Ferdinand hésita longtemps. Wallenstein, inquiet, accourut à Vienne, et bientôt la majorité des ministres, gagnée par les présents du généralissime, parvint à étouffer, auprès de l'Empereur, la voix de ses plus sages conseillers.

Un décret impérial, du 19 janvier 1628, engagea le Mecklembourg au duc de Friedlandt, jusqu'à remboursement de ses avances au moyen des revenus du duché, et le

même jour, l'Empereur le reçut avec tous les honneurs réservés aux princes immédiats de l'Empire.

Wallenstein prit aussitôt possession des nouveaux Etats dont il se regardait déjà comme le maître définitif. Incapable de réprimer l'essor des joies vaniteuses qui inondaient son ame, il ne perdit pas un instant à s'entourer du pompeux appareil de son nouveau rang. Il réclama le titre, jusqu'alors inusité en Allemagne, d'altesse (Hoheit), rendit ses audiences plus rares, s'interdit les familiarités de conversation, dîna seul à une table particulière, et déploya un faste inconnu des plus puissants monarques de l'Europe. Il n'osa cependant pas prendre encore les armes et le sceau du duché de Mecklembourg, mais il se fit prêter serment de fidélité par les habitants, et agit, en tout, comme un véritable souverain.

Ses convoitises, irritées plutôt que satisfaites par cette prodigieuse fortune, s'étendirent jusque sur la Poméranie. « Je voudrais, écrivit-il à Arnim, que l'envie prît au duc de se mettre en guerre avec nous. La Poméranie arrondirait merveilleusement le Mecklembourg. » Il rêva même, un instant, la couronne de Danemark, mais cette velléité ambitieuse ne dura pas longtemps. « Il vaut mieux se contenter du certain, manda-t-il à Arnim. »

Son orgueil chercha des dédommagements ailleurs. Le titre de généralissime ne convenait plus au prince de l'Empire. Wallenstein en fit l'observation hautaine à Ferdinand qui, par décret du 21 avril 1628, le créa chef suprême de toutes les armées impériales, avec juridiction civile et militaire, de telle sorte que les ordres signés de sa main, avaient la même force que s'ils étaient signés de la main même de l'Empereur et pouvoir exclusif de nommer les colonels. Huit jours après, il obtint encore les titres sonores de général de toutes les flottes impériales, et de grand amiral des mers Baltique et Océanique.

Un tel excès d'honneurs et d'élévation, loin de rassasier

les aspirations ambitieuses de Wallenstein, ne fut, pour lui, que le point de départ du vaste plan qu'il avait conçu et qui n'allait à rien moins qu'à substituer à l'aristocratie princière de l'Allemagne une aristocratie militaire dont il eut été le chef secret, en attendant, sans doute, d'en devenir le maître officiel. Après avoir épuisé, par ses exactions calculées, les sources des richesses de la Ligue, seule puissance encore indépendante de l'Empereur, ruiné son armée, humilié sa fierté, il comptait sur la trahison, pour absorber, au profit de ses combinaisons, ce qui restait encore de forces vitales aux princes catholiques. Sa pensée réservait aux principaux chefs des troupes de la Ligue une élévation analogue, quoique inférieure à la sienne; elle leur taillait d'avance, dans les Etats de la Basse-Saxe, des principautés nouvelles, appât destiné à attirer à lui les plus récalcitrants et à calmer le cri des consciences délicates. Enivré, en effet, de ses propres illusions, Wallenstein admettait *à priori*, comme infaillible, le consentement des personnages appelés à figurer dans les conceptions révolutionnaires de son imagination. Appliquant aux autres la même mesure et confondant tous les hommes dans le même mépris, il ne croyait pas possible de résister aux séductions des grandeurs. D'ailleurs, il comptait imposer les rôles et non solliciter les volontés. Cependant, les temps n'étaient pas encore mûrs pour l'exécution immédiate de ces plans gigantesques. Il fallait d'abord asseoir solidement sa propre puissance, puis niveler le terrain pour y élever le nouvel édifice de l'aristocratie impériale. Wallenstein se préoccupait de ce double travail, sans prévoir, dans l'aveuglement dont la fortune frappe d'ordinaire ses éphémères favoris, ni les obstacles, ni les éléments de ruine qu'il accumulait autour de lui. Il n'est pas, pour le superbe, de plus terrible malédiction de Dieu que la prospérité continue. Wallenstein en fut un mémorable exemple. Il ne se trouva pas de force à résister au succès et fut mille fois moins grand à

l'apogée de sa gloire que l'humble Tilly dans ses plus cruels revers.

Déjà, avant d'avoir sérieusement mis la main à l'œuvre, il s'était laissé entraîner, dans les éclats de son arrogante présomption, à trahir ses penseés secrètes. Ses propos imprudents, rapportés aux princes de la Ligue, devaient nécessairement les mettre sous leur garde. C'est ainsi qu'il ne craignait pas de dire qu'il était temps d'apprendre aux Electeurs qu'ils relevaient de l'Empereur et non l'Empereur d'eux. Dans une autre circonstance, on l'entendit s'écrier : qu'on n'avait plus besoin ni d'Electeurs ni de princes, qu'il était temps de les décoiffer et de faire de l'Allemagne une monarchie pure comme l'Espagne et la France. Ses actes ne confirmaient que trop ces graves indiscrétions.

Wallenstein voulait, à tout prix, que le Mecklembourg, qu'il considérait déjà comme son bien, demeurât à peu près intact de logements militaires. Ses intrigues pour amener Tilly à passer sur la rive gauche de l'Elbe afin d'aider Anholt à chasser les Danois des Etats de Brunswick, avaient eu pour mobile, non-seulement l'ambitieux égoïsme d'un triomphe exclusif, mais aussi le désir d'éloigner l'armée catholique du Mecklembourg, et de pouvoir lui en fermer les avenues. A l'approche de l'hiver, Tilly réclama le droit de faire hiverner ses troupes dans une partie des terres dont la conquête était aussi bien leur fait que celui de l'armée impériale. Il signala principalement le Mecklembourg, le Schleswig, le Jutland. Wallenstein repoussa péremptoirement cette juste demande, et renvoya Tilly se pourvoir dans l'Empire. Mais l'Empire lui-même était déjà surchargé de cantonnements impériaux. De nouveaux régiments y arrivaient journellement d'Italie. Les princes de la Ligue, ruinés par les frais de la guerre et les exactions des officiers de Wallenstein, étaient hors d'état de supporter un surcroît de charge. Les anciens quartiers de Tilly, ceux naguère occupés par les Danois, la Hesse, le

Wetterau, le Brunswick, la Westphalie, étaient épuisés. La guerre y avait arrêté la culture et détruit les récoltes. Çà et là quelques champs, labourés en tremblant par de rares habitants, donnaient à peine de quoi nourrir la main qui avait semé. Comment donc songer à jeter sur ces pays désolés des masses d'hommes sans approvisionnements et condamnés à tirer leur subsistance du sol même qui les portait? N'était-ce pas une injustice criante de voir les soldats de Friedlandt grassement entretenus sur les rives fertiles de l'Elbe, leurs quartiers élargis outre mesure, et répandus jusque dans les Marches et la Poméranie, tandis que les vétérans de la Ligue, resserrés sur un terrain étroit et dévasté, luttaient contre la famine? Cependant ceux-ci avaient supporté le poids du jour et de la chaleur. A eux, à eux seuls étaient dues les grandes victoires qui avaient rétabli l'autorité de l'Empereur et refoulé l'ennemi hors du territoire allemand. Leur sang avait arrosé tous les champs de bataille, avant qu'il n'existât d'armée impériale, et depuis, combien était inégale la part de lauriers cueillie par chaque armée? Et cependant, ces tard venus, moissonnant ce qu'ils n'avaient pas semé, nageaient dans l'abondance, alors que la privation et la misère étaient le partage des glorieuses bandes de la Ligue. Telles étaient les protestations de Tilly subissant, en frémissant, la contrainte de la nécessité. Telles étaient celles de Maximilien de Bavière, rappelant à l'Empereur les immenses services rendus par ces *soldats de prêtres* si maltraités. Rien n'y fit. Tout ce qu'obtint l'Electeur, fut la promesse de rappeler les régiments impériaux dispersés dans l'Empire. L'armée de la Ligue prit ses quartiers d'hiver aux abords du Weser, dans la Frise orientale et dans le Wetterau. Tilly, qui avait laissé quatre régiments au siége de Stade, fixa son quartier-général à Buxtehude. Le rapport suivant, qu'il expédia de cette ville, à l'Electeur de Bavière, le 25 janvier 1628, fait la peinture la plus émouvante des misères inouïes auxquelles ses sol-

dats furent exposés pendant l'hiver, et nous fournit un magnifique témoignage de sa sollicitude paternelle à leur égard.

« MONSEIGNEUR,

»Je remplis l'humble devoir de venir exposer en peu de mots à Votre Altesse électorale l'état, l'affreux dénuement, l'indicible misère dans lequel se trouvent les soldats employés devant Stade. J'en souffre cruellement. En effet, dans ces contrées marécageuses, les maisons ou cabanes, au lieu d'être agglomérées, sont dispersées çà et là comme des métairies; il est conséquemment impossible de réunir sous un abri commun les quatre régiments occupés au siége de Stade, et plusieurs d'entre eux sont donc obligés de bivouaquer et de coucher en plein air. De plus, les habitants de ces marais ont l'habitude de se servir en temps d'hiver d'échasses très-hautes. Aussi, est-il plus facile de s'imaginer que de décrire l'intolérable surcroît de difficulté contre lequel mes pauvres soldats se débattent par ce mauvais temps et par la pluie continuelle qui tombe depuis plusieurs mois, sans interruption. Ces pauvres gens, qui n'ont ni chemises, ni bas, ni chapeaux, ni souliers, ni manteaux, ni autres vètements, sont obligés de faire leur service jour et nuit dans l'eau et la boue jusqu'aux genoux sans pouvoir en sortir. De plus, l'ennemi ayant complètement épuisé ses quartiers dans les derniers temps, mes malheureux soldats se trouvent sans pain, sans bière, sans fromage, ni viande, et ils en sont réduits au pain de munition tout sec (encore ne s'en procurent-ils que difficilement), avec de l'eau froide pour toute boisson. Outre ces cruelles privations, ils ont eu à supporter des ouragans terribles et des pluies diluviennes. Aussi n'est-il que trop vrai de dire, que la faim et le chagrin, le froid, la peste et l'eau, m'ont enlevé, en peu de temps, des centaines de braves et vaillants soldats. Il y a peu de jours, je me suis transporté,

en personne, au milieu d'eux pour leur porter des paroles de consolation, ils m'ont accueilli par les plaintes les plus lamentables, et exposé que sur les grand'routes et dans le plat pays il leur avait été facile de se garer de l'ennemi, d'éviter les embuscades et les précipices, mais qu'ici la contrée n'offrait que des chemins inconnus, suspects et dangereux, qu'ils avaient l'ennemi en tête et au dos, partout l'eau, dont les crues subites les mettaient à chaque instant à deux doigts de la mort, qu'ils étaient constamment en proie à la violence des vents déchaînés, sans habits pour se couvrir, sans souliers pour se chausser, aux tourments de la faim, aux atteintes des épidémies. Etait-ce là le fruit de la glorieuse renommée acquise par de si longs services, par de si éclatants exploits, celui des louanges données à leur vaillance, dans tout l'Empire, que d'être condamnés à périr misérablement dans ce désert comme de pauvres hères? Leur solde, bien gagnée, reste en arrière jusqu'à leur mort, alors que les survivants, encore sains, forts et dispos qui ont à lutter contre les plus cruelles privations trouveraient dans l'aumône de cette solde de puissantes ressources. Ils me supplièrent, pour l'amour de Dieu, du sang de tant de braves déjà fauchés par la mort de ne pas les abandonner, eux qui m'avaient donné dans les plus périlleuses occasions des preuves sans nombre de leur franche loyauté et de leur fidélité à toute épreuve, que si je ne voulais pas qu'ils perdissent le peu de forces et de santé que Dieu leur laissait encore, voire même qu'ils périssent, il me fallait les assister et leur procurer à tout prix l'aumône trop réelle de leur paie.

»Et comme, en réalité ces braves soldats, livrés maintenant à toutes les privations, ont contribué, par leurs sueurs et leur sang, par leurs devoirs et leurs exploits, à maintenir jusqu'ici la chose publique, j'ose supplier humblement et chaleureusement votre Altesse Electorale, de daigner prendre immédiatement les mesures nécessaires, pour que

ces quatre vieux régiments, pleins de mérites et de souffrances, reçoivent, au plus tôt, quelques mois de solde, afin de pouvoir alléger un peu leur misère.

»Ce faisant, Votre Altesse Electorale se fera un grand mérite de charité près de Dieu et près de ces pauvres soldats souffrants, affamés, nus, malades et décimés par les épidémies.

»Donné à Buxktehude, le 27 janvier 1628.

»JEAN, Comte de Tilly[1].»

Le corps, commandé par Anholt, n'était pas mieux partagé que le reste de l'armée. « Trois ans se sont écoulés depuis l'invasion de Mansfeldt dans la Frise-Orientale, mandait Anholt à son chef, et le pays est tellement désert, que des localités entières sont sans un seul habitant : quelques champs commencent seulement à être cultivés par des étrangers. »

Il semblait que la malédiction divine eût frappé l'Allemagne. A tous les maux d'une guerre de dix ans était venue se joindre la calamité plus générale de la stérilité ; pendant trois ans les récoltes manquèrent dans tout l'Empire ; la vigne elle-même fut gâtée. Mais, plus impitoyable encore que ces fléaux réunis, la main de Wallenstein achevait d'épuiser le peu de sève et de force qui animaient encore le grand corps allemand. Poursuivant ses plans avec une imperturbable ténacité, d'une part il resserrait l'armée catholique dans d'étroits et pauvres quartiers, la livrant à l'action dissolvante du besoin ; de l'autre, il couvrait les terres de la Ligue de troupes dont il ne tirait d'autres services que de ruiner les princes. Rien ne lui était sacré, ni les ordres les plus formels de l'Empereur, ni la foi des traités, ni le respect du faible, ni les obligations du passé, ni l'égard dû à l'allié. Sa prodigieuse cavalerie, hors de

[1] Hurter. Wallenstein. p. 129 et s.

toute proportion avec son infanterie, surchargée d'états-majors, couvrait de ses nombreux régiments le territoire allemand, y commettant plus de violences et d'exactions que n'eût fait le Danois lui-même. Les plaintes, adressées à Vienne, par les princes intéressés, restèrent sans effet. Ce fut dans le but de les rendre plus énergiques et plus efficaces, que les Electeurs se réunirent à Mulhausen, au mois d'octobre 1627. L'assemblée avait été précédemment convoquée à Nuremberg, pour le 1er juin. Wallenstein qui en prit ombrage, fit avancer un corps d'armée dans le voisinage de cette ville. Ce mouvement suspect changea les dispositions de l'Electeur de Mayence, qui désigna, pour lieu de réunion, la ville de Mulhausen, à cause du voisinage des quartiers de Tilly.

L'assemblée fut nombreuse. Les électeurs de Mayence et de Saxe y parurent en personne : les autres s'y firent représenter par des députés. Le nonce du Pape à Vienne, la France et l'Espagne y envoyèrent des agents diplomatiques. Les délibérations, commencées le 18 octobre, roulèrent principalement sur les moyens de procurer une paix stable à l'Allemagne et de mettre un terme aux intolérables vexations des officiers de Wallenstein et au poids écrasant des recrutements impériaux. Des discours assez vifs furent prononcés, des menaces se firent entendre, et l'on résolut d'envoyer une députation à l'Empereur pour lui présenter les griefs du collége, longuement développés dans une requête énergique.

En même temps, l'assemblée saisit l'occasion de donner au comte de Tilly une marque éclatante de sympathie et de reconnaissance. Elle sollicita pour lui le titre de prince. La lettre que les Electeurs adressèrent à l'Empereur, pour lui exprimer ce vœu, après avoir relevé les éminents mérites du général de la Ligue, se termine par ce passage remarquable : « Bien qu'il soit assez connu que sa profonde modestie et l'humble abnégation de son caractère ne lui

permettent pas de viser à de hautes dignités et ne lui en laissent même pas naître l'idée, le collége électoral se doit à lui-même de ne pas oublier que ses services méritent des récompenses supérieures, et nous n'avons pu laisser de supplier votre Majesté Impériale qu'elle daigne élever Son Excellence au rang des princes, ce que nous considérerons avec Son Excellence comme une faveur signalée de Votre Majesté Impériale[1]. » L'Empereur accueillit, avec une bienveillance marquée cette requête, et s'engagea à y faire droit. L'ordre était déjà donné de dresser les patentes, lorsque Tilly apprit ce qui se passait. Cette humilité, qu'admiraient avec raison les Electeurs, et que ne pouvait comprendre Wallenstein, s'en émut : il fit de nombreuses démarches pour éviter ce que d'autres eussent recherché avec ardeur, et à bout de moyens, il donna 500 rixthalers au secrétaire impérial, Géron, chargé de dresser ses patentes, pour que celui-ci n'en fît rien.

Les députés, envoyés par l'assemblée de Mulhausen, à l'Empereur, n'y eurent et n'y pouvaient avoir obtenu que peu de succès. L'influence de Wallenstein était prépondérante à la cour; l'entourage de Ferdinand lui était vendu; la plupart des ministres obéissaient à sa pression, les autres voyaient, dans la continuation de la guerre, l'unique moyen de consolider et d'étendre l'autorité impériale; ils ne doutaient pas d'un succès éclatant, et taxaient d'exagération anti-patriotique les doléances des princes.

Les instances du baron de Preysing, chargé par l'électeur de Bavière, de réclamer une meilleure répartition des quartiers d'hiver, en faveur de l'armée catholique, ne furent pas plus heureuses. Mais cet habile diplomate sut ménager à son souverain un résultat important sur un autre point. A la suite des négociations qu'il avait entamées avec la cour de Vienne, intervint, le 22 février 1628, un traité,

[1] Hurter. Wallenstein. p. 114.

en vertu duquel Maximilien restitua à l'Empereur l'Autriche supérieure qui lui avait été donnée à titre de gage, et reçut, en échange, la possession pleine et définitive du Haut-Palatinat et de tous les bailliages du Bas-Palatinat, en deçà du Rhin, avec l'extension du bonnet électoral à ses héritiers.

Wallenstein avait ostensiblement favorisé la conclusion de ce traité, qui comblait un des vœux les plus légitimes de Maximilien, afin de se donner un vernis de dévouement aux intérêts bavarois. Ses démarches affectées ne trompèrent cependant personne. Trop de faits décelaient son mauvais vouloir systématique contre l'aristocratie catholique de l'Empire, pour que la défiance des Electeurs, déjà en éveil, pût être endormie par un acte isolé de bienveillance envers l'un deux. En effet, dans le même moment où il plaidait à Vienne la cause de Maximilien, il retirait successivement plusieurs régiments de cavalerie de la Poméranie, et en renforçait un petit corps, commandé par le comte Wolf de Mansfeldt, aux environs d'Ulm. Cette agglomération de troupes aux portes de la Bavière excita naturellement les inquiétudes et les réclamations de l'Electeur. Un échange très-vif de notes eut lieu entre Wallenstein et Mansfeldt d'une part, et Maximilien de l'autre. Sur l'observation qu'une partie du Cercle de Franconie devait être réservée aux quartiers de l'armée catholique, Mansfeldt déclara qu'il s'opposerait, par la force, à l'entrée des gens de la Ligue dans ce Cercle, et Wallenstein poussa l'audace jusqu'à exiger que les régiments catholiques qui se trouvaient dans le Cercle de Souabe en fussent retirés immédiatement pour faire place aux impériaux[1].

L'indignation de l'Electeur de Bavière fut vivement partagée par ses collègues. L'Electeur déclara, qu'à son avis, il était urgent de rappeler l'armée de la Ligue et de

[1] Hurter. Wallenstein. p. 185 et 153.

prendre des mesures de nature à imposer à Wallenstein. Le commissaire général Ruepp fut appelé à Munich (6 avril 1628) et chargé de communiquer verbalement au comte de Tilly qu'il pourrait se faire qu'on fût obligé d'user de la force pour débarrasser les Etats catholiques de l'intolérable oppression de Wallenstein, et qu'il se tînt prêt à tout évènement. Le prudent Tilly craignait que les choses ne fussent poussées trop vite et trop loin. Il fit observer qu'un pareil éclat conduirait infailliblement à une rupture avec l'Empereur, qu'il serait à craindre que beaucoup d'officiers, principalement ceux qui avaient des possessions dans l'Empire, n'y prêtassent pas volontiers la main, et qu'en tout cas, ses forces étaient loin d'être aussi considérables que celles de Wallenstein. Néanmoins, selon son usage, il se déclara prêt à obéir de son mieux aux ordres qu'il recevrait[1].

Ces sages observations déterminèrent Maximilien à reprendre la voie, si peu fructueuse jusqu'alors, des réclamations à la cour impériale. Cette fois, cependant, il réussit en partie. L'Empereur promit de faire droit à ses plaintes et réprimanda sévèrement Mansfeldt.

Ce nouveau grief n'était pas éteint, que déjà, de toutes parts, arrivaient aux Electeurs des renseignements de la plus haute gravité sur les desseins secrets de Wallenstein. Ce qu'ils soupçonnaient devenait pour eux une certitude. Affamer l'armée de la Ligue ou la dissoudre par la désertion adroitement fomentée, ruiner les princes indépendants, écraser toute résistance après l'avoir désarmée, rester seul maître en Allemagne, y disposer à son gré des domaines de l'aristocratie et des richesses des villes, se prép succession de l'Empire, la brusquer même, s'il le fallait, tels étaient les plans qui lui étaient attribués non sans fondement. La rumeur publique lui prêtait les propos les

[1] Hurter. Wallenstein. p. 199.

plus violents contre les Electeurs, lui-même les justifiait par l'insolence de ses procédés envers les princes, envers l'Empereur lui-même. On savait qu'il avait hautement manifesté l'intention d'enlever, à l'armée catholique, les places qu'elle occupait, sous prétexte que ces places étaient détenues au nom de l'Empereur. Aux impériaux seuls, selon lui, appartenait le droit d'y tenir garnison.

Les vues droites et élevées de Ferdinand, son respect sincère et bien connu pour les droits d'autrui, son attachement consciencieux à ses devoirs de souverain envers ses vassaux, l'hostilité déclarée du jeune roi de Hongrie, fils de Ferdinand, contre Wallenstein, ne suffisaient pas pour rassurer les princes que menaçait l'ambition effrénée du généralissime, et qu'inquiétait sa toute-puissance. Avec cette faiblesse que nous avons signalée en lui, et qui n'était, à proprement parler, que l'excessive confiance naturelle à son caractère, Ferdinand s'était lié les mains, sa foi en Wallenstein n'avait encore pu être ébranlée, ses ministres lui présentant les plaintes des Electeurs comme dictées par la jalousie, ou exagérées par d'égoïstes et avares calculs. Sans cesse on lui mettait sous les yeux les glorieux exploits du duc de Friedlandt, le brillant avenir que son épée invincible préparait à l'autorité impériale, les dangers d'une paix trop précipitamment faite et mal assurée en présence de tant d'ennemis non encore vaincus. Wallenstein lui-même se dépouillait, par occasion, de son arrogance ordinaire, se disait fatigué du commandement, implorait la faveur d'en être déchargé, se plaignait des haines que lui attiraient, dans l'Empire, son dévouement absolu à l'Empereur, dans l'armée, sa trop sévère discipline, protestait de son mépris sincère des grandeurs et laissait entendre que se trouvant trop riche pour ses héritiers, il avait légué la plus grande partie de ses biens à la maison d'Autriche; que ce qu'il acquerrait reviendrait donc à celle-ci. D'autres fois, changeant de langage et de terrain,

il rappelait que de tout temps l'axiome : *Si vis pacem, para bellum,* avait été adopté pour règle par les plus grands hommes d'Etat. Si les mouvements militaires des Français sur les frontières, mouvements qu'à Mayence on l'accusait de stimuler secrètement, justifiaient le maintien de forces imposantes dans le voisinage du Rhin, il invoquait, pour légitimer ses levées incessantes dans le reste de l'Empire, les préparatifs formidables du Danois, les dispositions du Hollandais pour descendre dans l'arène, au printemps. Il arguait des mésintelligences qui s'étaient élevées entre le roi de Danemark et ses Etats, pour faire entrevoir à l'Empereur la perspective d'une nouvelle couronne à ajouter à tant d'autres. Enfin, souple et fertile dans ses ressources, il jetait en avant l'idée d'une croisade puissante contre les Turcs, idée qui devait sourire singulièrement à l'esprit, profondément religieux et avide de la gloire de Dieu, de Ferdinand, et qu'il savait être populaire.

Grâce à ces moyens et à l'art qu'il avait de tenir constamment l'Empereur dans une atmosphère favorable à sa personne, il dominait tellement ce prince que l'influence de l'héritier du trône eût vainement lutté contre lui, et si l'on entendit quelques voix isolées murmurer que le seul moyen d'obtenir la paix et de sauver l'empire était la destitution de Friedlandt, ces voix demeurèrent sans écho[1].

Trop habile, du reste, pour nier de front la vérité et refuser tout fondement aux plaintes des princes de la Ligue, il se contentait d'éluder, sous mille prétextes d'utilité publique ou d'empêchements momentanés, les ordres que, dans sa sollicitude, l'Empereur donnait fréquemment pour y faire droit. Un trait entre mille autres donnera, à cet égard, la mesure de son audace.

Trois régiments impériaux avaient été cantonnés sur les terres de l'Electeur de Saxe ; celui-ci se plaignit à l'Empe-

[1] Hurter. Wallenstein. p. 117 206 et s.

reur qui donna ordre à Wallenstein de faire hiverner ses troupes ailleurs. Le généralissime allégua une prétendue impossibilité, et, aux trois premiers régiments, en fit joindre deux autres.

L'armée de la Ligue, et surtout le héros qui la commandait, lui était, comme dit un historien, une épine dans l'œil. Tout affaiblie qu'elle fut par ses longues souffrances, il en supportait avec peine l'incommode voisinage. Il crut trouver une occasion favorable de s'en débarrasser, et fit tous ses efforts pour la mettre à profit.

Au commencement de l'année 1628, les Hollandais avaient effectivement fait des armements considérables dirigés, non contre l'Empire, mais contre les Pays-Bas. L'Infante Isabelle ne disposant pas de forces suffisantes, réclama du secours à l'Allemagne catholique. Elle s'adressa d'abord à Tilly, pour demander que l'armée de la Ligue défendît Lingen, au cas où cette place serait attaquée. Tilly en référa prudemment à ses chefs, qui, de leur côté, avaient reçu de l'Infante l'invitation pressante d'envoyer quelques troupes aux Pays-Bas. L'Empereur appuya chaudement les démarches de la cour de Bruxelles, et Wallenstein intervint lui-même, en offrant de loger des troupes impériales aux places que la nouvelle direction donnée aux forces de la Ligue obligerait de dégarnir. Les Electeurs n'eussent-ils pas, depuis longtemps, pris pour règle invariable d'éviter avec soin tout ce qui pouvait entraîner la rupture de la neutralité hollandaise, que l'offre insidieuse du duc de Friedlandt les eut détournés d'accéder aux prières de l'Infante.

Maximilien défendit expressément à Tilly de se mêler, en quoi que ce fût, des Hollandais, à moins que ceux-ci ne s'alliassent ouvertement avec les proscrits de l'Empire, et témoigna un mécontentement très-vif de ce que l'Empereur, sans lui en donner avis, avait expédié un ordre contraire au général de la Ligue. Une lettre de l'Electeur

de Mayence à celui de Bavière exprime parfaitement la pensée qui dominait alors parmi les princes catholiques : « On ne peut pas disposer ainsi des troupes de la Ligue, au gré des conseillers impériaux ou Espagnols, pendant que le duc de Friedlandt sillonne successivement des siennes tous les Cercles de l'Empire. Que leurs gens se cassent la tête à leur aise; pour nous, il faut ordonner à Tilly de ne pas dégarnir une seule des places qu'il occupe, et signifier à l'Empereur que la mission de notre armée se borne à le défendre dans les limites de l'Empire. Si l'on tient la dragée haute, si l'on ne dit pas amen à tout, il en résultera que les Electeurs et princes seront mieux respectés et leur armée plus considérée[1].

L'Infante, repoussée une première fois, revint à la charge. Elle rencontra un refus persistant à Munich, où les craintes inspirées par Wallenstein ne faisaient que croître. Elle s'adressa alors directement à l'Empereur qui, mis en demeure de démontrer qu'il désirait sincèrement soulager les Etats catholiques de l'entretien des troupes non employées contre les Danois, fit marcher aux Pays-Bas le comte Wolf de Mansfeldt, avec quelques régiments de cavalerie. Le secours parut insuffisant à l'Infante, qui demanda à Wallenstein d'envoyer aussi de l'infanterie. Le généralissime fit lever expressément pour elle deux régiments, dont il donna le commandement à l'évêque de Verdun et Vander Nersen, baron de Firmont. Il en offrit même un troisième, à former par un certain baron de Gleanmalun, irlandais, qu'il ne connaissait pas trop, avoue-t-il dans sa dépêche, mais qu'il suppose mieux connu aux Pays-Bas qu'en Allemagne. Petit trait qui, soit dit en passant, donne une idée de la légèreté avec laquelle il distribuait les patentes de colonel. Au mois d'août, les corps de l'évêque de Verdun et du baron de Firmont se trouvèrent prêts, et Wallenstein les mit à la disposition de l'Infante[2].

[1] Hurter. Wallenstein. p. 162. [2] Arch. du royaume. Cor. de Wallenstein.

Ainsi, alors que le triomphe de l'Empereur et des catholiques paraissait complet en Allemagne, que toute résistance rebelle à l'autorité suprême était écrasée ou à la veille de l'être, se manifestait dans le sein même du parti vainqueur un déchirement qui devait infailliblement amener sa ruine. Si l'union fait la force et donne la vie, la désunion fait la faiblesse et donne la mort. Tant que la lutte avait duré incertaine, l'Empereur et les catholiques étaient demeurés étroitement unis, et les divisions de leurs adversaires n'avaient pas moins contribué à la victoire des défenseurs du principe d'autorité que les talents et le génie de Tilly. L'ambition de Wallenstein jeta le premier germe de discorde, celle de Maximilien les développa, et l'égoïsme à courte vue des Electeurs acheva l'œuvre.

Cependant la guerre avec le Danemarck n'était pas terminée. Gluckstadt, Krempe et Stade tenaient encore pour les Danois. Une grande partie des côtes de la mer du Nord n'avaient pas pleinement reconnu l'autorité impériale, leur possession complète importait essentiellement au grand amiral des mers Baltique et Océanique. Avant de créer une flotte il voulait des ports[1]. Abandonnant l'attaque des autres places à Tilly, qu'il n'avait pu mettre aux mains avec les Hollandais, il résolut d'abord de s'emparer de Stralsund. Cette ville, par sa position topographique, la

[1] La correspondance de Pappenheim, conservée aux archives du royaume de Belgique (secrétairerie d'Etat allemande) contient un très-curieux rapport de ce général, relatif à la continuation de la guerre contre le Danemark. Ce rapport envoyé sans doute directement à l'Infante par son auteur, ne porte pas de date. Mais il se rattache évidemment au dernier mois de l'année 1628, et on ne peut douter qu'il ne soit identique à « Certain *discours* ou *projet* transmis à Munich par *celui de Pappenheim*, comme quoi on pourrait attaquer le roi dans ses pays ou îles, » dont il est question dans une lettre de l'Electeur Maximilien à Tilly, du 17 novembre 1628, citée par Westenrieder. Il prouvait que Pappenheim avant de s'adresser à Munich, avait consulté Tilly et s'était mis d'accord avec lui. Le projet plut à Maximilien qui le jugea « non-seulement praticable, mais encore le meilleur moyen de frapper le roi au cœur de ses domaines; car, ajoute l'Electeur, si le roi est de sa personne obstiné à ne pas traiter, ses Etats pourraient être ainsi amenés à l'y obliger, ou, de guerre-

force de ses murailles, l'étendue de son commerce, les richesses de ses habitants était la place la plus importante du Nord de l'Allemagne. Elle commandait à la fois le Mecklembourg, nouvelle possession de Wallenstein, la Poméranie, objet de ses aspirations avides. Le généralissime comprenait, d'ailleurs, avec raison, que s'il n'était

lasse, à lui faire défection. » En conséquence, Tilly eut ordre d'envoyer Pappenheim conférer avec Wallenstein sur le *projet*. Les négociations de paix qui s'ouvrirent le 26 janvier 1629 empêchèrent de donner suite à la proposition de Pappenheim, mais elle ne mérite pas moins d'être connue :

PRINCIPES ET MAXIMES CONTRE LA CONTINUATION DE LA GUERRE.

1° Nous avons depuis la Poméranie jusqu'en Ostfrise à défendre 250 milles de pays;

2° Nous ne pouvons bonnement pourvoir, et beaucoup moins oserait-on penser à l'offensive;

3° Si le roi entendait la guerre, il nous serait impossible d'embrasser tant de pays;

4° Il peut avec peu de monde nous harceler de la mer en tous les endroits;

5° Et nous ne pouvons l'empêcher : si nous nous concentrons, nous lui ouvrons le pays, et si nous nous étendons, nous ne sommes forts nulle part;

6° Nous ne pouvons endommager au roi, si nous n'entrons en mer;

7° Nous ne pouvons livrer bataille au roi en mer, mais au contraire fuir cela;

8° Nous ne lui serons pas égaux dans dix ans sur mer;

9° Nous ne pouvons avoir de marine;

10° Il ne faut donc asseoir aucun fondement général sur l'amirauté;

11° Encore moins sur la construction de grands navires;

12° Sur le continent, sauf Stralsund Gluckstadt et Crempe, il n'y a rien à gagner;

13° Par mer, il n'y a rien à gagner;

14° Ergo, comme il n'y a qu'à perdre et rien à gagner, il faut faire la paix;

MAXIMES POUR LA CONTINUATION DE LA GUERRE.

1° Le roi s'imagine qu'on ne peut arriver dans ses îles, qu'il ne peut donc rien perdre;

2° Il se refusera à toute paix, à moins qu'on ne lui rende ses possessions de terre ferme;

3° La guerre défensive que Sa Majesté Impériale ne peut continuer, à cause de la grande étendue des côtes, ne peut être remédiée que par un seul moyen, reprendre l'offensive contre le roi, dans ses îles;

4° Le roi ne peut tenir en campagne contre les forces de l'Empereur;

5° Funen n'a pas de forteresse, Seelandt non plus, excepté Elseneur et Copenhague, qui n'ont rien de très-fort;

pas maitre de Stralsund, cette ville recevrait tôt ou tard garnison danoise ou suédoise, et qu'alors la disposition des lieux ne lui permettrait plus de conserver l'île de Rugen. Or, Stralsund et l'île de Rugen au pouvoir d'une puissance ennemie, la suprématie future de l'Empereur sur les côtes de la Baltique courait grand péril[1].

Wallenstein essaya d'abord la voie des négociations pour obtenir l'admission d'une garnison impériale. Les habitants tout en protestant de leur soumission à l'Empereur,

6° Comme nous n'avons pas de force maritime, il tient peu de monde dans son pays;

7° Le grand point est donc de savoir transporter les troupes de l'Empereur dans les îles; cela trouvé, tout est gagné.

PROPOSITION.

J'ay déjà et pour la seconde fois esté envoyé par le comte de Tilly pour reconnaître la rivière de l'Elbe et tous les ports de mer que nous avons et tenons, et j'ai diligentement examiné plusieurs expérimentés mariniers de la Baltique et l'Ostsee. Je les ai confrontés et j'ai eu divers espions en Danemark, dont l'un m'a transmis un état des forces royales, en soldats, et navires de hauts bords, leurs résultats, les positions de ces pays, et en général tout ce qu'on doit savoir pour la guerre, et de tout cela, j'ay faict sur bons fondements, trois différents moyens ou entreprises que j'offre à Sa Majesté Impériale, de lui livrer le cœur du royaume de Danemark, l'île de Funen et de Seelandt, avec le Sund et une bonne partie des navires de guerre du roi. Et cela sans la moindre intervention des Espagnols, ou des villes anséatiques, sans danger, sans frais considérables, par la seule bonne observation et proportionnement des temps, etc.

PROFITS DE L'ENTREPRISE.

Y gagnent la foy catholique, l'Empire, la maison d'Autriche, le roi d'Espagne, le roi de Pologne, car si l'Empereur a le Sund, le Suédois est brisé et obligé de faire les frais de la paix. — Les Hollandais ruinés peuvent être soumis par les Espagnols facilement. — L'Empire est pacifié. — Le roi de Danemark a les mains liées. — Le commerce allemand porte à un haut degré de prospérité. — La religion catholique protégée dans le Nord, d'où viendrait *omne bonum*, au lieu du *omne malum* actuel.

L'Empereur peut être persuadé que l'entreprise a esté si bien mûrie, *a primis causis per omnes potentias usque ad ultimos effectus et eventus*, qu'hors le pouvoir divin, rien ne peut arriver naturellement qui n'ait été préveu. Et comme je ne m'aveugle pas volontiers sur mes intérêts, que la bataille de Prague, la conservation d'Italie et les conquestes de la Haute-Austrice m'ont peu rapporté, que je saisirais volontiers ceste occasion de me pourvcoir, je demande humblement en récompense de ce service l'Ile de Funen.

[1] Von der Decken. Duc Georges. p. 266.

alléguèrent leurs priviléges. Le diable les emporte, s'écria l'altier général, je ne sais ce que c'est que ces priviléges! Bientôt l'épée remplaça la parole. Le maréchal d'Arnim commença activement les opérations d'attaque. Il éprouva une résistance inattendue, que favorisait la liberté des communications maritimes de la place avec les rois de Danemark et de Suède, dont les Stralsundois invoquaient la protection. Impatient des longueurs du siége, Wallenstein accourut lui-même pour en hâter le dénouement. Aux députés chargés par la ville de porter les plaintes des habitants à l'Empereur, il avait dit : qu'il viendrait à bout de son entreprise, dussent 100,000 hommes, dût-il lui-même y perdre la vie; et dans une autre occasion : quand même Stralsund serait attaché au ciel par des chaînes de fer, je l'abattrai. Cette puérile jactance, loin d'intimider les défenseurs de Stralsund, redoubla leur énergie. Le roi de Danemark leur envoya des secours et parut lui-même à l'entrée du port avec une flotte nombreuse. L'admirable courage des Stralsundois, secondés par leurs voisins du Nord, brisa l'orgueil du grand amiral impérial. En vain, il multiplia les assauts, et sacrifia ses meilleurs régiments, tout échoua contre la résistance désespérée qui lui fut opposée.

A plusieurs reprises, des conférences avaient eu lieu pendant le siége, et plus d'une fois les Stralsundois s'étaient offerts à accepter des conditions avantageuses pour l'Empereur. La téméraire présomption de Wallenstein, l'aveugla au point de les lui faire repousser. Enfin, à bout d'efforts, il quitta brusquement le siége, laissant à Arnim le soin de ramener les troupes et le matériel de guerre, et annonça à l'Empereur que les magistrats de Stralsund s'étaient engagés à rentrer sous la domination impériale. Il n'en était rien. Wallenstein avait bien fait les propositions, mais il avait tellement hâte de quitter le lieu témoin de son humiliation, qu'il n'attendit pas la réponse des magistrats, couronnant ainsi, par une faute politique

des plus graves, la série de celles qu'il avait commises à tous égards pendant le siége.

L'Empereur avait vivement critiqué le siége de Stralsund, il ne le trouvait justifié ni en raison ni en droit : son coup d'œil, plus prévoyant que celui de Wallenstein, craignait une irritation inutile, inopportune des esprits, des complications dangereuses, et surtout l'occasion donnée aux deux princes du nord de prendre pied dans Stralsund.

La suite prouva que les prévisions de Ferdinand n'étaient que trop fondées ; mais, ni l'obstination impolitique de Wallenstein, ni son échec éclatant n'altérèrent visiblement sa faveur. Son amour-propre trouva occasion de se consoler par la défaite du roi de Danemark à Wolgast, et par la prise des villes de Wismar, de Rostock et de Krempe.

De son côté, Tilly avait ouvert la campagne de 1628, par le siége de Stade, seule place que les Danois possédassent encore au midi de l'Elbe. Les 4 régiments qui l'avaient tenue investie pendant tout l'hiver furent considérablement renforcés, et Tilly dirigea lui-même les opérations. Morgan se défendit avec beaucoup de courage, et le roi de Danemark fit une tentative pour le dégager. Au mois d'avril, Christian pénétra dans l'Elbe avec 14 vaisseaux de guerre, mais, dans la prévision de son arrivée, Tilly avait élevé de formidables batteries sur la rive gauche du fleuve, près de Stade. La flotte Danoise, arrêtée par un feu meurtrier et dépourvue de troupes de débarquement, se hâta de regagner la mer, et Morgan, repoussé dans une sortie tentée pour se mettre en communication avec elle, se vit bientôt réduit à se rendre. Le 6 mai, il conclut, avec Tilly, la capitulation suivante :

ACCORD.

« Le noble, honorable et vaillant seigneur, Charles Morgan, chevalier, général commissionné par Sa Majesté Royale de la Grande-Bretagne, aussi général d'infanterie

et d'artillerie, au service de Sa Majesté Royale de Danemark, ayant offert et proposé un traité et accord au très-haut comte et seigneur, Jean, comte Tserclaes de Tilly, baron de Marbais, seigneur de Balastre, Montiguy, Breiteneck, etc., etc., lieutenant-général, conseiller et Chambellan de Sa Majesté Impériale et Royale d'Allemagne, de Bohême et de Hongrie, comme aussi de son Altesse Electorale de Bavière, ont été convenus entre son Excellence et le susdit sieur général Morgan les points suivants :

»1° Le sieur général Morgan livrera et abandonnera, sans retard ni délai ultérieur, la ville de Stade, entre les mains de sa dite Excellence, au nom de Sa Majesté Impériale et Royale, dimanche prochain, sept du présent mois de mai. (n. s.)

»2° A cet effet, il opérera sa retraite au jour précité, avec les soldats sous ses ordres, sans pouvoir se rendre ailleurs qu'en Hollande, par voie de terre. De son côté, son Excellence s'engage à le pourvoir d'une escorte suffisante, à lui procurer touts saufs-conduits pour les garnisons espagnoles des places appartenant à la sérénissime Infante, et à lui faire livrer des vivres et des logements gratuits.

»3° Les soldats allemands seront libres de le suivre en Hollande, ou de se rendre partout où il leur conviendra, excepté dans les pays appartenant à l'ennemi.

»4° Les deux commissaires généraux allemands et les officiers de même nation pourront se retirer de leur personne, à leurs risques et frais, par devers Sa Majesté Royale de Danemark.

»5° Dans le cas où ledit sieur général Morgan, étant arrivé en Hollande avec ses officiers et soldats, recevrait de son seigneur roi l'ordre d'y rester, lui et les officiers et soldats l'accompagnant seront tenus et obligés de ne prendre service de guerre ou autre près de Sa Majesté Royale de Danemark, pendant six mois.

»6° Mais, dans le cas où lui, le général Morgan et sa

troupe seraient appelés et transportés en Angleterre, lui et sa troupe seront dégagés et libérés de l'obligation ci-dessus.

»7° Sous ces conditions Son Excellence accordera et permettra à lui, sieur général Morgan, aux deux commissaires généraux danois, colonels Georges d'Usslar et Thommass, à tous les colonels, lieutenants-colonels, capitaines, hauts et bas officiers, personnes de l'artillerie et de l'état-major et à tous les simples soldats, de se retirer.

»8° Toutefois, il est fait toute réserve que si des bourgeois et habitants de la ville de Stade prétendaient sortir avec la garnison, sous prétexte qu'ils auraient fait un service militaire, ce bénéfice leur est et sera formellement refusé et dénié, ainsi qu'aux déserteurs qui, pendant le siége, ont passé dans la ville.

»9° L'ordre et la forme de la sortie seront réglés selon les convenances du sieur général Morgan, savoir, tambour battant, musique jouant, drapeaux flottants, armures complètes, mèches allumées, bandoulières pleines, balles en bouche, selon les usages de la guerre, ainsi qu'il convient à des soldats.

»10° Il est convenu que ledit sieur général Morgan, les commissaires généraux, colonels, hauts et bas officiers, ainsi que les soldats et les personnes mentionnés dans l'article 7, pourront emmener leurs chevaux, bagages, sacs et paquets, leurs femmes et enfants, s'ils en ont, les armes à feu et autres appartenant à la province, aux soldats morts ou malades, le tout sans visite préalable, ni empêchement quelconque, étant entendu néanmoins qu'il ne sera pas permis aux bourgeois de Stade de faire emporter sous ce prétexte les armes et engins de guerre appartenant à Sa Majesté Royale de Danemark, lesquels devront demeurer dans la ville.

»11° Son Excellence fournira autant de bateaux et de chariots qu'il sera nécessaire pour le transport complet des bagages et des malades, par terre ou par eau.

»12° Ceux des personnes, officiers ou soldats susdits qui, pour cause de maladies ou de blessures, ne pourraient sortir avec la garnison, seront autorisés à demeurer dans la ville jusqu'au rétablissement de leur santé, et à partir ensuite, comme il leur conviendra.

»13° Dans le cas où il serait trouvé sur les soldats quelque pièce de butin provenant des occasions de guerre précédentes, ces objets resteront entre les mains de leurs possesseurs.

»Relativement à la ville et à la bourgeoisie, Son Excellence déclare qu'elle entend se comporter et conduire à leur égard, de telle sorte qu'elles pourront voir à l'évidence qu'on ne désire ni leur ruine ni leur perte.

»Pour la bonne tenue et observation des articles précités, le présent accord sera dressé en double, signé par Son Excellence d'un côté, par le sieur général Morgan de l'autre, certifié par leurs cachets, et chaque partie en aura un exemplaire.

»Ainsi fait le 5 mai, anno 1628. »

Conformément à cet accord, Morgan sortit le 7 mai de Stade, à la tête de la garnison, réduite à 64 compagnies, dont la force en hommes valides ne dépassait pas 2,500 hommes. Tilly, généreux admirateur du courage malheureux, lui témoigna les plus grands égards, et n'oublia rien de ce qui pouvait adoucir, à un ennemi vaincu, l'humiliation de sa défaite. Morgan et ses officiers s'en montrèrent profondément touchés, et portèrent, jusqu'en Hollande, les louanges du général catholique.

Tel était le triste état de la ville, encombrée de ruines et de cadavres, et infectée de maladies que Tilly, dans l'intérêt de la santé de ses soldats, ne les y laissa entrer que trois jours après le départ de Morgan.

Le siége de Stade fut l'unique opération militaire de Tilly, pendant l'année 1628. Ses troupes rentrèrent dans leurs quartiers. Les chefs de la Ligue étaient plus inquiets

de Wallenstein que du roi de Danemark, plus préoccupés de délivrer leurs Etats de l'allié puissant qui les opprimait, que de poursuivre, au loin, un ennemi déjà à demi vaincu. Le 13 mai, l'Electeur de Mayence proposait à ses collègues de faire rapprocher l'armée de la Ligue et de défendre à Tilly de continuer les hostilités contre le roi de Danemark, tant que les passages et foules de guerre des impériaux n'auraient pas cessé.

Sans rechercher jusqu'à quel point ce conseil influa sur les instructions transmises à Tilly, on peut assurer, avec certitude, que les dispositions des chefs de la Ligue tendaient à restreindre, dans les limites les plus étroites, le cercle d'activité de Tilly. Un fait notable le démontre. Au mois de juillet, le comte de Tilly se trouvant à Wiesbaden, où il prenait les bains, pour achever la guérison de ses dernières blessures, reçut successivement de Wallenstein trois lettres, dans lesquelles celui-ci lui demandait, en termes d'une courtoisie caressante, l'envoi de 3 régiments catholiques à l'armée devant Stralsund. Tilly répondit par un refus péremptoire et renvoya le généralissime à l'électeur de Bavière. Maximilien communiqua la proposition de Wallenstein à l'électeur de Mayence, avec les raisons pour et contre.

Les motifs de rejet étaient : que l'armée de la Ligue serait affaiblie, Friedlandt, d'autant plus secondé dans ses malveillants desseins contre les princes fidèles, et d'autant moins disposé à retirer des terres de l'Empire l'excédant inutile de ses troupes. Déjà il avait perdu plusieurs milliers d'hommes dans ses continuels assauts contre Stralsund ; il épargnerait encore moins les troupes de la Ligue, les mettrait partout en têtes de colonnes, selon son usage, et, après la prise de la ville, ne leur accorderait ni quartiers, ni part au butin, et les renverrait les mains vides.

D'autre côté, la concession des secours demandés aiderait à abattre l'ennemi commun et à remplir la tâche impo-

sée aux deux armées, on obtiendrait au moins de meilleurs quartiers pour quelques régiments, le refus de concours pourrait être mal vu de l'Empereur, confirmer ses soupçons contre les Etats de la Ligue, éveiller des méfiances chez le roi d'Espagne et l'infante des Pays-Bas. Si l'on donnait satisfaction à Friedlandt, on pouvait se soustraire avec plus de facilité aux instances faites par l'Empereur et le roi d'Espagne, pour rompre avec les Hollandais. Dans ce cas, cependant, il serait essentiel de s'assurer, avant tout, par une convention, que dans l'hypothèse de la prise de Stralsund, les régiments de la Ligue auraient leur part légitime de butin, soit en argent, soit en vivres, en munitions ou en artillerie, comme aussi en bons quartiers. Le mieux serait que l'électeur archevêque conférât là-dessus avec Tilly, qui était dans son voisinage.

Le prélat ne partagea pas l'opinion du prince bavarois. Accorder le secours demandé, lui écrivit-il, serait uniquement affaiblir l'armée de la Ligue et fortifier Friedlandt ; il faut mander au généralissime, qu'aussitôt que les cantonnements et les levées d'hommes auront cessé, on s'empressera de satisfaire à sa prière. La convention proposée ne soulagerait en rien les Etats opprimés. D'ailleurs, Tilly penche plutôt pour la négative : Friedlandt n'en jouerait que davantage le maître à son égard[1].

L'opposition des catholiques contre le duc de Friedlandt se manifesta plus vivement encore à la conférence des Etats de la Ligue qui eut lieu à Bingen, au mois de juillet. On ne s'occupa guère que des moyens de mettre un terme aux attentats du généralissime et de chercher des garanties sérieuses contre ses prétentions despotiques. L'idée de sa destitution y fut pour la première fois énoncée. Mais, malgré l'animation des esprits, l'assemblée fit preuve de beaucoup de sagesse et de modération dans le choix de ses

1 Hurter. Wallenstein. 272.

moyens. Loin de confondre, dans un même anathème, le généralissime et l'Empereur, elle évita, avec un soin scrupuleux tout ce qui aurait pu porter atteinte au respect de l'autorité impériale et faire douter des vues droites de Ferdinand. Elle accueillit avec reconnaissance les promesses de ce souverain, de licencier bientôt une partie de ses troupes et repoussant la tactique ordinaire des princes protestants, elle décida d'aborder la question de la succession à l'Empire, dès le début de la première diète, sans la subordonner au redressement de ses griefs. Si l'on prévient les vœux de l'Empereur, dit, à ce sujet, l'électeur de Mayence, nul doute qu'il ne veuille prévenir aussi les nôtres. Mais les mesures contre Friedlandt n'en furent que plus énergiques. Les électeurs de Bavière et de Mayence furent chargés de prendre tels moyens qu'ils jugeraient convenables, pour délivrer les Etats de la Ligue de l'intolérable oppression dont ils étaient victimes, et de s'entendre, à cette fin, avec les électeurs de Saxe et de Brandebourg, intéressés à entrer dans cette œuvre de défense commune. Ils eurent, en outre, mission de porter, sans délai, cette décision à la connaissance de l'Empereur, du Pape, du roi d'Espagne et de l'Infante pour qu'il fût bien constaté que la Ligue contrainte de protéger par la force son existence menacée, n'entendait cependant dévier en rien de l'obéissance due à l'Empereur.

Les préoccupations dominantes des princes catholiques se manifestèrent non moins ouvertement dans leur réponse aux demandes de secours, renouvelées par l'Espagne. La résolution prise sur ce point portait : que la nécessité de garder toutes leurs forces pour tenir tête aux gens de Friedlandt, ne permettait pas d'affaiblir l'armée de la Ligue, et qu'il serait fait en même temps communication à l'Infante de la conduite hostile du généralissime.

Enfin l'assemblée adopta un projet d'instructions éventuelles pour l'ambassade qu'elle décida d'envoyer, à l'Em-

pereur, dans le cas où le licenciement annoncé par ce prince subirait quelques retards. « Ladite ambassade, y est-il dit, suppliera Sa Majesté d'enlever au duc le glaive qu'il tourne contre les Etats fidèles, de l'éloigner de l'armée et de prendre immédiatement les mesures nécessaires pour le licenciement des troupes inutiles.

» Si les députés n'obtiennent pas réponse satisfaisante, ils renouvelleront leurs instances et représenteront à Sa Majesté que si elle n'a pas le pouvoir de se faire obéir par son général, sa dite Majesté ne pourra trouver mauvais que les Etats fidèles s'unissent pour se défendre les armes à la main. »

Les résolutions prises à Bingen furent communiquées aussitôt à Tilly, avec une série de questions qui trahit suffisamment le degré d'exaspération où Friedlandt avait poussé les princes catholiques. Voici quelles étaient ces questions :

1° Comme on attend encore la mise en œuvre des engagements de l'Empereur, et que, dans l'intervalle, les résolutions de la diète venant à être connues, Friedlandt pourrait prendre l'avance, pourrait-on disposer de quelques forces pour l'arrêter, et combien?

2° Dans l'hypothèse d'une rupture complète avec Friedlandt, combien faudrait-il employer de troupes pour garder les forteresses et les passages du Cercle de la Basse-Saxe.

3° De quels prétextes pourra-t-on en colorer les mesures de défense des Etats?

4° Où faut-il poster les troupes? Faut-il les réunir dans un camp ou les disperser en quartiers? D'où tirera-t-on leurs vivres?

5° Combien de corps de troupes devra-t-on former en cas de guerre?

6° Ne serait-il pas utile, pour commencer, de faire rapprocher les régiments de Cronberg et de Schœnberg?

7° Ne serait-il pas nécessaire d'inviter les Etats de la Ligue à mettre leurs milices sur le pied de guerre. Si les

choses deviennent sérieuses, vaudra-t-il mieux prendre l'offensive ou se tenir simplement sur la défensive[1] ?

Avant que Tilly eût pu répondre à ces questions d'une si haute gravité pour l'Allemagne, il reçut avis que l'Empereur, ému des nouveaux périls qui le menaçaient, avait pris le parti de confirmer ses paroles par des faits, et chargé le maréchal de camp, comte de Colalto, de licencier une partie de la cavalerie inutile, logée sur les terres de l'Empire. Colalto se rendit immédiatement à Munich pour y communiquer ses ordres à l'électeur de Bavière et le détourner d'engager les hostilités contre Friedlandt. Ses récentes querelles avec le généralissime impérial le rendaient, plus que tout autre, propre à inspirer confiance aux princes de la Ligue, aussi fut-il accueilli d'abord avec faveur. Tilly eut ordre de s'aboucher avec lui à Wurzbourg, afin d'y traiter, de commun accord, le moyen de soulager les Etats surchargés. L'espérance revint au cœur des catholiques, avec d'autant plus de force, que l'envoi de Colalto à Munich coïncida avec la nomination de plusieurs commissaires impériaux, chargés de dresser une enquête sur la conduite des chefs de corps cantonnés dans l'Empire, et de faire rendre gorge aux coupables. Mais l'expérience leur prouva une fois de plus l'impuissance de l'Empereur à se faire obéir de ses propres officiers. Wallenstein eut l'art de se réconcilier et de se mettre d'accord avec Colalto. Docile, cette fois, aux instructions secrètes du généralissime, Colalto éluda les demandes de Tilly, opposa à ses réclamations les plus légitimes de soudaines exigences, et, poussé dans ses derniers retranchements, avoua qu'il n'était pas autorisé à congédier plus de 3,000 cavaliers, et qu'il n'avait pas même assez de fonds pour exécuter tout de suite cette dérisoire mesure. Tilly, justement indigné, jugea inutile de prolonger plus longtemps son séjour à Wurz-

[1] Hurter. Wallenstein. p. 231.

bourg et rompit la conférence. Sa conduite fut d'abord diversement interprétée; le duc de Bavière l'approuva, mais l'électeur de Mayence émit la pensée qu'il avait été trop sévère pour le maréchal de l'Empereur. « Impossible, écrivait le prélat, que la mission de Colalto ne soit pas plus large que ne l'a cru Tilly. » Les faits se chargèrent de justifier promptement le vieux général de la Ligue. Le contraste des lenteurs de Colalto avec la recrudescence des levées militaires, ordonnées sur ces entrefaites par Wallenstein, le peu de succès des commissaires impériaux, traités avec mépris et insolence par des chefs de corps qu'ils avaient à contrôler, ouvrirent les yeux aux plus aveugles. L'irritation la plus vive succéda à la confiance, et l'impression que les Electeurs en firent transmettre à Vienne parut si menaçante à l'Empereur, qu'il dépêcha sans délai le conseiller de guerre Gérard de Questenberg au camp de Wallenstein, avec les instructions les plus pressantes, pour obliger le généralissime à faire enfin droit aux griefs les plus criants des princes de la Ligue[1]. Wallenstein témoigna d'abord les meilleures dispositions à se conformer aux ordres de l'Empereur, il était trop habile et trop rusé pour résister en face aux volontés impériales, sévèrement exprimées. Il objecta cependant l'état critique des affaires, les menées ouvertement hostiles de la France, de l'Angleterre et de la Hollande, l'attitude encore menaçante du roi de Danemark, le mauvais vouloir notoire de la Porte et de la Suède, il trouva toute espèce d'obstacles à une grande diminution de l'armée, et, par une manœuvre dont il prévoyait le succès certain, feignant d'entrer complétement dans les idées de l'Empereur au sujet des charges écrasantes que supportaient les princes de la Ligue, il proposa insidieusement de faire hiverner, dans les pays héréditaires de l'Autriche, les régiments cantonnés jusqu'alors sur

[1] Hurter. Wallenstein. 257.

les terres de l'Empire. Ce qu'il avait prévu arriva. Le seul énoncé de cette idée effraya Ferdinand, qui se vit d'avance complétement ruiné, et mit tout en œuvre pour éviter pareille extrémité, ou du moins pour gagner du temps. L'approche de l'hiver lui rendit cette dernière tâche facile, mais elle augmenta les embarras et les tribulations des princes catholiques frustrés, encore une fois, dans leur espoir. Leurs réclamations étaient restées à l'état de lettre morte, et la nombreuse cavalerie de Wallenstein continuait à dévorer leurs dernières ressources.

Avec la mauvaise saison revint l'irritante question des quartiers d'hiver. La disette de vivres avait contraint Tilly à licencier le régiment de Witzleben, l'un des meilleurs de son armée. Ce sacrifice douloureux devait d'autant moins suffire pour améliorer la situation des autres corps que fidèle à sa tactique machiavélique, Wallenstein ne cessait de multiplier les obstacles à l'entretien de l'armée catholique et la resserrer dans ses quartiers déjà trop restreints.

Dès le mois de Septembre, Tilly écrivit à l'électeur de Bavière : « Malgré mes plaintes incessantes, l'affaire des quartiers d'hiver ne fait qu'empirer. On m'a enlevé, non-seulement la principauté de Marbourg, mais encore les comtés de Lippe, de Bentheim, de Steinfurth, et de Drenthelnbourg, de sorte qu'au lieu de me donner de quoi accommoder 5 régiments, on m'a ôté une valeur égale de pays. Je suis à la veille d'être obligé d'évacuer les comtés de la Marck et de Ravensberg, pour complaire au duc de Neubourg, et de lui céder la garde des châteaux, de Ravensberg et de Plotho, pour la fermeture des passages. En un mot, la situation devient si critique, la charge tellement pesante qu'il ne peut manquer d'en résulter nombre de confusions et d'inconvénients, et que j'en suis réduit, à l'heure qu'il est, à n'avoir d'autre ressource que de ramener mon armée dans les terres de la Ligue, chose dont ma

pensée n'avait jusqu'alors jamais admis la possibilité. Je sais que ce que j'écris affectera vivement Votre Altesse, mais j'aurais beau faire, je n'y pourrai rien changer, à moins que des mesures énergiques ne soient prises à temps, et d'ailleurs, je l'avoue à regret à Votre Altesse, abreuvé de dégoûts, au delà de mes forces, impuissant à bien faire, je me sens amené malgré moi (car Votre Altesse sait que dans ces expéditions comme en tout temps, j'ai toujours été disposé à tout sacrifier, fortune, vie, honneur au bien public) à la dure résolution de laisser les choses entre les mains de Dieu et de me retirer. Je prie Votre Altesse d'excuser ma franchise, mais le mal empire chaque jour, et il est urgent d'y porter un remède efficace. Mes régiments se fondent, ravagés par la maladie ou la désertion, tandis que les forces de l'ennemi vont s'accroissant. Je serais inexcusable de prolonger une pareille situation, d'assister à la ruine complète de mes vaillantes troupes, à la perte de tant de belles provinces, si chèrement acquises.

»Dans de telles circonstances Votre Altesse pas plus que Sa Majesté Impériale ne peut m'imputer à crime que je n'aie pu, conformément aux ordonnances impériales, épargner complétement la principauté de Marbourg. Il est étrange que Monseigneur le Landgrave Georges de Hesse, réclame, pour lui seul, de pareilles franchises, tandis que l'Empire tout entier contribue à l'œuvre commune, sans rappeler qu'il n'est entré en possession de cette principauté que par la grâce de l'Empereur et l'aide de Votre Altesse. J'ai toujours porté le plus grand respect et attachement à son illustre père, de glorieuse mémoire, mais ce n'est pas une raison pour laisser ruiner mon armée, au grand détriment de l'Empereur et de l'Etat. La principauté de Marbourg ne peut être affranchie que si l'on me donne d'autres quartiers, sinon, il est indispensable ou que j'y loge mes gens ou que j'en tire la contribution nécessaire pour l'entretien d'un régiment. »

En même temps qu'il adressait ces plaintes émouvantes au duc de Bavière, Tilly ne négligeait aucune démarche près de Wallenstein, et eut, avec lui, une entrevue au mois de décembre 1628. Le généralissime impérial, prodigue de déclarations amicales, se montra plus avare d'actes et poursuivit imperturbablement ses plans de sourde hostilité contre l'armée de la Ligue. « Si la position ne s'améliore pas, écrivait peu après Tilly, rien ne pourra retenir mes soldats désespérés. Ils n'attendront pas mes ordres pour accourir en foule sur les terres de la Ligue. La faim les décime et j'ai des quartiers où la mort a enlevé plus de la moitié des compagnies. » Ce vieux soldat, si dur à lui-même, si indifférent à ses propres besoins, ressentait, avec une extrême vivacité, les souffrances de ceux qu'il appelait ses enfants et dont il était, en réalité, plus encore le père que le général. Le degré qu'atteignirent ces souffrances, dans l'hiver 1628-1629, et l'impuissance de ses efforts à les adoucir, réagirent si fortement sur lui qu'il en tomba malade de chagrin. L'alarme fut grande à Munich, à cette nouvelle; en la transmettant à l'électeur de Mayence, Maximilien ajoutait : « Quel malheur si nous venions à perdre ce vaillant héros, avant que l'Empire n'ait obtenu paix et repos ; où trouverait-on un pareil capitaine, possédant, au même degré, aussi bien l'expérience et le bonheur dans la guerre que le respect et l'amour du soldat? Il n'y a pas de trésor qui pût compenser une telle perte[1]. »

Mais il manquait à Tilly la couronne de l'adversité, et Dieu qui la réserve à ses élus ne permit pas que ce vaillant héros pérît, obscure victime de la perfidie ambitieuse de Wallenstein.

L'année 1628, peu saillante par ses événements, joue cependant un rôle important dans l'histoire de la guerre de trente ans. Elle vit naître l'antagonisme qui amena la

[1] Aretin p. 58. Hurter. Wallenstein. p. 297.

ruine des catholiques et détruisit à jamais l'unité allemande. Cette unité, Wallenstein la comprenait à la manière révolutionnaire, par la centralisation absolue du pouvoir et la destruction de toute institution indépendante. Il rêvait, en Allemagne, le nivellement opéré en France par Louis XI et Richelieu, et n'était, en définitive, que le continuateur de Sickingen. Les catholiques, au contraire, appuyés sur les traditions, voulaient l'unité allemande telle que l'Eglise l'avait établie, telle qu'elle s'était glorieusement maintenue à travers les siècles, jusqu'à la réforme, avec son système de constitution libre, d'Etats indépendants, mais reliés entre eux par un centre d'autorité électif, véritable *primus inter pares,* plus armé de prestige que de force, plus juge que souverain, et fonctionnant, dans la limite de ses attributions, avec le concours de ces mêmes Etats. Ils poursuivaient évidemment une chimère, car l'unité, telle qu'ils l'entendaient, l'unité constitutionnelle de l'Empire, une des plus sages créations de l'Eglise, n'était plus possible, depuis que l'unité religieuse, sa base fondamentale, avait disparu sous les coups de Luther et des apôtres de la réforme. Au 17e siècle, l'Allemagne était devenue simplement un ensemble d'Etats juxta-posés, envieux les uns des autres, et avides de s'enrichir aux dépens de leurs voisins. Les convoitises des protestants, stimulées bien plus que rassasiées par les dépouilles de l'Eglise, s'étendaient sur les domaines des princes catholiques. L'autorité impériale n'était reconnue, de fait, que d'une partie de l'Empire, et encore, la notion de cette autorité était-elle singulièrement altérée. En effet, obligés de se défendre eux-mêmes, sans pouvoir tirer aucun secours efficace, aucun appui réel de l'Empereur, les *Etats fidèles* en étaient venus à le compter pour peu de chose et à se reposer, avant tout, sur leurs propres forces, qu'ils développèrent, autant que possible. De relative, leur indépendance devint absolue. De là, un isolement complet de l'Empereur entre ses vassaux, les uns

hostiles, les autres indifférents, travaillant tous chacun chez soi à compléter leur autonomie. La guerre de trente ans éclatant sur ces entrefaites, rappela les catholiques à de meilleures tendances, et resserra, par un danger commun, leurs liens avec le chef suprême de l'Empire; unis, ils triomphèrent de leurs ennemis, et une nouvelle ère semblait commencer pour l'unité nationale de l'Allemagne, lorsque, du sein de la victoire, sortit le dissolvant qui devait achever sa destruction. Les catholiques, lassés des sacrifices que leur imposait la guerre, et cédant à des vues trop étroites, obligèrent Ferdinand à mettre lui-même ses troupes sur pied. Lui seul, disaient-ils, recueillait le fruit de la lutte, ne devait-il pas, au moins, en partager les charges? Sans examiner s'ils étaient sincères ou s'ils ne voulaient que forcer l'Empereur à de nouvelles concessions, il suffit de constater que cette pression amena les conséquences les plus désastreuses pour eux, et fut une faute politique immense. Ferdinand, qu'on croyait sans ressources, sut, avec l'aide de Wallenstein, faire sortir une armée des entrailles de la terre. Dès lors, le grand rôle joué jusque-là par la Ligue catholique, s'effaça graduellement. Le prestige de l'autorité impériale, vigoureusement exalté par Wallenstein, regagna toute sa force sur le soldat, brilla d'une lumière exclusive aux yeux de l'Allemagne. Avant l'avènement de Friedlandt, dit Khevenkiller, on appelait nos gens les Espagnols, depuis on les nomme les Impériaux. Les noms d'Empereur, de patrie, se fondirent dans une union étroite, que resserrèrent encore les alliances des protestants avec l'étranger. De religieuse qu'elle avait paru être à son début, la guerre devint décidément politique, et le débat s'établit entre le despotisme impérial, d'une part, et les souverainetés multiples des princes, de l'autre. C'est en 1628 que la transformation se dessine d'une manière accentuée, et que ressort l'action politique de Wallenstein. Jusque-là, souverain et vassaux poursuivent le

même but, concentrent leurs efforts sur le même point. A dater de 1628, une scission funeste se déclare, sous l'influence de Wallenstein, et s'étend des princes aux chefs et des chefs aux armées. Ce n'est plus la soumission des protestants rebelles et l'expulsion de leurs alliés étrangers, que cherche le duc de Friedlandt, mais la destruction radicale de la grande aristocratie princière et sa propre exaltation. Les immenses moyens dont il dispose, sont dirigés contre la Ligue, bien plus que contre l'ennemi. Il mine ses ressources, il l'épuise, il vise à la mettre hors de combat, à ruiner son armée, à séduire les généraux, à écraser ceux qu'il ne peut captiver. Il jette la déconsidération et le mépris sur les vaillants vainqueurs de Wimpfen, de Stadloo et de Lutter, il les écarte et des honneurs et de l'abondance dont il gorge ses propres soldats, et jette entre les deux armées des germes de haine et de jalousie qui, savamment développés, s'épanouiront pour la ruine de l'Allemagne, et empoisonneront de leurs fruits amers les dernières années de Tilly. D'autre côté, les catholiques, justement alarmés, organisent la résistance. Leur dévouement à l'Empereur, jusqu'ici capable des plus grands sacrifices, s'altère, ils voient en lui un adversaire possible contre lequel la prudence leur commande de prendre des précautions. Des tiraillements habilement favorisés par les intrigues de la diplomatie française se déclarent dans leur propre sein, les efforts se divisent, les intérêts particuliers reprennent le dessus, l'intérêt commun se perd de vue. A l'heure des périls, le grand parti catholique qui, uni, semblait maître de l'Allemagne, se trouvera faible, désarmé, impuissant devant le plus redoutable de ses ennemis.

CHAPITRE XVII.

Paix de Lubeck. Edit de restitution. Menées de Wallenstein. Procès du duc Frédéric-Ulrich de Brunswick. — Wolfenbuttel. Désintéressement de Tilly. Wallenstein cherche à attirer les meilleurs officiers de l'armée catholique au service impérial. Pappenheim. Gallas. Anholt. Inquiétude de Maximilien de Bavière et de Tilly. Armements de la Suède. Assemblée de la Ligue à Mergentheim. Vains efforts de Tilly pour ramener l'union. L'Infante Isabelle offre à Tilly le commandement des armées Espagnoles aux Pays-Bas. Diète de Ratisbonne. Destitution de Wallenstein. Tilly est appelé au commandement en chef des armées impériale et catholique. Ses instances pour refuser. Ses appréciations sur Gustave-Adolphe. Difficultés de sa position. Fausses mesures de la Ligue. Licenciement d'une partie des troupes impériales. Mécontentement de l'Electeur de Saxe. Piété de Tilly. Marques de sa dévotion à la sainte Vierge.

Après plus de dix ans de guerre sans relâche, la paix était devenue un besoin pour l'Allemagne. Les catholiques la désiraient : l'Empereur, parce qu'il en espérait un soulagement dans l'effroyable désordre de ses finances et dans les embarras dont il était surchargé; la Ligue, parce qu'elle était lasse d'une guerre qui la ruinait et qu'elle croyait y trouver un moyen radical de couper court aux menées de Wallenstein, en lui ôtant jusqu'au prétexte de maintenir sur pied ses immenses forces militaires; Wallenstein enfin, parce que, préoccupé de ses vastes projets, il avait besoin de loisir pour en mûrir l'exécution, et qu'il y voyait l'occasion d'affermir sa position comme duc de Mecklembourg. De son côté, le roi de Danemark, mollement soutenu de ses alliés et pressé par ses sujets mécontents, se montrait disposé à traiter, et n'armait encore que pour tâcher d'être en mesure d'obtenir de meilleures conditions. Les négociations

n'avaient d'ailleurs jamais été abandonnées complétement. Dans ces circonstances, il était facile de leur donner une allure plus sérieuse. C'est ce qui eut lieu. Lubeck fut choisi pour le point de réunion des plénipotentiaires des puissances intéressées. Le roi de Danemark y envoya six commissaires, tant Danois que Holsteinois. Wallenstein et Tilly, chargés de représenter l'Empereur et le duc de Bavière, déléguèrent à leur tour : le premier, Balthasar de Dietrichstein, Reinhard de Walmerode et Dietrich de Schaumbourg; le second le comte de Gronsfeld et le commissaire-général Ruepp. Les premières conférences ne furent pas de nature à faire présager une heureuse issue. Les commissaires Danois déroulèrent un projet de traité plein de prétentions exorbitantes qui devait être et qui fut, en effet, péremptoirement repoussé. A ces premières difficultés de fond, vinrent se joindre des difficultés de formes. Il se trouva que les pouvoirs des commissaires impériaux étaient signés seulement de Wallenstein et adressés, non pas au roi, mais aux plénipotentiaires Danois. Cet obstacle de détail aplani, il s'en éleva un autre, preuve flagrante de la méfiance qui régnait entre les commissaires de la Ligue et ceux de l'Empereur. Lorsque ceux-ci, après avoir fait régulariser leurs instructions à Vienne, voulurent en donner lecture aux Danois, Gronsfeld et Ruepp s'y opposèrent, en alléguant qu'ils devaient en prendre préalablement connaissance et en référer à leur chef. La contestation s'anima, les impériaux furent obligés de céder et les conférences demeurèrent suspendues jusqu'au retour de Ruepp et de Walmerode, qui allèrent consulter respectivement Tilly et Wallenstein. Enfin, les catholiques s'étant mis d'accord, produisirent leurs instructions. Elles posaient en principe : l'engagement formel du roi de ne plus se mêler des affaires de l'Empire, la cession des duchés de Holstein et de Schleswig à l'Empereur et celle du Jutland à l'Electeur de Saxe jusqu'au parfait remboursement des sommes hypothéquées par l'Empereur

sur les deux Lusaces, le paiement des frais de guerre, des indemnités pour les membres de la Ligue, la fermeture du Sund aux ennemis de l'Empire.

Les commissaires Danois se récrièrent beaucoup contre ces dures conditions, et quelques notes furent échangées entre les parties. Sur ces entrefaites, la Suède prétendit intervenir au congrès pour y défendre les intérêts de la ville de Stralsund, qu'elle avait prise sous sa protection. Le docteur Salvius, accompagné de Gabriel Oxenstiern et du baron de Sparre, se présenta devant Lubeck, et demanda d'y être admis comme représentant officiel de son souverain. Wallenstein, encore ulcéré de son échec de Stralsund, repoussa avec hauteur les prétentions, peu justifiables d'ailleurs de la Suède, et fit interdire l'entrée même de Lubeck à Salvius et à ses collègues. Cet incident, dont Gustave Adolphe chercha plus tard à tirer parti, pour colorer sa déclaration de guerre, eut pour effet immédiat de rendre Wallenstein plus souple vis-à-vis du Danemark. Une autre circonstance y contribua plus encore. Ce fut l'abandon tacite par Christian des droits de l'Electeur Palatin et des ducs de Mecklembourg, droits dont ce prince s'était constitué le défenseur, et au nom desquels il avait, d'après ses manifestes, commencé la guerre. Sûr de ne pas être inquiété de ce côté et désireux de couper court aux réclamations de la Suède, Wallenstein devint tout à coup aussi pressé de conclure, aussi prodigue de concessions qu'il s'était d'abord montré rude et impérieux à l'égard des commissaires Danois. Comme Tilly, qui n'avait pas les mêmes motifs de conversion, ne se hâtait pas de le suivre dans cette nouvelle voie, et parlait de négocier directement avec les Etats de Danemark, il l'accusa de mauvais vouloir et se plaignit de lui à l'Empereur. Il affecta de faire ressortir les avantages et l'urgence de la paix, et fit, de nouveau, grand bruit de son projet d'attaquer les Turcs. La guerre de Mantoue, à laquelle l'Empe-

reur était entraîné à prendre part, lui vint aussi à point comme argument.

Sous prétexte d'introduire un concert plus étroit dans les négociations, il invita Tilly à venir à Gustrow, où il tenait sa cour, et n'épargna rien pour lui faire partager sa manière de voir. Tilly se trouva fort empêché. Il connaissait assez le véritable état des choses, pour être certain d'obtenir des conditions de paix très-avantageuses, en pressant le roi ou en le menaçant de traiter directement avec ses Etats. D'un autre côté,. il ne se dissimulait pas les difficultés de revenir sur les concessions déjà faites par Wallenstein, et d'assumer, sur sa tête, la grave responsabilité d'une rupture. Il savait que la paix était trop ardemment désirée de l'Allemagne entière, pour n'être pas accueillie avec bonheur, quel que en fût le prix. Il lui semblait d'ailleurs étrange de tenir, plus que l'Empereur lui-même, à l'agrandissement de la puissance impériale. Cet agrandissement du chef, les princes de la Ligue ne le voyaient pas eux-mêmes avec trop de plaisir; le roi de Danemark, réduit à l'impuissance, cessait d'être dangereux; mieux valait le réintégrer dans ses Etats allemands que céder ces mêmes états à l'Empereur ou sous le nom de l'Empereur à Wallenstein lui-même. Ne se rappelait-on pas que dans un jour de vertige d'orgueil, il avait songé à mettre, sur sa tête, la couronne de Danemark. Ces considérations parurent enfin déterminantes à Tilly, et, après s'être assuré de l'approbation des électeurs catholiques, il signa, avec Wallenstein, une lettre dont voici la substance.

« Le roi de Danemark ne donnera jamais les mains à la paix, si on ne lui rend ses Etats allemands. La guerre est toujours chanceuse; la paix et l'amitié d'un puissant voisin sont préférables de beaucoup à une guerre incertaine. Des nations entières offrent au roi leur appui. Elles l'obsèdent de conseils belliqueux, et si elles venaient à attaquer l'Allemagne, de concert avec les Danois, il en résulterait de

graves dangers. Copenhague est plein d'envoyés français, anglais, suédois, hollandais qui, tous, poussent à la guerre, qui, tous, combattent la paix par tous les moyens en leur pouvoir. Il importe d'apprécier froidement le mal que pourrait faire à l'Allemagne l'alliance de tant de peuples divers. L'esprit s'effraie à la pensée des malheurs qui pourraient tomber sur l'Empire, si la rébellion vaincue, mais non éteinte, éclatait à la fois, de tous les côtés, dans les Etats héréditaires, dans les provinces de l'Empire, au milieu de populations depuis longtemps mécontentes, exaspérées par la misère et les foules de guerre. De plus, l'édit de restitution a ravivé le feu qui couve toujours dans la poitrine des protestants. Et d'un autre côté, il faut aussi porter notre attention sur la guerre entre la Suède et la Pologne. Si le Suédois est victorieux, nul doute que les Turcs, les Tartares, les Moscovites, les Transylvaniens et tous les autres ennemis de l'Empereur ne saisissent une si belle occasion de faire passer, à travers les brèches de la digue rompue, les flots de leurs innombrables soldats, et de ruiner l'Empire. Si l'on voulait garnir les cinq cents lieues de côtes, depuis la Prusse jusqu'à l'Elbe et les deux rives de ce fleuve, dans tout son parcours, il faudrait une armée presque innombrable, et cependant, il serait indispensable de mettre toutes les places de quelque importance à l'abri des tentatives de l'ennemi. Nous n'avons pas de vaisseaux, moins encore de flotte, triste vérité qu'il faut bien s'avouer. Impossible donc de faire la guerre sur mer. Quel que fût le nombre des troupes employées dans les garnisons, on ne pourrait en tirer parti pour entreprendre quelque chose d'important contre l'ennemi. Il ne faut pas penser à les en retirer. Le soldat y meurt inutilement. Les Danois, au contraire, possèdent une flotte nombreuse, qu'ils peuvent augmenter d'un jour à l'autre de bâtiments Suédois, Anglais ou Hollandais. Ils peuvent attaquer, à l'improviste, chacune de nos places maritimes, à leur gré,

s'en rendre maîtres avant qu'on puisse la secourir. Par un bon vent, leurs vaisseaux peuvent franchir, sur mer, en quelques heures, plus d'espace que nos troupes de terre en plusieurs jours. De là, la nécessité de fortes garnisons; mais, à leur tour, les fortes garnisons ne sont faciles à entretenir, à cause de la pauvreté des côtes et de la disette des subsistances. Le soldat n'a que le choix entre mourir de faim ou déserter. Au contraire, le roi de Danemark n'a rien à craindre pour ses Etats; quels que soient ses échecs, nous ne pouvons plus rien lui enlever, faute de flotte, tandis que si la fortune lui sourit, il peut non-seulement reconquérir ses anciennes possessions du continent, mais encore les augmenter aux dépens de ses voisins. La paix fera disparaître tous ces dangers, et le repos de l'Allemagne a plus de prix que les provinces enlevées au roi. »

Cet exposé eût suffi pour intimider un prince moins porté à la paix que Ferdinand; il corrobora ses dispositions pacifiques et le détermina à souscrire aux propositions des deux plénipotentiaires. Ces conditions étaient si avantageuses, qu'en les recevant, le roi ne put s'empêcher de s'écrier : « l'Empereur m'accorde plus que je ne lui demandais. » On renonça, de part et d'autre, à réclamer des frais de guerre et des indemnités. Le roi promit de ne plus se mêler des affaires d'Allemagne, céda quelques îles à la branche de Schleswig-Holstein qui avait tenu pour l'Empereur, et rentra en pleine possession de toutes les provinces que lui avaient enlevées les impériaux.

La publication de la paix fut précédée de celle du fameux décret, connu sous le nom d'édit de restitution[1].

Juste et légitime dans son principe, l'édit de restitution fut une mesure aussi inopportune que funeste. En effet, ne

[1] L'édit de restitution était fondé sur un article du traité de Passau (1555), par lequel il avait été réglé que si quelque bénéficier quittait le catholicisme pour embrasser la nouvelle secte, il serait obligé de renoncer en même temps

pouvant être accomplie que par la force, son exécution donna lieu à des abus criants, suscita des divisions entre les catholiques et les ordres religieux eux-mêmes, et fournit à Wallenstein les prétextes les mieux colorés pour écraser de ses garnisaires les terres de l'Empire. Il réveilla les haines religieuses, raviva les passions, détacha du parti impérial de puissants alliés, et, loin de restaurer la dignité du clergé et son influence en Allemagne, elle compliqua la situation, déjà mal assise, d'une lutte d'intérêts et renouvela parmi les prélats catholiques le scandale du cumul des évêchés. Ce fut une œuvre purement politique, sous le manteau d'une réparation religieuse, c'est-à-dire, la plus dangereuse de toutes les œuvres, parce que, pour un but inférieur et temporel, elle compromit les intérêts supérieurs et éternels de l'Eglise. Blâmé par le Pape, contraire d'ailleurs aux larges et conciliantes traditions de l'Eglise, en matière d'intérêts temporels, l'édit de restitution fut emporté par la tempête qu'il avait déchaînée.

Peu de temps après la signature de la paix de Lubeck, Wallenstein reçut l'investiture solennelle du duché de Mecklembourg. Le généralissime parut avoir atteint le terme de ses vœux. Mais cet accroissement de puissance obtenu, contrairement aux constitutions de l'Empire, par des moyens empreints de violence et de fourberie, suscita, dans toute l'Allemagne, la plus vive opposition et creusa plus

à tous ses biens et revenus ecclésiastiques. Cet article est connu sous le nom de réserve ecclésiastique. (Bougeant p. 146).

L'édit portait en substance :

1° Que tous les bénéfices médiats *sécularisés* depuis le traité de Passau seraient restitués aux catholiques;

2° Que les bénéfices immédiats, dans les mêmes conditions, seraient pourvus de prélats catholiques;

3° Que conformément au principe *cujus regio, ejus religio*, jusque-là appliqué par les protestants seuls, les princes catholiques pourraient imposer leur religion à leurs sujets, ou les expulser moyennant indemnités convenables;

4° Qu'au bénéfice de la paix de religion seraient seuls admis les catholiques et les adhérents de la confession d'Augsbourg, à l'exclusion des calvinistes, zwingliens, etc.

profondément l'abime ouvert entre lui et les princes catholiques. Ceux-ci furent les premiers à protester auprès de l'Empereur, et refusèrent de reconnaître la légitimité des nouveaux titres du duc de Friedlandt; leurs alarmes, d'ailleurs, ne faisaient qu'augmenter et l'attitude de Wallenstein depuis la paix, leur donnait à craindre que le danger dont les menaçait son ambition, loin de diminuer, ne fût devenu imminent.

En effet, dès les premières apparences de paix, la Ligue avait commencé à diminuer son effectif militaire. Elle avait réduit la cavalerie à 40 escadrons et dissous deux régiments d'infanterie. Ce fut ce moment que Wallenstein, choisit pour une nouvelle levée de 12,000 hommes, ostensiblement destinés à l'armée d'Italie. Cette réponse significative aux mesures pacifiques des catholiques empruntait un nouveau degré de gravité aux prétentions de plus en plus hautement manifestées par les généraux de l'Empereur, de chasser les troupes de la Ligue des places où elles tenaient garnison. Déjà, au commencement de 1629, Tilly avait reçu pour instruction de ne céder ces places, que sur la présentation d'ordres émanés directement de l'Empereur, et, en tout autre cas, de repousser la force par la force ; ces mesures de précautions redoublèrent, les mouvements de Wallenstein furent surveillés avec une vigilance inquiète, des rapports journaliers exigés de Tilly. Cette sollicitude était justifiée par la concentration, sur divers points, de forces impériales considérables dont la destination ostensible pour les Pays-Bas ou l'Italie éveillait des doutes. Les rodomontades habituelles au généralissime laissaient planer, sur ses véritables intentions, un nuage équivoque. Tantôt, il répandait le bruit qu'il allait se jeter sur l'Italie avec ses meilleures troupes, et les mener à la conquête de Rome, qui, n'ayant plus été pillée depuis cent ans, disait-il, devait être plus riche que jamais. Tantôt il remettait sur le tapis l'expédition si souvent annoncée

contre les Turcs, tantôt enfin, il faisait circuler des rumeurs sourdes de projets tendant à imposer la paix par force aux Hollandais, et à détruire l'indépendance de l'Allemagne avec l'aide du roi d'Espagne.

Au milieu de ces manifestations diverses, calculées dans le but de tenir l'opinion publique fixée sur lui-même, tout en la trompant, il poursuivait, d'un pas sûr, son œuvre audacieuse, et creusait, dans l'ombre, une mine dont l'explosion devait causer d'un seul coup, la ruine irréparable de la Ligue, et poser, en même temps, les bases les plus solides de l'édifice autocratique qu'il rêvait. Jusque là, ses efforts pour dissoudre l'armée catholique et épuiser les forces des princes dont elle sauvegardait l'indépendance, n'avaient obtenu que de faibles résultats, peu en rapport avec les moyens employés et les dangers de la résistance. Il exécuta la pensée, depuis longtemps conçue, de l'attaquer directement, à la tête, et opéra une vaste tentative d'embauchage sur les principaux officiers de la Ligue.

Plus coupable encore que les ducs de Mecklembourg, le duc Frédéric-Ulrich de Brunswick s'était fait remarquer dans l'insurrection du Cercle de la Basse-Saxe, par son hostilité contre l'Empereur. Il possédait des Etats assez étendus, riches encore, malgré les ravages de la guerre, capables de tenter et de satisfaire plus d'une cupidité. Ce fut la victime choisie par Wallenstein. A la vérité, grâce à la magnanimité de Tilly, Frédéric-Ulrich avait obtenu un traité de réconciliation avec l'Empereur, d'abord disposé à lui faire subir le sort des ducs de Mecklembourg. Mais cette circonstance ne pouvait arrêter un homme aussi peu habitué que Friedlandt, à compter avec les obstacles, et, d'ailleurs, il n'eût jamais trouvé une occasion plus propice à ses vues. Dans sa pensée, Tilly devait recevoir en partage la principauté de Calenberg, Pappenheim celle de Wolfenbuttel, et les autres généraux catholiques, se partager, dans une mesure plus restreinte, le reste des biens de l'infortuné duc.

Depuis la prise de Wolfenbuttel, Pappenheim, qui avait succédé au comte de Furstenberg, dans la charge de général de l'artillerie, était demeuré dans cette ville, où il tenait enfermé le duc Frédéric-Ulrich. Tout à coup, il reçut de Wallenstein l'ordre de procéder à une enquête judiciaire sur de prétendus crimes politiques du duc, et sur son incapacité mentale. Bavarois et servant sous les drapeaux de la Ligue, Pappenheim n'était nullement subordonné au généralissime impérial. Mais son amour-propre excessif l'avait depuis longtemps livré à la dévotion de l'adroit capitaine. Sans plus consulter Tilly, que Wallenstein n'avait, en cette circonstance, consulté l'Empereur, il s'empressa d'obéir, fit subir des interrogatoires à l'entourage de Frédéric-Ulrich, ordonna des perquisitions dans les archives de la cour, et se rendit lui-même, à Gustrow, avec trois des principaux conseillers du duc, auxquels il avait arraché, par intimidation, des aveux compromettants. Là, l'instruction fut continuée activement, sous la présidence de Pappenheim, et se termina par un acte d'accusation en 7 articles, contre Frédéric-Ulrich. Pappenheim, poussant à l'excès son zèle intéressé, en porta lui-même les pièces à Vienne, amenant, avec lui, le plus compromis des conseillers brunswickois.

En même temps, Wallenstein essayait de gagner Tilly. Lors des guerres de la Basse-Saxe, le roi de Danemark avait prêté 300,000 thalers au duc Frédéric-Ulrich. Sur la proposition de Wallenstein, il céda, par le traité de Lubeck, cette créance à l'Empereur. Or, l'Empereur se trouvait précisément débiteur d'une somme de même importance envers Tilly, du chef de gratifications et mercedes antérieurement octroyées, mais qui n'avaient jamais été payées. A l'instigation encore de Wallenstein, la créance danoise, augmentée d'un nouveau don gratuit de 100,000 thalers, fut transférée à Tilly, avec assignation de paiement et hypothèques sur les biens délaissés par l'administrateur d'Halberstadt, et recueillis par Frédéric-Ulrich. Cette assi-

gnation n'avait guère de valeur, car les domaines hypothéqués étaient ruinés par la guerre et hors d'état de se libérer. Mais elle conduisait nécessairement à une cession complète de ces terres ou d'autres plus importantes encore, dans le cas de condamnation du duc Frédéric-Ulrich. Tilly était si peu initié à ces calculs, qu'il continuait ses instances à Vienne pour obtenir en échange de ses créances une modeste donation de quelques-uns des biens depuis longtemps confisqués sur les gentilshommes rebelles. Il se plaignit même que les démarches de Pappenheim à Vienne missent obstacle à l'objet de ses sollicitations, blâma sa conduite, déclina hautement toute participation au procès intenté contre Frédéric-Ulrich.

Wallenstein crut nécessaire d'essayer sur Tilly une action personnelle. Il l'invita à venir passer quelques instants à Gustrow, Tilly se rendit à l'invitation. Le généralissime lui fit le plus grand accueil, mais n'osant, rare hommage à la loyale abnégation du vieux soldat, aborder directement l'objet de sa démarche, il y arriva par quelques détours de conversation, et raconta avec une indifférence apparente, que le comte de Pappenheim l'était venu voir dernièrement et lui avait rapporté que le duc de Brunswick s'était fortement compromis en différents points contre Sa Majesté Impériale, sur quoi, lui, Wallenstein, aurait répondu que s'il en était ainsi, le duc méritait un châtiment exemplaire. A ce propos, Tilly manifesta sans détour le plus vif étonnement, et dit qu'il n'avait rien appris de semblable du duc, qu'à la vérité ce prince n'avait pas été sans reproche, au commencement de la guerre, mais que, depuis lors, il avait obtenu son pardon de Sa Majesté Impériale. Tilly témoigna ensuite le désir d'avoir, à cet égard, des explications plus détaillées, mais Wallenstein laissa tomber le discours, et la conversation s'égara sur d'autres sujets[1]. Battu de ce côté, Wallenstein le fut encore

[1] Von der Decken. Herzog Georg. p. 290.

à Vienne, par suite de l'intervention énergique de l'Electeur de Bavière. Ce prince, instruit de ce qui s'était passé à Wolfenbuttel, par l'un des héritiers présomptifs de Frédéric-Ulrich, Georges de Lunebourg, se hâta de prendre les mesures plus propres à renverser les plans du généralissime. « J'espère, écrivit-il à l'Empereur, que Votre Majesté Impériale ne permettra pas le retour d'aussi graves procédures et inquisitions contre les personnages issus de sang princier, et qu'elle saura protéger, contre tout attentat, les biens et la personne du duc Frédéric-Ulrich. » Pappenheim, sévèrement réprimandé d'avoir agi aussi légèrement sans l'autorisation de ses chefs naturels, reçut défense formelle de s'immiscer davantage dans ce procès.

Il obéit sans hésiter, mais il conserva dans son cœur, à côté d'une vive affection pour Wallenstein, un amer ressentiment contre Tilly, dont il accusait la jalousie d'avoir détruit l'échafaudage de sa grandeur. L'arrêt du conseil impérial, rendu sur ces entrefaites, fut favorable à Frédéric-Ulrich, mais il maintint les assignations de Tilly sur l'héritage de Christian. Tilly eût pu facilement abuser de sa position, arracher au duc les concessions de terres que Wallenstein avait espéré lui faire donner directement par l'Empereur; mais cette ame grande et généreuse ignorait les étroits calculs de l'orgueil et de la cupidité. Il transigea, pour ses droits, avec le duc, et y mit si peu d'âpreté, qu'à sa mort, la plupart des sommes qui lui étaient garanties par cette transaction n'étaient pas encore payées.

Son exemple trouva peu d'imitateurs, les comtes de Thun, Max de Wallenstein et Jules de Mérode, créanciers de l'Empereur, au même titre que Tilly, ne firent aucune difficulté d'accepter en paiement, le premier, la propriété du comte de Hohenstein, le second, celle du comte de Reinstein, et le troisième, celle du comte de Blankenbourg. En outre, l'Empereur promit à Aldringen la seigneurie de Warbourg, à Walmerode celle de

Dorstadt, et au commissaire-général Ruepp, la terre de Helem.

L'échec essuyé par Wallenstein avait eu cependant ses compensations. Au mois de février 1629, Gallas, colonel d'un régiment d'infanterie de la Ligue, offrit brusquement sa démission. Ce coup de tête excita d'autant plus de surprise à Munich que Gallas, loin d'avoir à se plaindre, avait été avancé au détriment d'autres officiers, et pourvu d'un régiment, dans un moment où il y avait peu de vacances, et d'anciens colonels à placer. Mais la surprise fit place à l'indignation, lorsqu'un enseigne envoyé par Gallas remit à l'Electeur de Bavière un mémoire hautain, dont la substance portait, en termes peu ménagés, qu'au cas où la démission offerte ne serait pas immédiatement acceptée, le colonel quitterait son régiment sans plus s'inquiéter d'autorisation. Maximilien ordonna aussitôt à Tilly de rechercher les motifs de cette inexplicable conduite, en attendant de faire arrêter Gallas, de le casser, de le traduire même devant un conseil de guerre, s'il réalisait sa menace de quitter l'armée sans autorisation. Tilly répondit que depuis longtemps Gallas caressait l'idée de passer au service impérial, et que sa démission était motivée par le désir d'accepter la charge de major-général que lui offrait Wallenstein. Il signala, en même temps, des dispositions non moins inquiétantes chez plusieurs officiers catholiques, entre autres, chez le comte de Gronsfeldt. Tous les efforts de l'Electeur pour arracher Gallas à Wallenstein furent inutiles. En désespoir de cause, il lui fit offrir un poste brillant en Italie. Gallas persista dans sa résolution et se borna à faire quelques excuses de ses procédés inconvenants. Sa défection fut bientôt suivie d'une autre, qui dut être plus sensible à Maximilien et à son général. Le comte d'Anholt, depuis tant d'années le fidèle compagnon d'armes de Tilly, abandonna, à son tour, les drapeaux de la Ligue, pour ceux de l'Empereur. Depuis longtemps il

sollicitait son congé. Tilly, qui l'avait en grande estime, cherchait à le retenir, « parce qu'il n'y avait personne dans toute l'armée plus capable de le remplacer, en cas de besoin, ni à qui on eût osé mieux fier ladite armée[1]. » Dans ce but, il demanda et obtint, à l'assemblée de Heidelberg, que le traitement d'Anholt qui était de 3,000 rixdalers par an, fût porté à 4,000. Mais ni cette augmentation ni l'intervention personnelle de Maximilien ne purent retenir Anholt; il quitta l'armée, au printemps de 1629, et alla prendre le commandement des troupes impériales, cantonnées en Alsace. Son régiment, qui l'aimait comme un père, faillit se dissoudre à son départ. Quantité d'officiers et de soldats allèrent le rejoindre en Alsace, et Tilly se vit obligé d'employer des mesures sévères pour arrêter cette désertion.

Ce sourd travail de dissolution dans l'armée de la Ligue devait exciter d'autant plus d'alarme à Munich, qu'il coïncidait avec des mouvements extraordinaires des troupes impériales. Tandis que Colalto passait en Italie avec un corps nombreux, qu'Aldringen essayait d'appliquer de force l'édit de restitution à l'évêché de Magdebourg, un corps de 18,000 hommes d'infanterie et de 2,500 chevaux manœuvrait en sens divers, comme incertain sur sa destination. Ce corps, dont le commandement avait été donné par l'Empereur au comte de Montecuculli, et, par Wallenstein[2], au comte Jean de Nassau qui le conserva, semblait également tiraillé dans ses ordres de marche.

Wallenstein, après avoir promis à l'Infante de l'envoyer aux Pays-Bas et ordonné de l'acheminer vers le duché de Juliers, donna subitement contre-ordre, et parut un moment vouloir le diriger sur la Frise, puis il écrivit à l'Infante qu'il avait reçu de l'Empereur le commandement exprès de

[1] Archives du royaume. Corresp. de Routard. p. 375.
[2] Archives du royaume. Secrétairerie d'Etat allemande. Corresp. de Wallenstein.

l'envoyer en Italie, où lui-même allait se rendre.[1] Le bruit se répandit, à cette époque, qu'il avait obtenu de Ferdinand la cession de Vérone, comme récompense anticipée de ses futurs services. Maximilien incrédule à ces projets d'Italie se crut à la veille d'être attaqué : il prévint Tilly de se mettre sur ses gardes et de tenir ses troupes prêtes à marcher. Absorbé par le danger qu'il croyait avoir à redouter de ce côté, il perdit de vue celui, bien plus grave encore, dont le roi de Suède menaçait dès lors l'Empire. Il défendit à Tilly de donner à Wallenstein huit compagnies que celui-ci demandait pour surveiller les Suédois.

Tilly, moins préoccupé d'intérêts personnels, s'inquiétait davantage des préparatifs militaires de Gustave-Adolphe, dont le but, à ses yeux, ne pouvait être que l'Allemagne. Il déplorait avec amertume les dissensions intérieures qui allaient s'aggravant, au moment où tous les catholiques auraient eu, plus que jamais, besoin d'unir leurs forces pour résister à l'ennemi commun. A plusieurs reprises, il avait averti l'Electeur de Bavière de l'agitation inusitée qui se faisait remarquer en Suède et dans les pays protestants de l'Allemagne, et insisté sur la nécessité de se fortifier, au lieu de s'affaiblir par des licenciements inopportuns dans les deux armées. Dans son loyal patriotisme, il avait pris sur lui de prêter quelques-uns de ses régiments à Wallenstein, pour le seconder dans le siége de Magdebourg, que le généralissime venait d'entreprendre et qu'il fut obligé d'abandonner comme celui de Stralsund, au bout de quelques mois. Son œil exercé pénétrait les intentions de Gustave-Adolphe, suivait tous ses mouvements, et ne se laissait détourner par aucune sollicitude secondaire. Le roi de Danemark l'ayant fait inviter à une entrevue personnelle, il s'excusa poliment de s'y

[1] Archives du Royaume. Secrétairerie d'Etat allemande. Correspondance de Wallenstein.

rendre, estimant, comme il le manda à l'électeur de Bavière, « qu'il ne pouvait lui être bon à rien, même à table. »

Dans ces dispositions, il dirigea tous ses efforts à rétablir la bonne intelligence entre les princes catholiques, l'Empereur et Wallenstein. Ses démarches furent favorablement accueillies de Ferdinand, qui se plut à reconnaitre hautement les services rendus par l'armée de la Ligue, et qui témoigna le vif désir de voir les deux généraux combiner ensemble un plan de défense. Les ministres impériaux y ajoutèrent les protestations les plus chaudes sur les bonnes intentions de Wallenstein, et, poussant son œuvre plus loin, Tilly sollicita l'électeur de Mayence de réunir encore une fois les princes de la Ligue pour jeter les bases d'un arrangement durable avec Wallenstein. Le prélat y consentit sans peine, et, en attendant que l'époque de cette nouvelle réunion fût fixée, Tilly, accompagné de l'évêque d'Osnabruck, se rendit à Halberstadt, où se trouvait Wallenstein, dans l'espoir d'aplanir, par son intervention personnelle, une partie des obstacles qui empêchaient le rétablissement de la bonne harmonie; mais ce voyage demeura infructueux. Tilly revint à son camp, sans avoir pu arracher la moindre concession du généralissime, même au sujet des quartiers d'hiver où les troupes de la Ligue eurent encore à souffrir de grandes privations.

Ce résultat ne découragea pas Tilly. Dans l'intervalle, les princes de la Ligue s'étant rassemblés à Mergentheim, sur sa demande, il fut appelé à venir défendre, devant eux, ses vues conciliatrices, mais les esprits étaient trop échauffés pour l'écouter, et se trouvaient plus blessés que lui-même de l'inutilité de ses efforts. Ce ne fut qu'une clameur contre l'arrogance et l'insolence de domination de Wallenstein, contre les exactions des officiers impériaux, et leur conduite envers l'armée de la Ligue. Les propositions formulées par l'abbé Antoine de Kremsmunster, délégué de l'Empereur, furent fort mal accueillies. Ce prélat était

chargé de demander l'intervention militaire de la Ligue contre les Hollandais, la réunion des deux armées sous un seul chef, et la fixation d'une assemblée des Electeurs. La première et la seconde de ces demandes furent repoussées péremptoirement, et l'abbé eut beaucoup de peine à empêcher que la troisième n'eût le même sort. A son tour, il refusa l'extension des quartiers d'hiver de l'armée catholique, sollicitée par les princes. Ceux-ci n'en maintinrent pas moins leurs prétentions à cet égard, et développèrent leurs griefs dans une longue adresse que les électeurs de Mayence et de Bavière furent chargés de présenter à l'Empereur.

Outre de nouvelles protestations contre la confiscation du Mecklembourg au profit du duc de Friedlandt, cette adresse contenait une invitation formelle à l'Empereur de prendre lui-même la direction suprême de la guerre, ou de la confier à un des princes de sa maison. Elle promettait un concours sans réserve de l'armée catholique, sous condition de lui conserver des quartiers distincts, et de la traiter sur le même pied que l'armée impériale. Enfin, elle touchait quelques points de détails moins importants, tels que la destitution des officiers impériaux protestants, et les garanties à exiger contre toute nouvelle tentative d'embauchage des officiers de la Ligue.

Si, malgré l'autorité de son nom, Tilly fut impuissant à faire prévaloir les sages conseils de la modération, il parvint du moins à éveiller quelque peu l'attention des princes catholiques sur les menées du roi de Suède. Ses agents lui avaient mandé, de Hambourg, « qu'on remarquait une activité extraordinaire à Stockholm; que l'on négociait des alliances de tous côtés; que le roi levait de l'infanterie allemande; qu'il avait pris à sa solde deux régiments de cavalerie danoise, complété les 1,500 chevaux de Baudissin, et qu'il recevait, sous main, des subsides pécuniaires des villes hanséatiques.» D'autre part, on l'avertissait qu'un

vaste mouvement se préparait contre l'Empereur et la Bavière, que la France, la Suisse et le Wurtemberg s'étaient engagés à mettre une armée sur pied, l'Angleterre, la Hollande, le Danemark et la Suède une seconde, que Bethlen Gabor et l'électeur de Saxe se disposaient à prendre aussi les armes et à fondre leurs forces dans une troisième armée.

D'autres avis étaient venus confirmer ceux-ci ; les détails mêmes sur le plan de campagne du roi de Suède ne manquaient pas, et spécifiaient, « qu'il porterait, pendant l'hiver, la plus grande partie de sa cavalerie à Stralsund, pour de là pousser des partis dans le voisinage et enlever les garnisons impériales, qu'il lèverait, sur le continent, autant d'hommes de pied qu'il pourrait, en pratiquant, sur une large échelle, l'embauchage dans les troupes de Wallenstein, qu'en même temps les ducs de Mecklembourg répandraient dans leurs anciens Etats de nombreux émissaires chargés de favoriser les levées du roi et de préparer un soulèvement général, au moment de l'approche des Suédois ; qu'une fois bien affermi dans le Mecklembourg et la Poméranie, le roi se dirigerait sur l'Elbe, afin de donner la main au mouvement insurrectionnel, que l'administrateur de Magdebourg devait provoquer dans cet évêché et dans celui d'Halberstadt, qu'il s'établirait, près de Magdebourg, afin de couper, aux impériaux, les approvisionnements qu'ils tiraient de l'Elbe inférieure, et d'être en mesure de soulever le Cercle de la Haute-Saxe contre l'Empereur, ce qui, le succès échéant, ne pouvait manquer d'attirer quantité d'officiers supérieurs protestants sous les drapeaux du roi[1]. »

Ces renseignements si précis et pour la plupart exacts, frappèrent vivement le vétéran catholique. Aussi insista-t-il vivement sur la nécessité de renforcer son armée, au lieu

[1] Hurter. Wallenstein. p. 337 et suiv.

de la diminuer par des licenciements intempestifs et demanda-t-il l'autorisation de créer au moins deux nouveaux régiments. Cette demande rencontra une vive opposition au sein de l'assemblée de Mergentheim, non que les princes ne fussent instruits des armements de la Suède et des intrigues des puissances hostiles à l'Allemagne, mais l'égoïsme fermait leurs yeux à l'imminence du péril et les rendait sourds aux meilleurs avis. Depuis quelque temps déjà, ils avaient entamé des pourparlers avec la France, dont ils savaient les conseils prépondérants à Stockholm, et ils se flattaient de l'espoir que cette puissance saurait les abriter contre les coups du roi scandinave. Les choses avaient même été poussées si loin, qu'un projet de traité, stipulant le chiffre des troupes à fournir par la France, en cas de guerre de la Ligue contre l'Empereur, fut soumis aux délibérations des ministres de Maximilien. Ce projet n'eut pas de suites; néanmoins l'assemblée de Mergentheim se montra très-occupée des moyens de se maintenir en bons rapports avec la France. La conscience des princes catholiques se croyait tranquillisée par les promesses de Richelieu, de sauvegarder les droits de la religion catholique; leur intérêt trouvait sa satisfaction dans l'espoir de n'être tout au plus que les spectateurs passifs de la lutte qui se préparait; et sans payer les frais, sous prétexte de neutralité, ils pensaient avoir leur part des bénéfices éventuels. Cette tendance, qu'excuse l'état d'épuisement où se trouvaient réduits la plupart des princes, était aussi fortifiée par les dispositions que manifestait Gustave à séparer, dans ses griefs, l'Empereur de la Ligue. Autant il accusait l'ambition de l'Autriche, les graves offenses qu'il prétendait en avoir reçues, autant il se montrait fécond en assurances pacifiques et amicales pour les princes catholiques. Il suivait la même tactique envers les deux généraux de l'Empereur et de la Ligue, réservant toutes ses séductions pour Tilly. Au mois d'avril 1629, il lui fit remettre par l'intermédiaire de

Steno Bielke une lettre dont le style louangeur contraste singulièrement avec le dédain affecté, plus tard, par le conquérant, pour son adversaire malheureux.

GUSTAVUS-ADOLPHUS,

ILLUSTRIS ET EXCELLENTISSIME COMES SINCERE NOBIS DILECTE.

«Virtutum tuarum fama et quam nobis de Excell. Tua non minus, quam Exercitu et Principalibus tuis, catholicæ ligæ directoribus amicitiam pollicemur, fecit ut presenti cum occasione, Excell. T. salutaremus, certamque faceremus, si quid a nobis proficisci poterit, ad honorem et emolumentum Excell. T. promovendum, id sibi de Benevolentia nostra, quacunque sub occasione indubie promittat. Injunximus præsentium Exhibitori ablegato senatus nostri Baroni Bielke, ut pluribus hunc animum nostrum. Excell T. contestaretur, quem, quin eo nomine. Tua Excell. sibi commendatum habeat, omninò non dubitamus. Sumus, T. Excell. ad omnia regii favoris officia præstandum semper benevoli, atque his eam Deo commendamus, Ex acre nostra Stocholmensi die XXII, aprilis anno 1629. »

La réponse de Tilly, respectueusement reconnaissante, ne contenait qu'une assurance générale de son désir, sincère d'ailleurs, d'entretenir et de favoriser de tout son pouvoir le maintien de la paix entre le roi et les princes. Bien qu'on ne voie pas que cette correspondance ait eu quelque suite, Gustave n'en poursuivit pas moins sa politique de distinction, jusque dans son manifeste de guerre. Lors de son débarquement, il y eut parmi les princes de la Ligue, des hésitations sur le point de savoir, s'il ne convenait pas de laisser l'armée catholique en dehors de la lutte, sous prétexte que le roi n'avait pas déclaré formellement la guerre à la Ligue.

Si, malgré les enseignements si instructifs du passé, et en présence du licenciement exigé de l'Empereur, de

pareilles questions purent cependant être posées, on conçoit qu'en 1629, ces mêmes princes crussent pouvoir éviter la nécessité de nouvelles charges et repousser les propositions de Tilly. L'opiniâtre persévérance du général ne triompha qu'à demi de l'avarice mal entendue des ligués, l'assemblée lui accorda seulement 2,000 hommes, et crut avoir suffisamment répondu à ses communications, en faisant insérer dans le recès une clause hostile aux officiers protestants de l'armée impériale.

L'énergie et la promptitude de décision ne sont pas le propre des assemblées délibérantes; si, aux époques de crise, sous une pression vive, elles donnent quelques signes de vigueur, elles ne s'y maintiennent jamais, se lassent rapidement, s'empêtrent dans les détails, les récriminations, les considérations oiseuses, et creusent elles-mêmes l'abîme qui les doit engloutir. L'intérêt personnel, les calculs étroits et jaloux, l'amour des demi-mesures et des expédients y prédominent, la lumière n'y entre qu'à l'état de clair obscur.

Les diètes de la Ligue n'échappent pas à cette loi générale; le patriotisme et la notion du vrai, en politique, s'y affaiblissent peu à peu, sous l'influence des passions du moment. La fatigue et l'épuisement appesantissent les meilleures têtes, des tiraillements surgissent, les visées personnelles absorbent les esprits et fourvoient l'attention, les sacrifices deviennent pénibles, et, plutôt que d'en faire de nouveaux, on préfère nier l'évidence du danger, parce que cette négation donne le droit de les refuser.

Loin donc d'unir et de resserrer les forces catholiques de l'Allemagne, l'assemblée de Mergentheim, triste prélude de la diète de Ratisbonne, ne fit qu'aigrir les dissentiments et affaiblir les moyens de défense. Renverser Wallenstein parut aux princes plus urgent et plus important que d'organiser, de commun accord, la lutte avec le roi de Suède. Tous les efforts faits dans l'intérêt général par le patrioti-

que général de la Ligue demeurèrent inutiles, il quitta Mergentheim l'ame navrée de douleur et agité de sinistres prévisions.

Ce double sentiment trouvait un nouvel aliment dans la conduite de Wallenstein. Le duc de Friedlandt ne pouvait ignorer les projets de la Suède, les armements de Gustave-Adolphe. Sa correspondance démontre qu'il était au courant de tout ce qui se passait à Stockholm. Il avait reconnu la nécessité de se mettre en garde contre une attaque probable de ce côté, et d'occuper le roi au dehors, en attisant la guerre de Pologne, qui occupait alors ce monarque. Il ne cessait de recommander à ses officiers la plus grande vigilance sur les côtes, et son attaque contre Stralsund, bien qu'elle ait amené précisément un résultat contraire à ses vues, avait eu pour but d'arracher cette ville à l'influence des Suédois. Il négociait avec le roi de Danemark pour s'en faire un allié contre la Suède. Il avait fortement blâmé l'appui donné par Ferdinand II au traité de paix, intervenu entre Gustave-Adolphe et Sigismond. Enfin, chaque jour lui apportait des avis de plus en plus inquiétants sur les mouvements des Suédois, et en particulier sur les continuels débarquements de troupes qui se faisaient à Stralsund. Il ne pouvait se dissimuler que son propre duché de Mecklembourg se trouvait directement menacé.

D'autre côté, la fermentation des Etats protestants de l'Allemagne ne lui avait pas échappé, et il écrivait au comte Jean de Nassau : « Dans l'Empire, un chacun est au désespoir, les hérétiques, à cause de la sévère réformation et restitution des biens ecclésiastiques et les catholiques croyant ou craignant que la maison d'Autriche n'aspire à une monarchie[1] et qu'elle y veuille opprimer les princes comme ailleurs. »

Et cependant, que faisait-il à l'heure suprême du péril?

[1] Archives du Royaume. Liasses de l'audience.

Maître d'une armée de plus de 100,000 hommes, il l'éparpillait dans l'Empire, retirait des troupes du Brandebourg et de la Poméranie pour les envoyer se morfondre en Alsace, les épuisait en marches lointaines. Perdu dans ses pensées orgueilleuses, il détournait ses yeux de l'orage menaçant sa patrie, pour les fixer sur le but marqué par son ambition. S'il parlait des Suédois, c'était en termes méprisants; en revanche, il se répandait en vaines fanfaronnades. A l'Infante, il écrivait « qu'il comptait, dès le commencement du printemps, écraser les Hollandais et mettre en campagne quatre ou cinq armées contre les divers potentats de l'Europe.[1] » A d'autres, il exposait des plans bizarres, tels que ceux d'envahir et de soumettre la Transylvanie, à la tête de 70,000 hommes, ou de renverser le trône des sultans, à Constantinople.

Par un étrange contraste, autant il se montre prodigue d'empiètements grandioses sur l'avenir, autant il demeure inerte et inactif, devant les nécessités du présent. Son imagination, sans cesse en travail, semble avoir obscurci son jugement et absorbé les forces de son esprit. A l'entrée de l'hiver, alors que sa place est plus marquée que jamais à la tête de son armée il se retire dans ses terres, et l'invasion Suédoise le trouve loin de ses soldats, au fond de la Souabe, consacrant à ses intrigues de cour et à ses menées révolutionnaires le temps précieux, que réclamait ailleurs sa patrie en danger.

Faut-il s'étonner que de graves historiens, incapables de s'expliquer autrement l'énigme de ce contre-sens politique et militaire dans un homme tel que l'on dépeint Wallenstein, aient cru en trouver le mot dans une pensée de trahison? Sans adopter cette manière de voir, on ne peut cependant la passer sous silence[2]. Si le cœur humain cache dans ses profonds replis les plus choquantes contradictions,

[1] Archives du Royaume. Liasses de l'Audience. [2] Hurter, Wallenstein. 326.

si la raison a ses égarements et l'esprit ses absences, l'orgueil a aussi ses défaillances et l'on ne mesurera jamais l'abîme que peut créer dans une ame la cupidité engrenée sur l'ambition.

Ce fut un bonheur pour Wallenstein que de voir le bâton de commandement brisé entre ses mains à Ratisbonne. Sa mémoire a été dotée, comme d'un bien réel, de tous les exploits qu'on lui a supposés possibles. Et cependant, ce que Tilly recueillit, Wallenstein l'avait semé, et l'histoire, faussée par la partialité des passions, a rejeté sur le moissonneur la honte de cette inévitable récolte de revers et de défaites. Il s'en fallut de peu cependant que la destinée de Tilly ne l'éloignât du calvaire qui l'attendait.

Au commencement de l'année 1630, le roi d'Espagne résolut de mener, dès le printemps, une expédition formidable contre les Hollandais, donna l'ordre de faire, aux Pays-Bas, tous les préparatifs nécessaires pour en assurer le succès. Des levées nombreuses furent organisées dans les provinces belges, et l'Infante s'occupa activement de remettre tous les cadres de l'armée sur le pied le plus complet. Mais à cette armée il fallait un chef : Ambroise Spinola commandait en Italie; Sylva au Palatinat; Verdugo venait de mourir; Henri de Berg jouait déjà le mécontent, et de tous les élèves de la fameuse école de guerre des Pays-Bas, naguère si féconde, il ne restait plus aucun général, ou assez capable, ou assez dévoué, pour inspirer pleine confiance au roi et à l'Infante. Dans ces conjonctures, la princesse pensa à Tilly. Tilly était belge, par conséquent sujet du roi d'Espagne, et, malgré ses longs services en Allemagne, un appel à l'obéissance eût suffi pour ramener immédiatement un homme dont la vie entière avait été consacrée au culte du devoir. Mais ce moyen ne pouvait être employé, parce qu'il eût été blessant pour l'Empereur et le duc de Bavière, si étroitement liés avec l'Espagne. Il fallut donc user de ménagements et négocier.

Dans les premiers jours de mars, l'Infante écrivit à l'Empereur « qu'elle était résolue, à l'entrée du printemps, de faire de nouvelles levées et de se pourvoir avec de grandes forces pour dompter l'outre-cuydance des Hollandais et leur empescher tout ultérieur progrès et faire tout effort possible sur eux, et comme à présent le marquis[1] estant ailleurs empesché et occupé pour le service du roy, il manque un bon chef, bien entendu, au fait, de guerre, pour commander une si puissante armée et mettre en exécution et bien guyder une si grande entreprinse, elle seroit bien aise de se servyr de la personne du comte de Tilly, requérant l'Empereur à cet effet, de lui donner sa permission à l'employer[2]. »

L'Empereur parut disposé à satisfaire à cette demande, il transmit la lettre de l'Infante à Tilly, en ajoutant : « Or, est-il que cecy est une affaire qui en effect concerne le saint Empire et le bien commun et iceluy de notre sérénissime maison d'Autriche et l'état catholique en général, et dont, partant je serois bien aise qu'il puysse estre gratifié à la sérénissime Infante en ceste sienne réquisition ; et particulièrement vostre expérience de guerre estant si cogneue par tout le monde et ayant desja, en tant d'occasions, par effects faict paroistre vostre dextérité, valeur et courage à vostre louange immortelle et dont nous avons conceu ceste ferme espérance envers Dieu qu'emporterez la victoire contre ses ennemys et les déprimerez et assubjectirez non moins qu'avez faict des autres auxquels avez faict la guerre et comme je scay qu'il faut sur ce requérir le duc de Bavière, sans le préterir en aucune façon, je n'ay laissé de luy en escripre[3]. »

L'Empereur avait, en effet, recommandé la requête de l'Infante à Maximilien, tout en conseillant à la princesse

[1] Ambroise Spinola, marquis de Los Balbaces.
[2] Archives du royaume. Secrét. d'Etat allemande. Corresp. de l'Empereur Ferdinand II.
[3] Ibid.

de faire elle-même une démarche directe à Munich.... « Or, c'est bien la vérité, écrivit-il à l'Electeur, que le principal consiste en ce que l'on ordonne et commecte un tel chef pour ceste armée, qui la scache bien commander et conduire selon les occasions et dont, partant, je seray bien ayse qu'il puisse estre gratifié à la sérénissime Infante en ceste sienne réquisition, en particulière considération de la grande expérience de guerre que ledit comte de Tilly at et des signaléeset louables qualitez qui l'accompaignent, et de son grand courage, valeur et dextérité que tant de fois il at par effect témoigné, desfaisant et affaiblissant les forces de l'ennemy, réquérant par ainsy gratieusement vostre dilection par ceste qu'au cas qu'elle juge convenir de s'entreparler sur ce subject avecq l'Électeur de Mayence pour voir si et en quelle façon il puisse estre gratifié à la sérénissime Infante, ou bien que non, s'en escripve audit Electeur, elle m'en veuille advertir ou bien de la résolution qu'autrement elle vouldroit prendre sur ceste réquisition de la dicte sérénissime Infante, affin que je puisse respondre à icelle[1]. »

De son côté, l'Infante suivant le conseil de l'Empereur, dépêcha, à Munich, Louis de Custin, seigneur de Villers-le-rond, avec mission de négocier le congé de Tilly. Mais quelques instances que fit cet envoyé, il ne put obtenir de Maximilien que de vagues promesses d'examiner sérieusement la demande de l'Espagne, si le résultat de la diète de Ratisbonne permettait d'avoir quelque perspective de tranquillité.

Dans cette circonstance, Tilly se montra ce qu'il était toujours : prêt à obéir, plein de dévouement, de modestie, et d'abnégation. Le vaillant soldat unissait, au génie du commandement, la docilité du religieux et la simplicité de

[1] Archives du royaume. Secrétairerie d'État allemande. Correspondance de l'Empereur Ferdinand II.

cœur de l'enfant. Sûr d'être dans la voie droite en obéissant, détaché des vanités du monde et de tout intérêt d'amour-propre, il ne recherchait d'autre satisfaction que celle de sa conscience, d'autre gloire que celle de Dieu. Ces rares qualités apparaissent dans une nuance, à la fois digne et touchante, dans sa réponse à l'Empereur. « J'ai vu par la lettre que Votre Majesté a daigné m'écrire, en quelle chose de haute importance Votre Majesté désire avoir mon humble déclaration après celle toutefois de sa dilection électorale de Bavière, mon très-gracieux électeur et seigneur. Or donc, puis que, selon la remarque de Votre Majesté Impériale, il est nécessaire d'attendre la décision et le consentement de Son Altesse électorale de Bavière et des autres Etats catholiques, je n'ai autre chose à déclarer à Votre Majesté Impériale, sinon que j'obéirai à mes chefs, comme j'espère l'avoir fait jusqu'à présent, et que je me conformerai de mon mieux à leurs résolutions. Daigne toutefois, Votre Majesté, avoir pour agréable que je la supplie, eu égard à mon âge déjà avancé, à mes fatigues et à mes travaux, à l'affaiblissement toujours croissant de mes forces et à mon incapacité, d'épargner à mon humble personne le poids d'une charge aussi lourde et aussi élevée.

»Du reste, je me mets très-humblement à la pleine et entière disposition de Sa Majesté Impériale et de Son Altesse électorale de Bavière et des autres Etats catholiques, fermement résolu de consacrer à leur service jusqu'au dernier moment le peu de jours qui me restent à vivre[1]. »

L'Infante continua ses démarches, malgré le peu d'ouverture laissée à ses espérances par l'électeur de Bavière. Un refus, poli mais péremptoire, mit enfin un terme aux illusions qu'elle avait pu conserver à cet égard[2]. Comme si les obstacles n'avaient fait qu'accroître sa confiance dans la

[1] Archives du royaume. Secrétairerie d'Etat allemande. Correspondance de Ferdinand II. [2] Ibid.

sagesse et dans les talents du vieux général de la Ligue, elle le fit comprendre parmi les personnages désignés par le roi, dans une lettre datée du 4 mars 1630, pour administrer provisoirement les Pays-Bas, en cas de mort de la princesse[1].

Pendant ces négociations, une véritable révolution politique, dont les suites devaient être immenses, s'accomplissait dans les hautes régions de l'Empire.

Le collége des Electeurs, convoqués à Ratisbonne, par l'Empereur, se réunit dans cette ville, le 3 juillet, 1630. La paix devait être l'objet des délibérations de l'assemblée et sortir de ses résolutions. Tout ce que l'aristocratie de l'Empire comptait de princes, l'armée de chefs illustres, la diplomatie de vétérans blanchis par l'expérience, accourut à ce rendez-vous de tant de grands intérêts divers. L'Europe entière s'y fit représenter. L'Empereur y parut en personne; seuls, les électeurs de Saxe et de Brandebourg, le premier, profondément aigri par l'édit de restitution, le second, retenu par la crainte du roi de Suède, protestèrent par leur absence. Tilly, spécialement mandé par l'Empereur, arriva l'un des premiers à Ratisbonne, suivi d'un nombreux état-major. L'accueil qu'il reçut fut splendide. Souverain, princes, seigneurs, le comblèrent d'égards et le fêtèrent à l'envi. C'est dans un des banquets qui lui furent offerts, qu'interpellé par un des augustes convives, il prononça ce mot célèbre : « Jamais je n'ai touché une femme, bu une goutte de vin, ni perdu une bataille. »

L'heure approchait où cette dernière assertion allait cesser d'être une vérité pour ce favori de la victoire, et le moment de sa plus haute élévation devait précéder de bien peu celui de sa chute.

Déjà, de nombreux nuages voilaient l'horizon et de sinistres symptômes annonçaient que loin d'ouvrir une ère de

[1] Gœthals. Généalogie de Tserclaes. p. 147.

paix, la diète de Ratisbonne allait devenir le théâtre d'une lutte intestine, source d'incalculables maux pour l'Empire. Sous les apparences d'idées de conciliation, les chefs de l'assemblée apportaient de vifs ressentiments, des préoccupations inquiètes, des prétentions trop opposées pour ne pas se heurter violemment. Cause et pivot de ces ressentiments et de ces inquiétudes, Wallenstein se plaisait à les surexciter, par son attitude menaçante. Sous prétexte de rassemblements de troupes françaises sur les frontières de l'Alsace, il avait fait marcher un corps de 18,000 hommes dans cette province, sous le commandement du comte d'Anholt. Peu après, un autre corps de 8,000 hommes pénétrait dans le Wurtemberg, malgré les réclamations du duc. Plusieurs régiments se concentraient autour de Ratisbonne, d'autres achevaient de se former, sans que le moindre signe trahît leur prochain mouvement vers le nord, où le débarquement du roi de Suède nécessitait impérieusement leur présence. Wallenstein lui-même, au lieu de courir se mettre à la tête de son armée, attaquée par l'ennemi, et démoralisée par son absence, vint s'établir à Memmingen, petite ville peu distante de Ratisbonne, d'où il était comme une épée de Damoclès sur la tête des Electeurs. Quel que fût le mépris du généralissime pour les troupes suédoises qu'il traitait de « canaille suédoise, » quelle que fût l'ignorance de la plupart des princes, sur la véritable force du roi, la simple notion des devoirs d'un chef d'armée suffisait, dans ces circonstances, pour légitimer les plus graves soupçons sur les mobiles secrets de l'inexcusable conduite de Wallenstein. Le bruit se répandit bientôt et s'accrédita, qu'il avait offert à l'Empereur d'imposer aux Electeurs la reconnaissance du droit héréditaire du jeune roi Ferdinand, à l'Empire, et de soumettre les récalcitrants par la force. Le moment était venu où le duc de Friedlandt se trouvait en mesure de réaliser ses vastes plans et de transformer l'Empire électif d'Allemagne en monarchie absolue et héré-

ditaire. Un seul mot de Ferdinand, et la révolution était accomplie. Mais ce mot, la loyauté du catholique Empereur se refusa à le prononcer, et dès lors, vaincu à son tour, Wallenstein ne pouvait éviter les conséquences de sa défaite.

Le péril qui menaçait si directement leur indépendance fit oublier aux Electeurs tout autre sujet d'anxiété; après avoir arraché à Ferdinand la destitution du duc de Friedlandt et la promesse si intempestive du licenciement d'une partie de l'armée impériale, ils refusèrent de lui donner le prix mérité de ses concessions, et remirent à une autre diète, l'élection par lui sollicitée, de son fils comme roi des Romains, sous prétexte que la présence des troupes impériales, autour de Ratisbonne, entacherait la liberté de cette élection, et qu'elle ne pouvait, d'ailleurs, avoir lieu qu'à Francfort. La lutte s'établit sur le choix du successeur de Wallenstein, et s'anima, au point que le débarquement de Gustave-Adolphe et ses rapides progrès sur le continent allemand ne purent tirer les princes de leurs préoccupations. L'Empereur réclamait le commandement général des troupes impériales et catholiques pour son fils; les chefs de la Ligue l'exigeaient pour Maximilien de Bavière. Après quatre mois de discussions, de pourparlers et de négociations, temps d'un prix inestimable alors et dont profita largement le conquérant suédois, une transaction intervint, et le nom de Tilly réunit tous les suffrages.

Un coup de foudre frappant l'héroïque général l'eût moins étourdi que cette haute faveur, éclatant hommage, rendu à son mérite et à sa gloire. Usé par l'âge et les fatigues, sentant ses forces s'affaiblir, dégoûté du monde et du vain prestige de ses honneurs, sans illusion sur les immenses difficultés de la tâche qu'on voulait lui imposer, déplorant les maux d'une guerre sans fin, il n'avait plus d'autres désirs que de se consacrer uniquement aux soins de son salut, et d'aller, sous les arceaux d'un cloitre, se préparer

à la mort par la retraite et la prière. Il refusa, dit-on, avec larmes, et supplia l'Empereur d'agréer ses excuses. Sa résistance fut longue et ne céda qu'à l'appel fait à sa conscience du devoir. Nul sacrifice ne lui coûta davantage; de noirs pressentiments assiégeaient son ame; sincère avec lui-même, il sentait que le fardeau était au-dessus de ses forces et des moyens humains mis à sa disposition. Il l'embrassa comme une croix, et fit acte de résignation chrétienne. Tandis qu'à l'exemple de Wallenstein, les courtisans affectaient de rabaisser les ressources du roi de Suède, qu'ils nommaient le roi de neige, et de railler son entreprise de pygmée s'attaquant à un colosse, il savait apprécier froidement les chances de la nouvelle guerre qui éclatait. La guerre, disait-il, est un jeu de hasard, où les joueurs risquent plus ou moins, selon le degré de leurs passions. Tantôt on gagne, tantôt on perd. Si l'on gagne beaucoup, on est porté d'ordinaire à poursuivre sa chance, afin de gagner encore davantage; celui qui perd, à son tour, veut continuer dans l'espoir de regagner ce qu'il a perdu. Enfin, la chance tourne et le joueur perd, non-seulement ce qu'il a gagné, mais encore ce qu'il possédait auparavant. » Paroles sages et mémorables, dont l'application, infaillible en tout temps, devait, après l'avoir frappé, jeter successivement dans la tombe et Gustave-Adolphe et Wallenstein. Il ajoutait : « le roi de Suède est aussi prudent que brave, à la fleur de l'âge et d'une nature énergique. Il a autant de courage que de pénétration, une grande ambition de gloire militaire, et a fait de grands armements. Les Etats de son royaume le soutiennent chaudement, et la meilleure harmonie règne entre lui et ses sujets. Son armée est composée de soldats aguerris, bien disciplinée et la meilleure en Europe. Elle a une confiance illimitée dans les talents de son chef et lui porte une affection aveugle. Un général qui est en même temps roi dans son armée et qui dispose de pareils moyens est un

joueur qu'il serait imprudent de dédaigner, et avec lequel ne pas perdre est déjà avoir beaucoup gagné. »

Ce jugement, dicté par une expérience consommée, une étude attentive des faits et une noble absence de toute idée de jalousie militaire, malheureusement trop rare chez les généraux habitués à la victoire, eût dû éclairer Ferdinand et les princes de la Ligue sur les dangers réels de l'invasion suédoise. La destitution de Wallenstein accomplie, il eût fallu, au lieu de licencier la majeure partie de ses troupes, les retirer de l'Empire et les diriger contre le roi de Suède. Malheureusement, les dissentiments depuis longtemps survenus entre l'Empereur et la Ligue avaient détruit toute entente sincère. La jalousie, trouvant son compte à déprécier les forces des Suédois, prévalut sur les sages conseils de Tilly. Les princes catholiques redoutant toujours l'influence de Wallenstein et son retour possible, s'acharnèrent à disloquer son armée. Ils y trouvaient l'avantage de maintenir l'Empereur sous leur dépendance et d'étendre les cantonnements de leur propre armée, maintenue sur le grand pied de guerre. De son côté, l'Empereur céda facilement, soit qu'aveuglé par Wallenstein sur les ressources réelles des Suédois, il continuât, malgré les avertissements de Tilly, à les regarder comme peu redoutables, soit, comme l'ont avancé quelques historiens, qu'il ne vît pas sans un secret plaisir les princes qui venaient de l'humilier avec si peu de ménagements, s'exposer étourdiment à attirer sur eux seuls la verge vengeresse de Gustave-Adolphe.

L'ordre de licenciement fut donc donné. Soixante mille hommes furent congédiés à la fois, et si l'on déduit de la grande armée de Wallenstein, que les calculs les mieux fondés évaluaient à 150,000 hommes, les corps employés en Italie ou aux Pays-Bas, on trouvera que l'unique force disponible de l'Empereur se réduisait à environ 40,000 soldats. La Ligue, il est vrai, éleva la sienne de 21,000 à

30,000, mais elle stipula une clause qui devait créer de sérieux embarras pour Tilly : que son armée resterait indépendante de celle de l'Empereur, et formerait un corps entièrement distinct de celle-ci.

Le licenciement si imprudent dans les circonstances où il se faisait, devint une cause de force pour le roi de Suède. La plupart des officiers et soldats congédiés, habitués à la licence des camps, à la vie oisive et désordonnée des garnisons, coururent, par milliers, offrir leurs services au roi de Suède, à ce point qu'on pût dire plus tard, avec raison, que Ferdinand avait été battu par ses propres troupes.

Une autre faute non moins grave fut commise par la Ligue. L'Electeur de Saxe, portant la parole au nom de ses coreligionnaires protestants, avait adressé, à la diète, de vives réclamations, non-seulement contre le principe de l'édit de restitution qu'on commençait à lui appliquer, malgré les promesses contraires et ses éminents services envers la maison d'Autriche, mais aussi contre la rigueur et l'âpre dureté des officiers chargés d'exécuter le décret impérial. Ce prince, si longtemps paisible, était vivement blessé de ce que l'Empereur venait d'annuler l'élection d'un des jeunes princes saxons au siége épiscopal de Magdebourg et de lui substituer son propre fils, l'archiduc Léopold, déjà possesseur de trois autres évêchés. Cet affront, joint aux exactions arbitraires et aux charges de troupes dont Wallenstein ne cessait d'incommoder l'électorat, le fit sortir de sa longanimité. Il se plaignit à la diète et développa ses griefs avec une chaleur peu ordinaire. Des menaces voilées mais réelles, et qui, au début d'une guerre nouvelle, devaient être prises en sérieuse considération, donnaient à ses plaintes un caractère qui frappa Maximilien et Tilly. Ces deux grands hommes, si unis par la vivacité de leur foi et la sagesse de leurs vues politiques, comprirent qu'il fallait, à tout prix, se rattacher l'Electeur par quelques

concessions et éviter tout prétexte plausible aux protestants de soutenir le roi de Suède et de former une nouvelle union. Le retrait formel de l'édit eût compromis la dignité de l'Empereur. Cependant, le peu d'avantages que l'Eglise en avait retirés, les inconvénients bien autrement fâcheux que son exécution avait soulevés, l'immense danger de maintenir ce brandon de discorde, dans les conjonctures actuelles, tout se réunissait pour en commander le sacrifice. Maximilien proposa, comme moyen terme conciliateur, de le suspendre pour quarante ans. Au fond, c'était le sacrifice complétement, tout en sauvegardant l'autorité de l'Empereur. Tilly unit ses efforts à ceux de son souverain pour faire prévaloir une mesure qui eût ruiné plus sûrement les affaires du roi de Suède que la perte d'une bataille. Malheureusement, la coalition des égoïsmes et des ambitions, désolées de se voir arracher une proie qu'ils croyaient assurée, fit échouer cette proposition d'une si haute portée politique. La majorité du collége électoral se prononça en sens contraire, elle consentit seulement à une suspension d'un an, et afin d'ôter aux princes protestants tout motif de réunion particulière, elle décida qu'une assemblée, à laquelle ils seraient convoqués, aurait lieu le 3 février 1631, pour l'arrangement des affaires religieuses.

C'est ainsi que la fortune contraire s'attachait déjà aux pas de Tilly et paralysait ses plus sages conceptions. Attristé par tant de fautes qu'il n'avait pu empêcher, pliant sous le poids d'une responsabilité qu'il n'avait pas cherchée et qu'on semblait s'étudier à lui rendre plus lourde, son ame se réfugiait dans la prière et il trouvait une source féconde de consolations et de forces dans sa tendre dévotion à la mère de Dieu. Le sanctuaire célèbre d'Altenœtting avait pour lui une attraction particulière. Déjà, en 1624, lors d'un voyage à Vienne, il avait passé trois jours au pied de l'autel de la Vierge Immaculée. Cette fois sa pensée se reporta encore vers Altenœtting, et il y accomplit un

nouveau pèlerinage, en quittant Ratisbonne. Ce fut comme son adieu à la vie et aux gloires du monde. Pendant quatre jours absorbé dans des prières ferventes, il n'interrompit ses profondes méditations que pour prendre ses dernières dispositions. Son testament était fait depuis 1626, il y ajouta un codicille, fit offrande à l'autel de la reine des anges d'un magnifique crucifix richement orné de diamants et de pierreries, que lui avait donnés l'Infante Isabelle, fonda une prébende et choisit sa sépulture dans une chapelle particulière, qui prit depuis lors le nom de chapelle de Tilly.

Désormais, délivré de tout souci ici-bas, en paix avec Dieu et sa conscience, le héros catholique se releva fort et résigné et reprit d'une main ferme l'épée qu'il ne devait plus quitter qu'avec la vie.

FIN DU TOME PREMIER.

TABLE.

CHAPITRE I.

CHAPITRE II.

CHAPITRE III.

CHAPITRE IV.

CHAPITRE V.

CHAPITRE VI.

CHAPITRE VII.

CHAPITRE VIII.

CHAPITRE IX.

CHAPITRE X.

CHAPITRE XI.

CHAPITRE XII.

CHAPITRE XIII.

CHAPITRE XIV.

CHAPITRE XV.

CHAPITRE XVI.

CHAPITRE XVII.

FIN DE LA TABLE.

Tournai, typ. de H. Casterman.

